

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie



PROJET :

"salam " pour la prévention de l'extrémisme violent en Tunisie

projets EuropeAid/154272/DD/ACT/TN

Etude

« Diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie »

L'étude a été réalisé par:

- Houcine Rhili : Spécialiste en Développement et Gestion des ressources
- Maitre Saida Ghazouani : Avocate
- D. Abid Khlaifi : Universitaire Spécialisé en Terrorisme et Groupes Jihadistes
- Fatma Zitouni : Spécialiste en Sociologie
- Lotfi Hammami : Chercheur en Philosophie Politique (Volontaire)

La traduction a été réalisée par :
Mr Ali Ayachi- Inspecteur en langue française-

Février 2019

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Cadre général de l'étude

L'extrémisme violent et le terrorisme représentent une menace sérieuse pour les valeurs de la société civile impliquée dans la préservation de la paix positive et du développement de la démocratie, de la paix humaine, des droits de l'homme, de la justice sociale et du développement durable.

Le terrorisme et l'extrémisme violent se fondent sur la diffusion d'idées et de pratiques racistes visant l'exclusion et la ségrégation raciale et ethnique.

C'est dans cette mesure qu'il menace la civilité de nos sociétés et nos valeurs humaines, à travers l'exploitation des croyances et des sentiments religieux des peuples, ainsi que les doctrines et idéologies politiques et intellectuelles saturées d'idées et de cultes chantant l'extrémisme et la violence.

Et pour réaliser ses ambitions extrémistes, les groupes de terrorisme et d'extrémisme cherchent à conquérir le pouvoir dès qu'il lui est possible, comme en Iraq , au Yémen ou en Syrie, bénéficiant de l'état de désordre, des guerres civiles et des conflits géopolitiques dans la région instable. A travers ces attitudes, ces groupes essaient d'attaquer les droits de l'homme et les libertés individuelles et publiques. En outre, ces groupes cherchent toujours à trouver l'incubateur social qui les protégerait, en s'appuyant sur la capacité de ses idées et croyances, à influencer les gens et les groupes, notamment dans les régions où règnent la pauvreté et l'ignorance, voire sur les régimes qui se servent de la religion pour justifier leurs dictatures.

Pourtant, et malgré la transformation du phénomène terroriste en un vrai danger menaçant toutes les sociétés, se servant des transformations structurelles dans le monde, dans le cadre de ce qui est appelé "l'anarchie créative" et l'entrée du libéralisme mondiale dans ses périodes de crises, ce phénomène demeure toujours sans définition scientifique précise

Il n'y a pas encore de concept acceptable et capable d'exprimer efficacement la réalité, la nature et les objectifs du phénomène terroriste, sauf que la création de quelques entités au moyen orient, sous l'appellation de "DAËCH "est le résultat le plus visible au monde.

Alors quelles notions pour l'extrémisme, pour le terrorisme, pour l'extrémisme violent ou encore pour le discours de haine ?

Les recherches historiques et politiques, notamment dans la pensée contemporaine, ont montré que le concept de "terrorisme" ou de "l'extrémisme" est parmi les concepts les plus

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

ambigües et embrouillant dans la pensée politique, en se référant surtout aux documents officiels des organisations et des nations.

On peut dire que la plupart des concepts officiels d'extrémisme violent ont été résumés par le fait qu'il est « toutes formes de violence aveugle ou organisée contre des individus, des groupes ou des nations ayant pour but de les effrayer pour atteindre des objectifs politiques ou d'intérêts. Ces actes violents peuvent aller jusqu'au coup d'état.

Par ailleurs, le flou du concept fait de lui un instrument chez les régimes dictateurs, qu'ils utilisent contre les adversaires politiques ou contre les militants des droits de l'homme ou les voix chantant les libertés, ce qui leur permet de les classer "terroristes", suivant leurs grés. Ce qui préoccupe toutes les organisations de défense des droits de l'homme dans le monde entier.

A partir de cette ambigüité de conceptions et de concepts et devant toutes ces ramifications, on pourrait comprendre l'incapacité de l'article 1373 de l'O.N.U, datant du 28 septembre 2001, à définir avec clarté et précision la notion de terrorisme pour les raisons suivantes :

- Le chevauchement et la complexité de notions, de conventions, de terminologie et de concepts, d'une part et l'aspect multidimensionnel du phénomène terroriste d'autre part.
- Les équilibres politiques et la pression des puissances dominantes sur la scène internationale, qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à trouver et soutenir le phénomène terroriste dans le contexte du conflit international sur les positions d'influence, sur les sources de richesse et les centres de décision.
- La décision de l'article 1373 était, en réalité, une réaction aux événements du 11 septembre 2001, qui l'ont fait reposer sur l'Article VII de la Charte des Nations Unies, ce qui a facilité par la suite, l'intervention militaire directe en Afghanistan, en Irak et dans d'autres pays.

Devant cette interférence de données relatives au phénomène du terrorisme, la complexité de ses raisons et le jargonisme de concepts fournis, y compris ceux définies par les organisations mondiales, ce danger doit être pris au grand sérieux et on se trouve obligé, en tant que société civile, avec tout son paysage, de déployer des efforts exceptionnels pour faire face à ce péril, non seulement pour nous, mais surtout pour les générations futures.

Dans ce cadre, et partons du sort commun des nations des deux rives de la méditerranée, est tenu à Barcelone, en Espagne, les 28-29 et 30 janvier 2017, un congrès rassemblant plus de 320 participants de 22 pays, représentant tout le spectre de la société civile et les organisations des droits de l'homme.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Suite à ce congrès, est déclaré un plan d'action euro-méditerranéen pour la prévention de toutes formes d'extrémisme violent et de terrorisme. Ce qui était planifié dans la déclaration de Barcelone du 30 janvier 2017, qui a donné naissance, par la suite à l'observatoire pour la prévention de l'extrémisme violent « OPEV ».

Et c'est dans la perspective d'unifier les concepts et de conceptions, le plan d'action a mentionné une nouvelle définition plus précise pour l'extrémisme violent en tant que " l'ensemble d'actions effectués par les individus, par les groupes ou par les nations et qui visent la diffusion d 'idées ou d'ambitions politiques, sociales et religieuse rejetant la réalité actuelle, concernant des droits de l'homme ,les libertés individuelles et publiques , la justice sociale et toutes les formes de développement et de progrès humain".

Le plan d'action, rédigé en accord avec toutes les parties, incluait la définition de l'extrémisme en tant qu' "idéologie qui aspire à embrasser l'autorité politique qui utilise la violence, l'oppression et les abus pour soumettre les individus et la société à son autorité."

Le racisme, les discours de haine et de distinction raciale et religieuse, peuvent être considérés comme les éléments les plus importants de l'extrémisme, voire les principales causes de son alimentation et de sa propagation.

Dans le même ordre d'idées, il ne faut jamais perdre de vue la violence structurelle lié à l'état et à ses constitutions fondées sur une idéologie mystique extrémiste utilisant tous les moyens et restrictions pour déterminer la liberté de l'individu et des groupes et affecter leur cadre de vie par leur marginalisation, ce qui est appelée "terrorisme d'Etat ".

Dans le cadre du Plan d'action euro-méditerranéen pour la prévention de l'extrémisme et du terrorisme, le projet "SALA", financé par l'Union européenne a été lancé dans la fin de la création d'un plan national de prévention de l'extrémisme violent en Tunisie et la création de l'Observatoire pour la prévention de l'extrémisme violent en Tunisie « OPEV Tunisie ».

La première phase du projet "SALAM" est la réalisation de cette étude sur le diagnostic de la réalité de l'extrémisme en Tunisie.

L'étude comportera trois étapes :

- **P**
remière étape : la préparation d'une carte d'informations et de données sur les zones concernées par l'étude, et la présentation de tous les programmes officiels et non gouvernementaux relatifs à la prévention de l'extrémisme violent.
- **D**
euxième étape : Identifier les causes sociales, économiques et culturelles associées au phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent à travers une enquête de terrain.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

troisième étape : Evaluer et analyser les résultats de l'enquête de terrain et identifier les éléments les plus importants de l'extrémisme violent puis donner les grandes lignes d'un plan d'action sur le terrain mis en œuvre par la société civile en coopération avec les institutions de l'Etat.

Cependant, compte tenu du premier axe de l'étude, il est nécessaire de présenter une approche générale de l'évolution du phénomène du terrorisme en Tunisie par rapport à la réalité arabe et islamique par rapport aux mouvements "djihadistes".

Approche générale sur l'évolution du phénomène de l'extrémisme et du terrorisme en Tunisie.

Le phénomène "djihadiste " ne paraît guère étrange de la Tunisie, ni une nouveauté après la révolution du 17 décembre – 14 janvier 2011. La Tunisie a déjà connu l'expérience de "l'islam djihadiste immigrant" avec l'aventure des Arabes Afghans, entre 1979 et 1990. D'ailleurs, les documents des Arabes Afghans ont évoqué l'existence d'un camp réservé aux "djihadistes Tunisiens", sous le nom du « groupe Tunisien de combat » Le groupe qui a présenté l'anneau le plus dur de l'expérience djihadiste Tunisienne.

Après la sortie de l'union soviétique de l'Afghanistan, et la montée du Président Zine El Abidine Ben Ali au pouvoir en Tunisie depuis 1987, après avoir éliminé l'adversaire susceptible de l'Islam politique, à savoir le mouvement « Ennahdha », les combattants djihadistes tunisiens ne pouvaient plus retourner en Tunisie. Alors ils ont choisi de conquérir de nouvelles aventures « djihadistes » en Tchétchénie, en Algérie, au Soudan ou ailleurs. D'autres ont préféré une hibernation dans des pays européens comme la grande Bretagne, en Italie, en France et en Belgique. Ceux qui ont pris le risque de retourner en Tunisie, ont trouvé la prison à leur attente, avant les périodes du contrôle administratif et de sécurité.

L'expérience la plus tentante pour la jeunesse tunisienne Porteuse de la pensée "djihadistes" était celle d'Al-Qaïda, cette jeunesse qui ne trouve pas l'occasion d'admiration pour cette expérience et sa volonté d'engager. Voici, il est devenu l'Internet et les forums "djihadistes" plus attrayant pour plus de 3000 jeunes tunisiens que le régime de Ben Ali a confronté par loi antiterroriste, qui n'a pas été pour ces jeunes, une loi de protection, mais a augmenté la mobilisation des cellules dormantes disposées à se lancer dans de nouvelles expériences "djihadistes".

Il semble que l'état de tyrannie qu'a connu la Tunisie sous le régime de Ben Ali à travers la sécurité et le contrôle judiciaire a contribué à pousser les jeunes à adopter le projet "djihadiste" via Internet ou par la polarisation dans les prisons tunisiennes.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La révolution tunisienne a représenté un tournant majeur dans le cadre du développement du projet de "l'Islam djihadiste", dans le contexte tunisien ou celui arabo-musulman. Les dictatures arabes qui entravaient les libertés individuelles et publiques sous prétexte d'aborder "l'islam jihadiste", sont tombés et des libertés compensé par la révolution s'instaurent, ce qui a permis une grande espace de liberté pour la montée rapide et la propagation de l'islam politique, qui à son tour, a crée plus d'espace de liberté pour le projet "djihadiste" qui s'est manifesté en l'organisation " Ansar Echariâ "(les partisans de la Chariâ), la nomination alternative à "El QÂIDA", recommandé par Oussama Ben Laden, pour les pays du « printemps arabe », pour éviter l'appellation "El QÂIDA" après la distorsion qu'elle a eu.

En face la dispersion des forces libérales et celles de gauche, les organisations politiques islamistes endurcis ont permis d'une manière ou d'autre au projet "djihadiste" de gagner du terrain, exploitant les domaines de la liberté offertes par la révolution tunisienne et la faiblesse ultérieure et l'inaction de l'Etat pour attirer un grand nombre de jeunes tunisiens dans l'organisation " Ansar Echariâ", dirigée par « Abou lyadh ». Ces jeunes que l'Islam politique ne peut pas répondre à leurs aspirations pour la mise en place de l'Etat islamique (du moins pour cette période). Le pari a été souhaité gagné par les tentes de sensibilisation dans la rue et par la mobilisation dans les mosquées, puis la préparation militaire pour la « guerre sainte » ou le « jihad » selon leur expression. et ce, à travers l'investissement du terrain Libyen, déjà préparé, pour une préparation militaire dans le domaine de combat et de l'emploi efficace des armes. En parallèle, d'autres grands groupes de jeunes sont envoyés au front Syrien afin de recueillir l'expérience de terrain dans la guerre et les combats. Entre-temps, le stockage des armes en sol tunisien a atteint un niveau avancé pour une utilisation à zéro heure.

Historiquement, les djihadistes tunisiens représentent une phase de groupe d'élite du projet "djihadiste", depuis l'expérience des Arabes- Afghans et même celle d'Al-Qaïda. Les Tunisiens étaient toujours dans la deuxième rangée de dirigeants avec l'expertise de pointe et les capacités techniques pour la planification et la mise en œuvre. D'ailleurs, le grand nombre de Tunisiens qui a rejoint la guerre en Irak, puis en Syrie est encore un mystère pour les chercheurs.

"Ansar al-chariâ" en Tunisie, représente l'interface réelle du projet de jihad qui est résolu par Oussama ben Laden dans les documents « Abbottābād » lorsqu'il a recommandé d'abandonner la nomination "El QÂIDA" et la remplacer par la nomination d'"Ansar al-Shariâ", une nomination qui est apparue au Yémen, en Syrie, au Libye et en Tunisie.

Pour connaître la structure du projet " djihadiste" en Tunisie, il fallait toujours tenir compte du concept de « stock ».

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le stock idéologique : Une collection de doctrines doctrinales du djihad qui a constitué la conscience d'une grande partie de la jeunesse tunisienne que le rêve d'un État islamique vertueux ne peut être réalisé que par le "djihad" et la lutte contre "l'ignorance" de l'État et de la société. Le web représente la fenêtre des jeunes tunisiens sur la littérature "djihadiste". La plate-forme "Ettawhid et le Jihad" était la plus grande plate-forme qu'a visité la jeunesse tunisienne pour télécharger des livres doctrinaux fondamentaux partons de "Sayyid Qutb", le théoricien du radicalisme de jihad passant par le fondamentaliste Afghans arabes "Abdallah Azzem" jusqu' à "Abou Moussâab le syrien", djihadiste stratégique d' "Al-Qaïda" . Puis après la révolution syrienne, La littérature "djihadiste" a proliféré et a été dispersé en différents lieux, notamment sur le web. Mais de tout cela , la Tunisie n'a pas donné naissance à aucun seul doctrinaire djihadiste, et le mouvement "djihadiste" tunisien a vécu de la littérature doctrinale orientale et a présenté l'une de ses branches . Et même le chef spirituel d'"Ansar al-Sharia" en Tunisie El "Khatib Eldrissi "n'est pas connu autant qu'auteur que très peu ou quelques discours inflammatoires et le leader sur le terrain "Abou lyadh" était un homme d'actions actif mais jamais connu par l'écriture.

-Le stock organisationnel : Le mouvement "djihadiste" tunisien, représenté par l'organisation "Ansar al-Chariâ", a mis à profit les expériences "djihadistes" en Afghanistan, en Irak, puis en Libye et en Syrie. Les rapatriés du djihad dans ces pays ont acquis la construction de l'organisation par polarisation et assemblage et de transformer le jeune d'un admirateur à un "djihadiste" prêt à se donner la vie comme « martyr ».

Il est clair que l'organisation " Ansar Echariâ" a bien maîtrisé les mécanismes de construction des cellules, a développé la notion traditionnelle de la cellule, qui comprend désormais un seul "djihadiste", ce qui est connu par le phénomène de "loups solitaires". En outre, le projet "djihadiste" dépend maintenant de l'organisation horizontale après avoir été verticale. Le concept de cellules en grappe a également été remplacé par le concept de cellules séparées. Tout cela est considéré comme un développement du concept de l'organisation, dans une tentative de confronter la sécurité et l'armée.

-Le stock militaire : Devant le retard de l'Etat et ses conséquences après la révolution tunisienne, devant la chute de l'Etat libyen et sa disparition, les "jihadistes" en Tunisie observaient les étapes et les moments de la confrontation à venir. L'arène libyenne était une source d'approvisionnement en armes de toutes sortes et, de là, elle était stockée dans les villes et à la campagne en vue de son transport dans les montagnes. Voyons les stocks énormes d'armes révélés par les services militaires et les forces de sécurité, on comprend très vite que les quantités d'armes qui ont été passées en contrebande et stockées sont des fois plus que ce qui a été révélé. Ajoutons les armes que les "jihadistes" ont capturées lors des attentats.

-Le « stock » ou le potentiel des ressources humaines : Le projet "djihadiste" en Tunisie dépend d'une génération de jeunes encadrés par des éléments anciens ayant de l'expérience

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

sur les champs de bataille de l'Irak et de la Syrie, ou encore même ,ceux qui étaient actifs dans l'organisation "El QÂIDA" au « Magreb Islamique ».

Le potentiel humain des "djihadistes" sont apparues lors des conférences organisées par "Ansar al-Shariâ" à la Sokra et à Kairouan. Le nombre estimé par les services de sécurité était entre 10 000 et 15 000.

Enfin ,la confrontation a révélé le nombre de sept mille personnes entre ceux qui ont rejoint les points de tension(en Syrie, en Lybie et en Iraq) , ceux capturés par les forces militaires ou de sécurité et ceux qui ont rejoint les montagnes et le reste a été pris dans une embuscade et est devenu un incubateur populaire pour le terrorisme de montagnes.

Il convient de noter que la plupart des jeunes ont adopté l'idéologie "djihadiste " même avant la révolution tunisienne, à travers le web ou dans les prisons tunisiennes qui ont accueilli les condamnés en vertu de la loi antiterroriste.

Devant la complexité des approches liées à l'extrémisme violent , le chevauchement de ses causes et sa propagation dans le pays, cette étude, tenant compte de son temps limité et de ses ressources financières réduites leur étaient attribuées, concernera, six gouvernorats : à savoir Tunis, l'Ariana ,le Kef, la Kasserine , Médenine et Tataouine. Ces gouvernorats étaient choisis selon les critères suivants :

- Des gouvernorats où le phénomène terroriste est plus significatif.
- Ces régions ont connu des opérations terroristes.
- Ces zones ont représenté, ces dernières années, un incubateur pour le terrorisme et les groupes terroristes.

**Rapport de la première phase
Cartographie des gouvernorats concernés
par l'étude.**

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Introduction

Le phénomène terroriste et l'extrémisme violent est l'un des phénomènes les plus dangereux que connaît l'humanité dans son histoire ; dans la mesure qu'il menace le civisme et les valeurs universelles et tente de créer un nouveau système de violence d'intimidation et de frayeur, instaurant ainsi une « culture de la mort » en face d'une « culture de la vie ».

Comme l'on vient de montrer dans les analyses précédentes, la complexité du phénomène terroriste, ses causes qui se chevauchent et les dimensions multiples et différentes pour la perception, et le diagnostic de son développement et de sa propagation, ainsi que l'essai de cerner ses raisons directes et indirectes, fait de l'étude un travail d'une importance majeure. Néanmoins, ceci ne nous empêche jamais de faire preuve de prudence pour mener une recherche sérieuse et scientifique basée sur les enquêtes de terrain et l'investigation de l'information, afin de découvrir la vérité du phénomène sur le plan social et la connaissance de ses causes dans le contexte de la conjoncture économique, sociale, culturelle et éducative. Pour que le travail sur le terrain soit couronné de succès, il doit s'appuyer sur une carte de données et d'indicateurs pertinents pour la réalité économique, sociale, culturelle, éducative et environnementale de la population, en particulier pour les groupes les plus vulnérables au phénomène terroriste, à savoir les jeunes.

Par conséquent, la première phase de l'étude sera l'étape des données, des renseignements et des indicateurs pour chacun des gouvernorats concernés par la présente étude. Ce sera également le stade du diagnostic précis de tous les programmes et projets proposés dans chaque gouvernorat dans le cadre de la prévention de l'extrémisme, de la violence et du terrorisme, qu'il s'agisse d'un programme gouvernemental officiel ou proposé par la société civile locale ou régionale dans les gouvernorats concernés.

La première étape contient quatre chapitres :

- Chapitre 1 : carte d'informations et de données relative aux gouvernorats concernés.
- Chapitre 2 : présentation du cadre institutionnel et du plan national de prévention et de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.
- Chapitre 3 : présentation des projets et perspectives de la société civile, pour lutter contre l'intégrisme et le terrorisme et prévenir l'extrémisme violent.
- Chapitre 4 : Proposer les districts concernés par le travail de terrain et le questionnaire.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Chapitre1 :

Carte informationnelle et données des zones d'étude

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat de Tunis.

1- Localisation et cadre géographique :

Situé sur la côte nord-est de la Tunisie, et appartenant au coté nord - est de la dorsale Tunisienne, le gouvernorat de Tunis, capitale du pays, couvre 288 km², soit 0.2 de la superficie de la Tunisie. Sa topographie est constituée dans la majorité, de plaines qui descendent doucement vers les réservoirs d'eau et entrecoupé avec certaines hautes terres (dunes) qui ne dépassent pas 50 mètres d'altitude, sauf à l'ouest du gouvernorat où quelques collines peuvent atteindre 200 mètres d'altitude.

Les plans d'eau couvrent environ un cinquième de la superficie de l'État et sont représentés au sud, par le marécage « Sejoumi » et le lac de Tunis au nord, associé à la mer méditerranée.



La superficie du gouvernorat est répartie, suivant son utilisation comme suit :

- Terrains urbains : 52%
- Terres agricoles : 21.5%
- Zones forestières et pâturages : 6%

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Lacs et marécages : 19%
- Terres naturelles autres : 1.5%

Le long de la bande côtière est de 25 km .Le climat est semi- aride, dont un hiver modéré et humide et un été chaud et sec. Les températures varient de 6° en hiver (minimale) et 44° en été (maximale). La pluviosité est à la moyenne de 450mm/an. Le gouvernorat a la plus forte densité de population du pays à 3770 habitants / km². Toute la population vit dans les cités.(100% citadins).

En tant que capitale du pays, le gouvernorat de Tunis, accueille tous les sièges sociaux des ministères, la plupart des sièges des institutions publiques et les sièges de la souveraineté, de la sécurité et de l'armée nationale.

2 - Caractéristiques démographiques du gouvernorat de Tunis.

2- 1 : répartition de la population suivant la division territoriale.

La population du gouvernorat de Tunis selon le recensement de la population pour l'année 2014 environ 1056247 personnes, ce qui donne une densité de population estimée à 3654 habitants/ km².

La population du gouvernorat de Tunis est caractérisée par l'égalité entre le nombre du sexe masculin et celui du sexe féminin. Aussi, c'est le paysage citadin qui domine le gouvernorat à 100% (pas de la population rural dans le gouvernorat de Tunis).

Nombre d'habitants	Habitants de l'espace citadin	Habitants de l'espace rural	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
1.056.247	1.056.247	0	5.280.149	5.280.098
100%	100 %	0 %	50 %	50 %

Le nombre de familles dans le gouvernorat de Tunis est d'environ 287412, ce qui signifie que la moyenne de personnes par famille est de 3,56 .Ce qui est inférieur à la moyenne nationale qui est de 4,04 personnes / famille.

La population du gouvernorat de Tunis est divisée en 21 délégations, qui comprennent le plus grand nombre de municipalités. Le gouvernorat de Tunis est également un gouvernorat urbain distinct, avec tous ses habitants vivant dans des villes.

La population du gouvernorat est répartie selon les délégations suivant le tableau suivant:

Tableau 1 : division territorial du gouvernorat de Tunis

Délégation	Superficie (hect)	Nombre de cités	Nombre d'habitants
Carthage	808	6	24.216

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La médina	154	12	21.400
Bab Bhar	1100	8	36.210
Bab Souika	217	11	29.185
Omrane	493	6	42.208
Omrane supérieur	315	9	55.513
Ettahrir	166	5	24.709
El Manzeh	1015	5	41.830
Cité ElKhadra	3.695	8	35.173
Le Bardo	669	14	71.961
Sejoumi	474	6	33.870
Ezzouhour	413	6	40.728
El Hrayria	2344	9	110.184
Sidi Hsine	8.292	9	109.672
El Wardia	416	6	32.147
El Kabbaria	1450	8	86.024
Sidi ElBachir	274	6	27.749
Djebel Ejloud	521	7	23.638
La Goulette	1.982	5	45.711
El Kram	988	7	74.132
La marsa	3068	10	92.987
Total	28822	163	1.056.247

2-2 ; Répartition de la population selon l'état civil.

L'état civil de la population est l'un des éléments les plus importants de l'édition de la communauté et des groupes de population, notamment dans les villes, d'autant plus qu'il permet de connaître les éléments de l'équilibre de la société, de son développement naturel et de ses caractéristiques démographiques. A travers le recensement national de la population de 2014, la population du gouvernorat de Tunis est répartie suivant l'état civil selon le tableau suivant :

Tableau 2 : répartition de la population du gouvernorat selon l'état civil.

Délégation	nb.d'habitants (15ans ou plus)	Célibataire(%)	Marié(%)	Veuf(ve) (%)	Divorcé(e) (%)
Carthage	19686	37.07	54.09	6.36	2.48
La médina	17872	42.72	45.16	8.37	3.75
Bab Bhar	31229	49.34	40.23	6.99	3.43
Bab Souika	24331	41.16	46.14	8.92	3.78

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Omrane	33505	37.71	52.67	7.18	2.44
Omrane supérieur	44808	38.02	54.39	5.83	1.75
Ettahrir	17301	36.93	54.90	6.08	2.08
El Manzeh	34566	35.91	55.93	5.40	2.76
Cité ElKhadra	28919	40.93	51.48	5.47	2.12
Le Bardo	57939	37.23	53.75	6.80	2.22
Sejoui	26999	40.48	49.16	7.95	2.41
Ezzouhour	3.048	34.62	56.10	7.04	2.24
El Hrayria	84633	35.28	57.88	5.26	1.58
Sidi Hsine	81671	36.07	58.50	4.16	1.27
El Wardia	25727	37.73	52.32	5.52	2.43
El Kabbaria	67037	36.88	56.11	5.22	1.79
Sidi ElBachir	22984	41.07	47.08	8.59	3.26
Djebel Ejloud	18637	37.63	53.55	6.96	1.86
La Goulette	35796	34.85	57.71	4.88	2.56
El Kram	58041	34.12	58.61	5.10	2.18
La marsa	73868	34.17	57.99	5.44	2.39

3 - Indicateurs de développement humain et social.

Les indicateurs de développement humain et social reflètent le taux de développement de toute société, dans la mesure qu'ils concernent l'éducation, les taux de scolarisation, les taux de la population active et ceux de longévité, et leur répartition en fonction des groupes d'âge et du niveau académique. C'est aussi l'un des éléments les plus importants qui nous indiquent à quel point la situation sociale est stable ou congestionnée. Les sociologues s'appuient également sur des indicateurs de développement humain pour surveiller et suivre l'extrémisme violent et le terrorisme dans une société, considérant que ce sont des indicateurs qui concernent essentiellement les groupes de jeunes, et sont proportionnellement liés à l'immunité des jeunes ou à leur vulnérabilité à la marginalisation et à la polarisation par l'extrémisme et la violence, voire le terrorisme.

3 – 1 : Indicateurs relatifs à l'éducation et à l'enseignement.

Ces indicateurs concernent la répartition de la population en fonction du niveau d'instruction, ainsi que les taux de scolarisation par tranche d'âge. En outre, ce sont des indicateurs qui nous font reconnaître la mesure dans laquelle la société peut se protéger de

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

l'ignorance et de l'analphabétisme et par conséquent contre la pénétration et la marginalisation.

D'après le recensement de la population fait en 2014, le gouvernorat de Tunis se distingue par les indicateurs d'éducation suivants :

Tableau 3 : Répartition de la population par niveau d'étude.

Délégation	Néant	primaire	Secondaire	Supérieur
Carthage	8.7	22.3	44.5	26.5
La médina	13.8	27.8	46.3	12.2
Bab Bhar	6	17.1	48.7	28.2
Bab Souika	13	26.9	46.5	13.6
Omrane	14.4	29.6	39.7	16.3
Omrane supérieur	10.7	24.8	45.5	19
Ettahrir	8.6	22.6	45.7	23.1
El Manzeh	4.5	13	33.4	49.2
Cité ElKhadra	7.3	18.1	39.9	34.7
Le Bardo	9.1	21.4	45.4	24.1
Sejoui	19.4	36.8	38.1	5.7
Ezzouhour	12.7	29.3	45.6	12.4
El Hrayria	12.7	31.9	41.9	13.5
Sidi Hsine	15.6	37.3	42.1	7
El Wardia	11.3	30.8	43.7	14.2
El Kabbaria	12.3	28.9	44.8	14
Sidi ElBachir	12.7	25	46.2	16
Djebel Ejloud	18.7	35.7	38.2	7.4
La Goulette	5.3	17.2	39.9	37.6
El Kram	9.1	23.9	41.7	25.4
La marsa	9.4	23.7	41.6	25.2

Le tableau montre clairement que les taux d'analphabétisme qui dépassent 15% appartiennent aux quartiers populaires et pauvres, qui ne dépassent pas le nombre de personnes qui ont fréquenté dans les universités à 5%.

Ces zones sont : le Sejoui, Djebel Ejloud, Sidi Hsin et El Omran, qui sont les réservoirs naturels de la pauvreté, du chômage, de la marginalisation et du crime organisé, à l'ouest de la capitale. Alors que, dans des zones comme le Menzah, Carthage, la Marsa, la Goulette, El

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Kram et Ettahrir , le taux d'analphabétisme ne dépasse pas les 7%, la population ayant fréquenté les universités, dépasse un taux de 25%.ce qui donne, par conséquent que ces agglomérations, du nord de grand Tunis, ait une Immunisation contre l'intégrisme et l'extrémisme et loin d'être un incubateur pour le fléau du terrorisme.

Concernant la répartition des taux d'analphabétisme, des taux d'éducation et d'utilisation d'Internet, selon les groupes d'âge, le gouvernorat de Tunis est caractérisé par les données suivantes, jointes au tableau suivant:

Tableau 4 : Taux d'analphabétisme et d'éducation par groupes d'âge.

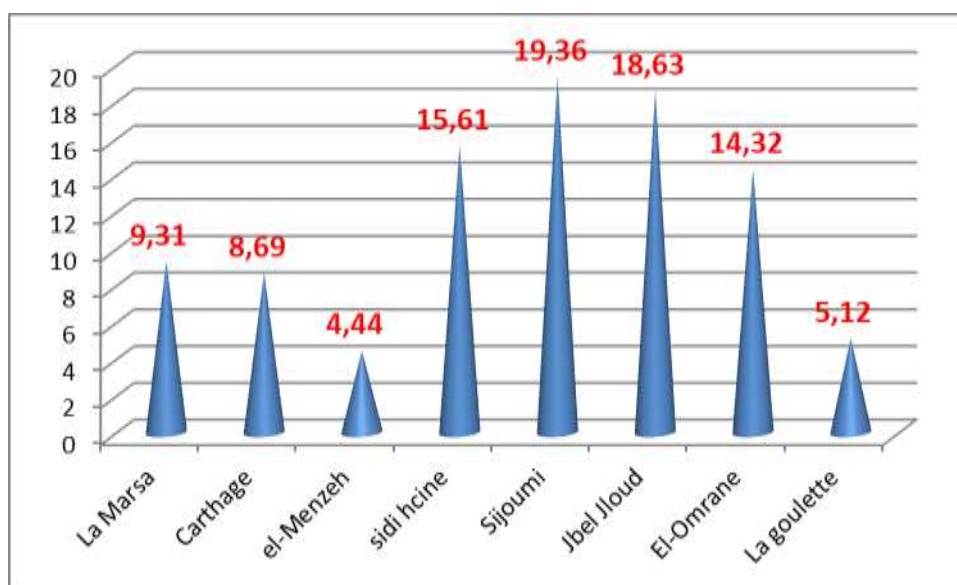
Délégation	%Analphabétisme 10ans et plus	%Analphabétisme (15-29 ans)	% scolarisation (6 – 14 ans)	% enseignement supérieur	%d'utilisation de l'Internet
Carthage	8.69	1.73	98.62	68.87	60.35
La médina	13.74	2.59	98.41	50.35	47.23
Bab Bhar	5.91	0.51	98.56	68.34	65.68
Bab Souika	12.96	1.69	98.39	57.60	46.65
Omrane	14.32	2.36	97.47	52.06	47.59
Omrane supérieur	10.61	1.36	97.86	59.98	52.52
Ettahrir	8.56	1.06	98.11	60.62	58.63
El Manzeh	4.44	2.17	99.07	75.89	77.73
Cité ElKhadra	7.28	1.22	98.22	70.04	69.67
Le Bardo	9.04	1.19	98.28	66.28	57.98
Sejoumi	19.36	2.26	97.42	28.73	34.49
Ezzouhour	12.65	1.42	98.44	53.30	44.64
El Hrayria	12.64	1.33	98.26	46.39	44.20
Sidi Hsine	15.61	2.01	97.82	34.24	34.49
El Wardia	11.28	1.33	98.59	53.06	48.32
El Kabbaria	12.25	1.75	97.95	49.45	48.68
Sidi ElBachir	12.64	2.08	98.53	58.59	50.72
Djebel Ejloud	18.63	2.20	97.85	39.15	35.24
La Goulette	5.21	1.11	98.89	65.76	72.70
El Kram	9.01	1.57	98.25	54.04	57.31
La marsa	9.31	2.66	98.20	54.68	57.86

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Ce tableau a montré que les pourcentages, en termes d'analphabétisme sont élevés, dans les zones pauvres et marginalisées, pour la population dans la tranche d'âge 10 ans et plus dans les zones comme Sedjoui, Sidi Hsin, Djebel Jloud et El Omrane ,où ce pourcentage atteint environ 20%. Cet indicateur signifie qu'une partie importante de la population est donc en proie au chômage, à la pauvreté et à la marginalisation. Ce qui la rendra plus vulnérable à l'extrémisme, au terrorisme et à l'implication dans le crime organisé.

Le graphique suivant montre les différences entre les taux d'analphabétisme chez la tranche d'âge (1-14 ans) entre l'ouest et le nord du gouvernorat.

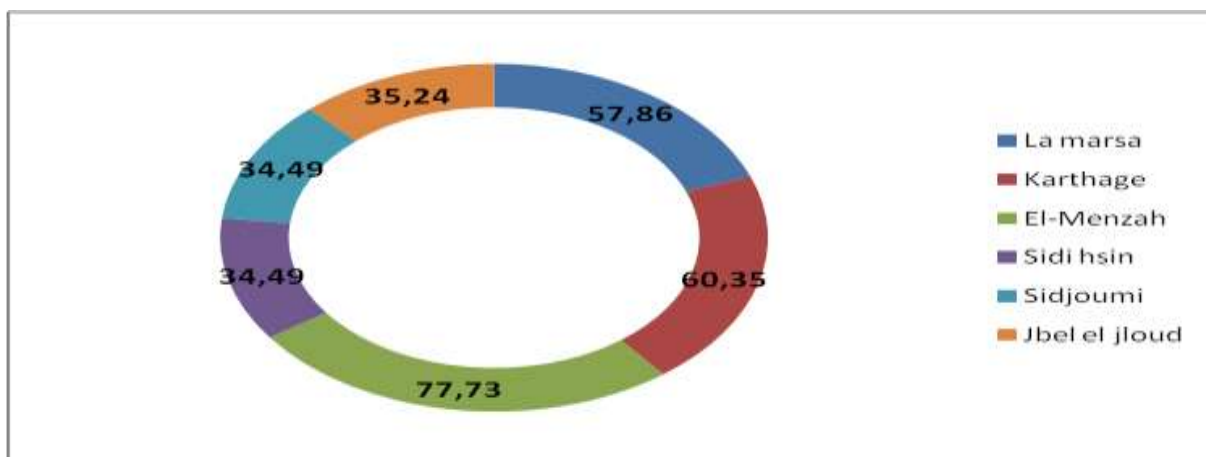
Diagramme 1: Taux d'analphabétisme chez la tranche d'âge 10 ans et plus dans certaines régions du gouvernorat de Tunis.



L'utilisation de l'Internet comme une expression d'ouverture au monde extérieur, d'une part, et un moyen technologique de connaissances ; scientifique, intellectuelle et sociale, d'autre part, est restée liée au niveau social et économique de la population : elle est élevée dans les zones aisées au nord du gouvernorat, et faible, à moins de 35 % dans des zones comme Sejoumi , djebel Jloud et Sidi Hsin, comme le montre clairement, le diagramme suivant.

Graphique 2: taux d'utilisation de l'Internet dans certaines régions du gouvernorat de Tunis.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie



3-2 : Main d'œuvre active et en chômage.

La population active et celle en chômage, du gouvernorat de Tunis, concernant les personnes âgées de 15 ans et plus est répartie selon le tableau suivant:

Tableau 5: Répartition de la population active et non active.

Délégation	Habitants (15ans et +)	Population active (%)	Chômeurs (%)	Non actifs (%)	% d'activités	% de chômage
Carthage	19.686	7.974	977	16.643	%45.47	%10.91
La médina	17.872	7.692	1.255	23.236	%50.07	%14.03
Bab Bhar	31.229	15.457	1.658	8.788	%54.81	%9.96
Bab Souika	24.331	10.252	1.801	17.069	%48.54	%14.94
Omrane	33.505	14..101	2.761	13.708	%50.33	%16.37
Omrane supérieur	44.808	18.084	3.488	20.543	%48.15	%16.17
Ettahrir	17.301	7.258	1.255	13.791	%49.20	%14.74
El Manzeh	34.566	16.405	1.092	16.880	%50.62	%6.24
Cité ElKhadra	28.919	14.042	1.169	41.727	%52.60	%7.69
Le Bardo	57.939	24.789	3.616	49.741	%49.03	%12.73
Sejoumi	26.999	10.305	2.903	13.864	%48.92	%21.98
Ezzouhour	32.048	13.086	2.082	34.235	%47.33	%13.73
El Hrayria	84.633	35.602	7.304	12.272	%50.70	%17.02
Sidi Hsine	81.617	35.025	6.905	9.985	%51.34	%16.47
El Wardia	25.727	9.957	1.906	15.679	46.11 %	%16.07
El Kabbaria	67.037	26.764	6.038	27.392	48.93 %	%18.41
Sidi ElBachir	22.984	9.074	1.638	35.431	46.60%	%15.29

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Djebel Ejloud	18.637	6.719	1.933	16.643	%46.42	%22.34
La Goulette	35.796	18.371	1.746	23.236	%56.20	%8.68
El Kram	58.041	27.099	3.550	8.788	%52.80	%11.58
La marsa	73.868	34.989	3.448	17.069	%52.04	%8.97

Ce tableau montre que les taux de chômage dans les zones de l'ouest de gouvernorat, à savoir, Sejoumi, Sidi Hsin ,djebel Jloud, el Hrayria et El Kabbaria, sont supérieurs à 18 pour cent ,dépassant ainsi la moyenne nationale, le chiffre officiel de chômage, à titre d'exemple est de 22 % à Sejoumi, ce qui signifie que le taux réel peut atteindre jusqu'à 30 %, vu que les taux de chômage en Tunisie sont calculés en fonction de l'enregistrement volontaire .Ce qui fait de ces zones un grand bassin de chômeurs et par conséquent, un incubateur de la violence et de l'extrémisme. Alors que , dans le nord du gouvernorat, les taux de chômage sont largement inférieurs à la moyenne nationale, en raison de la politique de développement biaisée du pays depuis plus de 60 ans.

Le graphique suivant montre les différences de taux de chômage entre certaines parties ouest et nord, du gouvernorat.

Aujourd'hui, le problème ne concerne plus seulement les taux de chômage, mais le véritable problème est la répartition des taux de chômage en fonction du niveau universitaire, surtout que le pays, souffre du fléau du chômage des diplômés universitaires. Le taux de chômage élevé de ce segment est un véritable fléau en relation avec l'extrémisme violent et le terrorisme. Ce groupe d'âge est le plus vulnérable au racolage et à la polarisation, en raison de la fragilité de son statut culturel et intellectuel et de la détérioration de ses conditions économiques et sociales.

Tableau n ° 6: taux de chômage par niveau de scolarité dans le gouvernorat de Tunis.

Délégation	Nbr de chômeurs (plus que 15 ans)	Néant	Primaire	Secondaire	Universitaire
Carthage	977	2.46	11.78	46.82	38.93
La médina	1.255	3.35	14.91	55.02	26.71
Bab Bhar	1.658	0.97	9.66	47.50	41.88
Bab Souika	1.801	3.05	18.05	54.86	24.04
Omrane	2.761	4.64	25.25	48.44	21.67
Omrane supérieur	3.488	2.44	14.99	46.78	35.80
Ettahrir	1.255	1.28	12.92	43.86	41.95
El Manzeh	1.092	1.46	5.86	28.27	64.47
Cité ElKhadra	1.169	2.05	11.38	37.64	48.93

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le Bardo	3.616	2.27	12.83	45.24	39.66
Sejoui	2.903	4.34	31.04	50.78	13.85
Ezzouhour	2.082	1.59	16.43	51.59	30.40
El Hrayria	7.304	1.92	18.50	49.39	30.19
Sidi Hsine	6.905	4.39	23.60	51.81	20.20
El Wardia	1.906	1.68	23.39	51.34	23.60
El Kabbaria	6.038	2.85	19.78	51.17	26.21
Sidi ElBachir	1.638	4.27	20.27	47.99	27.47
Djebel Ejloud	1.933	6.21	28.93	48.55	16.30
La Goulette	1.746	1.72	12.48	41.21	44.59
El Kram	3.550	2.82	14.70	50.52	31.96
La marsa	3.448	4.32	14.73	46.48	34.47

Les chiffres du tableau correspondent à ce qui a été rapporté précédemment: les taux de chômage des diplômés universitaires sont élevés et atteignent 60% à El Menzah, par exemple, et dépassent 40% dans les régions septentrionales du gouvernorat, où les taux d'enseignement supérieur sont élevés.

L'ouest du gouvernorat, considéré comme pauvre et marginalisé, se caractérise par une augmentation de chômage au primaire et au secondaire, ce qui indique la forte sensibilité de ces groupes à la polarisation du terrorisme et du crime organisé.

Mais la répartition des chômeurs selon le niveau scolaire ne suffit pas d'analyser les effets du chômage son danger pour la société, mais doit être liée à la tranche d'âge : 20-35 ans, de sorte que ce segment est enclin que d'autres au chômage et par conséquent aux dangers de l'extrémisme et de la criminalité, voire, l'adhésion au phénomène terroriste.

Tableau 7: Répartition des personnes en chômage, par tranche d'âge dans le gouvernorat de Tunis.

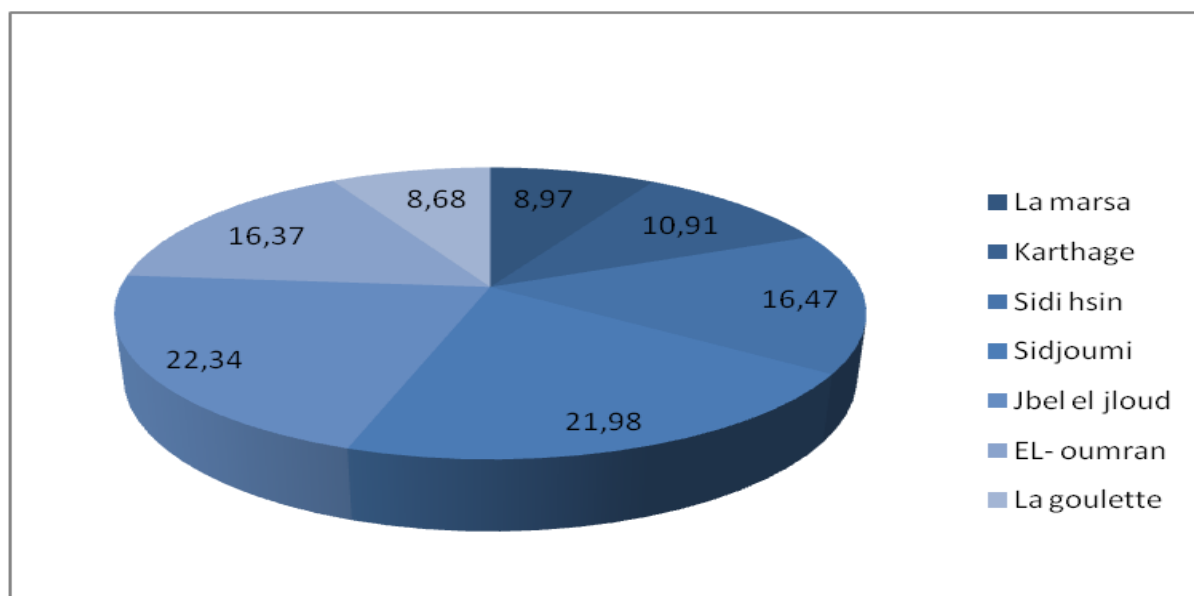
Délégation	Nbr	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	55+
Carthage	977	4.71	23.36	29.30	18.65	9.73	5.64	3.69	2.87	2.50
La médina	1.255	3.43	20.41	29.51	19.06	7.66	6.06	5.90	5.66	2.31
Bab Bhar	1.658	3.38	16.71	33.53	18.94	11.46	6.45	6.64	3.86	1.03
Bab Souika	1.801	4.95	19.73	27.74	20.23	10.17	7.00	4.00	4.95	1.22
Omrane	2.761	6.30	21.61	24.73	17.31	10.64	7.10	5.65	3.43	1.23
Omrane supérieur	3.488	4.84	18.34	30.04	20.95	10.86	6.13	4.56	3.44	0.83
Ettahrir	1.255	5.58	18.09	29.64	22.71	10.28	5.66	4.46	3.27	0.32
El Manzeh	1.092	2.83	13.16	35.83	22.49	11.70	6.31	2.83	3.29	1.55
Cité ElKhadra	1.169	4.45	18.66	33.82	17.72	9.50	6.85	3.17	4.20	1.63
Le Bardo	3.616	3.51	17.70	31.80	20.41	10.37	6.33	4.09	4.59	1.19
Sejoui	2.903	6.86	22.34	23.51	17.89	11.07	6.96	5.00	5.38	1.00

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Ezzouhour	2.083	5.04	22.43	31.51	19.69	9.46	4.95	3.12	3.12	0.67
El Hrayria	7.304	6.54	22.49	30.83	19.56	4.20	4.50	3.07	2.85	0.96
Sidi Hsine	6.905	11.02	27.79	27.27	15.41	6.95	4.34	12.71	3.46	1.04
El Wardia	1.906	6.19	22.65	28.42	16.78	9.28	6.08	4.51	5.03	1.05
El Kabbaria	6.038	6.46	23.72	30.47	18.07	8.71	5.27	3.13	3.35	0.83
Sidi ElBachir	1.638	4.51	20.50	28.80	19.16	8.85	5.80	5.55	5.92	0.92
Djebel Ejloud	1.933	6.37	20.35	25.63	18.23	11.76	7.30	4.92	4.40	1.04
La Goulette	1.746	4.35	18.81	32.36	20.81	10.92	5.15	3.95	2.63	1.03
El Kram	3.550	6.34	21.77	30.83	18.92	9.01	5.07	3.10	3.52	1.43
La marsa	3.448	6.24	20.48	33.06	17.92	8.09	4.81	3.10	4.93	1.36

Le tableau montre que plus de 65% des chômeurs sont âgés de 20 à 34 ans, à savoir les jeunes et les apprenants. Les taux de chômage des (25-29 ans) sont considérés comme les plus élevés, dépassant 30% dans la plupart des régions, ce qui ferait de toute mesure préventive, insuffisante. Une vraie solution réside dans le fait de solutionner, avec trop de sérieux, le problème du chômage et d'assurer un emploi permanent à ces jeunes. Sinon, le fléau de l'extrémisme violent et du terrorisme sera à l'affût.

Graphique 3: Taux de chômage dans certaines zones du gouvernorat de Tunis.



3.3 Migration interne:

Les indicateurs de migration interne sont un facteur important dans l'étude de la situation sociale et de la capacité des régions du gouvernorat de Tunis à assurer la stabilité et la réinstallation de sa population. Chaque fois que les indicateurs du développement humain et social diminuent et que les conditions économiques se détériorent, cela se reflétera dans les migrations internes, qui sont généralement négatives dans ces circonstances, c'est-à-dire que la sortie, des régions défavorables serait massive.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La réalité de la migration interne dans les régions du gouvernorat de Tunis peut être résumée dans le tableau suivant:

Tableau 8: État de la migration interne pour le gouvernorat de Tunis. (2009-2014)

Délégation	Mobilité générale	Immigrants	.. Emigrants	Solde migratoire
Carthage	3.505	2.285	17.109	-14.824
La Médina	3.175	1.823	29.460	-27.673
Bab Bhar	8.608	5.887	3.643	2.244
Bab Souika	4.918	2.589	6.654	-4.065
El Omrane	7.847	4.865	4.758	107
El Omrane supérieur	8.420	4.927	5.363	-436
Ettahrir	4.138	2.544	2.937	-393
El Manzeh	9.468	5.436	9.178	-3.742
Cité ElKhadra	7.342	4.872	3.797	1.075
Le Bardo	12.369	7.604	11.455	-3.851
Sejoui	3.830	1.470	4.007	-2.537
Ezzouhour	4.826	2.229	5.247	-3.018
El Hrayria	21.634	11.5015	4.278	7.237
Sidi Hsine	21.953	11.849	2.670	9.179
El Wardia	3.581	1.704	5.281	-3.577
El Kabbaria	16.086	8.086	3.277	4.809
Sidi ElBachir	5.373	3.391	2.174	1.217
Djebel Ejloud	3.079	1.304	2.856	-433
La Goulette	17.207	11.580	3.885	8.724
El Kram	16.897	10.994	7.960	7.109
La marsa	20.113	8.639	*****	679

Le tableau montre que plus de la moitié des régions de la capitale tunisienne connaissent un quotient migratoire négatif, qui est soumis à un important départ de population. Le tableau montre également que la plupart des quartiers populaires du gouvernorat connaissent une migration interne positive, car ils continuent de bénéficier de la sécurité et de la capacité de s'adapter à leurs nouvelles conditions malgré des conditions économiques et sociales difficiles. Mais cela ne signifie pas qu'elle est positive, bien au contraire, cette migration interne des zones pauvres à l'ouest de la capitale en fait un foyer de criminalité, d'extrémisme violent et d'incubateur de terrorisme.

3.4 - Le cadre de la vie dans le gouvernorat de Tunis.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le cadre de vie de la population se manifeste dans les moyens de base nécessaires pour une vie humaine digne dont les principales composantes conformément aux normes internationales sont : l'habitat, l'approvisionnement en eau potable, la connectivité au réseau de l'électricité, au réseau de l'assainissement, la possession de la télévision, du réfrigérateur, du chauffage et de gaz, ainsi que de fournir d'autres éléments de l'intervention dans le cadre de la protection sociale, comme le livre à la maison et l'état du logement (propriété ou louer), voiture et climatisation ...

Bien sûr, les chiffres ne seront pas différents des données antérieures sur les régions de Tunis, de sorte que les installations de vie décentes et l'aisance sociale se limitent dans les zones nord du gouvernorat, tandis que les parties occidentales seront le cadre de vie des indicateurs en harmonie avec les conditions économiques et sociales difficiles qui ont été soumis auparavant.

Tableau n ° 9: Les composantes de base du cadre de vie dans les régions du gouvernorat de Tunis.

Délégation	Eau potable	Electricité	Gaz	Téléviseur	Réfrigérateur	Location de logement
Carthage	99.85	99.96	81.41	97.93	98.30	27.63
La Médina	99.32	99.89	40.87	90.34	87.66	50.91
Bab Bhar	99.99	99.98	50.15	95.74	96.50	81.64
Bab Souika	98.96	99.99	39.67	94.08	93.35	45.96
El Omrane	99.97	99.96	49.89	97.03	96.49	25.20
El Omrane supérieur	99.98	99.97	67.84	96.72	96.60	29.67
Ettahrir	99.87	99.98	72.90	97.61	98.06	30.07
El Manzeh	99.99	99.98	91.01	97.87	97.75	31.23
Cité ElKhadra	99.99	99.98	70.51	95.11	96.37	36.95
Le Bardo	99.91	99.94	69.08	97.68	97.93	29.08
Sejoumi	99.93	99.98	33.27	96.45	94.67	18.10
Ezzouhour	99.94	99.91	55.03	97.41	98.11	23.34
El Hrayria	99.75	99.92	48.49	95.95	96.96	24.96
Sidi Hsine	99.67	99.92	34.88	95.33	94.49	17.45
El Wardia	99.99	100.00	57.93	97.98	97.69	24.16
El Kabbaria	99.97	99.98	49.16	95.53	96.0	28.08
Sidi ElBachir	99.66	99.72	48.78	13.7896.03	95.08	39.60

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Djebel Ejloud	99.87	99.98	54.96	96.30	96.81	18.56
La Goulette	99.99	99.96	80.56	97.70	96.68	43.76
El Kram	99.96	99.96	74.48	97.42	98.21	31.22
La marsa	99.95	99.97	74.75	96.43	97.21	30.57

Peut être vu du tableau 9 à travers les produits de première nécessité de la vie sont disponibles dans toutes les parties du gouvernorat et à des taux élevés, à l'exception du gaz naturel des régions de l'ouest du gouvernorat, qui ne dépasse pas 30% au mieux. Ce qui signifie que les autorités existantes considèrent encore le gaz naturel comme un luxe.

Tableau 10 : Les composantes du bien-être dans le cadre de vie au gouvernorat de Tunis.

Délégation	Possession du logement (%)	Climatisation (%)	Voiture(%)	Bibliothèque (%)	Chauffage central (%)
Carthage	67.59	5.90	44.37	25.35	34.64
La Médina	40.96	16.07	15.46	15.04	5.90
Bab Bhar	16.17	5.16	25.08	23.59	16.07
Bab Souika	49.12	13.82	17.88	17.06	5.16
El Omrane	65.62	10.91	28.88	16.76	13.82
El Omrane supérieur	61.64	10.95	34.15	14.30	10.91
Ettahrir	66.03	75.29	42.36	21.52	10.95
El Manzeh	64.31	32.81	77.22	50.56	75.29
Cité ElKhadra	57.10	18.98	50.72	23.32	32.81
Le Bardo	65.56	3.13	44.03	19.65	18.98
Sejoumi	65.76	4.96	11.66	5.80	3.13
Ezzouhour	70.44	3.81	28.80	17.45	4.96
El Hrayria	64.83	2.66	26.41	11.31	3.81
Sidi Hsine	72.78	13.07	20.13	10.35	2.66
El Wardia	69.87	6.53	30.00	16.39	13.07
El Kabbaria	63.60	9.46	27.71	13.93	6.53
Sidi ElBachir	54.75	2.42	23.66	25.96	9.46
Djebel Ejloud	73.90	51.62	13.78	6.05	2.42
La Goulette	52.26	28.88	59.79	27.63	51.62
El Kram	64.54	35.03	40.92	25.66	28.88
La marsa	64.83	50.36	46.60	25.41	35.03

Les composantes du bien-être dans le gouvernorat de Tunis reflètent la structure de stratification sociale de la population et des régions. Dans les régions du nord du gouvernorat, la plupart des gens possèdent leurs maisons et disposent de la voiture, de la climatisation et du chauffage central, ainsi que de la bibliothèque. Les régions de l'ouest du gouvernorat, quoique les taux de possession des résidences sont élevés, il est surtout de voir la construction chaotique de ces zones au cours de la première vague de déplacement vers la capitale du début des années soixante-dix. Le reste des installations de l'aisance sociale et

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

de subsistance est faible et reflète clairement les différenciations des classes sociales, la marginalisation et la pauvreté qui prévalent dans ces zones.

3.5 : Les taux de pauvreté au gouvernorat de Tunis.

Selon les normes internationales approuvées pour déterminer les taux de pauvreté, celles adoptées par la Banque mondiale et approuvées par l'Institut national de la statistique et qui sont résumées dans la valeur des dépenses de consommation annuelle par habitant ; est estimé en Tunisie à 1277 d par an et par habitant dans la ville et 820 d par habitant à la campagne.

Bien que ce critère ne soit pas exact pour déterminer les proportions de pauvreté, nous l'adopterons comme critère officiel.

Sur la base de ce qui précède, le taux de pauvreté dans le gouvernorat de Tunis en 2016 est estimé à 14,2% dans l'ensemble, mais cette proportion évolue et se transforme, en fonction des régions. Le taux de pauvreté à la Marsa, à El Menzah, à la Goulette, à Carthage et Ettahrir se situe entre 9 et 13%.

En ce qui concerne les régions occidentales du gouvernorat, à savoir Sejoumi, Sidi Hsin, Djebel Jloud, EZouhour et Kabbarya, les taux de pauvreté s'élèvent à 25% à Sejoumi et 27% à Djebel Jloud. Ce qui indique un état d'instabilité sociale, de propagation de criminalité, d'extrémisme violent et de chômage.

4- Équipements collectifs et infrastructures dans le gouvernorat de Tunis.

4 -1 : Enseignement

-Enseignement primaire :

Le nombre d'élèves dans l'enseignement primaire dans le gouvernorat de Tunis au cours de l'année scolaire 2016/2017 était de 79220 élèves dont 48,7% sont des filles. Le nombre des écoles primaires dans le gouvernorat est de 186. Ce qui donne une densité générale de 26,7 élèves par classe. Une densité qui varie d'une région à l'autre du gouvernorat, elle est de 23,4 à la Marsa et s'élève à 31,1 élèves par classe à Sidi Hsin, ce qui représente la densité la plus élevée au niveau national. C'est peut-être une raison parmi plusieurs autres raisons du taux d'abandon élevé dans ces zones pauvres et marginalisées.

- Enseignement élémentaire et secondaire:

Le nombre d'élèves dans l'enseignement public élémentaire et secondaire dans le gouvernorat de Tunis, au cours de l'année scolaire 2016/2017 est d'environ 81 472 élèves dont les filles représentent environ 54 %, une proportion qui n'est pas logiquement compatible avec la forte proportion de garçons dans l'enseignement primaire. Cependant, cette augmentation du pourcentage de filles, à ce stade de l'éducation est due au taux élevé

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

d'abandon scolaire chez les garçons pendant les phases primaires et élémentaire. La densité par classe est à la moyenne d'environ 26,4. Mais elle atteint environ 29 élèves par classe à Sidi Hsin et à Sejoumi.

-Enseignement universitaire.

Le gouvernorat de Tunis compte 36 établissements universitaires entre facultés et instituts supérieurs, dont trois grands pôles universitaires à Tunis ville, à El Manar et à Carthage.

Le nombre d'étudiants inscrits est de 94 338. La faculté la plus importante est celle des sciences mathématiques et physique" qui compte environ 10915 étudiants. La seconde est "la faculté des sciences humaines et sociales" qui accueille 8328 étudiants.

-Formation professionnelle :

Le gouvernorat de Tunis compte 19 centres de formation professionnelle pour des spécialités différentes et accueillent 12 158 élèves en formation professionnelle.

Pour la répartition de ces centres, on trouve le plus important à cité El Khadhra qui assure la formation de 1850 élèves, à cité Ezzouhour avec 1411 élèves, Gammart avec 1106 élèves et le centre d'El Omrane avec environ 1916 formés, contre une quasi-absence dans le reste des communes, notamment celles de Sedjoumi.

4.2 Secteur de La santé:

Le gouvernorat de Tunis est le plus important pôle universitaire de santé du pays, avec 16 hôpitaux universitaires, avec toutes les spécialités. La carte sanitaire publique comprend:

- 18 hôpitaux régionaux.
- 46 centres de santé de base.
- 16 centres médicaux spécialisés.
- 28 cliniques.
- 279 pharmacies.
- 3 centres de protection maternelle et infantile.

Les établissements de santé publique sont distribués aux municipalités du gouvernorat de Tunis selon le tableau suivant:

Tableau 11: Établissements de santé publique au gouvernorat de Tunis.

Délégation	Hôpital régional	Centres de protection maternelle et infantile	Centres de santé de base

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Carthage	--	--	3
La Médina	1	--	1
Bab Bhar	1	--	1
Bab Souika	11	--	3
El Omrane	1	--	2
El Omrane supérieur	--	--	2
Ettahrir	--	--	1
El Manzeh	--	--	--
Cité ElKhadra	1	--	--
Le Bardo	--	1	3
Sejoumi	--	1	1
Ezzouhour	--	--	1
El Hrayria	--	--	3
Sidi Hsine	--	--	5
El Wardia	--	1	3
El Kabbaria	--	--	1
Sidi ElBachir	2	--	3
Djebel Ejloud	--	--	4
La Goulette	--	--	2
El Kram	1	--	1
La marsa	1	--	2

Si on exclut la forte proportion de la propriété avec toutes les délégations du mandat du CAF, le reste des éléments de bien-être social attribué à faible et reflètent la réalité de la misère et de la pauvreté, en particulier dans la nature des zones agricoles. Les chiffres montrent également que même la population de la ville d'Al-Kaf, tant dans l'ouest que dans l'est du pays, n'a pas un pourcentage élevé de protection sociale. Ce qui reflète largement une baisse des indicateurs globaux de développement.

A travers ces chiffres, nous pouvons conclure les indicateurs de santé pour l'état de la Tunisie comme suit:

- Une garderie pour les 330231 résidents
- Centre de santé de base pour chaque 21536
- Médecin généraliste pour chaque résident de 2011
- un lit pour 251 habitants
- Une clinique pour 34 500 habitants
- 1Médecin spécialisé pour 1116 habitants (la plupart dans le secteur privé)
- Une infirmière ou un infirmier pour 333 habitants.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

4-3 : Équipements culturels.

L'État tunisien est le pays le plus culturellement équipé en tant que capitale du pays. Où l'État a 25 maisons culturelles et 21 bibliothèques publiques. L'aspect le plus frappant est peut-être l'absence totale d'équipements culturels dans les régions de Sejoumi, El-Kabbarya et Al-Hrayria. Le grand Tunis compte 7 théâtres et 12 cinémas, tous situés dans la ville de Tunis, à la Marsa et à El Manar.

À travers ces chiffres, on peut conclure que le gouvernorat de Tunis fournit une bibliothèque publique pour 47 000 habitants et une maison de culture pour 39627 habitants.

Le gouvernorat de Tunis est la ville la plus équipée, culturellement, en tant que capitale du pays. En effet, il compte 25 maisons de culture et 21 bibliothèques publiques. Les 7 théâtres et les 12 cinémas, sont tous situés dans ville de Tunis, à la Marsa et à El Manar.

L'aspect le plus frappant est l'absence totale d'équipements culturels dans les régions de Sejoumi, El-Kabriya et El-Hrayria.

4-4 Équipements de sport et de la jeunesse.

La plupart des équipements sportifs et de jeunesse sont concentrés à Tunis, la capitale de la capitale, et ses places et ses parcs du nord. Où il y a dans l'état:

- 12 maisons de jeunes.
- 110 stades sportifs dont 15 gaminées.
- 30 salles de sport multidisciplinaires.
- 3 piscines ouverts au public.

Toutefois, les zones d'El-Hrayria, El-Kabbariya et Sejoumi sont totalement absentes de cet équipement, bien qu'elles représentent une population de jeunes importantes dans la région occidentale du gouvernorat.

4-5 - Institutions religieuses et écoles coraniques :

Selon les données fournies par le ministère des affaires religieuses, le nombre de mosquées dans le gouvernorat de Tunis est de 129 mosquées et 185 lieux de culte. Ces chiffres ne tiennent pas compte des mosquées indépendantes de la volonté du ministère, qui pourrait dépasser le nombre de 100, selon des rapports non officiels.

Ces mosquées et ces lieux de culte étaient utilisés après le 14 Janvier, en particulier le temps de la Troïka, par des groupes extrémistes religieux comme des lieux de logistique, comme il convenait à la prière du vendredi l'occasion d'appeler au jihad en Syrie et en Irak, et une pour l'incitation contre les groupes civiles et les forces qui les soutiennent, que ce soit des

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

organisations, des groupes ou des individus, et ces invitations étaient officiellement soutenus par ceux qui étaient au pouvoir. Ce qui rend ces institutions religieuses pour faire passer l'arme dangereuse de l'islam politique appelant à la domination de la société et la saisie de l'Etat par tous les moyens, même criminels. En outre, ces lieux de culte, destinés pour la prière, étaient employés par l'extrémisme et le terrorisme. En effet, Plusieurs mosquées se sont transformées en cachettes d'armes et des dizaines de cachettes d'armes ont été découvertes à Tunis, à l'Ariana, à Kasserine et à Médenine dans les mosquées, les écoles coraniques, en particulier les années 2013-2015.

Selon les statistiques du ministère des affaires religieuses pour l'année 2013 et le conseil ministériel dédié au soutien des écoles coraniques, les chiffres montrent que le gouvernorat de Tunis contient 280 écoles coraniques et 315 agents pour l'apprentissage du coran. Quant aux jardins d'enfants coraniques qui se sont répandus à l'époque de la "Troïka" et sont devenus publics, leur nombre est tenu secret par le ministère concerné. Certains propriétaires de jardins d'enfants civils confirment également que l'administration, à l'époque de la "Troïka" a demandé à ces jardins d'enfants coraniques d'embellir son apparence, pour se montrer "civils et modernes" et de couvrir leurs fonds, à l'origine parrainés par des associations caritatives et soutenus par certains États du Golfe soutenant le wahhabisme extrémiste. Et on imagine que leur nombre réel dans le gouvernorat de dépasse 100. Sachant que ces soit-disons "jardins d'enfants islamistes" ne respecte pas le programme civil officiel et oblige les jeunes filles à porter le foulard et à interdit la mixité entre les enfants, et imposent aux fillettes le port du voile. Cela les rend des repaires reconnus de pensée extrémiste.

4-6 : Routes et infrastructures.

Le gouvernorat de Tunis, en particulier la capitale et ses régions septentrionales, se caractérise par une grande infrastructure d'autoroutes, de grands transformateurs, de ponts et de passages circulaires reliant la capitale et ses frontières au reste de l'intérieur. Le gouvernorat dispose également d'un réseau de routes à la pointe de la technologie pour ses régions du nord. En ce qui concerne les zones occidentales, l'infrastructure reste pauvre et ancienne et ne suit pas l'expansion urbaine et le débit croissant d'activités et de circulation dans ces zones, faisant d'eux, des zones de congestion routière, de chaos démographique et constructions chaotiques.

5. Activité économique au gouvernorat de Tunis.

En tant que capitale du pays, le gouvernorat de Tunis est un gouvernorat de services privilégié, en particulier à Tunis et ses frontières nord. Cette position lui a permis de fournir un grand nombre de postes de travail et une capacité opérationnelle dépassant les 47,4% répartis comme suit

- Industrie : 24%

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Agriculture : 14%
- Services : 31%
- Administration : 19%

5.1 : Activités industrielles :

Le secteur industriel est le deuxième secteur opérationnel du gouvernorat avec une capacité opérationnelle d'environ 24%. Il se caractérise par une activité industrielle, en particulier dans les unités de fabrication, de transformation et du textile.

Le gouvernorat de Tunis compte environ 420 entreprises industrielles employant plus de 10 ouvriers chacune et fournissant, ainsi environ 42 000 emplois.

Ces unités industrielles dans les zones industrielles réparties de Charguya de la Marsa , de Sidi Daoud et de la Goulette ainsi qu'à Sedjoumi , à Sidi Hsin et à El Wardya .

5.2 : L'agriculture :

Le gouvernorat de Tunis n'est pas considéré en tant que gouvernorat agricole, mais l'activité agraire est restée inébranlable face aux transformations majeures constatées par le gouvernorat, au niveau de la structure de la population et de la division territoriale et fonctionnelle de l'espace.

La superficie des terres agricoles du gouvernorat est estimée à 6 700 hectares, dont 2 400 hectares de forêts. La culture des céréales et des arbres fruitiers représente l'activité agricole la plus abondante ; elle occupe, elle seule, 1410 hectares de céréales et 2700 hectares d'arbres fruitiers.

La pêche maritime contribue également au développement de l'activité agricole grâce à sa production annuelle, d'environ 2500 tonnes de poissons.

5.3 : Services et commerce.

Les activités de service et commerciales revêtent une grande importance dans le gouvernorat de Tunis. Des activités commerciales concentrées surtout dans le centre de la capitale., où le nombre de concessionnaires au détail sont environ au nombre de 10 000 et 2 700 grossistes.

Les services restent le secteur le plus opérationnel, couvrant tous les domaines et toutes les professions.

5.4 : Activités touristiques :

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

L'État compte environ 104 unités touristiques (auberge) d'une capacité de 19 000 lits. Le nombre de touristes en 2016 environ 420 mille touristes.

Les unités hôtelières sont situées dans les zones maritimes, mais le nombre de touristes se concentre principalement dans le centre de la capitale, où le nombre de touristes en 2016 est d'environ 215648 touristes et 188 456 touristes à la Marsa.

Gouvernorat de l'Ariana

1-Localisation et cadre géographique :

Le gouvernorat de l'Ariana est situé sur le littoral du nord-est de la Tunisie et représente l'extension naturelle et urbaine du nord de Tunis. Il représente également le côté est de la plaine de "Majrda", d'une part, et le côté nord-est de la dorsale tunisienne, d'autre part.

Le gouvernorat de l'Ariana couvre environ 456 km², soit environ 0,32% de la superficie totale de l'État tunisien.

La topographie du gouvernorat se compose principalement de plaines légèrement inclinées vers les dépressions aquatiques, sauf dans le sud du gouvernorat, où les collines atteignent 175 mètres par le mont "Nahli" et 325 mètres par "Djbel Ammar".

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie



La superficie totale du gouvernorat est répartie selon les utilisations comme suit:

- Terres urbaines: 12,5%
- Terres agricoles: 47%
- Forêts et pâturages: 17,2%
- Zones humides et étangs d'eau: 17,3%
- Autres terres naturelles: 6 %

L'Ariana se caractérise par un climat méditerranéen semi-aride avec un hiver humide et doux et un été chauds et secs. La température annuelle de gouvernorat est d'environ 18,5 degrés. La température la plus basse en hiver est de 6 degrés. Alors que la température maximale en été est de 45 degrés. La pluviosité annuelle est d'environ 450 mm. La longueur de la bande côtière dans le gouvernorat de l'Ariana est d'environ 26 km.

Malgré la nature agricole apparente du gouvernorat de l'Ariana par l'expansion de la superficie des terres agricoles, la proportion de la population urbaine dépasse 85%.

En raison de sa proximité avec Tunis, le gouvernorat de l'Ariana, en particulier, les villes d'Ariana et de Sokra, sont exposées à une forte migration interne, ce qui en fait le taux de croissance démographique annuel le plus élevé au niveau national.

2. Caractéristiques démographique du gouvernorat de l'Ariana.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

2.1 : Répartition de la population par division foncière

La population du gouvernorat de l'Ariana d'après le recensement de la population pour l'année 2014 est d'environ 576088 personnes, ce qui donne une densité de population estimée à 1263 habitants/ km 2.

La population de l'Ariana se caractérise par un pourcentage élevé d'hommes comparés aux femmes.

Nombre d'habitants	Habitants de l'espace citadin	Habitants de l'espace rural	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
576088	511655	64433	284152	291936
	88.8 %	11.2 %	49.3 %	50.7 %

Le nombre de familles dans le gouvernorat de l'Ariana est de 151 397, soit un nombre moyen de 3,8 individus / famille, une moyenne qui demeure inférieure à la moyenne nationale (4,04).

La population de l'Ariana est répartie selon le tableau suivant:

Tableau 12: Répartition de la population dans l'État de l'Ariana par division foncière.

Délégation	Superficie (hectare)	Nombre de quartiers	Nombre d'habitants
Ariana ville	1.885	9	114486
Sokra	2.816	7	129693
Raoued	9.466	6	106414
Mniha	2.315	5	89884
Ettadhamen	329	9	84312
Kâlat El Andalus	19.359	6	26796
Sidi Thabet	9.402	5	24503
Total	54.600	46	576088

Le tableau montre que plus de 60% de la population du gouvernorat est basée dans trois municipalités seulement: Ariana ville, Sokra et Rawed.

2.2 ; Répartition de la population suivant l'état civil.

L'état civil est l'un des éléments les plus importants qui reflètent la nature de la société et des groupes de population dans les villes en particulier, dans la mesure qu'il permet de déterminer les éléments de l'équilibre de la société, de son développement naturel et de ses caractéristiques démographiques. Selon le recensement national de la population de 2014, la population du gouvernorat de l'Ariana est répartie selon l'état civil suivant le tableau suivant:

Tableau 13 : Répartition de la population (15 ans et plus) dans le gouvernorat de l'Ariana, suivant l'état civil.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Délégation	Habitants + 15 ans	Célibataires (%)	Marié (e)s (%)	Veuf(ve)s (%)	Divorcé(e) (%)
Ariana ville	92.232	35.46	57.3	4.99	2.42
Sokra	98.068	34.04	60.83	3.74	1.34
Raoued	79.939	33.45	61.88	3.48	%1.19
Kâlat El Andalus	19.251	34.47	60.03	4.77	%0.73
Sidi Thabet	18.175	33.55	60.56	4.87	%1.02
Ettadhamen	65.442	35.83	57.84	7.90	%1.43
Mnihla	66.871	34.57	60.73	3.62	%1.17

Le tableau ci-dessus montre que le pourcentage des célibataires dans toutes les communes de l'Ariana, est proche de 34%. Ce qui signifie qu'environ un tiers de la population - 15 ans et plus - est célibataire. Une proportion qui paraît raisonnable pour une société jeune. Ces pourcentages confirment également que le gouvernorat de l'Ariana est souvent habité par des personnes mariées, qu'elles soient résidentes de la région ou venues dans le cadre d'une migration interne.

3. Indicateurs de développement humain et social dans le gouvernorat de l'Ariana

Les indicateurs du développement humain et social représentent le miroir du pourcentage de développement dans une société: l'éducation, les taux de scolarisation, les pourcentages de la population active, le taux de chômage et sa répartition selon le niveau scolaire et les groupes d'âge. C'est aussi l'une des données les plus importantes qui nous permettent de contrôler l'étendue de la stabilité sociale ou sa congestion. Les indicateurs de développement humain et social sont l'un des facteurs contrôlés par les sociologues pour suivre l'évolution de l'extrémisme violent et du terrorisme dans une société. Ce sont ces indicateurs, en particulier ceux relatifs à la jeunesse, qui rendent cette catégorie vulnérable à la polarisation et à l'exploitation, en raison de la fragilité des indicateurs de développement humain, ou immunisé contre ces dangers.

3.1 Indicateurs de l'éducation:

Ces indicateurs portent sur la répartition de la population selon le niveau d'enseignement, en plus des taux de scolarisation par classes d'âge. Ces indicateurs nous font connaître l'opportunité et la capacité de la communauté à s'immuniser contre l'ignorance et l'analphabétisme, et donc de la pénétration et de la marginalisation. A travers les données et les études exécutées dans le gouvernorat de l'Ariana lors du recensement de la population en l'année 2014, les caractéristiques démographiques de gouvernorat de l'Ariana sont marquées par les indicateurs d'éducation suivant:

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Tableau 14 : Répartition de la population du gouvernorat de "l'Ariana" en fonction du niveau scolaire.

Délégation	Sans enseignement (%)	Primaire (%)	Secondaire (%)	Universitaire (%)
Ariana ville (99.687)	4.44	15	37.78	42.78
Sokra (106.615)	10.53	26.58	40.87	22.03
Raoued (86.612)	10.34	27.34	39.99	22.34
Kâlat El Andalus (21.638)	13.10	41.20	37.70	08
Sidi Thabet (19.977)	16.17	38.22	37.75	7.86
Ettadhamen (70.521)	17.28	32.31	40.64	9.76
Mnihla (73.507)	15.12	34.35	39.75	14.79

Le tableau 14 montre que les taux d'analphabétisme sont élevés dans les régions de Sidi Thabet, Mnihla et Ettadhamen, où le pourcentage de la population diminue au niveau de l'enseignement supérieur. Ces ratios et leurs différenciations reflètent les différentes conditions de vie et de niveau économique du gouvernorat.

La population est classifiée en fonction des taux d'analphabétisme et de l'éducation selon les classes d'âge, ainsi que l'utilisation de l'internet selon le tableau suivant:

Tableau 15: Analphabétisme et éducation par groupes d'âge dans l'État d'Ariana

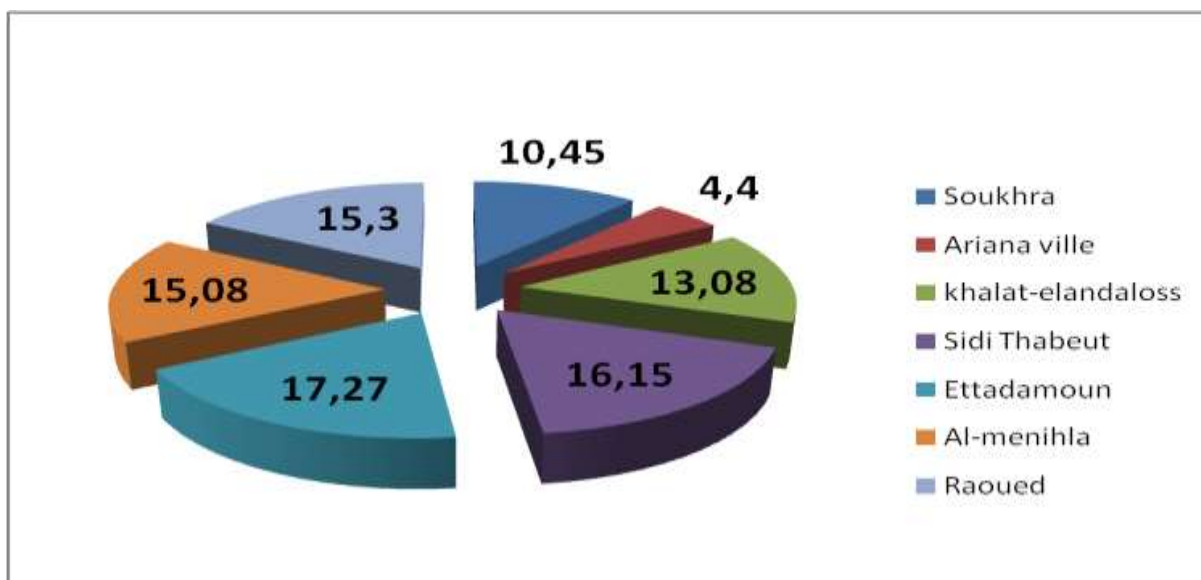
Délégation	% Analphabétisme 10 ans et plus	% Analphabétisme (15-28 ans)	% scolarisation (6 – 14 ans)	% enseignement Supérieur(19-21)	% d'utilisation de l'Internet
Ariana ville	4.40	1.09	99.09	73.17	75.51
Sokra	10.45	2.09	98.23	48.59	54.14
Raoued	15.3	2.17	98.45	52.26	52.61
Kâlat El Andalus	13.08	1.59	97.16	30.52	30.63
Sidi Thabet	16.15	1.56	97.93	35.25	34.41
Ettadhamen	17.27	1.66	97.76	39.96	38.10
Mnihla	15.08	2.41	97.87	42.53	42.05

le taux d'analphabétisme général est relativement élevé dans les régions de Mnihla, Ettadhamen et Sidi Thabit, qui représente un grand danger aux niveaux social, économique, culturel et éducatif. Maintenant que ces analphabètes quel sort auraient-ils ?

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Pour illustrer ce dangereux pourcentage d'analphabétisme dans le groupe d'âge des 1-14 ans dans la région de l'Ariana par rapport à sa faiblesse dans d'autres régions, nous présentons ce graphique:

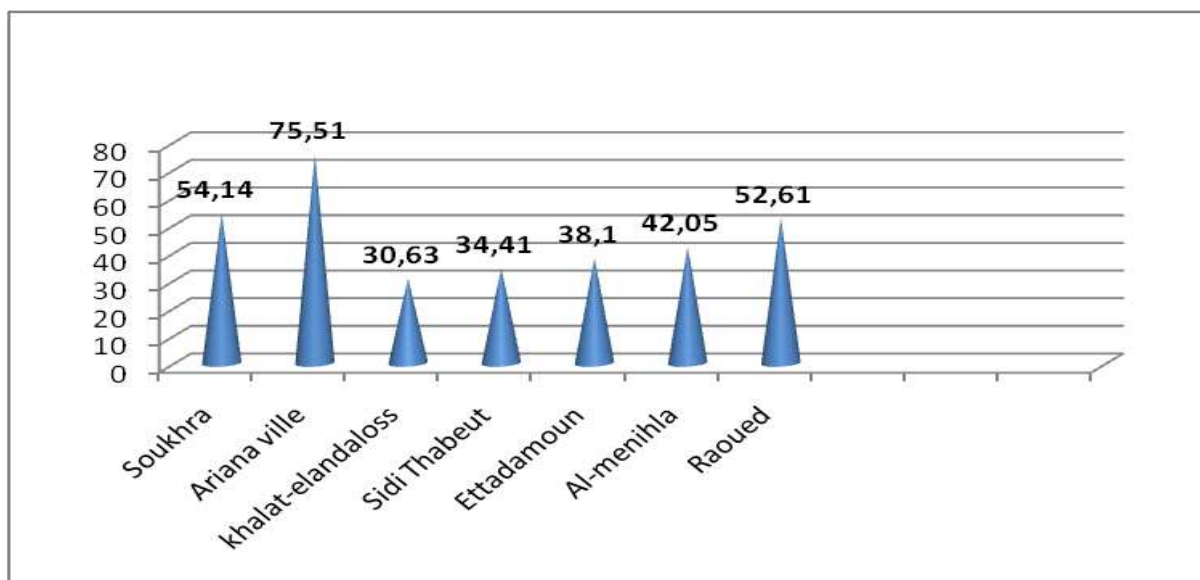
Graphique 4: taux d'analphabétisme pour la tranche d'âge 10 ans et plus de ARIANA



L'Internet et son utilisation par les groupes d'âge de la population de l'Ariana constituent l'un des indicateurs les plus importants liés au développement du cadre de vie ou à la propagation de la pauvreté. Le pourcentage d'utilisation d'Internet est estimé entre 30 et 40%, avec Ettadhamen, Sidi Thabet, Mnihla et Qualât al-Andalus confirmant la prévalence de la pauvreté et le faible niveau de vie dans ces zones. Bien que l'Internet reste un moyen de communication efficace et un espace ouvert pour la connaissance et le savoir, il ne faut pas oublier que cela peut être contre-productif et ouvrir la voie à la polarisation terroriste et au crime organisé, en particulier dans les bidonvilles où règne l'analphabétisme.

Graphique 5: Taux d'utilisation d'Internet dans le gouvernorat d'Ariana.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie



3.2 Main d'œuvre active et chômage.

La main-d'œuvre active est l'un des piliers sociaux et économiques les plus importants de toute société: plus la proportion main d'œuvre active est élevée, plus la richesse est productive et plus les moyens de subsistance de la population se développent. Sur la base des résultats du recensement national de la population et de l'habitat de 2014, la population du gouvernorat de l'Ariana est proportionnée selon les taux d'activité et de chômage indiqués dans le tableau suivant:

Tableau 16: Taux de main active et taux de chômage dans le gouvernorat d'Ariana

Délégation	Habitants + 15 ans	Population active	En chômage	Non actifs	Taux d'activité	Taux de chômage
Ariana ville	92.233	45.494	3.664	43.074	53.30	%8.03
Sokra	98.068	49.602	5.729	42.737	56.42	%10.35
Raoued	79.339	37.826	4.329	37.184	53.3	%10.27
Kâlat El Andalus	19.251	8.612	774	9.865	48.76	%8.25
Sidi Thabet	18.175	8.228	1.195	8.752	51.85	%12.68
Ettadhamen	65.442	26.950	5.647	32.845	49.81	%17.32
Mnihla	66.871	30.588	4.914	31.369	53.09	%13.84

À partir de ce tableau, nous pouvons conclure que le pourcentage d'activité de la population dans le gouvernorat de l'Ariana est supérieur à 50%, ce qui semble positif, ce qui indique aussi le taux élevé des jeunes de plus de 15 ans. Les chiffres du chômage montrent également que le taux des chômeurs dans la région de l'Ariana est encore inférieur à la moyenne nationale, sauf à "Ettadhamen", où ça dépasse les 17% , reflétant des niveaux

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

élevés de pauvreté, des abandons scolaires et la faiblesse des indicateurs de développement dans la région.

Pour éclaircir davantage cet indicateur social important, à savoir le chômage, le tableau suivant illustre le taux de chômage dans le gouvernorat de l'Ariana par niveau d'études.

Tableau 17 : Taux de chômage par niveau d'études dans le gouvernorat de l'Ariana.

Délégation	Nombre de chômeurs (+ 15 ans)	Sans enseignement	Enseignement Primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur
Ariana ville	3.664	1.47 %	8.11 %	35.94 %	54.48 %
Sokra	5.729	4.10 %	16.70 %	43.85 %	35.35 %
Raoued	4.324	4.75 %	17.58 %	40.30 %	37.55 %
Kâlat El Andalus	774	3.49 %	23.77 %	41.47 %	31.27 %
Sidi Thabet	1.195	4.44 %	25.04 %	51.59 %	18.93 %
Ettadhamen	5.647	2.87 %	19.11 %	50.27 %	27.75 %
Mnihla	4.914	6.35 %	18.44 %	44.85 %	34.11 %

Cela confirme la table des données antérieures, relatives notamment à des proportions élevées de la population ayant un enseignement supérieur à l'Ariana ville, ce qui rend le taux de chômage des titulaires de certificats universitaires élevé atteignant 54% , une proportion importante qui indique la congestion sociale et l'instabilité , étant donné que ce segment représente le moteur des protestations sociales demandant l'emploi. Le tableau montre également que les chômeurs ayant un niveau d'étude secondaire, dans les zones de "Ettadhamen" et "Mnihla" , représentent un taux de plus de 50 pour cent, ce qui complique la possibilité de l'intégration de cette catégorie de chômeurs, en relation avec la nature du système éducatif qui manque de professionnalisme. Doter cette catégorie (ayant déjà un enseignement secondaire) d'une formation spécialisée ou de compétences susceptibles de les aider à s'intégrer économiquement, reste un choix pratiquement inexistant.

Mais le phénomène du chômage et ses dangers ne peuvent pas être compris seulement qu'à travers le niveau d'instruction des chômeurs. En effet, le déterminant le plus important du risque de chômage est la répartition en fonction des groupes d'âges. Le tableau suivant montre la répartition de la population non active du gouvernorat de l'Ariana selon les classes d'âges.

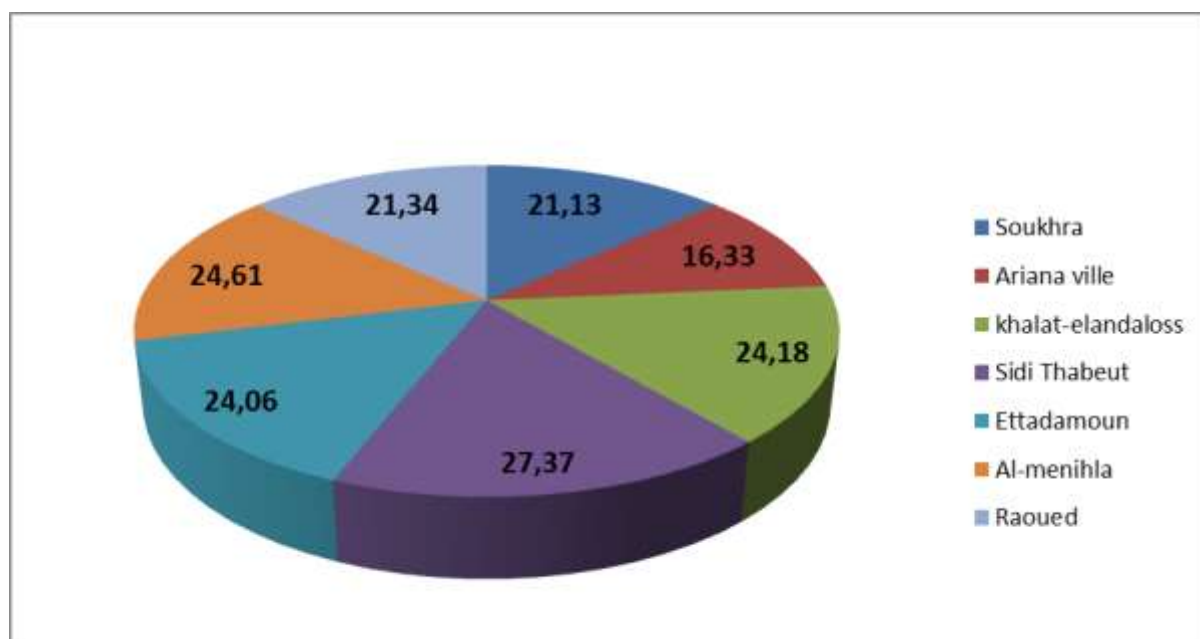
Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Tableau 18 : Répartition des chômeurs dans le gouvernorat d'Ariana selon les groupes d'âges.

Délégation		15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	+60
Ariana ville	3.664	%3.28	%16.33	33.71 %	22.80 %	10.78 %	5.62 %	3.69 %	3.19 %	0.71 %
Sokra	5.729	%6.51	%21.13	31.85 %	20.01 %	%8.43	4.99 %	2.95 %	3.07 %	1.05 %
Raoued	4.324	%7.14	%21.34	38.47 %	19.22 %	%8.99	4.60 %	3.23 %	3.97 %	1.04 %
Kâlat El Andalus	774	14.01 %	27.376 %	28.92 %	13.36 %	%4.93	3.50 %	3.37 %	2.46 %	1.69 %
Sidi Thabet	1.195	%9.79	%24.18	28.28 %	15.82 %	%7.78	4.35 %	3.85 %	4.69 %	1.26 %
Ettadhamen	5.647	%6.80	%24.06	30.61 %	19.54 %	%8.71	4.27 %	2.46 %	2.81 %	0.74 %
Mnihla	4.914	%8.77	%24.61	29.37 %	18.77 %	%7.71	3.99 %	2.36 %	3.62 %	0.94 %

Le tableau ci-dessus montre que plus de 70% des chômeurs appartiennent au groupe d'âge des jeunes, à savoir de 20 à 34 ans. Ce qui signifie que le pourcentage de jeunes sans emploi, représente 70% du taux de chômage global : Un indicateur très dangereux vue la fragilité de cette catégorie à la polarisation et le glissement dans le labyrinthe du crime organisé et de la tendance au terrorisme. Le segment le plus sensible des chômeurs est peut-être celui des 20-24 ans, qui ont généralement un niveau d'enseignement primaire et secondaire. Leur taux est plus élevé dans les communes de "Ettadhamen", "Mnihla" et Kalâat al-Andalus".

Graphique 6: Taux e chômage chez les 20-24 ans dans la région de l'Ariana.



Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

3-3 : Migration interne dans le gouvernorat de l'Ariana.

Les indicateurs de migration interne sont une composante importante de l'étude du statut social et de la capacité des régions du gouvernorat de l'Ariana à assurer la stabilité et l'établissement de sa population. Une fois que les indicateurs du développement humain et social ont diminué et que les conditions économiques se sont détériorées, cela s'est reflété impérativement dans les migrations internes, qui sont généralement négatives dans ces circonstances, c'est-à-dire que la sortie des régions est plus importante que les installations et la stabilité. La réalité de la migration interne dans les régions de l'Ariana peut être résumée dans le tableau suivant:

Tableau 19: Migration interne dans le gouvernorat de l'Ariana : (2010-2014).

Délégation	Mobilité générale	immigrants	émigrants	Solde migratoire
Ariana ville	26.111	15.637	20.448	-4.811
Sokra	31.867	20.786	5.528	+15.258
Raoued	29.172	20.128	2.521	+17.607
Kâlat El Andalus	3.551	1.104	752	352
Sidi Thabet	3.621	1.997	822	1.175
Ettadhamen	12.329	5.028	6.752	-1.724
Mnihla	22.244	14.458	1.828	+12.572

A travers ce tableau, on peut dire que Sokra, Rawed et Mnihla, représentent une destination attrayante pour les migrations internes. En d'autres termes, ces zones offrent des conditions pour la migration interne, la stabilité. Cela pose, en contrepartie, des problèmes majeurs liés à la construction chaotique et, par conséquent, les exigences élevées en matière de services de base : eau, électricité, infrastructure, emploi, transport etc. En plus de *répercussions* de cette migration interne du haut niveau sur la vie sociale ; la criminalité et la fourniture de conditions appropriées pour le terrorisme et l'extrémisme violent lié à la pauvreté, à l'absence des services publics et aux taux élevés d'abandon scolaire provoquant un bas niveau d'instruction.

Autre indice de la migration négative, c'est qu'elle reflète l'incapacité des régions, comme Ettadhamen, de fournir les attributs d'une vie digne et stable : insuffisance d'infrastructures, absence ou faiblesse des services de base, taux de criminalité élevé, violence et extrémisme. Tous les quartiers de "Ettadhamen", qui se caractérisent par une solde migratoire négative, ne sont plus en mesure de fournir les raisons de stabilité pour les personnes déplacées de l'intérieur du pays.

3 -4 : Cadre de vie dans le gouvernorat de l'Ariana.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le cadre de vie des habitants se reflète dans les moyens de base nécessaires à une vie décente. Selon les normes internationales, les composantes du cadre de vie sont: le Logement, l'approvisionnement en eau potable, la connexion au réseau d'assainissement, le branchement électrique ainsi que la possession du téléviseur, du réfrigérateur, du chauffage et du gaz, outre que d'autres composantes de bien-être social comme la voiture et la climatisation.

Tableau 20 : Les attributs de base du cadre de vie dans le gouvernorat de l'Ariana.

Délégation	Eau potable	Electricité	Gaz	Téléviseur	Réfrigérateur	Location de logement
Ariana ville	%99.65	%99.9	%99.6	%95.8	%98	%34.1
Sokra	%99.65	%99.95	%99.4	%95.07	%81	%30.52
Raoued	%99.8	%99.94	%99.5	%95.07	%78	%24.54
Quâlat El Andalus	%99.69	%99.95	%99.5	%92.64	%52	%6.94
Sidi Thabet	%99.58	%99.86	%99.5	%95.48	%67	%8.75
Ettadhamen	%99.55	%99.99	%99.5	%95.67	%77	%24.64
Mnihla	%67.61	%99.95	%99.5	%94.28	%78	%23.4

Le tableau montre que les composantes de base du cadre de vie des habitants de l'état de l'Ariana dans les différentes régions sont élevées et conformes aux ratios nationaux des mêmes domaines. Cependant, l'Ariana ville et Sokra ont des taux de location de logements élevés (plus de 30%), reflétant les taux élevés de migration interne de ces villes. Cependant, Sidi Thabet et Qual'at Al-Andalus, vue leur nature agricole, les couts de logement ne sont pas, importants et peuvent être considérés comme les plus faibles pour les régions du Grand Tunis.

Tableau 21: Les indicateurs de l'aisance sociale de la population dans du gouvernorat de l'Ariana

Délégation	Possession du logement (%)	Climatisation (%)	Voiture (%)	Bibliothèque (%)	Chauffage central (%)
Ariana ville	61	68.8	73	37.2	59
Sokra	63.68	42.9	42	19.4	21.7
Raoued	69.4	46.4	43	17.6	22.35
Quâlat El Andalus	89.4	26.10	16	9.11	1.9
Sidi Thabet	85.47	26.31	27	6.96	3.24
Ettadhamen	61.38	8.9	21	7.91	2.67
Mnihla	69.53	38.12	26	9.9	13.21

En ce qui concerne le bien être de vivre et ses composantes, le tableau indique que les disparités économiques et la stratification sociale sont clairement visibles dans la région de l'Ariana. Le pourcentage de possession de voitures en Ariana atteint 68%, alors que ce chiffre ne dépasse pas 8,9% à Ettadhamen. Le chauffage central est quasiment inexistant

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

dans les zones de "Ettadhamen", "Quâlat al-Andalus" et "Sidi Thabet", alors qu'en Ariana ville, il atteint 59%. L'aspect connaissance se reflète dans les faibles taux de possession d'une bibliothèque dans les zones de "Ettadhamen", "Quâlat al-Andalus" et "Sidi Thabet" (entre 1,9 et 3,2%), ce qui indique l'absence de lecture et de connaissances en général parmi la majorité de la population de cette localité.

3-5 : Les taux de pauvreté dans le gouvernorat de l'Ariana.

Les normes internationales adoptées pour déterminer les taux de pauvreté, approuvées par la Banque mondiale et par l'Institut national de la statistique, sont basées sur la consommation annuelle par habitant en Tunisie, estimée à 1277 DT par habitant en ville et 820 DT par habitant à la campagne. Nous adopterons ce critère en tant que critère officiel, bien qu'il ne soit pas exact pour déterminer les proportions de pauvreté.

A travers ce qui précède, la pauvreté dans le gouvernorat de l'Ariana selon le dernier recensement, en 2016, est estimée à environ 13,4% en général, mais cette proportion est en train de se développer suivant les différentes régions du gouvernorat. La pauvreté est estimée à 14,5% à Raoued et Sokra, contre 10,8% dans les zones urbaines de l'Ariana ville.

En ce qui concerne "Ettadhamen", "Mnihla" et "Sidi Thabet", on peut dire que c'est le réservoir de pauvreté dans le gouvernorat, les taux de pauvreté dans ces zones atteignent environ 24%, soit une fois et demie la moyenne nationale.

4 - Services collectifs et infrastructures

4. 1 : Education:



Enseignement primaire et secondaire :

Selon les statistiques officielles du ministère de l'éducation et de l'Institut national de la statistique, le nombre d'établissements d'enseignement dans le gouvernorat comprend:

- 95 écoles primaires ; 35 collèges ; 22 lycées secondaires.

Ces établissements d'enseignement fournissent 1330 classes d'étude, réparties sur 244 salles de classe et 386 salles spécialisées, pour un nombre de 35 640, soit la moyenne de 26,8 élèves par classe, un indicateur éducatif qui paraît important.

Selon les délégations, les institutions du gouvernorat sont réparties comme suit :

Délégation	Ecoles primaires	Collèges	Lycées secondaires
Ariana ville	18	8	6
Sokra	17	4	4
Raoued	12	5	3
Quâlat El Andalus	11	3	2
Sidi Thabet	10	2	2

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Ettadhamen	12	5	3
Mnihla	15	5	2
Total	95	32	22



Enseignement supérieur :

Le gouvernorat de l'Ariana accueille 12 établissements d'enseignement supérieur de différentes branches d'étude, outre que plusieurs centres de recherche spécialisés.

*Institut national de recherche et d'analyse physio - chimique.

* Centre national de science et de technologie nucléaires à Sidi Thabet.

* Institut supérieur de biotechnologie.



Formation professionnelle :

L'Ariana dispose de quatre centres de formation professionnelle qui touchent 116 spécialités dont 3 se trouvent dans la commune de l'Ariana. En outre, il existe 27 centres de formation privés concentrés dans les municipalités de l'Ariana ville, Sokra et Raoued uniquement. Les autres délégations ne disposent pas de centres de formation professionnelle, ni publics ni privés.

4 -2 : La santé

La structure de santé publique du gouvernorat de l'Ariana comprend trois hôpitaux:

-1 hôpital universitaire.

- 1 hôpital régional.

- l'hôpital unique pour la zone de « Ettadhamen » qui compte 84.000 habitants.

Les établissements de santé publique sont répartis dans les municipalités de l'état de l'Ariana comme suit:

Délégation	Lits d'hospitalisations	Salles opératoires	Hôpital régional et local	Laboratoires	Centres de protection maternelle et infantile	Centres de santé de base
Ariana ville	392	5	2	4	1	4
Sokra	0	0	0	0	0	4
Raoued	0	0	0	0	0	3
Quâlat El Andalus	0	0	0	1	0	4
Sidi Thabet	0	0	0	0	0	5
Ettadhamen	24	1	1	1	0	1

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Mnihla	0	0	0	0	0	2
Total	416	6	3	6	1	23

Quant au cadre médical et paramédical, dans le secteur public, il se répartit comme suit :

* Médecins généralistes: 118 (un médecin généraliste pour 4882 habitants)

* Médecins spécialiste : 104 (un médecin spécialiste pour 5539 habitants)

* Pharmaciens: 11 (un pharmacien pour 52371 habitants)

* Assistants médicaux : 305

* Infirmier(ère)s : 305

* Techniciens supérieurs de santé : 220

A propos du cadre médical et paramédical, dans le secteur privé, il est réparti comme dans le tableau suivant :

Délégation	Pharmaciens	Médecins spécialistes	Médecins généralistes
Ariana ville	30	174	92
Sokra	15	5	25
Raoued	14	3	19
Quâlat El Andalus	4	0	7
Sidi Thabet	3	0	3
Ettadhamen	3	0	20
Mnihla	16	1	22
Total	85	183	188

Le gouvernorat de l'Ariana dispose également de 4 cliniques privées (3 à l'Ariana et 1 à la Sokra). Bien remarquable, les établissements de santé privés et les ressources humaines sont bien au-delà de ce qui est disponible dans les établissements de santé publique.

4-3 : Les équipements culturels.

Les maisons de culture : une à Quâlat al-Andalus (depuis 1962) et une à Mnihla (en 2009). Aucune maison de culture pour le reste des municipalités. La Sokra, à titre d'exemple, n'a pas de bibliothèque publique.

L'Ariana abrite trois institutions culturelles nationales:

- Le centre national de danse.
- La troupe nationale de musique.
- La troupe Nationale de danse folklorique.

Les structures culturelles du gouvernorat de l'Ariana comprennent un comité culturel régional et 10 comités locaux.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

4-4 : Equipements sportifs et de la jeunesse :

Le gouvernorat de l'Ariana comprend seulement 4 maisons de jeunes : une à l'Ariana, une à Sidi Thabet, une à "Ettadhamen" et une à Mnihla. Aucune maison de jeune, ni à Sokra, ni à Raoued, ni à Quâlat al-Andalus.

Le gouvernorat compte également 24 associations sportives, dont 12 à l'Ariana ville, avec un nombre d'adhérents estimé à 5333, dans différents sports, notamment le football, le basketball, le hand et le judo. Ce qui signifie que la proportion des personnes impliquées dans les associations sportives dans le gouvernorat représente environ 0,9% de la population totale.

Quant à Mnihla et Ettadhamen, bien qu'ils représentent 38% de la population du gouvernorat (environ 130 000 habitants), il n'y a que 4 associations sportives avec 1 023 adhérents ; soit moins de 0,05% de la population totale.

Il n'y a que 4 clubs d'enfants dans le gouvernorat. Pas de clubs d'enfants régions de Sokra, Ettadhamen et Quâlat al-Andalus.

Pour les crèches et les jardins d'enfants, ils sont généralement du secteur privé et sont répartis comme suit:

Délégation	Crèches privées	Jardins d'enfants (publics et privés)	Clubs d'enfants (publics)
Ariana ville	10	29	1
Sokra	2	31	0
Raoued	7	20	1
Quâlat El Andalus	0	7	0
Sidi Thabet	0	2	1
Ettadhamen	0	8	1
Mnihla	0	6	1
Total	19	103	4

4-5 : Institutions religieuses, écoles coraniques et jardins d'enfants coraniques.

Selon les données fournies par le ministère des Affaires religieuses, le nombre de mosquées, dans le gouvernorat de l'Ariana est d'environ 12 et le nombre des locaux de culte, est autour de 76. Ces chiffres ne tiennent pas compte des mosquées indépendantes de la volonté du ministère qui peut dépasser les 50 à l'Ariana selon certains rapports non officiels.

Ces mosquées et ces maisons de culte, ont été utilisées après le 14 Janvier, en particulier le temps de la règle de la "Troïka" par des groupes extrémistes religieux. Également, la prière du vendredi était l'occasion d'appeler au « jihad » en Syrie et en Irak par les prédicateurs, et ces appels ont été officiellement pris en charge par ceux qui gouvernaient ce moment-là. Ce

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

qui rend ces institutions religieuses, auparavant et même de nos jours, une arme dangereuse dans la société, susceptible d'être utilisée par l'extrémisme et le terrorisme.

En outre, plusieurs cachettes d'armes ont été découvertes dans les mosquées, les maisons de prière et les écoles coraniques en l'Ariana, en particulier les années 2013-2015.

Selon les statistiques du ministère des Affaires religieuses pour l'année 2013 et sur la base du Conseil ministériel pour soutenir les écoles coraniques, les chiffres montrent que le gouvernorat de l'Ariana 92 écoles coraniques et 105 enseignants coraniques. Quant aux jardins d'enfants coraniques qui se sont répandus à l'époque de la "Troïka" et sont devenus publics, leur nombre est tenu secret par le ministère concerné.

Certains propriétaires de jardins d'enfants civils confirment également que l'administration, à l'époque de la "Troïka" a demandé à ces jardins d'enfants coraniques d'embellir leur apparence, pour se montrer "civils et modernes" et de couvrir leurs fonds, à l'origine parrainés par des associations caritatives et soutenus par certains États du Golfe soutenant le wahhabisme extrémiste. Et on imagine que leur nombre réel dans le gouvernorat de dépasse le nombre de 50 dont la plupart dans les quartiers de haute gamme comme "ELManzeh" et "Ennasr". Sachant que ces soit-disons "jardins d'enfants islamistes" ne respectent pas le programme civil officiel, imposent aux fillettes le port du voile et interdisent la mixité entre les enfants. Cela les rend des repaires reconnus de pensée extrémiste.

4-6 : Infrastructures et réseau routier.

En dépit de l'importance du gouvernorat de l'Ariana au niveau urbain et de la population d'une part, et de sa proximité avec la capitale, d'autre part, les routes et les moyens de transport ne sont pas à la hauteur des aspirations de la population.

Le gouvernorat de l'Ariana ne compte que 185 km de routes revêtues et se trouve dans une situation nécessitant un entretien et une expansion périodiques. Cette situation inappropriée a eu un impact direct sur la situation des transports, en particulier dans le secteur public. En plus les embouteillages constants dans la région, en particulier dans la ville de Sokra , Ariana , Ettadhamen et Mnihla constituent un problème supplémentaire.

5- L'activité économique dans le gouvernorat de l'Ariana.

L'activité économique du gouvernorat de l'Ariana s'articule autour de trois grands secteurs: l'agriculture, l'industrie et les services.

Le secteur des services est le plus opérationnel. Tandis que le secteur agricole, et malgré que les terres agricoles représentent 70% de la superficie du gouvernorat, n'offre l'emploi que pour 4,5% seulement, du potentiel de la main d'œuvre active.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

5.1 Le secteur agricole :

Le gouvernorat de l'Ariana possède un potentiel de ressources climatiques et naturelles pouvant faire de lui une locomotive pour une activité agricole prometteuse. Surtout que les terres agricoles représentent 70% de 31,670 ha qui font la superficie du gouvernorat. Les ressources en eau de la région sont estimées à environ 60 millions m³, 44,5% des ressources en eaux de surface, 23,4% en eaux souterraines et 32,1% des eaux traitées.

Les ressources en eau de surface sont mobilisées par environ 12 lacs de montagne.

L'activité agricole se caractérise par trois fonctions de base: Légumes, élevage et arbres fruitiers.

La situation réelle des terres agricoles est constitue un obstacle au développement de l'activité agricole, de sorte que 63% des terrains agricoles exploités ne dépassent pas une superficie de 5 hectares, tandis que les lots exploitables et dont la superficie dépasse les 50 hectares ne représentent pas plus que 4%.

Les zones irriguées sont considérés comme l'un des piliers les plus importants de l'activité agreste, ce qui représente environ 41% des terres agricoles exploitées, soit une superficie d'environ 13050 hectares, ces zones irriguées sont publiques. 7951 hectares sont irrigués par les eaux du nord (Majrda), et 3519 hectares irrigués par l'eau traitée, comme à Borj Touil.

L'activité agricole est concentré dans les régions de Raoued, Sidi Thabet Quâl'at al' Andalus, dont l'activité agricole se caractérise par l'élevage des vaches laitières.

L'activité agricole comprend également des activités de pêche dans la région de Quâl'at al-Andalus et Raoued. Une activité qui se pratique à travers l'existence de deux ports de pêche : un à Raoued avec 44 bateaux de pêche et un deuxième à Quâl'at al' Andalus, avec environ 160. (selon le recensement de 2011).

Le gouvernorat de l'Ariana est également renferme des importantes zones forestières telles que "Nahli" djbel Ammar et forêt "Jaafar". une richesse naturelle forestière méditerranéenne importante mais assez inexploitée.

5-2 : Secteur industriel.

L'Ariana est considéré en tant que pôle industriel majeur dans la zone du grand Tunis et dans le nord Tunisien en général. En effet, elle est dotée d'une infrastructure importante, à travers l'existence de la zone industrielle aménagée « Charguia 2 » (Aéroport) à Sokra, qui couvre 78 ha (53% de l'espace industriel aménagé du gouvernorat)qui comprend environ 45 établissements. La zone industrielle s'étale sur 41 ha à Sokra et vers 12 ha à Sidi Thabet.

Le tissu industriel du gouvernorat de l'Ariana comprend 315 établissements industriels (employant 510 travailleurs et plus), dont 161 sont complètement exportateurs. Le secteur

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

industriel du gouvernorat se caractérise par de multiples spécialités, mais deux secteurs sont les plus opérationnels:

1) L'industrie mécanique et électrique avec un potentiel d'emploi important (d'environ 4581 employés).

2) L'industrie du textile et de l'habillement avec une capacité opérationnelle autour de 5950 postes d'emploi.

L'activité industrielle contribue également au fonctionnement d'environ 16 665 travailleurs et ouvriers, soit 24% de la population active dans la région.

5.3 Secteur du commerce et des services.

Ce secteur, est le domaine le plus opérationnel depuis 20 ans. Le commerce, et à travers les nombreuses zones commerciales du gouvernorat, sont devenus les attraits de la population malgré leur impact direct sur les petits commerçants dans les quartiers, en particulier les plus populaires. L'ouverture du centre commercial "Géant" en 2004 dans la région de "Nahli" a créé une sorte de rupture des relations commerciales entre les petits commerçants et le commerce traditionnel en général, et les citoyens qui se sont rendus dans ces grandes zones commerciales.

Le secteur des services, malgré la proximité de l'Ariana avec la capitale, mais le secteur (professions libres, médecins, cliniques, ... services...) a connu un développement important et est devenu un potentiel important de travail, en particulier pour les jeunes. Ce qui l'a amené à fournir environ 44% des postes d'emploi dans le gouvernorat.

5.4 Activité touristique:

Malgré sa position sur la mer, en particulier les zones de "Raoued" et "Quâl'at al Andalous ", l'activité touristique dans le gouvernorat est restée presque complètement absente, il n'y a pas d'hôtels dans ces zones côtières. Cela peut être attribué à la proximité du gouvernorat avec Tunis, qui a acquis toute l'activité touristique dans le Grand Tunis, que ce soit le tourisme de conférence dans la capitale ou le tourisme balnéaire des plages de Gammart ou l'écotourisme historique de Sidi Bou Saïd.

La population active est répartie par secteur d'activité selon le tableau suivant:

Tableau 22 : répartition de la population active selon les secteurs d'activités.

Délégation	Nombre d'employés	Agriculture et pêche maritime	Mines et énergie	Industrie de laboratoire	Bâtiment et grands travaux	Commerce	Transport et communication	Education	Autres services

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Ariana ville	45.994	0.71 %	1.89 %	8.77 %	4.67 %	14.3 %	4.58 %	41.10 %	23.84 %
Sokra	49.602	0.78 %	1.85 %	19.50 %	12.96 %	14.04 %	5.95 %	26.32 %	19.50 %
Raoued	37.826	1.48 %	2.00 %	14.35 %	15.33 %	14.05 %	7.68 %	26.0 %	19.94 %
Quâlat El Andalus	8.612	28.81 %	1.54 %	13.48 %	11.97 %	12.03 %	5.97 %	19.08 %	6.99 %
Sidi Thabet	8.228	13.85 %	2.22 %	18.99 %	12.67 %	13.48 %	6.79 %	22.32 %	9.63 %
Ettadhamen	26.950	0.28 %	1.78 %	20.12 %	15.38 %	17.12 %	6.46 %	23.48 %	15.28 %
Mnihla	30.588	0.61 %	2.10 %	15.88 %	18.88 %	15.48 %	5.27 %	25.43 %	16.30 %

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat du Kef :

1- Localisation et cadre géographique :

Le gouvernorat du Kef est situé dans le nord-ouest de la Tunisie, sur les frontières avec l'Algérie et appartient géographiquement au Tell supérieur. Le gouvernorat s'étend sur une surface de 5081 km², soit 3% de la superficie totale du pays. La topographie du gouvernorat est caractérisée par le relief montagneux, où la hauteur s'élève à 700 m, et même à 1405 m (djebel Harraba, à l'ouest du gouvernorat). Egalement, la région du Kef se caractérise par un important réseau de vallées, dont la plus importante est « oued Mellègue ». Ce qui fait du Kef, l'un des plus importants gouvernorats, au niveau des richesses en eau, du fait que la région possède de nombreux lacs de montagnes, de barrages et de grands barrages tel que le barrage « Mellègue ».



La surface totale du gouvernorat du Kef, est répartie selon l'utilisation comme suit :

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

-Terres utilisées pour l'habitat : 0.95%

- Terres agrestes : 70.9 %

- Pâturages et forêts : 22 %

-étangs d'eau et zones humides : 2.5 %

- Autres terres naturelles : 3.2 %

Le climat du Kef est semi-aride en général. Dans l'ouest et le sud du gouvernorat, il devient plus sec. La pluviosité annuelle va de 400 à 500 mm en moyenne, et peut atteindre 1000 mm dans les hautes zones du nord du gouvernorat. la région du Kef est connue par les flots de neige en hiver. Les températures varient en moyenne de 7° à 9° pendant l'hiver et de 22 à 27 degrés en été.

Le gouvernorat du Kef est considéré, un gouvernorat agricole par excellence, 55 % de sa population habitent la campagne ; un taux considéré élevé, par rapport à la moyenne nationale d'habitants des campagnes, estimé à 35 %.

2- Caractéristiques démographiques du gouvernorat du Kef.

2-1 : Répartition de la population suivant la division territoriale.

D'après le dernier recensement de la population, en 2014, le nombre d'habitants du gouvernorat du Kef est de 243156. Ce qui représente 2.2 % des habitants du pays. La densité est de 47.8 h/km². Le nombre de familles est estimé à 63708 familles, ce qui donne une moyenne de 3.08 personne / famille. Un taux qui demeure inférieur à la moyenne nationale de 4.04 personnes / famille.

Les habitants sont répartis comme suit

Nombre d'habitants	Habitants du milieu urbain	Habitants du milieu rural	Femmes	Hommes
243156	137290	105866	122546	120610
	56.4 %	43.6 %	50.36 %	49.64 %

La population du gouvernorat est répartie sur onze (11) délégations comme dans le tableau suivant :

Tableau 23: Répartition de la population dans l'État du Kef par partition

délégation	Surface en ha	Nombre de quartiers	Nombre d'habitants
Le Kef Ouest	20770	3	33418
Le Kef Est	39480	8	40288
Nebeur	79540	13	25897
Sakiet Sidi Youssef	65650	8	17500

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Tajrouine	72600	12	27592
kalâat Senan	51340	9	15621
El kalâa El Khisba	20320	4	6651
Jrissa	17370	6	9807
El Ksour	45410	6	15215
Dahmani	52730	9	27907
Le Sers	42890	9	23259
Total	%100	87	243156

A travers cette répartition de la population selon la division territoriale de l'État de Kef, on peut dire que la répartition de la population est généralement équilibrée et compatible avec les espaces disponibles. À l'exception de la citadelle fortifiée de la citadelle fortifiée, où la population est réduite à moins de 10 000 habitants, en raison de la fermeture des mines de phosphates et de fer et du déclin du potentiel des deux régions en termes d'emplois et de stabilité.

2-2 - Répartition de la population dans le gouvernorat du Kef par état civil.

L'état civil de la population n'est pas seulement l'information qui figure dans le registre officiel, mais c'est l'un des éléments les plus importants qui reflètent la nature de la société et des groupes de population en particulier, et permet de connaître les A travers le recensement national de la population pour 2014, la population du gouvernorat du Kef est répartie selon l'état civil suivant le tableau suivant:

Délégation	Nombre d'habitants + 15 ans	Célibataire	Marié (e)	Veuf (ve)	Divorcé (e)
Le Kef Ouest	26171	36.41	56.78	5.46	1.35
Le Kef Est	31879	36.05	55.11	7.08	1.77
Nebeur	20279	36.09	56.41	6.27	0.63
Sakiet Sidi Youssef	13619	33.73	58.10	7.10	1.07
Tajrouine	21843	34.28	56.94	7.33	1.44
kalâat Senan	12199	34.60	56.32	7.52	1.57
El kalâa El Khisba	5331	38.22	52.48	7.79	1.52
Jérissa	7.982	34.59	54.65	8.92	1.83
El Ksour	11585	36.08	56.72	6.32	0.89
Dahmani	21694	36.59	55.18	7.32	0.91
Le Sers	17982	34.57	57.49	6.90	1.05

Les pourcentages de célibataires dans toutes les régions du gouvernorat se situent entre 34 et 36%, ce qui est acceptable pour la société, en ce qui concerne la proportion de jeunes de plus de 30%, une tranche d'âge, qui, vue sa situation de chômage et d'incapacité économique, ne peut plus se marier et faire des familles. La Tunisie, en effet, et depuis plus

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

de 30 ans, a atteint l'âge tardif de mariage pour plusieurs raisons, qui ne peuvent être étudiées ici.

3. Indicateurs de développement humain et social :

3-1 : Indicateurs éducatifs :

Les indicateurs du développement humain et social représentent le miroir du pourcentage de développement dans une société: éducation, taux de scolarisation, pourcentage de la population active, taux de chômage et répartition selon le niveau d'études et les groupes d'âge. C'est aussi l'une des données les plus importantes qui nous permettent de contrôler l'étendue de la stabilité sociale ou de la congestion. Les indicateurs de développement humain et social sont l'un des facteurs contrôlés par les sociologues pour suivre l'évolution de l'extrémisme violent et du terrorisme dans une telle société. Ce sont les indicateurs liés à la jeunesse qui rendent cette catégorie vulnérable à la polarisation et à l'emploi en raison de la fragilité des indicateurs de développement humain.

Selon le recensement de la population pour l'an 2014, la population du gouvernorat du Kef est répartie suivant le niveau d'études comme dans le tableau suivant:

Tableau 25: Répartition de la population du gouvernorat du Kef par niveau scolaire.

Délégation	Sans enseignement	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement universitaire
Kef Ouest	17.49 %	29.92 %	39.99 %	12.60 %
Kef Est	19.17 %	30.36 %	37.38 %	13.08 %
Nebeur	34.13 %	32.27 %	26.44 %	5.16 %
Sakiet Sidi Youssef	34.07 %	33.98 %	25.87 %	6.08 %
Tajrouine	27.18 %	33.27 %	30.78 %	8.78 %
kalâat Senan	27.50 %	38.87 %	27.26 %	6.37 %
El kalâa El Khisba	29.42 %	33.29 %	29.99 %	7.36 %
Jérissa	22.79 %	36.56 %	31.85 %	8.80 %
El Ksour	31.96 %	35.33 %	26.02 %	6.69 %
Dahmani	30.25 %	33.93 %	28.43 %	7.40 %
Le Sers	25.51 %	37.71 %	29.96 %	6.81 %

Le tableau reflète la situation d'analphabétisme de la majorité de la population du gouvernorat du Kef. Les taux d'analphabétisme dépassent 30% de la population d'environ 5 délégations et 9 de 11 délégations ont un taux d'analphabétisme supérieur à 22%. Ce qui est l'un des éléments les plus importants associés au développement humain, ce qui représente une menace pour la société et pour son avenir. En plus de ses résultats : chômage, pauvreté et fragilité des composantes de la société, ce qui lui a fait perdre les éléments de l'immunité et de la fermeté face aux fléaux de l'extrémisme violent, du terrorisme et du crime organisé.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le tableau indique également le faible niveau de la population avec des taux d'enseignement supérieur, ce qui est en harmonie avec la propagation de l'analphabétisme et de la pauvreté, ce qui ne permet pas aux familles de supporter les coûts de l'enseignement à l'université.

Mais la proportion globale des analphabètes ne reflète pas son vrai problème avec précision, C'est la répartition du taux d'analphabétisme en fonction des groupes d'âges qui reflète, avec plus de clarté, le risque pour la société, notamment, quand les jeunes et les enfants sont atteints.

Le tableau suivant montre les taux d'analphabétisme et d'éducation selon les groupes d'âge dans le gouvernorat du Kef.

Tableau 26: Répartition des taux d'analphabétisme et d'âge scolaire selon les groupes d'âge dans le gouvernorat du Kef

Délégation	% Analphabétisme 10ans et plus	% Analphabétisme (15-28 ans)	% Scolarisation (6 – 14 ans)	% Enseignement Supérieur (19- 21)	% d'utilisation de l'Internet
Le Kef Ouest	17.4	2.12	97.66	51.92	44.53
Le Kef Est	19	2.52	97.29	50.86	40.74
Nebeur	34	7.2	94.44	37.29	17.47
Sakiet Sidi Youssef	27.1	6.43	95.57	36.19	19.22
Tajrouine	27.5	4.24	97	43.19	30.02
kalâat Senan	29.3	4.27	95.78	38.79	27.98
El kalâa El Khisba	22.8	6.85	95.26	42.86	21.07
Jrissa	31.9	2.29	97.53	45.57	33.99
El Ksour	30.2	6.50	94.08	37	21.71
Dahmani	25.5	5.51	84.71	36.58	23.22
Le Sers	26.5	3.63	96.58	38.66	25.63

A partir de ce tableau, nous pouvons déduire les observations suivantes:

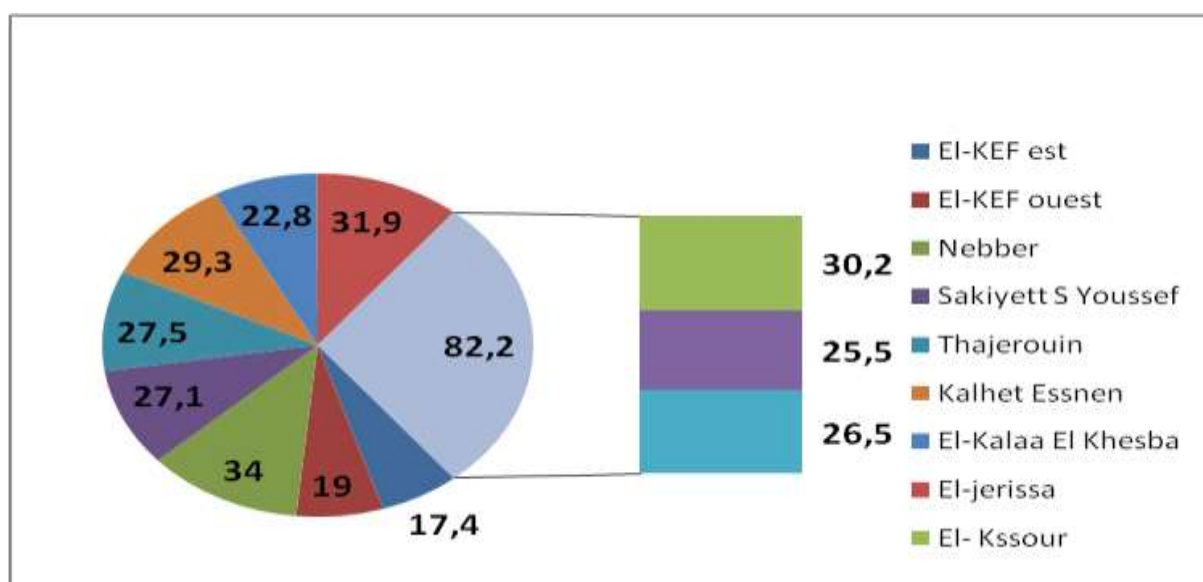
- Le taux élevé d'analphabétisme dans la tranche d'âge 10 ans et plus, ce qui signifie qu'une partie non négligeable de la population, faute de leur situation socio-économique , en particulier la population rurale.
- Le faible taux d'enseignement supérieur pour la tranche d'âges : 19-24 ans, censé être la période de l'enseignement supérieur, mais pour la population du gouvernorat du Kef, ne dépasse pas les 40% dans la plupart des régions, ce qui signifie que les familles ne peuvent pas supporter les coûts de l'enseignement supérieur, de plus en plus élevés.
- L'utilisation d'Internet, comme moyen de communication, de navigation et de connaissance : le pourcentage est faible et inférieur à 20% dans la plupart des délégations du Kef. Ce qui signifie le retard de communication technologique de la région dans son

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

ensemble malgré les transformations structurelles de ce domaine au niveau national. Il convient également de noter que la forte proportion de la population rurale dans le gouvernorat (environ 43%) est liée à la baisse de ces pourcentages.

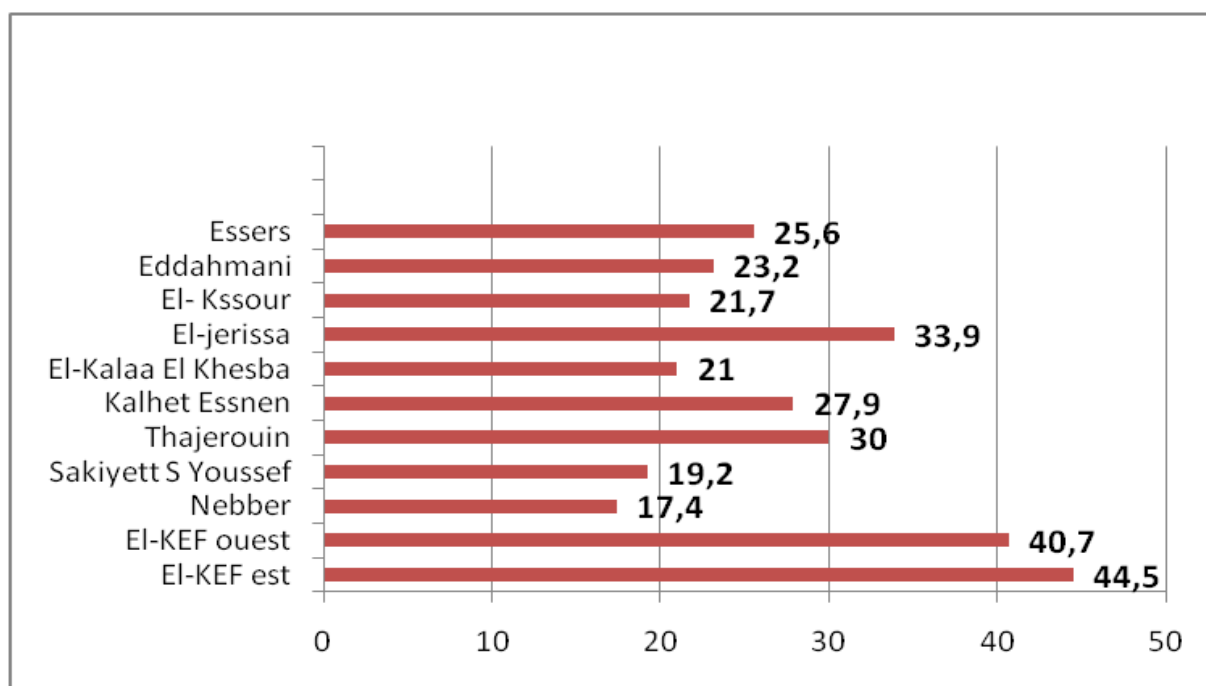
- Le tableau montre également l'augmentation du pourcentage de scolarisation dans le groupe d'âge (6-14 ans), ce qui correspond aux ratios nationaux de ce groupe. Mais la baisse des taux d'enseignement supérieur et la proportion des titulaires du baccalauréat correspondent au problème de l'abandon scolaire dans l'ensemble de la région.

Graphique 7: Taux d'analphabétisme chez la tranche d'âge 10 ans et plus



Graphique 8: Taux d'utilisation d'Internet dans l'État du Kef

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie



3-2 - Main-d'œuvre active et chômage dans le gouvernorat du Kef.

La proportion de main-d'œuvre active est l'un des piliers sociaux et économiques les plus importants de toute société: plus la proportion de la main-d'œuvre active est élevée, plus la production de richesses est importante et plus les moyens de subsistance de la population se développent. Sur la base des résultats de l'enquête nationale sur la population et le logement pour l'année 2014, la population du gouvernorat du Kef est répartie en fonction de la population active et des taux de chômage indiqués dans le tableau suivant:

Délégation	Habitants (15ans et +)	Population active	Chômeurs	Non actifs	% d'activités	% de chômage
Le Kef Ouest	26.171	10.926	2.737	12.508	52.21	20.03
Le Kef Est	31.879	12.989	2.839	16.051	49.65	17.94
Nebeur	20.279	6.857	1.175	12.247	39.60	14.63
Sakiet Sidi Youssef	13.619	6.167	772	6.680	50.94	11.13
Tajrouine	21.843	7.469	1.874	12.498	42.77	20.07
kalâat Senan	12.199	3.338	1.010	7.851	35.66	23.23
El kalâa El Khisba	5.331	1.329	536	3.466	34.52	28.74
Jrissa	7.982	2.084	671	5.227	39.34	24.36
El Ksour	11.585	3.839	719	7.027	40.69	15.77
Dahmani	21.694	6.867	1.962	12.865	40.69	22.22
Le Sers	17.982	6.397	1.232	10.353	42.41	16.51

Les taux de chômage dans plus de la moitié des régions du gouvernorat du Kef sont élevés et dépassent 1,5 fois la moyenne nationale, en particulier à Dahmani, Jérissa, El kalâa El Khisba,

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

kalâat Senan, Tajrouine et le Kef ouest. Dans les autres villes, les taux de chômage sont normaux et certains sont inférieurs à la moyenne nationale. Mais les taux de chômage globaux ne prennent leurs significations que s'ils sont liés aux groupes d'âge et aux niveaux d'enseignement.

Tableau 28 : répartition des taux de chômage selon les niveaux d'études

Délégation	Nombre de chômeurs (15ans et +)	Sans enseigne- ment.	Enseigne- ment primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur
Le Kef Ouest	492	23.78 %	28.66 %	31.30 %	16.26 %
Le Kef Est	674	25.37 %	26.71 %	25.82 %	22.11 %
Nebeur	833	38.90 %	26.29 %	20.65 %	14.17 %
Sakiet Sidi Youssef	1.249	68.45 %	20.34 %	7.53 %	3.68 %
Tajrouine	486	49.59 %	30.04 %	13.17 %	7.20 %
kalâat Senan	155	47.10 %	17.42 %	14.84 %	20.65 %
El kalâa El Khisba	75	22.97 %	25.68 %	28.38 %	22.97 %
Jérissa	--	--	--	--	--
El Ksour	213	51.64 %	19.72 %	13.15 %	15.49 %
Dahmani	354	36.44 %	29.10 %	20.62 %	13.84 %
Le Sers	508	42.80 %	29.59 %	18.74 %	8.88 %

La répartition des chômeurs selon le niveau d'études dans le gouvernorat du Kef est considérée comme totalement opposée aux proportions nationales: le taux de chômage élevé au Kef est lié à la population analphabète, allant de 42% à Sers à 68% à Sakiet Sidi Youssef. Ce type de chômage menace l'économie en raison de la difficulté d'intégrer ces chômeurs dans une économie de développement et d'intégration technologique. Alors que la proportion de personnes en chômage, ayant un enseignement supérieur ne dépasse pas les 8% en relation avec le faible pourcentage de la population de l'enseignement supérieur dans la plupart des régions du gouvernorat. Mais qu'est-ce qui est important dans tout cela, à quel groupe d'âge appartient le plus grand nombre de personnes en chômage dans les régions du Kef ?

Tableau 29 : répartition des taux de chômage suivant les tranches d'âges.

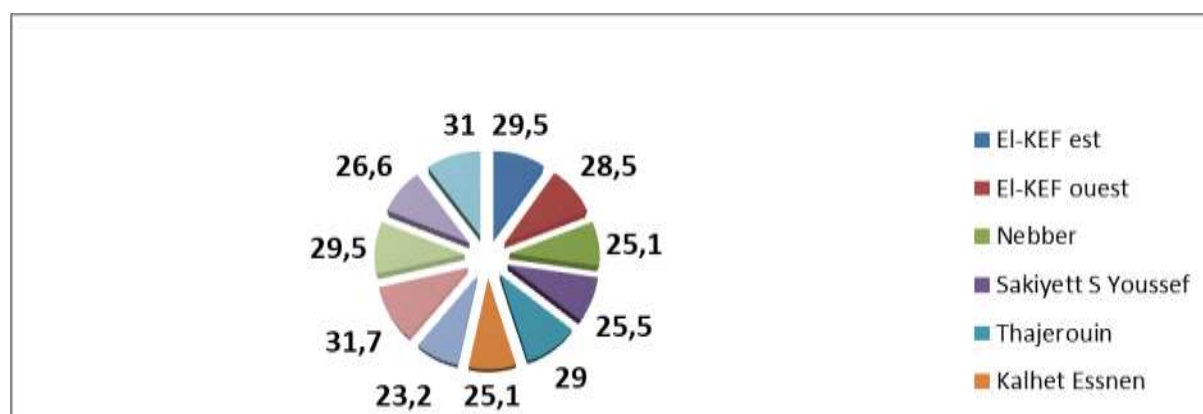
Délégation	Nombre de chômeurs	15- 19 (%)	20-24 (%)	25-29 (%)	30-34 (%)	35-39 (%)	40-44 (%)	45- 49 (%)	50- 54 (%)	+ 60 (%)
Le Kef Ouest	2.737	5.04	20.64	29.55	19.76	7.93	5.81	3.98	5.41	1.90
Le Kef Est	2.839	6.34	20.57	28.58	19.59	8.49	5.88	4.16	4.37	1.83
Nebeur	1.175	9.95	27.72	25.17	13.44	6.97	4.34	4.68	5.53	2.34
Sakiet Sidi Youssef	772	7.94	23.70	25.52	15.23	11.20	4.95	4.17	4.95	1.97
Tajrouine	1.876	6.88	22.33	29.05	15.35	9.43	5.44	4.37	5.17	2.08

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

kalâat Senan	1.010	8.63	19.74	25.10	15.48	10.12	6.94	5.65	6.25	3.75
El kalâa El Khisba	536	4.50	17.64	23.26	16.14	9.57	8.44	7.69	9.01	1.64
Jérissa	671	8.05	20.72	31.74	16.10	7.90	4.32	4.47	5.07	2.37
El Ksour	719	6.96	22.28	29.53	17.41	8.50	4.04	4.32	4.60	2.50
Dahmani	1.962	8.27	20.77	26.68	15.97	7.55	6.07	5.36	6.84	1.55
Le Sers	1.232	8.14	26.04	31.08	13.34	6.51	5.13	4.23	3.99	2.08

Comme toutes les régions du pays, le taux de chômage le plus important est celui des 19-34 ans, c'est-à-dire des jeunes. Et avec un taux de plus de 65% du nombre total de chômeurs. Ce qui soulève plusieurs problèmes en relation avec l'extrémisme, le terrorisme et la propagation du crime organisé. Si ces énergies ne sont pas utilisées et bien investies dans le domaine de la richesse et de la production de connaissances, elles seront sujettes à l'exploitation néfaste et à la polarisation dans des domaines qui seront destructeurs pour l'ensemble de la société.

Graphique 9: Taux de chômage pour la tranche d'âges : 25-29 ans, dans la région du Kef



3-3 : Migration interne.

Les indicateurs de migration interne sont une composante importante de l'étude de la situation sociale et de la mesure dans laquelle les régions du Kef sont en mesure d'assurer la stabilité et l'établissement de leur population. Plus les indicateurs de développement humain et social et la détérioration des conditions économiques sont bas, mais réfléchis sur la migration interne, qui est généralement dans ces circonstances négative, la sortie des zones est plus que l'entrée et la stabilité. La situation de migration interne dans la région du Kef peut être résumée dans le tableau suivant:

Tableau n ° 30: Migration interne dans le gouvernorat du Kef (2010-2014)

Délégation	Mobilité générale	Immigrants	Emigrants	Solde migratoire
Le Kef Ouest	5.591	2.566	6.900	- 4334
Le Kef Est	5.112	2.020	1.906	114

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Nebeur	637	215	474	-259
Sakiet Sidi Youssef	1.552	275	455	-180
Tajrouine	3.157	914	978	-64
kalâat Senan	1.500	318	441	-123
El kalâa El Khisba	364	124	210	-86
Jérissa	1.425	371	539	-168
El Ksour	1.145	250	359	-109
Dahmani	2.292	489	836	-347
Le Sers	2.042	407	749	-342

A partir de ce tableau, il est bien clair que toutes les zones du gouvernorat du Kef ont un solde migratoire négatif, c'est-à-dire que le nombre de départs est supérieur au nombre d'arrivées. Cela signifie que les conditions économiques et sociales du gouvernorat en général n'incitent pas la région ou ses habitants à se stabiliser. Ce qui confirme le déclin de la population du gouvernorat ou sa stabilité il ya dix ans, ce qui signifie que ces zones sont menacées à moyen et à long terme dans la désertification de la population, si les indicateurs de développement économique et le cadre de vie sont restés pauvres et se sont détériorés.

3-4 : le cadre de vie

Le cadre de vie des habitants se reflète dans les moyens de base nécessaires à une vie décente. Selon les normes internationales, les composantes du cadre de vie sont: le Logement, l'approvisionnement en eau potable, la connectivité au réseau d'assainissement, le branchement électrique ainsi que la possession du téléviseur, du réfrigérateur, du chauffage et du gaz, outre que d'autres composantes de bien-être social comme la possession de la voiture ,de la bibliothèque (livres) , de la climatisation et du chauffage central à la maison.

Le tableau suivant montre les composants de base du cadre de vie dans les délégations du Kef.

Tableau 31: Pourcentage des composantes de base du cadre de vie dans le gouvernorat du Kef. (%)

Délégation	Eau potable	Electricité	gaz	télévision	Réfrigérateur	Logement loué
Le Kef Ouest	97.59	99.89	99.22	92.84	95.38	18.96
Le Kef Est	89.78	99.88	99.42	95.16	95.26	17.49
Nebeur	57.46	99.68	99.16	93.31	92.09	3.89
Sakiet Sidi Youssef	57.54	99.52	98.64	91.29	88.96	10.06
Tajrouine	72.16	99.41	99.29	92.52	92.48	10.52
kalâat Senan	74.84	99.93	99.6	92.33	92.34	9.04
El kalâa El Khisba	80.18	99.65	99.77	93.23	90.85	8.18

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Jérissa	87.82	99.79	99.58	95.95	95.35	8.13
El Ksour	54.83	99.84	99.54	94.74	91.92	7.65
Dahmani	68.61	99.85	99.55	92.61	90.02	8.28
Le Sers	70.5	99.76	99.55	93.50	93.08	9.04

L'analyse du tableau fait référence aux observations suivantes:

- Le pourcentage d'approvisionnement en eau potable par le robinet dans de nombreuses régions du gouvernorat du Kef est inférieur à 70%, un taux, comparé au niveau national, est considéré faible, en particulier pour les villes.
- Le manque d'eau du robinet est dû à la nature rurale de nombreuses agglomérations de la région et à la faiblesse des investissements publics dans les secteurs vitaux tels que l'eau potable.
- Le pourcentage du loyer demeure très faible et est identique au caractère physique et à la population du parti, surtout que la possession du logement est une priorité absolue dans les régions d'intérieur, à aspect agreste, en raison du faible coût de bâtiment et de la possession des terres pour la majorité de la population.

Si les pourcentages des composantes de base du cadre de vie dans les régions du gouvernorat sont généralement acceptables, quels sont les taux des composantes de la protection sociale dans les délégations du gouvernorat du Kef ?

Tableau 32: Pourcentage des composantes du bien-être social dans les délégations du Kef.

(%)

Délégation	Possession de voiture(%)	Possession du logement(%)	Possession de bibliothèque(%)	Climatisation (%)	Chauffage central (%)
Le Kef Ouest	23.95	76.11	14.7	19.04	1.65
Le Kef Est	25.52	57.4	16.22	16.95	1.94
Nebeur	12.74	90.79	10.5	4.82	1.2
Sakiet Sidi Youssef	11.9	84.16	3.11	3.19	0.65
Tajrouine	19.01	83.17	21.96	10.87	1.98
kalâat Senan	21.20	82.16	11.98	14.3	3.73
El kalâa El Khisba	17.4	87.10	14.62	5.83	2.13
Jérissa	18.8	89.28	32.89	8.4	1.78

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

El Ksour	16.45	87.01	34.62	6.4	1.33
Dahmani	17.60	86.45	15.17	8.24	4.45
Le Sers	18.8	83.05	25.28	6.95	0.99

Outre le pourcentage élevé de possession de logements dans toutes les délégations du Kef, le reste des composantes de la protection sociale est faible et reflète la réalité de la pauvreté et de privation des conditions de vie, en particulier dans les zones rurales. Les chiffres montrent également que même la population de la ville du Kef, avec ses deux délégations (le Kef Ouest et le Kef Est), n'a pas un pourcentage élevé de protection sociale. Ce qui reflète largement une baisse des indicateurs globaux de développement.

Il convient de noter le pourcentage élevé de possession de bibliothèques, en particulier à Jérissa et à El Ksour, ce qui reflète le pourcentage d'intellectuels de la région en relation avec sa richesse culturelle pour raisons historiques et sociales.

3-5 : Taux de pauvreté dans le gouvernorat du Kef.

Les normes internationales adoptées pour déterminer les taux de pauvreté, approuvées par la Banque mondiale et par l'Institut national de la statistique, sont basées sur la consommation annuelle par habitant en Tunisie, estimée à 1277 DT par habitant en ville et 820 DT par habitant en zone rurale. Nous allons adopter ce critère en tant que critère officiel, bien qu'il ne soit pas bien fiable pour déterminer les proportions de pauvreté.

D'après ce qui précède, l'incidence de la pauvreté dans le gouvernorat du Kef, en 2015, est estimée à **34,2%** comme taux général, l'un des taux les plus élevés au niveau national, voire, le double du taux de pauvreté national selon l'Institut national de statistique. Cependant, les taux de pauvreté diffèrent d'une délégation à l'autre, atteignant environ 42% à "Sakiet Sidi Youssef", Nebeur et Dahmani. Toutes les études confirment également que le gouvernorat du Kef, à l'instar des gouvernorats du Nord-Ouest Tunisien, est une véritable expression d'affirmation de l'échec du processus de développement depuis plus de 60 ans.

4-Equipements collectifs des services et infrastructures dans le gouvernorat du Kef.

4-1 : L'enseignement :

➤ Enseignement primaire, élémentaire et secondaire.

Le nombre d'écoles primaires dans le gouvernorat du Kef est de 194, accueillant annuellement 22753 élèves et 1933 enseignants. Les collèges sont au nombre de 27, accueillant 11866 collégiens et 966 cadres enseignants. Quant à l'enseignement secondaire, les 19 lycées du gouvernorat assurent l'enseignement pour environ 12788 élèves encadrés par 1045 professeurs.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Les établissements scolaires du gouvernorat sont répartis comme dans le tableau suivant

Délégation	Ecoles primaires	Collèges	Lycées
Le Kef Ouest	11	2	2
Le Kef Est	23	6	3
Nebeur	25	3	3
Sakiet Sidi Youssef	20	2	1
Tajrouine	25	5	2
kalâat Senan	13	1	1
El kalâa El Khisba	8	1	1
Jérissa	13	1	1
El Ksour	15	2	1
Dahmani	23	2	2
Le Sers	16	2	2

➤ **Enseignement supérieur :**

Il existe au Kef, deux cités universitaires qui abritent 7 établissements d'enseignement supérieur, dont l'établissement le plus important est l'institut supérieur de l'informatique qui accueille annuellement environ 1500 étudiants. Tous les établissements universitaires sont concentrés au Kef Est.

➤ **Formation professionnelle :**

Cinq centres de formation professionnelle se trouvent au gouvernorat du Kef, dont deux à la ville du Kef, un au Sers et un à Dahmani.

4-2 : la santé :

La structure de santé au gouvernorat du Kef est constitué de :

- Un hôpital régional
- 5 hôpitaux locaux, à la moyenne d'un hôpital pour 51.253 habitants.
- 88 centres de santé de base, soit un centre pour 2911 habitants.
- 9 laboratoires publics, à une moyenne d'un laboratoire pour 28464 habitants.

Quant au cadre médical et paramédical public, il est réparti comme suit :

Médecine générale: 62 (médecin généraliste pour 4132 habitants)

- Médecine générale publique : 62 (un médecin pour 4132 habitants)
- Médecine générale privée : 93 médecins
- Médecine spécialisée (médecin spécialiste pour 5958 habitants)
- Médecine spécialisée privée : 29 médecins
- Pharmacien: 6 (pharmaciens pour 42 700 habitants)
- Pharmacien privé : 29

4-3 : équipements culturels.

L'infrastructure des centres culturels du gouvernorat du Kef se compose de :

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- 10 maisons de culture avec une capacité de 3090 chaises.
- 18 bibliothèques publiques rendant service à environ 1108 personnes.
- 5 théâtres avec une capacité de 5700 sièges.
- 8 associations culturelles.
- 13 festivals annuels.

Pour le gouvernorat du Kef, et vue les données précédentes, on peut affirmer que la culture est encore tenante, pour des raisons historiques et sociales ; historiquement, la région du Kef est une région de théâtre, par excellence.

4-4 : équipements sportifs et de jeunesse.

Les établissements pour jeunes se composent principalement de 14 auberges de jeunesse réparties dans les délégations du gouvernorat, à l'exception de « Kâalat Senan » et de « El kalâa El Khisba », elles comptent environ 44 clubs accueillant 1 875 participants

Le gouvernorat du Kef contient également la structure sportive suivante:

Délégation	Salle de sport couverte	Stade gazonné	Stade en terre battue	Association sportive
Le Kef Ouest	1	2	--	1
Le Kef Est	4	1	--	8
Nebeur	--	--	1	1
Sakiet Sidi Youssef	--	--	1	2
Tajrouine	1	--	1	6
kalâat Senan	--	--	1	2
El kalâa El Khisba	--	--	1	1
Jérissa	--	--	1	2
El Ksour	--	--	1	2
Dahmani	1	1	--	2
Le Sers	--	--	1	4
Total	7	4	8	31

Le gouvernorat contient également

- 12 clubs d'enfants fréquentés par 1193 adhérents.
- 5 crèches privées, en l'absence totale de crèches publiques.

4-5 - Institutions religieuses et coranique et coran coranique

Selon les données fournies par le ministère des Affaires religieuses, le nombre de grandes mosquées au gouvernorat du Kef est de 08 alors que le nombre de petites mosquées (lieux de culte) est autour de 88. Ces chiffres ne tiennent pas compte des mosquées

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

indépendantes de la volonté du ministère qui peut dépasser les 45 dans tout le gouvernorat, selon certains rapports non officiels.

Après le 14 Janvier, ces mosquées étaient utilisées par des groupes extrémistes religieux. En particulier, le temps de la règle de la "Troïka," À l'instar de plusieurs régions du pays, la prière du vendredi était l'occasion d'appeler au jihad en Syrie et en Irak, et ces appels ont été officiellement pris en charge par ceux qui gouvernaient ce moment-là. Ce qui fait que ces institutions religieuses représentent au passé comme au présent une arme dangereuse dans la société, toujours susceptibles d'être exploitée par l'extrémisme et le terrorisme, notamment, les lieux de culte hors le pouvoir du ministère.

En outre, plusieurs cachettes d'armes ont été découvertes dans des mosquées, dans le gouvernorat du Kef, en particulier pendant la période : 2013-2015.

Selon les statistiques du ministère des Affaires religieuses pour l'année 2013 et sur la base du Conseil ministériel pour soutenir les écoles coraniques, les chiffres montrent que le gouvernorat du Kef contient 75 écoles coraniques et 85 enseignants de coran. Quant aux jardins d'enfants coraniques qui se propagent le temps de la Troïka et ont été rendues publiques, le nombre reste tenu secret par le ministère concerné. Certains propriétaires de jardins d'enfants civils confirment également que l'administration, à l'époque de la "Troïka" a demandé à ces jardins d'enfants coraniques d'embellir leur apparence, pour se montrer "civils et modernes" et de couvrir leurs fonds, à l'origine parrainés par des associations caritatives et soutenus par certains États du Golfe soutenant le wahhabisme extrémiste. Et imaginez que le nombre dans le gouvernorat du Kef dépasse 35, la plupart d'entre eux se trouvant dans des zones éloignées de la censure. Sachant que ces jardins d'enfants coraniques ne respectent pas le programme officiel civil et oblige les jeunes filles à porter le voile tout en imposant la séparation des enfants, (garçons et des filles). Cela en fait une oasis reconnue de pensée extrémiste.

4-6- Infrastructure et routes.

L'infrastructure du gouvernorat du Kef est modeste et a commencé à devenir obsolète car son achèvement dépassait 30 ans. Bien que la période actuelle de rénovation des routes et de réhabilitation pour répondre à la forte augmentation de la flotte, il ne soit toujours pas suffisant pour contribuer au développement global du gouvernorat. L'autoroute nord-ouest n'inclut pas le gouvernorat du Kef. Le Kef est relié au reste des gouvernorats par un réseau de routes, en particulier RN6, RN17 et de nombreuses routes régionales et locales.

La flotte est composée de:

- 407 véhicules de transport rural
- 228 taxis

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- 254 Transport interurbain (Louages)

5- Activités économiques dans le gouvernorat du Kef

La nature a donné au Kef toutes les caractéristiques qui en font théoriquement un gouvernorat multitâches. Nous trouvons des terres fertiles, de l'eau, des forêts, des minéraux et des pierres de marbre. Le Kef occupe également une position stratégique dans le nord-ouest, reliant de nombreux gouvernorats, en particulier le Midwest et le sud-ouest.

Mais la politique a marginalisé le gouvernorat et l'a laissé à ses propres capacités. Il était dominé par la paysannerie traditionnelle, en particulier l'agriculture pluviale, qui restait associée aux précipitations. Par conséquent, le secteur agricole est resté le plus opérationnel et le plus productif de la région.

5-1 : L'agriculture

Le gouvernorat du Kef est l'un des gouvernorats agricoles les plus importants du Nord-Ouest, où les terres agricoles représentent 70% de la superficie totale du gouvernorat. La superficie forestière est estimée à 20,1%.

La production agricole du gouvernorat est centrée autour de:

- ✓ Grandes cultures, en particulier les céréales
- ✓ Fruits et légumes.
- ✓ Élevage de bovins, en particulier de vaches, avec 376440 têtes.
- ✓ Matériaux forestiers.

5-2 : Activité industrielle

Pendant plus de 130 ans, le gouvernorat du Kef a été riche en ressources minières importantes, qui ont été épuisées par le colonialisme français.

Parmi les ressources minières les plus importantes de la région: le zinc et le plomb. À partir de la fin des années 1980 et du début des années 1990, une décision politique a été prise de fermer les mines du Nord-Ouest, en particulier celles du Kef, en réduisant les économies et les bas prix des matières extraites sur les marchés internationaux. Les économies existantes sont toujours importantes, de même que la possibilité de reprendre la recherche pour découvrir de nouveaux minéraux.

Il convient également de rappeler que le Kef héberge les plus grandes réserves de phosphates en Tunisie dans la région de « Sraouerten ».

Le tissu industriel du gouvernorat du Kef est resté vacant et manque des infrastructures et du capital industriel qu'il développe. Surtout les zones industrielles équipées et équipées d'installations modernes capables de fournir les services nécessaires et le secteur logistique.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Ainsi, le nombre d'établissements industriels ne dépassait pas 55, employant environ 3171 personnes, dont 5 établissements d'exportation employant environ 800 travailleurs.

Les industries traditionnelles ont une grande importance dans le gouvernorat du Kef et emploient environ 5 300 artisans, et il existe 2112 projets dans ce domaine.

5-3 : Services et commerce

Le commerce dans le gouvernorat est concentré dans:

Commerce de gros par:

- 24 fournisseurs de produits alimentaires.
- 25 commerçants grossistes des matériaux de construction
- 25 friperies de gros
- 24 magasins de différents articles.

En ce qui concerne le commerce de détail, le gouvernorat englobe des milliers de magasins, de cafés, de pâtisseries et d'autres secteurs du commerce de détail. Et sa proximité avec l'Algérie et son caractère frontalier rendent le commerce frontalier prospère, **surtout après le 14 janvier où il ya beaucoup de contrebande, en particulier pour le combustible et le fer de construction. La contrebande s'est également transformée en une collaboration entre les clandestins et les terroristes dans la contrebande d'armes, de l'or, des drogues et même du trafic transfrontalier.**

5-4 : Le Tourisme

Le tourisme dans le gouvernorat du Kef est une activité limitée et est exempt de grands hôtels de luxe et grandes auberges.

La capacité d'hébergement touristique dans le gouvernorat est de 350 lits, avec une capacité opérationnelle d'environ 77 ouvriers. Le tourisme local et interne est particulièrement répandu en hiver et au début du printemps.

La main-d'œuvre active dans le gouvernorat est estimée à 63 413 personnes, dont 21% de femmes.

Tableau 33: Répartition de la main-d'œuvre active par secteur dans le gouvernorat du Kef

délégation	Nombre d'employés	Agriculture et pêche maritime	Mines et énergie	Industrie de laboratoire	Bâtiment et grands travaux	Commerce	Transport et communication	Education	Autres services
Le Kef Ouest	10.926	%6.25	%1.89	8.69	%13.27	%11.66	%5.25	%44.21	%8.66
Le Kef Est	12.989	%13.29	%1.53	6.13	%10.63	%12.60	%4.42	%42.09	%9.11

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Nebeur	6.857	%42.06	%0.66	3.80	%17.39	%6.20	%2.81	%23.06	%3.85
Sakiet Sidi Youssef	6.167	%53.35	%0.57	2.32	%10.90	%6.46	%3.16	%18.83	%4.28
Tajrouine	7.469	%22.37	%1.31	11.20	%16.22	%12.62	%3.68	%26.72	%5.75
kalâat Senan	3.338	%26.39	%1.17	4.13	%18.45	%11.89	%2.99	%29.11	%5.72
El kalâa El Khisba	1.329	%26.05	%1.28	8.13	%11.97	%7.68	%4.29	%34.94	%5.42
Jérissa	2.084	%9.50	%8.59	12.43	%14.78	%11.95	%4.41	%32.39	%5.90
El Ksour	839..3	%32.27	%0.60	16.07	%11.70	%8.24	%2.94	%25.14	%2.87
Dahmani	6.867	%29.94	%0.67	5.82	%17.17	%11.95	%3.81	%25.57	%4.70
Le Sers	6.397	%38.24	%1.30	4.18	%11.32	%12.90	%3.80	%23.06	%5.07

Gouvernorat de Kasserine :

1- Localisation et données géographiques :

Le gouvernorat de Kasserine est situé dans le centre ouest de la Tunisie et est bordé à l'ouest par l'Algérie sur une bande frontalière qui s'étend sur 220 km. Sa partie nord appartient au Tell supérieur. Sa moitié sud fait partie des sédiments supérieurs. Sa partie sud-ouest est située à l'ouest du boutre tunisien.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La superficie de Kasserine est estimée à environ 8260 km², soit environ 5,2% de la superficie totale du pays tunisien.

La Kasserine se caractérise par un relief montagneux d'une altitude de 800 mètres et jusqu'à 1544 mètres par le mont "Châambi", qui est le plus haut sommet du niveau national et fait partie du Moyen-Atlas qui s'étend jusqu'au désert algérien.



La zone de Kasserine est divisée selon les utilisations suivantes:

- Terrains bâtis: 0,6%
- Terres agricoles: 45%
- Forêts et pâturages: 49%
- Zones humides et plans d'eau: 0,8%
- Autres terres naturelles: 4,6%

En ce qui concerne les caractéristiques climatiques, Kasserine se caractérise par un climat continental sec dans le nord et un climat désertique dans sa partie sud. Il est transformé de semi-aride à semi-humide dans les zones de haute montagne.

Les températures varient de 2 à 12 degrés en hiver et de 30 à 40 degrés en été. La pluviométrie annuelle est comprise entre 300 et 400 mm et atteint 500 mm dans les zones de haute montagne.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Les villes de Kasserine et de Sbeïtla sont les plus densément peuplées. La population rurale représente environ 60% de la population totale, ce qui signifie que Kasserine est un gouvernorat distinctement paysan.

La région de Kasserine se caractérise par sa nature historique et archéologique, le gouvernorat de Kasserine accueillant environ 30% des monuments patrimoniaux et matériels au niveau national. Ainsi que de riches matériaux naturels tels que le sable, la chaux blanche, les pierres de marbre et le "Alfa", qui constituent la première richesse agricole du gouvernorat.

2-. Caractéristiques démographique du gouvernorat de Kasserine

Selon le recensement de la population pour l'année 2014, la population de Kasserine a atteint environ 439234 personnes. Le nombre de femmes est estimé à 22 128, soit environ 50,3% de la population totale de gouvernorat. Le nombre d'hommes est estimé à 218 015, soit 49,7%.

Kasserine est un gouvernorat à aspect rural ; la population rurale est de 24 799 habitants, alors que la population urbaine est estimée à 191 344 habitants, soit environ 43,5% de la population totale.

Le nombre de familles dans le gouvernorat est d'environ 95292 familles, ce qui donne un nombre moyen d'environ 4,6 personnes par famille, ce qui est supérieur à la moyenne nationale estimée à 4,04 personnes / familles.

Les caractéristiques de la population susmentionnées dans le gouvernorat de Kasserine peuvent être résumées dans le tableau suivant:

Nombre d'habitants	Habitants de l'espace urbain	Habitants de l'espace rural	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
439234	191344	247899	221228	218015
	43.5 %	56.5 %	50.3 %	49.7 %

2-1 : Répartition de la population suivant la division territoriale.

Administrativement, le gouvernorat de Kasserine renferme 13 délégations avec 107 quartiers. La population du gouvernorat est répartie selon le tableau suivant :

Délégation	Nombre de quartiers	Nombre d'habitants
Kasserine nord	6	65322
Kasserine sud	6	21653
Ezzouhour	6	21819

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Hassi El Frid	5	19400
<u>Sbeïtla</u>	14	75245
Sbiba	7	41189
Jeideliene	5	12297
El Ayoun	6	19211
Tala	13	37128
<u>Haïdra</u>	6	9762
Foussana	13	41447
Fériana	12	51455
<u>Majel Bel Abbès</u>	8	23315
Total	107	439234

A travers ce tableau, on peut remarquer Sur la base de cette répartition spatiale de la population, on peut dire que le gouvernorat de Kasserine comprend cinq grands pôles urbains : la ville de Kasserine, Sbeïtla, Fériana, Sbiba et Foussana.

2-2 : Répartition de la population selon l'état civil.

L'état civil de la population n'est pas simplement une information inscrite au registre officiel, mais doit être considéré comme l'un des éléments les plus importants qui reflètent la nature de la société et des groupes de population des villes .D'après le recensement national de la population pour 2014, la population gouvernorat de Kasserine est répartie selon l'état civil comme dans le tableau suivant:

Délégation	Nombre d'habitants + 15 ans	Célibataire (%)	Marié (e) (%)	Veuf (ve) (%)	Divorcé (e) (%)
Kasserine nord	49.113	40.66	52.88	4.78	1.68
Kasserine sud	15.565	41.90	52.86	4.36	0.89
Ezzouhour	16.109	41.65	50.83	5.37	2.15
Hassi El Frid	12.554	39.61	56.34	3.03	1.01
<u>Sbeïtla</u>	53.907	40.29	53.95	4.47	1.29
Sbiba	28.849	39.90	54.79	4.44	0.87
Jeideliene	8.784	38.22	55.12	5.79	0.87
El Ayoun	13.727	44.01	51.01	3.88	1.10
Tala	27.724	42.01	50.71	6.00	1.28
<u>Haïdra</u>	7.471	38.49	53.65	6.64	1.22
Foussana	30.242	42.24	51.57	5.07	1.12
Fériana	36.765	41.44	52.97	4.25	1.35
<u>Majel Bel Abbès</u>	17.252	46.58	48.64	3.89	0.89

Dans ce tableau, on constate que le pourcentage de célibataires dans le gouvernorat de Kasserine est relativement élevé, puisqu'il dépasse les 40% dans la plupart des régions. Ces

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

pourcentages peuvent s'expliquer par la prévalence de la pauvreté, de la marginalisation et du chômage chez les jeunes, ce qui ne favorise pas les conditions de mariage.

3. Indicateurs de développement humain et social dans le gouvernorat de Kasserine

Les indicateurs du développement humain et social représentent le miroir du pourcentage de développement dans une société: éducation, taux de scolarisation, pourcentage de la population active, taux de chômage et répartition selon le niveau d'études et les groupes d'âge. C'est aussi l'une des données les plus importantes qui nous permettent de contrôler l'étendue de la stabilité sociale ou de la congestion. Les indicateurs de développement humain et social sont l'un des facteurs contrôlés par les sociologues pour suivre l'évolution de l'extrémisme violent et du terrorisme dans une telle société. Ce sont les indicateurs liés à la jeunesse qui rendent cette catégorie vulnérable à la polarisation et à l'emploi en raison de la fragilité des indicateurs de développement humain.

3-1 : Indicateurs éducatifs :

Les indicateurs de l'éducation représentent les indicateurs les plus importants qui reflètent le niveau d'éducation et les taux d'analphabétisme dans les couches sociales et les groupes d'âges de la population.

La population de Kasserine est divisée en fonction du niveau d'instruction, d'après les résultats du recensement de la population pour l'année 2014 selon le tableau suivant:

Tableau 36: Répartition de la population dans le gouvernorat de Kasserine par niveau scolaire.

Délégation	Sans enseignement	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement universitaire
Kasserine nord	18.59	27.73	41.53	12.15
Kasserine sud	32.22	34.27	28.18	5.33
Ezzouhour	28.43	26.51	36.96	8.10
Hassi El Frid	55.88	25.83	15.78	2.52
<u>Sbeïtla</u>	30.35	34.13	29.05	6.47
Sbiba	48.42	34.59	23.07	3.92
Jeidelienne	35.60	31.42	27.89	5.09
El Ayoun	45.22	26.57	23.12	5.09
Tala	30.58	29.97	31.63	7.81
<u>Haïdra</u>	41.51	28.52	24.77	5.20
Foussana	34.18	34.16	26.96	4.70
Fériana	34.85	28.54	29.13	7.48
<u>Majel Bel Abbès</u>	37.21	24.83	29.69	8.26

Le tableau révèle les proportions tragiques d'analphabétisme dans les régions du gouvernorat de Kasserine, où quatre régions ont dépassé les taux d'analphabétisme de 40%,

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

considérés comme un record par rapport à l'analphabétisme national, qui ne dépasse pas 17% selon les chiffres officiels. Hassi El Frid, où le taux d'analphabétisme dépasse 55%, s'assure qu'il est le dernier de la classification officielle des indicateurs de développement. De plus, 11 taux d'analphabétisme sur 13 dépassent les 30%, ce qui permet de comprendre concrètement comment le gouvernorat de Kasserine est devenu un foyer de mouvements terroristes et la transformation de "Châambi" en un repaire pour eux. Plusieurs districts du gouvernorat ont également été des incubateurs de terrorisme et d'extrémisme violent.

Contrairement à ces proportions catastrophiques élevées, les taux d'enseignement supérieur de la population dans la plupart des régions du gouvernorat sont très faibles, en termes de marginalisation, de pauvreté, de chômage et d'exclusion systématique que le gouvernorat tout entier a subie pendant des décennies.

Pour approfondir ces indicateurs éducatifs, nous présentons dans le tableau suivant la répartition des taux d'analphabétisme et de l'enseignement selon les groupes d'âges.

Tableau 37 : Répartition de la population du gouvernorat de Kasserine suivant les taux D'analphabétisme et ceux de l'enseignement selon les catégories d'âges.

Délégation	% Analphabétisme 10 ans et plus	% Analphabétisme (15-29 ans)	% Scolarisation (6 – 14 ans)	% Enseignement Supérieur (19-24)	% d'utilisation de l'Internet
Kasserine nord	18.54	4.69	96.07	45.01	36.66
Kasserine sud	32.16	14.46	88.07	29.74	18.98
Ezzouhour	28.39	10.68	94.27	40.48	22.60
Hassi El Frid	55.71	44.35	79.00	22.72	9.15
Sbeitla	30.32	10.23	89.86	29.32	18.89
Sbiba	38.37	18.50	86.03	24.05	13.06
Jeideliene	35.52	8.83	93.74	37.37	18.45
El Ayoun	44.94	25.09	85.04	29.21	18.60
Tala	30.51	9.64	93.21	40.61	23.94
Haïdra	41.49	13.16	91.88	34.67	15.07
Foussana	34.09	13.41	91.32	27.77	18.36
Férian	34.79	17.36	88.41	28.14	23.28
Majel Bel Abbès	37.18	14.80	91.16	29.93	18.79

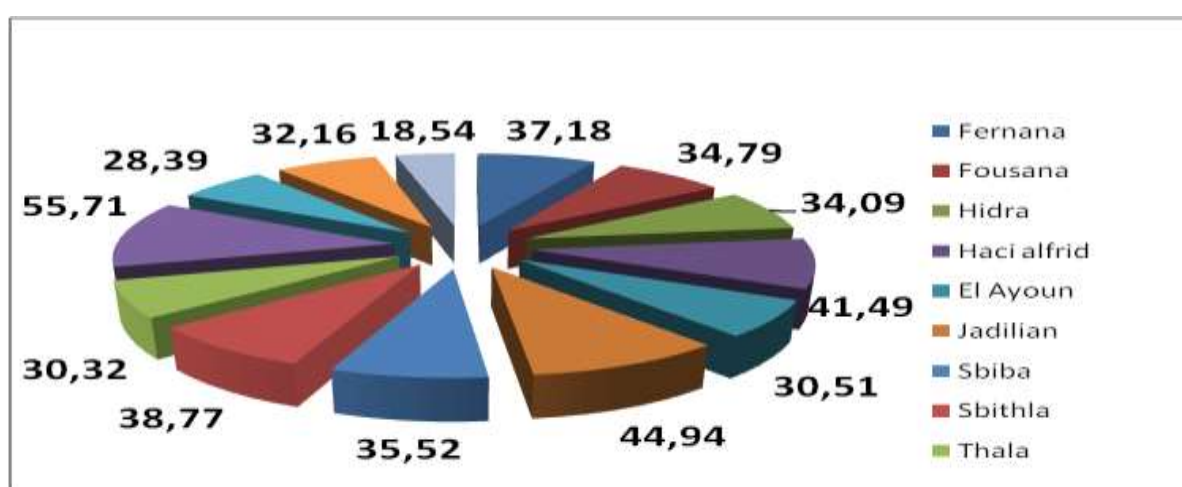
A partir de ce tableau, nous pouvons déduire les observations suivantes:

- Une augmentation significative du taux d'analphabétisme dans la tranche d'âge 10 ans et plus, qui reflète la gravité de la structure éducative, culturelle et mentale de l'avenir de la société dans son ensemble dans le gouvernorat.

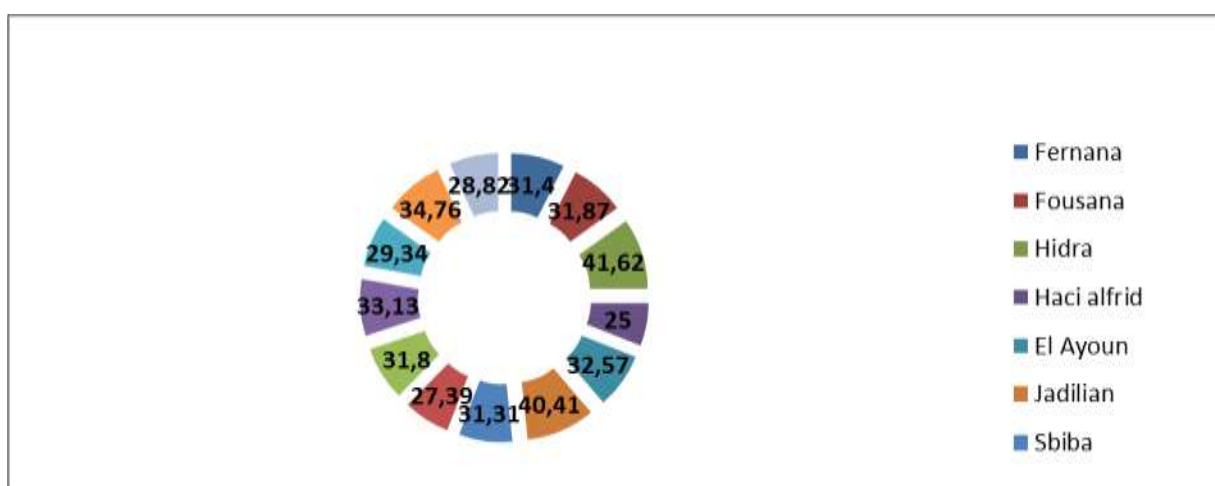
Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Le taux d'analphabétisme dans la tranche d'âge (15 à 29 ans) à Hassi El Frid, dépasse les 40%, ce qui est un indicateur menaçant à tous les niveaux dans cette région
- Les taux d'utilisation de l'Internet demeurent faibles dans l'ensemble du gouvernorat, ce qui indique une augmentation de la pauvreté et de la marginalisation dans l'ensemble de la région.
- Les taux de scolarisation plus élevés sont restés faibles dans toutes les régions du gouvernorat. Les jeunes de 19 à 24 ans, sont censés être dans les universités, leur espace naturel, et non dans les montagnes.

Graphique 10: Taux d'analphabétisme chez la tranche d'âge 10 ans et plus



Graphique 11: Taux d'utilisation d'Internet dans la région de Kasserine



3-2 – Main d'œuvre active et chômage dans le gouvernorat de Kasserine

La proportion de main-d'œuvre active est l'un des piliers sociaux et économiques les plus importants de toute société: plus la proportion de main-d'œuvre active est élevée, plus la production de richesse est importante, plus la population se développera. Selon les résultats

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

de l'enquête nationale sur la population et le logement de l'an 2014, la population du gouvernorat de Kasserine est divisée en fonction de la population active et des taux de chômage, selon le tableau suivant:

Tableau 38: Répartition de la population dans le gouvernorat de Kasserine par population active et chômage.

Délégation	Habitants (15ans et +)	Population active (%)	Chômeurs (%)	Non actifs (%)	% d'activités	% de chômage
Kasserine nord	49.113	16.912	6.555	25.646	47.78	27.93
Kasserine sud	15.565	4.688	1.036	9.841	36.78	18.10
Ezzouhour	16.109	5.034	2.418	8.657	46.26	32.45
Hassi El Frid	12.554	4.743	478	7.333	41.59	9.16
<u>Sbeïtla</u>	53.907	17.548	4.632	31.727	41.15	20.88
Sbiba	28.849	8.465	1.368	19.016	34.09	13.91
Jeideliene	8.784	2.606	486	5.692	35.17	15.72
El Ayoun	13.727	3.697	1.131	8.899	34.96	23.43
Tala	27.724	6.971	2.722	18.031	33.24	28.08
<u>Haïdra</u>	7.471	1.935	548	4.988	38.79	22.07
Foussana	30.242	9.783	1.947	18.512	38.79	16.60
Fériana	36.765	10.943	3.316	22.506	39.03	23.26
<u>Majel Bel Abbès</u>	17.252	5.061	1.674	10.517	39.83	24.86

Les taux de chômage sont supérieurs à 20%, dans la majorité des délégations, sauf à Hassi El-Frid, où le taux de chômage est inférieur à 10%, ce qui est faible et très inférieur à la moyenne nationale. Ce qui attire l'attention sur ce chiffre officiel, c'est que la région de Hassi El-Frid se classe au dernier rang de l'échelle de développement au niveau national et que son taux de chômage est donc le plus faible.(??)

Ezzouhour est la région la plus atteinte du chômage dans le gouvernorat. Elle se consacre ainsi à la création d'un incubateur pour la propagation de la criminalité, le trafic de drogue et l'incubateur idéal du phénomène terroriste.

Mais comment le chômage est-il réparti par niveau d'enseignement et par groupe d'âges?

Tableau 39: Répartition des personnes en chômage par niveau scolaire.

Délégation	Nombre de chômeurs (15ans et +)	Sans enseignement.	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur
Kasserine nord	6.555	8.73	19.41	45.06	26.81
Kasserine sud	1.036	14.48	26.93	35.14	23.46
Ezzouhour	2.418	20.09	20.26	41.17	18.48
Hassi El Frid	478	48.01	23.69	19.29	9.01
<u>Sbeïtla</u>	4.632	14.57	27.20	36.66	21.57

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Sbiba	1.368	16.25	25.55	32.21	25.99
Jeideliennne	486	7.20	21.60	37.86	33.33
El Ayoun	1.131	26.41	29.24	27.74	16.61
Tala	2.722	13.08	21.10	36.82	29.00
<u>Haïdra</u>	548	25.73	19.71	32.48	22.08
Foussana	1.947	17.87	24.55	36.31	21.26
Fériana	3.316	14.06	23.11	37.16	25.67
<u>Majel Bel Abbèss</u>	1.674	18.11	15.36	31.26	35.27

Les taux élevés d'analphabétisme auront un impact direct sur les personnes en chômage dans la région. Le taux élevé de chômeurs ayant un faible niveau d'instruction pose de sérieux problèmes quant à la manière de les intégrer et de les rendre capables de faire face aux grandes mutations du marché du travail. Le taux de chômage des diplômés chômeurs paraît normal pour le gouvernorat et pour l'ensemble du pays: sachant que le taux de chômage, au niveau national parmi les diplômés chômeurs est d'environ 30%.

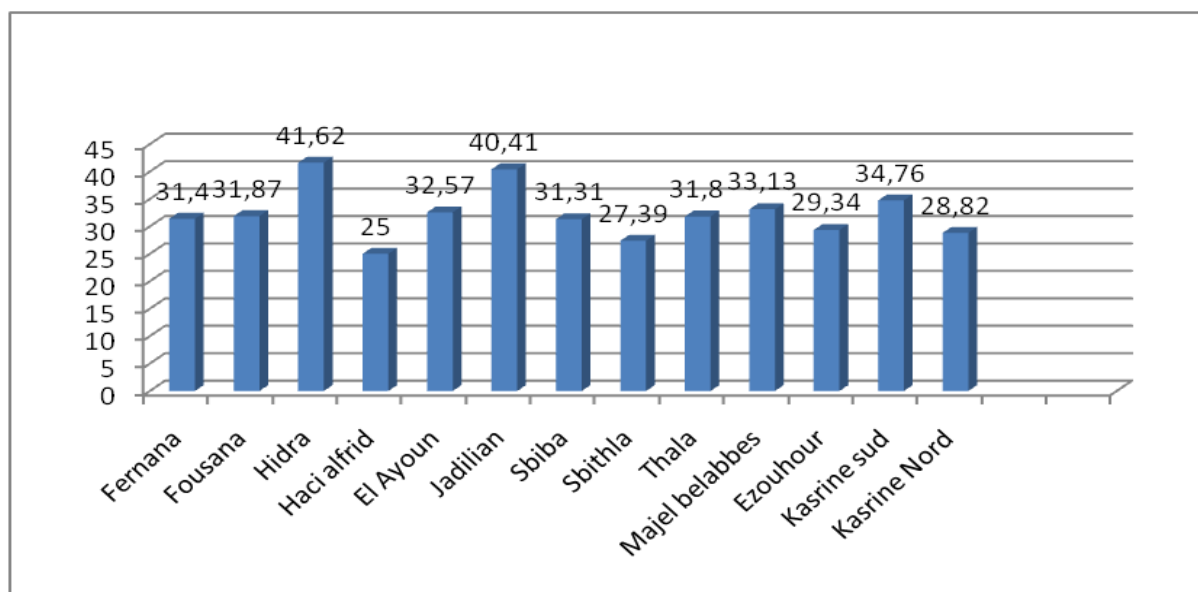
Tableau 40: Répartition des personnes en chômage par tranche d'âge

Délégation	Nbr de chômeurs	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	+ 60
Kasserine nord	6.555	5.82	18.87	28.82	20.26	11.70	6.01	3.53	3.79	0.91
Kasserine sud	1.036	10.16	17.65	34.76	18.18	9.63	5.35	2.67	1.34	0.27
Ezzouhour	2.418	7.31	19.47	29.34	18.56	10.24	5.76	4.48	3.93	0.82
Hassi El Frid	478	15.48	23.81	25.00	11.90	9.52	4.17	4.76	2.98	2.38
<u>Sbeïtla</u>	4.632	11.98	22.68	27.39	16.78	8.72	5.28	3.54	3.02	0.61
Sbiba	1.368	14.29	26.61	31.31	15.66	6.07	2.35	1.96	1.37	0.39
Jeideliennne	486	7.25	22.80	40.41	15.54	6.74	5.18	1.04	1.04	0.00
El Ayoun	1.131	18.58	23.66	32.57	13.23	6.11	2.80	1.53	1.02	0.51
Tala	2.722	6.14	20.38	31.80	20.03	10.74	5.37	2.13	2.73	0.68
<u>Haïdra</u>	548	4.06	16.24	41.62	13.20	6.60	5.58	5.58	5.58	1.52
Foussana	1.947	10.26	23.81	31.87	15.14	9.65	3.79	3.05	2.08	0.37
Fériana	3.316	9.52	19.87	31.40	20.54	8.33	4.76	2.23	2.60	0.74
<u>Majel Bel Abbèss</u>	1.674	7.38	22.37	33.13	19.25	8.22	3.39	2.78	1.81	0.97

Les taux de chômage, les plus importants, dans le gouvernorat de Kasserine concernent notamment le groupe d'âges des 20 à 34 ans, soit chez les jeunes, ce qui représente jusqu'à 74%. Ces pourcentages confirment que les jeunes du gouvernorat sont plus vulnérables au chômage, à la marginalisation et à l'exclusion sociale, un indicateur sérieusement inquiétant, dans la mesure qu'il rend ce groupe d'âges vulnérable à la pauvreté, à la marginalisation et à la perte d'identité. Les rendre vulnérables à la polarisation terroriste, au crime organisé et à l'extrémisme violent.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Graphique 12: Taux de chômage dans la tranche d'âge 25-29 ans



3-3 : Migration interne dans le gouvernorat de Kasserine

La migration interne est un facteur important dans l'étude du statut social et de la capacité des régions du gouvernorat de Kasserine à assurer la stabilité et la réinstallation de ses habitants. Une fois que les indicateurs du développement humain et social ont diminué et que les conditions économiques se sont détériorées, cela s'est reflété dans les migrations internes, qui sont généralement négatives dans ces circonstances, c'est-à-dire que quitter ces régions est plus important que le fait d'arrivée dans ces zones et y installer.

La situation de la migration interne dans la région de Kasserine peut être résumée dans le tableau suivant:

Tableau 41: Migration interne dans le gouvernorat de Kasserine

Délégation	Mobilité générale	Immigrants	.. Emigrants	Solde migratoire
Kasserine nord	4.984	1.617	4.782	-3.165
Kasserine sud	1.46	504	830	-326
Ezzouhour	1.284	370	263	107
Hassi El Frid	196	53	327	-274
Sbeïtla	3.170	674	1.211	-537
Sbiba	1.171	199	809	-610
Jeidelienne	316	107	218	-111
El Ayoun	223	81	201	-120
Tala	959	154	1.097	-943
Haïdra	327	130	237	-107
Foussana	1.406	336	497	-161
Fériana	2.793	514	632	-118

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Majel Bel Abbès	1.100	220	252	-32

Conformément aux indicateurs humains et sociaux du gouvernorat, face à l'analphabétisme et aux taux de chômage élevés, le solde migratoire dans toutes les régions du gouvernorat de Kasserine est négatif. Dans le sens où la sortie du gouvernorat est plus que l'entrée et la stabilité. Cet indicateur, s'il est maintenu, à moyen et à long terme, verra une diminution de la population du gouvernorat dans son ensemble et le c'est déjà le début de la désertification de la population dans la région.

Il convient également de souligner que les émigrants, sont en grande partie, des jeunes, en particulier les demandeurs d'emploi.

3-4 : Les taux de pauvreté dans le gouvernorat de Kasserine

Les normes internationales adoptées pour déterminer les taux de pauvreté, approuvées par la Banque mondiale et par l'Institut national de la statistique, sont basées sur la consommation annuelle par habitant en Tunisie, estimée à 1277 DT par habitant en ville et 820 DT par habitant en zone rurale. Nous allons adopter ce critère en tant que critère officiel, bien qu'il ne soit pas bien fiable et exact pour déterminer les proportions de pauvreté, surtout avec les conditions économiques mouvantes.

Sur la base de ce qui précède, et selon les statistiques officielles, le taux de pauvreté dans le gouvernorat de Kasserine ,en 2015, est estimé à 32,8% en général, l'un des taux les plus élevés au niveau national après le gouvernorat du Kef, et le double du taux national. Cependant, les taux de pauvreté diffèrent d'une délégation à l'autre, atteignant environ 52% à Hassi El Frid et entre 40 et 45%, à Majel Bel Abbès, à Ezzouhour, à Haïdra et à El Ayoun.

Toutes les études confirment que Kasserine est le gouvernorat le plus pauvre et le moins développé au niveau national, ce qui en fait un exemple d'échec pour le modèle de développement sur plusieurs décennies.

3-5 : Le cadre de vie des habitants de Kasserine.

Le cadre de vie de la population se reflète dans les moyens de base nécessaires à une vie bienséante. conformément aux normes internationales, les composantes du cadre de vie sont: le Logement, l'approvisionnement en eau potable, la connectivité au réseau d'assainissement, le branchement électrique ainsi que la possession du téléviseur, du réfrigérateur, du chauffage et du gaz, outre que d'autres composantes de bien-être social comme la possession de la voiture ,de la bibliothèque (livres) , de la climatisation et du chauffage central au foyer.

Le tableau suivant montre les composants de base du cadre de vie dans la région de Kasserine

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Tableau 42: Eléments de base du cadre de vie dans le gouvernorat de Kasserine

Délégation	Eau potable	Electricité	gaz	Logement loué	télévision	Réfrigérateur
Kasserine nord	99.56	99.92	99.59	20.54	93.26	92.65
Kasserine sud	67.48	99.48	99.42	4.96	89.69	81.70
Ezzouhour	99.90	99.94	99.56	15.36	94.07	91.22
Hassi El Frid	32.76	96.53	98.80	3.51	81.62	68.86
<u>Sbeïtla</u>	99.19	99.71	99.19	10.90	89.51	87.29
Sbiba	99.36	99.79	99.36	4.45	87.12	84.94
Jeideliene	98.84	99.06	98.84	4.73	88.40	84.54
El Ayoun	98.98	99.62	98.98	2.56	84.42	80.02
Tala	99.65	99.74	99.65	11.63	90.69	84.81
<u>Haïdra</u>	99.46	99.63	99.46	9.14	85.11	79.42
Foussana	98.56	99.45	98.56	6.14	88.13	84.88
Fériana	99.53	99.34	99.53	9.84	88.66	84.04
<u>Majel Bel Abbès</u>	99.01	99.31	99.01	7.46	87.14	83.69

Selon le tableau, la plupart des composantes de base du cadre de vie sont disponibles près de la moyenne nationale, à l'exception de « Hassi El-Frid », qui ne possède l'eau potable qu'avec un taux de 32%, et la délégation de « Ezzouhour » adjacente à la ville de Kasserine qui n'a l'eau courante qu'avec une proportion de 60 %. Plus d'une question est posée à propos de cet attribut vital dans les deux régions.

Tableau 43: Composantes de bien-être social dans le gouvernorat de Kasserine.

Délégation	Possession du logement	Bibliothèque	Voiture	Climatisation	Chauffage central
Kasserine nord	75.41	23.37	23.87	16.94	3.66
Kasserine sud	90.59	16.30	17.79	3.84	0.82
Ezzouhour	81.39	21.73	16.802	9.04	2.82
Hassi El Frid	94.94	15.29	17.63	0.76	0.35
<u>Sbeïtla</u>	86.04	20.13	18.15	5.89	1.53
Sbiba	92.04	6.41	18.85	3.58	1.69
Jeideliene	92.04	6.70	9.94	1.22	0.19
El Ayoun	87.29	5.49	8.82	0.53	0.37
Tala	96.29	23.14	12.56	2.66	0.70
<u>Haïdra</u>	82.40	5.54	14.65	1.61	0.45
Foussana	83.57	11.14	17.91	2.21	0.74
Fériana	89.69	11.05	16.41	9.22	3.06
<u>Majel Bel Abbès</u>	84.90	7.61	15.15	3.93	0.60

Dans l'ensemble, posséder une maison est essentiel à la stabilité dans ces régions. Comme pour les autres composantes du bien-être, le tableau montre que les ratios sont faibles,

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

voire faibles, tels que le chauffage central et la climatisation. Cela est logique compte tenu de la pauvreté et de la marginalisation que connaît la population en général.

Il convient également de noter que la bibliothèque et la lecture occupent toujours une place importante du fait du nombre de familles disposant d'une bibliothèque, malgré les conditions de pauvreté et le niveau de vie peu élevé de l'ensemble du gouvernorat. La propriété de voitures est proche des proportions générales de l'intérieur.

4 - Equipements collectifs, services et infrastructures dans le gouvernorat de Kasserine

4-1 : Institutions éducatives :

➤ Enseignement primaire et secondaire :

Selon les statistiques officielles du ministère de l'Éducation et de l'Institut national de la statistique, le nombre d'établissements d'enseignement dans le gouvernorat de Kasserine:

- 310 écoles primaires.
- 31 collèges.
- 25 lycées secondaires

Les établissements d'enseignement sont répartis comme suit:

Délégation	Ecoles primaires	Collèges	Lycées secondaires
Kasserine nord	20	5	4
Kasserine sud	23	2	1
<u>Sbeitla</u>	51	5	4
Sbiba	29	3	2
El Ayoun	19	1	1
Tala	28	3	3
<u>Haïdra</u>	09	--	1
Jeideliene	13	1	1
Foussana	35	4	2
Fériana	33	3	3
<u>Majel Bel Abbès</u>	24	2	1
Hassi El Frid	21	1	1
Ezzouhour	05	1	1
Total	310	31	25

Le nombre d'élèves au cycle primaire pour l'année scolaire 2016/2017 est d'environ 52 794, dont 25 299 filles et 27 495 garçons.

Quant à l'enseignement préparatoire et secondaire, le nombre d'élèves s'élève à 37 656: 19949 filles et 17707 garçons.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le taux de densité moyenne d'élèves par classe dans le gouvernorat de Kasserine est de 24,6 élèves, un taux proche de la moyenne nationale, estimé à 24,4 élèves / classe.



Enseignement supérieur

L'infrastructure de l'enseignement supérieur est composée de trois établissements universitaires qui reçoivent environ 2309 étudiants, concentrés à Sbeitla et à Kasserine. Il existe également deux foyers universitaires d'une capacité de 850 étudiantes et étudiants.



Formation professionnelle :

Est situé dans le gouvernorat de Kasserine :

- ✓ 8 centres de formation professionnelle publics, pouvant accueillir 3320 demandeurs de formation. Les huit centres sont répartis sur quatre délégations seulement: Kasserine Nord, Kasserine Sud, Sbeitla et Sbiba.
- ✓ 15 Centres de formation professionnelle privés.

4 -2 : La santé

La structure du secteur de santé publique dans le gouvernorat de Kasserine comprend:

- ✓ Un hôpital régional du Nord.
- ✓ 6 hôpitaux locaux.
- ✓ 109 centres de santé de base.
- ✓ 12 centres d'analyse.
- ✓ 36 ambulances

Quant au cadre médical et paramédical, il comprend:

- Médecine générale: 140 (un médecin généraliste pour 3140 habitants)
- Pharmaciens : 7 pharmaciens (pharmaciens pour 62747 habitants)
- Infirmiers : 636

4-3 : Équipements culturels.

Le gouvernorat de Kasserine comprend:

- 13 maisons culturelles réparties dans toutes les municipalités, le nombre d'adhérents est estimée à environ 2,684 personnes.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- 7 théâtres avec une capacité estimée à 10300 places. Sachant que 6 délégations sont complètement privées de théâtres à savoir Haïdra, Hasi El Frid, Ezzouhour, El Ayoun, Jeidelienne et Majel Belâbbess
- 16 bibliothèques publiques réparties sur toutes les délégations, avec la capacité de 1408 sièges.
- 10 auberges de jeunes fréquentées par environ 1670 adhérents et distribués à toutes les délégations, excepté Jeidelienne et Foussana .

4-4 Équipements de sport et de jeunesse.

L'équipement sportif comprend:

- 4 terrains en gazon
- 8 terrains en terre battue
- 3 gymnases multidisciplinaires
- un complexe sportif.
- 24 stades de quartiers
- 19 aires de jeux pour les institutions
- 15 équipes sportives.

Toutes les associations d'adaptation sportives impliquent environ 13012 jeunes, soit environ 3 % du nombre total de la population, un très faible pourcentage qui reflète la faiblesse du côté sportif qui est négligé entièrement par le pouvoir.

En ce qui concerne le domaine de l'enfance, d'institutions 108 institutions se sont intéressées par ce secteur. Les infrastructures du domaine sont réparties comme suit:

délégation	Jardins d'enfants	Clubs d'enfants	Complexe pour enfance	Centre d'informatique pour enfance	Crèches scolaires	Centre d'intégration	Centre de protection d'enfance
Kasserine Nord	35	1	--	5	3	1	1
Kasserine Sud	2	--	--	--	--	--	--
<u>Sbeitla</u>	2	1	1	2	--	--	1
Sbiba	3	--	1	1	--	--	1
El Ayoun	1	--	--	--	--	----	--
Tala	5	--	1	--	--	--	1
<u>Haïdra</u>	1	--	--	1	--	--	--
Jeidelienne	1	--	1	--	--	--	1

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Foussana	5	--	--	--	--	--	--
Fériana	10	1	1	--	--	--	1
Majel Bel Abbès	3	--	1	1	--	--	1
Hassi El Frid	1	--	--	--	--	--	--
Ezzouhour	8	--	--	--	--	--	--
Total	87	03	06	10	03	01	7

4.5 - Institutions religieuses et coraniques et jardins d'enfants coraniques

Selon les données fournies par le ministère des Affaires religieuses, le nombre de mosquées, état d'environ 62 Kasserine et le nombre de mosquées est d'environ 181. Ce nombre est une des mosquées et des mosquées est très grand par rapport à la population du gouvernorat. Les chiffres officiels ne tiennent pas compte des mosquées hors contrôle, qui peuvent dépasser 100 mosquées selon certains rapports non officiels.

Ces mosquées et ces maisons de culte, ont été utilisées après le 14 Janvier, en particulier le temps de la "Troïka" par des groupes extrémistes religieux. Également, la prière du vendredi était l'occasion d'appeler au « jihad » en Syrie et en Irak, et ces appels ont été officiellement pris en charge par ceux qui gouvernaient ce moment-là. Ce qui rend ces institutions religieuses, auparavant et même de nos jours, une arme dangereuse dans la société, susceptible d'être utilisée par l'extrémisme et le terrorisme.

En outre, plusieurs caches d'armes ont été découvertes dans les mosquées, les maisons de prière et les écoles coraniques à Kasserine, en particulier les années 2013-2015.

Selon les statistiques du ministère des Affaires religieuses pour l'année 2013 et sur la base du Conseil ministériel pour soutenir les écoles coraniques, les chiffres montrent que le gouvernorat de Kasserine contient 150 écoles coraniques et 185 enseignants coraniques. Quant aux jardins d'enfants coraniques qui se sont répandus à l'époque de la "Troïka" et sont devenus publics, leur nombre est tenu secret par le ministère concerné.

Et imaginez que le nombre dans le gouvernorat de Kasserine dépasse 80, dont la plupart sont situés dans les quartiers populaires.

Sachant également que le nombre de mosquées, de petites mosquées, d'écoles et jardins d'enfants coraniques, dans le gouvernorat est estimé à 393, tandis que le nombre d'établissements d'enseignement publics, à tous les stades d'enseignement n'excède pas 366 établissements. Par conséquent, il est consacré à un système d'éducation et d'enseignement parallèle au système étatique et allant à l'encontre du principe de l'unité du cadre éducatif et pédagogique de la République tunisienne.

4.6: Infrastructures et réseau routier.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Kasserine est considérée comme le gouvernorat le plus pauvre en termes d'infrastructure, en raison de la faiblesse des réseaux routiers nationaux et régionaux, du vieillissement de ses infrastructures et du manque de budget pour la maintenance périodique de ces infrastructures. La zone est également fermée, ce qui est difficile d'y accéder, en raison du réseau limité de routes reliant le gouvernorat au reste des régions du pays.

Les routes locales et les pistes rurales constituent le point faible du gouvernorat, compte tenu en particulier de la nature rurale de plus de 62% de la population, ce qui est le contraire de la moyenne nationale.

5-Activités économiques dans le gouvernorat de Kasserine.

Toutes les études de développement portant sur le gouvernorat de Kasserine ont souligné que cette région bénéficie de potentiels naturels et de caractéristiques de grande importance au niveau du développement. La moitié de son territoire est une ressource naturelle importante et peut être une locomotive pour de nombreuses industries et entreprises à valeur ajoutée.

Quant aux autres ressources naturelles, l'Etat est considéré comme le premier pôle d'extraction des pierres de marbre, notamment Haïdra et Boulahnach. Outre les pierres calcaires uniques à la région, notamment Fériana, ces pierres produisent du ciment blanc.

Historiquement, le gouvernorat de Kasserine englobe plus de 25% du patrimoine culturel historique et matériel au niveau national.

Est-il raisonnable d'avoir une main sur toutes ces caractéristiques et de se classer dans le dernier rang de développement? À moins que le modèle de développement ne soit inversé et à l'encontre de l'histoire et des humains.

5-1 : Secteur de l'agriculture.

L'agriculture est l'activité économique la plus importante de l'État de Kasserine pour associer les sols à l'agriculture, à l'eau et au climat: les terres agricoles sont réparties comme suit:

- grain en croissance: 165050 ha
- Culture du fourrage: 37590 ha
- arbres fruitiers, en particulier olives et pommes: 102460 ha
- Légumes et haricots: 4480 ha

Les régions alliées couvrent également une superficie d'environ 400 000 ha, soit environ 48% de la superficie totale du gouvernorat.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

En outre, il ne faut pas oublier la propagation de la figue berbère (indienne), en particulier dans la région de Fousana, Haïdra et Tala. La production annuelle est estimée à 40 000 tonnes.

Parallèlement à cette activité agricole, l'élevage est largement répandu, en tirant parti de la nature des marécages supérieurs et de la disponibilité des pâturages. Le troupeau est dans l'état:

- Tête de vache

Chef de mouton

Chef de chèvre

La contribution du gouvernorat à la production de viande rouge d'une capacité annuelle de 6160 tonnes.

5 -2 : Le secteur industriel

La structure du secteur industriel comprend principalement:

- 15 unités industrielles de transformations alimentaires.

- 3 unités d'industries chimiques.

- 28 unités de matériaux de construction.

- 6 unités industrielles différentes.

- 31 unités de textile.

Ces unités industrielles sont réparties en 8 zones industrielles et il existe des sols selon le tableau suivant:

délégation	Industries alimentaires	Matériaux de construction et verreries	Industries chimiques	Textile	Industries variées
Kasserine Nord	3	7	2	2	2
Kasserine Sud	-	-	-	-	-
Fériana	-	3	1	1	-
Foussana	-	-	-	-	-
<u>Sbeïtla</u>	8	-	-	-	2
Sbiba	1	-	-	-	-
Jeideliene	-	1	-	-	-
Tala	-	10	-	-	-
Total	13	21	3	3	4

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le nombre de travailleurs dans le secteur industriel dans l'État est d'environ 4478, et le nombre de sections pour l'extraction de matières premières d'environ 22 sections.

5.3 : Commerce et services.

Le commerce dans le gouvernorat de Kasserine est axé sur les centres suivants:

99 points de vente de gros, 6862 magasins de commerce de détail, 2 marchés publics, 27 marchés hebdomadaires, 6 marchés municipaux et 10 marchés pour le bétail.

Il convient également de rappeler que l'existence de Kasserine sur la frontière avec l'Algérie, en a fait une destination idéale pour tous les clandestins de tous produits, en particulier les hydrocarbures. Cependant, après le 14 janvier 2011 et la propagation du phénomène terroriste, les activités clandestines se sont croisées avec le terrorisme, notamment dans le domaine de la contrebande d'armes, de la drogue et même du trafic d'êtres humains.

5-4 : Activité touristique.

Bien qu'il englobe environ 25% du patrimoine culturel matériel et historique du pays, le tourisme historique et archéologique à Kasserine est resté saisonnier et peu organisé. On peut dire que la marginalisation de la région dans son ensemble a entraîné une négligence injustifiée de cet important patrimoine culturel et historique. À l'exception de la zone archéologique de Sbeitla, qui reçoit une attention officielle, le reste de la réalité historique et culturelle est complètement négligé. Tout cela a rendu l'activité touristique quasi inexistante et ne contribue ni à la revitalisation de la région ni à la création d'emplois.

Sur la base de cette réalité d'infrastructure touristique très modeste, nous pouvons comprendre la faiblesse des structures et des installations touristiques de la région, le gouvernorat ne contient qu'un petit nombre de foyers classés 2 hôtels à Kasserine et un seul à Sbeitla. Pour le reste, il s'agit de petites auberges non classées.

La répartition de la main d'œuvre dans le gouvernorat de Kasserine par secteur peut être résumée dans le tableau suivant:

Tableau 44: Répartition de la main-d'œuvre par secteur de travail.

Délégation	Nombre d'employés (%)	Agriculture et pêche maritime (%)	Mines et Energie (%)	Industrie de laboratoire (%)	Bâtiment et grands travaux (%)	Commerce (%)	Activités autres (%)
Kasserine nord	16.912	1.43	1.38	11.21	14.08	10.72	6.19
Kasserine sud	4.688	14.91	0.90	8.73	29.12	8.06	4.25
Ezzouhour	5.034	1.51	1.75	8.27	11.94	10.49	6.08
Hassi El Frid	4.743	62.83	0.11	1.16	10.90	8.41	1.27

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

<u>Sbeïtla</u>	17.548	14.66	0.62	6.04	30.28	12.67	4.37
Sbiba	8.465	35.38	0.35	2.98	28.41	11.07	2.79
Jeideliene	2.606	27.78	0.46	2.53	28.13	5.26	1.65
El Ayoun	3.697	15.14	0.30	5.52	47.40	3.70	2.73
Tala	6.971	7.70	0.89	9.25	28.92	11.89	6.45
<u>Haïdra</u>	1.935	26.76	0.41	2.02	20.19	7.04	4.76
Foussana	9.783	23.60	0.38	5.72	31.47	10.73	3.63
Fériana	10.943	11.80	0.99	8.46	29.23	13.35	4.32
<u>Majel Bel Abbess</u>	5.061	26.75	0.79	2.71	28.17	885	3.22

Gouvernorat de Médenine :

1-Localisation et cadre géographique

Médenine est située au sud-est de la Tunisie, entre les montagnes de Matmata à l'ouest et la Méditerranée à l'est.

La superficie totale du gouvernorat est d'environ 9167 km², soit 5,5% de la superficie totale du pays.

Le terrain montagneux de Médenine se caractérise par un terrain montagneux à l'ouest, où la plaine de « Djeffara » occupe les terres situées entre les flancs de montagnes et la mer. Au sud, il se compose de sédiments accidentés, qui sont le point de connexion avec le désert.

La plupart des régions de Médenine, contrôlées par la plaine de « Djeffara », ont un climat méditerranéen sec, devenant relativement humide dans les zones montagneuses et dans le nord de Djerba. Le climat se transforme en un désertique chaud et sec au sud du gouvernorat dans la région de « Al-Wâara » et à « Edhafer » au sud.

Les températures varient de 4 à 8 degrés en hiver, et de 35 à 37 degrés en été.

Les précipitations dans l'état de Médenine sont faibles et ne dépassent pas 150 à 250 mm par an. Il est lié au climat désertique sec dominant.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie



La superficie totale du gouvernorat est divisée selon les utilisations, comme suit :

- Terrain bâti: 1,8%
- Terres agricoles: 25,1%
- Forêts et pâturages: 51,5%
- Zones humides et plans d'eau: 7,5%
- Autres terres naturelles: 14,1%

Médenine est également considéré parmi les gouvernorats qui ont plus d'extension côtière, la bande côtière est estimée à environ 357 km, dont 141 km sur l'île de Djerba.

La population urbaine de Médenine est d'environ 77%, ce qui est supérieur à la moyenne nationale. La majeure partie de la population est concentrée dans les villes: Médenine, Djerba, Zarzis et [Ben Gardane](#).

2. Caractéristiques démographiques du gouvernorat de Médenine.

La population du gouvernorat de Médenine, selon le recensement de la population pour l'année 2014 d'environ 479520 habitants, répartis entre 245272 femmes et 234248 hommes. La proportion de logements urbains dans le gouvernorat est de 78%, comparée à 22% de population rurale.

La densité de population dans le gouvernorat est de 52 habitants / km², ce qui est une densité très faible.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Toutes ces données peuvent être résumées dans le tableau suivant:

Nombre d'habitants	Habitants de l'espace urbain	Habitants de l'espace rural	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
479520	377240	102.280	245272	234248
	78.6%	22.4%	51%	49%

2-1 : Répartition de la population par division du territoire

Le gouvernorat de Médenine est divisé administrativement en 9 délégations comme dans le tableau suivant:

Tableau 45: Répartition de la population par division territoriale

Délégation	Superficie (hectares)	Nombre de quartiers	Nombre d'habitants
Médenine Nord	324	8	54769
Médenine sud	688	10	54640
Beni Khedache	1356	13	25885
Ben Gardene	4732	12	79912
Zarzis	867	16	75382
Djerba Houmt Souk	177	11	75904
Djerba Midoun	209	7	63528
Djerba Ajim	128	6	24294
Sidi Makhlouf	686	11	25206
Total	9 167	94	479520

Cette distribution de la population du gouvernorat de Médenine montre que l'île de Djerba représente une population de pôles avec une population estimée à environ 160 mille habitants, soit environ un tiers du nombre total de la population de Médenine. Zarzis et Ben Qardan sont également deux pôles résidentiels, représentant le deuxième tiers de la population.

2.2 Répartition de la population en fonction de l'état civil.

L'état civil de la population doit être considéré comme l'un des éléments les plus importants qui reflètent la nature de la société et des groupes de population dans les villes en particulier et permet de connaître les éléments de l'équilibre de la société et son développement naturel et ses caractéristiques démographiques.

A travers le recensement national de la population pour 2014, la population du gouvernorat de Médenine est répartie suivant l'état civil selon le tableau suivant:

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Tableau 46: Répartition de la population dans l'État de Médenine, par statut civil

Délégation	Nombre d'habitants + 15 ans	Célibataire (%)	Marié (e) (%)	Veuf (ve) (%)	Divorcé (e) (%)
Médenine Nord	41533	38.78	54.88	4.79	1.56
Médenine sud	40697	41.26	53.81	4.01	0.91
Beni Khedache	19823	43.90	50.39	5.05	0.66
Ben Gardene	59147	43.25	52.23	3.79	0.73
Zarzis	56017	32.84	60.21	5.51	1.43
Djerba Houmt Souk	56605	34.26	54.73	4.74	1.27
Djerba Midoun	47216	36.59	57.17	4.99	1.25
Djerba Ajim	18152	31.74	60.08	7.21	0.96
Sidi Makhlouf	18936	40.85	54.05	4.29	0.81

De ce tableau, on peut dire que les proportions de mariages dans l'état de Médenine sont élevées par rapport au reste de la population. Cette augmentation s'explique par des facteurs culturels et religieux, les habitants de ces régions, plutôt conservateurs, considèrent que le mariage est un complément à la religion, même pour ceux qui ne travaillent pas.

Tout cela donne à la population et à la structure sociale de ces régions un sentiment de stabilité et un faible niveau de protestation et se concentre sur le travail hors de la responsabilité familiale.

3. Indicateurs de développement humain et social.

Les indicateurs du développement humain et social sont le reflet du pourcentage de développement dans une société: éducation, taux de scolarisation, pourcentage de la population active, taux de chômage et répartition en fonction du niveau d'études et des groupes d'âges. C'est aussi l'une des données les plus importantes qui nous permettent de contrôler l'étendue de la stabilité ou de la congestion sociale. Les indicateurs de développement humain et social sont l'un des facteurs les plus utilisés par les sociologues pour suivre l'évolution de l'extrémisme violent et du terrorisme dans une société. Ce sont des indicateurs liés à la jeunesse, qui la fragilisent, la polarisent et l'emploient, en fonction de la fragilité des indicateurs de développement humain.

3-1 : Indicateurs éducatifs :

Les indicateurs de l'éducation sont les indicateurs les plus importants qui reflètent le niveau d'éducation et les taux d'analphabétisme dans les couches sociales et les groupes d'âges de la population. Cela reflète également le niveau d'investissement du gouvernorat dans le développement des ressources humaines.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Selon les résultats du recensement de la population de 2014, la population de Médenine est répartie, en fonction du niveau d'éducation, comme dans le tableau suivant:

Tableau 47: Répartition de la population dans le gouvernorat de Médenine par niveau de d'enseignement

Délégation	Sans enseignement	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur
Médenine Nord	4.99	31.44	43.66	19.92
Médenine sud	4.70	31.68	41.68	21.94
Beni Khedache	14.59	40.03	29.99	15.40
Ben Gardene	9.62	33.60	42.18	15.59
Zarzis	6.20	39.78	37.91	16.11
Djerba Houmt Souk	2.84	29.58	45.73	21.85
Djerba Midoun	3.23	35.25	46.63	14.88
Djerba Ajim	3.02	41.46	40.55	14.98
Sidi Makhlouf	18.33	36.74	34.01	10.92

Le tableau montre que le taux d'analphabétisme parmi la population de Médenine est faible et ne dépasse pas 9% dans la plupart des délégations, sauf dans les régions de Beni Khedache et de Sidi Makhlouf où les taux d'analphabétisme atteignent 18,33%.

Le pourcentage de la population dans l'enseignement primaire et secondaire est d'environ 70% en général ce qui impacte le taux d'enseignement supérieur qui est entre 14 et 21%.

En général, les habitants de Médenine peuvent être considérés comme étant alphabétisés.

Toutefois, le pourcentage d'analphabétisme et d'apprentissage au sein de la population devrait être déterminé en fonction des groupes d'âges afin de déterminer le pourcentage d'enseignement des enfants et de jeunes dans le gouvernorat.

Tableau 48: Taux d'analphabétisme et d'enseignement par groupes d'âges

Délégation	% Analphabétisme 10 ans et plus	% Analphabétisme (15-29 ans)	% Scolarisation (6 – 14 ans)	% Enseignement Supérieur (19-24)	% d'utilisation de l'Internet
Médenine Nord	15.46	1.54	97.44	34.77	44.54
Médenine sud	15.49	1.23	97.45	38.82	45.31
Beni Khedache	27.48	3.92	94.63	37.01	24.99
Ben Gardene	18.99	2.59	96.03	26.03	38.33
Zarzis	16.62	3.16	96.77	26.81	39.88
Djerba Houmt Souk	9.53	1.57	97.68	35.00	48.40

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Djerba Midoun	10.61	1.69	96.95	30.04	43.14
Djerba Ajim	15.66	1.45	97.37	32.55	34.34
Sidi Makhlouf	22.34	5.45	92.73	28.28	21.25

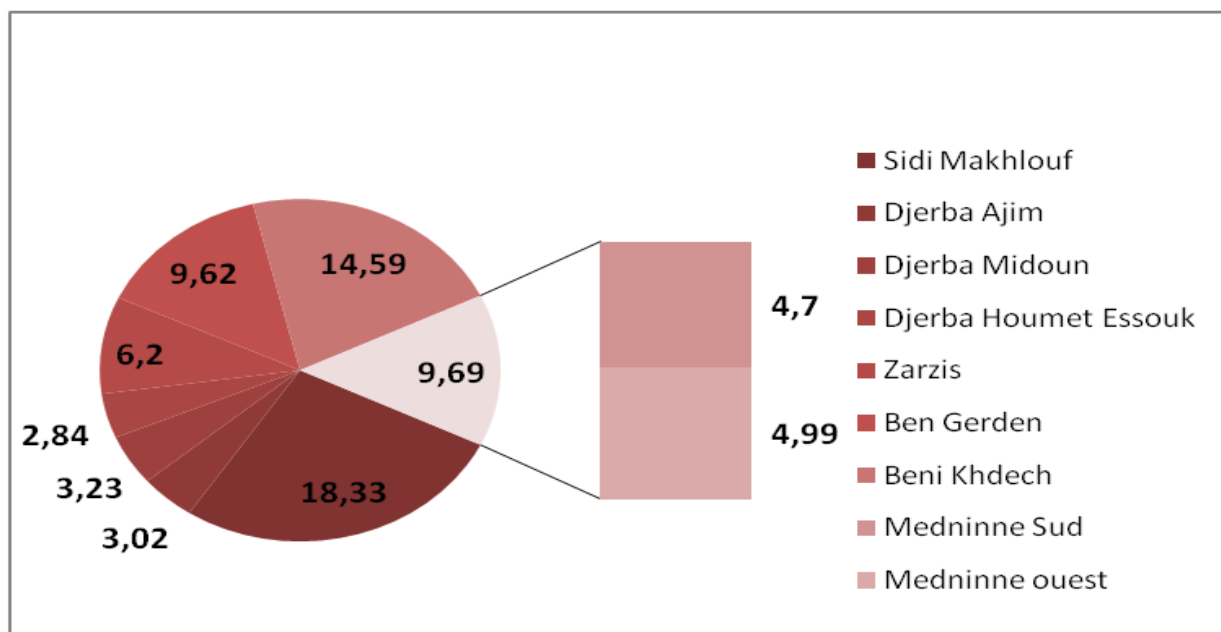
Le taux d'analphabétisme dans la tranche d'âge 10 ans et plus ans, est élevé dans toutes les délégations du gouvernorat, où ce pourcentage dépasse les 15%, excepté Djerba Houmt Souk, où seulement 9%. Ces pourcentages d'analphabétisme peuvent être expliqués pour ce groupe d'âges, par les entrées tardives à l'école ou pour des raisons culturelles ou économiques.

Le pourcentage d'utilisation d'Internet peut être considéré comme moyen et acceptable dans une région du sud, loin des investissements du gouvernement dans les communications et les technologies.

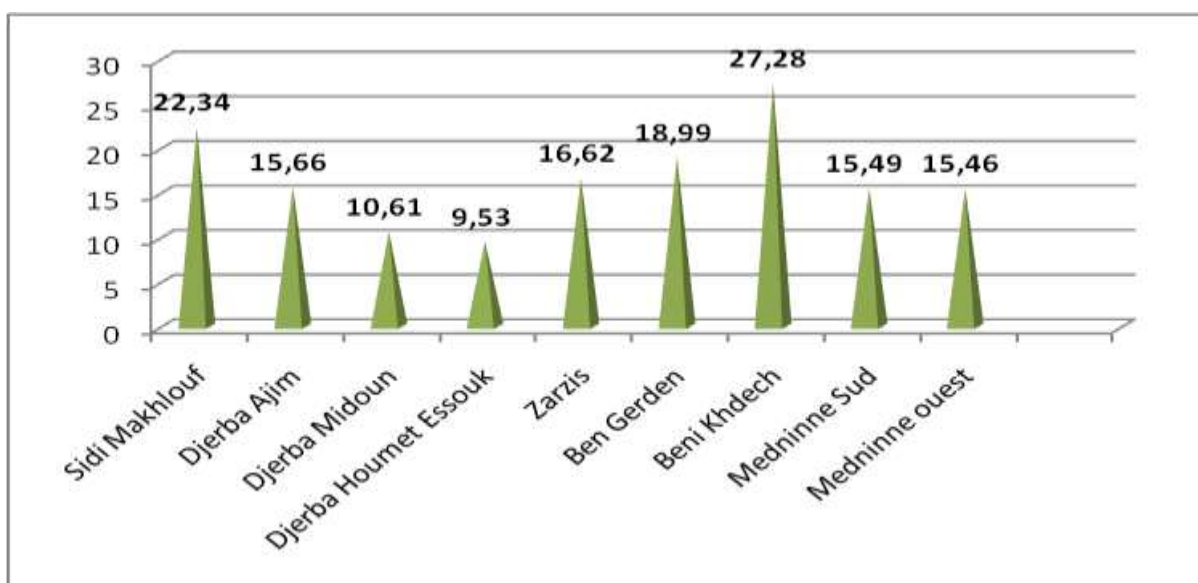
Il convient également de noter que les taux d'enseignement supérieur dans la tranche d'âge des 19 à 24 ans sont faibles et n'excédaient pas 40% dans toutes les régions, ce qui signifie que la population de ce gouvernorat ne peut pas payer les frais d'enseignement supérieur, surtout dans les grandes villes (Tunis, Sousse, Sfax...), en raison notamment du faible nombre d'établissements universitaires et du manque de spécialités.

Diagramme 13: Taux d'analphabétisme dans le gouvernorat de Médenine

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie



Graphique 14: Taux d'analphabétisme chez la tranche d'âges 10 ans et plus



3-2 : Population active et chômage.

Le taux de la main d'œuvre active représente l'un des piliers sociaux et économiques les plus importants de toute société, de sorte que l'augmentation du taux de cette main d'œuvre, réellement active, en fait la proportion d'une plus grande richesse de production, et le meilleur cadre de vie de la population.

Sur la base des résultats du recensement national de la population et de logement pour l'année 2014, la population de Médenine est répartie en fonction de la population active et le taux de chômage selon le tableau suivant :

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Tableau 49: Population active et chômage dans le gouvernorat de Médenine.

Délégation	Habitants (15ans et +)	Population active	Chômeurs	Non actifs	% d'activités	% de chômage
Médenine Nord	41.533	15.163	3.514	22.856	44.97	18.81
Médenine sud	40.697	14.448	3.847	22.406	44.95	21.03
Beni Khedache	19.823	4.703	1.318	13.802	30.37	21.89
Ben Gardene	59.147	20.495	4.676	33.976	42.55	18.58
Zarzis	56.017	18.431	3.008	34.578	38.27	14.03
Djerba Houmt Souk	56.605	24.972	2.749	28.884	48.97	9.92
Djerba Midoun	47.216	20.409	2.072	24.735	47.61	9.22
Djerba Ajim	18.152	6.235	693	11.224	38.16	10.00
Sidi Makhloof	18.936	5.925	1.367	11.644	38.51	18.75

A travers ce tableau, on peut dire que:

- Les taux de chômage sont élevés et dépassent la moyenne nationale dans les délégations de Médenine Nord, Médenine Sud, Ben Gardane et Sidi Makhloof.

- La faiblesse des taux de chômage à Djerba et à Zanzis est en liaison avec le développement de l'activité touristique et la diversification du tissu économique, en plus de l'augmentation du nombre de migrants à l'étranger dans la région de Zanzis, ce qui lui permet de générer des revenus importants.

Mais nous ne pouvons pas lire les taux de chômage sous cet angle seulement, le plus important est de connaître la répartition des taux en fonction du niveau d'études et par groupes d'âges pour voir leur impact sur le plan social et économique.

Tableau 50: Répartition des taux de chômage par niveau scolaire

Délégation	Nombre de chômeurs (15ans et +)	Sans enseignement.	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur
Médenine Nord	3.514	2.05	17.07	38.95	41.93
Médenine sud	3.847	1.77	16.93	38.22	43.08
Beni Khedache	1.318	5.37	28.01	31.26	35.35
Ben Gardene	4.676	3.14	19.50	39.50	37.85
Zarzis	3.008	3.36	20.84	42.82	32.98
Djerba Houmt Souk	2.749	1.20	17.35	43.27	38.18
Djerba Midoun	2.072	2.17	23.02	42.86	31.95
Djerba Ajim	693	2.07	25.97	34.63	37.37
Sidi Makhloof	1.367	3.80	18.43	34.75	43.01

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le tableau montre que le taux de chômage dans l'État de Médenine est très élevé chez les diplômés universitaires, se situant entre 31 et 43%, ce qui est beaucoup plus élevé que la moyenne nationale.

Quant aux autres types de chômage selon le niveau académique, ils reflètent la faiblesse du taux d'analphabétisme dans la région, en plus du monopole des personnes handicapées avec le primaire et le secondaire, environ 60% du nombre de chômeurs. Quelle est la situation globale au niveau national.

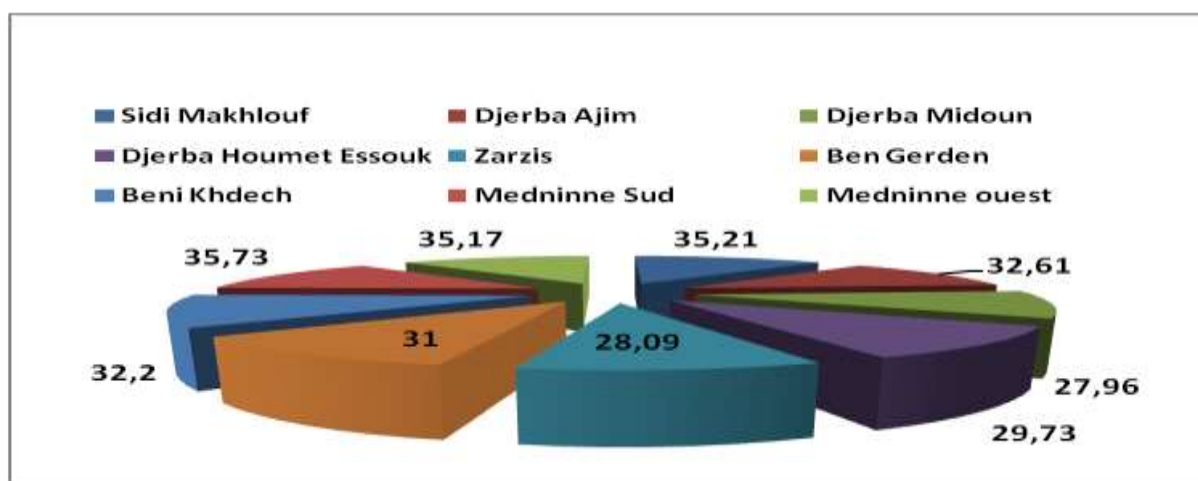
Tableau 51: Répartition des taux de chômage selon les groupes d'âges

Délégation	Nombre de chômeurs	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	+ 60
Médenine Nord	3.514	7.12	12.17	35.17	20.55	8.52	3.51	1.60	1.71	3.514
Médenine sud	3.847	6.22	22.37	35.73	20.81	7.80	3.33	1.46	1.40	3.847
Beni Khedache	1.318	8.11	22.37	32.20	18.11	9.02	3.33	1.97	2.50	1.318
Ben Gardene	4.676	93.01	24.84	31.00	18.70	8.58	2.85	1.84	1.99	4.676
Zarzis	3.008	10.65	22.23	28.09	17.87	8.62	4.36	2.60	3.43	3.008
Djerba Houmt Souk	2.749	8.66	22.19	29.73	20.09	8.44	4.62	2.62	2.84	2.749
Djerba Midoun	2.072	9.17	21.58	27.96	20.18	8.64	4.49	2.85	4.06	2.072
Djerba Ajim	693	2.24	20.06	32.61	18.47	8.80	4.04	2.16	2.60	693
Sidi Makhlouf	1.367	9.08	25.48	35.21	17.72	6.52	1.83	1.61	1.61	1.367

Le taux de chômage des (20-34 ans) est estimé à environ 70% dans la plupart des régions de Médenine, ce qui signifie que la plupart des groupes de personnes en chômage, sont des jeunes.

- Plus précisément, le tableau montre que le pourcentage de personnes chômeurs âgées de 25 à 29 ans est le plus élevé par rapport au reste des tranches d'âges, ce qui signifie que le chômage est largement confiné chez les personnes diplômées.

Graphique 15: Taux de chômage chez les (25 – 29 ans)



Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

3-3 : Migration interne.

Les indicateurs de migration interne reflètent la capacité des régions à justifier la stabilité et la réinstallation de la population, qu'elle soit autochtone ou expatriée. Les conditions économiques et de sécurité sont l'un des facteurs les plus importants de la migration nette positive ou négative.

Le tableau suivant montre la migration interne nette dans le gouvernorat de Médenine au cours de la période 2010-2014.

Tableau 52: Migration interne dans le gouvernorat de Médenine (2010-2014)

Délégation	Mobilité générale	Emigrants	Immigrants	Solde migratoire
Médenine Nord	13.103	5.326	5.519	-193
Médenine sud	10.569	4.190	3.531	659
Beni Khedache	2.381	425	2.246	-1821
Ben Gardene	8.176	2.130	3.176	-1037
Zarzis	10.609	2.731	2.887	-156
Djerba Houmt Souk	15.139	5.307	4.289	1.018
Djerba Midoun	12.604	5.312	2.606	2.706
Djerba Ajim	3.929	1.064	1.084	-20
Sidi Makhoulouf	2.114	832	878	-46

La migration dans la plupart des régions de Médenine est négative, ce qui reflète les conditions économiques et sociales difficiles qui poussent la population, en particulier, les jeunes, à migrer vers d'autres régions pour chercher l'emploi et la stabilité.

- Les délégations de Djerba Houmt Souk et Djerba Midoun continuent d'attirer la population et motivent la réinstallation et la stabilité grâce à la mobilité touristique et commerciale de l'île.

3-4 - Taux de pauvreté dans le gouvernorat de Médenine

Les normes internationales adoptées pour déterminer le taux de pauvreté, et adopté par la Banque mondiale et approuvés par l'Institut national de chiffres statistiques, est de compter sur la valeur de la consommation annuelle par habitant est estimé en Tunisie à propos de 1277 DT par an et par habitant dans la ville et 820 DT par habitant à la campagne.

Bien que ce critère ne permette pas de déterminer avec exactitude les proportions de la pauvreté, nous l'adopterons comme critère officiel.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Sur la base de ce qui précède, le taux de pauvreté à Médenine selon une étude de l'Institut national de la statistique pour l'année 2017 est estimée à environ 24,5 pour cent en général, mais ce pourcentage se développe selon les zones du gouvernorat.

Nous trouvons la pauvreté dans les deux délégations, Sidi Makhoulf et Beni Khedache dépassent 32 pour cent, alors que la pauvreté sur l'île de Djerba descend à moins de 16 pour cent.

3-5 : Cadre de vie dans le gouvernorat de Médenine.

Le cadre de vie de la population se reflète dans les moyens de base nécessaires à une vie bienséante. conformément aux normes internationales, les composantes du cadre de vie sont: le Logement, l'approvisionnement en eau potable, la connectivité au réseau d'assainissement, le branchement électrique ainsi que la possession du téléviseur, du réfrigérateur, du chauffage et du gaz, outre que d'autres composantes de bien-être social comme la possession de la voiture ,de la bibliothèque (livres) , de la climatisation et du chauffage central au foyer.

Le tableau suivant montre la disponibilité des composants de base du cadre de vie dans le gouvernorat de Médenine.

Tableau53: Taux de disponibilité des composants de base du cadre de vie dans le gouvernorat de Médenine.

Délégation	Eau potable	Electricité	gaz	Logement loué	télévision	Réfrigérateur
Médenine Nord	85.65	92.33	96.23	19.34	94.92	96.28
Médenine sud	78.65	91.30	95.4	14.27	93.44	94.33
Beni Khedache	64.29	91.30	75.65	6.47	89.74	91.26
Ben Gardene	85.57	94.93	90.52	5.70	93.01	95.79
Zarzis	92.29	97.13	95.66	8.36	93.65	96.90
Djerba Houmt Souk	94.62	97.76	98.2	21.21	95.48	97.33
Djerba Midoun	90.43	97.26	97.5	20.29	95.61	96.24
Djerba Ajim	90.81	97.06	97.2	5.66	96.18	97.77
Sidi Makhoulf	65.46	88.95	74.65	4.18	90.98	91.89

La disponibilité des composantes de base du cadre de vie dans l'état de Medenin est acceptable et proche des taux nationaux. Cependant, le pourcentage d'approvisionnement en eau potable dans les régions de Beni Khedache et de Sidi Makhoulf ne dépasse pas 65%, ce qui pose des problèmes au niveau de l'approvisionnement en eau de base et de la vie comme l'eau dans les deux régions. Nous ne savons pas si la faiblesse relative de l'approvisionnement en eau est liée à la faiblesse des investissements dans le domaine ou au manque de ressources ou au caractère rural de Beni Khedache et de Sidi Makhoulf ?

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Des taux de location élevés dans les grandes villes et la population polarisée telle que l'île de Djerba, tout en diminuant les taux dans les autres zones habitées par l'original.

Tableau 54: Proportions de bien-être social dans le gouvernorat de Médenine

Délégation	Possession du logement (%)	Climatisation (%)	Voiture (%)	Bibliothèque (%)	Chauffage central (%)
Médenine Nord	77.34	42.42	31.84	11.37	3.12
Médenine sud	83.10	37	36.48	12.28	2.78
Beni Khedache	91.26	9.12	21.19	4.17	2.02
Ben Gardene	93.20	40.23	41.92	8.89	3.43
Zarzis	88.57	28.07	32.35	9.24	2.77
Djerba Houmt Souk	75.79	42.55	41.91	12.50	4.62
Djerba Midoun	75.40	29.62	32.73	11.01	2.60
Djerba Ajim	89.97	31.73	30.83	9.89	3.08
Sidi Makhoulouf	94.16	12.50	24.69	2.82	0.94

Le chauffage central est très faible et est particulièrement lié au climat désertique et chaud de la région. Ainsi, les gens ne doivent pas concentrer le chauffage central sur leurs maisons. La forme du logement arabe ne fournit pas les conditions pour la faisabilité du chauffage central.

- L'augmentation relative des climatiseurs est associée aux températures élevées dans les régions, à l'exception de Beni Khedache et de Sidi Makhoulouf, où le pourcentage est faible et reste lié aux indicateurs bas de vie, de pauvreté et de propagation du chômage.

- La faiblesse du pourcentage de propriétaires d'une bibliothèque avec des familles, ce qui est un indice de la faible présence de la culture dans la région de l'état de Médenine

4- Infrastructures communautaires et de services dans l'état de Médenine

4.1 L'Éducation

➤ Enseignement primaire, préparatoire et secondaire

Selon les statistiques officielles du ministère de l'Éducation et de l'Institut national de la statistique, le nombre d'établissements d'enseignement dans le gouvernorat se compose de:

- 249 écoles primaires:
- 1401 salles de classe

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- 109 restaurants
- 9 ateliers
- 46 661 élèves ont été scolarisés, 52,3% d'hommes et 47,7% de femmes.
- 46 collèges.
- 28 instituts lycées secondaires équipés de 1247 ordinateurs, 579 salles et laboratoires dédiés.

Les établissements d'enseignement sont répartis comme suit:

Délégation	Ecoles primaires	Collèges	Lycées secondaires
Médenine Nord	35	4	4
Médenine sud	21	5	3
Beni Khedache	28	4	1
Ben Gardene	12	3	2
Zarzis	26	6	4
Djerba Houmt Souk	21	5	3
Djerba Midoun	36	9	4
Djerba Ajim	38	7	5
Sidi Makhlouf	32	3	2
Total	249	46	28

Les collèges et les lycées secondaires sont concentrés dans les délégations les plus peuplées. Outre les établissements publics, il existe dans le gouvernorat de Médenine environ 11 lycées et collèges privés.

➤ Enseignements supérieur.

Médenine compte cinq établissements d'enseignement supérieur dans diverses disciplines:

- Institut Supérieur de Technologie de Djerba.
- Institut Supérieur de Technologie de Médenine.
- Institut Supérieur des Médias Médenine.
- Institut Supérieur de Biologie Appliquée.
- Institut Supérieur d'Etudes Appliquées en Sciences Humaines de Médenine.

➤ Formation professionnelle.

Médenine dispose de huit centres de formation professionnelle dans diverses disciplines. Il dispose également de 43 centres de formation privés dans différentes spécialités.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

4-2 : La santé : Structure de santé publique.

Le gouvernorat de Médenine dispose de :

- 4 hôpitaux régionaux
- 3 hôpitaux locaux
- 116 centres de santé de base

Les établissements de santé publics sont distribués aux municipalités de Médenine comme suit:

Délégation	Lits d'hospitalisation	Salles opératoires	Hôpitaux (régional ou local)	Laboratoires	Centres de protection de santé de la mère et de l'enfant	Centre de santé de base.
Médenine Nord	0		0	1	0	12
Médenine sud	270		0	2	1	13
Beni Khedache	4		1	2	0	20
Ben Gardene	114		0	1	1	14
Zarzis	116		0	2	1	17
Djerba Houmt Souk	202		0	2	0	13
Djerba Midoun	0		1	1	0	10
Djerba Ajim	0		0	1	0	6
Sidi Makhlouf	12		1	1	0	11
Total	718		3	13	3	116

Le cadre médical et paramédical du public est réparti comme suit:

Médecine générale : 119 (médecin pour 4027 habitants)

Spécialité médicale: 69 (médecin spécialiste pour 6945 habitants)

- Pharmaciens : 17 (pharmaciens pour 28190 habitants)

- Assistants médicaux : 68

- infirmiers : 1066

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Techniciens supérieurs de santé : 441

Les établissements de santé privés à Médenine sont les suivants:

Délégation	Pharmaciens	Médecins spécialistes	Médecins généralistes
Médenine Nord	15	14	11
Médenine sud	6	13	5
Beni Khedache	2	0	1
Ben Gardene	15	3	9
Zarzis	16	42	27
Djerba Houmt Souk	21	70	37
Djerba Midoun	18	16	26
Djerba Ajim	3	0	6
Sidi Makhlouf	2	0	1
Total	98	158	123

En conséquence, le système de santé publique du gouvernorat reste sous-développé et souffre d'un manque chronique de ressources humaines et d'équipements. Tout cela a ouvert la voie au secteur privé pour qu'il investisse dans le secteur de la santé afin de le transformer en offre et en demande de rentabilité pure.

4-3 : Équipements culturels.

Le gouvernorat de Médenine comprend les équipements culturels suivants:

- 8 maisons de culture.
- 4 théâtres.
- 2 musées publics.
- 4 musées privés.

4-4 Équipement de sport et de la jeunesse.

Le gouvernorat comprend les équipements de jeunesse et de sport suivants:

- 24 auberges de jeunesse: 4 maisons et 4483 engagés
- 2 campings et centres de camping.
- 7 clubs de jeunes ruraux avec zéro impliqué.

Il existe également 25 associations sportives à Médenine, avec un nombre estimé de 4.5 Il existe également 138 associations d'écoles dans l'État, avec environ 1 380 participants.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

En ce qui concerne le domaine de l'enfance, le gouvernorat comprend de nombreux espaces répartis comme suit:

Délégation	Crèches privées	Jardins d'enfants (publics et privés)	Clubs d'enfants (publics)	Complexe pour enfants	Complexe pour enfants et jeunes
Médénine Nord	3	26	1	1	--
Médénine sud	4	27	1	0	--
Beni Khedache	0	6	1	1	--
Ben Gardene	3	55	1	0	1
Zarzis	2	49	2	0	--
Djerba Houmt Souk	6	37	8	0	--
Djerba Midoun	5	32	5	0	--
Djerba Ajim	0	6	4	0	--
Sidi Makhoulf	0	6	1	1	--
Total	23	244	24	3	1

4-5 - Institutions religieuses, écoles et jardins d'enfants coraniques.

Selon les données disponibles auprès du ministère des Affaires religieuses, le nombre de mosquées dans le gouvernorat de Médénine est d'environ 111, et le nombre de lieux de culte (petites mosquées) est d'environ 323. Le plus grand nombre de mosquées, au niveau national, ce qui rend difficile leur contrôle et leur gérance.

Ce recensement officiel ne prend pas en compte les mosquées indépendantes de la volonté du ministère, qui pourraient être plus de 120 dans le gouvernorat de Médénine, selon des informations non officielles.

Après le 14 janvier, ces mosquées et ces écoles coraniques ont été utilisées par des groupes religieux extrémistes, comme ce fut le cas pour la prière du vendredi, pour lancer un appel au « jihad » en Syrie et en Irak, des invitations officiellement soutenues par le gouvernement en ce temps là. Ce qui les transforme en une arme dangereuse pour la société pouvant être exploitée par l'extrémisme et le terrorisme.

En outre, de nombreuses cachettes d'armes ont été découvertes dans des mosquées et dans les locaux d'associations islamistes à Médénine, en particulier les années 2013-2015.

Selon les statistiques du ministère des Affaires religieuses pour 2013 et fondées sur le Conseil des ministres chargé de soutenir les écoles coraniques, les chiffres montrent que le gouvernorat de Médénine comprend 192 écoles coraniques et 210 éducateurs de Coran. Quant aux écoles maternelles coraniques, qui se sont répandues pendant le temps de la troïka et sont devenues publiques, leur nombre est gardé sous silence par le ministère concerné. Certains propriétaires de jardins d'enfants civils confirment également que

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

l'administration a demandé à ces jardins d'enfants coraniques d'embellir son apparence et de dissimuler ses fonds suspects, qui appartiennent à des associations liées à certains États du Golfe et au wahhabisme. Et imaginez que le nombre, dans le gouvernorat de Médenine est plus de 100, qui existent principalement dans les quartiers populaires, surtout en été, ces écoles coraniques sont fréquentées par les travailleurs migrants sous prétexte de l'apprentissage de la langue arabe à leurs enfants.

Le nombre de mosquées, lieux de prières, écoles et jardins d'enfants coraniques dans le gouvernorat est d'environ 627, tandis que le nombre d'établissements d'enseignement à tous les stades ne dépasse pas 323.

4-6- Infrastructures et routes

Le gouvernorat de Médenine est considéré comme le plus grand gouvernorat du sud-est en termes de population, de mobilité économique et de sécurité, en tant que gouvernorat de frontalière avec la Libye voisine.

Sur la base de cette localisation géographique et de cette valeur économique, on peut dire que l'infrastructure et le réseau routier du gouvernorat sont bons et denses par rapport à la densité du trafic et à l'important cycle économique à la frontière, en particulier la route nationale n°1 entre Tunis et "Ras Ajdir". Le gouvernorat fournit également un réseau d'autoroutes locales et régionales en abondance, nombreuses et en bon état, ce qui facilite les déplacements et les transports à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernorat.

Le réseau routier de Médenine s'étend sur 4 960 km de routes nationales, régionales et locales, ainsi que sur la route Gabès-Médenine en cours de construction.

Djerba - Zarzis, un aéroport international doté d'infrastructures appropriées, d'équipements de sécurité et de services modernes, occupe une superficie de 295 hectares et est situé à 9 kilomètres à l'ouest de Houmt Souk.

5 – Activités économiques dans l'état de Médenine

Avec la situation géographique unique de Médenine, son potentiel humain abondant, ses ressources naturelles diverses et son infrastructure moderne et intégrée, Médenine offre un certain nombre de domaines d'investissement prometteurs dans divers secteurs économiques.

- agriculture et pêche.
- Industries et services de soutien.
- Tourisme et industries artisanales.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

5-1 : Agriculture

L'activité agricole dans l'état est centrée autour de:

Mobilisation des ressources en eau disponibles de bonne qualité pour la production de légumes et la transformation intensive de divers arbres fruitiers.

Exploitation des eaux souterraines salines et des eaux usées traitées dans l'élevage d'aliments pour animaux et intégration de l'élevage du bétail à partir de lait de chèvre et de chèvre amélioré.

- * Vers le schéma biologique des produits agricoles (arbres fruitiers, légumes, viande, miel ..)

- * Production d'intrants agricoles pour la production d'herbes médicinales et aromatiques et de plantes ornementales

- * Augmenter la rentabilité du secteur de l'élevage avec des pâturages naturels améliorés, principalement des chameaux, des ovins et des caprins.

- * Abus de l'élevage moderne de lapins et d'oiseaux (caille, oie, dinde, autruche ...) afin de diversifier les sources de production animale et d'exploiter l'importance du marché touristique de la région.

Pêcheries de surface, en particulier les sardines et les thons.

Création d'exploitations aquacoles et d'étangs (écloserie, pré-engraissement et engraissement), principalement du bar, des feuilles, du homard et des huîtres européennes.

. 5-2 : L'industrie

L'activité industrielle dans le gouvernorat de Médenine est l'un des piliers de l'activité économique de la région et se caractérise par une diversité liée à la diversité des ressources de la région.

Les caractéristiques du secteur industriel dans le gouvernorat peuvent être résumées comme suit:

- ▣ Fabrication de produits locaux issus de l'agriculture et de la pêche, principalement de la laine, du cuir, des produits de la mer (congélation et climatisation), ainsi que de l'extraction et le conditionnement de l'huile d'olive et de son exportation.

- ▣ Conversion de matières premières dans la région, en particulier des pierres, des sels et de l'argile, ce qui a prouvé la haute qualité et l'efficacité de la fabrication de nombreux produits tels que la porcelaine, la porcelaine, la vaisselle et les briques de toutes sortes.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

❑ Fabrication des besoins du secteur hôtelier en maisons de bains, meubles, tissus, produits de nettoyage et autres.

❑ Réinstallation de services de support à l'activité industrielle, tels que la concentration et la maintenance d'équipements, les bureaux d'études et d'ingénierie, l'information et la manutention dans le cadre de la zone franche de Zarzis et le transport de marchandises.

5-3 : Services et commerce

L'espace des activités économiques à Zarzis représente un cadre important pour attirer les investissements directs et les technologies de pointe, ainsi qu'un outil efficace pour renforcer l'intégration de la région dans l'économie mondiale. Il offre aux investisseurs diverses capacités pour investir dans les services pétroliers, les services financiers et administratifs, les industries mécanique et électrique, Industrie pharmaceutique, textile, agro-alimentaire, stockage et climatisation.

En raison de la présence de l'État de Médenine à la frontière libyenne et de la vue sur le point de passage de Ras Jedir, la principale frontière entre la Tunisie et Lieblia, le commerce frontalier et la contrebande constituent un domaine de travail important pour de nombreux habitants, notamment à Ben Kordan, Zarzis, Medenine et Sidi Makhoulf.

La contrebande est le plus important défi en matière de sécurité et de diagonale dans la région, en particulier après la chute de l'État libyen et sa transformation en chaos.

La contrebande représente actuellement l'activité parallèle de l'économie officielle de la région, représentant 50% du nombre de transactions directes. Mais le plus dangereux, surtout après le 14 janvier, et la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans la région, la contrebande s'est convertie en faveur du terrorisme par le biais de la contrebande d'armes, de carburant et de matières précieuses telles que l'or. Drogues et même traite d'êtres humains causée par la prolifération de gangs, la migration irrégulière, le trafic d'enfants et le commerce d'organes.

5-4 : Le tourisme

Compte tenu de ses caractéristiques naturelles et de sa grande expérience dans le secteur du tourisme et des industries traditionnelles, ce secteur attire les investisseurs et le secteur public par le biais de:

Envoyez des unités hôtelières et des stations touristiques dans la région montagneuse.

Établir des centres de loisirs et de tourisme afin de valoriser les énormes investissements hôteliers réalisés dans la région et d'attirer plus de touristes.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Diversification et enrichissement du produit touristique par des investissements dans les conférences touristiques, le tourisme, le tourisme culturel, le tourisme sportif et le tourisme de pêche

Production, promotion et exportation de produits des industries traditionnelles, principalement de la céramique, de la poterie et du numéral.

Cette tendance des investissements directs dans le secteur du tourisme dans la région et depuis le début des années 60 a eu des résultats importants, car le nombre d'hôtels dans la région de Médenine dépasse les 200 auberges avec une capacité totale d'hébergement de plus de 20 000 lits, dont 75% sur l'île de Djerba. Où il y a 165 auberges sur l'île et BjrGIS 11 auberge et est resté.

Tableau 55: Répartition de la main-d'œuvre dans l'état de Médenine par activité économique.

Délégation	Nombre d' employés	Agriculture et pêche maritime	Mines et énergie	Industrie de laboratoire	Bâtiment et grands travaux	Commerce	Transport et communication	Education	Autres services
Médenine Nord	15.163	2.15	2.08	11.13	18.13	20.34	5.75	31.44	8.88
Médenine sud	14.448	8.94	1.50	8.91	6.86	15.54	6.68	32.60	7.50
Beni Khedache	4.703	11.01	0.74	5.89	3.49	19.71	3.49	21.07	6.04
Ben Gardene	20.495	7.74	0.87	5.12	4.98	27.58	4.98	23.26	8.38
Zarzis	18.431	9.27	1.87	9.07	6.27	14.14	6.27	21.46	16.69
Djerba Houmt Souk	24.972	2.27	0.86	8.75	9.88	19.20	9.88	20.41	24.15
Djerba Midoun	20.409	3.54	0.61	5.57	3.99	13.67	3.99	14.21	39.52
Djerba Ajim	6.235	8.92	0.74	9.88	6.72	19.29	6.72	16.16	12.80
Sidi Makhlouf	5.925	15.88	1.00	8.71	4.76	15.43	4.76	18.84	5.97

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat de Tataouine

1-Localisation et caractéristiques géographiques.

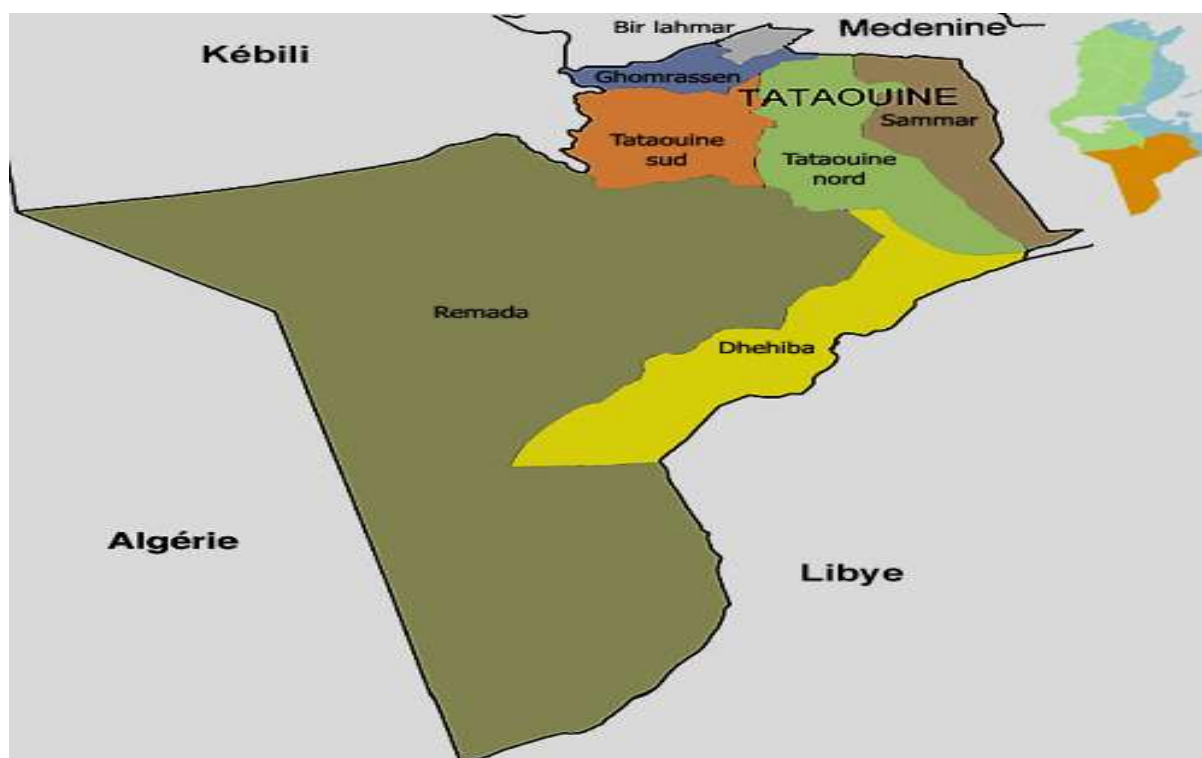
Le gouvernorat de Tataouine est situé dans la partie méridionale de la Tunisie et occupe un quart de la superficie totale du pays, d'environ 38 889 km². Son terrain est caractérisé par une grande diversité et est divisé du centre au sud par une chaîne de montagnes et de collines, les plus hauts sommets atteignent 634 mètres au Mont « Ghare El Jeni ». La partie orientale de cette chaîne de montagnes est située dans les régions de « Djeffara » et « Al-wâera ». La région occidentale du gouvernorat comprend la plaine « Edhafer » et le grand « Erg » oriental, composés des grandes et dynamiques dunes de sable qui forment la partie nord du Grand Sahara africain.

Vue sa situation géographique nettement désertique, le climat du gouvernorat est sec et chaud, avec une pluviométrie annuelle de 150 mm. Les températures maximales varient de 35 à 45 degrés en été et de 18 à 25 degrés en hiver.

Le climat du gouvernorat était un facteur déterminant de l'activité humaine, l'activité agricole demeurant associée à des pluies rares / et le manque de précipitations était un facteur déterminant de la fragilité des systèmes environnementaux et naturels de la région dans son ensemble.

Face à ces conditions climatiques difficiles, le gouvernorat de Tataouine est le moins peuplé au niveau national. La plupart des habitants sont concentrés dans le nord du gouvernorat, où les conditions sont réunies pour assurer leur stabilité.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie



La superficie totale du gouvernorat est divisée en fonction des utilisations comme suit:

- Terrain bâti: 0,07%
- Terres agricoles: 3,4%
- Forêts et pâturages: 47,1%
- Zones humides et plans d'eau: 0,1%
- Autres terres naturelles: 49,3%

Malgré ces conditions naturelles et climatiques, le gouvernorat de Tataouine est considéré comme le réservoir d'exploitation pétrolière du pays.

2- Caractéristiques démographiques du gouvernorat de Tataouine.

La population du gouvernorat de Tataouine selon le recensement de la population pour l'année 2014 est d'environ 149453 habitants, le classement avant le dernier recensement au niveau national avant les gouvernorats de Zaghouan et de Tozeur.

Le tableau suivant résume les caractéristiques démographiques les plus importantes du gouvernorat de Tataouine:

Nombre d'habitants	Habitants de l'espace urbaine	Habitants de l'espace rurale	Nombre de femmes	Nombre des hommes
149.453	95.031	54.422	78.548	70.905
	63.6%	36.4%	52.5%	47.5%

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le nombre de familles dans le gouvernorat est de 30 887, ce qui donne environ 4,83 membres / famille, une moyenne considérée supérieure à la moyenne nationale.

2-1 : Répartition de la population par division du territoire

Le gouvernorat de Tataouine est divisé administrativement en 7 délégations.

Le tableau suivant montre la répartition de la population dans le gouvernorat par division territoriale.

Tableau 56: Répartition de la population dans le gouvernorat de Tataouine par division du territoire.

Délégation	Nombre de quartiers	Nombre d'habitants
Tataouine Nord	15	61431
Tataouine Sud	15	34344
Smâr	8	14793
El bir Lahmar	7	8460
Ghomrassen	10	15957
Dhehiba	2	4295
Rmada	7	10173
Total	64	149453

Le tableau montre que 65% de la population du gouvernorat se concentre dans Tataouine Nord et Tataouine Sud, ce qui signifie que la population du reste des délégations ne dépasse pas les 15 000 habitants. Par conséquent, le rôle de ces espaces terrestres au niveau du développement et de la création d'emplois se réduit. La domination du Sahara de la plupart des régions a également limité l'opportunité de son expansion urbaine.

2.2 Répartition de la population par état civil.

L'état civil de la population reflète son degré de stabilité et la disponibilité des conditions nécessaires à l'intégration sociale, au niveau de protection sociale et à l'amélioration de la réalité économique. La situation civique est également liée à la culture et au patrimoine religieux et historique des sociétés.

Tableau 57: Répartition de la population dans le gouvernorat de Tataouine, par état civil

Délégation	Nombre d'habitants + 15 ans	Célibataire (%)	Marié (e) (%)	Veuf (ve) (%)	Divorcé (e) (%)
Tataouine Nord	45753	43.43	51.52	4.03	1.02
Tataouine Sud	26159	43.55	50.34	4.93	1.17
Smâr	10691	42.44	52.63	4.09	0.84
El bir Lahmar	6524	41.81	51.16	6.24	0.80

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Ghomrassen	12225	37.94	52.34	8.18	1.55
Dhehiba	3248	43.69	51.20	4.56	0.55
Rmada	7546	46.43	49.01	3.68	0.87

Les taux de célibataires dans la plupart des régions de Tataouine sont considérés comme élevés, d'autant plus que nous savons que les gens du sud sont sur préfèrent le mariage et qu'ils la considèrent comme complémentaire de la religion, en plus de ce qui est répandu dans cette région de l'âge du mariage précoce, chez les hommes comme chez les femmes. Ces taux peuvent s'expliquer par le bas niveau de vie, l'extension du chômage et le flou d'avenir pour la majorité des jeunes qui, en théorie, devraient se marier.

Le tableau confirme également la faiblesse des taux de divorce, caractéristique des sociétés conservatrices, où les relations de mariage sont centrées sur la parenté et le sang.

3. Indicateurs de développement humain et social dans le gouvernorat de Tataouine

Les indicateurs du développement humain et social sont le reflet du pourcentage de développement dans une société: éducation, taux de scolarisation, pourcentage de la population active, taux de chômage et répartition en fonction du niveau d'études et des groupes d'âges. C'est aussi l'une des données les plus importantes qui nous permettent de contrôler l'étendue de la stabilité ou de la congestion sociale. Les indicateurs de développement humain et social sont l'un des facteurs les plus utilisés par les sociologues pour suivre l'évolution de l'extrémisme violent et du terrorisme dans une société. Ce sont des indicateurs liés à la jeunesse, qui la fragilisent, la polarisent et l'emploient, en fonction de la fragilité des indicateurs de développement humain.

3-1 : Indicateurs éducatifs :

Les indicateurs de l'éducation sont les indicateurs les plus importants qui reflètent le niveau d'éducation et les taux d'analphabétisme dans les couches sociales et les groupes d'âges de la population. Cela reflète également le niveau d'investissement du gouvernorat dans le développement des ressources humaines.

Selon les résultats du recensement de la population de 2014, la population de Tataouine est répartie, en fonction du niveau d'éducation, comme dans le tableau suivant:

Tableau 58: Répartition de la population du gouvernorat de Tataouine par niveau d'études.

Délégation	Sans enseignement	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement Supérieur
Tataouine Nord	18.5	32.8	38.6	10.1
Tataouine Sud	15.5	33.5	40.1	10.9
Smâr	25.9	34.3	33.1	6.6

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

El bir Lahmar	18.0	33.2	36.6	12.2
Ghomrassen	15.80	41.2	33.2	9.8
Dhehiba	17.8	38.0	41.2	6.8
Rmada	20.0	36.3	38.0	7.1

À partir de ce tableau, nous pouvons faire les observations suivantes:

- Les taux d'analphabétisme dans les régions sont relativement élevés mais proches des moyennes nationales.
- Le taux d'analphabétisme le plus élevé concerne la région de Smâr, d'environ 26%, et ça reflète le degré de pauvreté et le manque d'investissements publics dans l'éducation dans cette région isolée et déserte.
- La faible proportion de la population dans l'enseignement supérieur pour plusieurs raisons, notamment la pauvreté et l'incapacité des familles de payer le coût de l'enseignement supérieur en plus des établissements postuniversitaires dans les régions du gouvernorat

Cependant, la compréhension de la gravité de l'analphabétisme et de son impact sur le tissu social reste liée aux taux d'analphabétisme selon les groupes d'âges.

Tableau 59: Taux d'analphabétisme et d'âge scolaire selon les groupes d'âges.

Délégation	% Analphabétisme 10 ans et plus	% Analphabétisme (15-29 ans)	% Scolarisation (6 – 14 ans)	% Enseignement Supérieur (19-24)	% d'utilisation de l'Internet
Tataouine Nord	18.41	2.41	96.73	31.42	39.61
Tataouine Sud	15.41	1.30	97.83	34.70	39.93
Smâr	25.91	2.40	95.61	22.45	32.23
El bir Lahmar	17.96	0.62	98.53	49.89	43.20
Ghomrassen	15.77	1.15	95.51	45.17	41.73
Dhehiba	17.80	0.80	97.37	21.18	32.23
Rmada	19.91	1.77	96.03	26.43	29.51

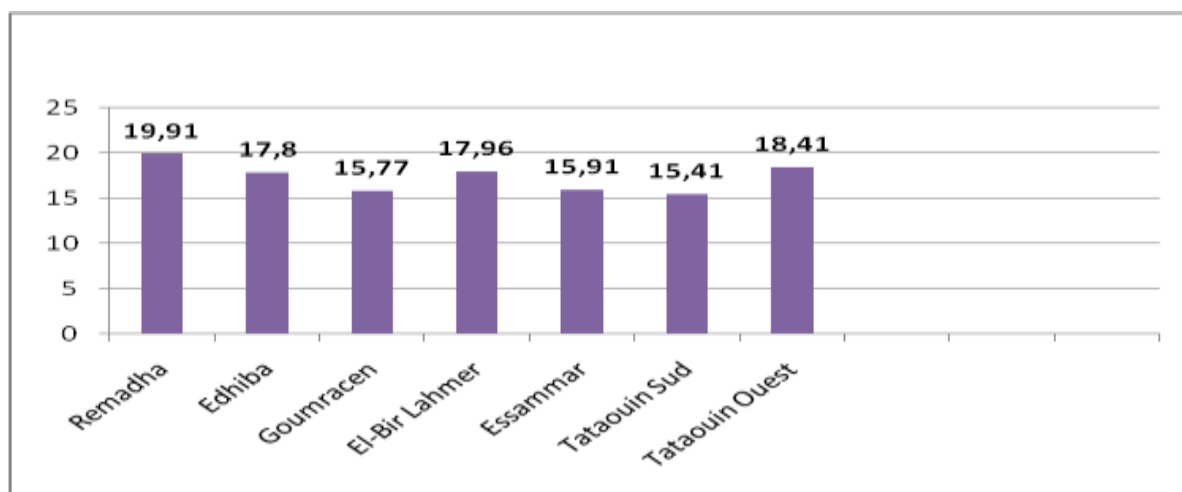
- Les taux élevés d'analphabétisme sont concentrés dans la tranche d'âge 10 ans et plus, un indicateur grave sur le plan économique ; social et culturel ; vu que L'analphabétisme peut être un facteur moteur de l'engagement dans des réseaux de criminalité et de polarisation terroriste.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

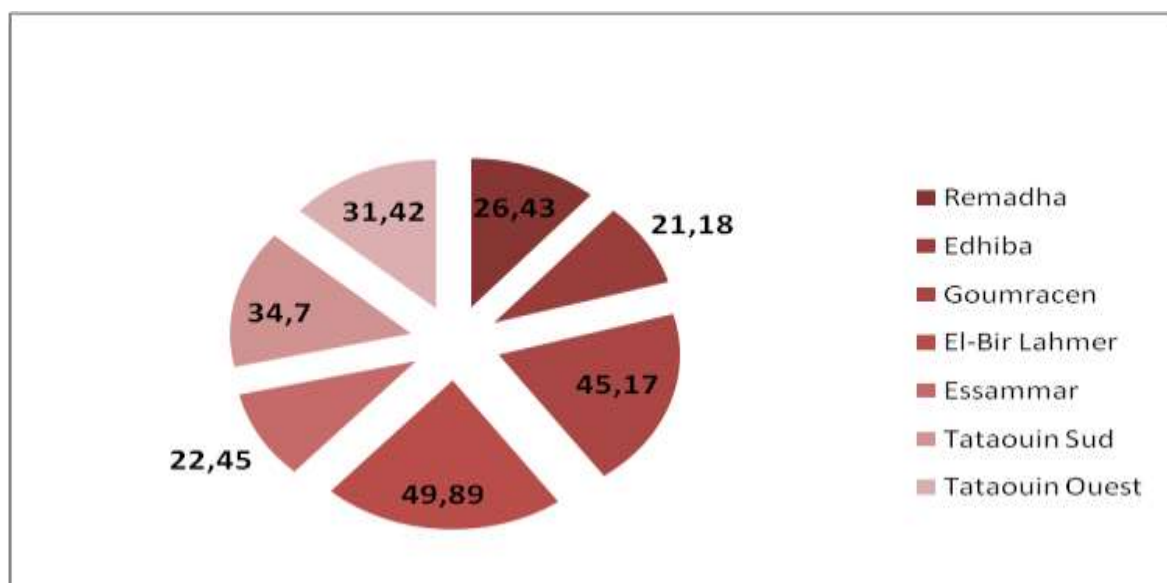
- Le tableau montre également qu'un tiers des 19-24 ans est inscrit dans l'enseignement supérieur, ce qui signifie que les deux tiers de la population ne peuvent pas poursuivre leurs études supérieures. Ils approfondissent ainsi leurs problèmes, en particulier dans les domaines de l'emploi et de l'intégration économique et sociale.

En ce qui concerne l'utilisation d'Internet, les pourcentages sont tous convergents et compatibles avec les spécificités de la région, leurs conditions économiques et sociales et le niveau d'investissement technologique.

Graphique 16: Taux d'analphabétisme dans le gouvernorat de Tataouine de la tranche d'âge 10 ans et plus



Graphique 17: Enseignement supérieur dans le segment des 19-24 ans



Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

3.2 Population active et chômage

Le pourcentage de main-d'œuvre active est l'un des piliers sociaux et économiques les plus importants de toute société: plus la proportion de main-d'œuvre active est élevée, plus la production de richesse et les conditions de vie de la population sont bonnes.

D'après les résultats du recensement national de la population et de l'habitat de 2014, la population du gouvernorat de Tataouine est divisée en fonction de la population active et des taux de chômage, selon le tableau suivant:

Tableau 60: Répartition de la population selon la main d'œuvre active et le chômage.

Délégation	Habitants (15ans et +)	Population active	Chômeurs	Non actifs	% d'activités	% de chômage
Tataouine Nord	45753	13997	4.233	27523	39.48	23.22
Tataouine Sud	26159	7639	3.214	15306	41.49	29.61
Smâr	10691	2860	1116	6715	37.19	28.07
El bir Lahmar	6524	1949	743	3832	41.26	27.60
Ghomrassen	12225	3191	851	8182	33.06	21.05
Dhehiba	3248	955	703	1590	51.02	42.40
Rmada	7546	1988	1225	4333	42.58	38.13

Tataouine se classe au premier rang pour le nombre de chômeurs, avec un taux de chômage global de 39%. Ce qui se reflète sur les tableaux. Peut-être que les taux de chômage de **Dhehiba** et de **Rmada** confirment ce que nous disons. Ces pourcentages d'alarme de chômage ont été interrompus dans le processus de développement, en particulier dans le désert et les régions du sud en général.

Cependant, les taux globaux de chômage, tout en reflétant les problèmes économiques généraux, sont associés au niveau d'éducation et aux groupes d'âges, ce qui permet de mieux saisir le niveau social. Le tableau suivant montre la répartition du taux de chômage par groupes d'âges.

Tableau 61 : Répartition des taux de chômage au gouvernorat de Tataouine selon le niveau d'études.

Délégation	Nombre de chômeurs (15ans et +)	Sans enseignement.	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur
Tataouine Nord	4.233	1.94	15.38	49.29	33.40
Tataouine Sud	314	1.53	15.31	50.20	32.96
Smâr	1116	2.69	26.55	48.525	22.24
El bir Lahmar	743	2.43	17.12	40.03	40.43
Ghomrassen	851	1.53	19.62	42.77	36.08
Dhehiba	703	2.99	29.45	55.19	12.38

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Rmada	1225	4.33	27.51	52.65	15.51

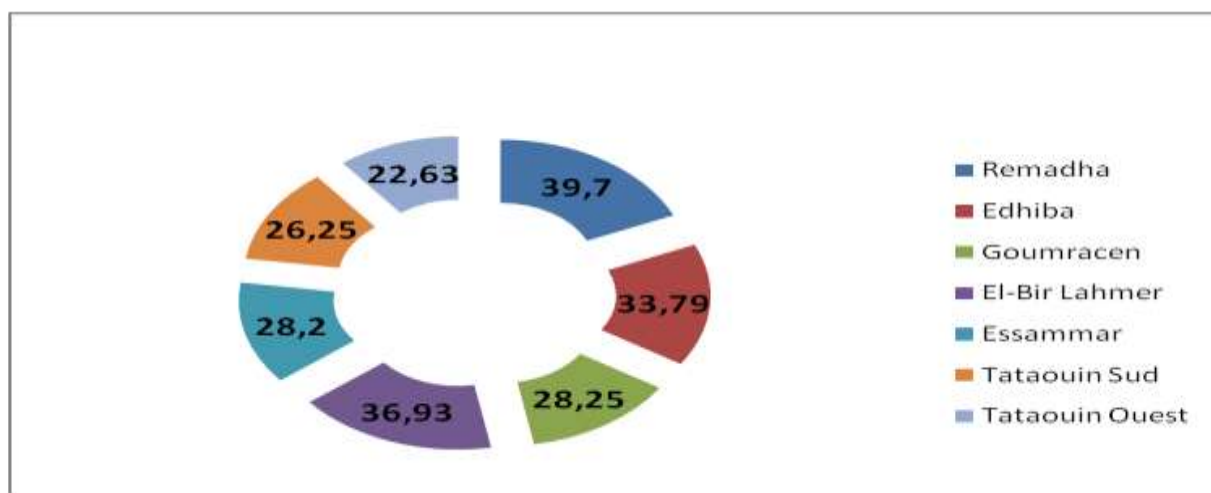
Le tableau montre le taux de chômage élevé parmi les diplômés universitaires, ce qui est un indicateur du manque d'activité économique capable d'absorber ce segment de la population active spécialisée. Environ 65% des personnes en chômage appartiennent aux niveaux primaire et secondaire. C'est le même indicateur national du domaine.

Tableau 62: Taux de chômage dans le gouvernorat de Tataouine par groupes d'âges.

Délégation	Nbr de chômeurs	15- 19 (%)	20- 24 (%)	25- 29 (%)	30- 34 (%)	35- 39 (%)	40- 44 (%)	45- 49 (%)	50- 54 (%)	+ 60 (%)
Tataouine Nord	4.233	7.25	26.36	39.70	18.54	6.99	6.01	1.56	2.15	0.57
Tataouine Sud	3.214	5.95	25.58	33.79	19.13	9.04	5.35	1.09	1.75	0.59
Smâr	1.116	18.12	26.82	28.25	13.72	5.20	5.76	1.43	3.14	0.72
El bir Lahmar	743	4.99	21.29	36.93	18.73	7.55	4.17	0.94	3.50	1.35
Ghomrassen	851	5.99	22.09	28.20	17.63	11.52	5.28	2.82	3.29	1.18
Dhehiba	703	10.98	23.54	26.25	16.26	10.70	2.35	3.57	2.85	2.00
Rmada	1.225	10.70	27.94	22.63	15.93	4.23	5.18	3.59	4.98	1.06

Les taux de chômage les plus élevés concernent la tranche d'âges des (20-29 ans,) c'est-à-dire chez les jeunes et les apprenants en même temps. Cela pose de graves problèmes relativement à l'immunité de cette catégorie contre le crime organisé, l'extrémisme et la migration irrégulière.

Graphique 15: Taux de chômage dans le groupe d'âge des 25-29 ans (Médénine)



Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

3-3 : La migration interne.

Les indicateurs de migration interne sont un facteur important dans l'étude de la situation sociale et de la capacité des régions du gouvernorat de Tunis à assurer la stabilité et la réinstallation de sa population. Chaque fois que les indicateurs du développement humain et social diminuent et que les conditions économiques se détériorent, cela se reflétera dans les migrations internes, qui sont généralement négatives dans ces circonstances, c'est-à-dire que la sortie, des régions défavorables serait massive.

La réalité de la migration interne dans les régions du gouvernorat de Tataouine peut être résumée dans le tableau suivant:

Tableau 63 : la migration interne dans le gouvernorat de Tataouine.

Délégation	Mobilité générale	immigrants	émigrants	Solde migratoire
Tataouine Nord	11.525	3.319	5.084	-1.765
Tataouine Sud	4.550	1.888	1.698	-190
Smâr	1.977	639	490	149
El bir Lahmar	1.264	525	383	142
Ghomrassen	3.049	862	1.063	-201
Dhehiba	527	216	265	-49
Rmada	1.481	468	902	-434

Outre le manque d'investissements dans les secteurs producteurs de richesse, la migration interne nette du gouvernorat sera négative. Parce que les zones ne fournissent pas les conditions pour la stabilité et la colonisation, on peut dire que la population du gouvernorat est en déclin d'un lustre(*) à l'autre.

3-4 - Taux de pauvreté dans le gouvernorat de Tataouine.

Les normes internationales adoptées pour déterminer les taux de pauvreté, approuvées par la Banque mondiale et par l'Institut national de la statistique, sont basées sur la consommation annuelle par habitant en Tunisie, estimée à 1277 DT par habitant en ville et 820 DT par habitant en zone rurale. Nous allons adopter ce critère en tant que critère officiel, bien qu'il ne soit pas bien fiable pour déterminer les proportions de pauvreté.

(*) lustre : période de cinq années.

Sur la base de ce qui précède, le taux de pauvreté dans le gouvernorat de Tataouine selon l'étude de l'Institut national de la statistique pour l'année 2017 est estimé à environ **39%**, mais ce pourcentage varie d'une délégation à l'autre.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

En effet, La pauvreté est estimée à 42% à Smâr et Rmada, tandis que le taux diminue à 32% en Ghomrassen, vu qu'un grand nombre d'immigrants en Europe effectuent des paiements annuels importants pour le cycle économique de la ville.

3-5 : Cadre de vie dans le gouvernorat de Tataouine

Le cadre de vie de la population se reflète dans les moyens de base nécessaires à une vie digne. conformément aux normes internationales, les composantes du cadre de vie sont: le Logement, l'approvisionnement en eau potable, la connectivité au réseau d'assainissement, le branchement électrique ainsi que la possession du téléviseur, du réfrigérateur, du chauffage et du gaz, outre que d'autres composantes de bien-être social comme la possession de la voiture, de la bibliothèque (livres) , de la climatisation et du chauffage central au foyer.

Le tableau suivant montre la disponibilité des composants de base du cadre de vie dans le gouvernorat de Tataouine.

Tableau 64: Les composantes de base du cadre de vie dans le gouvernorat de Tataouine

Délégation	Eau potable	Electricité	gaz	Logement loué	télévision	Réfrigérateur
Tataouine Nord	92.20	99.8	99.11	13.71	91.9	93.59
Tataouine Sud	96.28	99.9	98.54	11.35	93.2	93.62
Smâr	91.70	99.5	97.78	6.86	92.5	88.96
El bir Lahmar	97.62	99.9	100	11.17	95.3	96.84
Ghomrassen	98.74	99.9	99.99	13.76	95.0	96.83
Dhehiba	99.15	100	--	6.96	95.9	95.68
Rmada	90.44	99.0	98.46	18.08	91.9	91.64

Dans l'ensemble, les ratios des composants de base du cadre de vie dans la plupart des délégations sont acceptables, en particulier en ce qui concerne la fourniture d'eau potable, d'électricité et la disponibilité du gaz de cuisson. En outre, le pourcentage des logements loués, ne dépasse pas les 13% dans la plupart des régions, ce qui reflète la nature des zones intérieures, où la propriété du logement est une priorité vitale.

Quel est le niveau de bien-être dans le gouvernorat? Ceci est illustré par le tableau suivant:

Tableau 65: Composantes du bien-être social dans le gouvernorat de Tataouine.

Délégation	Possession du logement	Bibliothèque	Voiture	Climatisation	Chauffage central
Tataouine Nord	81.51	11.0	39.2	35.79	2.29
Tataouine Sud	80.17	26.4	31.3	37.23	3.24
Smâr	91.66	4.2	42.4	21.55	1.64
El bir Lahmar	86.70	4.8	32.0	37.20	1.89

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Ghomrassen	81.70	12.0	36.7	42.20	2.65
Dhehiba	91.13	7.3	28.1	25.01	0.38
Rmada	76.46	7.7	29.6	21.05	2.08

L'augmentation relative de la possession d'une voiture dans le gouvernorat de Tataouine n'est pas seulement une question de bien-être, c'est un moyen de travail et de transport dans une région immense.. La proportion de possession de climatiseurs est normale face aux températures élevées dans la plupart des régions du gouvernorat au climat désertique chaud. Mais on peut dire que ce pourcentage ne reflète pas le fait que la population a souffert durant la période estivale, qui dure plus de 5 mois dans ces régions. C'est la même raison pour laquelle le chauffage central est presque inexistant parce que la nature l'a garanti.

4. Installations collectives et de service dans le gouvernorat de Tataouine

4-1 : l'éducation.

➤ Enseignement primaire, préparatoire et secondaire.

Selon les statistiques officielles du ministère de l'Éducation et de l'Institut national de la statistique, le nombre d'établissements d'enseignement dans le gouvernorat se compose de:

- 109 écoles primaires accueillant 16094 élèves (7709 écolières et 8385 écoliers) distribuées comme suit :

Délégations	Nombre d'écoles
Tataouine Nord	41
Tataouine Sud	20
Smâr	12
El bir Lahmar	09
Ghomrassen	15
Dhehiba	03
Rmada	09

- 19 collèges et 14 lycées secondaires assurant la scolarisation de 12879 élèves.
- 6 établissements privés (collèges et lycées).

➤ Enseignement supérieur.

L'enseignement supérieur au gouvernorat de Tataouine est encore fragile et ne reflète pas beaucoup la nécessité urgente de concentrer le noyau de l'enseignement supérieur dans la région, en raison de la faiblesse du nombre d'étudiants liée à la faible population et de la baisse des taux de scolarisation dans l'enseignement préparatoire et secondaire. On peut dire que la création d'établissements d'enseignement supérieur dans la région de Tataouine était juste dans le cadre de la propagande politique du régime de Ben Ali.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Pour toutes ces raisons, Tataouine abrite:

- Institut supérieur des études technologiques, qui accueille 158 étudiants, (selon les statistiques de 2016), bien que sa capacité soit de 800 étudiants.
- L'Institut Supérieur des Arts et Métiers avec 43 étudiants.
- Un foyer universitaire avec une capacité d'environ 600 étudiants, soit trois fois le nombre d'étudiants de la région.

➤ Enseignement professionnel.

Le gouvernorat de Tataouine dispose de trois centres de formation professionnelle avec 15 spécialités.

*Centre de formation et d'artisanat traditionnels (bijoux)

*Centre de formation et de qualifications professionnelles (14 spécialités)

*Le centre de formation agricole de « Qardhab »

Tataouine dispose également de sept centres de formation privés.

4-2 : Secteur de la santé.

La structure de santé publique comprend:

-3 hôpitaux: un hôpital régional et 2 hôpitaux locaux.

- 61 Centres de santé de base.

Les établissements de santé publics sont distribués aux délégations de Tataouine comme suit :

Délégations	Lits d'hospitalisation	Salles opératoires	Hôpitaux (régional ou local)	Laboratoires	Centres de protection de santé de la mère et de l'enfant	Centre de santé de base.
Tataouine Nord	214	--	1	1	1	19
Tataouine Sud	0	--	0	0	0	12
Smâr	4	--	0	1	0	10
El bir Lahmar	25	--	0	1	0	6
Ghomrassen	4	--	0	1	0	3
Dhehiba	30	--	1	1	0	5
Rmada	20	--	1	1	0	6

Quant au cadre médical et paramédical, il se répartit comme suit:

*Médecins généralistes: 70

* Médecins spécialistes : 15

*Pharmaciens : 08

*assistants médicaux: 47

*Infirmiers : 398

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

* Techniciens de santé: 178

Les établissements de santé privés du gouvernorat de Tataouine sont les suivants:

Délégations	Pharmaciens	Médecins spécialistes	Médecins généralistes
Tataouine Nord	5	2	3
Tataouine Sud	10	7	5
Smâr	1	0	1
El bir Lahmar	1	0	0
Ghomrassen	4	0	2
Dhehiba	1	0	0
Rmada	1	0	0
Total	23	9	11

Le gouvernorat de Tataouine est privé de cliniques privés.

4-3 : Équipements culturels

Le gouvernorat de Tataouine comprend:

- 6 maisons de culture.
- 2 théâtres.
- 2 musées privés.

4-4 : Équipements de sport et de la jeunesse

Les équipements les plus importants pour la jeunesse et le sport dans le gouvernorat peuvent être résumés comme suit:

- 11 auberges de jeunesse avec 1057 adhérents.
- 1 Centre de camping à Tataouine Sud.
- 3 clubs de jeunes ruraux: club de Tataouine Sud, club Al Samar et club Gomrassen.

Le nombre de bénéficiaires de ces clubs est estimé à 2779 jeunes.

Tataouine abrite également sept centres de travail social locaux, chacun bénéficiant d'un statut particulier. Il existe trois clubs sportifs à Tataouine, à Ghomrassen et à El Bir Lahmar.

En ce qui concerne le domaine de l'enfance, le gouvernorat dispose de 14 centres d'informatiques destinés à l'enfant qui compte environ 2230 participants.

Il y a également 4 clubs pour enfants avec 840 participants et 19 crèches privées répartis comme suit:

Délégations	Crèches privées	Jardins d'enfants (publics et privés)	Clubs d'enfants (publics)	Complexe pour enfants
Tataouine Nord	2	10	0	0
Tataouine Sud	2	13	1	1

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Smâr	0	2	0	0
El bir Lahmar	0	4	1	0
Ghomrassen	0	4	1	0
Dhehiba	0	1	1	0
Rmada	1	3	0	1
Total	5	37	4	2

4.5 Institutions religieuses et coraniques et jardins d'enfants coraniques

Selon les données fournies par le ministère des Affaires religieuses, le nombre de grandes mosquées dans le gouvernorat de Tataouine est de 08, qui s'ajoutent à environ 117 petites mosquées. Les chiffres officiels ne tiennent pas compte des mosquées hors contrôle, qui peuvent dépasser 45 mosquées selon certains rapports non officiels. Ces mosquées sont utilisées après le 14 Janvier, en particulier le temps de la règle de la Troïka, par des groupes extrémistes religieux, comme fut l'occasion des prières du vendredi d'appeler au « jihad » en Syrie et Irak, et ces invitations ont été officiellement soutenues par le gouvernement. Ce qui fait de ces institutions religieuses une arme dangereuse dans la société facilement susceptible d'être exploitée par l'extrémisme et le terrorisme.

En outre, de nombreuses cachettes d'armes ont été découvertes dans les mosquées et les jardins d'enfants coraniques de Tataouine, en particulier lors des années 2013-2015.

Selon les statistiques du ministère des Affaires religieuses pour l'année 2013 et sur la base ad hoc du Conseil ministériel pour soutenir les écoles coraniques, les chiffres montrent que le gouvernorat de Tataouine contient 65 écoles coraniques et 75 éducateurs de coran. Quant aux jardins d'enfants coraniques qui se sont répandus à l'époque de la Troïka et sont devenus publics, leur nombre est tenu secret par le ministère concerné. Certains propriétaires de jardins d'enfants civils confirment que l'administration leur a demandé que les enfants de ces jardins d'enfants Coraniques et couvrent pour leur apparence, ce qui est des finances à l'origine provenant des organismes de « bienfaisance » soutenus par les soupçonneux et l'extrémisme, et les fonds provenant d'une certaine doctrine wahhabite extrémiste soutenue des pays du Golfe. Le nombre dans le gouvernorat de Tataouine dépasse 35, selon les estimations, dont la plupart sont situés dans les quartiers populaires et qui se remplissent surtout en été, particulièrement par les enfants des travailleurs migrants sous prétexte d'enseigner l'arabe à leurs enfants.

Sachant également que le nombre de mosquées, de petites mosquées, d'écoles et des jardins d'enfants coraniques, dans le gouvernorat est estimé à 170, tandis que le nombre d'établissements d'enseignement publics, à tous les stades d'enseignement n'excède pas 142 établissements.

4-6- Infrastructures et réseau routier.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Bien que la taille du gouvernorat représente 25% de la superficie totale du pays, la faiblesse de la population et l'expansion de la zone désertique ont réduit l'expansion des infrastructures, en particulier des routes. Ce qui a affecté la qualité, en plus du manque de budgets alloués pour l'entretien des routes et des infrastructures dans l'état. L'utilisation des routes existantes par les compagnies pétrolières pour le transport de leurs produits et leurs besoins avait un impact sur l'état des routes.

5. Activités économiques dans le gouvernorat de Tataouine.

Bien que la superficie de Tataouine s'étende sur environ 38 000 km², ce qui représente 24% de la superficie totale du pays tunisien, son potentiel naturel et ses ressources sont limités par sa nature désertique et par la propagation des dunes de sable sur de vastes étendues, en particulier dans la région du « Erg » oriental.

Mais la nature a néanmoins doté le gouvernorat de certaines des plus puissantes ressources naturelles en pétrole, où le gouvernorat est le pôle pétrolier du pays depuis le début des années 60. le gouvernorat est également riche en gypse avec le mont « Mestawa », le sable silésien de la région de « Douirette » et le calcaire.

Les ressources en eau, permettent d'économiser environ 33 millions de m³ d'eau par an, dont seulement 11,1 millions de m³ sont exploitées. Ce qui permet de développer l'activité de l'agriculture à travers ce réservoir d'eaux souterraines.

5-1 : L'Agriculture.

Seulement 2,1% de la superficie totale du gouvernorat est arable. La superficie cultivée en fonction de l'activité agricole est répartie comme suit:

- 31111 hectares pour les grandes cultures, en particulier les céréales.
- 2700 hectares de légumes.
- 45 930 hectares d'arbres fruitiers, notamment d'oliviers et d'amandiers.

Certaines régions montagneuses comptent également des oasis ne dépassant pas 100 hectares dans l'ensemble du gouvernorat.

- Dans le gouvernorat de Tataouine, le troupeau comprend 600 vaches, 300 330 moutons et 18 1500 chèvres. Pour le troupeau de chameaux, il est de 18 000, deuxième rang au niveau national, après le gouvernorat de Kebili.

5-2 : l'industrie

L'énergie tirée du pétrole et du gaz représente les ressources naturelles les plus importantes de l'État de Tataouine, où elle a commencé à exploiter ces ressources depuis le début des années 60 à travers le champ de « EL Borma ». Ensuite, les découvertes de pétrole dans le

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

gouvernorat deviennent un pôle de respiration qui contribue pour environ 35% à la production de pétrole et à 15% de la production de gaz naturel. Le gisement de "Nawara" est considéré comme le gisement le plus important pour la production de gaz naturel grâce à sa contribution lorsqu'il entre en phase d'exploitation, avec environ 17% de la production nationale de gaz naturel.

Mais depuis plus de 60 ans, l'exploitation de cette richesse n'a eu aucun impact positif sur le développement de la région et le cadre de vie des habitants. Après le 14 janvier, de nombreux mouvements de protestation revendiquent l'emploi et le développement.

En ce qui concerne les matériaux de construction, Tataouine est riche en gypse dans la région de « Mestawa », une richesse nationale à forte valeur ajoutée et une forte demande mondiale si elle est bien exploitée et soutenue par des campagnes de marketing africaines conformes aux techniques prometteuses d'accès aux marchés. En outre, le sable, l'argile et les pierres de calcaire de haute qualité, ne doivent pas être oubliés en tant que richesses qui peuvent être des facteurs de réussite pour une industrie mieux développée.

Le nombre de sections dans le gouvernorat:

- une section de gypse(qui a arrêté la production)
- une section de sable à « Douirette »
- une section d'argile à El Bir Lahmar transformée en briques dans la même zone
- une section d'extraction de pierres.

Le gouvernorat de Tataouine n'a pas de tissu industriel qui présente les éléments et caractéristiques de l'industrie, mais l'industrie reste liée à l'extraction de ressources primaires ou au transfert de certaines ressources de construction telles que des pierres en gravier ou de l'argile en briques. Sinon, il est impossible de parler d'une industrie dans le gouvernorat.

Le nombre d'établissements employant plus de 10 employés ne dépasse pas 12, fournissant environ 550 postes d'emplois.

5-3 : Services et commerce.

L'absence presque totale d'investissement entrave le secteur des services, qui souffre en outre d'un manque du développement d'autres secteurs productifs sans lesquels ce secteur ne peut se développer. La faiblesse du nombre de la population et la dispersion des habitants. Par conséquent le manque de consommation, ont affecté les échanges commerciaux de la région. À l'exception du poste-frontière de « Dhehiba », qui constitue un point de commerce avec la Libye, le commerce est nettement local.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Il convient également de noter ici qu'au-delà du discours officiel, l'activité commerciale de la région, dans son ensemble, et en tant que zone frontalière, est principalement axée sur le commerce de « contrebande » ; la contrebande de marchandises en provenance de Libye, en particulier de vêtements, de denrées alimentaires et de carburant.

Cependant, après le 14 janvier 2011 et avec la chute de l'État en Libye et la domination de milices diverses et conflictuelles, la contrebande ne se limite plus aux objets ordinaires, mais elle sert les terroristes désormais : les terroristes qui ont décidé d'utiliser les armes contre l'État, notamment en Tunisie. Le trafic des armes, des drogues, du carburant en grande quantité et de l'or, et tout ce qui a de gros revenus pour financer le terrorisme dans la région, est devenu l'activité la plus significative.

5-4 : Le tourisme

L'origine du mot Tataouine est berbère, ce qui signifie les sources d'eau, en effet, c'est l'une des régions les plus riches en eaux souterraines. À travers les grottes découvertes dans le désert de « Tirte », « Ain Douk », « Edouirette » et « Ghomrassen », on apprend que les premiers habitants de la région étaient les phéniciens (Carthaginois), au préhistoire, puis région a connu la civilisation romaine qui a instauré les barrages et de nombreuses forteresses défensives, tels que: Fort Talat, Fort Ramada, Fort Fatnassia, etc. Ensuite, la zone est devenue sous la domination islamique après les conquêtes des musulmans ; des monuments islamiques sont encore présents dans la ville. En l'époque du colonialisme français, Tataouine, fut un bastion de la révolution. Ce patrimoine diversifié, a fait de la région l'une des plus belles zones touristiques en Tunisie.

La région est habitée par un mélange de tribus berbères, amazighs et arabes. et berbères dans lesquelles elles vivent: les tribus « Douirette », « Chenni », « Beni Yakhzer », sont berbères. Les tribus « Wdarna », « Ouled Abdel Hamid », « Zorqan », « Amarna », « Hamidiya », « Ouled Ch'hida », « Ouled Sliman » et « Dabbab », sont d'origine arabe.

Attractions touristiques dans la région de Tataouine : Les palais du désert (Quasr), qui sont caractérisés par leur existence sur des sommets montagneux. Le nombre de chambres d'un palais est supérieur à 300 et se compose d'une cour intérieure et de plusieurs étages. Il est généralement construit avec des matériaux bruts tels que des pierres, de la boue et des troncs de palmiers. Parmi les plus importants de ces palais, on peut citer :

- **Quasr Awlad Soltan** : se caractérise par sa forme rectangulaire, mesurant 107 mètres de long et 59 mètres de large sur 7 mètres de haut, il a été construit par Omar ibn Belgacem al-Glidi, sur quatre étages. Depuis plus que 350 ans.

- **Quasr Hdada** : Composé de plus de 550 chambres et s'étendant sur une superficie de 9 000 mètres carrés, ce palais n'est à un étage. Il s'agit du palais le plus célèbre de Tataouine. Le "Quasr" était utilisé par la tribu Ghomrassen pour la conservation des provisions.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

-**Quâlaât** (forteresse) « **Ouled Ch'hida** » : est située dans la partie ouest de la ville de Tataouine, à environ 20 km du centre du gouvernorat. et date de 1000 ans, le village se compose de trois étages: le premier étage abrite une mosquée, de vieux magasins, un ancien pressoir à olives et une certaine distance de la mer.

Afin d'exploiter ces ressources naturelles, un important mouvement touristique était actif au début des années 90 avec la construction de trois auberges : » Sango », « El Mabrouk » et « El Ghazal », d'une capacité totale de 260 lits, en plus des résidences non classées et des pensions non incluses dans les rapports de tourisme officiels et qui sont créées pour répondre aux demandes touristiques provisoires des compagnies pétrolières et les sociétés de services reliés au domaine des voyages et des réservations. En effet, le tourisme du « Sahara » n'est actif que deux mois par an : novembre et décembre.

Mais après les événements du 11 septembre 2001 et l'opération terroriste de Djerba en 2002, le tourisme dans le désert a commencé à diminuer de manière significative, forçant de nombreuses résidences à fermer. Après le 14 janvier 2011, et compte tenu de la tension sécuritaire et du déclin de l'activité pétrolière et des services qui y sont associés, les hôtels « El Mabrouk » et « El Ghazal » ont été fermés. Seul « Sango » a tenu mais avec une capacité qui ne dépasse pas 50 lits actuellement. La faiblesse de la capacité opérationnelle du secteur, qui ne dépasse pas les 150 postes d'emplois, témoigne de la marginalisation du secteur et de la faiblesse de sa contribution au processus de développement de la région.

La répartition de la main-d'œuvre active par secteur dans l'État de Tataouine peut être résumée dans le tableau suivant:

Tableau 66: Répartition de la main-d'œuvre dans le gouvernorat de Tataouine par activité économique.

Délégation	Nombre d' employés	Agriculture et pêche maritime	Mines et énergie	Industrie de laboratoire	Bâtiment et grands travaux	Commerce	Transport et communication	Education	Autres services
Tataouine Nord	13.997	4.67	4.49	8.11	25.93	16.00	4.22	30.40	6.02
Tataouine Sud	7.639	3.05	4.15	7.03	19.23	15.54	15.54	38.52	7.03

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Smâr	2.860	11.30	4.90	5.35	22.95	20.18	20.18	28.51	4.44
El bir Lahmar	1.949	4.42	1.54	17.00	20.50	12.74	12.74	32.36	7.29
Ghomrassen	3.191	5.26	1.85	11.13	20.50	14.57	14.57	34.22	8.34
Dhehiba	955	2.72	2.41	2.41	29.74	20.31	20.31	36.75	3.04
Rmada	1.988	1.098	16.52	2.97	9.01	6.65	6.65	48.29	3.02

Chapitre2 :

Cadre juridique et institutionnel pour la mise en œuvre du Plan national de prévention et de lutte à l'extrémisme violent et au terrorisme.

Cadre juridique et institutionnel pour la mise en œuvre du Plan national de prévention et de lutte à l'extrémisme violent et au terrorisme.

Introduction

L'extrémisme violent et le terrorisme représentent aujourd'hui les dilemmes les plus douloureux de notre époque et un cancer qui engloutit les sociétés et les nations et menace

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

leurs entités et leurs acquis. Il se nourrit également de conflits internationaux, de guerres civiles, de défaillances du développement, de la propagation d'inégalités sociales, de disparités économiques et du crime organisé. Ce dilemme trouve dans les systèmes éducatifs défaillants et dans le soutien des États à la pensée extrémiste, des raisons et des facteurs propices à la propagation, à l'expansion et à la polarisation, en particulier, parmi les groupes socialement fragiles, de jeunes frustrés, de groupes de chômeurs et de femmes opprimées dans une société masculine.

Sur la base de tous ces facteurs, tous les pays doivent œuvrer pour prévenir le phénomène et aller au-delà de l'approche policière et du traitement militaire. Parce que cette approche, à elle seule, ne les éliminera pas, au contraire, elle pourra les aider à se répandre et à les nourrir en utilisant la propagande de la victime, en particulier, si elles sont associées à des perceptions religieuses et à des idées qui trouvent leur incubateur, comme c'est le cas, dans les pays arabes et islamiques.

Un cadre juridique et institutionnel pour chaque pays constitue peut-être la pierre angulaire de la prévention durable et de la future immunisation de la société contre les manifestations d'extrémisme violent et de terrorisme. Tout cela, dans le contexte de l'élaboration de mécanismes visant à associer toutes les structures de l'État et de ses institutions, les composantes de la société civile et les forces de la société civile vivant, dans cette guerre sainte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, qui menace la civilisation des nations et des sociétés et cherche à créer une société alternative plongée dans l'obscurantisme et la misère.

Après un diagnostic minutieux dans le chapitre précédent, de toutes les données et les attributs liés aux gouvernorats, sujet de l'étude, nous tenterons dans ce deuxième chapitre de fournir le cadre juridique général pour la prévention et la résistance à l'extrémisme violent et au terrorisme en Tunisie. Suivons ensuite le cadre institutionnel de l'État dans le domaine de la prévention et de la résistance au phénomène du terrorisme pour conclure l'axe en présentant les programmes de certains ministères et instituts de recherche gouvernementaux sur le sujet de l'étude.

Le système judiciaire tunisien pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme et pour prévenir le blanchiment de capitaux

La vision et la législation juridique visant à lutter contre le terrorisme et à prévenir le blanchiment d'argent provenant d'actes criminels en Tunisie depuis 2003 se sont cristallisées sur les éléments suivants:

- Le droit de la société de vivre dans la sécurité, dans la paix et dans la stabilité.
- L'abandon de toutes les formes de déviation, de violence, de racisme et de terrorisme qui menacent la sécurité et la stabilité des sociétés.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Le soutien de l'effort international de lutte contre toutes les manifestations du terrorisme, s'attaquer aux sources de financement et prévenir le blanchiment de l'argent provenant d'actes criminels.

La loi n ° 75 de 2003 du 10 décembre 2003 sur le soutien à l'effort international de lutte contre le terrorisme et la prévention du blanchiment de capitaux, est la première loi organisée et responsable du délit terroriste en Tunisie, et est adaptée aux actes d'extrémisme. Dans le même contexte, la loi de 2003 a été modifiée par la loi n ° 65 de 2009 (du 12 août 2009) concernant la révision et l'achèvement de certaines dispositions. La plus importante de ces révisions est d'assurer la sécurité et la confidentialité des témoins dans les affaires de crime de terrorisme et d'empêcher le blanchiment de l'argent tiré d'un crime. Par le biais d'une référence à "inclure toutes les données qui révéleraient l'identité de la victime et des témoins ... par des enregistrements séparés conservés dans un fichier séparé du fichier d'origine." Chapitre 51. La composition et les fonctions de la Commission tunisienne d'analyse financière sont également définies.

La loi n ° 75 de 2003, ainsi que la révision de la loi n ° 65 de 2009, ont fait l'objet de critiques internes et externes quant à son ambiguïté lors de l'adaptation d'actes au terrorisme, et le pouvoir politique l'a utilisée pour limiter les droits et libertés individuels et collectifs et en faire un outil pour liquider ses opposants.

Parmi les revendications des juristes tunisiens, des politiciens et des composantes de la société civile, après la révolution (2010-2011), il est demandé d'abandonner la loi sur le terrorisme en tant que telle. Suite à l'escalade et à l'expansion des crimes terroristes, à la propagation de l'extrémisme violent et du blanchiment de capitaux, la loi de 2015 a été adoptée.

La loi fondamentale n ° 26 de 2015 du 7 août 2015 sur la lutte contre le terrorisme et la prévention du blanchiment de capitaux contient 143 chapitres répartis en plusieurs sections, comme suit:

Première partie: dans la lutte contre le terrorisme et son invocation.

Section I: Dispositions générales.

Section II: Les crimes terroristes et les peines qui leur sont prescrites.

Section 3: Les officiers de la police judiciaire..

Section IV: Le pôle judiciaire contre le terrorisme.

Section 5: Méthodes spéciales d'enquête.

Section 6: Comité national de lutte contre le terrorisme.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Section VII: Mécanismes de protection.

Section VIII: Assistance aux victimes du terrorisme.

Section IX: Infractions terroristes commises hors du territoire national.

Section X: En extradition des criminels terroristes.

Section 11: Dans le contexte des délais de chute de l'allégation publiques et des sanctions.

Partie deux: Lutte contre le blanchiment d'argent et son invocation.

Partie III: Dispositions communes entre la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux.

Section I: Prévention des transactions financières illégales.

Section II: Lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux

Dispositions transitoires et finales.

La loi fondamentale n ° 26 de 2015 a également promulgué trois structures visant à lutter contre le terrorisme et à prévenir le blanchiment de capitaux et à contrôler ses fonctions et sa composition, à savoir:

Le pôle judiciaire pour la lutte contre le terrorisme.

L'article 40 stipule que "la Cour d'appel de Tunisie dispose d'un antidote judiciaire contre le terrorisme, constitutif des crimes terroristes prévus dans la présente loi et des crimes qui y sont associés".

Le pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme est composé de:

- Représentants du parquet.

- des juges d'instruction, des juges des chambres d'accusations responsables et des juges du milieu pénal, aux niveaux primaires et appel.

Commission tunisienne d'analyse financière

Le texte du chapitre 118 stipule que "la Banque centrale de Tunisie a mis en place un comité appelé Comité d'analyse financière tunisien pour tenir ses réunions au siège de la Banque Centrale de Tunisie, qui rédige le comité "

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

En ce qui concerne sa structure, ses fonctions et ses méthodes de travail, le chapitre 119 dispose: "Le Comité d'analyse financière tunisien est composé de:

- le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie ou son représentant en tant que président,

- un juge de troisième degré,

- un expert auprès du ministère de l'intérieur,

- un expert du ministère des finances du département général de la douane,

- un expert de l'autorité du marché des capitaux,

- un expert auprès du ministère des Communications,

- un expert auprès de l'instance générale de l'assurance,

- un expert en matière de lutte contre la criminalité financière,

- un expert auprès de l'association professionnelle des banques et institutions financières,

- un expert auprès de l'organe chargé de lutter contre la corruption.

Les membres du Comité sont nommés par décret gouvernemental pour une période de six ans, renouvelable par tiers tous les deux ans. Les membres du Comité exercent leurs fonctions en pleine impartialité, objectivité et indépendance vis-à-vis de leurs administrations d'origine.

Comité national de lutte contre le terrorisme.

Le texte du chapitre 66 qu'un comité appelé "" Comité national de lutte contre le terrorisme "à la tête du gouvernement, qui assure sa rédaction en permanence"

Le chapitre 67 ajuste également sa composition comme suit:

- un représentant du chef de gouvernement, en tant que président, pour un plein temps.

- un représentant du ministère de la justice en qualité de vice-président, pour un plein temps.

- un représentant du ministère de la justice chargé de l'administration générale des prisons et de la réforme,

- des représentants du ministère de l'intérieur : deux membres.

- un représentant du ministère de la défense : membre.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- un représentant du ministère des Affaires étrangères : membre
- un représentant du ministre chargé des droits de l'homme : membre,
- un représentant du ministère des finances à la direction générale du département : membre
- un représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports : membre
- un représentant du Ministère de l'agriculture chargé de la gestion des forêts : membre.
- un représentant du Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance.
- un représentant du ministère des Affaires religieuses : membre.
- un représentant du ministère de la Culture : membre.
- un représentant du ministère de l'éducation sur la gestion du programme : membre.
- Premier juge d'instruction spécialisé dans les affaires de terrorisme : membre,
- un expert du renseignement, de la sécurité et de la défense : membre.
- un expert en agence de communication technique : membre.
- un expert auprès du Comité d'analyse financière tunisien : membre.

Les membres du Comité national de lutte contre le terrorisme sont nommés par un décret du chef du gouvernement sous la proposition des ministères et des structures concernés pour une période de six ans, avec le renouvellement du mandat, d'un tiers de la composition de la commission, chaque deux ans.

Projets de l'Etat pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme

1- Le Conseil national de sécurité :

Le Conseil national de sécurité, organe de la présidence, a reçu une ordonnance gouvernementale en 1990 sous le nom de « Conseil national de sécurité » et a été révisé en 2017. Il est notamment chargé de contrôler et de réorganiser périodiquement la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme en coordination avec le Comité national de lutte contre le terrorisme.

➤ Projet :

Le 7 novembre 2016, le Conseil de sécurité nationale a approuvé une stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

Le plan repose sur quatre points: prévention, protection, suivi et réponse

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme a été coordonnée par une commission du ministère des Affaires étrangères composée de diverses fonctions et structures de l'État, à laquelle ont également participé la Direction exécutive du contre-terrorisme des Nations Unies et certaines composantes de la société civile tunisienne.

La durée du plan est de cinq ans et les modifications nécessaires de ses objectifs et de sa composition sont nécessaires si nécessaire.

➤ structures de projet et d'état

Après la ratification de la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme par le Conseil de sécurité nationale, les ministères ont été chargés d'élaborer leurs propres stratégies en fonction des éléments de la stratégie nationale de prévention, de protection, de traçage et de réaction. Cependant, le contrôle des plans et de la manière de les mettre en œuvre pour les ministères reste une partie secrète de la réserve, telle qu'approuvée par le Comité de contrôle de la stratégie ainsi que par le Conseil de sécurité nationale.

Le contenu des quatre éléments de la stratégie

Le premier axe: la prévention

Prévenir et résister à toutes les formes d'extrémisme et prévenir la polarisation des éléments terroristes et les priver des moyens leur permettant de mettre en œuvre leurs plans

Axe II: Protection

Protéger les citoyens, les installations et les cibles sensibles des opérations terroristes et réduire leurs dégâts, en sécurisant les frontières, les transports et les infrastructures.

Axe III: Suivi

Empêcher les terroristes de planifier et de mener des opérations terroristes tout en veillant à ce que leurs auteurs soient traduits en justice en renforçant et en renforçant les capacités humaines et logistiques de l'État pour poursuivre des individus et des groupes terroristes

Axe IV: Réponse

Se préparer à faire face aux conséquences de l'acte terroriste et à en réduire les conséquences.

2-Le Comité national de lutte contre le terrorisme :

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le Comité national de lutte contre le terrorisme a été créé en vertu du chapitre 66 de la loi fondamentale n ° 26 du 7 août 2015 du 26 août 2015 sur la lutte contre le terrorisme et la prévention du blanchiment de capitaux. Le comité s'emploie à donner suite aux obligations de l'État tunisien dans la mise en œuvre des résolutions de l'ONU relatives au terrorisme et au blanchiment de capitaux, ainsi qu'à mettre en œuvre le plan national de lutte contre le terrorisme et à mettre en œuvre les procédures nationales correspondantes.

Conformément au chapitre 67 de la loi sur le terrorisme, le Comité est composé de représentants des ministères et des organismes liés à la lutte contre le terrorisme, qui sont les suivants:

- un représentant du chef de gouvernement, en tant que président, directement pour le temps complet,
- Représentant du ministère de la justice en qualité de vice-président, directement pour le temps complet,
- Représentant du ministère de la justice chargé de l'administration générale des prisons et membre réformateur,
- des représentants du ministère de l'intérieur, deux membres,
- Représentant du ministère de la défense, membre,
- Représentant du ministère des Affaires étrangères, membre,
- un représentant du ministre chargé des droits de l'homme, un membre,
- Représentant du ministère des finances à la direction générale du département, membre,
- Représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports, membre,
- Représentant du Ministère de l'agriculture chargé de la gestion des forêts, membre,
- Représentant du Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance,
- Représentant du ministère des Affaires religieuses, membre,
- Représentant du ministère de la Culture, membre,
- Représentant du ministère de l'éducation sur la gestion du programme, membre,
- Premier juge d'instruction spécialisé dans les affaires de terrorisme, membre,
- Expert sur le renseignement, la sécurité et la défense, membre,
- Expert en agence de communication technique, membre,

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Les membres du Comité national de lutte contre le terrorisme sont nommés en vertu du décret gouvernemental, sur la proposition des ministères et les structures concernés pour une période de six ans, avec renouvellement du mandat d'un tiers de la composition de la Commission chaque deux années.

Le Projet :

Le Comité national de lutte contre le terrorisme n'a pas encore annoncé sa propre stratégie ni ses plans d'action intégrés, mais s'est engagé à mettre en œuvre la stratégie nationale approuvée par le Conseil national de sécurité, et se compose de quatre axes:

- la prévention
- la protection
- le suivi
- la réponse

Selon le rapport publié par le Comité sur son site web officiel au cours du mois de juillet 2018.

Mais il a des programmes communs sous le titre de Plan stratégique et l'un des plus importants projets et activités de terrain du Comité est un projet intitulé "Prévenir l'extrémisme violent par le biais de mécanismes de développement fondés sur les droits de l'homme", accord signé en 2018 entre la Tunisie et le Programme des Nations Unies pour le développement en Tunisie, Directeur général du gouvernement et président du Comité national de lutte contre le terrorisme et du Coordonnateur résident des Nations Unies en Tunisie, Diego Zorilla, au Ministère des affaires étrangères, l'allocation financière du projet s'élevait à 2 692 500 dollars des États-Unis.

PNUD Tunisie appuie le gouvernement tunisien dans ce projet afin d'identifier ses priorités nationales en matière de prévention de l'extrémisme violent, dont les points ont déjà été intégrés dans la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Le projet regroupe plusieurs parties - gouvernement, secteur privé et société civile - et sera mis en œuvre dans le gouvernorat de Médenine dans une première phase où l'accent sera mis sur un plan d'action local basé sur le développement local, la création d'emplois et l'autonomisation des jeunes.

3- La stratégie du ministère des Affaires religieuses pour lutter contre le terrorisme

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La stratégie de lutte contre le terrorisme du ministère des Affaires religieuses, annoncée par le ministre des Affaires religieuses le 10 mai 2018, est basée sur les thèmes suivants:

- aborder les facteurs menant à l'extrémisme et à la polarisation.
- vaccination de la famille contre toutes formes de violence.
- Développement du contenu du discours religieux et diffusion du discours modéré.
- Réguler et surveiller les monuments religieux.
- Encourager la préparation d'études sur le phénomène du terrorisme et la manière de le combattre
- La préparation d'un nouveau système législatif incluant l'organisation des écoles coraniques et des chefs des affaires religieuses.
- Restructuration du ministère des Affaires religieuses et organisation de ses administrations régionales.
- Organisation de l'Institut suprême de la chariâa.
- Adapter les droits et devoirs des bâtis de mosquées et le travail des prédicateurs.
- Engagement à la "Charte de la Tunisie pour la coexistence"

4- Plan du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme.

À travers les données officielles et les documents obtenus du ministère de la Femme, de l'Enfance et de la Famille, nous constatons que les projets concernant les enfants contre le terrorisme et l'extrémisme violent sont les suivants:

- Le projet radio Web, de par ses fonctions, vise à centrer la radio web pour enfants dans 11 gouvernorats. L'objectif général du projet est de promouvoir le domaine de l'éducation aux médias pour les enfants et de développer leurs capacités d'auto-défense et de participation. L'un des objectifs du projet est de fournir des informations aux enfants dans le contexte de l'éducation participative. L'implication des enfants dans le projet communautaire visant à prévenir les comportements à risque. Développer des mécanismes de communication avec les enfants et un bon recrutement, et développer les compétences des cadres éducatifs et diversifier leurs méthodes d'intervention auprès des enfants. Un projet s'adressant directement aux enfants et aux éducateurs des institutions concernées. Et indirectement les enfants et les parents des parties concernées.

Tondation Radio Web pour enfance:

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Club d'enfants Dhibba (Tataouine)
- Club des enfants à Sidi Makhlouf (Médenine)
- Complexe pour l'enfance à Sidi Bouzid (Maknassi)
- Club des enfants d'Al-Fawara (Kébili)
- Complexe pour l'enfance à Sned (Gafsa)
- Complexe pour l'enfance à Hazoua (Tozeur)
- Club des enfants Sakiet Sidi Youssef (le Kef)
- Club des enfants Fernana (Jendouba)
- Club des enfants Hardoub (Kasserine)
- Club enfants Kesra (Siliana)
- Club des enfants Mansoura (Kairouan)

• **Accompagnement éducatif et engagement psychologique:** L'accompagnement éducatif est une approche basée sur des mécanismes qui soutiennent la prévention, la protection et la participation des enfants face à des situations difficiles et la participation à la lutte contre l'acte terroriste. Le programme s'appuie sur des forums d'expression d'enfants, de communication, de dialogue et de militantisme adoptés à l'aide de plusieurs moyens artistiques tels que des ateliers de théâtre, de dessin, de conte, de jeux et de dialogue pour aider les enfants au centre de l'hospice à surmonter les effets psychologiques, visuels et sonores d'actes terroristes. , Construisant leurs «projets de vie», planifiant et sensibilisant à l'importance de la participation, de la citoyenneté, des droits individuels et collectifs, renonçant à la violence et acceptant et coexistant entre eux. Le programme a été utilisé dans les réunions d'enfants à Hammamet, "745 enfants de toutes les parties" et dans les cours de formation d'accompagnement pédagogique d'enfants dans "300 enfants de Beja, Kasserine, Ben Arous, Gabès, Tunis, Médenine et Tataouine. L'organisation Tunisienne de l'enfance « Foires et Visites » au niveau national ou régional en est partenaires. L'accompagnement éducatif était également concentré dans les zones rurales par le biais de clubs d'enfants mobiles.

***Projet d'accompagnement pédagogique des enfants pour la prévention, la protection et l'engagement du terroriste:**

Parmi les objectifs de ce projet :

* Renforcer les capacités psychologiques et sociales des enfants et les protéger de toute forme de menace.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

*Créer un espace pour les enfants pour discuter de la question du danger terroriste et les aider à s'écouter et les guider.

*Sensibilisation à la prévention, à la protection et à la menace terroriste.

* Soutenir les possibilités de participation et d'implication dans la culture des droits de l'homme.

* Soutien supplémentaire à l'éducation civique.

* Les enfants qui s'engagent à surmonter leurs stocks d'images de violence violentes sont visibles et audibles.

*Renforcer le sentiment de sécurité et de tranquillité.

* Promouvoir la participation des enfants à la prise de décision.

*Fournir des conseils, des directives aux enfants.

Groupes cibles du programme:

-Enfants des zones frontalières et rurales menacés par la réalité terroriste : psychologique et sociale.

- Enfants non scolarisés en milieu rural et urbain qui risquent d'être menacés.

-Cadres éducatifs qualifiés pour mener le projet.

Contenu du programme :

- Séances d'écoute individuelles et de groupe avec des psychologues.

- Cours d'activation basés sur le jeu de rôle, le théâtre, l'expression écrite et plastique, le conte et le jeu de marionnettes

- Séances de dialogue de groupe, sur les manifestations du terrorisme et les moyens de les éviter.

- Adopter la technique "**Le récit de vie**" pour parler des expériences individuelles des enfants au sens du terrorisme, de la violence et de la peur

- Développement de projets éducatifs d'enfants dans le cadre de la lutte contre la menace terroriste et de la défense des droits de l'enfant

- Adoptez "Les photos langues" comme plate-forme de libre expression et de dialogue collectif.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Adopter une approche pédagogique pour choisir les moyens de lutter contre les manifestations du terrorisme.

5. Centre de recherche, d'études, de documentation et d'information sur les femmes : (Krédif)

« **Krédif** »: institution publique non administrative, au regard du Ministère de la femme, de la famille, de l'enfance et des personnes âgées. Le Centre a été créé en 1990 pour promouvoir le statut de la femme en Tunisie.

Projet

Plan du Centre pour la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme:

À l'issue de la Conférence internationale sur "La prévention de l'extrémisme violent: activistes politiques et domaines d'intervention", tenue à Tunis le 3 juillet 2018 avec la participation de Cardiff, le directeur général a annoncé la décision d'achever une étude de terrain sur la lutte contre le terrorisme, fondée sur les femmes. Le projet vise à promouvoir la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme. La préparation de l'étude commence en septembre 2018.

Ce projet s'inscrit dans une approche, dite globale, qui dépasse l'approche sécuritaire et militaire.

Note générale:

Les autres institutions et ministères concernés, notamment le représentant du Comité national de lutte contre le terrorisme, n'ont ni annoncé ni publié leurs plans et programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Les ministères de la Défense et de l'Intérieur peuvent être liés à la dimension sécurité de l'approche.

Quant aux autres ministères, leurs sites officiels confirment l'absence de plan ou de programme concret, notamment les ministères de la justice, des affaires étrangères, de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, malgré l'importance de ces ministères dans le domaine de la prévention de l'extrémisme et du terrorisme.

Chapitre 3:

Le rôle de la société civile dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme dans les gouvernorats concernés par l'étude et la mise en place de groupes de discussion" FOCUS GROUPS"

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Introduction

Il ne peut y avoir aucune discussion ou action préventive contre un phénomène social aussi grave, sans rechercher le rôle de la société civile dans le sujet. D'autant que les organisations et associations de la société civile représentent actuellement, au niveau international, la soupape de sécurité de chaque société.

La société civile tunisienne a explosé après le 14 janvier 2011 de manière quantitative, mais sans atteindre qualitativement le moment historique du pays en transition démocratique et généralisé du phénomène du terrorisme, de l'extrémisme violent et de la rhétorique de la pénitence et de la haine. Une partie importante des organisations et associations représentait un cadre et un cadre pour la propagation et la protection de l'extrémisme violent et du terrorisme. Toutes ces conditions ont été et continuent de menacer la stabilité et la cohésion de la société et son avenir économique, social, politique et culturel.

Vu l'importance du sujet dans le "Projet pour la paix", en particulier l'étude du diagnostic de la réalité et des moyens de prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme, nous devons et devons identifier la société civile et son rôle dans ce domaine dans les mandats de l'étude. Dans cette étude, nous essaierons de présenter tous les projets des associations dans les États concernés ayant un lien direct et indirect avec le sujet de la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme.

Ce sera également l'occasion de former des groupes de discussion dans chacun des groupes de discussion afin de soutenir activement et de participer au projet Salam en travaillant ensemble ou en réalisant une composante du projet sur le terrain. Tout cela dans le cadre d'un réseau de société civile progressiste qui dissuaderait l'extrémisme violent et la résistance effective au terrorisme.

Au cours de la période de préparation de cette phase de l'étude, nous avons essayé de sélectionner et d'identifier les associations les plus importantes et les plus actives sur le terrain dans leurs régions par le biais de projets concrets. Nous avons également essayé de rencontrer ces associations, connaissant les détails du corps et l'étendue et l'existence de l'extrémisme violent et des groupes terroristes.

Les associations de chaque État ont également soumis des propositions sur les quartiers qu'elles considèrent comme un échantillon de la région pour englober le travail de terrain et

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

le questionnaire permettant d'identifier et d'analyser les causes de l'extrémisme violent et du terrorisme et de définir ainsi un plan pratique pour l'empêcher.

Nous allons allouer ce thème:

- Tout d'abord, présenter quelques-uns des projets menés dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme par des organisations et associations internationales et locales. Nous avons également choisi des projets et des initiatives sérieux qui ont une incidence directe sur le sujet de l'étude. Et par conséquent, nous ne ferons pas de stupéfiants, ni ne transformerons le rapport en un simple espace pour des listes d'associations et d'organisations qui se sont répandues en grand nombre, y compris un grand nombre sur la vague du terrorisme.

Obtenir des bénéfices et des gains, sans la présence d'initiatives réelles ou de projets ayant un impact direct sur la réalité sociale, culturelle et éducative

Deuxièmement, présenter les groupes de discussion de chaque État, ses projets et sa position sur le phénomène de l'extrémisme violent et les groupes terroristes comme référence.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Projets non gouvernementaux de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme

1 - Projet UNESCO : Prévenir l'extrémisme violent en s'appuyant sur les propres capacités des jeunes.

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) est une agence spécialisée des Nations Unies créée en 1945 pour promouvoir la paix et la sécurité.

Le projet de résistance à l'extrémisme violent en Tunisie

L'UNESCO et le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme ont lancé un projet intitulé "Prévention de l'extrémisme violent par un soutien aux capacités propres des jeunes" en Jordanie, en Libye, au Maroc et en Tunisie.

Le projet vise à soutenir les initiatives des jeunes sur le terrain dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture et des médias afin de prévenir l'extrémisme violent. Les participants au programme sont les parties impliquées dans la réussite du projet et sont soutenus par les organisations de jeunesse, les acteurs de l'éducation et les professionnels du secteur des médias.

La mise en œuvre du projet a été lancée à la suite de l'annonce faite par son directeur général le 24 avril 2018 à Paris, au siège de l'UNESCO. Il est en cours de planification et de programmation directes.

2- Projet "Jeunes actifs pour la construction de la paix": Free Vision Association

La Free Vision Association (FSA) est une association tunisienne créée en 2011 qui a pour objectif de diffuser la culture de la paix, du dialogue et de la citoyenneté.

En 2015, elle a mené à bien un projet visant à prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme et visant les jeunes de 12 à 18 ans. Le projet a été achevé avec le soutien financier de l'organisation de sécurité humanitaire néerlandaise.

Le projet consiste en des sessions de formation pour les 16-18 ans de six états, jeunes et jeunes de chaque état. Les pays concernés sont la Tunisie, Ben Arous, Médenine, Kef, Siliana et Kasserine. La formation était axée sur la culture du dialogue et le concept de sécurité

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

humaine et sur le renforcement des capacités personnelles des jeunes en matière de discussion et de conceptualisation et de communication avec les autres pour renforcer la sécurité humaine.

Le projet comprenait également des cours de recyclage pour les enfants des six États et activait les cours pour les jeunes créés. Chaque jeune femme et femme de l'État a travaillé avec 12 enfants, une expérience pionnière qui a permis aux jeunes de partager leurs idées et ce qu'ils ont appris des cours de formation pour enfants, soit de manière plus dynamique et plus stimulante, en simulant les souhaits des enfants.

Le programme a fait l'objet de visites d'échange entre ces jeunes et des jeunes néerlandais ayant suivi le même programme.

3. Projet d'Alerte internationale

International Trust est une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies. Elle a été créée en 1985 et est active en Tunisie depuis 2011. Ses activités sont principalement axées sur les zones de tension frontalière entre la Tunisie et la Libye.

Un projet de lutte contre l'extrémisme violent

Le projet porte le titre "Renforcer la participation sociale, économique et politique des jeunes marginalisés dans les régions soumises à un extrémisme violent". L'année 2017 a été lancée et s'étend jusqu'en 2020.

Les projets de Manouba, Kasserine et Tataouine ont été ciblés en tant que zones touchées par le terrorisme et comprenaient le projet d'intervention visant à renforcer les capacités propres des jeunes.

Le projet vise à motiver les jeunes à participer et à participer dans le domaine social et économique local afin de renforcer progressivement leurs capacités et de leur permettre de participer à l'administration locale avec leurs domaines d'intervention spécifiques. Le programme vise à réduire les disparités sociales et économiques et à lutter contre la marginalisation à tous les niveaux:

Le projet s'est également concentré sur l'identification des participants dans les trois gouvernorats, à savoir :

- la société civile locale.
- les médias locaux et nationaux.
- les organisations nationales et internationales.
- Autorité civile, de sécurité et militaire, locale.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Ministères et institutions publiques.
- Organes constitutionnels (Résistance à la torture, résistance à la corruption, par exemple)

4-MEDIATE: Un réseau de militants civiques contre l'extrémisme violent.

Le Programme pour la prévention du terrorisme et de l'extrémisme violent, programmé par le Réseau d'activistes civils contre l'extrémisme violent et financé par l'Union européenne, a défini ses objectifs, ainsi que l'extension et la distribution de programmes entre les parties participantes, le 14 février 2018.

Le jeudi 12 juillet 2018 a eu lieu la réunion inaugurale du projet MEDIS "Wasel", qui fait partie de la contribution de la Commission européenne au programme de stabilité et de paix en Tunisie. Ce projet comprend un groupe de partenaires représentés par un certain nombre d'associations et d'organisations de la société civile tunisienne qui s'efforceront, en fonction de leurs domaines respectifs, de mener à bien une série d'activités visant à réduire le phénomène de l'extrémisme violent par l'adoption de la médiation.

Le programme comprend le forum sur les sciences sociales appliquées, le réseau « KAFA » pour la prévention de l'extrémisme violent et un groupe d'associations tunisiennes regroupant 102 associations pour se coordonner sur les sujets suivants:

- Recherche citoyenne
- Développement de travaux préventifs et liés à la parole
- surveillance et suivi

Le programme vise à adapter le plan ascendant, à savoir les priorités locales et régionales, avec le soutien de l'Union européenne, et à mettre un terme à l'approche sécuritaire et militaire de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Et le terrorisme avec plusieurs ministères, dont le ministère de l'Éducation, qui comprend cet accord, l'Association des associations - Kafi, incite également la participation civile à un partenariat avec les cadres gouvernementaux et les institutions de l'État, ainsi qu'avec la presse, les artistes et les créateurs. Un programme par -ousel- Mediat- quatre représentations dans les prisons tunisiennes et imprègnent ces séances de discussion de programmation avec les prisonniers comme plus vulnérables à l'extrémisme violent au sein du centre Olsgni.imkn ajuster les composants de base du projet:

Rechercher et renouveler

Composition de la médiation sociale

Intervention et travail de terrain en face à face

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Dans le domaine de la recherche et de l'innovation, le programme de formation à la prévention a été renforcé et la proposition d'une plate-forme électronique basée sur la méthodologie analytique appliquée aux sciences humaines et sociales de la littérature « djihadiste », visant à lutter contre le discours radical. Le but de cette plateforme de recherche est d'analyser la littérature « djihadiste » afin de produire un discours anti-radical, qui vise à développer des moyens numériques pour résister à l'utilisation des plateformes numériques et des médias sociaux en tant que stations de recrutement dirigées contre l'extrémisme violent. Un programme du projet MEDIT a également été présenté à :

Analyser le comportement des utilisateurs de médias sociaux en utilisant des données volumineuses

Développer une application de surveillance conçue pour permettre aux parents de disposer d'un appareil numérique leur permettant d'éviter que leurs enfants ne soient attirés par des voies extrémistes pouvant mener à la violence

Le développement de jeux éducatifs diffusant des discours contre la rhétorique de l'extrémisme, qui devrait être publié dans les établissements d'enseignement

L'achèvement de deux vagues d'enquêtes sur les perceptions des citoyens tunisiens du phénomène de l'extrémisme violent, ainsi que de huit groupes de discussion et analyse d'informations à fournir par le Centre de recherche en sciences numériques à Sfax

Cours de formation pour le personnel pénitentiaire et réforme du traitement des prisonniers dans des affaires de terrorisme

Formation des formateurs de la prison et du personnel de réforme

Représentations théâtrales d'un non-quart d'une pièce terroriste accompagnées de tables rondes dans les prisons

Un convoi pour la paix, comprenant 24 gouvernorats tunisiens avec le choix d'une zone urbaine et d'une zone rurale, au cours duquel des réunions de sensibilisation à la programmation des jeunes scouts ont été organisées dans le but de diffuser le contre-discours au niveau local.

Accompagner les personnes détenues et plus susceptibles de se polariser vers l'extrémisme violent et de réaliser des projets susceptibles de créer un facteur de stabilisation face au phénomène de l'extrémisme violent.

Le deuxième projet est le projet des responsables des plates-formes de réseaux sociaux visant à sélectionner un groupe de jeunes qui représentent des histoires de réussite au niveau local ou au niveau de l'institution éducative et leur permettent, à partir d'un éventail

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

de mécanismes, de créer des plates-formes de dialogue visant à diffuser le discours contre la rhétorique de l'extrémisme violent.

L'activité du camp de la paix, qui regroupera 20 établissements d'enseignement répartis dans trois États, vise à créer des plates-formes de dialogue direct avec de jeunes collèges et lycées sur le problème de l'extrémisme violent par le biais d'une médiation sociale et culturelle. Jeu de rôles pour créer une discussion approfondie des élèves sur le phénomène.

5. Organisation néerlandaise de la sécurité humaine

Outre plusieurs programmes parmi les composantes de la société civile tunisienne et néerlandaise, qui ont joué un rôle important dans la réalisation de l'Organisation pour la sécurité humaine, il a conclu un accord commun avec l'Institut arabe des droits de l'homme intitulé "Approfondir la compréhension de la sécurité humaine et du phénomène de l'extrémisme violent" La Tunisie et les Pays-Bas se rendent mutuellement visite et lisent des expériences communes en matière de prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme. Ce qui est le résultat d'un plan visant à développer les relations et les expériences entre les deux pays.

6. Institut international de la justice et de l'état de droit.

Les fonctions et activités de l'Institut comprennent des sessions de formation qui renforcent les compétences des législateurs, des juges, des procureurs, de la police, des agents pénitentiaires et d'autres responsables de la justice sur la manière de traiter le terrorisme et les activités criminelles transnationales connexes dans le respect de la loi. Plus généralement, l'UNIDIR renforce les systèmes de justice pénale et les réseaux régionaux de juges, de policiers et de praticiens de la justice pénale afin de promouvoir la justice, la sécurité et les droits de l'homme. L'Institut s'intéresse en particulier aux États qui cherchent à élaborer des approches fondées sur l'état de droit aux problèmes de sécurité tels que le terrorisme et d'autres activités criminelles transnationales.

Parmi ses activités en Tunisie dans le domaine de la lutte contre l'extrémisme violent, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée en 2017,

Atelier sur le "Mémoire de Neuchâtel sur la justice pour mineurs dans le contexte de la lutte contre le terrorisme". L'atelier, soutenu par la Suisse, a réuni 40 praticiens de la justice pour mineurs et de la lutte contre le terrorisme du Royaume-Uni, du Kenya, du Kosovo, du Liban, du Nigéria, des Philippines, du Sénégal, du Sénégal et de la Tunisie, ainsi que des experts de l'Observatoire international de la justice, des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice, Le séminaire a eu lieu à l'Institut de justice internationale et de droits de l'homme de Syracuse, à Syracuse, en Italie.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

L'atelier de deux jours a été organisé au moyen d'exercices réalistes pour quatre petits groupes, obligeant les participants à travailler à travers une série de stéréotypes réalistes impliquant des événements (jeunes).

Les résultats contribueront à la création d'une série de notes de praticiens reflétant l'expérience et les conseils des pays pour traiter des questions sensibles aux droits de l'enfant dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, sur la base du mémorandum de Neuchâtel. Différents praticiens ont participé à l'atelier, notamment des représentants des forces de l'ordre, des procureurs, des magistrats, des avocats, des systèmes de correction, ainsi que des activités d'éducation et de protection sociale.

7- Prévention de l'extrémisme violent - Tunisie : OPEV- Tunisie

L'Observatoire pour la prévention de l'extrémisme violent a été fondé à la suite de la Conférence de Barcelone en 2017 à l'initiative des forces de la société civile des associations et organisations internationales et tunisiennes. L'Observatoire vise à promouvoir la prévention de l'extrémisme violent et de la paix. À ce jour, l'Observatoire compte trois branches dont la Tunisie, sous le nom d' « Observatoire pour la prévention de l'extrémisme violent », Tunisie. Le bureau de Tunis est composé de:

- Institut international des mouvements non violents - Espagne
- Association Free Vision - Tunisie
- Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme - Tunisie
- Union générale tunisienne du flambeau - Tunisie
- Association tunisienne des femmes démocrates - Tunisie
- L'organisation italienne GVC

Depuis sa création en 2017, l'Observatoire a mis au point un programme complet de lutte contre l'extrémisme violent. Dans ce contexte, son programme pour la Tunisie

8. Projet de paix- (salam)

Le projet Peace vise à prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme et à atteindre son objectif de contrôler un plan en fonction des éléments suivants:

- Diagnostic complet des facteurs et des moyens de l'extrémisme violent par le biais d'une étude de terrain menée dans six États, à savoir la Tunisie, l'Ariana, Kasserine, le Kef, Tataouine, Médenine et les six gouvernorats, sélectionnés dans huit districts.
- Recherche spéciale dans l'espace carcéral liée au terrorisme et à l'extrémisme violent

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- établir une carte des activités de la société civile et des institutions publiques visant à prévenir l'extrémisme violent dans certaines parties du pays tunisien.

9-Forum tunisien des droits économiques et sociaux FTDES

Le Forum tunisien des droits économiques et sociaux a été créé en 2011 en tant qu'organisation non gouvernementale indépendante. Il œuvre pour la défense des droits économiques et sociaux aux niveaux national et international. Le Forum travaille également sur le droit du travail, les droits des femmes, les droits environnementaux et les droits des migrants. Le Forum soutient et englobe également les mouvements de protestation au niveau national et la coordination nationale des mouvements de protestation.

Le Forum s'est également concentré sur le phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent en Tunisie et a créé en 2016 un centre spécialisé appelé Centre tunisien de recherche et d'études sur le terrorisme, qui a préparé une étude intitulée "Le terrorisme en Tunisie à travers les dossiers judiciaires", présentée le 26 octobre 2016

10-centre de l'islam et la démocratie

Des programmes de sensibilisation liés à l'islam et à la démocratie. Fondé en 1999, il est américain - un Tunisien proche de l'islam politique. Dans le cadre de la mise en œuvre de ses programmes, le Centre travaille à la conclusion d'accords avec

- Établissez un plan concret de prévention de l'extrémisme violent sur la base des résultats de l'étude dans les six États.

Une organisation spécialisée dans le domaine des études et des programmes de sensibilisation liés à l'islam et à la démocratie. Fondé en 1999, il est américain - un Tunisien proche de l'islam politique. Dans le cadre de la mise en œuvre de ses programmes, le Centre travaille à la conclusion d'accords avec le ministère tunisien des Affaires religieuses.

Projet:

Le Centre pour l'islam et la démocratie met en œuvre un projet intitulé "Main dans la main pour combattre l'extrémisme et le terrorisme". Le programme vise à créer 400 acteurs religieux pour les former et développer leurs compétences pour persuader les gens et inculquer les valeurs de démocratie, de tolérance et d'acceptation de l'autre. Le projet a été lancé en décembre 2017 et sa période de mise en œuvre est de 18 mois.

11. Projet Fondation face-Bizerte

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Institution publique créée en 1993 en France par des propriétaires de petites et moyennes entreprises. Il lutte contre l'injustice sociale chez les jeunes et compte plusieurs branches, dont celle de Bizerte.

Projet:

Le projet, lancé par la branche de Bizerte avec le soutien de la Fondation Mère en France, a pour objectif de fournir des séances d'information sociales, professionnelles et sanitaires aux jeunes détenus ,après la fin de la peine de liberté pour extrémisme religieux afin de résister et de réduire l'extrémisme chez les jeunes Tunisiens.

Le programme pratique s'adresse aux régions suivantes: Sidi Bouzid, Sousse, Béja et Tunis, lancé en mars 2018. Les outils pratiques d'intervention ont été définis de mars à décembre 2018. Le programme a également été consacré en 2019 à la formation des participants directs au projet et à informer le jeune de travailler avec lui depuis la prison ou les réformateurs. Le programme se poursuit en 2021 où toute l'expérience est évaluée.

Le projet vise à accorder une attention particulière à l'intégration sociale, économique et professionnelle des démobilisateurs et renforcer la capacité des acteurs locaux dans le processus d'intégration;

Pour atteindre ces objectifs, les axes suivants ont été définis:

- Un programme de formation pour les acteurs locaux en matière de prévention de l'extrémisme et de suivi des jeunes impliqués dans des cas d'extrémisme violent, sortis de prison ou en réforme.
- Coordination entre le cadre pénitentiaire et les institutions économiques impliquées dans le projet.
- Des ateliers de formation pour des projets destinés à ces jeunes, qui constitueront une base spécifique pour les former aux outils d'intégration sociale et au domaine du travail et des projets et pour relier les relations entre eux et les institutions finançant leurs projets.
- Assistance directe sur le logement, la santé et les procédures administratives
- Organisation d'activités socioculturelles
- Assister les jeunes démobilisés dans leurs activités
- Financement d'une vingtaine d'initiative s et suivi d'environ 200 cas d'intégration.

12- SFCG

SFCG est une organisation non gouvernementale vouée à la promotion de la paix et de la stabilité dans les sociétés. Fondée en 1982, elle a son siège à Bruxelles et à Washington.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

L'Organisation de recherche Common Grounds et l'Organisation internationale de réforme de la justice ont conclu un accord de partenariat avec le Ministère de la justice, qui vise à réduire l'impact des prisonniers impliqués dans des actes de violence et de terrorisme et à les intégrer et les réhabiliter dans le cadre du programme de lutte contre l'extrémisme dans les prisons.

Dans le cadre de cet accord, un programme de formation a été mis en place à l'intention d'une cinquantaine de cadres pénitentiaires et réformés afin de renforcer leur capacité à faire face aux éléments extrémistes des prisonniers. Le programme de formation a également traité de plusieurs expériences internationales pour tirer profit des

13- Institut de la paix et des générations de paix des États-Unis

L'Institut de la paix des États-Unis, une institution fédérale américaine, a été fondé en 1984 à Washington. La Fondation œuvre pour la paix par l'éducation, la formation et la recherche. (The Generations of Peace) est une organisation jordanienne internationale créée par le prince Faisal Bin Hussein en 2007 pour œuvrer en faveur de la paix dans le monde. Il compte environ 50 succursales dans le monde.

Un partenariat a été établi en 2016 entre les deux institutions pour mener à bien un projet de recherche de deux ans dirigé par l'Institut Ajyal pour la paix, qui vise à améliorer la connaissance des interventions et des mesures programmatiques soutenant l'individu et la communauté ne recourant pas à la violence extrémiste en Tunisie.

Le programme « Ajyel essalam »(les générations de paix), qui couvre six gouvernorats tunisiens, a été lancé et vise à promouvoir la non-violence des jeunes par le biais d'activités sportives et artistiques positives. L'Institut Ajyal pour la paix travaille avec l'Académie tunisienne de développement de la jeunesse en utilisant diverses méthodes de collecte d'informations pour identifier les comportements des jeunes marginalisés dans les zones défavorisées et défavorisées qui sont les plus vulnérables à l'extrémisme et rejoignent des groupes radicaux.

14-Organisation des avocats sans frontières (ASF)

Est une organisation établie opérant dans la plupart des pays du monde, en particulier le continent africain, les pays d'Amérique du Sud et l'Asie. Ses activités portent sur les droits, la liberté d'expression et la défense des journalistes, en particulier sur la conformité des lois et procédures avec les pratiques réelles des agences gouvernementales officielles.

L'organisation des avocats sans frontières s'appuie notamment sur des études et des formations. Par conséquent, nous les retrouvons en Tunisie qui s'occupent du décanat d'avocats, du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur. Cependant, après la propagation du phénomène terroriste en Tunisie, de nombreux accords de travail et de

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

coopération ont été conclus, mais nous ne concluons pas d'études ni d'ateliers de dialogue sur l'extrémisme violent et la prévention.

FTDES et ASF travaillent sur un nouveau projet: la Conférence nationale sur la prévention du terrorisme. Le projet vise à former une alliance d'associations de la société civile pour élaborer un plan concret de prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme. Le projet est:

- Premier atelier sur le diagnostic et la discussion générale sur l'extrémisme violent et le terrorisme entre les parties concernées, en particulier un deuxième atelier visant à cristalliser une vision générale sur un plan national de prévention de l'extrémisme violent.

- l'achèvement d'une conférence nationale au cours de laquelle les résultats des ateliers et la publication d'un plan d'action adopté par les associations de la société civile et leur mise en œuvre en fonction de leur potentiel.

15-Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme EUROMED

Le réseau Euromed est un réseau d'organisations et d'associations méditerranéennes qui a été créé en 1997 et regroupe 82 organisations réparties dans 30 pays de la région méditerranéenne. Et travaille au développement de partenariats entre ONG pour la promotion des droits de l'homme dans le cadre de la déclaration de Barcelone.

Le réseau est établi en Tunisie depuis 2011 et sa mission était de soutenir les organisations de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme dans le domaine des droits de l'homme, en particulier des femmes, à travers l'approche genre.

Le réseau relie également les relations de travail et la mise en réseau des organisations de la société civile tunisiennes et méditerranéennes.

Dans le domaine de la prévention, comme l'extrémisme violent et le terrorisme, le réseau a annoncé à 46 organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme une campagne nationale contre le terrorisme et le respect des droits de l'homme sous le slogan "Non au terrorisme, oui aux droits de l'homme".

Au cours du mois d'avril 2016, en envoyant un message à la population tunisienne et en menant à bien des flashs d'information éducative et une campagne de sensibilisation à travers la caricature.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La mise en place des groupes de discussion : FOCUS GROUPS

1. PREFACE

Dans le contexte d'une connaissance plus approfondie de la réalité des parties participant à l'étude de l'extrémisme violent et du terrorisme, et à travers l'incarnation du principe de partenariat avec les associations de la société civile dans le travail et la mise en réseau afin d'assurer le plus grand succès possible dans la prévention et la résistance à l'extrémisme violent et au terrorisme par les cibles énumérées dans Par la reconnaissance des associations par la rencontre de chaque côté. Nous avons ciblé un groupe de discussion dans chaque État et les objectifs ont été définis par:

- 1 - Utiliser ses expériences et son expertise dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme
- 2- Mieux connaître les spécificités des régions dans lesquelles elles opèrent
- 3 - reste la véritable entrée dans n'importe quel travail de terrain dans la région

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

4 - aider à fournir à ceux qui vont le questionner et le protéger tout en faisant son travail

5. Leur participation aux résultats du questionnaire

6- Profiter de leurs suggestions pour préparer le programme de travail à mener dans leurs régions pour contribuer à la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme

2. Méthodologie pour la formation de groupes de discussion

Nous devons d'abord reconnaître que l'objet de l'étude sur l'extrémisme violent et le terrorisme demeure une barrière psychologique et une dimension sécuritaire de la majorité des citoyens et même d'une partie importante de la société civile. Par conséquent, il est nécessaire de se préparer à de nombreux problèmes de communication avec les personnes d'abord sur le sujet et de convaincre les sociétés civiles des zones concernées d'étudier la faisabilité du travail et son importance et de briser la barrière du terrorisme et de l'extrémisme violent de l'imagination publique de la population.

Face à tous ces défis, nous avons essayé de cibler la méthodologie et de marcher prudemment dans le même temps afin de cibler les groupes de discussion de l'étude concernée. Nous entendons les six États: Tunis, Ariana, Kef, Kasserine, Médenine et Tataouine.

La méthodologie est basée sur:

- La sélection de deux ou trois associations qui possèdent l'expérience, les compétences et l'expérience sur le terrain qui leur permettront d'élargir le réseau d'associations de la région, en plus de disposer de la crédibilité comme condition préalable pour les traiter dans ce projet, qui est en soi un défi.

- Travailler pour pousser les associations sélectionnées en premier lieu à élargir la boule de neige, ce qui signifie une augmentation croissante du nombre d'associations impliquées directement ou indirectement dans la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme, que ce soit à travers des projets terminés ou des activités, des manifestations, des publications ou d'autres travaux liés à la prévention De l'extrémisme violent, en particulier chez les adolescents, les jeunes et les femmes

La méthodologie est basée sur le suivi continu du développement des relations des associations du réseau à travers le développement des étapes de préparation de l'étude

Un résumé du projet de paix et du sujet de l'étude a été préparé et distribué à tous les groupes participant aux groupes de discussion afin d'établir un niveau unifié d'information et, partant, un niveau de conscience unifié de l'importance de l'étude que nous préparons.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Tataouine est l'un des groupes les plus faciles à cibler car nous avons trouvé un réseau d'associations au sein du réseau d'associations Tataouine, qui compte environ 13 associations. Deux seulement n'ont pas répondu à l'appel.

Il convient également de rappeler que se focaliser sur le groupe de discussion en Tunisie nécessite un effort multiplicateur pour les intérêts divers, divers et variés des associations de la société civile au niveau central. Ariana est proche de la capitale et il est difficile de trouver des associations structurées possédant une expertise suffisante en extrémisme violent et en terrorisme. L'expérience de la première association, qui était liée à l'association en plus du "KAFA", était cruciale pour élargir le réseau d'associations dans la région.

- Proposition de quartier ou quartiers qu'ils considèrent comme un échantillon typique de l'entité pour mener le travail d'enquête, suivis des villes avec des données sur la présence de groupes terroristes ou d'incubateurs dans la région, en plus des formes de propagation de l'extrémisme violent

- Nous tenterons d'analyser et de neutraliser les causes de l'extrémisme violent et du terrorisme et de définir ainsi une perception générale de la prévention.

1 - gouvernorat de l'Ariana

En ce qui concerne le gouvernorat de l'Ariana, le groupe de discussion était composé de trois associations travaillant au sein de projets visant à lutter contre la violence extrême:

Assemblée kafa : (Assez) «Stop»

Travaille en partenariat avec Psychologue France, une association composée principalement de psychologues et a quatre projets spécifiquement destinés aux jeunes.

- Le premier projet concerne la lutte contre la violence extrémiste dans les écoles: 12 écoles primaires en partenariat avec l'OPAC.

- Le deuxième projet concerne le travail avec 47 auberges de jeunesse en Tunisie à travers la présentation de films et la discussion dans le contexte de la formation des jeunes au dialogue et à l'expression dans l'espace familial.

- Le troisième et nouveau projet vise à activer les quartiers universitaires à travers la présentation de films et de discussions sur les victimes du terrorisme et de leurs familles et la violence à l'égard des femmes. Le projet vise à passer d'un projet à un festival étudiant méditerranéen.

- Le quatrième projet concerne la réhabilitation psychologique de toutes les victimes de violences sociales.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Association : La citoyenneté

Il a été fondé en 2017 et vise à former les citoyens, en particulier les jeunes, sur les valeurs, le leadership et la résistance à la violence par le dialogue et la compréhension de l'autre.

Le groupe cible des activités de l'association: enfants et adolescents, l'accent est mis sur les écoles et les universités.

L'association est active en partenariat avec les chambres des jeunes, en particulier la chambre des jeunes au paradis.

La Société a mené à bien un projet intitulé "Festival de la paix" avec le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), qui vise à promouvoir la paix et la coexistence pacifique entre les peuples.

Association des citoyens tunisiens

Fondée en 2012, elle vise à éduquer les jeunes à la citoyenneté démocratique. Le travail de l'association est axé sur les jardins d'enfants et les écoles en coopération avec le Département de l'enfance et des femmes. Dépend du théâtre et de la musique pour atteindre son objectif principal.

Association de citoyenneté et de solidarité

Il s'agit d'une société civile créée en 2014 et qui s'emploie à approfondir le sens de la citoyenneté et de l'état civil et à instaurer une culture de la solidarité. L'Association a mené à bien de nombreux projets au niveau national, notamment régional. Tels que les convois de solidarité avec les zones qui ont connu des actes terroristes. Dans ses travaux sur le terrain, la Société intègre les domaines de la solidarité matérielle et morale. Au cours de l'été 2017, un programme de formation et de formation sur le terrain destiné aux jeunes sur la participation à l'action municipale visant à lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme s'est tenu à Souktra avec le titre "2030". Le projet a été financé par Rosa Luxemburg.

Association : Future de la jeunesse

Une association de jeunes créée en 2013 a pour objectif de défendre le droit des jeunes de diriger le pays. Par la formation des jeunes sur la responsabilité. La Société travaille sur la dimension préventive dans le domaine de la protection des jeunes contre la délinquance, la drogue et la prévention du terrorisme. L'assassinat de Shoukri bel-aid a été crucial pour la participation de l'association à la lutte contre le terrorisme et à sa prévention, en particulier chez les jeunes. L'association collabore avec l'Association des citoyens tunisiens à des campagnes de sensibilisation dans les instituts et les lycées sur la prévention de l'extrémisme, du terrorisme, de la drogue et de la violence sociale.

Association AL-chebii pour le développement culturel et social

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Une association de jeunes créée en 2016 sous le nom de poète tunisien Abu Al-Qasim Al-Shabi. Il promeut la culture du dialogue et de la paix fondée sur la culture. Les séminaires intellectuels sont organisés dans les domaines de la culture, de la poésie, de la prose et de la littérature, en particulier du produit de jeunes étudiants et d'étudiants. Travaille actuellement à un concours régional sur la littérature sur la prévention du terrorisme en coopération avec l'Association tunisienne pour l'éducation et la famille en Ariana.

Société de préservation du patrimoine en Ariana

Association urbaine spécialisée dans la protection du patrimoine régional et national. A été créée en 2011 et œuvre à la préservation et à la protection du patrimoine matériel et immatériel. Ce qui la rend unique dans son activité, c'est qu'elle a fonctionné depuis les premières opérations terroristes et l'attaque salafite sur le patrimoine, les monuments et les tombeaux des justes parents pour sensibiliser la population aux dangers de ces pratiques terroristes et la sensibiliser à son rôle direct dans la protection de leur patrimoine et de leurs monuments et de leur culture contre la culture de la mort qu'ils procurent. Un projet de sensibilisation a été mené à bien lors de Sidi Bou Saïd et d'événements religieux, en particulier pendant le mois du patrimoine d'Avril chaque année.

En ce qui concerne l'ampleur des manifestations d'extrémisme violent et de terrorisme dans le gouvernorat d'Ariana, les associations actuelles ont souligné que le mandat représentait, au cours des années 2012-2015, un incubateur majeur pour les groupes terroristes, soit en soutenant soit en fournissant un soutien financier et un hébergement, comme ce fut le cas pour les groupes qui ont assassiné Mohammed Brahimi, qui s'est installé à E- Nassim et Rawed.

L'État, en particulier à E-Nassim, Rawed et Mnihlah, a également représenté d'importants sites de polarisation pour les djihadistes se rendant en Syrie. Sachant que des caches d'armes majeures ont été découvertes dans la région de Manille, dans l'état de l'Ariana.

Alors que le phénomène a commencé à se réduire en Ariana avec le déclin de l'apparence publique des salafites, des cellules dormantes existent toujours, en particulier dans les quartiers populaires comme Al-Naseem, qui a été unanimement proposé par le groupe de discussion comme lieu de travail du questionnaire constituant un échantillon typique de l'état d'Ariana.

2. gouvernorat de Tunis

Compte tenu de l'importance du gouvernorat de Tunis et de son poids démographique et institutionnel en tant que capitale de l'État, le groupe de discussion de cet État comportait deux étapes. Les associations et organisations suivantes ont été impliquées:

Association tunisienne des femmes démocrates

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

L'Association travaille sur plusieurs sujets directement liés aux femmes victimes de violence, de torture, de terrorisme, de paix et de sécurité. En raison de l'héritage de l'Assemblée, elle a achevé ou est sur le point d'achever environ dix-sept projets, le plus important en ce qui concerne le terrorisme et l'extrémisme violent.

- Projet de paix
- Projet Elhem Marzouk
- Projet 1325 Paix et sécurité des femmes
- Projet de victimes de torture en raison de la situation en Libye.
- Lecture critique de la résolution 1325.
 - Le domaine de 1325 s'étend aux femmes en général
 - Femmes et enfants

Union générale des étudiants tunisiens.

L'Union générale des étudiants tunisiens est une organisation étudiante représentant tous les étudiants. Par sa relation directe avec le segment le plus important de la société, l'organisation étudiante tente de mener à bien toute une série d'actions dans le domaine de la prévention du terrorisme et de la violence extrême.

- Conférences et séminaires contre le terrorisme
- Sessions de formation communes avec d'autres organisations
- Recherche académique contre le terrorisme et l'extrémisme violent
- Action culturelle dans le contexte de l'extrémisme violent et du terrorisme

Union des diplômés chômeurs. (UDC)

Fondée en mai 2006, pour lutter en faveur de la création d'emplois pour les propriétaires de martyrs, pour lutter contre la corruption et pour donner des idées en vue de réduire le taux de chômage en Tunisie, l'un des projets les plus importants.

- Une lecture du phénomène de l'extrémisme violent, concluant que l'extrémisme est lié à l'appareil d'État en tant que responsable des conditions qui conduisent au terrorisme et à l'extrémisme violent.
- Le rôle de la société civile et des organisations en Tunisie dans la mise à nu des institutions qui contribuent à l'extrémisme violent et au terrorisme et sont responsables de la politique systématique en la matière.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- L'expérience de la populaire université du district de Sidi Hussein-Sijoumi en 1864, qui s'est efforcée d'intégrer les jeunes marginalisés et marginalisés dans le cadre social grâce au travail culturel et à l'auto-innovation.

Les Artivistes

Fondée en 2018, l'association a pour objectif de faire de la contestation un art de théâtre "d'art de protestation" et de parrainer toutes sortes d'art, y compris la musique, le cinéma et l'art. C'est une association de défense des droits culturels et sociaux.

Parmi ses objectifs:

- Défendre les droits de l'homme à travers l'art.
- La citoyenneté est la base du processus créatif et artistique.
- Défendre les problèmes justes.

De ses projets:

- **Théâtre d'images** (Théâtre des opprimés) en coopération avec ASTA

Association : controverse

Fondée en 2011, Makhtar est une association culturelle qui a pour objectif de sensibiliser les jeunes et les enfants aux valeurs de la citoyenneté et à ses projets:

- Des médias citoyens dans toutes les zones rurales et les quartiers, couvrant les problèmes de la technologie à travers le journal électronique (Journalisme mobile)
- Cours particuliers pour les étudiants de la région.
- Donner aux jeunes les moyens d'utiliser la technologie dans les bonnes voies en présentant directement la réalité.
- Peinture sur les murs dans les écoles sous le thème de la résistance.
- Projets futurs (Télé mobile) en sensibilisant les jeunes aux techniques disponibles de la photographie et à la préparation de films et de clips vidéo au moyen de téléphones intelligents

Association mon art contre moi

L'association a été fondée en 2013 et a été initiée par une initiative volontaire sur le street art sous toutes ses formes et activités.

- jouer contre eux la revendication des martyrs de la révolution

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- La mise en place de quatorze camps techniques de formation aux arts de la rue et à la citoyenneté, à la défense des femmes et à la résistance au terrorisme, ainsi que 28 représentations théâtrales présentées à de nombreux endroits.
- La pièce "Hafhouf" a été réalisée en utilisant des moyens manuels et en travaillant sur les paroles et la musique d'œuvres d'art engagées.
- La pièce "soif" et adopte le numéro de Shoukri bel aid

Cette association regroupe tous les jeux de tous les côtés et de toutes les rues

Association de théâtre pour enfants

C'est un projet des frères Agareb et de leurs réalisations

- la vie est art
- Carna Art
- balcon
- Narrateur

Association activant le droit à la différence

L'association possède une expérience sur le terrain pour criminaliser et prévenir le terrorisme et pour résister à l'extrémisme en coopération avec UNU Femme. Les travaux se sont limités à Jerzouna et à Douar Hlcher. Et en particulier avec les femmes, les enfants et les jeunes de la région, avec l'organisation d'une pièce de théâtre sur l'extrémisme avec des enfants en coordination avec le Centre d'intégration et le Centre pour l'enfance.

Travail individuel: Amal al-Shawaibi

Health Club, en coopération avec l'association pour la santé mentale, à créer des clubs de santé mentale dans les écoles et les universités et à partir de ses travaux

- Travailler à l'apparition de terroristes et identifier l'apparition de personnes exposées au terrorisme
- Étendre le projet à plusieurs autres districts
- Travailler avec les adolescents et les sensibiliser aux changements physiques et psychologiques qui accompagnent cette période.

Les associations et organisations qui ont participé au groupe de discussion ont souligné que la Tunisie avait été le théâtre de nombreuses opérations terroristes et était donc le centre du poids de ces groupes, en particulier de leurs incubateurs sociaux dans des quartiers

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

populaires tels que Sedjoumi, Jebel Hleem, Sidi Hussein, Kabaria et Rosary. . La multiplicité et la complexité de la vie dans l'État facilitent la pénétration de ces groupes extrémistes et leur attrait pour les jeunes handicapés et désespérés de la vie.

Les quartiers suivants ont été proposés comme champs du questionnaire: quartiers 25 juillet à Sidi Hussein, district d'Al-Nour à Kabaria et Jabal al-jaloud.

3. gouvernorat de Medenine

Compte tenu de l'activisme civique de Zarzis et du grand activisme de la société civile par le biais de l'alliance civile établie en 2016 après l'opération terroriste Ben Qardan. Nous nous sommes concentrés sur Zarzis pour établir un groupe de discussion pour la région.

Association Dar Hassi Al Jerbi

Est une association éducative éducative en environnement avec plusieurs projets et initiatives, y compris

- Un projet de bibliothèque citoyenne, fournissant une bibliothèque avec chaque gare routière
- Organisation de cours particuliers pour les sixième et neuvième années d'enseignement primaire
- Voyages de nettoyage et campagnes pour que les enfants développent un sens de la citoyenneté et de la responsabilité
- Organisation de cours particuliers pour les enfants vivant à l'étranger dans des mosquées (arabe, coran et excursions).

Association essenindh à Benguerdenne

C'est une association pour les entrepreneurs sans emploi et sans emploi:

- Formation en langues
- Formation dans les domaines du projet et du support technique
- Cette association a participé aux mouvements de la société civile à Ben Kordan contre le terrorisme et la violence extrémiste.

Chambre internationale de la jeunesse à Zarzis (JCI)

La Chambre de la jeunesse a participé à des mouvements de la société civile contre le terrorisme et l'extrémisme violent et a initié une correspondance juridique et administrative incluant des positions opposées à la situation régionale et au développement du terrorisme et de l'extrémisme violent.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Union Nationale des Femmes Tunisiennes

Le travail de l'union des femmes tunisiennes comprenait plusieurs projets liés au terrorisme, à la culture, à l'éducation et à la formation.

- Les projets intégrés sont axés sur le terrorisme et incluent des expériences réelles de personnes qui ont vécu cette expérience et sont rentrées dans leur pays.
- Projets impliquant le travail avec les mères sur l'éducation civique.
- Une cellule d'écoute pour les enfants de 6 à 18 ans.
- Des séminaires de dialogue pour attirer les jeunes et leur composition sur l'importance de l'éducation avant de penser à la migration.

- Les projets futurs travailleront conjointement avec les États de Tataouine et de Gabès avec des enfants de 9 à 13 ans et de 14 à 18 ans pour consolider la culture de la citoyenneté.

Association des chômeurs de Zarzis

L'Association des employeurs de chômeurs œuvre depuis 2011 pour soutenir la présence de jeunes à des postes de responsabilité et pour présenter des propositions visant à résoudre le problème du chômage des jeunes. Les années 2014, 2015 et 2016 ont également organisé des événements de sensibilisation destinés aux jeunes contre la migration irrégulière et aux réseaux de transfert vers des points chauds, en particulier depuis que Zarzis est proche du conflit en Libye

Association tunisienne des chômeurs pour Beni- Khedesh

C'est une jeune association qui a débuté l'année 2012 et qui œuvre pour l'intégration des personnes handicapées dans la vie économique et sociale. Un certain nombre de cours de formation ont été organisés dans le domaine de l'insertion professionnelle des jeunes handicapés, ainsi que des campagnes de sensibilisation visant à encourager les jeunes à travailler de manière volontaire et à s'occuper des affaires locales afin de garantir leur liberté et leur implication dans des réseaux de terrorisme et d'extrémisme violent qui se sont étendus dans les régions méridionales après 2011

Association pour la citoyenneté et les droits de l'homme

Une société civile formée après 2011 a axé ses objectifs sur le développement d'une culture de la citoyenneté parmi la population et la défense de ses droits économiques, sociaux et civils. Il était particulièrement préoccupé par la participation des jeunes dans le domaine des affaires publiques et par la défense des libertés individuelles et collectives afin que les jeunes assument désormais le fardeau de la responsabilité. Cela a également permis de développer un sens de la citoyenneté face à la pensée Takfiri de la région et à l'appel de

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

l'Etat. Il a également organisé de nombreux séminaires de sensibilisation dans des instituts et espaces publics, notamment à l'occasion de l'élection des candidats aux élections.

En ce qui concerne la présence et la propagation des manifestations d'extrémisme violent et de terrorisme dans l'État de Médenine, les associations et organisations qui ont participé au groupe de discussion ont souligné que les civils et d'être un État frontalier avec la Libye, et au vu de ce qui se passait, étaient le théâtre de nombreuses opérations terroristes, comme les années 2012-2014. La zone des grands entrepôts d'armes en Tunisie par les partisans de la charia et de tous les terroristes dans une alliance organique avec des passeurs et des bandes de criminels organisés. La multiplicité et la complication de la situation de sécurité et des zones frontalières militaires et autres pendant le règne de la troïka ont facilité le travail de ces groupes extrémistes et leur ont permis de Polarisation de l'alun B inactivés et désespérant de la vie. Les quartiers proposés par le groupe de discussion sont: Houmt Al-Sardouk (centre-ville), le quartier Al-Shamakh et le district d'Al-Basateen. Tous ces quartiers de Zarzis.

4- Gouvernorat de Tataouine

Le groupe de discussion dans l'état de Tataouine comprenait des associations de la société civile, multiculturelles, éducatives et des droits de l'homme.

Association Ilel

Association culturelle éducative pour les enfants, elle dispose d'un centre de réadaptation pour enfants autistes et de projets et d'initiatives dans le domaine de la prévention de l'extrémisme et de la prévention de l'immigration clandestine.

Association Nour Tataouine

Est une association culturelle qui compte de nombreuses expériences et initiatives dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la violence à l'égard des jeunes et de la lutte contre le terrorisme et la violence par la culture.

Conseil régional des Associations: Réseau d'associations

Il regroupe un grand nombre d'associations culturelles, éducatives et juridiques (environ 13 associations) qui défendent les femmes, les jeunes et les enfants. Le Conseil régional s'emploie à sensibiliser les autorités frontalières et à leur enseigner les moyens de prévenir le terrorisme et la violence.

Les associations et organisations qui ont participé au groupe de discussion ont souligné que Tataouine, en particulier la région de Remada, était une source de terroristes, en particulier pour la Syrie, et que sa position frontalière en faisait un lieu de transit pour les armes, les

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

terroristes et les passeurs qui se rencontraient dans le même objectif de saboter le pays économiquement et économiquement. Il est facile de sauter sur eux.

Le gouvernorat de Tataouine, en particulier dans les zones proches de la frontière libyenne, reste un foyer de terrorisme, d'extrémisme violent et de gangs criminels organisés. Les participants aux groupes de discussion participant au mandat ont suggéré les districts suivants: oued algamh ou cite al-Nur à Tataouine North ou Almalajji ou le district aéroportuaire de Rameda

5- Gouvernorat d'el-Kef

Pour la réunion de l'ECG, il y avait huit associations actives sur le terrain, respectivement:

Association pour l'entretien et le développement de la ville de Kef

C'est une association fondée en 1978. Son objectif principal est de préserver la ville et de protéger le patrimoine matériel et immatériel, ainsi que de se développer. Elle a des projets dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la prévention et, après le 14 janvier 2011, s'est concentrée sur la création d'un réseau d'associations et a ouvert son siège (Dar al-Kahia) à toutes les associations. La Société est devenue un incubateur de toutes les initiatives et projets de la société civile sur le développement et la maintenance de la ville ;

Ses activités les plus importantes sont :

- Aborder le projet de conversion d'une église historique en mosquée qu'un groupe terroriste a tenté de faire en 2011.
- Protéger l'emblème historique de Makhoul de l'attaque d'un groupe salafiste.
- la protection et l'entretien des monuments religieux (église juive et mosquée juive)
- Protéger un patrimoine juif et le transférer au Musée des coutumes et traditions du Kef.
- Organiser des campagnes de sensibilisation et des formations pour les jeunes et les femmes sur la prévention de l'extrémisme.

Association Femmes et Citoyenneté

Fondée en 2011 et l'un de ses objectifs les plus importants

- Protéger les femmes et la famille de la violence et de l'extrémisme
- Un centre d'écoute spécialement dédié aux femmes victimes de violence a été mis au point. Protection des monuments archéologiques et historiques d'attaques terroristes.

Association d'équité

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Fondée en 2011, les objectifs les plus importants

- Intégration des filles défavorisées, des détenues et des toxicomanes dans l'espace économique et social
- A mené à bien plusieurs projets d'intégration, notamment dans le secteur agricole, auxquels ont participé plus de 20 personnes avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement et du Commissariat régional au développement agricole du Kef.

Union nationale des femmes au Koweït

Fondé dans les années 50, il œuvre en faveur des femmes et des enfants, en particulier dans le domaine de la lutte contre la violence à l'égard des femmes dans la société. De ses projets

- Réaliser un centre de formation pour femmes visant à leur intégration économique.
- Centre de rééducation des femmes économiquement et actuellement dans le domaine de la couture.
- Réalisation d'une enquête de terrain sur la violence à l'égard des femmes.

Union nationale des femmes au Kef

Fondé dans les années 50, il œuvre en faveur des femmes et des enfants, en particulier dans le domaine de la lutte contre la violence à l'égard des femmes dans la société. De ses projets

- Réaliser un centre de formation pour femmes visant à leur intégration économique.
- Centre de rééducation des femmes économiquement et actuellement dans le domaine de la couture.
- Réalisation d'une enquête de terrain sur la violence à l'égard des femmes.

Association de développement intégré Al-Kef

Fondé en 2011, il vise à étudier les causes de la marginalisation et de la pauvreté en tant que cause directe de la propagation de l'extrémisme violent. C'est l'un de ses projets

- Un projet de financement de l'Union européenne (UE) pour l'intégration des femmes dans le domaine économique dans la région d'Ain al-Karem, Sakia.
- Un projet à Sidi Rabeh sur le même thème et la création d'une société coopérative dans le domaine des agriculteurs.

L'association œuvre également pour impliquer les jeunes et les femmes dans les affaires publiques.

Association des détenteurs de certificat qui sont au chômage

- Assister les personnes handicapées et les aider dans la réalisation de leurs projets.
- Leur slogan est d'éliminer le terrorisme en éliminant le chômage.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Négocier et coordonner avec l'autorité pour résoudre les problèmes des personnes handicapées.

Réseau « Observateurs » (mourakiboun) du Kef

Outre ses tâches initiales liées à la surveillance des élections, le réseau s'est concentré sur la santé, en particulier sur les centres de santé de base. Complété son application d'informations dans les zones frontalières pour surveiller les installations des centres de santé de base

Toutes les associations présentes et impliquées dans le groupe de discussion du Kef ont convenu que l'État comprenait de nombreuses cellules terroristes, y compris le fait de rejoindre les montagnes et celles qui ont décidé de se transformer en cellules dormantes. Les zones frontalières et montagneuses sont également un refuge pour les terroristes. Les associations ont également souligné que, par leur travail sur le terrain, il est conclu que la réalité de la pauvreté, de la marginalisation et de la fermeture des horizons chez les jeunes, en particulier, offre des conditions propices aux incubateurs sociaux de l'extrémisme et du terrorisme.

Les quartiers suivants ont été proposés comme exemple typique de travaux sur le terrain: 1- Al-Kawarkiya (Tejrouine), 2- Ahmad Al-Shrishi (Kef Est), 3- Ain Barnoussa (Kef Ouest), 4- El-Oued (Dahmani)

6- Gouvernorat de Kasserine

Pour le gouvernorat de Kasserine, le groupe de discussion constitué d'associations a été constitué pour la plupart par les initiatives de la jeunesse du corps:

- Organisation « TUGAR »

Cette association a été fondée en 2011 et a eu plusieurs projets

- Un projet pilote pour la sécurité humaine: un projet pour les jeunes de 12 à 18 ans. L'objectif est d'empêcher les jeunes de l'extrémisme en adoptant des moyens culturels et récréatifs.

-Sensibiliser et éduquer les femmes rurales à la citoyenneté.

- Projet de lutte contre la corruption par le biais de campagnes de sensibilisation et de sensibilisation dans l'espace public.

-Projet d'autonomisation politique des femmes.

Association "Shâambi" pour la promotion de la culture numérique.

Les réalisations de cette association et ses projets:

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Radio « KFM » : (Kasserine FM)
- Organisation d'ateliers et de vidéos sur l'extrémisme économique, politique, social et religieux

Les Parties ciblées sont restées liées au secteur en question et ont inclus 20 personnes par session de formation (4 sessions).

Association de la jeunesse au service des femmes.

Cette association a été fondée le 23 février 2017, mais malgré sa création récente, elle a plusieurs projets, notamment:

- L'achèvement d'un centre d'audition pour femmes battues financé par le Fonds du FDHM a pour objectif de renforcer l'autonomie juridique des femmes par le biais de l'écoute, de l'accompagnement et du suivi.
- Projet de femmes entre réalité et législation: loi n ° 58 en coordination avec l'intérêt public concerné.
- Le projet d'éducation non gouvernementale dans le cadre de l'élimination de la violence à l'égard des enfants dans l'espace familial
- Encadrer et former les femmes prêtes à se marier dans le cadre de la culture sexuelle, de la parentalité, de la communication et de la dimension communicative.

Association : jeunes volontaires.

Fondée en juin 2018, tous ses membres sont actifs dans la société civile, en particulier dans le domaine de la prévention de l'extrémisme et de la violence.

- Le projet programmé: la formation des jeunes en intégration économique et sociale.

Association Jeunes actifs :

Fondé le 23 février 2018, il est spécialisé dans les activités culturelles et éducatives et a pour objectif d'informer les groupes cibles des enfants de 6 à 12 ans par des moyens culturels et éducatifs et par le jeu. Le deuxième objectif est de réformer le système éducatif par la revitalisation sociale et éducative.

Association « KHOTWA »(un pas) :

Fondée le 6 mai 2011, il s'agit d'une association culturelle qui œuvre au centre de la culture et des arts à Kasserine. Il compte sur la danse, la musique et le théâtre pour résister à l'extrémisme violent et à ses projets:

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Projet du festival de Kasserine: "Alwen" (couleurs): Ouvert à toutes les créations de jeunes de tous les domaines culturels, en coordination avec KFM avec des programmes de sensibilisation à la lutte contre la violence.
- L'achèvement d'une pièce de théâtre se trouve dans la présentation de la disposition relative à la réalité des prisons et des prisonniers en Tunisie.

Organisation mondiale pour l'amour, la réforme et le développement personnel.

Fondée en 2014, elle a pour objectif de réformer la société par la découverte, le progrès et le développement des talents pour différents segments d'âges, et dans tous les domaines. L'organisation a formé une équipe de football d'anciens consommateurs de drogue.

Toutes les associations présentes et impliquées dans le groupe de discussion de Kasserine ont convenu que le gouvernorat comprenait de nombreuses cellules terroristes, notamment le fait de rejoindre les montagnes et celles qui ont décidé de se transformer en cellules dormantes. Les zones frontalières et montagneuses sont également un refuge pour les terroristes. Les associations ont également souligné que, grâce à leurs travaux sur le terrain, il est conclu que la pauvreté, la marginalisation et la fermeture des horizons chez les jeunes, en particulier, offrent des conditions propices aux incubateurs sociaux de l'extrémisme et du terrorisme, surtout, dans les quartiers populaires, notamment, dans les zones rurales qui ont constitué et continuent d'être le fief terroriste de la région. Pour leur assurer la sécurité, l'information et la surveillance des éléments de sécurité en échange de sommes importantes.

Groupes de discussion des partenaires du projet "Salam"

L'organisation italienne :GVC.

Une organisation italienne formée dans les années 1970. Ses activités s'articulent autour des sujets suivants:

- le développement.
- Les interventions d'urgence en temps de guerre et de catastrophe.

Parmi ses projets les plus importants:

- Film pour les médias: (Média film) :un projet régional en Tunisie, en Égypte, en Palestine et en Jordanie, qui se préoccupe de la dimension de genre, à savoir le genre social
- Eco-Femmes: un projet visant à renforcer les capacités des associations de la société civile dans le domaine des coopératives de femmes en milieu rural. Il comprenait les gouvernorats de Kasserine et de Sidi Bouzid.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Projet de paix ; et le rôle de l'organisation est concentré sur le gouvernorat de Médenine. L'organisation attend des résultats de l'étude, pour préparer le programme afin d'intervenir dans la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme dans la région de Médenine.

- projet "Urgence " en Libye et est géré depuis la Tunisie en raison des conditions de sécurité instables en Libye.

Union générale tunisienne du travail (UGTT):

C'est la plus ancienne organisation nationale de Tunisie fondée par le martyr Farhat Hached le 20 janvier 1946. C'est une organisation syndicale, mais joue en outre, un rôle social national fondamental depuis sa création. Est un partenaire clé du projet "Salam" sur la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme. Il s'agit du premier projet lié au sujet auquel l'Union (UGTT) est directement partie.

L'UGTT a également préparé une étude sur la contribution des jeunes à la vie politique et au travail civil, étude ayant un rapport indirect avec le sujet de l'étude. Le syndicat a également préparé une étude sur les violences infligées aux femmes sur le lieu de travail, un sujet directement lié à l'extrémisme violent, puisqu'il s'agit d'un extrémisme économique, social et humaniste.

Institut international pour l'action non-violente :(NOVACT)

L'Organisation mondiale a été créée en 2000 dans le cadre de la réponse à la mondialisation et à ses conséquences économiques et sociales. Ainsi que pour aborder la logique des guerres salariales qui se propagent dans le monde, en particulier après l'invasion de l'Irak.

Il a un pôle oriental en Palestine, en Irak et un autre pôle maghrébin, qui a commencé au Maroc, puis l'institut s'est installé en Tunisie depuis 2016.

Les projets de « NOVACT » en Tunisie ont varié à travers:

- Projet "KHOTWA"(pas) en partenariat avec l'Association des femmes démocrates et la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme.

- Projet "Bar El-Amèn" : projet sur les médias alternatifs et la liberté d'expression.

- Le projet "kassr el kouyouud"(casser les entraves), en partenariat avec le Forum tunisien des droits économiques et sociaux et l'organisation des avocats sans frontières (ASF), vise à renforcer les capacités de la société civile à résister aux violations des droits des personnes et à leur humiliation physique et morale.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Projet "salam" (Paix), qui comprend la préparation de cette étude de diagnostic de la réalité de l'extrémisme violent et du terrorisme en Tunisie .

NOVACT a également achevé la Conférence de Barcelone sur la prévention de l'extrémisme violent fin janvier 2017, qui a annoncé la création de l'Observatoire pour la prévention de l'extrémisme violent (OPEV)

Les activités de l'Institut international pour l'action non violente s'articulent autour de:

- la prévention de l'extrémisme violent.
- la lutte contre l'inégalité de genre.
- la construction des politiques d'échange et de communication entre les peuples.
- la résistance à la privatisation des guerres.

Après une discussion approfondie, il a été proposé que les quartiers suivants constituent un échantillon de l'enquête sur le terrain: la cité E-Nour à Kasserine ou la commune de Hassi Frid, ou la cité El-Zouhour ,ou les quartiers El-Bassatine 1, 2 et 3.

Après cette présentation des groupes de discussion dans tous les gouvernorats impliqués dans l'étude, et après ce qui a été suggéré des quartiers à couvrir par la recherche sur le terrain, nous essaierons d'évaluer et d'analyser les détails de ces propositions afin de conclure les quartiers que nous proposons aux responsables du projet "Salam".

Chapitre 4:

Proposition des quartiers lieu du travail sur le terrain et
le questionnaire

Introduction

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La phase de sélection des districts dans les États concernés pour l'étude du terrain, une des étapes les plus importantes et difficile à prendre en compte, permettra de dégager les causes et les indicateurs associés au développement et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans la société. Cette recherche nous permettra également d'identifier les éléments et le rythme de leur intervention dans le développement des manifestations terroristes et la propagation de l'extrémisme violent et du discours de haine au sein de la société.

En ce qui concerne le quartier, les données étaient exactes et scientifiques. Il sera donc sélectionné et choisi pour travailler en son sein en tant que modèle d'échantillon représentatif reflétant bien les spécificités générales de la région dans son ensemble. Chaque fois que les résultats et les conclusions sont proches du terrain de l'étude, la recherche était objective et proche des résultats souhaités .et par conséquent, mettre à jour les causes sous-jacentes du phénomène.

Compte tenu de cette importance, et du fait de notre attachement aux règles de base de la recherche scientifique et à l'approche participative adoptée dans cette étude, nous prendrons en considération les propositions des assemblées constituantes des groupes de discussion de chaque gouvernorat, analyser les caractéristiques des cités proposées et sélectionner le quartier ou les deux quartiers les plus représentatifs de/des :

- spécificités de la région.
- la nature de la recherche.
- objectifs de L'étude en cours.

Il n'est pas facile de choisir en fonction de ces trois déterminants, d'autant plus les quartiers, d'un gouvernorat à l'autre, soulèvent des différences fondamentales au niveau de la structure et de la classe démographiques, de la nature des relations, des activités, des spécificités culturelles et éducatives, des coutumes et des traditions, en plus du degré de présence de l'État et de son rôle dans les régions et les quartiers.

Nous présenterons tous les quartiers en fonction des gouvernorats ciblés et les relierons à leurs caractéristiques démographiques et territoriales, à leurs données sociales et économiques et aux classifications existantes, qui restent en fonction de notre perception spécifique de tous les autres éléments dans la cité.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Les quartiers proposés par le groupe de discussion dans le gouvernorat de Tunis sont:

- Cité 25 juillet à Sidi Hsin.
- Cité « El-Fath » à Djbel Jloud.
- Cité « Ennour » à Kabbarya.

Nous présenterons dans le tableau suivant, les caractéristiques démographiques, , sociales, économiques et éducatives de chaque quartier proposé:

Nom de la cité	Nombre de population	Taux de la population dans la délégation	Principale caractéristique démographique	Réalité sociale et économique	Observations
Cité 25 juillet à Sidi Hsin	8000	7.2 %	La proportion de jeunes âgés de 18 à 35 ans dépasse 32 %	-Taux d'analphabétisme élevé -Taux de chômage élevé -Pauvreté généralisée et manque de tous les équipements de vie -Taux de criminalité élevé.	Une structure de classe dominée par les pauvres, les marginalisés et les journaliers
Cité El-cite Fath - Djbel Jloud.	7880	33 %	La proportion de jeunes âgés de 18 à 35 ans dépasse 30 %	-taux d'alphabétisation relativement élevé. -Taux de chômage élevé -Pauvreté et manque de tous les équipements de vie. -Taux de criminalité élevé	Le quartier est habité par différents segments, mais il reste principalement pauvre et de la classe moyenne inférieure
Cité Ennour - Kabbarya.	11150	12.9 %	La proportion de jeunes âgés de 18 à 35 ans dépasse 30 %	-taux d'alphabétisation relativement élevé. -Taux de chômage élevé -Pauvreté et manque de tous les équipements de vie. -Taux de criminalité élevé	La cité est habitée par différents segments, mais il reste principalement pauvre et de la classe moyenne inférieure

Sur la base de ce qui précède et des trois déterminants susmentionnés, qui déterminent le choix, et sur la base des données fournies dans le tableau précédent, nous pouvons proposer au gouvernorat de Tunis une étude de deux ans en raison de son importance.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Sur le plan urbain et la population et le nombre de quartiers (jusqu'à 192 quartiers). En plus d'enrichir davantage la recherche dans deux vies, apparaissent des données convergentes sous différents aspects.

Les deux quartiers sont selon notre proposition:

- 1- Cité El-Fath - Djbel Jloud.
- 2- Cité Ennour - Kabbarya.

Gouvernorat de l'Ariana.

Le groupe de discussion dans le gouvernorat de l'Ariana a suggéré que le quartier « E-Nassim » soit un modèle pour les recherches sur le terrain dans le gouvernorat de l'Ariana. La proposition a été soutenue par les éléments suivants:

Le quartier « E-Nassim » est considéré comme le plus grand quartier résidentiel appartenant à une zone municipale au niveau national, avec une population de 31 000 habitants.

- Un quartier qui comprend toutes les classes moyennes et les classes pauvres du gouvernorat de l'Ariana.
- La cité qui accueille le taux de migration le plus élevé du pays.
- Un quartier qui exprime une petite société tunisienne au niveau de la diversité des comportements, des coutumes, des traditions, des modes de vie et de la nature du logement
- Un quartier où tous les éléments du cadre de vie se détériorent.
- Ce quartier est toujours un incubateur de crime organisé, de drogue, d'extrémisme et de terrorisme. Il est possible que lorsque les meurtriers du martyr Chokri Belâid et les dimensions multi-angles aient été arrêtés, nous soutenions la proposition des associations de l'Ariana et proposons le quartier « E-Nassim. »

Dans le contexte de la recherche et du travail sur le terrain dans un quartier typique, il n'existe pas d'extrémisme et englobe toutes les composantes de la vie, ainsi que les infrastructures, les installations de services publics, les espaces verts et les logements adéquats, protégés des risques sociaux.

Nous proposons d'étudier le quartier « Hedi Nouira », en tant que quartier modèle libre de l'extrémisme et du terrorisme.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat du Kef

Le groupe d'installation et discussion a proposé quatre districts pouvant servir d'échantillons pour le travail sur le terrain, respectivement:

- le quartier « Ahmad Shrishi » appelé aussi « Bir Ethalj » ou « Houareth sud » au Kef Est.
- District de « Bouquadeh » ou « Dir El-Kef » au Kef Ouest.
- Quartier Al-Oued à Dahmeni.

À travers les données officielles et les registres statistiques publiés par l'Institut national de la statistique, ces nominations sont des noms locaux circulant parmi la population et non des noms officiels et ne couvrent pas la division administrative officielle. Par conséquent, nous allons essayer de nous appuyer sur ce qui est officiellement déclaré par les étiquettes, le tout à l'aide des données de terrain fournies par les membres du groupe de discussion.

Après la vérification des données, on adoptera :

1 - Le district « Ahmad Shrishi » appelé aussi « Bir Ethalj » ou « Houareth sud » au Kef Est., compte 21 750 habitants et constitue le plus grand quartier de la ville de Kef. C'est aussi le district le plus ancien et le plus petit, et sa population et son temps ont augmenté. Le chômage et la pauvreté sont généralisés. Les habitants du Kef le considèrent également comme une tendance terroriste et extrémiste: un émirat islamique lointain a été établi le 14 janvier 2011 et une mosquée a été ouverte et transformée en administration de l'émirat.

Ce quartier a été libéré des terroristes avec une intervention de sécurité majeure. C'est également la source de la plupart des chefs terroristes qui se sont enfuis dans les montagnes de la région.

2 - - District de « Bouquadeh » ou « Dir El-Kef » à Kef Ouest., une population de 3 386 habitants, représentant 8,5% de la population de la municipalité du Kef occidental. Un quartier des classes inférieures de la classe moyenne, des pauvres et des marginalisés. Mais ne monte pas sur le plan du terrorisme ou du crime organisé au niveau du quartier "Ahmad Shrishi".

Sur la base de toutes ces données, et en réponse aux suggestions des représentants des associations représentées par le groupe de discussion KAF, et sur la base des dimensions de l'étude et de ses objectifs, nous proposons l'adoption de la cité "Ahmad Shrishi" au Kef Est, comme modèle pour mener des recherches sur le terrain et des questionnaires sur le gouvernorat du Kef.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat de Kasserine

Le groupe de discussion de Kasserine a proposé quatre districts, qui pourraient être un échantillon du travail sur le terrain, respectivement: le quartier E-Nnour Est à Kasserine, le district E-Zouhour, Hassi El-frid et El-Bassatin.

Les données statistiques ont révélé que « Ezouhour » contient quatre régions: « Ezouhour » 1, « Ezouhour » 2, « E-zouhour » 3 et « E-zouhour » 4.

Sur la base des informations et des discussions avec les représentants du groupe de discussion de Kasserine, en tant qu'habitants de la ville, nous nous baserons sur l'étude comparative des quartiers: E-Nour Est, Zouhour 2, Hassi El-frid,

Le tableau suivant résume les principales caractéristiques démographiques des quartiers en question:

Nom de la cité	E-Nnour	Zouhour 2	Hassi El Frid	Cité El Bassatin
Nombre de population	22993	2815	5328	13847
Principale caractéristique démographique	La proportion de jeunes âgés de 18 à 35 ans dépasse 30 %	La proportion de jeunes âgés de 18 à 35 ans dépasse 32 %	La proportion de jeunes âgés de 18 à 35 ans dépasse 30 %	La proportion de jeunes âgés de 18 à 35 ans dépasse 30 %
Réalité sociale et économique	Une population nombreuse. -Une pauvreté et un chômage généralisés alors que le cercle du terrorisme, de la contrebande et du crime organisé se développe.	Une grande population dans le cadre de la délégation Zouhour, qui était le plus grand quartier de Kasserine, un foyer de la pauvreté et du chômage qui se sont étendus avec l'expansion du cercle du terrorisme, du trafic illicite et du crime organisé.	La délégation est classée au dernier rang de tous les indicateurs humains, développementaux, culturels et éducatifs au niveau national.	Un quartier mixte comprend toutes les structures de classe à Kasserine Le crime organisé et la drogue se sont répandus au cours des dix dernières années La pauvreté et le chômage ne sont pas aussi élevés que les autres quartiers
Observations	Dans ce quartier, de nombreuses études et recherches sur le terrain	Il représente le bastion de l'extrémisme violent et du terrorisme et son incubation sociale	Une région pauvre et marginalisée mais qui n'a jamais été le théâtre d'extrémismes violents et de terrorisme	Un quartier pas connu pour ses aspirations terroristes mais pour le crime organisé et le trafic de drogue.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

	liées à l'extrémisme et au terrorisme ont été menées	à Kasserine Un échantillon représentatif de la population et de la stratification de la région Non couverts auparavant par des études de terrain spécialisées dans le sujet de l'étude		De plus, il s'agit d'un nouveau quartier et sa structure de population et de classes est hétérogène.

Sur la base des données présentées dans le tableau, et à l'appui des propositions d'une grande partie des représentants du groupe de discussion de Kasserine, nous proposons E-Zohour 2 comme domaine de travail, de recherche et de réalisation de l'enquête dans Le gouvernorat de Kasserine.

Gouvernorat de Médenine

Dans le gouvernorat de Médenine, nous avons choisi de travailler avec la société civile de Zarzis, qui se caractérise par son dynamisme et son travail sur le terrain, en plus du rôle qu'il a joué lors de l'opération terroriste Ben Guerdane de 2016, dans le domaine de la sensibilisation au danger du terrorisme, de l'extrémisme violent et de la prévention.

Le groupe de discussion de Zarzis a proposé trois districts comme échantillon type pouvant être utilisés pour le travail de terrain et la réalisation du questionnaire. Les quartiers sont: Houmt Sardouk au centre-ville, le quartier El-Bassatine et le quartier E-Chammekh.

Le tableau suivant présente les données statistiques de ces quartiers et leurs caractéristiques sociales et économiques:

Nom de la cité	Houmet Sardouk	El -Bassatine	Cité E-Chammekh
Nombre de population	6888	5193	2898
Réalité sociale et économique	Le quartier est principalement administratif et commercial. Il abrite des grandes familles. La composition sociale et économique est variée. Les taux de pauvreté et de chômage ne sont pas élevés.	Un quartier majoritairement jeune. -Il abrite un mélange de structures sociales et de classes et de diversité fonctionnelle. -La pauvreté et le chômage sont relativement élevés. -Il a des aspects d'extrémisme et d'incubateur terroriste.	-Un quartier au nord de Zarzis , habité par diverses structures de classes aux niveaux économiques, sociaux, culturels et éducatifs. -Le taux de jeunesse est élevé -Il a une maison de culture

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Observations	N'est pas attrayant pour les études et la recherche en tant que nature commerciale et administrative	Plusieurs études ont été y menées sur le sujet de notre étude.	Un échantillon représentatif qui n'a pas encore été étudié en relation avec l'extrémisme violent

Sur la base des données et des observations figurant dans le tableau, et à l'appui de la proposition d'une partie importante des représentants du groupe de discussion de Zarzis, nous proposons que le quartier « Chammakh » soit un lieu de recherche de terrain et de la réalisation du questionnaire.

Gouvernorat de Tataouine.

Grâce aux propositions des groupes de discussion de Tataouine, nous pouvons dire que :

"El malaji" et le quartier de l'aéroport, à Rmeda, ne sont pas des quartiers officiels agréés par le registre officiel de l'Institut national de la statistique et de la municipalité du lieu, mais des étiquettes émises par des citoyens et non adoptées par des intérêts officiels.

Par conséquent, nous nous limiterons à d'autres quartiers, notamment Oued El-Kamh et la cité E-Nour, dans le nord de Tataouine. Les données de terrain ont montré que les deux quartiers étaient adjacents et que la plus grande et la plus ancienne est "Oued El-Kamh" qui est habitée par tous les segments des constituants de la région. C'est également une source de frai de terroristes et de clandestins de contrebande, au cours de la période récente. La population de "Oued El-Kamh" compte environ 7314 habitants, ce qui en fait un échantillon démographique, de classe, économique et social pour le travail de terrain.

Sur la base de ce qui précède et à l'appui de la proposition d'une partie des représentants du groupe de discussion, nous proposons que "Oued El-Kamh" à Tataouine soit un espace pour les travaux sur le terrain et l'achèvement du questionnaire.

À la fin de ce chapitre, nous pouvons résumer, comme suites, les quartiers proposés dans les six gouvernorats:

Gouvernorat	Le quartier proposé
Tunis	Cité 25 juillet –Sidi Hsin
	Cité El-Fath-Djebel Jloud
L'Ariana	Cité Ennassim- Ariana
	Hedi Noireh (quartier de référence)
Le Kef	Ahmed Al Shrishi –Kef Est
Kasserine	Cité Zouhour
Médénine	Shamakh au nord de Zarjis
Tataouine	Oued El kamh –Tataouine Nord

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

ANNEXES

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition de la population dans le gouvernorat de Tunis en fonction de la division territoriale

Tableau 2: Répartition de la population en fonction de l'état civil dans le gouvernorat de Tunis.

Tableau 3: Répartition de la population par niveaux d'études dans le gouvernorat de Tunis.

Tableau 4: Taux d'analphabétisme et de l'enseignement par groupes d'âges

Tableau 5: Répartition de la population par main-d'œuvre active et inactive.

Tableau 6: Pourcentage de personnes handicapées par niveau d'éducation dans le gouvernorat de Tunis.

Tableau 7: Répartition des personnes handicapées par groupes d'âge dans le gouvernorat de Tunis.

Tableau 8: Situation de la migration interne dans le gouvernorat de Tunis (2009-2014)

Tableau 9: Les composantes de base du cadre de vie dans le gouvernorat de Tunis.

Tableau 10 : Les composantes de bien-être du cadre de vie dans le gouvernorat de Tunis.

Tableau 11: établissements de santé publics par délégations dans le gouvernorat de Tunis.

Tableau 12: Répartition de la population dans le gouvernorat de l'Ariana par division du territoire.

Tableau 13: Répartition de la population (15 ans et plus) le gouvernorat de l'Ariana, par état civil.

Tableau 14: Répartition de la population dans le gouvernorat de l'Ariana par niveau d'enseignement.

Tableau 15: Analphabétisme et enseignement, par groupes d'âges dans le gouvernorat de l'Ariana.

Tableau 16: Taux de main-main active et taux de chômage dans le gouvernorat de l'Ariana.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Tableau 17: Taux de chômage en fonction du niveau d'études dans le gouvernorat de l'Ariana.

Tableau 18: Répartition des chômeurs dans le gouvernorat de l'Ariana selon les groupes d'âge

Tableau 19: Migration interne dans le gouvernorat de l'Ariana (2010-2014)

Tableau 20: Les composantes fondamentales du cadre de vie dans le gouvernorat de l'Ariana

Tableau 21: Composantes de protection sociale de la population dans l'état de Ariana

Tableau 22: Répartition de la main-d'œuvre active dans le gouvernorat de l'Ariana par secteurs d'activités.

Tableau 23: Répartition de la population du gouvernorat du Kef par division territoriale.

Tableau 24: Répartition de la population dans le gouvernorat du Kef par état civil.

Tableau 25: Répartition de la population du gouvernorat du Kef par niveaux d'études.

Tableau 26: Répartition des taux d'analphabétisme et de scolarisation en fonction des groupes d'âges dans le gouvernorat du Kef.

Tableau 27: Main-d'œuvre active et chômage dans le gouvernorat du Kef.

Tableau 28: Répartition du chômage par niveau d'enseignement dans le gouvernorat du Kef.

Tableau 29: Taux de chômage par groupes d'âges dans le gouvernorat du Kef.

Tableau 30: Migration interne dans le gouvernorat du Kef. (2010-2014)

Tableau 31: ratios des composants de base du cadre de vie dans le gouvernorat du Kef.

Tableau 32: Pourcentage des composantes du bien-être social dans les délégations du Kef

Tableau 33: Répartition de la main-d'œuvre active par secteurs économiques dans le gouvernorat du Kef.

Tableau 34: Répartition de la population le gouvernorat de Kasserine par division du territoire.

Tableau 35: Répartition de la population le gouvernorat de Kasserine par statut civil.

Tableau 36: Répartition de la population le gouvernorat de Kasserine, par niveau d'enseignement.

Tableau 37: Répartition des taux d'analphabétisme et de l'enseignement par groupes d'âges.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Tableau 38: Répartition de la population dans le gouvernorat de Kasserine selon la population active et le chômage

Tableau 39: Répartition des personnes en chômage par niveau d'enseignement le gouvernorat de Kasserine.

Tableau 40: Pourcentage de personnes en chômage par groupes d'âge dans le gouvernorat de Kasserine.

Tableau 41: Migration interne dans le gouvernorat de Kasserine.

Tableau 42: Les composantes de base du cadre de vie dans le gouvernorat de Kasserine.

Tableau numéro 43: Composantes de bien-être social dans le gouvernorat de Kasserine.

Tableau 44: Répartition de la population active dans le gouvernorat de Kasserine par secteurs économiques.

Tableau 45: Répartition de la population par division du territoire dans le gouvernorat de Médenine.

Tableau 46: Répartition de la population dans le gouvernorat de Médenine, par statut civil

Tableau 47: Répartition de la population le gouvernorat de Médenine par niveaux d'enseignement.

Tableau 48: Taux d'alphabétisation et apprentissage par groupes d'âges dans le gouvernorat de Médenine.

Tableau 49: Main-d'œuvre active et chômage dans le gouvernorat de Médenine.

Tableau 50: Répartition des taux de chômage par niveau d'enseignement dans le gouvernorat de Médenine.

Tableau 51: Répartition des taux de chômage par groupes d'âges dans le gouvernorat de Médenine.

Tableau 52: Migration interne dans le gouvernorat de Médenine (2010-2014)

Tableau 53: Disponibilité des composants de base du cadre de vie dans le gouvernorat de Médenine.

Tableau 54: Pourcentage de composantes de protection sociale dans le gouvernorat de Médenine

Tableau 55: Répartition de la main-d'œuvre dans le gouvernorat de Médenine par activité économique

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Tableau 56: Répartition de la population dans le gouvernorat de Tataouine par division du territoire.

Tableau 57: Répartition de la population dans le gouvernorat de Tataouine par état civil

Tableau 58: Répartition de la population dans le gouvernorat de Tataouine par niveau d'enseignement.

Tableau 59: Taux d'alphabétisation par groupes d'âges dans le gouvernorat de Tataouine.

Tableau 60: Taux de chômage dans le gouvernorat de Tataouine par niveau d'enseignement.

Tableau 61: Taux de chômage dans le gouvernorat de Tataouine par groupes d'âges.

Tableau 62: Migration interne dans le gouvernorat de Tataouine.

Tableau 63: Les composantes de base du cadre de vie dans le gouvernorat de Tataouine.

Tableau 64: Composantes de protection sociale dans le gouvernorat de Tataouine

Tableau 65: Répartition de la main-d'œuvre active par secteur d'activité dans le gouvernorat de Tataouine.

Liste des graphiques

Graphique 1: Taux d'analphabétisme chez les 1-14 ans dans certaines régions du gouvernorat de Tunis.

Graphique 2: Taux d'utilisation d'Internet dans certaines régions du gouvernorat de Tunis.

Graphique 3: Taux de chômage dans certaines zones du gouvernorat de Tunis.

Graphique 4: Taux d'analphabétisme chez les 1-14 ans dans le gouvernorat de l'Ariana.

Graphique 5: Taux d'utilisation d'Internet dans le gouvernorat de l'Ariana.

Graphique 6: Taux de chômage des 20-24 ans dans les régions de l'Ariana

Diagramme 7: Taux d'analphabétisme chez les 1-14 ans.

Graphique 8: Taux d'utilisation d'Internet dans le gouvernorat du Kef.

Graphique 9: Taux de chômage des 25-29 ans dans la région du Kef.

Graphique 10: taux d'analphabétisme chez les 1-14 ans.

Graphique numéro 11: Taux d'utilisation d'Internet dans la région de Kasserine.

Graphique 12: Taux de chômage dans le groupe d'âge des 25-29 ans (Kasserine)

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Graphique 13: Taux d'analphabétisme dans les délégations du gouvernorat de Médenine.

Graphique 14: Taux d'analphabétisme chez les 1-14 ans (Médenine)

Graphique 15: Taux de chômage dans le groupe d'âge des 25-29 ans (Médenine)

Graphique 16: Taux d'analphabétisme dans le gouvernorat de Tataouine.

Graphique 17: Enseignement supérieur dans le segment des 19-24 ans (Tataouine)

Graphique 18: Taux de chômage dans le groupe d'âge des 25-29 ans (Tataouine)

Références

- **Atlas du Sud-Est** - Ministère de l'équipement et du logement - 2009
- **Atlas du gouvernorat de Tunis** - Ministère de l'équipement et du logement - en 2010
- **L'Atlas Ariana** - Ministère des Transports et de l'Equipement - Mars 2011
- **Atlas du gouvernorat de Kasserine** - Ministère des transports et de l'équipement - Avril 2011
- **Atlas du gouvernorat de Médenine** - Ministère de l'équipement et du logement - Décembre 2012
- **Atlas du gouvernorat du Kef** - Ministère de l'équipement et de l'habitat - Décembre 2015
- **Développement en Tunisie: Houcine Rhili et Mahmood Mtir** - Décembre 2015
- **L'économie tunisienne entre l'échec des politiciens et les rêves des pauvres: Houcine Rhili** - Juin 2016 -
- **La pensée djihadiste islamique contemporaine: Mohamad Mokhtar Kandil** - Année Miraya 2016 -
- **Tunis à travers le recensement général de la population et du logement de 2014** - Institut national de la statistique 2016 -
- **L'Ariana dans le recensement général de la population et du logement de l'année 2014** - Institut national de la statistique 2016.
- **Le Kef Tunisie dans le cadre du recensement général de la population et de l'habitat de 2014** - Institut national de la statistique 2016.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- **Kasserine par le recensement général de la population et du logement de l'année 214** - Institut national de la statistique 2016.
- **Médenine dans le recensement général de la population et du logement de l'année 214** - Institut national de la statistique 2016.
- **Tataouine dans le recensement général de la population et du logement de l'année 214** - Institut national de la statistique 2016 -
- **Statistiques scolaires:** Ministère de l'éducation - Année scolaire 2016/2017
- **Le « djihad » chez des mouvements islamiques contemporains** - **Dès les Frères musulmans à l'Organisation de l'État islamique** - D. Abid Khelifi – 2018

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Table de matière

Introduction.....	p.10
Chapitre1 : Cartes et données.....	p.11
Gouvernorat de Tunis :	p.12
Gouvernorat de l'Ariana :	p.32
Gouvernorat du Kef :	p.50
Gouvernorat de Kasserine :	p.67
Gouvernorat de Médenine:	p.86
Gouvernorat de Tataouine	p.105
Chapitre2 : Le cadre juridique et institutionnel lié à la mise en œuvre du plan national de prévention et de lutte à l'extrémisme violent et au terrorisme	p.132
Chapitre3 : Le rôle de la société civile dans le domaine de la prévention et de lutte à l'extrémisme violent et au terrorisme dans les gouvernorats concernés par l'étude et la mise en place de groupes de discussion (Focus groupes).....	p.136
Chapitre 4 : Proposition des quartiers lieu du travail sur terrain et le questionnaire	p.166
Annexes	
Liste des tableaux.....	p.175
Liste des graphiques	p.178
Références.....	p.179

Rapport de la deuxième Phase

L'approche analytique-documentaire et les avants propos de la recherche sur terrain

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Introduction

Après l'achèvement de la première phase de cette étude, qui portait sur la cartographie de tout domaine, dans les six gouvernorats concernés par la recherche, outre que la réalisation d'une base de données pour les acteurs à l'échelle national, régional et local, parmi les associations et organisations de la société civile, sans oublier les organisations internationales actives en Tunisie qui ont achevé ou sont en train de réaliser des projets de relations directes ou indirectes au sujet de l'étude.

Nous présentons la deuxième phase de l'étude qui fait l'objet de ce rapport, et qui comportera trois approches:

1- Approche théorique analytique:

- ✓ du cadre juridique et institutionnel lié à l'extrémisme violent et au terrorisme en Tunisie, à travers la présentation des lois et des institutions mises à jour dans le cadre et qui sont en relation directe ou indirecte avec la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme et leur prévention.
- ✓ du développement du phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme au niveau international, régional et local, tout cela dans le contexte d'une approche de compréhension approfondie et globale des phénomènes de l'extrémisme violent et du terrorisme, qui sont devenus des crimes transcontinentaux.
- ✓ de la dimension sociologique du phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme en tant que phénomène sociale lié à la réalité de la société et de ses conditions économiques, sociales, culturelles et éducatives.

2- Approche de documentation en fournissant un inventaire intégré de toutes les productions intellectuelles, culturelles et créatives pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme au niveau national et international, notamment pour les études académiques traitant le phénomène de l'extrémisme violent selon des perspectives variées et différentes.

3- Une étude empirique en présentant un diagnostic général des communes concernées par la recherche du terrain, sélectionnées par les partenaires du projet "Salam" lors de la première phase de l'étude, puis la présentation de La méthodologie de la préparation du questionnaire de terrain et les étapes de sa réalisation dans les municipalités concernées, en plus d'une explication

soulignant les difficultés sur le terrain qui ont été exposées, surtout que nous étudions un sujet qui représente encore une barrière psychologique et cognitive pour la majorité des citoyens en plus de la sensibilité excessive vis à vis aux personnes engagés dans l'extrémisme violent et l'intimidation de la population.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

À la fin de cette deuxième phase de l'étude, nous présenterons les résultats préliminaires du questionnaire, concernant le diagnostic des échantillons qui ont été interrogés et leurs caractéristiques.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Chapitre1:

L'approche analytique de l'extrémisme violent et du terrorisme

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

lecture analytique du cadre juridique et institutionnel du système tunisien de lutte contre l'extrémisme, le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent.

1-Avant-propos :

L'abordage de la question de l'extrémisme violent, du terrorisme et de la prévention du blanchiment d'argent, nous réfère à plusieurs approches en relation avec la prévention du crime terroriste dans sa dimension globale. Lutter contre le crime terroriste avec toutes ses composantes impose la nécessité d'un système juridique intégré, qui fait à son tour partie d'un système mondial plus globalisé, vu que le phénomène du terrorisme transcende les frontières nationales et par conséquent les systèmes juridiques. Néanmoins, la mise en place d'un système juridique national ne doit jamais perdre de vue les références internationales des droits de l'homme, commençant par la déclaration internationale des droits de l'homme, et arrivant aux organisations mondiales, en passant par les accords, les conventions et les protocoles.

Qu'il s'agisse d'équipements ou de moyens d'opérations individuelles ou collectives: à savoir la logistique, ou qu'il s'agisse du transport, de la communication, des financements, de la planification ou de la mise en œuvre, ces éléments criminels, sont liés entre eux aux niveaux national, régional et international.

L'harmonie entre les lois, les traités et les conventions, constitue le cercle avancé dans la lutte contre le crime terroriste, l'extrémisme violent, et le blanchiment d'argent. Il importe de souligner que le système juridique (avec toutes ses institutions) doit être le garant d'un procès équitable et tenant compte du système des droits de l'homme dans son universalité.

Cependant, malgré la dynamique des accords, la législation nationale reste la plus apte à absorber le phénomène terroriste, à le légaliser et à mettre en place des mécanismes pour le combattre.

Nous allons donc lire et analyser le système juridique tunisien dans ce domaine pour

- détecter l'historique et l'évolution du système juridique tunisien
- cerner les politiques publiques et procédures administratives pour appliquer ces lois et les moyens de prévenir et de traiter les crimes terroristes.

Nous allons fournir parallèlement une lecture critique en s'appuyant sur quelques textes judiciaires concernant la lutte contre l'extrémisme violent, le terrorisme et le blanchiment d'argent, pour montrer à quel point le législateur est soucieux de garantir un procès équitable et le système des droits de l'homme.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

2-Les étapes du système juridique et institutionnel relatives à la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme en Tunisie.

Le législateur tunisien a invoqué le terme "terrorisme", contrairement à ce que d'aucuns pensent en 1993, il a mentionné pour la première fois le crime de terrorisme au chapitre 52 bis du code pénal, ajouté par la loi n ° 112 de 1993, du 22 novembre 1993 aux termes de laquelle l'auteur du crime qualifié de terroriste est passible de la même peine qui ne peut être diminuée au-dessous de la moitié, toute infraction liée à un projet individuel ou collectif visant à la destruction de personnes et de biens à des fins d'intimidation et de terreur. Le traitement d'infractions terroristes doit être décrite comme une incitation à la haine raciale ou religieuse et à l'intolérance quel que soit les moyens utilisés.

Bien que le chapitre 52 bis contienne une définition du crime terroriste, son application à cette époque dépassait son contenu juridique: le pouvoir l'utilisait pour un emploi politique avec distinction, violait les libertés individuelles et publiques et menait à des procès inévitables. Cependant, les attaques du 11 septembre 2001 contre les États-Unis d'Amérique et leurs répercussions sur la carte géopolitique ainsi que sur les relations internationales, ont fourni une occasion importante pour les États-Unis pour déclarer la guerre au terrorisme et faire avancer le besoin urgent de coopération internationale pour faire face à la menace croissante posée par le terrorisme international, ainsi que la nécessité pour tous les États de réagir aux politiques internationales en vue de faire face à ce fléau qui menace tout. L'ONU, représentée par son organe, théoriquement responsable du maintien de la sécurité et de la paix mondiale, qui s'est réuni après les attentats pour mettre en vigueur, successivement, les résolutions 1368 et 1373. cette résolution (1373) est considérée parmi les résolutions les plus importantes adoptées par le Conseil de sécurité sur le terrorisme et prévoyant des mesures spécifiques imposées sur tous les Etats. Un comité, attaché directement au conseil de sécurité, a été mis en place, à savoir le comité de lutte contre le terrorisme et le suivi de mise en vigueur de la résolution 1373. Le conseil de sécurité de l'ONU a demandé à tous les pays d'informer le comité par des rapports sur les mesures prises pour l'exécution de la résolution.

En réponse, le législateur tunisien, et malgré l'existence de l'article 52 bis du code pénal, a promulgué la loi 63-2002 datée du 23 juillet 2002, concernant l'adoption du "traité de Palerme" de l'ONU pour la lutte contre le crime organisé non national qui date du 15 novembre 2000, ainsi que la loi 99-2002 du 15 novembre 2002 relatif à la suppression du financement du terrorisme du 9 décembre 1999.

Le législateur tunisien a également promulgué la loi 75 du 2003, datée du 10 décembre 2003 relatif à renforcer l'effort international pour la lutte contre le terrorisme et la prévention du blanchiment d'argent. Il a été révisé et complété par la loi n ° 95 de 2009 datée du 12 août

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

2009. Et comme son titre l'indique, elle a été en réponse à une campagne internationale pour la lutte contre le phénomène terroriste et pas en réponse à un besoin interne.

La loi du 10 décembre 2003 prévoyait des mesures de procédure dans le cadre de la campagne de prévention du terrorisme. Ce qui a amené certaines personnes à croire que cette loi est une arène juridique intégrée en raison de la multiplicité des chapitres et de l'ampleur de ses objectifs.

La loi reposait sur un certain nombre de principes généraux que le législateur avait énoncés dans son préambule et qui se présentaient comme suit:

- Le droit de la société de vivre dans la sécurité, la paix et la stabilité.

- Renonce à toutes les formes de déviation, de violence, de racisme et de terrorisme qui menacent la paix et la stabilité des sociétés.

- Soutenir l'effort international de lutte contre tous les aspects du terrorisme, s'attaquer à ses sources de financement et prévenir le blanchiment de l'argent provenant d'actes criminels.

La loi n ° 75 de 2003 du 10 décembre 2003 sur le soutien à l'effort international de lutte contre le terrorisme et la prévention du blanchiment de capitaux, présente la première loi organisée et systématique de la criminalité terroriste en Tunisie et adaptée pour fonctionner dans des conditions extrêmes. La loi n ° 16 de 2008 du 25 février 2008 sur l'approbation d'une convention des Nations Unies contre la corruption du 31 octobre 2003 a été promulguée.

La loi n ° 16 de 2008 du 25 février 2008 sur l'approbation de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la corruption du 31 octobre 2003 est promulguée. Dans le même cadre, la loi de 2003 a été modifiée par la loi n ° 65 de 2009 du 12 août 2009 concernant la révision et l'achèvement de certaines dispositions. L'une des plus importantes de ces révisions est la disposition du chapitre 51 visant à garantir la sécurité et la confidentialité des témoins dans les affaires de crime de terrorisme et à empêcher le blanchiment de l'argent tiré d'un crime. En citant "toutes les données qui révéleraient l'identité de la victime et des témoins (...) avec des enregistrements indépendants conservés dans un fichier séparé du fichier d'origine". Ainsi que la composition et les fonctions du Comité d'analyse financière tunisien.

La loi n ° 75 de 2003, ainsi que la révision à laquelle la loi n ° 65 de 2009 a été adoptée, ont suscité des critiques internes et externes sur l'ambiguïté de l'adaptation d'actes au terrorisme. Le pouvoir politique l'a également utilisé pour limiter les droits et libertés individuels et collectifs et pour en faire un outil permettant de liquider ses opposants, comme le reconnaissent plusieurs organisations internationales, notamment les Nations Unies.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Parmi les revendications des juristes tunisiens, des politiciens et des composantes de la société civile après la révolution (2010-2011), il est demandé d'abandonner la loi sur le terrorisme en tant que telle. Suite à l'escalade et à l'expansion des crimes terroristes, à la propagation de l'extrémisme violent et du délit de blanchiment d'argent en Tunisie, la loi fondamentale n ° 26 du 7 août 2015 sur la lutte contre le terrorisme et la prévention du blanchiment d'argent a été adoptée.

3- Loi fondamentale n ° 26 de 2015 du 7 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent et d'autres lois.

La loi fondamentale n ° 26 de 2015 du 7 août 2015 sur la lutte contre le terrorisme et la prévention du blanchiment de capitaux contient 143 chapitres répartis en plusieurs sections, comme suit:

Premier chapitre: la lutte contre le terrorisme et sa répression.

Section I: Dispositions générales.

Section II: des infractions terroristes et des peines encourues.

Section 3: des officiers de la police judiciaire.

Section IV: du pole judiciaire de lutte contre le terrorisme.

Section 5: des techniques spéciales d'enquête.

Section 6: de la commission nationale de lutte contre le terrorisme.

Section VII: des mécanismes de protection.

Section VIII: de l'assistance aux victimes du terrorisme.

Section IX: des crimes terroristes commis hors du territoire national.

Section X: de l'extradition

Section 11: de la prescription de l'action publique et des peines.

Deuxième chapitre: la lutte contre le blanchiment d'argent et sa répression

Troisième chapitre: Dispositions communes à la lutte contre le financement du terrorisme et au blanchiment d'argent.

Section I: de l'interdiction des circuits financiers illicites

Section II: de la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent.

Dispositions transitoires et finales.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le législateur tunisien a adopté dans le même contexte d'autres lois, notamment:

- Loi fondamentale n ° 77 du 6 décembre 2016 sur le pôle judiciaire économique et financier.
- Loi fondamentale n ° 10 du 7 mars 2017 sur le signalement de la corruption et la protection des lanceurs d'alerte.

4- Les textes réglementaires.

En ce qui concerne les ordonnances relatives à la prévention et à la lutte contre le crime terroriste et l'extrémisme violent, on peut citer les ordonnances suivantes:

-Décret n ° 1865 de 2004 du 11 août 2004 concernant la réglementation du comité d'analyse financière tunisien et ses modalités de fonctionnement tel que modifié par le décret n ° 162 de 2011 du 3 février 2011,

-Arrêté gouvernemental n ° 1098 de 2016 du 15 août 2016 concernant la réglementation du Comité d'analyse financière tunisien et ses procédures.

- Arrêté gouvernemental n ° 1777 de 2015 du 25 novembre 2015 sur la réglementation du Comité national de lutte contre le terrorisme et son mode de fonctionnement.

Ordonnance gouvernementale n ° 1 de 2018 du 4 janvier 2018 concernant le contrôle des procédures pour la mise en œuvre des décisions des structures internationales compétentes associées à la prévention du financement du terrorisme.

--Arrêté n ° 1 du 13 juillet 2016 portant réglementation de la gestion et de la gestion des organismes d'assurance et de réassurance émis par l'Autorité générale des assurances.

-Ordonnance n ° 2 du 29 décembre 2016 sur les devoirs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

-Mémoire n ° 13 du 15 mars 2017 concernant la réglementation des programmes de diligence raisonnable et des mesures de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme

- Décision n ° 1 du 2 mars 2017 concernant les directives pour l'autorisation des transactions.

- Décision n ° 2 du 2 mars 2017 concernant les directives pour le suivi et des transactions financières douteuses relatives aux professions financières.

- Décision n ° 3 du 2 mars 2017 concernant les bénéficiaires effectifs.

-Décret du ministre de l'Intérieur, du ministre des Finances et du ministre du Tourisme et de l'artisanat du 19 avril 2018 concernant la réglementation du système applicable aux négociants en métaux précieux et pierres précieuses pour la surveillance et l'autorisation des

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

transactions autorisées conformément aux articles 107 et 115 de la loi fondamentale n ° 26 du 2015 du 7 août 2015 Lutte contre le terrorisme et la prévention du blanchiment de capitaux et directives de la Commission tunisienne d'analyse financière publiées par la résolution n ° 8 du 5 avril 2018.

-Décision de la Commission tunisienne d'analyse financière n ° 8 de 2018 du 5 avril 2018 concernant les directives pour la surveillance et l'autorisation des transactions autorisées sur les bijouteries, les pierres précieuses et autres objets précieux.

-Ordre n ° 01 du 02 mars 2018 sur les mesures de vigilance relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et la prolifération des armes et à la prévention du blanchiment de capitaux dans le secteur des assurances.

5. Institutions de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent

Le pôle judiciaire antiterroriste.

L'article 40 de la loi fondamentale n ° 26 de 2015 du 7 août 2015 sur la lutte contre le terrorisme et la prévention du blanchiment de capitaux ne stipule que "la Cour d'appel de Tunis dispose d'un tribunal judiciaire chargé de la lutte antiterroriste qui s'engage des infractions terroristes évoqué par la présente loi et les infractions connexes"

Le pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme est composé de:

- 2représentants du parquet.
- Les magistrats d'instruction, les magistrats des départements compétents et les magistrats des affaires pénales aux niveaux primaires et appel.

La commission tunisienne des analyses financières

Le texte de l'article 118 de la loi fondamentale n ° 26 de 2015 du 7 août 2015 sur la lutte contre le terrorisme et la prévention du blanchiment de capitaux, tel qu'il a été "transmis à la Banque centrale de Tunisie par un comité appelé" Comité d'analyse financière tunisien "qui se tiendra au siège de la Banque centrale de Tunisie,

En ce qui concerne la structure, les fonctions et les méthodes de fonctionnement, le chapitre 119 dispose: "Le Comité tunisien d'analyse financière est composé de:

- Le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie ou son représentant en tant que président,
- Un juge de troisième degré,
- Un expert du ministère de l'Intérieur,

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Un expert du ministère des finances sur l'administration générale du département,
- Un expert de l'instance du marché financier,
- Un expert du ministère chargé des communications,
- Un expert de l'instance générale des assurances,
- Un expert en matière de lutte contre la criminalité financière,
- Un expert auprès de l'association professionnelle des banques et institutions financières,
- Un expert de l'organe anti-corruption.

Les membres du comité sont nommés par décret pour un mandat de six ans, renouvelés par tiers tous les deux ans. Les membres du comité exercent leurs fonctions en toute intégrité, objectivité et indépendance vis-à-vis de leur administration d'origine.



La commission nationale de lutte contre le terrorisme.

L'article 66 de la loi fondamentale n ° 26 du 7 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et la prévention du blanchiment d'argent stipule : un comité appelé "Comité national de lutte contre le terrorisme"

Le chapitre 67 ajuste également sa composition comme suit:

Représentant du chef de gouvernement, en tant que président, directement pour le temps complet,

Représentant du vice-président du ministère de la Justice, chargé de plein temps,

Représentant du Ministère de la justice à l'administration générale des prisons et de la réforme,

Représentants du ministère de l'Intérieur, deux membres,

Représentant du ministère de la défense, membre,

Représentant du ministère des affaires étrangères, membre,

Un représentant du ministre chargé des droits de l'homme, un membre,

Représentant du ministère des finances à la direction générale du département, membre,

-Un représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports, un membre,

- Représentant du Ministère de l'agriculture chargé de la gestion des forêts, membre,

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Représentant du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance,
- Représentant du ministère des Affaires religieuses, membre,
- Représentant du ministère de la culture, membre,
- Représentant du ministère de l'éducation sur la gestion des programmes, membre,
- Premier juge d'instruction spécialisé dans les affaires de terrorisme, membre,
- Un expert de l'Agence du renseignement, de la sécurité et de la défense, membre,
- Un expert de l'agence de communication technique, un membre,
- Un expert du comité d'analyse financière tunisien, en tant que membre.

Les membres de la commission nationale de lutte contre le terrorisme sont nommés par décret, sur proposition des ministères et des structures concernés, pour une période de six ans. Le mandat de la commission est renouvelé par tiers tous les deux ans.



Conseil national de sécurité.

Le Conseil national de sécurité est un organe affilié à la présidence de la République. L'article 2 de l'ordonnance gouvernementale n ° 1195 du 6 juillet 1990 du 11 juillet 1990 dispose que le Président de la République préside le Conseil de sécurité nationale. Le Conseil a été envoyé par décret gouvernemental en 1990 sous le nom de Conseil de sécurité nationale et a été révisé par décret du gouvernement n ° 70 de 2017 du 19 janvier 2017 pour devenir le Conseil de sécurité nationale. L'une de ses tâches consiste à contrôler et à réactiver la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme en coordination avec le Comité national de lutte contre le terrorisme.

Le 7 novembre 2016, le Conseil de sécurité nationale a approuvé **une stratégie nationale** de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

Le plan repose sur quatre points:

- La prévention.
- La protection.
- La signalisation..
- La réponse.

La stratégie a été coordonnée par un comité du ministère des Affaires étrangères, composé de diverses fonctions et structures de l'État, auquel ont également participé la Direction

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

exécutive du contre-terrorisme des Nations Unies et certaines des composantes de la société civile tunisienne.

La durée du plan est de cinq ans et la modification nécessaire de ses objectifs et de sa composition est nécessaire si nécessaire.

Une fois la stratégie approuvée par le Conseil national de sécurité, les ministères ont été chargés d'élaborer leurs propres stratégies en fonction des éléments de la stratégie nationale de prévention, de protection, de suivi et de réaction. Toutefois, l'examen des plans et la manière de les mettre en œuvre pour les ministères restent secrets et font l'objet de réserves, telles qu'approuvées par le Comité de contrôle de la stratégie et le Conseil de sécurité nationale.



éléments de la stratégie.

Le contenu des quatre

Axe I: la prévention

Prévenir et résister à toutes les formes d'extrémisme et prévenir la polarisation des éléments terroristes et les priver des moyens de leur permettre de mettre en œuvre leurs plans

Axe II: la protection

Protéger les citoyens, les installations et les cibles sensibles des opérations terroristes et réduire leurs déchets en sécurisant les frontières, les transports et les infrastructures

Axe III: la signalisation

Empêcher les terroristes de planifier et de mener des opérations terroristes tout en veillant à ce que leurs auteurs soient traduits en justice en renforçant et en renforçant les capacités humaines et logistiques de l'État pour poursuivre des individus et des groupes terroristes

Axe IV: la réponse

La préparation pour faire face

Réponse sécuritaire et militaire pour faire face aux actes terroristes .



économique et financier.

Pôle

judiciaire

7-Remarques critiques sur certains chapitres de la loi fondamentale n ° 26 du 7 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et à la prévention du blanchiment d'argent.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La loi de 2015 garantit certaines acquits, notamment la promotion du droit des journalistes de ne pas divulguer leurs sources et l'incrimination du recours à des méthodes d'interrogatoire sans autorisation judiciaire, mais il a maintenu plusieurs violations, notamment:

-L'absence de la référence au cadre des droits de Lhomme.

Bien que la loi n ° 75 de 2003 du 10 décembre 2003, relative à la lutte contre le terrorisme et à la prévention du blanchiment de capitaux, ne contienne pas de préambule et ne mentionne pas son respect des principes du droit international

humanitaire, " la loi fondamentale n ° 26 de 2015, qui figure au chapitre 2 , qui est responsable de la mise en œuvre de cette loi, du respect des garanties constitutionnelles et des traités internationaux, régionaux et bilatéraux ratifiés par la République tunisienne dans le domaine des droits de l'homme ", il ne contenait plus de préambule stipulant qu'il devait respecter le système international des droits de l'homme en tant que cadre générale de la législation nationale dans plusieurs domaines. Nous rappelons en particulier, celles relatives à la garantie de la dignité humaine et le caractère sacré des droits de la liberté, la justice et la paix. Outre le fait que la loi de 2015 relative à la lutte contre le terrorisme ne garantissait pas la base d'un procès équitable, elle ne fournissait pas une définition claire du concept de terrorisme.



La Définition vague et ambigüe du concept du terrorisme.

La loi de 2003 sur le terrorisme ne mentionnait pas non plus la loi de 2015, qui traitait de la liste des actes terroristes, y compris les dommages à la propriété publique et privée, aux ressources vitales ou à l'environnement de base, ce qui pourrait entraîner la suppression d'actes autres que terroristes, tels que les manifestations pacifiques. Le législateur a également défini les éléments du crime terroriste tels que la *réconciliation* et *l'organisation*, mais cette répartition était incomplète, car elle n'était pas exposée à de nombreuses autres caractéristiques telles que:

-La planification: le facteur le plus important du crime terroriste, qui requiert des qualifications, des compétences, un professionnalisme, une expérience et un savoir-faire, peut combler tous les changements pouvant conduire à l'échec ou à la détection d'un crime avant, pendant ou après qu'il soit commis.

Mise en œuvre:

Cette condition est l'un des facteurs les plus importants de l'organisation de la criminalité terroriste, car l'adoption de la méthode de la complexité ouvre une vaste marge de manœuvre pour choisir des méthodes permettant de ne pas ressentir et d'attirer l'attention

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

sur leurs actions. Les processus de mise en œuvre sont importants car ils contiennent l'aspect matériel de la criminalité terroriste.

Le phénomène du terrorisme est une manifestation de l'extrémisme violent et violent qui règne dans les sociétés et, malgré son développement, la définition d'une notion précise et comparable à celle-ci n'est pas facile, en raison des antécédents idéologiques et politiques de ses acteurs. Les législateurs tunisiens ignorent la définition du terme "terrorisme" malgré le fait que de nombreuses tentatives auraient pu être invoquées.

La première tentative scientifique de définition du terrorisme remonte à 1930. Dans un article de la « Social Science Encyclopedia, Hargmann » définissait le terrorisme comme "l'approche complète ou la théorie qui sous-tend l'approche par laquelle une organisation ou un groupe politique cherche à atteindre ses objectifs en adoptant principalement la violence".

Le terrorisme en arabe est effrayant et intimidant. Le mot "terrorisme" en anglais ne signifie pas intimidation, mais signifie en réalité génocide pour des raisons politiques (Encyclopédie algérienne des études politiques et stratégiques).

L'article I du dixième paragraphe de la loi antiterroriste de la région du Kurdistan d'Irak de 2012, "L'acte terroriste est le recours systématique à la violence ou la menace ou l'incitation ou la glorification de l'auteur qui a eu recours au coupable pour la mise en œuvre d'un projet criminel individuel ou collectif visant des individus ou des groupes ou visant au hasard Peur, peur, panique et chaos parmi la population pour des raisons politiques, religieuses, secrétaires ou ethniques.

Définir le terrorisme à travers des contributions à la jurisprudence internationale

Le professeur Tawfik Salhi présente la définition suivante du terrorisme. "Le terrorisme est un recours à la violence qui crée la peur ou la terreur afin d'atteindre des objectifs politiques ou idéologiques pouvant être mis en pratique ou dirigés contre l'État"

M. Ragheb Attia, le terrorisme sait également que l'agression perpétrée par des gangs ou des groupes terroristes contre les autorités de l'État, par le sabotage, l'explosion et l'inquiétude, crée la panique et crée un danger général qui menace un nombre illimité de personnes et repose sur des méthodes de brutalité non nécessairement à la mesure de la loi 2015

✓

ne sont pas mentionnés

Des crimes terroristes qui

Le nombre d'actes considérés comme terroristes ou crimes terroristes, tout en élargissant la description ou l'énumération de ces actes du chapitre 13 au chapitre 38 de la loi de 2015, oublie toutefois la multiplicité des méthodes et des moyens utilisés par les groupes

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

terroristes pour atteindre leurs buts et objectifs. Le lieu, le moment et la diversité des possibilités et du leadership, et varient en fonction des objectifs et des organisations en termes de taille, d'organisation, de planification et de précision.

L'évolution des actions, actions et méthodes des groupes terroristes n'est pas isolée du développement de la société, mais résulte d'une lecture précise et du développement de la réalité. Afin de préserver la sécurité et la stabilité de la société et d'éviter le crime, le législateur, en particulier à l'ère de la politique pénale et terroriste, doit s'efforcer d'éliminer les sources de ses causes sociales et se conformer strictement aux développements scientifiques de sa société.

Le fait que le législateur tunisien ne mentionne pas les crimes terroristes ne force pas la personne visée dans la loi de 2015 à ne pas négliger certains des actes qui ont contribué aux crimes terroristes et ne sont pas criminalisés. Les cas d'assassinats et d'incitation à la haine, que le législateur a considérés comme des crimes terroristes, figurent probablement au nombre des assassinats politiques de notre pays au cours des dernières années, notamment dans les cas d'expiation et d'incitation à la haine. En revanche, le législateur, lorsqu'il criminalise des actes terroristes, n'a pas été érigé en crime d'assassinat politique et d'incitation au meurtre, bien qu'il puisse résulter de nouvelles pratiques en vigueur dans notre société, telles que l'expiation et l'incitation à la haine. Le terroriste:

L'article II du dixième paragraphe de la loi antiterroriste de la région du Kurdistan d'Irak pour l'année 2012 stipule que:

"Les crimes suivants sont des infractions terroristes:

Assassinat de motifs politiques, idéologiques ou takfiri

L'établissement, l'organisation ou l'administration d'une association ou d'une association de gang, centre ou groupe pour en assumer la direction afin de commettre l'un des crimes terroristes prévus par la présente loi. "

✓

Louange au terrorisme, le concept n'est pas clair

Le chapitre 31 prévoit une peine d'emprisonnement de un à cinq ans et une amende de 5 000 à 10 000 dinars le droit de "toute personne intentionnellement à l'intérieur et à l'extérieur de la République ouvertement et de quelque manière que ce soit, par le biais d'une infraction terroriste ou de ses auteurs, Est liée à des infractions terroristes ou à ses membres ou à ses activités, ses opinions ou ses idées associées à ces crimes terroristes "

. L'approbation d'un éloge par un législateur est générale, peu claire et précise: une personne peut encourir l'emprisonnement si elle utilise un mot ou un symbole qui peut être compris ou interprété par le chercheur ou le juge dans le cadre du vaste pouvoir

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

discrétionnaire qui lui est dévolu en tant que partisan du terrorisme, Loi. Ce chapitre représente un danger pour les libertés et peut être utilisé pour punir des individus ou des organisations en raison de la liberté d'expression garantie par la Constitution. Article 31: La liberté d'opinion, de pensée, d'expression, de média et de publication est garantie.

Le paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose: "Des restrictions à la liberté d'expression peuvent être imposées à condition qu'elles soient définies par la loi et nécessaires pour respecter les droits ou la réputation d'autrui et pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé publique ou la morale. Public "

✓

Pouvoirs discrétionnaires

étendus pour les juges liés à des concepts vagues

L'article 73 de la loi antiterroriste de 2015 peut être adopté par le juge d'instruction ou le président du tribunal dans le cadre de mesures protectionnistes visant à mener des recherches ou à tenir la session à sa place, à interroger l'accusé et à faire des déclarations en utilisant des communications audio et vidéo en l'absence de la personne concernée. Ils peuvent également prendre des mesures pour que les personnes entendues ne soient pas divulguées et que l'audience se déroule à huis clos. L'article 74 stipule également que l'identité des personnes concernées et leur lieu d'origine doivent figurer dans un livre confidentiel avec le procureur général du tribunal de première instance de Tunis. Le chapitre 75 de ce même projet prévoit que, en cas de danger grave, il peut être nécessaire d'inclure toutes les données permettant de révéler l'identité de la victime et des témoins. Un fichier séparé est enregistré séparément du fichier d'origine.

Tous ces actes constituent une violation fondamentale des droits de la défense et de la comparution publique du procès garantie par les conventions internationales. Les mots inclus dans ces chapitres sont considérés comme des "dangers importants, le cas échéant".

Les termes sont-ils sujets à interprétation et à l'interprétation du pouvoir discrétionnaire absolu du juge d'instruction et du président de la Cour et peuvent-ils être utilisés à chaque occasion et utilisés pour faire en sorte que toutes les recherches et les suivis dans les affaires de terrorisme soient conduits en secret?

Bien que l'article 60 ait donné au suspect et à son adjoint le droit de demander à l'autorité judiciaire de révéler l'identité de ces personnes, cette autorité judiciaire a le pouvoir absolu de prendre une décision et peut empêcher la divulgation de l'identité du plaignant et de ses témoins.

Ces procédures sont contraires à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui dispose que "Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent qui statuera sur les accusations

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

portées contre elle ou sur ses droits et obligations dans les procédures civiles. Indépendant et neutre "



procédures spéciales et exceptionnelles.

L'article 3 de la loi de 2003 sur l'appui à la lutte antiterroriste internationale et à la prévention du blanchiment de capitaux ne stipule que "les dispositions du Code pénal, du Code de procédure pénale, du Code de la défense et des sanctions militaires et des dispositions particulières concernant certains crimes et les procédures qui y sont prescrites Provisions ". Alors que la loi de 2015 sur la lutte contre le terrorisme ne prévoyait pas la possibilité de faire référence à d'autres revues juridiques, en particulier celles relatives à des procédures similaires au Code de procédure pénale, pour appliquer ses dirigeants aux crimes terroristes énoncés dans cette loi. De cette manière, il est justifié de prendre des mesures spéciales et exceptionnelles, contraires à la Constitution, qui interdit expressément, conformément au chapitre 110, la création de tribunaux d'exception ou la mise en place de procédures exceptionnelles qui violent les règles d'un procès équitable.

Cette confidentialité est montrée dans ce qui suit:



Centralisation des compétences en phase de constat de crimes

Conformément à l'article 38 de la loi de 2015, les agents de l'autorité judiciaire prennent en charge la chambre du tribunal de première instance de Tunis et leurs fonctions sur l'ensemble du territoire de la République sans déroger aux règles de compétence territoriale. Les commandants de la justice militaire exercent leurs fonctions relatives aux infractions terroristes. le procureur de la république auprès des tribunaux de première instance mettent immédiatement fin aux notifications qu'ils reçoivent du Procureur de la République auprès du tribunal de première instance de Tunis pour déterminer leur argent.

Dans ce chapitre, nous notons que les procédures de contrôle sont de nature privée: les officiers judiciaires chargés par cette loi d'inspecter les crimes terroristes sont les agents des unités nationales d'enquête sur les crimes terroristes perpétrées par la police et la garde nationale du tribunal de première instance de Tunis, pour leur expertise et leur expertise dans le traitement des crimes terroristes. La loi leur permet également de garder le suspect pendant cinq jours. Le représentant de la République tunisienne est compétent pour prolonger la période de conservation deux fois et pour la même période.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

En outre, les agents de la république peuvent, au moment des autres juridictions primaires, mener des enquêtes préliminaires puis autoriser le placement du suspect sous l'autorité du procureur général près le tribunal de première instance de Tunis.

Dans ces procédures, le contemplateur note sa nature privée et sa concentration excessive qui peuvent avoir une incidence négative sur le déroulement des procès. Le pôle judiciaire est la plus grande mesure de la juridiction centrale.

✓

La centralisation du pôle

judiciaire

L'article 40 de la loi de 2015 sur la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent prévoit une polémique judiciaire pour lutter contre le terrorisme devant la cour d'appel, qui se charge des affaires terroristes prévues dans cette loi et des infractions assimilées, le législateur tunisien concentrant probablement sa compétence sur la facilitation du traitement des infractions terroristes. En fait, le tribunal judiciaire antiterroriste en Tunisie se plaint de plusieurs problèmes matériels et humains qui ont affecté le déroulement des problèmes et les délais pour eux et son rôle dans la lutte contre le terrorisme, selon la caractérisation du secteur.

« Lamia Magri », membre du conseil d'administration du tribunal administratif de Tunis et membre de l'Assemblée du magistrat tunisien, a déclaré dans une interview au "New Arab" que "le fait de ne pas fournir suffisamment de juges et toutes les exigences matérielles et administratives pour le contre-terrorisme judiciaire indique que la décision de l'initier dès le début C'est une décision politique et non un contre-terrorisme sérieux. Al-Magri a estimé que les difficultés rencontrées par le pôle affectaient de manière préjudiciable la conduite des affaires et leurs délais légaux, "qui doivent être respectés ou forcés de renvoyer l'accusé en cas de libération".

Mais la centralité du pôle judiciaire, en particulier dans la situation actuelle du pays où le fléau croissant du terrorisme fait l'objet d'une double récolte:

Cela évite la nature de la conduite des procès, qui sont nécessaires et dus à leur grand nombre. « Soufien Seliti », un porte-parole du pouvoir judiciaire, a confirmé que, depuis octobre 2015 et jusqu'à la fin du mois de mars 2018, 3 475 minutes avaient été libérées et que 6 590 suspects avaient été arrêtés. Le grand nombre d'affaires sera celui de la conduite des procès manquant nécessairement l'extension des éléments d'un procès équitable, surtout s'il est associé à un deuxième élément qui lui plait, le nombre de juges ne dépasse pas 8 juges d'instruction et 4 procureurs. C'est un échec flagrant de la part de l'État, confronté à des défis majeurs en matière de lutte contre le terrorisme, d'appuyer le pôle de mon jugement avec les ressources humaines et logistiques nécessaires.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

✓

Pôle judiciaire sans

protection pour les juges.

L'intérêt du législateur pour l'efficacité de la lutte contre les crimes terroristes était censé indiquer la nécessité de fournir des garanties pour la protection des juges qui constituent le pôle judiciaire. El-Mejri a déclaré que l'une des principales exigences de l'Association des juges est de protéger personnellement les juges de l'appareil judiciaire pour lutter contre le terrorisme, Sont exposés à des menaces pour leur vie et leur sécurité, et que l'octroi de la protection est légal et nécessaire

✓

Le droit à un procès

équitable est-il garanti dans cette loi?

Le droit à un procès équitable est un droit humain fondamental. L'un des principes applicables dans le monde entier reconnus par la Déclaration

universelle des droits de l'homme depuis 1948. C'est donc la pierre angulaire du système international des droits de l'homme, qui doit être respecté et respecté par les États qui le ratifient. La Tunisie étant considérée comme un pays reconnu et impliqué dans ce système, elle doit respecter à tout moment l'application des principes fondamentaux du procès équitable, y compris les situations d'urgence et les cas exceptionnels tels que la loi sur le terrorisme.

Lorsqu'une personne est détenue ou traduite devant un juge accusé d'avoir commis une infraction pénale, elle est confrontée à l'appareil de l'État avec ses bagages et son équipement. Ainsi, la manière dont une personne est accusée d'un crime montre avec exactitude dans quelle mesure cet État respecte les droits de l'homme et l'état de droit. Chaque procès pénal atteste l'engagement de l'État à respecter les droits de l'homme, et le test devient difficile dans le cas des personnes accusées d'avoir commis des crimes menaçant la sécurité de la société, tels que des actes terroristes.

L'article 108 de la constitution de la république tunisienne consacre le droit à un procès équitable en stipulant que toute personne a droit à un procès équitable. Le texte constitutionnel ne lie pas le statut de citoyenneté au droit à un procès équitable, conformément aux dispositions de l'article X de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits de l'homme. La question qui se pose est la suivante: la loi de 2015 inclut-elle le principe d'un procès équitable dans ses termes et conditions?

✓

Prolongation de la période

de garde à vue.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La rétention est la détention d'un suspect par les officiers de la police judiciaire pour vérifier les soupçons qui l'entourent. La troisième section des chapitres 39 et 41 de la loi n ° 26 de 2015 a pris en compte les procédures de conservation.

-Personnes soumises à la garde à vue: le législateur a adopté l'expression "le suspect". Ce terme est absolu et désigne la personne qui a des doutes autour de lui en général. Il n'a adopté aucune attribution ni exception et inclut donc la décision de garder le suspect qui peut être un adulte ou un mineur.

-Durée de la garde à vue_: le suspect peut être maintenu en détention pendant cinq jours. Il peut être prolongé deux fois par le procureur général du tribunal de première instance de Tunis. Il peut donc durer jusqu'à quinze jours, ce qui est une très longue période et qui n'est pas compatible avec le système des droits de l'homme, surtout si le détenu est complètement isolé du monde extérieur, y compris sa famille et ses avocats. Les observateurs du "Réseau tunisien de la justice" ont ainsi enregistré un nombre important de cas de torture pouvant aller au-delà d'un tiers, soit 41 cas sur les 137 qui ont fait l'objet d'un suivi.

Cependant, la constitution stipule dans son chapitre 29 que la suspension est une exception. "Nul ne peut être arrêté ou détenu, sauf en cas de flagrant délit ou de décision de justice, et il doit immédiatement connaître ses droits et les charges qui lui sont reprochés, et peut désigner un avocat.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques stipule que tous les motifs de fond de la détention ou de la détention doivent être énoncés dans la loi et sont strictement limités pour éviter une interprétation excessive ou une application arbitraire.

Il indique également que, sauf en cas de sanctions pénales infligées par les tribunaux pour des périodes déterminées, toute décision de maintenir une personne sous le coup d'une peine de détention est arbitraire s'il n'y a pas de réexamen périodique des motifs de maintien en détention ", sauf disposition contraire de la loi de 2015, La procédure est arbitraire, car quinze jours de détention constituent une période de grande exagération, outre le fait que la prolongation de la détention n'est pas définie de manière stricte mais qu'elle est laissée à la discrétion de l'agent républicain. Les suspects peuvent être gardés sans permission Et c'est là une violation manifeste des droits et des libertés.

✓

**Reconnaissance sous la
contrainte et la torture.**

La période de détention de 15 jours approuvée par la loi de 2015 sur la protection du terrorisme, dans des conditions de détention en Tunisie, entraîne inévitablement la contrainte exercée sur les détenus pour tenter de déraciner leur reconnaissance et de réagir dans des conditions difficiles. La détention prolongée au secret et la détention secrète

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

constituent une violation flagrante des droits de l'homme et sont donc des formes de coercition interdites, bien que l'article 23 de la Constitution tunisienne dispose que "l'État protège la dignité de la personne humaine et l'inviolabilité du corps et prévient la torture morale et matérielle ..."

Plusieurs avocats ont confirmé à "Human Rights Watch" qu'il existait de nouvelles formes de torture, telles que la nudité forcée ou la menace de viol d'un suspect ou de membres de sa famille, ne laissant aucun effet physique visible à l'avocat lors de la visite. Lors de l'examen de la loi antiterroriste péruvienne, qui permet une détention au secret de 15 jours, la Cour interaméricaine a conclu que cette loi "créait des conditions permettant la torture systématique de personnes sous enquête dans le cadre d'une affaire de terrorisme".

La loi ne prévoit pas non plus de garanties formelles ni d'objectivité de la personne qui la détient, représentée par le devoir de désigner un avocat, le devoir des médias et la nécessité de présenter l'examen médical.



La remise en cause des garanties de représentation légale et des droits de la défense.

L'article 27 de la Constitution dispose: "L'accusé est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie dans le cadre d'un procès équitable garantissant toutes les garanties de la défense dans les phases de poursuites et de poursuites." En droit international des droits de l'homme, le droit à une représentation en justice est l'un des piliers du respect des critères d'équité.

En ce qui concerne la protection institutionnelle du droit à un procès équitable, la Constitution stipule explicitement que "le droit constitue le fondement d'un procès équitable et la garantie du droit de l'accusé à être défendu". Il stipule que "l'avocat bénéficie des garanties pour le protéger et lui permettre de s'acquitter de ses fonctions". Protection des droits et libertés ". La loi de 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment de capitaux ne prévoit pas la possibilité de placer un avocat en détention ou même en cours de procès, raison pour laquelle nous appelons Code de procédure pénale les chapitres 13 et 57 de la loi n ° 5 du 16 février 2016. "Le juge peut enquêter sur la nécessité d'enquêter sur les affaires de terrorisme si l'avocat n'est pas autorisé à rendre visite au suspect, à le rencontrer, à assister à son audience ou à se battre contre lui, ou à consulter les documents du dossier devant le chercheur pendant une période n'excédant pas quarante-huit heures à compter de la date de son arrestation, à moins que l'agent de la république ne décide Auparavant dans ce la Prévenir "

Cette mesure est arbitraire et contraire aux dispositions de la Constitution de 2014. Cette loi est fondée sur le concept de "nécessité de la recherche", qui est vague et ne peut être restreint. Le dernier mot dans cette affaire est que le juge d'instruction dispose du pouvoir

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

discrétionnaire de rejeter toute demande d'un avocat de rendre visite à son employeur. Les retards sont systématiques et fréquents pour un avocat.

Tous les avocats interrogés par "Human Rights Watch" dans son dernier rapport de 2018 ont déclaré que la disposition légale autorisant les procureurs ou les magistrats à retarder les contacts avec un avocat pendant 48 heures après sa mise en détention dans les affaires impliquant des accusations liées au terrorisme est presque automatiquement appliquée. Rendre les suspects dans des affaires de terrorisme plus à risque de torture, aveux forcés et autres abus. "Human Rights Watch" a examiné les dossiers de la police et les décisions rendues par le ministère public dans cinq affaires et a constaté que le parquet interdisait aux suspects dans tous ces cas de contacter un avocat 48 heures après sa détention, sans fournir de motifs individuels pour justifier des décisions en violation flagrante des normes internationales et L'innocence.



présomption d'innocence

La remise en cause de la

À l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, l'article 11.1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule explicitement que toute personne accusée d'un crime est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie conformément à un procès équitable, L'article 14.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, entré en vigueur le 23 mars 1976, dispose: "Toute personne inculpée d'une infraction pénale a le droit d'être présumée innocente sauf si sa culpabilité est établie. Selon la loi. " Cependant, la loi de 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent ne respectait pas la présomption d'innocence en la portant à 15 jours de détention, avec des violations flagrantes des droits du suspect et l'impossibilité de confesser sous différentes formes de torture. Conduite arbitraire et inconditionnelle de normes internationales de protection des droits de l'homme, loi no 5 du 16 février 2016 modifiant certaines dispositions du Code pénal autorisant le juge d'instruction à ce que l'avocat ne soit pas autorisé à rendre visite au suspect.



Témoins anonymes

L'article 73 de la loi peut spécifier que le juge d'instruction ou le président de la Cour peut décider d'interroger l'accusé et de recevoir les déclarations de ceux qui l'estiment utile, grâce à des moyens audiovisuels appropriés, sans qu'il soit besoin de se présenter personnellement à l'audience. Puis des mesures pour que les personnes entendues "

Il s'agit là d'une exception supplémentaire à la comparution publique de témoins et au droit d'accès à ces derniers: le fait de ne pas divulguer de données permettant d'identifier des témoins ou d'adopter des témoins anonymes et de menacer les droits de l'accusé qui ne peut pas préparer sa défense ou la possibilité de contester le témoignage de témoins à charge. Les violations des éléments d'un procès équitable prévus par les traités

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

internationaux doivent être respectées. L'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques confère à l'accusé le droit de consulter les témoins à charge. Les Directives sur le droit à un procès équitable et à l'assistance juridique en Afrique, adoptées par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, prévoient le droit de l'accusé d'entendre des témoins et d'avoir des témoins à sa place dans les mêmes circonstances. Il est également indiqué que l'utilisation de témoignages de témoins anonymes lors du procès n'est autorisée que dans des circonstances exceptionnelles. "

Nous notons que la loi antiterroriste tunisienne de 2015 ne prend en compte que des circonstances exceptionnelles, car elle laisse une grande marge de manœuvre aux juges pour adopter un témoignage anonyme, sans spécifier de critère à respecter ou toujours sous le couvert de phrases timides en cas de danger perçu et de nécessité.

✓

Audiences à huis clos et autres tenues en dehors de leur lieu habituel.

L'article 73 stipule que "le juge d'instruction ou le président de la Cour peut, en cas de danger grave, mener de telles recherches ou autoriser la tenue de la session à sa place habituelle ... Dans des cas exceptionnels, lorsqu'il existe un danger réel pouvant résulter de poursuites publiques, Le parquet peut décider de sa propre initiative ou à la demande du représentant du ministère public ou de toute partie intéressée de tenir les audiences en secret "

Les audiences publiques ont pour objectif de dissuader les délinquants au sein de la communauté, de les punir d'une amende et de le rassurer sur le fait que justice lui est rendue. Par conséquent, autoriser les juges à tenir des audiences à huis clos devant le public est une exception arbitraire, d'autant plus que les juges ont le pouvoir discrétionnaire de comprendre, d'interpréter et d'apprécier les "cas de danger perçu" et les "dangers réels", qui étaient complets et inexacts, et constituaient tous des exceptions exceptionnelles. L'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques garantit le droit de toute personne à un procès équitable et public et prévoit des exceptions "pour des motifs de moralité publique, d'ordre public ou de sécurité nationale dans une société démocratique, Aux exigences d'inviolabilité À la vie privée des parties à l'affaire ou au minimum jugé nécessaire par le tribunal lorsque la publicité dans certaines circonstances exceptionnelles porterait atteinte aux intérêts de la justice. "

✓

La peine de mort.

La loi du 7 août 2015, qui est conforme à la loi antiterroriste de 2003, a imposé la peine de mort pour de nombreux crimes terroristes, injuste et inhumaine. Amnesty International considère qu'il s'agit d'un déni absolu et définitif des droits humains. C'est un meurtre prémédité d'un État sous le nom de justice.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

C'est une violation du droit à la vie tel que stipulé dans les plus importants traités et conventions internationaux, y compris l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, qui prévoit le droit de toute personne à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne. Les droits civils et politiques que le droit à la vie a le droit inhérent de toute personne à la loi de protéger ce droit et personne ne peut être arbitrairement privé de la vie. Il indique également que les pays n'ayant pas aboli la peine de mort ne peuvent être condamnés à mort pour des crimes commis par des personnes de moins de 18 ans et ne sont pas exécutés par des femmes enceintes, alors que la loi de 2015 est absolue et complète pour les enfants et les enfants.

Dans une de ses questions sur la nécessité d'utiliser la peine de mort pour mettre fin aux actes de terrorisme et à la violence politique, Amnesty International a répondu que les exécutions pouvaient accroître l'incidence de tels actes dans la mesure où ils pouvaient conduire à leur cessation. Les exécutions peuvent créer des martyrs dont la mémoire est un aimant pour la mobilisation de leurs organisations. Pour les hommes et les femmes prêts à sacrifier leur vie pour leurs convictions, l'exécution ne les dissuadera probablement pas et pourrait même constituer un incitatif.

Par conséquent, la peine de mort devrait être abolie en tant que sanction cruelle et brutale, en violation du droit à la vie garanti par les conventions internationales, et ne saurait être annulée si elle est appliquée. Il est à noter que le pôle judiciaire a prononcé 7 peines de mort et une peine d'emprisonnement à vie.

✓

droit de l'enfant.

La remise en cause du

L'article 3 de la loi de 2003 sur le soutien à l'effort international de lutte contre le terrorisme et de prévention du blanchiment de capitaux stipule que les enfants sont soumis au Code de protection de l'enfance, ce que ne prévoit pas la loi de 2015 relative à la lutte contre le terrorisme.

Cette négligence est une menace pour les droits de l'enfant contenue dans la convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1989 et entrée en vigueur en 1990. La convention contient des garanties de procès équitable pour les enfants accusés d'avoir violé les dispositions du code pénal. En vertu de la convention, les enfants accusés de violation de la loi et passibles de poursuites pénales, ont droit à des garanties de procès équitable et aux droits applicables aux adultes. Conformément aux normes internationales, les enfants accusés de violation du droit pénal ont besoin de soins et d'une protection supplémentaires.

Lecture analytique de la relation entre la loi n ° 52 relative aux stupéfiants et la loi n ° 58 de 2017 du 11 août 2017 sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

***De la sanction de la drogue aux réseaux de recrutement de l'extrémisme violent et du terrorisme.**

Dans le même contexte, pour lutter contre la violence et lutter contre le crime organisé, les législateurs tunisiens ont mis en place un arsenal de lois anti-drogue. Loi n ° 52 de 1992 du 18 mai 1992 sur les drogues et les critiques à son encontre, qui montrait son côté dur et excessif face aux consommateurs de stupéfiants et son insistance pour imposer la stigmatisation au traitement, l'application des juges aux chapitres de la loi se limitant au moins au mécanisme du gouvernement La peine d'emprisonnement d'un an et la sanction financière minimale écrite de 1 000 dinars, en application des chapitres de la loi contenus dans le chapitre relatif aux sanctions, tel que le chapitre 4, qui prévoit que "seront punis d'un emprisonnement de 1 à 5 ans et d'une lettre de mille à trois mille dinars, Consommation personnelle Ta ou stupéfiants autres que ceux autorisés par la loi et une tentative de punir. "

L'application automatique des articles de cette loi prive le juge pénal de son pouvoir discrétionnaire, qui ne tient pas compte des circonstances du crime et de sa situation, de la personnalité de l'accusé, de son âge, de sa situation psychologique et sociale, ce qui est contraire aux règles de justice et d'équité. En effet, l'application des dispositions du chapitre 12 de la loi 52 de 1992 a empêché la possibilité pour le pouvoir judiciaire d'appliquer le chapitre 53 du Code pénal, qui stipule explicitement que "les dispositions du chapitre 53 du Code pénal ne s'appliquent pas aux infractions prévues par cette loi". La seule idée de laisser au juge la liberté de modifier les peines et de s'en tirer, ce qui est connu comme les circonstances de la mesure d'atténuation, n'était pas possible, car il ne peut pas recourir à l'application du chapitre 53 du Code pénal si les circonstances de l'acte exigent la traçabilité de la peine. Donc

Le législateur tunisien qui refuse aux accusés des conditions d'atténuation en matière morale ou économique ne favorise pas dans sa laideur la cruauté des crimes contre l'âme humaine, tels que le meurtre, le viol et l'enlèvement, privant ainsi le juge du juge conformément à sa conscience et à sa conscience, de sorte que le législateur intervient dans ce domaine uniquement devant la juridiction du pouvoir judiciaire.

Le résultat inévitable de la politique répressive tunisienne à l'égard des consommateurs de drogue a été de mettre des centaines de jeunes en prison sans aucune politique de traitement. Cela a été confirmé par le ministre de la Justice, Ghazi Gribi, qui a déclaré lors d'une audience devant la commission de la législation générale de l'Assemblée populaire le 3 janvier 2017 que plus de 25% des prisonniers dans le pays étaient accusés et condamnés pour des affaires de drogue. Ainsi, l'accusé est soumis à une double violence autoritaire. La violence l'empêche de prendre en compte les circonstances de sa consommation ou de sa possession de stupéfiant et lui permet d'éviter les conditions d'atténuation et de violence dans les lieux de détention dans lesquels il est placé.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Lieux de détention: résulte la violence et l'extrémisme violent.

Les lieux de détention en Tunisie se caractérisent par une détérioration des infrastructures et des équipements outre la surpopulation. Un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) en mars 2014 indique que 58% des prisonniers sont en détention préventive en attendant le verdict, Du code de procédure pénale, "une voie exceptionnelle".

En moyenne, les détenus sont des jeunes; 30% d'entre eux sont incarcérés pour de courtes périodes allant jusqu'à un an et 26% d'entre eux sont des toxicomanes. Il est à noter que les crimes liés à la drogue en Tunisie se classaient au premier rang des types de crimes et que le nombre de détenus et de détenus dans les crimes liés à la drogue était estimé à 6 700 prisonniers, selon les statistiques de 2016.

Cette politique pénale répressive a conduit à une surpopulation carcérale et certaines prisons et unités pénitentiaires occupent plus de 150% de la capacité d'hébergement mise à leur disposition. Les détenus ont été forcés de dormir par terre et de s'occuper des latrines jusqu'à ce que trois d'entre eux partagent un même lit. (Loi n ° 52 sur les drogues dans les tribunaux tunisiens: réseau pour l'observation de la justice tunisienne janvier 2016, les données proviennent à leur tour du rapport de la Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, publié en mars 2014).

D'autre part, la surpopulation dans les prisons est due au changement climatique, à une montée des sentiments de haine et de haine, à une pression psychologique accrue, à l'agressivité et à une tendance généralisée à utiliser la violence. C'est une proie facile pour les terroristes qui veulent éviter d'être séparés de la prison par un prisonnier en possession ou en possession de stupéfiants et entre un autre suspect ou un terroriste. L'absence de séparation effective des mineurs et des adultes dans les centres visités par "Humann Rights Watch" est une violation des normes internationales.

Outre ce qui précède, le surpeuplement empêche l'application du principe de la séparation des peines et constitue un obstacle à la réinsertion sociale, ce qui explique le taux de retour relativement élevé parmi les détenus. (Selon le Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (rapport de 2014): le ratio d'oud est de 45.

Compte tenu de l'impossibilité de poursuivre ainsi son application et de la réviser partiellement en vertu de la loi n ° 39 de 2017 du 8 mai 2017, qui contenait un seul chapitre, le chapitre 12, qui stipule que "les dispositions du chapitre 53 du Journal Sont punis pour les infractions prévues par la présente loi, à l'exception de celles prévues aux articles 4 et 8. "Cela permettra au juge de s'efforcer de rendre ses jugements.

Cependant, cette révision ne suffit pas: le législateur adhère à des politiques répressives aux dépens de la politique préventive et curative de cette loi, en particulier pour les débutants

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

qui vivent dans des conditions inhumaines dans des prisons qui créent des éléments violents et même tendent à l'extrémisme violent. L'absence de politique d'intégration sociale et l'exposition des diplômés de la prison à l'abus et à l'exclusion sociale et économique de la perte d'études et de travail et même parfois de liens familiaux, ainsi que des effets négatifs sur la psyché de la personne sont donc fournies aux conditions propices au phénomène croissant d'ignorance et de ressentiment et de congestion, qui Dans son comportement violent au sein de la société. Et exacerber le phénomène de la violence, qui est la principale femme touchée.

La violence à l'égard des femmes est une violation claire et explicite des droits humains, qui les empêche de jouir de tous leurs droits et a des conséquences graves non seulement pour les femmes mais aussi pour la société dans son ensemble, avec des conséquences sociales et économiques graves. Il convient de noter que la violence à l'égard des femmes ne définit pas certaines frontières sociales, mais est un phénomène général.

L'élimination la violence à l'égard des femmes comme protection contre l'extrémisme violent.

La violence à l'égard des femmes ne se limite pas à une forme, mais prend plusieurs formes, notamment la violence physique, la violence verbale et psychologique, la violence sexuelle et la violence économique. En raison de la violence à l'égard des femmes, les motivations sociales, psychologiques, économiques et idéologiques ont une dimension religieuse.

Les facteurs sociaux sont les principaux moteurs de la violence à l'égard des femmes, en raison du faible niveau d'éducation et de l'ignorance des membres de la société, et donc de la vulnérabilité aux croyances erronées prévalant dans la société, à la mentalité masculine se manifestant sous la forme de violences physiques et sexuelles.

Les facteurs psychologiques qui ont été créés chez les auteurs d'actes de violence à l'égard des femmes sont aussi minimes que les actes de violence domestique perpétrés par leurs parents ou d'autres personnes ou par les abus de la mère commis par le père. Ou soumis à la violence pendant une période d'emprisonnement ou de suspension qui affecte considérablement leur comportement et se manifeste sous la forme de violence à l'égard des femmes. Outre les troubles de la personnalité pouvant conduire à la création d'un caractère antisocial, les facteurs économiques sont également l'un des motifs les plus véhéments de la violence à l'égard des femmes dans de nombreuses sociétés, en raison des pressions économiques, du faible niveau de vie et du chômage et de la pauvreté généralisés.

La violence à l'égard des femmes a de graves conséquences non seulement pour l'individu, mais également pour la famille et la société qui l'entourent. L'un des effets les plus significatifs de la violence à l'égard des femmes est l'effet physique et socio-économique. Ces effets se reflètent dans le grand chevauchement de la santé et de la psychologie des

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

femmes, ainsi que de leur personnalité et de leur statut au sein de la famille et de la communauté.

Pour lutter contre le phénomène de la violence à l'égard des femmes, le législateur tunisien tient à promulguer la loi fondamentale n ° 58 de 2017 du 11 août 2017 sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Le but de cette loi est de développer des mesures pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes fondées sur la discrimination fondée sur le sexe afin de réaliser l'égalité et le respect de la dignité humaine en adoptant une approche globale qui couvre les différentes formes de prévention, de recherche et de sanction des auteurs, ainsi que de protection et de responsabilité des victimes. . "

Au chapitre III, la violence à l'égard des femmes est définie au chapitre III comme "toute agression physique, morale, sexuelle ou économique à l'égard des femmes fondée sur une discrimination fondée sur le sexe, causant préjudice, douleur, préjudice physique, psychologique ou sexuel.

Ou menace économique pour les femmes et comprend également la menace de telles agressions, pressions ou privations de droits et libertés, tant dans la vie publique que privée. "En vertu de cette loi, des espaces distincts ont été attribués aux tribunaux de première instance, qui comprennent des juges spécialisés dans les affaires de violence à l'égard des femmes. L'article 24 de la loi crée une unité chargée d'enquêter sur les crimes de violence à l'égard des femmes dans chaque région de sécurité et une garde nationale dans chaque État. La loi visant à lutter contre le phénomène de la violence à l'égard des femmes a été soumise à la pression de la société civile tunisienne, notamment d'associations et d'organisations de défense des droits des femmes au niveau national.

Au niveau international, de nombreuses conventions et résolutions des Nations Unies, telles que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 18 décembre 1979, ont réagi tardivement à la définition de "discrimination à l'égard des femmes". Une restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de nuire à la reconnaissance par les femmes, sur une base d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel, civil ou autre, ou d'annuler la reconnaissance ou la jouissance de ces droits par les femmes Peu importe son statut matrimonial.

L'article 1 de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes de l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 décembre 1993 "Violence à l'égard des femmes" s'entend de tout acte de violence sexiste entraînant ou susceptible d'entraîner: Qu'elles soient physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou privée. "

Dans la mesure où les affaires de violence et de discrimination à l'égard des femmes associées à un conflit sont directement liées à la violence et à la discrimination à l'égard des

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

femmes ancrées dans la société avant le conflit, résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la sécurité, la paix et ses axes de prévention de la violence à l'égard des femmes. Les femmes en situation de conflit.

Ce cadre juridique international pour la protection des femmes contre la discrimination incombe aux gouvernements pour établir leurs cadres juridiques et formuler leurs programmes et plans pour une action nationale visant à éliminer la violence et la discrimination à l'égard des femmes.

L'aboutissement d'une longue lutte menée par la société civile tout au long des années de promulgation de la loi tunisienne, récemment, la loi fondamentale n ° 50 de 2018 du 23 octobre 2018 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Cette loi vise "l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de ses manifestations, la protection de la dignité humaine et l'égalité des individus dans l'exercice des droits et l'exécution des devoirs, dans le respect des dispositions de la Constitution et des traités internationaux ratifiés par la République tunisienne".

Toute personne qui incite à la haine, à la violence, à la discrimination, à la ségrégation et à l'isolement, ainsi que toute personne qui diffuse des idées fondées sur la discrimination raciale, la supériorité raciale ou la haine raciale par quelque moyen que ce soit.

Lecture analytique de l'évolution de l'extrémisme violent et du terrorisme aux niveaux international, régional et local.

Les attentats du 11 septembre 2001 étaient une expression du phénomène de la mondialisation du djihad: cette formation était le point culminant des processus d'établissement locaux et régionaux dans la transformation de l'affrontement de l'ennemi proche (les régimes arabe et islamique au pouvoir) en un affrontement avec l'ennemi distant (les États-Unis et le monde occidental). C'était le centre de coordination et d'établissement des branches dans les régions arabes et islamiques entre 1996 et 2001. Son invasion a été le début de la montée des branches "djihadistes" et la réalisation de leur autonomie organisationnelle et motrice. L'Afghanistan n'était pas une base jihadiste d'urgence, c'était

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

un camp d'organisation, d'idéologie et d'entraînement destiné à former des générations de jeunes Arabes et musulmans.

L'occident libéral et les régimes qui lui sont fidèles du Pakistan, de l'Égypte et des pays du Golfe ont contribué à l'émigration de combattants arabes et musulmans afin d'expulser les envahisseurs russes entre 1979 et 1989. Cette décennie a été un modèle pour la formation et l'entraînement, une base organisationnelle, idéologique et de formation pour des générations de jeunes Arabes et musulmans. Et la conversion des perceptions théoriques de l'action sur le terrain. Ces combattants ont été traités comme des héros, "Moudjahidines dans la cause d'Allah contre le communisme athée (le cancer rouge)", Ces jeunes, en fuite de l'oppression des régimes autoritaires ont porté avec eux le projet de "Sayed. Quotb". l'un des théoristes du "Jihad". De cette idéologie, naît le leadership idéologique et de terrain, en cette décennie, le palestinien "Abdullah Azzam " (1941-1989), fondateur du « Bureau des services des moudjahidins » pour la polarisation, la configuration, la formation et le déploiement vers les fronts de combat et la collecte de fonds et de l'argent.

Les régimes arabes se sont débarrassés de ces "djihadistes" qui avaient quitté les prisons arabes et imposé un fardeau aux services de sécurité et de renseignement, qu'ils ont envoyés en Afghanistan après l'invasion russe, et la vision américaine de combattre l'Union soviétique aux mains arabes et islamiques s'est réalisée sans que l'Amérique ait jeté ses soldats dans cette guerre absurde. Le monde occidental et le monde arabe n'ont pas tenu compte du destin de ces combattants après la sortie de l'Union soviétique de l'Afghanistan. Il est entré dans les factions afghanes lors des combats internes opposant les Arabes afghans à se retirer à la frontière Afghano-Pakistanaise, dans des camps sans titre ni objectif sauf qu'attendre les résultats de la guerre entre les factions rivales et la majorité des "djihadistes" parmi les pays du monde est revenue et est revenue dans le pays d'origine et a estimé le nombre de ceux qui ont participé à la guerre en Afghanistan entre 10 000 et 15 000, quelques-uns si on les mesure par l'importance de leur influence sur le monde islamique arabe, a déplacé la direction de ces combattants du « Sheikh Abdullah Azzam » après son assassinat en 1989 à son assistant saoudien, Oussama ben Laden (1957-2011).

Quand « Abdallah Azzam » a fondé le bureau des "services pour les Moudjahidines", il a déclaré que son travail consistait à servir les Moudjahidines Afghans. Il aspirait les Arabes et les musulmans à se rendre au bureau des services. Il souhaitait acquérir l'expérience de la guerre et constituer un noyau solide pour la ligue des Moudjahidines. Ce bureau possède la "base de données sur les Moudjahidins", leurs mouvements, leurs migrations, leurs caractéristiques et leurs potentiels, mais la présence permanente d'un grand nombre de moudjahidine à "Peshawar" a fait que le bureau a été recouvert de diverses tendances "djihadistes". Il ya eu un désaccord entre « Abdallah Azzam » et certains de ses dirigeants à propos de deux grands affaires :

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

-Ne pas rompre avec les « moudjahidins afghans », de travailler sous leur bannière et de ne pas entrer dans des conflits entre les factions des moudjahiddines afghans.

- S'éloigner des catégories de l'expiation des sociétés islamiques et de maintenir une relation amicale avec les systèmes arabes et pakistanais qui offrent un coup de main aux "djihadistes".

Il semblerait qu' "Abdallah Azzam" ait été entouré de leaders djihadistes partageant différents points de vue: « Ayman al-Dhawahri », « Abou Hafs El-Masri », « Abou Oubaida al-Banshiri », « Saïf al-Adl », l'iraquien « Abou Ayyoub », « Oussama Ben Laden » et « Abou Moussâb El-Souri ». ce qui a engendré la séparation et la création de leur propre camp portant le nom "lionneraie des Ansars"("lionneraie des partisans") en 1986 avec le financement du riche Saoudien Oussama ben Laden, mais ne cassait pas le lien avec le "bureau des services moudjahidines", ce qui nous amène à nous atteler à la tâche de ce bureau qui s'est limitée à la propagande et à une maison d'ôte pour recevoir les volontaires et de les orienter au camps de " lionneraie des partisans" (les sympathisants) ou encore à rejoindre les fronts de combat.

Après l'assassinat de « Abdullah Azzam », Oussama ben Laden assumait la direction des "Afghans arabes" dans son influence financière. Après l'échec des factions afghanes à établir l'État islamique, il souhaita parier sur le front soudanais qu'il soit la base du Jihad islamique mondial. Il quitta l'Afghanistan en 1992, Pour les moudjahidines d'Afghanistan, et il estimait que la situation géographique reculée de l'Afghanistan ne serait pas utile au développement du travail djihadiste, chaque projet de djihad devrait être au cœur de la nation arabe porteuse de "la balise du prophète Mohamed", mais les régimes arabes qui les encourageaient à migrer en Afghanistan ou au Soudan, l'idée de jihad mondial s'est développée lors d'une réunion entre les Afghans arabes et les héritiers du projet du "Jihad islamique" « Abdullah Azzam », avec son Jihad égyptien et militaire, héritiers du projet de "Sayyed Quotb" (1906-1966), avec son équilibre théorique, mais le retour en Afghanistan était une nécessité à laquelle le projet "djihadiste" tenterait de s'adapter.

Oussama ben Laden (2011) a dû attendre deux ans après son retour en Afghanistan en 1996 pour être rejoint par la plupart des moudjahidines dispersés dans des zones de tension ou en revenant d'Europe de Tina Abu Musab al-Syrian, le philosophe du projet du jihad, une période nécessaire aux Taliban. Le 3 avril 1996, le 1 er avril 1996, 1500 scientifiques afghans et le mollah Mohammad Omar (1960-2013) représentaient la majorité des territoires afghans et lorsque les Taliban ont prouvé leur autorité sur l'Afghanistan sous la forme d'un émirat islamique, Oussama ben Laden était à l'origine de son projet de djihad avec une base militaire fixe au fond de l'Afghanistan et une base de renseignement Il a un réseau complexe en Quel était le front de la plus importante fatwa appelée "Le Front islamique international de lutte contre les Juifs, les Croisés et les Américains", un front fondé sur un débat approfondi entre érudits et érudits dans la péninsule arabique et autour de celui-ci. C'est

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

aussi un front qui a résolu le différend entre les cheikhs Oussama ben Laden et Ayman al-Zawahri (Zawahiri), et Ayman al-Zawahiri était convaincu de l'inutilité de combattre les régimes arabes tant qu'ils seraient sous la protection du parapluie américain. Le projet djihadiste "a frappé la tête du serpent" que l'Amérique a dû neutraliser. N les Systèmes de protection, le projet djihadiste dans son ambition de se élève à établir un état Califat, et à partir de ce moment sera le point de vue du djihadiste Abou Moussab al-Suri (1958- 2012 a disparu des prisons syriennes) un rôle de premier plan dans l'élaboration du jihad mondial.

Il convient de noter que la désignation "Al-Qaïda" est un nom secret qui n'a même pas été diffusé après l'annonce du "Front islamique international" et ne deviendra une désignation officielle qu'après "l'invasion de New York et de Washington" le 11 septembre 2001, car le projet du Front islamique international n'a pas attiré divers mouvements islamistes. Le projet s'appuyait sur deux références: les Afghans arabes et le mouvement du djihad égyptien, Al-Qaïda avait une organisation secrète qui planifiait et menait des opérations qualitatives et donnait des coups douloureux à l'Amérique en visant des ambassades, des bases militaires et des intérêts économiques. L'organisation Al-Qaïda et le groupe du djihad égyptien ont été identifiés depuis avril 2002 comme l'organisation "djihadiste", et la littérature "djihadiste" a estimé que les attaques du 11 septembre avaient forcé les États-Unis à envahir l'Afghanistan et l'Irak pour être entraînés sur le champ de bataille, tandis que les forces américaines et leurs alliés réussissaient à détruire leurs bases. Jihad / Commandement général en Afghanistan, mais a contribué au développement et au renforcement des branches de cette organisation en Irak, dans la péninsule arabique, au Yémen et au Maghreb islamique, formés dans la plupart des pays arabes et islamiques, mais plutôt dans les pays occidentaux, transformation qualitative de la Mash P organisation "djihadiste" d'interconnexion étroitement à la méthode de travail et de la pratique..

Entre la chute de l'Afghanistan et de l'Irak, les dirigeants de l'organisation Al-Qaïda sont entrés dans une phase sophistiquée de théorisation par le discours de propagande prononcé par le dirigeant de l'organisation Oussama ben Laden et par un discours stratégique méthodique écrit par "Abou Moussâab le Syrien" (Omar Abdel Hakim) dans son livre complet " , A fourni l'arène irakienne après la chute de Bagdad le 9 avril 2003, un terrain fertile pour le noyau d'un futur projet "djihadiste" sous le couvert de la résistance à l'occupation des États-Unis et de ses alliés, et trouvera ce noyau de pouvoir et de mobilisation et d'incubateur populaire dans le triangle sunnite après le renforcement de la communauté chiite fidèle à l'Iran, (1966 - 2006), titre de la deuxième génération d'Al-Qaïda, dont l'ambition était plus grande dans la transition d'organisation à entité Politique (état).

L'organisation du Jihad en Mésopotamie a pu dévorer à une vitesse record la plupart des factions de la résistance irakienne dans le triangle sunnite et retrouver la liberté de mouvement grâce à un stock d'armes et à un vaste incubateur populaire qui a souffert des fléaux du gouvernement central et des milices chiïtes. La littérature djihadiste reconnaîtra

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

un grand moment entre de simples doctrines et de profondes doctrines stratégiques. Ce qui fit fusionner toutes les factions djihadistes, y compris El-Qaïda, sous le nom de "Conseil « Shoura » des moudjahidines ", et après l'assassinat d'Abou Moussâb Zarkaoui. Le 7 juillet 2006, le Conseil « Shoura » des moudjahidines estima que les circonstances étaient devenues favorables à la déclaration de l'État islamique en Irak. Sous la direction d'Abou Omar El-Baghdadi, le successeur de Zarkaoui, qui a occupé ce poste quatre ans avant son assassinat en 2010, et l'annonce du débat intellectuel et idéologique de l'État islamique d'Irak entre les penseurs de la pensée djihadiste et ceux qui ont vu le mouvement bouger rapidement, ont estimé qu'il existait un besoin urgent. Cependant, la correspondance d'Oussama ben Laden et d'Ayman Dhawahiri a révélé plus tard une rancune contre la politique des moudjahidines d'Irak concernant le ciblage des Kurdes et des Chiites et ce qui pourrait nuire au projet djihadiste. Le monde.

Il semble qu'Al-Qaïda en Irak ait capturé les efforts de la résistance irakienne, confrontée à l'invasion américaine et aux agents de la Zone verte à Bagdad, et ait bénéficié de l'organisation d'une transformation fondamentale de la nature de la confrontation et de la tactique du nouveau jihad, qui ne sont pas seulement des frappes traîtres et des attentats à la bombe qui surprend. La bataille de la ville irakienne de Fallouja a été un modèle d'entraînement à la capacité des moudjahidine de libérer et de gérer les villes, passant de la base de la montagne, des grottes et des cellules souterraines à la base de la ville pour y construire les structures militaires de « Saraya Corps », à Fallouja, ont écrit la théorie importante des documents des moudjahidins sous la direction de l'avis d'Abou Anas E-Shami sous le titre de « Agenda de Fallouja, » les bénéficiaires de l'expérience de l'armée irakienne démantelée, les documents reflètent les capacités de l'esprit et le développement militaire du projet djihadiste et de rationalisation.

Le projet djihadiste a été approuvé par le Front irakien dans le Triangle sunnite, à moins que l'Afghanistan, le Yémen et l'Algérie ne l'aient accepté. L'entité djihadiste a prouvé son existence entre 2006 et 2010 sous la volonté du gouvernement chiite et les ambitions régionales et occidentales de diviser l'Irak en trois régions: des régions sunnites, chiites et kurdes. La région sunnite, qui cherchait à se libérer du régime sectaire et à exercer des représailles contre les milices chiites en recourant à la protection que leur accordait le mouvement djihadiste, s'est vue contrainte d'épouser un programme djihadiste plus ambitieux qu'une petite zone géographique, sous un leadership irakien dépourvu de planification de premier ordre. Sierre, est devenu son ambition d'établir un califat islamique sur l'ensemble du pays, à l'est et à l'ouest islamique.

L'éruption des révolutions arabes et l'assassinat d'Oussama ben Laden (2011) ont été les principaux facteurs de la réalisation du projet de jihad mondial, qui n'a pas permis de changer la dure réalité de la pauvreté et de la tyrannie. En Égypte, au Yémen, en Syrie et en Iraq, les révolutions arabes sont entrées dans l'étape de l'avortement pour faire de ces pays

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

un réservoir humain de mouvements djihadistes. Abou Bakr El-Baghdadi, le « kalifat » des musulmans (29 juillet 2014), a déclaré rompre avec l'héritage structurel de l'organisation de la base du jihad et sans rompre avec l'héritage idéologique qui constituait le référentiel intellectuel et de référence de l'organisation. L'Etat islamique et ce pays de rêve sont devenus une réalité heureuse pour un secteur de musulmans rêvant de la gloire du passé et un cauchemar des régimes arabes et de l'ordre international et avec l'Etat islamique a été formée la première expérience contemporaine de gestion d'organisations de la ville et de « Hesba », Pour passer les légitimes .. et tous les concepts que les théoriciens sont soupçonnés d'être des djihadistes de la base de la loi islamique.

La confrontation entre les régimes en place et le projet djihadiste s'intensifie aujourd'hui et des alliances internationales ont été formées sous le titre de "résistance au terrorisme", un titre vague qui cache le conflit d'intérêts et le recrutement brutal des armes djihadistes dans toutes ses organisations régionales et internationales. Le projet djihadiste se situe dans un terrifiant triangle: pétrole, armes et subordination. C'étaient des djihadistes qui étaient respectés et appréciés dans les années 1990, car les intérêts avaient été changés et le projet s'était auto-gonflé et ne cherchait plus un allié, à l'exception de ses combattants.

- **Préparation militaire:** ces jeunes gens n'ont pas eu la possibilité d'acquérir des compétences de combat au combat, à l'exception de l'expérience afghane, mais aussi de s'entraîner à différents types d'armes, même sophistiquées, pakistanais. La préparation militaire est basée sur un blog complet intitulé "Encyclopedia of Afghan Jihad", composé de 2 000 pages et stocké sur Internet à l'intention du public. Et ses techniques des pistolets aux chars et aux avions.

- **La génération du renseignement:** cette génération a mis au point des méthodes d'intelligence djihadistes dans le domaine du suivi et de la surveillance, la collecte d'informations avec précision, et le savoir-faire en matière d'esquive dans la fixation d'objectifs. Dans les livres de Saif El-Adel (l'épée de la justice), ancien officier des services de renseignements égyptiens, puis Abou Moussâb le Syrien, une partie de la littérature de cette spécialité sera accessible aux mouvements djihadistes du monde entier, ce qui a permis à « l'Encyclopedia of Afghan Jihad » de contenir " Sécurité et du renseignement », et les dernières techniques et méthodes enseignées dans les académies militaires et de sécurité.

- **Préparation idéologique:** C'est le dénominateur commun de tous les groupes islamiques, à l'exception toutefois de la doctrine djihadiste, qui repose sur l'endoctrinement de femmes musulmanes indiscutables. Dans l'endoctrinement religieux, la violence contemporaine se trouve sous ses différentes formes. Médias à Peshawar, "tous les textes d'Abdullah Azzam dans de petits livres doivent être augmentés en jurisprudence, en histoire et en interprétation, mais le djihad a englouti

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

toute la doctrine pour devenir une jurisprudence, une interprétation et une sonnerie de son jihad.

- Le moment des "Afghans arabes" a été un changement fondamental et structurel dans le projet djihadiste: la rencontre entre les différentes nationalités arabes et islamiques a constitué une sorte d'intégration entre les projets djihadistes locaux en Égypte, en Arabie saoudite, au Pakistan, en Égypte, en Syrie et au Maghreb arabe, et nous sommes passés à un projet global de jihad qui concerne la nation islamique. Oussama ben Laden, riche du Golfe qui fournissait un soutien financier aux camps des moudjahidines arabes, a joué un rôle essentiel dans la collecte de fonds et la facilitation des mouvements de djihadistes dans le monde arabe et musulman, formant ainsi le noyau des Afghans arabes entourés des symboles les plus célèbres. Etre un moment d'épuisement des "révolutions du printemps arabe" des pays du Qatar qui se sont rendus aux charmes de l'organisation de l'État islamique, qui a fait de Mossoul la capitale Il a toutes les provinces / états arabes et islamiques.

Après l'expérience de l'Afghanistan et la chute des Taliban et les coups portés par les stocks humains et organisationnels de cellules d'Al-Qaïda dans le monde, les organisations djihadistes du monde arabe et islamique ont été invitées à procéder à un examen approfondi du projet visant à développer la pensée et l'activation des cellules de la phase de réfraction au stade de reconstruction et à unifier le chemin parcouru à travers l'expérience de l'Irak 2003, à travers:

- Le développement de la référence idéologique et idéologique au concept de travail djihadiste, fait par Abou Moussâab le Syrien (Omar Abdel Hakim) dans son livre "Appel à la résistance islamique internationale" (2005). Abou Moussâab le Syrien a écrit cette encyclopédie pendant quatre ans d'isolement et de méditation dans les montagnes et les caves " "Le projet est basé sur le bruit des bombes lancées par les avions américains sur les montagnes afghanes. Ce projet théorique consiste à évaluer le travail du jihad par son accumulation historique, d'une part, et en dessinant l'horizon du jihad mondial après l'invasion. Américaine en Afghanistan D'autre part, nous croyons que la littérature sur les organisations djihadistes copieuses aujourd'hui n'ajouteront quelque chose de l'importance de cet « Euclide Abou Moussâab le Syrien » dans toutes ses œuvres, mais que la plupart d'entre eux sont presque explications pour l'Encyclopédie d'Abou Moussâab le Syrien et son test Téléchargements réalité.
- Le développement de la stratégie organisationnelle et de combat dans les zones géographiques, qui se voit à la fois dans le nom du mouvement Abu Baker Naji dans son livre "Management of Savagery" (2004) et Abdullah Ben Mohammed dans le livre "Strategic Note" (2011), reflète la capacité du surnaturel à Dans la pensée, la planification et l'avenir de l'œuvre djihadiste, et ces écrits nous surprennent par ceux qui

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

dépeignent les penseurs des penseurs jihadistes en arrière dans leur pensée et leur vision s'appuyant sur le langage mort des érudits religieux médiévaux décédés, mais le produit intellectuel était les écrits basés sur les dernières recherches scientifiques menées dans différents contextes. Termes de référence Stratégique et militaire et politique, et avec les nouvelles doctrines, ce n'est plus une action djihadiste basée sur le hasard et l'improvisation telle que l'envisagent certaines lectures caractérisées par un manque d'objectivité et de science.

- Développer le capital humain des organisations djihadistes de la jeunesse arabe en dépression et en perte, manquant l'ambition de décennies de marginalisation intellectuelle et économique, et pariant sur les victimes des lois antiterroristes des jeunes promulguées par les gouvernements arabes afin de nier la culpabilité des tours jumelles du 11 septembre. Sa mobilisation en Afghanistan a été limitée: certains ont été tués sur des champs de bataille ou jetés dans des prisons, d'autres n'en étaient pas à ses convictions et idées. Les organisations djihadistes parieraient dans un premier temps sur la conscription dans les mosquées ou via des réseaux Internet, Intention d'établir des bases (base Al-Jihad) pour l'hospitalité et la formation dans les zones de tension et de guerre, où l'autorité centrale et le contrôle et le contrôle sont faibles (Irak, Somalie, Mali, Libye ..).

Grâce au développement du système idéologique et de la stratégie organisationnelle et à la reconstitution des stocks humains, les organisations djihadistes parient sur les transformations qui peuvent survenir dans le monde. Il a notamment permis: l'entrée du monde arabe et islamique dans le cycle des guerres et des foyers de tension qui ont affaibli l'autorité centrale, qu'il s'agisse d'une intervention étrangère ou d'un ennemi. Se retirer pour permettre la présence d'organisations djihadistes en Irak, en Somalie et au Mali, ou exploiter les transformations internes des pays arabes qui ont défini le Printemps arabe de la Tunisie à la Libye, en Égypte, au Yémen et en Syrie afin que les mouvements djihadistes puissent se déplacer librement. Les cellules djihadistes isolées attendent l'idée et un projet de réintégration dans une organisation plus grande qu'Al-Qaïda, le projet de "l'État islamique".

Les révolutions arabes ont donné au projet du djihad une occasion historique de polariser, d'entraîner et d'envoyer des branches djihadistes. Le dirigeant d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden, a salué ces révolutions et a vu une occasion de se débarrasser de la dictature. La Tunisie a été active cette fois dans le projet du djihad, la locomotive de la destruction du régime ayant commencé La Tunisie a également joué un rôle dans le soutien aux changements politiques en Libye et à son chaos et aux affrontements entre milices: lors de la révolution libyenne de février 2011, un petit nombre de jeunes s'est tourné vers le djihad en Libye, provoquant des frictions entre les organisations caritatives tunisiennes et les rebelles libyens. Dans le contexte de la révolution syrienne, des canaux

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

systématiques ont été mis en place pour transférer les "moudjahidine" de Tunisie vers des camps d'entraînement en Libye, alors que les chiffres sont incohérents. Entre 1 000 combattants et 3 500 combattants (peut-être jusqu'à 7 000, chiffre très exagéré), ils se dirigeaient vers la Syrie et l'Irak. La peur est le résultat du destin de ces combattants qui retournent en Tunisie, munis d'une carte de violence djihadiste illimitée.

Il me semble que la plupart d'entre eux sont allés suivre une formation sur le terrain dans les camps libyens de Derna et d'Al-Galal et sont rentrés en Tunisie car il est impossible d'établir des camps d'entraînement à l'intérieur de la Tunisie, ce qui est une impossibilité logique et pratique. La formation de la jeunesse tunisienne dans le sud de la Turquie et le nord de la Syrie a été réalisée par: l'armée d'Al-Qaïda, affiliée à la Nasra, l'armée libre J trouve le soutien du Groupe des Amis de la Syrie, bien sûr, l'Etat tunisien et le gouvernement et les dirigeants du parti actif en Tunisie, tout mouvement de la Renaissance, et entre les deux armées ne sont pas la fierté que les jeunes Mujahid de la Tunisie Renvoyez une carte efficace inévitablement violente portant la démolition de l'Etat national et la mise en place du califat.

La Tunisie ne connaissait pas le chaos des armes après l'indépendance sous la volonté d'une volonté politique rigide et parfois violente, cherchant à acquérir et à isoler la violence en contrôlant ses adversaires (l'état d'indépendance peut être rappelé de porter des armes aux révolutionnaires ou à la révolution, le conflit Bourgeois, les événements de Gafsa) Mais il se trouve aujourd'hui face aux différents types d'armes que le Tunisien a vus à travers les médias, ou voyage / "migre" vers lui en tant que combattant / moudjahidin, et se retrouve ainsi dans la confusion, l'insouciance et la peur distribuées sans espoir ni penser à ce qui pourrait entrer dans le pays dans le cycle des combats Les outils politiques deviennent abordables au niveau des individus et des groupes.

Les aventures de presse et les chocs de sécurité indiquent l'entrée d'un grand nombre d'armes diverses réparties sur une carte géographique suggérant une planification et une organisation systématiques ayant des dimensions intentionnelles dans lesquelles les intérêts politiques et financiers se chevauchent avec les visions doctrinales existantes de la société tunisienne et un groupe de jeunes multimédia, Le pays tunisien (Ben Qardan et ses environs) répand des armes sous une forme de folklore, qui est clairement cachée en termes de qualité et de quantité, et non pas d'armes limitées, mais on parle de stocks d'armes est gonflé de Hula, et le risque augmente quand la probabilité Jerk dire que cette zone géographique au-delà du contrôle de l'Etat tunisien, des tremblements de sécurité connus après la révolution, mais nous croyons que le parti / djihadiste politique qui se tient derrière cette logistique militaire pense dans cette zone géographique, conformément aux trois hypothèses peuvent avoir été syndrome en termes de moyens et fin:

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La première hypothèse est que cette zone est une porte de transit, d'approvisionnement et d'approvisionnement vers les villes d'affrontement qui pourraient avoir été la destination de la capitale et de ses frontières, ou bien l'évacuation des camps de cumin et l'entraînement dans les montagnes du Shaanabi.

La deuxième hypothèse est que cette région est une "base" pour le futur djihad, compte tenu du soutien qui pourrait provenir du voisin oriental (la Libye) et du triangle tuniso-libyen.

Une troisième hypothèse: la formation des combattants et leur formation dans les camps situationnels lors de la première phase, puis leur dissolution et leur disparition dans les villes et villages dans un deuxième temps, ce qui pourrait permettre de vacciner ces organisations djihadistes.

Le plus dangereux est le dépôt d'armes dans la ceinture de la ceinture dans la capitale tunisienne, ce qui soulève des suspicions et des craintes, le mouvement djihadiste en Tunisie après la révolution étant satisfait de l'examen et de l'autonomisation. Et ensuite, au stade de l'autonomisation et de la confrontation, et ce pour une raison justifiée par le règne de la Renaissance du règne de référence islamique, à savoir que notre gouvernement est un gouvernement islamique en termes de référence, mais que se passera-t-il si ce gouvernement est élu jurisprudence et jihad Ce gouvernement est-il déviant de la religion et donc de l'expiation et jetant dans le cercle de "l'ignorance de la société"? Ce sera un sérieux tournant dans le cours des événements, accélérant ainsi la confrontation et la confrontation. Ce qui est arrivé plus tard, lorsque le chef de l'organisation Ansar al-Sharia, Abu Ayyad, s'est précipité pour faire face au mouvement des cellules en vue d'assassinats et d'opérations de djihad sur le terrain contre les intérêts du tourisme, des forces de sécurité et de l'armée.

Il n'est pas certain qu'une partie en particulier considère cette arme comme son destin et son avenir pour réaliser son projet de création d'un État religieux, mais beaucoup supposent que l'intimidation mutuelle entre les parties au conflit est une source d'influence financière. Les fonctionnaires politiques et religieux à venir.

Le conflit en Syrie a donné l'occasion aux mouvements djihadistes islamiques de renforcer leurs capacités et d'établir la base djihadiste dans le Mashreq arabe le long des lignes de contact avec la base djihadiste en Irak, en plus des groupes armés dans la péninsule du Sinaï en Égypte. L'islam djihadiste .. Toutes ces articulations sont la carte des mouvements djihadistes dans le monde arabe, après les coups d'Afghanistan et du Pakistan, et au milieu de cette scène, la Tunisie est en tête des médias pour parler de la prolifération des armes et du flux de moudjahidines vers la Libye et la Syrie, mais la scène est stupide Parler du "djihad du mariage" lorsque la scène est surmontée par des femmes tunisiennes.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Approche analytique sociologique de l'extrémisme violent et du terrorisme.

1.

avant-propos :

Le comportement fait partie de notre être, ou disons que cela fait partie de l'identité de l'individu qui le distingue du reste des individus dans une société. Le comportement individuel fait partie du comportement social généré ou adopté par les systèmes sociaux de la société basés sur la double influence et la vulnérabilité. Ce comportement peut être commun ou inhabituel, acceptable ou inacceptable. Où la société établit un ensemble de

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

critères sociaux pour évaluer le comportement et l'organise en fonction du contrôle social. Par conséquent, les traditions et les coutumes étaient les institutions sociales les plus importantes consacrées à ces systèmes, puis viennent la famille et l'école en tant que produits sociaux du développement.

Malgré la recherche constante de moyens d'éradiquer certains comportements hybrides, le processus d'influence par le biais de nombreux autres moyens technologiques et modèles sociaux a constitué une sérieuse entrave dans le processus d'amputation de ces comportements. Se référant à la société tunisienne d'aujourd'hui en avec ses traditions, ses coutumes, ses systèmes sociaux et ses institutions éducatives qui manifestent de l'évolution des structures sociales en fonction du développement de la société mondiale, en revanche, il nous surprend de temps à autre avec certains comportements révélant la difficulté des systèmes sociaux à influencer et améliorer le comportement des individus. On peut dire que le comportement de violence qualifié de terrorisme est l'un des comportements les plus courants auxquels la société tunisienne est confrontée avec une divergence d'attitudes, entre tolérance, rejet, dédain et hostilité. Par conséquent, le terrorisme est considéré comme un phénomène digne d'étude et de recherche par de nombreux chercheurs, selon leurs différentes disciplines scientifiques telles que les psychologues, les sociologues et autres. Aujourd'hui, nous cherchons à interpréter le phénomène de différents points de vue pour le comprendre et en trouver des solutions. Ce qui nous amène à nous interroger à propos de lui.

Qu'est-ce que le terrorisme? Qui est le terroriste? Quelles sont ses méthodes? Quelles sont les approches scientifiques qui ont parlé du phénomène du terrorisme?

2. Le concept sociologique d'extrémisme violent et de terrorisme.

Lorsque nous avons commencé à élaborer le questionnaire sur le phénomène du terrorisme en Tunisie, il était nécessaire de rechercher un enracinement théorique et conceptuel de ce phénomène afin de comprendre et d'approfondir son étude et de le présenter peut-être comme une forme de comportement contaminant dans notre société pour trouver des solutions permettant de lui faire face.

Le terrorisme est un concept dont on parle le plus depuis des siècles, même si les noms et les époques et la nature des sociétés différaient. La pratique de la violence au nom de l'Eglise au Moyen Âge est le terrorisme, le meurtre et les famines à l'époque des conquêtes et des invasions, au nom de l'expansion et au nom de la religion et de l'hégémonie, ainsi que du terrorisme, de la famine du peuple africain, de la suppression des libertés et de l'emprisonnement et du terrorisme. Ainsi, malgré toutes ces limitations, tout comportement violent qui menace ou intimide une personne est un acte terroriste, tel que défini dans la définition du terrorisme dans le lexique de la langue des Arabes. Le terrorisme est un

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

langage "d'intimidation et d'insécurité au sens large dans le but de réaliser certains avantages". Bien que le concept de terrorisme semble ici être un concept absolu, non défini et précis, cela est dû à l'absence du terme terrorisme ou terroriste dans les anciens dictionnaires, car il s'agit d'un concept moderne.

Les théories et les visions de nombreux chercheurs différaient sur ce phénomène, apparu soudainement et explosé dans les limites étroites des sociétés humaines, avec différentes structures idéologiques, scientifiques, idéologiques, culturelles et économiques, en fonction de l'identité de l'identifiant, signifiant que ce qui est considéré comme un acte de terrorisme par un groupe, Nécessairement un acte terroriste aux yeux d'autres systèmes sociaux. Certains considèrent que les mouvements de résistance dans les territoires palestiniens, leurs attentats à la bombe et leurs attaques contre des soldats israéliens sont du terrorisme, tandis que d'autres considèrent que ce que font les Taliban en Afghanistan est une sorte de résistance au régime soviétique ou à ce que fait un mouvement qui s'étend de plus en plus dans une vaste zone géographique, Des pays arabes est une sorte de djihad pour Allah et un appel à retourner à la religion.

Les sociétés humaines ont commencé à trouver des définitions plus complètes du terrorisme pour déterminer leur position face aux mouvements et comportements terroristes. Les Nations Unies ont défini l'acte terroriste comme étant "le terrorisme" est une forme de violence organisée, qui comprend de nombreuses formes d'actes terroristes tels qu'assassinats, torture, prises d'otages, détentions, bombes, engins explosifs et détournement de véhicules et d'avions. Les cibles que les terroristes prévoyaient de blesser.

Non loin de cette définition, la CIA considérait le terrorisme comme une menace de violence ou de violence à des fins politiques par des individus ou des groupes, travaillant pour ou contre une autorité gouvernementale existante, et lorsque de tels actes étaient destinés à choquer, Peur, panique ou terreur chez le groupe cible, qui est généralement plus large que la victime directe d'un acte terroriste. Le terrorisme comprend des groupes qui cherchent à renverser des régimes, à corriger des injustices, qu'il s'agisse de griefs nationaux ou de groupes spécifiques, ou à détruire un régime international en tant qu'objectif volontaire.

La définition du Comité d'experts arabes, réunie à Tunis les 22 et 24 août 1989, visait à définir le concept de terrorisme et le terrorisme international et à établir une distinction entre ce dernier et la lutte des peuples pour la libération. Le terrorisme était défini comme "un acte de violence organisé ou une cause de panique ou de terreur" Lors des assassinats, des assassinats, des prises d'otages, des détournements d'avion, des attentats à la bombe, etc., ce qui crée un état de terreur, de chaos et de désordre visant à atteindre des objectifs politiques, que ce soit par un État ou un groupe d'individus contre un autre État ou un groupe d'individus, Projet national de libération et d'accès à droite Autodétermination face à toutes les formes d'hégémonie ou de formes coloniales, raciales ou autres, en particulier les mouvements de libération reconnus par les Nations Unies, la communauté internationale et

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

les organisations régionales, dont les activités se limitent aux objectifs militaires ou économiques du colonisateur, de l'occupant ou de l'ennemi, Et la lutte des mouvements de libération conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et aux autres résolutions pertinentes de ses organes.

La définition la plus complète et la plus précise peut être définie par la sociologie politique qui considère le terrorisme: **"Chaque acte ou comportement humain tend à utiliser une mesure de force coercitive, y compris la contrainte, la maltraitance physique et l'utilisation illégale d'armes et de méthodes de torture traditionnelles et modernes, en violation des droits humains fondamentaux, qui ont été approuvés par les conventions internationales dans leurs rapports avec le Département des relations humaines, y compris les différences entre les revues culturelles et sociales. Objectifs économiques et politiques en vue d'atteindre des objectifs dans les domaines de l'asservissement, de l'ajustement et de la marginalisation"**

D'autres peuvent être ciblés. Ce comportement humain forcé et non pacifique a lieu entre des individus, des groupes ou des autorités, les uns contre les autres, au sein d'une société ou de certaines communautés. Il est principalement généré par l'intersection, le chevauchement ou l'interaction d'éléments provenant de différents environnements. "

Cette divergence de vues a conduit à une multiplicité de concepts, ce qui peut contribuer à une meilleure compréhension de ce phénomène et à le démanteler pour en connaître les détails les plus précis, comme la réduction d'un concept ou celui qui conduit nécessairement à un manque de compréhension. De plus, la multiplicité des définitions a joué un rôle important et efficace dans la multiplicité des approches théoriques qui ont commencé par traiter du phénomène du terrorisme d'un point de vue systématique et idéologique.

3. Différentes approches de la définition de l'extrémisme violent et des phénomènes terroristes.

Toutes les recherches ont confirmé que les théories ou les approches qui traitaient du concept de terrorisme dans les études et analyses étaient divisées en deux parties:

- La première a interprété le terrorisme au niveau individuel, en commençant par le côté psychologique et émotionnel
- La seconde a été lancée à partir du contexte relationnel et des circonstances avec ses aspects économiques, politiques, sociaux et culturels en particulier. La relation de l'individu avec son appartenance nationale, religieuse et idéologique a une grande influence sur le psychisme de l'individu car ces affiliations sont principalement liées à l'aspect émotionnel, car elles sont principalement basées sur le discours qui touche tous les sentiments émotionnels et sentimentaux de l'individu et de la communauté. Les groupes traditionnels de systèmes sociaux spécifiques adoptent des normes et leur participation à un ensemble de

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

buts et d'objectifs qui contribuent à une sorte de structure interne solide et à la solidarité face à toute tentative de pénétration, de changement ou de développement. Du processus d'influence et de vulnérabilité, l'individu est soumis à un ensemble de systèmes sociaux que le groupe a accepté d'adopter comme mode de comportement et peut être soit un ajustement, soit une adoption de déviations comportementales. Par exemple, les mouvements terroristes constituent une sorte de rencontre collective avec un ensemble de systèmes existants, qu'ils soient religieux, idéologiques ou ethniques. Ces concepts véhiculent de nombreuses idées, comportements et systèmes, tels que l'idée du jihad et du nettoyage ethnique, Dans le cas de Saddam, que ce soit avec la société ou avec les États. L'individu commence dans ses relations avec la société avec un ensemble de déterminants qui peuvent être convenus avec certains segments de sa société, notamment la situation sociale, économique, culturelle et politique. Ces aspects jouent un rôle important dans la détermination du comportement du groupe et de la mesure dans laquelle ce dernier adhère à ses systèmes sociaux. Nous pouvons nous référer aux types de comportements, qu'ils soient la logique individuelle, collective ou autoritaire, qui décrit le terrorisme, ce qui est mentionné par Jonathan R. White dans son livre "Introduction au terrorisme". Jonathan a identifié le comportement terroriste à partir de multiples interactions entre le facteur d'influence et le facteur d'influence. Considérer le simple terrorisme comme un comportement basé sur la violence ou la menace de violence afin de créer un état de peur ou d'aliénation. Il a ensuite mentionné le terrorisme juridique, qui met l'accent sur la violence criminelle qui constitue une violation des lois et punissable par l'État. Il s'est tourné vers le terrorisme analytique, qui résulte généralement des facteurs politiques et sociaux à la base du comportement terroriste de particuliers. Il a également considéré les groupes terroristes exploités par certains États comme un terrorisme parrainé par un État, ainsi que le recours à la force par les autorités pour subjuguier leurs peuples et supprimer leurs libertés en tant que terrorisme d'État.

4. La relation entre l'extrémisme violent et le terrorisme dans le contexte social.

Ces divisions font référence à l'identification du contexte relationnel qui relie l'individu à la communauté et la société à la société et à la société pour donner pouvoir et autorité aux autres composantes de la communauté internationale. Toutes ces composantes sont liées les unes aux autres et sont étroitement interconnectées Dans notre conversation ou notre étude du phénomène terroriste, nous ne pouvons pas les séparer les unes des autres. La théorie de l'histoire comparée considèrerait que les problèmes sociaux étaient le produit de l'échec ou des échecs internationaux ou nationaux, dans le modèle des relations ou des amitiés entre États et dans l'effondrement des structures sociales et des structures, qui sont généralement la cause directe de la propagation de la violence et du terrorisme. Le principe de compétition autoritaire entre les différents groupes que la politique offre comme un vaste espace de conflit entre les différentes couches sociales ou entre les Salades entre elles - comme l'affirme la théorie politique - pour posséder le pouvoir, puis pour posséder la

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

richesse et le statut social. Le résultat de ce concours est déterminé par le solde des ressources disponibles pour chaque groupe. Cela contribue à l'émergence de contradictions entre les forces sociales basées sur la propriété des moyens de production.

Comme le souligne Karl Marx dans la théorie de la lutte de classe, cette contradiction de classe conduit nécessairement à une violence politique et sociale représentée par la révolution du prolétariat sur la classe bourgeoise possédant les moyens de production. Sur la base du principe de conflit entre groupes, les problèmes sociaux peuvent évoluer d'un conflit de droits de production et d'autorité à un conflit de valeurs, où le conflit selon George Zimmel est une forme d'interaction sociale entre les membres du groupe entre eux ou entre eux et les systèmes politiques existants. Rompre avec les valeurs. On peut dire que le conflit de valeurs est plus aigu car il représente l'identité d'une société ou d'un groupe et a beaucoup de résidus négatifs sur les individus. Les pionniers de la phantologie sociale, Kertert Spencer et August Count, examinent les problèmes sociaux après la révolution industrielle et les transformations sociales qui en ont résulté, à la suite de l'industrialisation et de leurs effets négatifs sur les valeurs de la société et de l'individu, principalement en raison de l'échec du rôle de la socialisation et de la mauvaise interprétation des valeurs.

Durkheim a évoqué les vestiges négatifs de la transition des sociétés, des sociétés industrielles traditionnelles aux sociétés industrielles avancées. Le système social perd un certain nombre de normes sociales, ses fonctions et ses rôles sociaux disparaissent, ce qui entraîne un état d'éloignement et d'exclusion sociale. Ce qui est le résultat de l'absence de cohérence entre le système politique dans son ensemble et la société. Cela se produit lorsque la société souffre de déficits dans ses multiples fonctions sociales, ce qui entraîne de multiples pressions en faveur du changement. Cela permet à l'adoption de systèmes sociaux ou politiques de gérer négativement des pressions telles que le recours à la violence contre le reste des individus. Ainsi, les comportements violents ou ce que l'on peut appeler le comportement terroriste reposent sur la bifurcation de la réaction et de la réaction.

On peut dire de cette présentation des approches théoriques qui traitent du phénomène de l'analyse et de l'étude du terrorisme, que les comportements extrémistes et terroristes sont le produit de problèmes sociaux et de phénomènes de nature complexe comprenant plusieurs facteurs liés à l'environnement interne et externe des sociétés humaines. Sont soumis à une double influence par l'interaction sociale entre les individus et entre les groupes, sans négliger la nature des sociétés et leurs conditions économiques, sociales et culturelles, leurs infrastructures et leurs structures autoritaires. Cette interaction, qu'elle soit négative ou positive, peut affecter l'individu par rapport à tous ces éléments, puis à son comportement en tant qu'acte ou réaction à un autre comportement.

Ce que l'on peut dire dans l'abrégé de cette présentation, c'est que la base théorique du phénomène du terrorisme par le biais d'approches sociologiques cherchant la cause des problèmes sociaux est le début d'un point de départ théorique du phénomène afin qu'il ne

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

soit pas extrait de son sujet et transféré à la réalité de la société tunisienne actuelle en tant que société qui a vécu et continue à se répandre Dans ses contextes sociaux et ses différentes dimensions et valeurs.

Ce sujet, qui est toujours soumis à des conflits politiques et sociaux et à ses ramifications culturelles et sexuelles, est considéré comme difficile car il est relié aux plus liés à la société et constitue également un phénomène moderne dans la société tunisienne. En dépit de ce que la société tunisienne a connu dans les années 90, les termes "terrorisme" ou "terroriste" n'ont pas été adoptés. Le phénomène du terrorisme n'est pas discuté, comme c'est le cas pour le simple citoyen aujourd'hui et pour toutes les catégories de la société.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Chapitre2 :

Approche documentaire sur l'extrémisme violent et terrorisme

Introduction

Bien que cet axe n'est pas censé d'être étudié, et lors de la réalisation de cette étude, nous avons constaté que l'inventaire et le suivi de la créativité humaine sous toutes ses formes représentent un moyen efficace et important de prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme, ce phénomène -cancer, qui est devenu un crime transcontinental international.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La culture, la pensée, l'art dramatique, la production de films et les dessins animés constituent un terreau fertile pour l'imagination des êtres humains afin de créer des formes de prévention et de résistance. C'est également un indicateur important de la prise de conscience des intellectuels, des créateurs et des élites de la société, de la gravité de ce phénomène et de la nécessité de le combattre et de prévenir ses effets.

L'espace libre et la liberté d'expression acquis par le peuple tunisien depuis le 14 janvier 2011, représentent une ère en or pour tous les créateurs de divers domaines culturels: de nombreux ouvrages, livres, romans, pièces de théâtre, films et séries, traitant des questions de l'extrémisme violent et du terrorisme, de leurs causes, de leurs origines sociales et culturelles et de leurs liens avec la religion. Cette créativité a évoqué également les souffrances sociales et les problèmes structurels qui ont été soulevés dans notre société à cause de ce fléau qui divisait la société, ce qui est plus dangereux, c'est qu'il divisait la même famille et provoquait les querelles entre les frères et entre le père et son fils.

En raison de l'importance de ces productions et de leur rôle dans la prise de conscience réelle des dangers du phénomène terroriste dans le pays, nous allons dresser un inventaire des plus importantes:

- Études locales et étrangères.
- livres
- romans
- Jeux
- Films et drames et Sites de caricature.

Les études les plus importantes sur le thème de l'extrémisme violent et le terrorisme en Tunisie.

**1-
travers les dossiers judiciaires.**

Le terrorisme en Tunisie à

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Dans le cadre du Forum économique et social, créé en 2016, le centre tunisien de recherche et d'études a publié une étude intitulée "Le terrorisme en Tunisie à travers les dossiers judiciaires" en octobre 2016.

Les objectifs de l'étude étaient de découvrir la trajectoire du phénomène terroriste en Tunisie et d'analyser les données le concernant afin de contribuer à la prévention, au démantèlement du phénomène et à la réparation du préjudice et la restitution pour les victimes et les personnes lésées de ces crimes.

L'étude a porté sur 384 dossiers judiciaires de crimes terroristes survenus entre 2011 et 2015. L'enquête a porté sur plus de 2 224 accusés parmi lesquels des échantillons ont été prélevés et suivis de plusieurs manières.

Des recherches sur ces axes ont permis de conclure aux aspects suivants:

- Le mouvement terroriste a d'abord bénéficié de la révolution tunisienne, grâce à la libération de certains de ses éléments des prisons, puis des libertés dans son déploiement, son organisation et ses préparatifs logistiques pour mener à bien les mobilisations militaires et sécuritaires dans le cadre de son plan.
- Il est nécessaire d'insister sur le processus de la transformation de ses éléments, d'individus à tendance religieuse en éléments organisés ou porteurs de projet. Le processus est divisé en étapes: l'étape de post-appartenance qui est une étape d'intellectuel et psychologique, théorique et idéologique, ne s'est pas transformée en matériau et ne s'est pas rendue publique pour devenir un projet communautaire qui, à ce niveau, n'est qu'une conviction personnelle. La deuxième phase, dans laquelle ces croyances sont transformées en actes physiques observés par des indicateurs extérieurs d'adhésion et d'appartenance à des organisations terroristes, est l'étape où la personne ordinaire devient une figure terroriste pouvant être recherchée et inculpée pour ses actes criminels et condamnés.
- Au début, la composante femmes n'avait pas une place de choix, le projet terroriste tunisien étant un projet masculin. Cependant, l'expansion du phénomène terroriste horizontalement et verticalement a créé l'élément féminin dans un espace distinct, ainsi que des activités que les hommes ne peuvent pas tolérer. Et sa montée dans la hiérarchie des organisations terroristes.

2- Documents de recherche sur la réalité du terrorisme en Tunisie.

Un document de recherche préparé et présenté par le Centre d'études stratégiques et diplomatiques en mars 2015 pour élaborer un plan de prévention du terrorisme en Tunisie.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le document comportait deux axes principaux:

- Le premier axe concerne le diagnostic de la réalité du terrorisme et de ses victimes et lieux d'exécution d'opérations terroristes, ainsi que des terroristes et des divers moyens utilisés pour les mener à bien, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des moyens de communication et des technologies modernes. Sans oublier l'environnement géostratégique et la tension sécuritaire à la frontière orientale avec la Libye et les répercussions de la scène libyenne sur la Tunisie.
- Le deuxième axe: la stratégie de lutte contre le terrorisme et la dimension juridique et la coopération internationale dans les domaines de la sécurité et de la justice et l'approche globale de la lutte contre le terrorisme, qu'il soit politique, économique, social, éducatif, culturel ou religieux.

L'étude a également porté sur le traitement de sécurité par l'adoption de l'étude sur la méthodologie de traitement du sujet et sur la présentation de propositions concrètes compte tenu de la nature de l'institution qui a mené la recherche et de ses relations avec l'Autorité. C'est l'un des organes compétents en matière d'études et de recommandations, c'est pourquoi j'ai formulé des propositions concernant les organes de l'État et la référence à l'absence de certaines institutions militaires et de sécurité relevant du renseignement. Parmi les conclusions tirées du document / de l'étude, il ressort que la lutte contre le terrorisme ne peut aboutir à des résultats concrets que s'il existe une volonté politique ferme de réclamer des efforts collectifs nationaux fondés sur une coopération et une coordination maximales entre les composantes de la société tunisienne avec les services de sécurité et les gardes et unités nationales L'armée, ainsi que parmi les décideurs tunisiens et des pays de la région pour l'échange rapide de renseignements et de renseignements, mais l'élimination du terrorisme nécessite un temps relativement long. La stratégie doit donc être basée sur des actions urgentes et futures à moyen et long terme. C'est le principal document de référence sur lequel la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme était fondée en Tunisie.

3. Terrorisme en Tunisie: une carte de la chronologie des événements survenus après le 14 janvier 2011.

Un journalisme d'investigation préparé par le journaliste tunisien Walid El Mejri. Les recherches ont porté sur la chronologie des opérations terroristes menées ou en préparation, ainsi que sur les sites sur lesquels elles ont été signées: il s'agit d'une carte d'événements chronologiques et géographiques. Les événements font l'objet d'une surveillance étroite entre le 18 mai 2011 et le 31 août 2016. Ils incluent également la recherche du lieu de l'opération, des données sur les auteurs et les forces rencontrées, ainsi qu'un inventaire des noms des victimes. L'enquête a examiné un élément important qui est réservé et l'impact constaté sur place. Dans plusieurs cas, l'étude porte sur des jugements dirigés contre certains éléments terroristes. L'enquête a inclus la chronologie

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

des événements terroristes en Tunisie depuis le processus spirituel de 2011 jusqu'aux événements du puits d'Ali bin Khalifa / les affrontements de Fernana (Jendouba) /visant une patrouille de sécurité à Firyana / perquisition dans une maison suspecte à Dharour Hisser en 2012, et ce qui s'est passé en 2013 après la découverte d'un magasin d'armes à Medenine / L'assassinat de Shokri Belaid / La découverte d'un magasin d'armes à Menihla / Le début du cauchemar du soleil / L'assassinat du cadre de sécurité Mohammed Sbouï, à Djebel Jloud / Chaâmbi .. Le sang à nouveau / L'assassinat de Mohammed al-Barhami / L'explosion d'une bombe sous une voiture de sécurité Bahlq valley / Le retour de la violence à Shaanabi Susba Susa / attaque la maison du Rosaire / Clash À Sidi Husein El Sejoumi / liquidation du groupe Umniah / attentat contre l'équipe de sécurité à Bourguiba / affrontements Sidi Ali Ben Aoun / opération suicidaire à Sousse / abandon d'une tentative de suicide à Monastir / affrontements Naga à Kabli. Et les événements de l'année 2014 du processus des pionniers: quartier judiciaire / Opération Naseem Ariana / enfants pris dans une embuscade terroriste Manna Jendouba / quartier Aziz incident Bjendouba / arrestation du fabricant de grenade Besva / Sang à nouveau dans le Shaanbi / Mort d'un agent dans l'armée après un attentat Une attaque au mortier sur la maison du ministre de l'Intérieur à Kasserine / Des affrontements à Farnana / Une opération de peignage à Ain Diba Bjendouba / Aoun Hars lors d'une opération de peignage au mont Franana Quatre soldats ont été tués dans l'explosion d'une mine à Jabal Ouargah au Kef / Deux attaques simultanées aux mitrailleuses et aux RBG sur deux postes militaires à "Djeel Shaâmbi" jusqu'aux limites des opérations de 2016.

4- Sociologie des marges en Tunisie: études dans les zones frontalières et les quartiers populaires.

Sociologie des marges en Tunisie, une étude transversale menée entre 2015 et 2017 sur une recherche à plusieurs volets au plus profond de la Tunisie sur les principales causes de la marginalisation et de l'extrémisme violent. Le livre a été publié par Internationale Ratt et Mohammed Ali pour publication en 2018. Le livre / l'étude indiquait que les deux superviseurs étaient Olafah Lamloum, Mohamed Ali Bin Zeina et Mariam Abdel Baqi.

L'étude / étude portait sur sept axes de différentes régions de la République tunisienne, mais partageait avec eux la localisation des marges, principalement les quartiers populaires et les zones frontalières. Les sept axes concernaient les recherches sur le terrain et les analyses qualitatives et quantitatives suivantes:

Le premier chapitre

"Dans la recherche du rôle de l'Etat dans les zones frontalières et des attentes des habitants après la révolution, l'auteur de l'étude a présenté plusieurs conclusions, dont la plus importante est le fait que L'Etat tunisien "est toujours limité dans la gouvernance

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

de ses frontières avec une perspective sécuritaire, négligeant la sécurité économique et sociale de sa population"

Le deuxième Chapitre

"Autres femmes, marginalisation, violence et accès à la justice dans l'État de Jendouba", préparé par Stephanie Busal, dont les principales conclusions sont que "les femmes des zones rurales souffrent de toutes les conséquences des complexités sociales et économiques des zones marginalisées de la Tunisie. La région est la première de la chaîne agricole de l'État de Jendouba. La région connaît également depuis des décennies le phénomène de la traite des jeunes femmes et elle est souvent mineure au bénéfice des familles riches des zones côtières "

Le troisième chapitre

Le chapitre III présente "La jeunesse et la contrebande dans la région de Kasserine tunisienne. Histoires d'enlèvements et de dynamiques d'exclusion", une étude sous la direction de Hamza al-Mu'addib. Les principales conclusions de ce chapitre sont les suivantes: "En l'absence de sources de revenus alternatives, la stratégie de sécurité est sans aucun doute incapable de contenir cette activité frontalière illégale." La lutte contre la menace terroriste nécessite une stratégie de développement régional menant à une intégration économique et sociale. Et les criminels d'une manière qui évite la criminalisation de la pauvreté et la stigmatisation des groupes locaux cherchant à assurer leurs moyens de subsistance. "

Le quatrième chapitre

"Le décrochage scolaire, les succès et les échecs des jeunes de Ghardam et de Frayana" est le titre de l'étude réalisée par Muhammad Ali bin Zeina à partir d'échantillons de jeunes âgés de 16 à 19 ans. "Décrocher ne signifie pas s'engager directement dans des activités économiques ou chercher du travail, "Ceux qui ne participent pas à l'activité constituent la plus grande proportion des personnes coupées, ce qui confirme l'absence d'alternatives économiques et culturelles pour les absorber, les forçant à rester dans un état d'attente qui se développe en une forme d'indifférence et d'isolement social"

Le cinquième chapitre

Une étude de la préparation d'un almlum familial attribué au Dawar Hicher et du voisinage de la solidarité et qui a dû travailler sur le sujet en 2015

"La politique en marge de l'Etat et des institutions: l'état de la jeunesse des quartiers solidaires Rotary et Hechar" est le titre de sa contribution à l'étude de l'université. Les conclusions les plus importantes présentées par celle-ci peuvent être résumées comme suit: "Après plus de quatre ans de la plus grande mobilité sociale, la Tunisie a secoué fin

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

2010 et début 2011, Al-"Ettadhamen" et "Dawar Hicher" ont été trompés par les élections et les partis politiques et ignorés par l'État, qui se trouve en marge de la transition démocratique "

Le sixième chapitre

"Représentations de sécurité de citoyens dans l'État de Kasserine", établi par Muhammad Ali Bin Zeina et Jihad Al-Haj Salem. Parmi leurs conclusions, citons le "faible sentiment d'insécurité et d'insatisfaction face à la situation et aux performances en matière de sécurité".

Le septième chapitre

Le chapitre 7, qui a été dirigé par le jardin d'enfants du "Département des ressources en eau de l'État de Kasserine", suggère que la réalité déplorable dans les services de l'eau "est liée aux faiblesses de la gestion actuelle des ressources en eau avec une gouvernance et des mécanismes de participation et de transparence".

Les livres les plus importants traitant le phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme en Tunisie (écrivains Tunisiens).

1- Terrorisme et contrebande en Tunisie: une étude de la situation actuelle.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Publié par l'Institut supérieur d'histoire contemporaine de Tunisie (Université de Manouba) et sous la supervision du chercheur universitaire Amira Alaya Sghayer, le livre "Terrorisme et contrebande en Tunisie - Des études à la situation actuelle", en 257 pages.

Le livre comprenait les interventions scientifiques présentées lors du symposium organisé par l'Institut supérieur d'histoire contemporaine de Tunisie le 24 février 2016 sous le titre "Terrorisme et contrebande en Tunisie - une approche socio-historique".

Outre les exposés scientifiques contenus dans le livre, des suppléments ont été ajoutés, notamment l'ancienne et la nouvelle loi antiterroriste et les critiques formulées par les organisations de défense des droits de l'homme pour leur défense des libertés dans la dialectique de la lutte contre le terrorisme.

L'importance de la question réside dans l'utilisation de l'Université tunisienne et de la recherche universitaire dans des domaines d'actualité et en rapport avec la réalité tunisienne.

2 - Le djihad dans les mouvements islamiques contemporains: des Frères musulmans à l'organisation de l'État islamique.

Un livre publié par Dar Miskliani pour publication et distribution contenait 556 pages et a été publié en 2018. Auteur du livre chercheur et université tunisienne Dr. Obaid Khalifi.

Outre le prélude et la section des entrées générales, l'auteur a présenté les quatre sections principales suivantes:

L'auteur présente les chapitres de son livre et les branches résultantes de son livre comme suit:

"Le sujet de cette thèse a été une période d'emprisonnement pour la couverture médiatique de journalistes et de certains experts et experts similaires. L'Université tunisienne n'a pas eu l'audace de s'attaquer à ce sujet brûlant de l'actualité contemporaine, à moins de tentatives limitées. Notre travail est une tentative d'accumuler des travaux de recherche universitaire pour comprendre le phénomène djihadiste en termes de causes et de conséquences. Le problème central suivant est-il possible de parler d'un esprit djihadiste? Comment le Jihad islamique at-il prétendu être le fil conducteur qui régit l'émergence d'un islam dynamique, à la fois politique et djihad?æ

Le concept du djihad est la violence de l'autorité transcendante du sacré, c'est pourquoi le djihad est le concept intermédiaire entre le moi humain et le divin, qui servira plutôt de médiateur à la triade religion, état et violence dans le contexte des mouvements islamiques contemporains. Et le concept de Jihad dans la réforme salafiste n'était qu'un projet intellectuel de se construire et de développer ses capacités cognitives et scientifiques pour émerger des siècles de délabrement et de subordination, tandis que le mouvement salafiste

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

dans ses vues politiques et djihadistes du groupe militant Masse un moyen d'établir une règle juste de Dieu sur la terre, et ce passage du djihad à la théorie des contextes intellectuels contextes pratiques Mrakma cinétique de la confrontation, le meurtre et les tests sanguins.

La première partie: l'enracinement du concept du « djihad »

L'objectif de ce chapitre est de comprendre le salafisme des mouvements islamiques lorsqu'ils prennent de l'instant fondateur de l'expérience islamique la référence suprême de l'émulation et que notre objectif n'était pas de réécrire l'histoire du premier islam, c'est un travail accompli à partir de sources anciennes et de lectures contemporaines d'historiens. Le démantèlement de cette relation historique entre texte et histoire, et expérimentation et interprétation.

La deuxième partie: première génération « l'épée de la sensibilisation et de l'organisation »

L'échec des pionniers de la réforme à moderniser l'État et la société arabe et islamique a fait place à un mouvement de réveil islamique qui considérait le djihad comme matériellement pratique et manifesté dans le djihad de l'épée pour changer les sociétés déviantes et les régimes Qui débordé et forcé.

La troisième partie: deuxième génération : « l'épée de l'expiation et de la migration »

Sayyed Quotb n'était pas le fondateur du "djihadisme" islamique, mais le traducteur pratique de l'obscurité de Hassan El-Banna et du philosophe Abou al-A'la El-Mawdoudi et de Mohammed Ibn Abd el-Wahhab. Et puis ils sont devenus trois cents avec l'organisation de Shokri Mustafa, dirigée par Mohammed Abd' Salam Faraj, a organisé le dépassement de trois mille, l'accumulation d'écrits doctrinaux par le biais d'un processus systématique, et le processus d'accumulation par une action physique violente Sara a imposé sa structure idéologique et ses circonstances politiques comme le stade de la confrontation dans la décadence de la tyrannie et du djihad.

La quatrième partie : La troisième génération : L'épée sauvage.

Nous n'aurions pas eu affaire à la troisième génération d'organisations djihadistes si le concept de djihad était devenu plus essentiel pour interagir avec les visions stratégiques produites par un esprit djihadiste distinct, mieux à même de gérer les équilibres internationaux et les variables régionales. Le projet djihadiste n'a pas dissipé l'une de ses manifestations les plus importantes après la destruction de sa structure numérique Les finances dans la guerre en Afghanistan et Tora Bora. Mais une de ses branches a grandi et grandi en Irak pour recréer la nouvelle entité dans ce qui est devenu l'organisation d'État

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

islamique. En Irak, la branche a été référencée à l'origine et protégée par les répercussions de l'invasion américaine en Irak par un régime sectaire lui-même.

Le djihad a été associé à une image terrifiante renforcée par tous les éléments de sauvagerie stockés par l'homme et par l'épée du djihad, ainsi que par le massacre, Tnkila et le feu, mais cette sauvagerie connue des racines religieuses de la pratique de l'Islam au début de ce qui est devenu le bain de sang, s'est créée pour la défense et la défense de la pensée. Le projet djihadiste a réussi à transformer l'expérience de l'émirat en Afghanistan en une expérience de l'État en Irak puis en Syrie. "

3-Du côté des "Salafistes" en Tunisie: tactique ou stratégique?

Un livre publié par la maison d'édition "Arabesque" en 2016. Il contient 256 pages pour l'auteur chercheur le Père John Fontaine, installé en Tunisie depuis plus de 60 ans, et de la directrice de la revue Ebla, une étude générale sur les salafistes en Tunisie sous l'angle d'un certificat délivré par un universitaire issu d'une autre culture. Religion chrétienne et à la fois vécue dans la réalité tunisienne, le livre relate les événements qui se sont déroulés du 26 juin 2011 au 25 juin 2013.

Les événements observés par l'auteur étaient les actes commis par les salafistes en Tunisie pendant cette période de barbarie de l'extrémisme violent et du terrorisme. Le choix de la durée de la surveillance des événements est une indication importante: le premier concerne la connaissance de l'histoire des événements en termes de développement et de propagation des salafistes après la révolution, le second est que l'auteur surveille les événements et qu'il est directement impliqué dans la possibilité de développer rapidement les choses en faveur des salafistes, ce qui est très dangereux pour lui pour la vie privée que nous avons mentionnée D'abord.

4-Dans la guerre contre le terrorisme: terrorisme du concept au terrorisme de l'approche.

Dans la guerre contre la terreur, un livre publié par la maison d'édition à Tunis. Le livre contient 350 pages pour le chercheur et écrivain Ali Abidi. Le livre aborde une approche de la question posée par l'auteur: "Les approches adoptées aux niveaux national et international pour capturer le spectre du" terrorisme "et du terrorisme international (conceptuel), et dans ce cas, le monde peut-il être purgé de ce fléau?

La question elle-même est la thèse du livre, car elle soulève la question conceptuelle et ses manifestations sous différents angles, peut-être pour mettre en lumière le traitement du terrorisme lié aux groupes islamiques ainsi que celui associé à d'autres cadres capables de pratiquer le terrorisme tels que l'État et l'intervention coloniale. Et soulève des questions sur le terrorisme des institutions militaires internationales et leur relation au terrorisme ainsi que sur la relation des États au terrorisme et à l'industrie et

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

plus dangereuse que le terrorisme des individus. L'auteur de l'ouvrage, Ali Abidi, a écrit sa spécificité: "Ce livre, que nous apprécions bien, diffère des traitements populaires des médias, de la politique et même du monde universitaire, a choisi de rester prisonnier de la propagande du pouvoir (le pouvoir de domination ou d'occupation ou de la tyrannie) et de prendre en otage l'image trompeuse (souvent) À travers la culture de la peur qui se propage et la mondialisation.

5 - Tunisie ... La Libye entre la transition démocratique tâtonnant et le terrorisme.

Le livre : **Tunisie ... La Libye entre la transition démocratique et le terrorisme**, publié par la maison d'édition Atlantique en 2015, pour l'écrivain et chercheur Tawfiq al-Madani, comprenait 438 pages reliant le terrorisme et la transition démocratique à leurs relations.

Le livre contient trois sections de base: **premièrement: la montée d'el-Qaïda et le "Daâsh" et les différents rôles, deuxièmement: la Tunisie inébranlable face au terrorisme et troisièmement: les mouvements terroristes "djidhadistes" et leur invasion de la Libye.**

Tawfik El-Madani considère que le terrorisme est celui qui a pris l'initiative de déclarer la guerre à l'État et à la société tunisienne. La principale faiblesse du processus politique qui a suivi la fuite de Ben Ali et la phase de transition démocratique défailante en Tunisie est le manque de volonté politique et de stratégie claire pour lutter contre le terrorisme.

En ce qui concerne la situation en Libye, l'auteur a relevé des éléments structurels qui ont compliqué la situation:

Tout d'abord, la Libye est aujourd'hui le pays le plus militarisé au monde, avec des millions et des millions d'armes déplacées vers l'est et l'ouest, mais sans mécanisme efficace pour la surveiller et la subordonner à l'autorité centrale. Donc, en l'absence de sécurité et de contrôle militaire, il coule vers 14 pays d'Afrique et d'Asie.

Deuxièmement, les milices libyennes, dont la population dépasse les 350 000 habitants, sont divisées en trois catégories: les milices de lutte et de lutte, les milices criminelles et mafieuses qui font le commerce d'armes, de drogues et de devises, et même les milices humaines et locales et locales qui protègent les régions et les villes. Un tel environnement encourage le terrorisme à prendre en compte la géographie Politique, d'une part, et fourniture d'argent sale et d'armes et absence de surveillance, l'État, d'autant plus que l'État libyen classé aujourd'hui selon les indicateurs de la science politique a échoué faute de pouvoir garantir la souveraineté et de défendre la limite Et pour répondre aux voyous des groupes armés au sujet de la loi, il est évident que le sud de la Libye émerge jour après jour de l'autorité centrale.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Il existe un lien délicat entre la Tunisie, la Libye et les pays africains à la frontière libyenne, ce qui est très important du point de vue militaire et stratégique et lié à la politique tunisienne au niveau de ses frontières régionales.

6- La Tunisie bat le terrorisme.

Un livre publié par la maison Tuniso-Libanaise d'édition "Dar Essalam " en 2017, pour l'écrivain Sami « Cherif Chayeb »

Le livre traitait la question du terrorisme du côté culturel, proposant six approches à cet égard:

- Une approche de la dimension intellectuelle.
- Approche de la dimension de sécurité.
- Une approche de la dimension sociale en se concentrant sur la classe moyenne.
- Approche de l'éducation
- Approche culturelle
- Approche jeunesse.

L'auteur souhaitait approfondir les significations de la modernité et accepter les différences, inculquer les valeurs de pluralisme parmi les pays émergents et souligner la nécessité de prêter attention aux enfants des zones frontalières et des quartiers populaires, car ils alimentent les opérations terroristes et créent un environnement fertile pour les groupes extrémistes.

Plusieurs études et ouvrages sur les phénomènes sociaux ont été consacrés à plusieurs problèmes liés au terrorisme sous plusieurs angles.

7- Terrorisme et trafic en Tunisie: parents et enfants.

« Terrorisme et contrebande en Tunisie » : une étude sur les fondements du terrorisme et sa réalité, écrit par la chercheuse et universitaire Amira Alaya Sghaier, publié en 2016. Le livre contient cinq chapitres répartis sur 116 pages

Le livre contient également des éléments non moins importants que le sujet, une surveillance temporelle des opérations terroristes en Tunisie et une liste de références et de sources.

Dans les chapitres, l'écrivain est exposé aux relations entre religion et politique, et plus globalement au "problème de la laïcisation", non seulement à la laïcisation de l'État, mais également à la laïcisation de la société et de la culture.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

L'auteur a également abordé les difficultés de la recherche sur ce sujet particulier, qui sont des difficultés objectives issues du même domaine de recherche, "l'histoire instantanée". Malgré l'existence d'écoles, de traditions et de drapeaux de ce type d'écriture, notamment en Occident, le statut des libertés dans nos pays, y compris les libertés académiques, ne permettrait pas le développement d'un tel détective. Ainsi, nous voyons aujourd'hui une place d'intérêt pour les historiens, car nous pouvons télécharger certaines des études publiées ces dernières années sur ce sujet. Parmi eux, le livre du professeur Fathi Lissier: "L'État amateur: deux ans de la troïka en Tunisie", publié en 2016 par la maison d'édition Muhammad Ali, ou l'étude du professeur "Adel Ben Youssef sur " Les dix péchés et les dix commandements". Décision de la Troïka et du magazine Al-Badil, numéro 6 (2014). Peut-être que ces publications ont même ouvert la porte à des non-historiens des journalistes et des critiques d'affaires publiques pour contribuer à ce type d'écriture. Je mentionne ici le livre du professeur Mustafa Alkalî, publié par Perspective en 2015 sous le titre "La Tunisie à l'époque de la troïka" ou le livre de Hadi Ahmed "sous la bannière de la punition", qui aborde le même thème du terrorisme.

Parmi les éléments internes importants de l'expansion du cercle du terrorisme, l'auteur conclut les éléments suivants

La faible maturité culturelle de la société tunisienne, l'absence d'une culture de la démocratie et la perte d'expérience politique dans le traitement pacifique des partis

L'héritage de la tyrannie qui a laissé un désert politique et intellectuel à la suite de la suppression des libertés et de la crise du système éducatif, en particulier depuis les réformes du ministre Mohamed Mzali au milieu des années soixante-dix du siècle dernier

La situation économique et sociale générale qui se dégrade depuis 2011 (baisse du pouvoir d'achat, chômage, corruption, blocage de l'horizon ...)

La faiblesse de l'état postrévolutionnaire.

La libération d'un grand nombre de terroristes revenant de foyers de tension sous l'Amnistie générale.

La promotion du discours d'expiation sur les courants religieux parmi les jeunes, soulevant des slogans faciles à accepter du type "application de la chârîa", "l'islam est la solution", "le djihad, victoire ou martyre"

L'influence des idéologies en conflit a diminué depuis le gauchisme, le nationalisme et le libéralisme

Tolérance et complicité des dirigeants de l'alliance troïka avec les pratiquants de la violence et du non suivi de ses auteurs

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La prolifération des armes en grande quantité avec l'effondrement du régime du colonel Kadhafi

Profitez de l'expérience des "djihadistes" qui reviennent de foyers de tension.

8. Les femmes et le terrorisme: une étude sur le genre.

Étude d'Amel El-Grami, une université et chercheuse tunisienne et une contribution de la journaliste et chercheuse Monia Arfaoui, une étude du genre associant examen minutieux et recherches d'investigation sur la relation des femmes avec les organisations terroristes et les différents rôles qui leur ont été attribués.

Le livre comprend sept chapitres, dont cinq références à Amal El-Grami et deux chapitres à Monia Arfaoui. Le livre contient deux introductions et deux conclusions.

Au cours de la discussion sur les relations entre les femmes et les organisations terroristes, l'étude des cadres du terrorisme organisé a été divisée en trois catégories principales en fonction des rôles qu'elles remplissent:

- les épouses d'éléments extrémistes qui ont été retrouvées de force au sein de l'organisation et contraintes d'octroyer allégeance et obéissance et de fournir des services tels que le transfert de fonds, le transfert d'objets ou la création d'un refuge pour des raisons de sécurité.
- Convaincu par la pensée extrémiste, mais par ceux qui appartiennent à l'organisation
- les sympathisants d'organisations terroristes et le danger de la difficulté à révéler leur capacité à propager l'idéologie extrémiste sans attirer l'attention. L'une des conclusions de cette étude est que c'est l'une des raisons qui ont poussé les organisations terroristes à adhérer pleinement à leur désir d'être exemptes de restrictions sociales et d'égalité des sexes, en particulier les enfants d'immigrés des pays occidentaux confrontés à la marginalisation et à l'exclusion sociale. La faiblesse des programmes d'enseignement et son incapacité à susciter la pensée critique chez les jeunes, ainsi que la prédominance de la lecture superficielle et superficielle de l'histoire. Tous ont contribué à la fragile personnalité des jeunes et des filles, notamment en suivant ce "méga projet" qui les aidera à s'identifier à lui et à se faire une idée de leur existence. Contrairement à l'absence de rôle pour les femmes dans Al-Qaïda, cela change d'un avocat à l'autre, mais cela devient efficace à la fois pour le corps et pour l'esprit ou pour l'avant-bras. De plus, dans ses plans stratégiques, la présence des femmes est un élément indispensable de la publicité. Elle est adoptée par l'organisation pour prouver, en amenant les femmes sur son territoire, qu'il existe un État et une stabilité permettant de vivre et de se multiplier.

9. La Tunisie entre démocratie, guerre civile et terrorisme.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Livre publié en français par l'éditeur français Paris-International en 2014, de l'écrivain et chercheur tunisien Salah El-OUeslati, comprend 386 pages et présente la situation politique et la réalité tunisienne à ce moment, en se concentrant sur les institutions de l'Etat et les forces politiques au pouvoir et en opposition.

L'auteur présente les événements les plus importants qui ont secoué la Tunisie pendant la révolution et les aspects politique, économique et de sécurité de la révolution, ainsi que les raisons qui ont conduit à ces événements sous tous leurs aspects.

L'une des questions les plus importantes posées par l'auteur est celle qui propose des approches contradictoires telles que: quelles sont les options possibles après la révolution: guerre civile, terrorisme ou démocratie?

10 - Histoire de l'expiation en Tunisie.

L'histoire de l'expiation en Tunisie est le titre du livre publié en 2018 par la Maison de l'Université Muskilyani, Shokri Mbkhout, qui contenait 351 pages. Le livre décrit une approche qui associe takfir et illumination à travers des personnalités politiques et intellectuelles tunisiennes au cours de différentes étapes historiques. Le but du livre est de mentionner Shukri al-Mabkhout comme suit: "Notre objectif est d'examiner les contextes, les dimensions, les idées et les détails qui ont entouré les grands enjeux de l'histoire tunisienne du takfir dans l'histoire tunisienne. La question entre le récit de l'histoire dans un complot clair révèle la logique qui détaille les détails et ce qui s'est passé et les parties en conflit, d'une part, et l'analyse des idées qui ont conduit à l'expiation de ceux d'autre part peuvent permettre de faire le lien entre cette "règle légitime" aux yeux des mécréants, et les motifs cachés et cachés Ce qui est le résultat de toute notre expiation, est un acte humain qui, dans le battement de la transcendance de l'être humain, est un fanatique légitime qui ignore tout de l'acteur, la main de Dieu, qui met en œuvre sa loi, mais l'étudiant doit enlever la coquille religieuse pour atteindre le gouffre politique "

L'auteur considère que le takfir en Tunisie reposait sur des institutions plutôt que sur des individus, ce qui constitue un problème grave. Dans ce contexte, il a procédé à une lecture analytique de trois cas d'expiation dans l'histoire de la Tunisie moderne, le premier étant l'expiation de cheikh Abdel Aziz al-Thaalabi en 1904, Les partisans justes et ascètes de Zawaya et la soumission ultérieure du procès et de l'emprisonnement, le second pour expier le réformateur social et penseur Tahar Haddad en 1930 après la publication de son livre "Nos femmes dans le droit et la société", qui comprenait la lecture d'une mentalité éclairée des dispositions du Coran concernant les femmes.

Le troisième était l'expiation du leader Habib Bourguiba en 1960, suite au discours du 5 février de la même année, dans lequel il encourageait à quitter le jeûne s'il dégradait le potentiel de l'individu et l'empêchait de faire son devoir d'action, citant le rompt de jeûne du Prophète et certains de ses compagnons à la conquête de La Mecque.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

11. Sous la bannière de la peine: les "salafistes" sont des "djihadistes" tunisiens.

Sous la bannière du livre de punition publié par Dar Diwan pour la publication de l'année 2015 du journaliste et écrivain tunisien Hadi Ahmed. Le livre contient 243 pages divisées en 17 chapitres et présentées aux djihadistes salafistes tunisiens du site afin de trouver une réponse à une question mystérieuse: ?

L'auteur a observé le phénomène depuis le début des années quatre-vingt-dix en Tunisie jusqu'aux limites de 2015, et le livre contient des données précises sur certains éléments engagés dans un haut professionnalisme.

12. Terrorisme et incompréhension du concept

Un livre publié par la maison d'édition « Al-Montada » en 268 pages en 2018 par l'écrivain et chercheur Ali Abidi.

"Dans cet ouvrage, nous essayons de répondre à la question complexe suivante: le terrorisme est-il un concept au sens scientifique et, en l'absence de définition objective et décisive, constitue-t-il un crime distinct conformément au droit international?

Nous avons soulevé des questions méthodologiques telles que: pourquoi devons-nous parvenir à une définition convenue du terrorisme? Quelles sont les implications de ne pas définir le "terrorisme"? Obstacles liés aux concepts de terrorisme, de terrorisme et de violence: le terrorisme est-il une histoire?

Dans le premier chapitre ("terrorisme" et la question du concept), nous avons travaillé sur l'affirmation selon laquelle le "terrorisme" n'est pas compris au sens scientifique et que le changement sémantique du mot "terrorisme" a été radical

L'auteur a expliqué que le "terrorisme" ne constituait pas un concept théorique et si, en tant que phénomène, pouvait être étudié scientifiquement. C'est un sujet scientifique qui ne peut pas être conceptualisé. Le concept est censé gagner la reconnaissance et l'accord entre des peuples de différentes régions du monde, ce que nous appelons le "terrorisme" le est vraiment. Mais le monde est encore loin de cette conviction et de cette compréhension communes. Et a souligné les problèmes soulevés par l'utilisation de ce terme dans différents domaines de la connaissance. Le terrorisme, dans le meilleur des cas, n'est rien de plus qu'un jugement de valeur. Il a une importance relative, variable et égale sur le marché et sa signification varie en fonction des intérêts.

Le terrorisme ne répond pas aux normes scientifiques du concept théorique. Outre sa forte charge émotionnelle et morale (employabilité) qui affecte la neutralité idéologique du chercheur, sa formulation se heurte à au moins deux autres obstacles: le caractère fragmenté et fragmenté des phénomènes classés sous le terme "terrorisme" et les paris symboliques et politiques associés à l'utilisation de ce terme, Relatif aux conflits insolubles

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

autour de la légitimité et de la distorsion des positions des opposants, il en résulte l'impossibilité d'un consensus sur le sens et la signification du concept.

Les articles universitaires les plus importants sur l'extrémisme violent et le terrorisme publiés dans un livre de plusieurs pays, publiés en anglais

1. Le premier pas vers le cœur et l'esprit?

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La lutte contre l'extrémisme violent en Afrique par l'Agence américaine pour le développement international (USAID)

First Steps Towards Hearts and Minds? USAID's Countering Violent Extremism Policies in Africa

Le premier pas vers le cœur et l'esprit? Une question et un titre pour une étude en anglais du département de sciences politiques de l'université américaine de Birde, préparé par le professeur Daniel Aldrich. Publié en 2014

Le professeur traite de l'expérience de l'USAID au Mali et plus particulièrement de certains des villages de Tenbuktou dans des communautés fragiles susceptibles d'être la proie de "groupes extrémistes. Le titre du plan était "sécurité douce

L'étude comprenait une introduction à la nature du programme, considéré comme une transgression de la dimension militaire et à la recherche de solutions alternatives. Le programme est le développement et la composition de la pédagogie à la fois pour ceux qui souhaitent s'intégrer au projet et appartenir aux couches de la société les plus qualifiées pour suivre l'extrémisme. Un échantillon de 200 personnes de différents villages a été sélectionné. L'étude cherche également à comprendre les résultats de l'expérience et le succès des programmes mis en œuvre et financés par le gouvernement américain

En ce qui concerne l'aspect pratique du travail, l'étude a utilisé un questionnaire comprenant 14 questions et des échantillons provenant des régions dans lesquelles le programme a été mis en œuvre en 2010. Elle a également adopté une méthodologie basée sur des données multidimensionnelles, une discussion sur l'expérience et ses résultats et une planification allant au-delà de la mise en œuvre du programme et de l'étude. L'étude a conclu que l'intervention militaire seule est un échec et qu'il est nécessaire de multiplier les moyens de lutte contre l'extrémisme violent, principalement par les organisations de travailleurs et la sécurité souple.

2-

2-

Reconsidérer le terrorisme, donner un rôle à la société civile!

3- Rethinking countering violent extremism: implementing the role of civil society

4- Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism

Un article de Anne-Anne-Marie Palby et Carmen Jack en anglais et publié dans le magazine Security, Intelligence and Counter-Terrorism en 2015

L'article traite de l'objectif du sujet, qui examine l'une des conclusions les plus importantes de la réunion de 2013 sur la lutte contre l'extrémisme violent. L'article aborde une approche critique basée sur la réflexion, la réflexion et la réévaluation des méthodes de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en critiquant les approches intellectuelle et appliquée.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

L'article identifie un ensemble de concepts, qui sont des approches intellectuelles de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, abordant l'approche douce, l'approche solide et l'approche douce afin de rechercher une approche combinant toutes les approches et caractérisée par l'intelligence et l'efficacité..

L'article présente un titre passionnant après l'introduction "Hard Power, Soft Power et Smart Power". Le titre vise à lutter contre les approches susmentionnées et à conclure que c'est l'approche intelligente combinant toutes les approches de l'interaction entre les institutions de l'État et les composantes de la société civile, qui doit jouer un rôle dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

3- Le modèle des trois pistes d'extrémisme violent.

Les trois méthodes typiques d'extrémisme violent comme cadre directeur pour les politiciens et les bonnes questions pour leur réponse préventive

The Three Pathways (3P) Model of Violent Extremism (The RUSI Journal)

Un article d'analyse théorique présentant une thèse différente sur la prévention de l'extrémisme violent du chercheur américain James Khalil et publié dans le journal Reissi 2016 .James démantèle des éléments d'extrémisme violent, tels que des éléments chimiques, et examine la relation entre ces composants..

L'écrivain sépare l'élément de l'extrémisme de l'élément de violence et la désintégration de l'espace entourant ces éléments pour rechercher les débuts et les frontières et comment la fusion et le lien entre ces éléments deviennent un extrémisme violent dans le mouvement violent de composants violents et organisationnels planifiés et mis en œuvre.

4- Entre improvisés et accommodés: la compréhension des spécialistes de l'extrémisme violent.

Caught between the urgent and the comprehensible: professionals' understanding of violent extremism.

Critical Studies on Terrorism

Un article dans la revue anglophone "études critiques à propos du terrorisme" pour l'écrivain Crister Matson.L'article est publié en 2018.

Dès le début de l'article, l'écrivain s'est fixé pour objectif de mieux comprendre le discours dominant des décideurs suédois afin d'empêcher les jeunes de s'affilier à des organisations extrémistes au nom de l'islam. Dans ce contexte, la Suède exprime son incapacité à contrôler les soi-disant islamistes radicaux et violents. Il s'emploie donc rapidement à renforcer sa capacité à prévenir et à protéger ses jeunes, en particulier de

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

rejoindre des groupes criminels au nom de la religion. Pour atteindre cet objectif, l'auteur de l'article commence par:

Une carte de l'espace et du terrain fertile pour ceux qui préconisent l'extrémisme violent. La prévention du radicalisme, préconisée par certains stratèges suédois et pendant des décennies, a mis les musulmans sur le banc des accusés, facilitant ainsi son exploitation par les islamistes violents.

L'article est basé sur une étude et des recherches de l'auteur d'organisations travaillant dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent et présente donc une vision critique.

Des spécialistes de ce domaine devraient élaborer une méthodologie et une analyse critique du discours. Une lettre de ces spécialistes devrait être élaborée pour parler de l'extrémisme violent. L'auteur pose la question de l'élaboration de procédures réalistes de mise en œuvre.

5-Avertissements aux stratégies.

Problèmes liés à la définition conceptuelle de l'extrémisme: exemple du Royaume-Uni. Prevent Strategies: The Problems Associated in Defining Extremism: The Case of the United Kingdom

Studies in Conflict & Terrorism

Un article de David Lau en anglais publié par le Journal of Studies in Conflict and Terrorism in 2017.

Dans son article, l'auteur aborde la stratégie de prévention de l'extrémisme islamique au Royaume-Uni et les plans élaborés dans ce domaine, en soulignant la nécessité d'une discussion stratégique sur la prévention à la suite des assassinats du producteur Van Gout et de l'opération terroriste perpétrée à Madrid en 2004 et à Londres en 2005..

Le plan de prévention de l'extrémisme islamique consistait à lancer des programmes de protection des citoyens et visait principalement les groupes les plus qualifiés en raison de la polarisation exercée par des groupes et des organisations à orientation islamique radicale. L'auteur estime que les premiers plans de prévention élaborés par la Grande-Bretagne suivaient ces événements sanglants et étaient les suivants: Premièrement, les citoyens proches de l'espace de l'islam radical bénéficieraient des citoyens et les protégeraient contre la possibilité de passer de l'extrémisme à la criminalité. Deuxièmement, le plan de lutte contre le terrorisme. Troisièmement, élargissez ce plan pour devenir une Union européenne commune. L'auteur aborde le plan britannique de prévention élaboré en 2011 et l'exposition à la définition de l'extrémisme violent. L'auteur essaie donc d'ajuster les éléments de définition afin que la cible soit claire lors de l'élaboration du plan de prévention. Premièrement, développer les éléments nécessaires de l'extrémisme violent afin de le

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

protéger en priorité. Ce sont les principes britanniques de base et la solution aux problèmes qui peuvent survenir face aux droits et à la démocratie.

Par conséquent, l'auteur affirme qu'il est nécessaire de faire la distinction entre l'extrémisme non violent et la non-violence du militant. Indique que l'extrémisme non violent a à son tour un problème avec le système des droits de l'homme. L'auteur présente la définition et le concept de l'extrémisme, qu'il soit violent ou non violent, qui constitue un conflit entre les principes constitutionnels britanniques et britanniques et le principe juridique des droits, y compris le droit à une société pluraliste contre toutes les formes d'intolérance, ainsi que le principe des droits, des libertés et des convictions diverses qui renforcent le tissu d'une société pacifique..

6-Extrémisme violent: aborder le concept problématique.

Violent-extremism: An examination of a definitional dilemma

Australian Graduate School of Policing and Security, Charles Sturt University

Un article académique de Jason Laith Astrigarh, chercheur universitaire, enseignant à l'Australian High School de la Liddeth Cowen University, en Australie. Cet article a été publié par le lycée australien de police et de sécurité en 2015.

L'article de l'introduction aborde plusieurs questions liées à l'examen approfondi du concept d'extrémisme violent. Quel est le sens de l'extrémisme, de l'extrémisme violent et du terrorisme, et y a-t-il des points communs entre eux? La question peut-elle être discutée d'une manière différente de notre compréhension actuelle de l'extrémisme violent sans examiner ces termes? Ces expressions sont différentes dans les contextes et les significations. Comment peut-on planifier et traiter si on n'a pas la capacité et si on n'accepte pas des motifs clairs et précis et la réalité qui mène au terrorisme?

Comment les forces mobiles ont-elles poussé les individus vers l'extrémisme violent et la violence directe? Comment accepter cette expression vague si nous n'avons pas de concepts précis et clairs?

Cette approche met l'accent sur les causes profondes et sur un terme qui met l'accent sur la signification de la défense de la religion et la nature problématique du concept de l'extrémisme violent. Tous les extrémismes ne sont pas nécessairement négatifs, et l'extrémisme ne conduit pas nécessairement à la violence, de sorte que l'extrémisme est unique et peut développer et adopter une vision violente ou non-violente.

Les plus importants romans littéraires tunisiens traitant de l'extrémisme violent et du terrorisme.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

1-

J'étais à al-Rekka: un fugitif de l'État

islamique.

Un roman aux événements factuels intenses, destiné aux médias tunisiens et chercheur spécialisé dans les mouvements islamiques Hadi Ahmed. Une première et deuxième édition de 2017 a été publiée par la maison d'inscription arabe et contenait 263 pages.

Le roman est un témoignage détaillé et un roman raconté par son propriétaire, qui a vécu dans l'État islamique après avoir été annoncé en 2014 par Abou Bakr al-Baghdadi, participant ainsi aux combats.

Le roman contenait plusieurs sections qui représentaient la chronologie et les faits vécus par Muhammad Fahem, le fugitif de l'État islamique.

"Le livre, en plus d'être un récit fidèle de l'expérience des combats et de la vie dans la ville de Raqqa et dans d'autres villes syriennes, constitue également le rétablissement de l'enfance, de l'enfance et de l'adolescence avant que Mohammed al-Fahim ne devienne un narrateur de l'histoire d'un combattant dans l'organisation de l'État islamique", a écrit Hadi Ahmad. Ce qui signifie que l'écrivain voulait explorer le chemin psychologique et social et l'espace public entourant la personnalité dans son cheminement progressif vers l'adoption d'une idéologie extrémiste et la transition vers le "jihad" armé. L'un des éléments importants du roman est que l'auteur inscrit les événements dans leur dimension temporelle et spatiale, non seulement dans le récit, mais dans le dernier roman, "une chronologie provocante" qui est très importante pour comprendre les développements politiques et militaires de cette période.

L'un des objectifs déclarés de l'écrivain est de "démanteler le bateau et de dépouiller les schémas culturels et religieux à l'origine du terrorisme". De cette manière, nous comprenons que l'approche que l'écrivain a tendance à prendre en compte les causes du terrorisme est l'éloignement de l'idée de conspiration externe dans le processus djihadiste sanglant.

2- Les nuits noires: un roman de fiction politique.

Nuits noires, roman fantastique issu de la réalité, roman très littéraire par excellence des paradoxes qui le contenaient. Publié dans la première édition en 2016 par le romancier tunisien Abdel-Jabbar Madouri. "L'histoire de ce roman se poursuit à l'avenir, quand le peuple tunisien a été consterné par une histoire terrifiante ... Il a pu occuper la ville de Gafsa dans le sud de la Tunisie et a déclaré qu'il était un État à part entière et a menacé d'utiliser des armes chimiques "C'est un roman qui a attiré l'attention sur des événements du même genre qui se sont produits en Tunisie plus tard dans le roman, les événements de la tentative d'ascension de la ville de Ben Qardan. Pour déconstruire les événements et leurs défenses temporelles et de champ et surveiller les interactions de l'environnement public interne et externe, le romancier a mis plusieurs titres du roman comme suit:

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Les nuits noires définissent le scénario de la conquête par l'Etat islamique de l'une des villes tunisiennes et le romancier surveille les positions, les mouvements et les casernes par la suite. C'est un roman issu de la véritable imagination politique. Dans le roman, la réalité se fond dans l'avenir avec un message clair sur la manière de faire face à la menace terroriste et à l'extrémisme violent. Le roman d'Abdul-Jabbar est considéré comme un récit illusoire, mais c'est un roman qui fait partie des mécanismes de lutte contre le terrorisme et de dénonciation des crimes des "Daâechiens".

3- « Menottes entre de gros doigts »

Le roman **«menottes entre des doigts gras »** du romancière **" Afifa Saudi Smiti"**, publié par "Dar Al-Badawi" en 2014, est un roman exposé au terrorisme à partir de la situation de l'auteur et de sa spécificité. Elle s'est fait de la révolution tunisienne une force clé de narration. Le contenu narratif du roman est en ligne avec les conditions historiques de la société tunisienne, y compris le terrorisme. Le critique Mohamed Bardi a écrit à propos du roman: "L'écrivain soulève la question du terrorisme sous l'angle de sa position féministe"

"La jeune femme a épousé un homme qui a choisi au début de sa vie de s'approcher des groupes djihadistes salafistes , a rejeté ce mari et a réalisé qu'elle était celle qui était touchée par le degré de violence et de terrorisme politique. Le premier de ce mariage, qui n'a produit que des égarements et de l'aveuglement, et l'enfant aveugle qui était le fruit de ce mariage porte cette signification symbolique, que le mariage du terrorisme ne peut que produire de l'aveuglement et ne peut pas produire de semences ensemble. A dit. Aucune porte du repentir devant ces jeunes hommes a claqué ceux qui les ont trompés. Qu'Abdullah, ce vieux terroriste a annoncé son repentir et est entré en conflit avec l'organisation terroriste et la flagellation à nouveau son cœur à cette femme et les sentiments fidèles de la paternité inondées ".

4- Quais de brouillard ou route vers "Daâech".

Un roman de la société culturelle, d'édition, de publication et de distribution tunisienne à Monastir en 2017, du romancier tunisien Mounira Darâoui. Le roman comprenait 150 pages, dans lesquelles le romancier abordait la question de la déviation et de la rigidité et mettait l'accent sur l'idée de la tendance de repli, dans un style narratif intéressant. L'auteur nous raconte l'histoire d'un homme né dans un pays d'Afrique du Nord qui n'arrive pas à trouver un emploi en raison d'injustice sociale. Il s'abandonne au désespoir, puis rencontre une italienne qui l'épouse. Après dix ans, il découvre qu'il a caché toutes ses lettres de famille jusqu'à ce qu'il soit mort pour lui et qu'il soit tué. Lorsque l'homme sent le danger qu'il menace, il avoue le crime à son ami algérien, qui l'aide à quitter l'Italie en coopération avec des membres d'une organisation criminelle internationale extrémiste « Dâeëch ». Il se joint à lui et devient actif dans cette organisation terroriste. Après quelque temps, il est chargé

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

d'amener un convoi d'armes dans son pays, mais il décide finalement de révéler l'affaire à l'autorité de sécurité frontalière.

5-Mon amour est "Dâechien "

Un roman publié par la maison d'édition tunisienne Karem Shrif en 2016 pour la romancière égyptienne Hajer Abd'Samad. Le roman a été publié au début de l'année 2015 sur les pages électroniques parce que la romancière n'a pas pu le publier par le biais d'une maison d'édition. "Habibi Daadi" de sa bibliothèque, le décrivant comme "une attaque illégale et irresponsable de l'appareil d'Etat tunisien, représenté par le ministère de l'Intérieur". Avant la publication de l'éditeur tunisien Karem El-Sherif Cette année, le premier travail de cette jeune femme égyptienne, âgée de 27 ans. Le roman a fait sensation aux États-Unis il y a quelques mois lorsque la police s'est rendue en Mauritanie pour obtenir un exemplaire du roman. Et l'excitation dans le roman de porter une couverture à l'attention parce qu'elle porte une image du drapeau officiel de l'État islamique et des mouvements djihadistes salafistes. Le roman traitait de l'histoire d'une fille absolue qui avait été avec d'autres filles dans une organisation organisée pour soulever la question du mariage dans le djihad.

6 - Drapeaux noirs.

Un roman publié par la maison d'édition « Zayneb » et est destiné à être publié en 2018 pour la romancière tunisienne Shadia Guesmi. Il contenant 341 pages.

Un roman qui introduit les relations sociales étroitement liées aux quartiers populaires autour de la capitale et se distingue par l'arrivée de ses habitants venus de nombreuses régions de la République à la recherche de situations sociales différentes. Le récit décrit des événements dans ces quartiers marginalisés et pauvres, notamment dans le quartier de Wkayel, voisin du quartier de Khalid ibn El-Walid, dans la région de Manouba.

Le romancier pose la question de l'appartenance à des groupes « djihadistes salafistes » au sein de l'enchevêtrement social.

7- Jihad doux.

Un roman publié par la maison d'édition « Zayneb » en 2017 et contenait 650 pages de l'écrivain tunisien Mohamed Issa Almouâdib.

Le 26 janvier 2017, le journal marocain a reçu l'introduction du roman: Actes de la biographie de Nidhal Fathallah, un Tunisien qui revient du pays du jihad de mariage, accablé de crimes et de trahisons. Faits historiques et le lexique tunisien et arabe en Libye, en Syrie et en Irak ...

"La marche vers l'inconnu me détruit, assombrit mon visage et ne laisse que des débris, l'homme barbu, son visage arrogant et ses crânes lâches, l'homme sans-abri, celui qui a

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

peur, celui qui a peur et celui qui a faim", a déclaré Nidhal Fathallah. Je me suis assis sur une chaise silencieuse, je vois mon père, j'écoute sa voix étranglée et j'écoute ses histoires, la pièce que mon père a protégée du vent et de la pluie, le sable et la poussière la secouaient. La chaise était l'amour et l'extase du palais. Le doux, le trône de mon père, était assis, isolé du monde, devenant comme la noirceur Je vois mon père vêtu de sa robe blanche, debout devant moi, ne riant ni ne maudissant, ses yeux se sont plissés dans les yeux, contemplant les parties de mon visage, te brûlant de sel, ses yeux disent: Je suis devenu plus méchant, chiot, je suis devenu un étranger comme moi, je suis devenu comme moi "

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Les plus importantes caricatures tunisiennes œuvrant contre le terrorisme.

1- La Tunisie en dessins 15/15

La Tunisie à travers les dessins, livre publié en 2016 par la maison d'édition pour le journaliste Inès Weslati et le dessinateur Tawfik Omran. Le livre contient 100 pages, contenant environ 75 caricatures et 15 natures.

Le livre est un journal intime tunisien pour l'année 2015. Il suit 15 événements importants dans le domaine de la politique, de la culture et de la vie sociale en Tunisie. Parmi les références fortes et résolues, on trouve la couverture du livre, qui retrace le conflit entre la "science" « djihadiste salafiste » qu'elle a tenté de soulever à la Faculté de Manouba et la science tunisienne, comme le montre le dessin dessiné par les Tunisiens. De la science ancestrale incluant du symbolisme.

2- Les peintres Nadia Dhahab et Nadia Khayari

Nadia Dhahab et Nadia Khyari ont collaboré à des caricatures dans la campagne nationale et internationale contre le terrorisme et l'extrémisme violent sous le slogan "Non au terrorisme, oui aux droits de l'homme", lancé par une coalition civile de 48 organisations tunisiennes et internationales.

Pour la peintre Nadia Dhahab, on retrouve ses dessins sur un blog privé qui ne porte pas son nom, mais intitulé « La Bulle de blog ».

3-LAB 619

Un groupe de peintres tunisiens travaillant ensemble et publiant leurs travaux et contributions sur le site web. A fondé le groupe et a travaillé au développement de son influence peintre tunisien Nidal Ghariani LAB 619.

3- Le caricaturiste « ZED »

Le dessinateur caricaturiste « Zed » est l'un des peintres les plus importants en matière de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, en son domaine artistique, en Tunisie. Le peintre utilise un nom-pseudo pour se protéger malgré son séjour en France. Ses dessins sont tellement audacieux qu'il fait partie des cibles. Il publie ses dessins sur un site Web avec un nom. Debatunisie.com

5 - Un aperçu de la caricature en Tunisie, du chercheur Rachid Hosni.

"Le cynisme politique est un art qui est presque absent en Tunisie, mais personne ne peut cacher sa valeur esthétique, ni nier son influence sur l'influence du public." Qu'est-ce qui rend un art public tel que la caricature improbable et indésirable uniquement lorsque cela est absolument nécessaire? Ce qui peut être facilement remarqué, lors d'une lecture

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

urgente du dessin animé en Tunisie, est que la plupart des peintres cyniques sont acceptés par les journaux de langue française, qui sont très peu diffusés, alors que les journaux de langue arabe ignorent presque les caricatures. Les dessins sont modestement artistiques. Après le 14 janvier 2011, date de l'évasion de l'ancien président Ben Ali, le journal "Maroc" a reçu une réponse décente au graphisme politique cynique, devenu les dessins des peintres tunisiens et de la première page tunisienne aux couleurs vives.

"ZED" : signature cachée post-révolution.

La situation de la satire "Zed", résident en France, est très similaire à celle des caricatures en Tunisie. À ce jour, il continue son travail avec la lettre "Zed" (Z), le même symbole, qui a été pris à l'époque de Ben Ali.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Les plus importantes pièces de théâtre tunisiennes qui ont été exposées à l'extrémisme violent et au terrorisme.

1-Pièce : « Cinquante »

Une pièce qui fait l'objet de l'extrémisme violent et du terrorisme depuis 2006, écrite par Jalila Bakkar, réalisée par Fadhel. Jâyaibi et produite par « Familia Productions ».

2- Pièce : « Terroriste moins quart »

Une œuvre mono dramatique, produit et joué du dramaturge tunisien "Raouf Ben Yeghlan". Depuis sa parution en 2017, la pièce a été présentée à des chefs de partis, des personnalités publiques, dans les casernes et les académies devant des soldats et des officiers de l'armée tunisienne.

3-Pièce : « la sirène » (Hourya)

Il s'agit d'une représentation musico-théâtre de l'actrice-productrice tunisienne « Layla Toubel » et du musicien « Mehdi Trabelsi » produite par la compagnie d'art de la résistance en 2017. Les événements se déroulent dans le studio d'une station de radio appelée Salam FM, juste après la destruction de la station par une opération terroriste. Cependant, les actes de terreur et d'intimidation n'ont pas empêché le présentateur et le musicien de continuer.

4-Pièce : « Selfi »

La pièce « Selfi », texte écrit par Ahmed Amer, citation et mise en scène par « Taher Issa Belârbi », joué par l'acteur "Ikram Azzouz". Un travail monodrame de la production de « Miroirs pour la production artistique et la distribution » en l'année 2015 : histoire d'un agent de propreté dont on trouve sous sa charrette une bombe à retardement, il est accusé de terrorisme et interrogé. à travers son journal, on découvre qu'il qu'il est impossible à l'agent de propreté, « Merghed », de vendre son pays aux terroristes, malgré la misère qu'il en vit.

5- Pièce : « Paroles de montagnes »

C'est le titre de la pièce, produite par le centre des arts dramatiques de Gafsa en 2016, avec l'aide du ministère des Affaires culturelles, pour un texte de Taher Radhwani, Dramaturgie et dirigé par Hédi Abbas, Synographie de « Abdel Wahid Mabrouk » et Mohamed Ali Ahmed en tant que directeur-assistant, jouée par Dalila Meftahi, Mohammed Saidi, Imène Masha et Saad Hamda. Mahmoud Ahmadi a écrit à propos de la pièce:

L'histoire raconte les mêmes détails et les mêmes souffrances à une époque de terreur qui règne entre les divers replis, pentes et collines, en particulier dans les zones frontalières

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

montagneuses et rurales, qui sont d'une importance stratégique dans la défense de la patrie et de sa protection, mais elle subit le fardeau de la pauvreté, de la discrimination, du chômage et des privations, ainsi que de la détérioration des conditions économiques et sociales.

6- pièce : "freedom house" (la maison de la liberté)

Une pièce de théâtre écrite par « Chedli Arfaoui ».soutenue par le ministère de la culture en 2017. Il est produit par la société "Ktarsis" pour la production et la distribution artistique". L'artiste « Moufida Khalil » a écrit à propos de la pièce : «À Freedom House, c'est le général qui détient l'opinion unique et la plus correcte. Le général a convaincu les soldats qu'ils se trouvaient face à un ennemi préparé à la guerre. La victime est une "poupée" ou un "jouet en tissu", un "épouvantail" fabriqué par quelqu'un qui a peut-être été fabriqué par le même général, ce "bouc émissaire" qui effraie les soldats dans la pièce est assorti de nombreuses "horreurs" dans la réalité tunisienne, dont peut-être le terrorisme le plus important après des années de règle absolue et de justesse, un soldat se rebiffe et décide de partir à l'étranger, loin des histoires du général et de sa vision de la noirceur de tout, se rebellant et sortant, le soldat a découvert que le général souffrant de troubles psychiques avait tenté en vain de commettre un coup d'état, avait été placé dans une clinique psychiatrique accompagné d'un trompettiste.

7- pièce « Plateau »

La pièce « Plateau » est écrite et réalisée par "Ghazi Zoghbani", avec la sous direction de Tayeb Malayki pour "Nickrasov" de John Paul Sartre. Une pièce jouée par: Fatma Saiden ,Najwa Zouhaier ,Bachir Ghiryani, Yahia Faydi Mohammed Hussein Grayeâ , Ghazi Zghbani Mohammed Nour Zarafi et Rachid Azzouz.La synographie est de Mohamed Amine Bin Hmida.

L'auteur résumait la pièce de la manière suivante: "Lorsque le terrorisme dépasse le simple fait de danger pour les sociétés, pour devenir un outil ... les visions se chevauchent pour l'individu qui devrait choisir entre le mauvais et le pire. Et la réalité chevauche avec la rumeur et la presse devient une sale industrie entre les mains des politiciens qui changent de décor sur instructions et selon intérêts, et tout devient permis pour accéder au pouvoir. Qui manipule qui? Et qui fait la vérité?

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Les plus importants films et séries sur l'extrémisme violent et le terrorisme, qui ont été diffusés ou présentés en Tunisie.

1- Feuilleton : « Une rose et un livre. »

Série télévisée tunisienne réalisée par « Ahmed Rajab » et réalisée par Mohamed « Ali Saidan » et « Narjes Nabli »

La série traite la question comme suit: "Une secrétaire ou un écrivain travaillant dans le bureau d'un homme d'affaires corrompu, inspiré par l'amour et qui tombe amoureux de lui. Après la signature et la naissance de celui-ci, un enfant naît en dehors de la révolution. Les cadres de mariage, déguisés pour se retrouver en proie au goût des opportunistes ... et le désespoir du mariage coutumier d'un homme qui la ravit en dévote, double ses tragédies avec son fils au "Jihad" en Syrie ... Et développe le personnage de "Salwa" selon Attitudes et événements d'une belle fille à une femme à aile brisée puis « musulmane pratiquante »...

2-Le risque.

Une œuvre dramatique de "Atef Ben Hassin et réalisée par Nasreddine Sahili ,a été diffusée en 2015. L'épisode tourne autour du personnage de Salmen en tant qu'homme d'affaires exposé à la faillite après la révolution et embarqué dans un périple avec des gangs et des barons de corruption et de terrorisme.

3-Police !état ordinaire !

Une série policière comédienne produite par la chaîne de télévision « TV9 », scénario de Dora Fazâa, mis en scène par « Majdi Smiri. »

Le contenu donne une image positive de la police et met l'accent sur les aspects humanitaires et, au cours de ses épisodes, sur le thème de l'extrémisme violent et du terrorisme en Tunisie.

4- L'aigle de la « Saâid »

Il a été diffusé sur une chaîne tunisienne en 2018, une série égyptienne réalisée par Yasser Sami et écrite par "Mohamed Abdel Môtei". Les événements tournent autour du fait qu'un policier est entré dans une confrontation féroce avec un homme d'affaires travaillant dans le commerce illégal et la contrebande. Le trafic qui se croise avec le terrorisme. Nous citons la série égyptienne, en raison de sa diffusion par une chaîne tunisienne.

5- Fleur d'Alep.

Film tunisien projeté en 2016, réalisé par: Rida El Bahi, les principaux acteurs sont : « Hend Sabri », « Badis El Bahi », « Hishem Rostom » « Mohammed Ali Ben Jemâa », « Raya Ajimi » et « Bassem Lotfi ».

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Le film a présenté le sujet de la jeunesse "djihadiste" en Syrie, à travers l'histoire d'une jeune mère tunisienne, Salma, infirmière, qui vit avec son jeune fils Mourad, extrémiste religieux, après une maladie psychique. et est parti au Jihad en Syrie. Salma part à la quête de son fils et rejoint le front "Nosra" dans l'espoir de retrouver Mourad "et le ramener à sa vie normale mais elle est capturée par une organisation terroriste" Le texte EST extrait de « Wikipédia ».

6-Film « Fatwa »

Un long métrage de Mahmoud Ben Mahmoud et la production de « Habib Belhadi » ont été présentés pour la première fois à la 27ème session du Festival de Carthage en 2018 et a remporté le Tanit d'or pour les longs métrages. Les événements tournent autour du retour d'un immigré de France en Tunisie pour y enterrer son fils décédé des suites d'un accident de la route. Mais le père s'est vite méfié de la mort de son fils après avoir découvert des choses et des tendances extrêmes que son fils n'avait jamais connues auparavant. Il s'est embarqué dans un voyage de recherche auprès de réseaux terroristes qui ont recruté son fils dans des mosquées. Après avoir découvert le secret de la mort de son fils, il a révélé que le terrorisme et les terroristes se dirigeaient vers l'aéroport pour rentrer en France, mais la balle terroriste voulait le voir mourir à l'aéroport pour montrer que la bataille contre le terrorisme et l'extrémisme violent n'était pas facile et ne finissait pas avec la détection de réseaux.

7-Film : « Les Frères » (les frères musulmans)

Un court métrage de "Maryam Joubar" a été projeté lors de la compétition officielle du Festival du film de Carthage 2018 dans le domaine des courts métrages et du Tanit d'or. Le film raconte l'histoire d'une famille dans un village isolé, une mère aimante pour la vie, une battante pour elle, un père incompétent et illettré. Leur fils aîné, Jihad, revient de zones de tension, accompagné de sa jeune femme barbus et enceinte. La famille concerne tous les OVNIS sous toutes leurs formes et rituels. Cette scène arabe a également été un choc et une cause de perte, et non la trahison du propriétaire du Jihad. Le court métrage présentait une image vivante de ce que la réalité tunisienne est devenue à travers le terrorisme, l'obscurantisme et sa menace pour l'avenir de la société et de l'État.

Chapitre 3: L'approche pratique

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Introduction

Cette approche de terrain est une contribution essentielle à la compréhension du phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme en Tunisie. Les approches analytiques, tant au niveau du cadre juridique que de la théorie intellectuelle ou sociologique, sont déficientes si elles ne sont pas étayées par un questionnaire de terrain dans lequel nous connaissons les points de vue, les idées et les conditions des zones d'étude choisies pour représenter et restant l'incubateur de l'idéologie terroriste ou le théâtre de nombreuses opérations. Ou encore, ses conditions économiques, sociales et culturelles et le niveau de ses services publics le rendent vulnérable à l'extrémisme violent et au terrorisme.

Par conséquent, nous allons affecter cet axe du rapport de la deuxième phase de l'étude à l'approche de terrain, à travers laquelle nous fournirons:

- Diagnostic intensif sur le terrain du cadre humain, économique, social, culturel et éducatif et du niveau d'infrastructure municipale sélectionné lors de la première phase de l'étude.
- Le cadre général du questionnaire et les techniques de préparation et de complétion du terrain
- Fournir un diagnostic des échantillons qui ont été interrogés et travailler pour mettre en évidence le degré de conformité aux spécificités des municipalités auxquelles ils appartiennent, dans le cadre de la garantie d'un échantillon représentatif de la région.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Diagnostic de la municipalité de Sidi Hcine.

1- Données générales de la commune

- Superficie: 82 916 hectares.
- Population: 109 672 habitants (recensement de 2014): 53 777 femmes et 55 895 hommes, soit environ 51% de la population totale de la municipalité.
- Nombre de quartiers: 9

Quartiers	N d'habitants	N de familles	N de logements	Logements vacants
Borj Chakir	24.596	5890	6 726	836
Sidi Hcine	9.179	2211	2 485	274
Jayara	14.814	3717	4 414	697
El Attar	8.276	1961	2 440	479
Cité 20 Mars	11.021	2649	3 303	654
Birine	8.309	1947	2 154	207
Mghira	9.101	2184	2 473	289
Cité 25 juillet	8.000	1871	2 184	313
Cité 14 janvier	16.349	4071	4 903	832

2. Démographie :

La population de la municipalité de Sidi Hcine, selon le recensement de l'année 2014, est d'environ 109 672 habitants et résidents. La population de Sidi Hcine est caractérisée par une population jeune, avec 35% de la population âgée de moins de 30 ans et près de 25% âgée de moins de 19 ans. Cela nous amène à prendre en compte l'ensemble des équipements qui devraient accompagner la vie de cette catégorie comme les jardins d'enfants, les écoles, les instituts, les centres de loisirs et de crèches.

3. Indicateurs de développement humain dans la municipalité de Sidi Hcine.

1. L'état civil de la population :

La population de la municipalité est répartie comme suit selon l'état civil: les célibataires représentent environ 36,07%, les mariés : environ 58,50% et les veufs avec 4,16%, tandis que les divorcés ne représentent que 1,27%. Cela révèle l'aspect de « familles » qui caractérise la population de Sidi Hcine, ce qui indique un taux élevé de déplacements de familles vers la municipalité.

2 - Indicateurs de l'éducation.

La population de la municipalité est divisée selon le niveau d'enseignement comme suit:

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Sans enseignement (15,6%) : enseignement primaire : (37,3%), enseignement secondaire : (40,1%) et enseignement supérieur (7%)

3. Taux de chômage.

Le nombre de la main d'œuvre active de plus de 15 ans, dans la municipalité est d'environ 35025, dont 25 833 hommes et 9 192 femmes. Le nombre de chômeurs est d'environ 3905, ce qui signifie que le taux de chômage à Sidi Hcine est estimé à 16,47%. Le pourcentage général pour le gouvernorat de Tunis est de 13,88%.

Les taux de chômeurs sont répartis comme suit selon le niveau d'enseignement: -Aucun enseignement:4,39%, enseignement primaire : enseignement secondaire ; 51,81% et enseignement supérieur ; 20,20%, ce qui signifie que le pourcentage de personnes mises en chômage, ayant suivi des études secondaires et supérieures, dans la municipalité, représente environ 37,67% du nombre total de chômeurs. Un taux qui reste élevé.

4. Migration interne.

La migration interne est l'un des facteurs les plus importants qui menacent les moyens de subsistance de la population dans une zone donnée, en particulier en ce qui concerne la capacité de l'équipement collectif existant à répondre aux besoins croissants de cette migration interne, qui est souvent le résultat de grandes vagues de déplacements de population depuis les régions pauvres.

La délégation de Sidi Hcine est considérée comme l'une des plus hautes municipalités confrontées à la migration interne, un solde migratoire positif de 9179 est enregistré au cours des dernières années. Sidi Hcine est une région attrayante pour les migrants venus de l'intérieur, vue sa position (près de la capitale) et la possibilité de trouver des logements à louer. Une cause majeure de la propagation de la criminalité et de l'extrémisme violent surtout dans les quartiers chaotiques de la municipalité en tant qu'incubateurs du terrorisme et de l'extrémisme.

4- Equipements collectifs et services publics :

1. éducation :

- ✓ Enseignement primaire et secondaire

Ecoles primaires : 17 - Collèges et lycées : 10 - Nombre d'élèves: 7681

- ✓ Enseignement supérieur:

Les établissements d'enseignement supérieur ne sont pas disponibles à Sidi Hcine.

- ✓ Formation professionnelle: Il n'y a pas de centre de formation professionnelle dans la commune.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

2. Santé :

Les établissements de santé de « Sidi Hcine » sont limités à 5 centres de santé de base desservant 100 000 habitants, ce qui signifie que l'indice est égal à un centre de santé de base pour 20 000 habitants, un indicateur trop faible qui confirme la détérioration du cadre de santé municipal. Cette faiblesse publique du secteur de la santé s'accompagne d'un développement des investissements dans le secteur privé: la municipalité compte 8 pharmacies, 6 cliniques de médecine généraliste et 2 laboratoires privés.

3 - Urbanisation:

Les insuffisances liées à l'urbanisation de la municipalité de Sidi Hcine sont les suivantes:

- Construction anarchiste.(absence de plans d'aménagement)
- Absence de politique immobilière claire.
- Manque de vision collective du quartier et du sentiment d'appartenance à l'endroit (lieux pour se coucher uniquement)

6. Cadre de vie :

Malgré la forte population de la commune et l'étendue de son tissu urbain, le cadre de vie souffre de plusieurs faiblesses, dont les plus importantes:

- Manque d'espaces verts publics.
- Embouteillages permanents et difficultés de circulation.
- L'absence de systèmes d'élimination des déchets dans les zones à forte densité de population, ce qui a aggravé la pollution et entraîné la détérioration du cadre de vie.

7. Réalité économique et chômage.

Selon le recensement national de 2014, le nombre de travailleurs actifs (15 ans et plus) est d'environ 35025, dont 25 833 hommes et 9 192 femmes. Les chômeurs sont au nombre de 6905 environ et présentent un taux de chômage de 16,47%.

La population active est divisée en secteurs, comme indique le tableau suivant:

	Agriculture Et pêche	Mines et énergie	Industrie	Bâtiment et travaux publics	Commerce	Transport	Education, santé et servi ces	Autres services	Activités non déclarées
Hommes	0.15	15.68	20.45	11.32	12.82	0.82	38.82	0.86	0.75
femmes	0.67	8.75	28.72	1.39	19.72	22.52	16.57	2.53	0.02
Mixte	0.09	10.57	20.45	8.75	17.91	16.83	22.41	2.09	0.95

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

* Une usine unique constitue la zone industrielle de Sidi Hcine.

8- La cité concernée par le questionnaire de terrain : Citée 25 juillet.

Située entre la cité "Ibn Khaldoun" et "Sidi Hcine-Séjoumi", la cité 25 juillet compte 109.672 habitants. Et à l'essai des quartiers populaires, la cité se caractérise par une architecture non organisée, en l'absence de plan d'aménagement.

Le quartier contient beaucoup de cafés accueillant la jeunesse en chômage, en l'absence totale de centres culturels, d'espaces verts, d'installations familiales ou même d'auberge de jeunesse. La cité est caractérisée par une population modeste, à faible revenu.

Le quartier souffre de plusieurs problèmes économiques et sociaux, les plus importants sont:

- Un taux de criminalité élevé.
- La consommation et promotion de drogue.
- Un taux de chômage.
- Un taux d'analphabétisme élevé.
- Mauvaise infrastructure.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Diagnostic de la municipalité de « Djebel Jloud »

1-Données générales de la municipalité.

- Superficie: 425 hectares
- Population: 23 038 habitants (recensement de 2014): 12 013 femmes et 11 625 hommes, ce qui signifie que les hommes représentent environ 49,17% de la population totale de la municipalité.
- Nombre de quartiers: 7

Quartiers	N d'habitants	N de familles	N de logements	Logements vacants
Sidi Fathallah	3549	901	1004	103
Ali bach'Hamba	2663	653	758	105
El Garjouma	4482	1129	1313	184
El Fateh	7880	1992	2231	239
Essabkha	345	91	96	5
El Afrane	1467	336	384	48
Djebel jloud	3252	821	961	140
Total	23638	5923	6747	824

Ces chiffres, dans une étude comparative avec le reste des municipalités du pays, permettent d'affirmer que la commune de « Djebel Jloud » est une commune moyenne avec une densité de population non élevée, vue sa superficie qui ne dépasse pas 425 km², sa proximité avec la capitale fait de « Djebel Jloud » une zone attrayante pour les migrants cherchant la stabilité. Ce qui explique la disponibilité d'un nombre décent de logements vacants.

2 : Données démographiques.

Selon le recensement de la population pour l'année 2014, la population de « Djebel Jloud » est d'environ 23638 habitants. Les habitants de la municipalité se caractérisent par une pyramide d'âge jeune, avec environ 44% de la population âgée de moins de 30 ans et environ le tiers de la population âgée de moins de 19 ans. Ce qui pose de futurs défis à l'infrastructure de services éducatifs, de santé et autres dans la région. En plus d'une future hausse du nombre de demandeurs d'emploi.

3- Indicateurs de développement humain dans la municipalité de « Djebel Jloud ».

3-1. L'état civil de la population :

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La population de la commune est répartie comme suit selon l'état civil: les célibataires représentent environ 37,63%, les mariés environ 53,55% et les veufs un taux ne dépassant pas 6,96%, tandis que les divorcés ne représentent que 1,86%. Cela signifie que plus de 50% des habitants de la municipalité vivent dans un cadre familial, ce qui indique aussi un taux élevé de déplacements de familles vers la municipalité.

6- Indicateur de l'enseignement

La population de la municipalité est divisée selon le niveau d'enseignement comme suit:

Analphabètes (18,7%), enseignement primaire (35,7%), enseignement secondaire (38,2%) et enseignement supérieur (7,4%)

Le faible taux d'enseignement supérieur parmi les habitants de la municipalité de « Djebel Jloud » confirme que le cadre de vie en général n'est pas satisfaisant, en plus du taux élevé de déplacements d'autres régions de la municipalité le milieu communal.

7. Taux de chômage.

Le nombre de personnes actives dans la municipalité (de 15 ans et plus) est de 18637, dont 13400 hommes et 5237 femmes. Le nombre de chômeurs est d'environ 4163, ce qui signifie que le taux de chômage dans la municipalité de « Djebel Jloud » est estimé à 22,34%, soit une fois et demie le taux de chômage au niveau national et à peu près le double du taux de chômage dans le gouvernorat de Tunis.

Les pourcentages de personnes sans emploi selon leurs niveaux d'instruction sont comme suit : sans enseignement (2,5%), enseignement primaire (19,5%), enseignement secondaire (43,85%) et enseignement supérieur (34,15%). Le taux des personnes ayant des études secondaires et supérieures est d'environ 78% des chômeurs.

8 : Migration interne.

La migration interne est l'un des facteurs les plus importants qui menacent le cadre de vie d'une population dans une zone donnée, en particulier en ce qui concerne la capacité de l'équipement collectif existant à répondre aux besoins croissants de cette migration interne, qui est souvent le résultat de grandes vagues de déplacements de population depuis les villes pauvres.

Le solde migratoire de la commune n'excède pas 430, ce qui signifie que la commune n'est pas attrayante pour la population de manière significative malgré sa proximité avec la capitale (environ 2 km seulement). La faiblesse de la migration interne nette dans la municipalité est liée au manque d'infrastructures et à la détérioration du cadre de vie ainsi qu'au manque de conditions de base pour le logement et la stabilité, en particulier le travail.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

4- Equipements collectifs et services publics.

*** Education.**

✓ Enseignement primaire et secondaire

- Nombre d'écoles: 6 -Nombre d'élèves 1910.

- Collèges: 1-Lycées : 1 - Nombre d'élèves: 1820

Il est important de préciser que le nombre d'élèves mentionnés ne reflète pas le nombre réel d'élèves habitant dans la municipalité, mais que le nombre d'établissements d'enseignement dans l'ensemble de la municipalité et la grande pénurie de capacités ainsi que la proximité de la capitale incitent les parents à rechercher des écoles et des lycées proches de leurs lieux de travail.

✓ Enseignement supérieur:

Il n'y a pas d'établissement d'enseignement supérieur dans la commune de « Djebel Jloud ».

✓ formation professionnelle

Il n'existe pas de centre de formation professionnelle, ni artisanale, dans la commune.

***Santé :**

La municipalité ne dispose que de deux centres de santé de base. Le reste des services de santé restent liés aux établissements de santé disponibles dans le gouvernorat de Tunis.

***Urbanisation**

Compte tenu des circonstances dans lesquelles cette zone municipale a été apparue près de la capitale. Il n'a pas été soumis à l'exemple de la planification urbaine, ni à la planification d'un plan en fonction du développement naturel de la municipalité. La construction chaotique s'est propagée en conséquence. Ce qui a approfondi la détérioration du reste de l'infrastructure et des équipements collectifs.

6. Cadre de vie :

- Il n'y a pas d'espaces culturels ou récréatifs ni de bibliothèque publique dans la région, à l'exception de la Maison de culture « Chokri Bel-Aid », créée par le secteur privé après 2013, et qui n'est toujours pas en mesure de répondre aux besoins des jeunes, en raison du manque de financement public pour la culture dans la région.

- Les routes de la municipalité de « Djbal Jloud » sont dans un état critique. et Toutes les infrastructures existantes en trottoirs, canaux et canalisations pour l'évacuation des eaux de pluie et autres structures sont détériorées, ayant trait au cadre de vie

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Absence de l'équipement nécessaire pour la collecte et le transfert des déchets qui se sont répandus au hasard dans l'espace municipal.
- L'état médiocre du marché municipal.
- La propagation de la construction chaotique et l'absence d'installations de base dans le quartier

7. Réalité économique et chômage :

Selon le recensement national de 2014, le nombre de travailleurs actifs (15 ans et plus) est d'environ 18637, dont 13 400 hommes et 5 237 femmes. Les chômeurs représentent environ 1 374. Ce qui donne un taux de 22,34%.

La population active est répartie par secteurs d'activités, comme dans le tableau suivant:

Agriculture Et pêche	Mines et énergie	Industrie	Bâtiment et travaux publics	Commerce	Transport	Education, santé et servi ces	Autres services
0.36	1.93	32.45	9.96	14.78	6.82	21.46	12

Les unités industrielles et de services de la municipalité de "Djebel Jloud" sont concentrées dans la zone industrielle "Djebel Jloud", qui est l'une des plus anciennes zones industrielles de Tunis. La zone industrielle est le seul espace opérationnel dans la zone municipale.

Diagnostic de la cité "El Fateh"

Le quartier « El-Fath » est considéré comme le plus grand district vivant par la population du village, avec une population de 7880 habitants et le recensement de 2014. Sa population est répartie entre 3952 hommes et 3928 femmes. Le quartier a environ 1992 familles et environ 2231 résidences. Il présente un lieu attrayant pour les migrants, vu la disponibilité des logements vacants. Les jeunes représentent environ 33% de la population. Face à la montée du chômage, le quartier est l'un des plus grands districts de chômage de la région. Ce qui le rend une scène de crime, de violence et d'affrontements.

En ce qui concerne l'infrastructure et le cadre de vie, le quartier ne sort pas du contexte général de la municipalité. La détérioration des infrastructures, le manque d'espaces de divertissement, la propagation des ordures dans l'espace public, la détérioration des routes et le manque d'emplois.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Diagnostic de la municipalité de « Soukra »

1- Données générales de la commune

- Superficie : 2816 ha
- Population: 12 963 habitants (recensement de 2014) : 63 835 femmes et 65 858 hommes, ce qui signifie que les hommes représentent environ 50,8% de la population totale de la municipalité.
- Nombre de quartiers : 7

Quartiers	Nbr d'habitants	Nbr de familles	Nbr de logements	Logements vacants
E-Nnassim	31 768	8 289	9 689	1400
E-Tâmir	26 834	6 864	7 885	1021
Dar Fadhal	23 340	6 146	6 708	562
Borj El wzir	13 440	3 659	4 395	736
Chotrana	10 594	2 812	3 035	223
Sokra	16 499	4 243	4 902	659
El Bosten	7 218	1 968	2 513	545
Total	129693	33981	39127	5146

Ces chiffres, et dans une étude comparative avec le reste de la municipalité, nous pouvons dire que la municipalité de Soukra est la plus grande en termes de population au niveau national. La municipalité de Soukra est la troisième plus grande en nombre de logements, après Hammamet et l'Ariana.

Le décanat « E-Nassim » dans la municipalité de Soukra est également le décanat le plus surpeuplé au niveau national. Il s'agit d'un décanat qui comprenant les cités « E-Nassim », « Hedi Nouira », « la Mansoura » et « El-Bahi Ladgham ».

2. Données démographiques.

Population de la commune de « Soukra » selon le recensement de la population pour l'année 2014 d'environ 129693 habitants,

La population de « Soukra » est caractérisée par une jeune pyramide d'âge, avec environ 48% de la population âgée de moins de 30 ans et environ le tiers de la population âgée de moins de 19 ans. Cela nous amène à prendre en compte l'ensemble des équipements accompagnant cette catégorie (jardins d'enfants, écoles, collèges et lycées, centres de loisirs, crèches..Etc)

3-Indicateurs de développement humain dans la commune de « Soukra »

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

3-1 : Etat civil de la population :

La population de la commune est répartie comme suit selon l'état civil: les célibataires représentent environ 34,04%, les mariés environ 60,83%, le taux des veufs ne dépasse pas 3,74%, et 1,34% pour les divorcés. Cela signifie que la majorité des habitants de la municipalité de « Soukra » est organisée en familles, ce qui indique un taux élevé de déplacements de familles vers la municipalité.

3.2 Indicateur de l'éducation.

La population de la municipalité est répartie selon le niveau d'enseignement comme suit:

Analphabètes (10,59%), enseignement primaire (26,58%), enseignement secondaire (40,87%) et (22,03%) pour l'enseignement supérieur.

3-3 : Taux de chômage :

Le nombre de la main d'œuvre active (de 15 ans et plus), dans la municipalité est de 49602, dont 32360 hommes et 17 242 femmes. Le nombre de chômeurs est d'environ 5729, ce qui donne un taux de chômage dans la municipalité de « Soukra », estimé à 11,56%, l'un des taux les plus élevés du gouvernorat de l'Ariana, ou le pourcentage général est estimé à 10%.

Les personnes sans emploi sont classées comme suit: aucun enseignement (1,74%), primaire (16,70%), secondaire (43,85%) et supérieure (35,35%), ce qui signifie que le pourcentage élevé de chômeurs dans l'enseignement secondaire et environ 79% des chômeurs.

3-4 : Migration interne :

La migration interne est l'un des facteurs les plus importants qui menacent les moyens de subsistance de la population dans une zone donnée, en particulier, en ce qui concerne la capacité de l'équipement collectif existant à répondre aux besoins croissants de cette migration interne, qui est souvent le résultat de grandes vagues de déplacements de population depuis les villes pauvres de l'intérieur du pays.

La municipalité de Soukra est l'une des municipalités les plus exposées à la migration interne, avec un solde migratoire positif des années précédentes: 15 285, avec une augmentation de 11,5% de la population totale de la municipalité, une proportion considérée importante. La Soukra est considérée comme une ville attrayante pour les résidents et pour la stabilité en raison de sa proximité avec la capitale, de « Raoued » et la port de la Marsa , de la disponibilité de logements vacants à louer, ainsi que de la construction chaotique par les vagues de migration, qui se sont produites au cours des deux dernières décennies. La migration interne est une cause majeure de criminalité et

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

d'extrémisme violent, et les quartiers chaotiques de la municipalité ont été des incubateurs de terrorisme et d'extrémisme.

4- Equipements collectifs et services publics

- l'enseignement

- ✓ Enseignement primaire et secondaire

Nombre d'écoles primaires: 15 - Nombre de collèges: 3 - Nombre de lycées: 3.

- Nombre d'élèves: 5234

Il est important de préciser que le nombre d'élèves mentionnés ne reflète pas le nombre réel d'élèves habitant dans la municipalité: le manque d'institutions éducatives dans l'ensemble de la municipalité et la grande pénurie de capacité d'absorption ont rendu environ 6240 élèves du primaire, de Soukra aux écoles de l'Ariana. Le nombre s'élève à 11949 pour les élèves des collèges lycées.

- ✓ **Enseignement supérieur:**

-Universités publics d'enseignement supérieur:7

Le nombre total d'étudiants est de 5214 en 2017, dont 3141 sont des femmes selon le ministère de l'Enseignement supérieur.

-Universités privés : 3.Le nombre d'étudiants est de 900 en 2017

- ✓ **Formation professionnelle**

En raison de la position de Soukra près de la ville de l'Ariana, elle a été privée de centres de formation professionnelle. Tous les centres de formation professionnelle sont situés à l'Ariana (5 centres) dont 3 sont multidisciplinaires.

2. Santé

Les installations sanitaires de la municipalité de Sokra sont limitées à 5 centres de santé de base desservant environ 140 000 habitants, ce qui signifie que l'indice est égal à un centre de santé de base pour 28 000 habitants, un indicateur faible qui confirme la détérioration du cadre de santé municipal. Cette faiblesse publique du secteur de la santé a permis au secteur privé d'investir énormément.

(15 pharmacies, 25 cabinets de médecine générale, 5 cabinets de médecine spécialisée, une clinique et plusieurs laboratoires d'analyse et de radiographie.)

3 - Urbanisation:

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Les défauts associés à l'urbanisation de la municipalité de Sokra sont les suivants:

- Construction anarchiste.
- L'absence d'une politique claire de construction verticale face au déclin des réserves immobilières dans le secteur municipal
- Absence de quartiers multifonctionnels.
- Absence de perception collective de la renaissance et de l'appartenance au lieu (des foyers pour se coucher uniquement)

4. Le cadre de vie :

Malgré la forte population de la commune et l'étendue de son tissu urbain, le cadre de vie souffre de plusieurs faiblesses, dont les plus importantes:

- manque d'espaces verts publics.
- l'absence d'équipements collectives et de places publiques.
- Embouteillages permanents.
- Absence de centres sportifs et culturels et de divertissement
- l'absence de systèmes d'élimination des déchets dans des zones à forte densité de population, ce qui a aggravé la pollution et a entraîné la détérioration du cadre de vie.

5. Réalité économique et chômage.

Selon le recensement national de la population de 2014, le nombre de travailleurs actifs (âgés de 15 ans et plus) est d'environ 49 602, dont 32 360 hommes et 17 224 femmes. Le taux de chômage est d'environ 11,5%. Soit 5729 personnes.

La population active est répartie selon les secteurs d'activités, comme indiqué dans le tableau suivant:

	Agriculture Et pêche	Mines et énergie	Industrie	Bâtiment et travaux publics	Commerce	Transport	Education, santé et servi ces	Autres services	Activité s non déclaré es
Mixte	0,78	1,85	19,50	12,96	14,04	5,95	25,32	19,50	0,11
Hommes	0,23	1,01	26,77	1,04	9,73	2,44	35,19	23,45	0,13
Femmes	1,07	2,29	15,62	19,30	16,34	7,82	20,06	17,39	0,09

Les unités industrielles et de services dans la municipalité de la Soukra, sont concentrées dans les zones industrielles de « Charguia 2 », « Dar Fadhal » et « Soukra ». Les entreprises

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

dont la capacité opérationnelle est de 10 employés ou plus , étaient au nombre de 171 en 2013.avec une capacité opérationnelle générale de 9442 personnes. Il existe également sept sociétés étrangères détenues à 100% dans la région. En 2015, le nombre d'établissements est tombé à 140, après la fermeture de nombreuses institutions pour des raisons économiques et de sécurité, ce qui a ramené le nombre de postes de travail à 7979, créant un chômage exceptionnel de 1 600 travailleurs.

Soukra, en particulier la zone de « Charguia 2 », qui s'étend sur 72 hectares, est considérée comme l'une des zones industrielles les plus importantes du gouvernorat de l'Ariana et du Grand Tunis, avec une main-d'œuvre importante d'environ 7979 ans en 2015. Mais ces dernières années, nous avons enregistré une baisse du nombre d'établissements industriels, dont beaucoup ont fermé ou ont changé de lieux. Cela est dû à un certain nombre de raisons, économiques, à la difficulté d'accès à la région et à l'absence de transport direct de certaines entreprises vers d'autres régions.

6- Diagnostic des districts concernés par l'enquête de terrain.

1- Cité « Hedi Nouira »

Le quartier « **Hedi Nouira** » est situé dans le quartier E- Nassim, à droite de la route nationale 8 entre l'Ariana et Bizerte. Il a une population d'environ 5 800 habitants, principalement de la classe moyenne et relativement nombreuse. Il a été construit par la société immobilière tunisienne SNIT au début de l'année 2000 et était destiné aux dirigeants tunisiens et de la classe moyenne. Ce quartier comprend:

- Quartier organisé en termes d'urbanisation et de conditions de construction immobilière.
- La présence des principaux services publics (poste-banques, établissements d'enseignement publics et privés, jardins d'enfants, centres de sécurité, cafés, magasins et divers services.
- L'existence d'un espace vert public maintenu par la municipalité de Sokra
- Les routes sont larges avec des parkings pour les voitures

Cependant, ces avantages ne signifient pas l'absence d'insuffisances dans le quartier, y compris des problèmes de collecte des déchets, en particulier des déchets ménagers, des déchets de construction et des déchets verts, ainsi que l'absence d'activités culturelles, sportives et les carences dans le secteur de transport.

2-Cité « E-Nassim »

C'est le plus grand district en termes de population de la municipalité de Soukra, qui compte environ 20 000 habitants, et est un quartier chaotique causé par le déplacement massif qui a eu lieu dans le gouvernorat de l'Ariana en général et dans la ville de Soukra,

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

particulièrement, au cours des vingt dernières années. Et à travers l'inspection sur le terrain du quartier, les caractéristiques les plus importantes peuvent être résumées comme suit:

- La propagation de la construction chaotique
- Absence totale de système de collecte des déchets en rapport avec la forte densité de population dans le quartier.
- Épandage de décharges de tous types de déchets dans les rues et les espaces de vie.
- Absence presque totale d'installations publiques, le cas échéant, loin de la population.
- Manque d'activités sportives et de sites de divertissement.
- manque d'espaces verts publics ou privés.
- Cité caractérisée par la criminalité, la délinquance, la vente et la consommation de drogues, la cité représentait un incubateur de terroristes pour les années 2011/2015.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Diagnostic de la municipalité du Kef Est

1- Données générales de la commune

- Superficie: 508100 ha
- Population: 40288 (recensement de 2014): 20141 femmes et 19874 hommes, ce qui signifie que les femmes représentent environ 51% de la population totale de la municipalité

Nombre de quartiers: 8

Quartiers	N d'habitants	N de familles	N de logements	Logements vacants
Charfine	3.878	1174	1389	215
Ben Anine	12.703	3480	3989	509
Harrathe nord	6.864	1840	2205	365
Zaâfrane	5.497	1381	1510	129
Oued Souani	1.923	491	573	82
Oued Souani sud	2.024	508	537	29
Die El Kef	3.386	862	948	86
Cité Hached	4.013	1169	1360	191

2. Données démographiques

Selon le recensement de la population pour l'année 2014, la population de la municipalité du Kef Est est d'environ 40 288 habitants.

La population du Kef Est est caractérisée par une jeune pyramide des âges, avec 310% de la population âgée de moins de 30 ans et près du tiers de la population âgée de moins de 19 ans. Cela nous amène à prendre en compte l'ensemble des équipements accompagnant cette catégorie de jardins d'enfants, d'écoles, d'instituts éducatifs, de centres de loisirs et d'équipements pour enfance.

3- Indicateurs de développement humain dans la municipalité du Kef Est.

3.1 L'état civil de la population

La population de la commune est répartie selon l'état civil comme suit:

Les célibataires représentent environ 36,05%, les mariés environ 55,11% et les veufs ne dépassant pas 7,08% comme proportion, tandis que les personnes divorcées ne représentent que 1,77%. Ce qui signifie que la majorité de la population du Kef Est a un caractère familial et indique aussi un taux élevé de déplacements de familles, des régions plus pauvres vers la municipalité.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

3.2 Indicateur éducatifs.

La population de la municipalité est divisée selon le niveau académique comme suit:

Analphabètes (19,17%), enseignement primaire (30,36%), enseignement secondaire (37,38%) et enseignement supérieur (13,08%)

3-3 :Taux de chômage

Le nombre de la main d'œuvre active dans la municipalité (15 ans et plus) était d'environ 12 989 personnes, dont 8837 hommes et 4152 femmes. Le nombre de chômeurs est d'environ 2839, ce qui signifie que le taux de chômage dans la municipalité du Kef Est est estimé à 17,94%, soit le pourcentage le plus élevé de gouvernorat. Le pourcentage global du gouvernorat du Kef est de 18,53%

Les personnes sans emploi sont classées comme suit selon leur niveau d'enseignement : sans enseignement : (5,99%), enseignement primaire (21,83%), enseignement secondaire (42,71%) et enseignement supérieur (29,47%), ce qui signifie que la proportion la plus importante des chômeurs (environ 72%) concerne ceux ayant un niveau d'étude secondaire ou supérieur.

3-4 : Migration interne.

La migration interne est l'un des facteurs les plus importants qui menacent les moyens de subsistance de la population dans une région donnée, en particulier en ce qui concerne la capacité de l'équipement collectif existant à répondre aux besoins croissants de cette migration interne, qui est souvent le résultat de grandes vagues de déplacements de population des régions pauvres du gouvernorat.

La municipalité du Kef-Est est l'une des municipalités les moins touchées par la migration interne. Pourtant, le solde migratoire interne net des années précédentes a été positif. Un pourcentage qui reste faible par rapport aux niveaux nationaux. Outre la propagation de la construction chaotique par les vagues de déplacement, la migration interne est une cause majeure de la propagation de la criminalité et de l'extrémisme violent, mais les quartiers chaotiques de la municipalité sont également des incubateurs du terrorisme et de l'extrémisme.

4- Equipements collectifs et services publics.

1. L'éducation

✓ Enseignement primaire et secondaire

Nombre d'écoles primaires : 23, -Nombre d'élèves : 2758

- Nombre de collèges : 2 - Nombre lycées : 2. -Nombre d'élèves: 2323

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

✓ Enseignement supérieur:

Les établissements d'enseignement universitaire ne sont pas disponibles dans la municipalité.

Formation professionnelle:

Nombre de centres de formation professionnelle: 1

2. Santé

Les établissements de santé de la municipalité du Kef Est, se limitent à un hôpital régional, qui dessert environ 40 000 habitants, ce qui est un indicateur faible qui confirme la détérioration du cadre de santé municipal. Cette faiblesse publique du secteur de la santé va de pair avec la prospérité du secteur privé avec des investissements importants ; La municipalité compte: une clinique, 8 pharmacies, 58 cabinets de médecine générale et spécialisée, 3 laboratoires. 2 centres d'imagerie. 1 infirmerie.

3 - Pourcentage d'urbanisation:

Les insuffisances de la structure municipale du Kef Est sont les suivants:

- Construction anarchiste
- Grand manque des espaces verts et même les jardins existants sont négligés.
- Absence de politique claire pour la construction verticale dans le futur.
- Absence de perception collective des quartiers et du sentiment d'appartenance au lieu

4. Le cadre de vie

Malgré la forte population de la commune et l'étendue de son tissu urbain, le cadre de vie souffre de plusieurs faiblesses, dont les plus importantes sont :

- Absence de lieux de repos.
- Embouteillages permanents.
- Absence totale des centres sportifs, culturels et d'espaces de divertissement.
- L'absence de systèmes d'élimination des déchets dans les zones à forte densité de population, ce qui a aggravé la pollution et a entraîné la détérioration du cadre de vie.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

5. Réalité économique et chômage

Selon le recensement national de 2014, le nombre de travailleurs actifs (15 ans et plus) à Kef-Est est d'environ 12 989, dont 8837 hommes et 4152 femmes. Les chômeurs sont environ 2839 handicapés et au chômage de 17,94%.

La population active est divisée en secteurs, comme indiqué dans le tableau suivant:

	Agricultur e Et pêche	Mines et énergi e	Industri e	Bâtimen t et travaux publics	Commerc e	Transpor t	Education , santé et servi ces	Autres service s	Activités non déclarée s
Mixte	2.6	1.52	7.02	9.09	14.62	4.70	49.70	10.50	0.24
Homme s	1.44	0.78	8.08	0.35	9.98	1.35	35.99	11.9 3	0.20
Femmes	3.27	1.95	6.42	14.06	17.31	6.60	40.44	9.69	0.26

Les unités industrielles de la municipalité du Kef Est sont communes avec la municipalité du Kef Ouest, et sont composées de deux usines. La faiblesse de l'infrastructure et le climat social tendu ont entraîné la fermeture de l'une de ces usines.

6. Diagnostic de district du questionnaire de terrain

La municipalité du Kef Est, est située entre le Kef Ouest et « Borj El-Aifa ».

Le Kef Est dans l'ensemble est une délégation de 3225 logements avec population totale de 40 288 habitants.

La qualité de l'architecture : un quartier populaire caractérisé par une architecture non organisée, en l'absence d'un plan d'aménagement.

Il renferme un grand nombre de cafés avec un hôpital régional et des écoles primaires, ainsi que 2 collèges et 2 lycées secondaires.

La région a des espaces verts et des places publiques négligées avec un manque d'installations pour les familles et les jeunes.

Le Kef Est, est caractérisée par une population modeste et à faible revenu.

Le quartier souffre de plusieurs problèmes économiques et sociaux, les plus importants sont:

- ✓ La consommation et la vente de tous types de drogues.
- ✓ Un taux de chômage élevé.
- ✓ Un taux d'analphabétisme élevé et Une mauvaise infrastructure.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Diagnostic de la municipalité « E-Zouhhour »

1- Données générales de la municipalité.

- Superficie: 21 819 hectares.
- Population: 21653 personnes (recensement de 2014) : 1 053 femmes et 1 076 hommes, ce qui signifie que les femmes représentent environ 51% de la population totale de l'agglomération qui est répartie sur 6 quartiers comme suit :

Quartiers	N d'habitants	N de familles	N de logements	Logements vacants
E-Zouhour Est 1	3068	800	839	39
E-Zouhour Est 2	2815	620	654	34
E-Zouhour Ouest 1	3016	681	726	45
E-Zouhour Ouest 2	5320	1088	1135	47
E-Zouhour Ouest 3	4662	993	1103	110
E-Zouhour Ouest 4	2837	692	749	57

2. Données démographiques

La population de la commune « E-Zouhour » selon le recensement de la population pour l'année 2014 est d'environ 21653 habitants et résidents.

La population de « E-Zouhour » est caractérisée par une jeune pyramide des âges, avec environ 38% de la population âgée de moins de 30 ans et près du tiers de la population âgée de moins de 19 ans. Cela nous amène à penser aux futurs défis concernant l'ensemble des équipements accompagnant cette catégorie de population : jardins d'enfants, écoles, instituts éducatifs, centres de loisirs crèches...etc.)

3- Indicateurs de développement humain dans la municipalité « E-Zouhour »

3.1 : L'état civil de la population.

La population de la commune est divisée comme suit en fonction de l'état civil: les célibataires représentent environ 41,65%, les mariés : environ 50,83%, les veufs :5,37%, tandis que les divorcés ne représentent que 2,15%. Ce qui approuve le caractère familial de la population de la municipalité de

« E-Zouhour ». Cela indique un taux élevé de déplacement de familles pauvres, des régions détériorées vers le milieu communal.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

3.2 Indicateur de l'éducation.

La population de la municipalité est divisée selon le niveau d'enseignement comme suit : Aucun enseignement (28,43%), enseignement primaire (26,51%), enseignement secondaire (36,96%) et enseignement supérieur (18,10%)

3-3 : Taux de chômage :

Le nombre des personnes actives dans la municipalité (15 ans et plus) était d'environ 5034, dont 3498 hommes et 1536 femmes. Le nombre de chômeurs est d'environ 2418, ce qui signifie que le taux de chômage dans la municipalité de « E-Zouhour » est estimé à 32,45%. Le taux global du gouvernorat de Kasserine est estimé à 22,35%.

Suivant le niveau d'instruction, les chômeurs sont répartis comme suit :

Aucun enseignement (20,09%), enseignement primaire (20,26%), enseignement secondaire (41,17%) et enseignement supérieur (18,48%), ce qui signifie que la grande proportion de chômeurs de la municipalité concerne les personnes ayant fait des études secondaires et supérieures ;environ 60% des personnes en chômage.

3-4 : Migration interne.

La migration interne est l'un des facteurs les plus importants qui menacent les moyens du cadre de vie de la population dans une zone donnée, en particulier en ce qui concerne la capacité de l'équipement collectif disponible à répondre aux besoins croissants de cette migration interne, qui est souvent le résultat de grandes vagues de déplacements de population depuis les régions pauvres.

La municipalité de « E-Zouhour » est considérée comme l'une des municipalités les moins touchées par la migration interne, En effet, le solde migratoire était positif pour les années précédentes. Ce qui montre que « E-Zouhour » est une commune relativement répugnante pour la population en raison de la difficulté à vivre. La construction chaotique est également propagée par les vagues de déplacements: la migration interne est une cause majeure de la propagation de la criminalité et de l'extrémisme violent, et les quartiers chaotiques de la municipalité ont été des pépinières de terrorisme et d'extrémisme.

4- Equipements collectifs et services publics

1. L'éducation

✓ Enseignement primaire et secondaire

-Nombre d'écoles: 5 - Nombre de collèges : 1- Nombre de lycées : 1

-Nombre d'élèves: 1063

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- ✓ Enseignement supérieur: les établissements d'enseignement universitaire ne sont pas disponibles dans la municipalité
- ✓ Formation professionnelle: il n'y a pas de centre de formation dans la commune.

4-2 : Le secteur de santé.

Les établissements de santé de la municipalité de « E-Zouhour » disposent de 2 centres de santé de base (dispensaires) et de 2 services de santé reproductive pour 22 000 habitants, ce qui signifie que l'indice correspond à un dispensaire pour 11 000 habitants. Cette faiblesse du secteur de la santé publique est compensée par la faiblesse de l'investissement du secteur privé, et la municipalité compte: 3 pharmacies et 1 cabinet de médecine générale privés.

4-3 : L'urbanisation.

Les défauts associés à l'aménagement urbain de la municipalité « E-Zouhour » sont:

- Une construction anarchiste
- L'absence de politique claire de construction verticale
- L'absence de quartiers multifonctionnels
- L'absence de vision collective des quartiers et du sentiment d'appartenance à la commune.

4-4 : Le cadre de vie.

Malgré la forte population de la commune, son cadre de vie souffre de plusieurs carences, dont les plus importantes sont :

- Manque d'espaces verts publics.
- Absence d'aménagement des places publiques.
- Difficultés persistantes de circulation.
- Absence de centres sportifs, culturels et de divertissement
- Absence de systèmes d'élimination des déchets et de j'évacuation des eaux usées, dans les zones à forte densité de population, ce qui a aggravé la pollution et a engendré la détérioration du cadre de vie.

5. Réalité économique et chômage :

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Selon le recensement national de 2014, le nombre de travailleurs actifs (15 ans et plus) est d'environ 5034, dont 3498 hommes et 1536 femmes. Les chômeurs sont environ 2418 avec un taux de chômage estimé à 32,45%.

La population active est divisée selon les secteurs d'activités, comme est indiqué dans le tableau suivant :

	Agricultur e Et pêche	Mines et énergi e	Industrie	Bâtimen t et travaux publics	Commerc e	Transpor t	Education , santé et servi ces	Autres service s	Activités non déclarée s
Mixte	1.51	1.75	8.27	11.94	10.49	5.05	54.66	5.08	0.26
Hommes	1.52	1.74	8.21	16.47	12.90	6.86	46.64	5.49	0.17
Femmes	1.50	1.76	8.40	1.63	5.01	0.91	72.92	7.42	0.46

Il importe de noter l'absence d'unités industrielles dans la municipalité « E-Zouhour », à l'exception d'une seule usine à « Ain Al-Gayed » et est déjà fermée.

6 - Diagnostic du quartier proposé pour le questionnaire de terrain: « E-Zuhour2 »

Le district « E-Zouhour2 » fait partie de la délégation « E-Zouhour », à côté du quartier « Al-Karma » entre le quartier « E-Nour » et la cité « Al-Khadra » à Kasserine.

Le quartier « E-Zouhour » est un quartier populaire avec 5206 logements, dont 2109 dans « E-Zouhour2 », et la population totale du quartier est de 21 819.

Et à l'essai de tous les quartiers populaires, le quartier est caractérisé par une architecture non organisée.

Il y a un seul café populaire dans le quartier, (Café El Yamamah), un dispensaire de santé publique et une école primaire.

Il n'y a pas d'espaces verts, ni installations familiales ou pour les jeunes, dans le quartier.

La population est formée par des familles modestes à faible revenus.

Le quartier souffre de plusieurs défaillances économiques et sociales, dont les plus importantes sont:

- Taux de criminalité éminent.
- Consommation et promotion des drogues.
- Taux de chômage élevé.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Taux d'analphabétisme élevé
- Infrastructure défectueuse.

Diagnostic de la municipalité de "Zarzis"

1- Données générales de la municipalité.

- Superficie: **871** km²
- Population: **75382** personnes (recensement de 2014) : **39309** femmes et **36073** hommes, ce qui signifie que les femmes représentent environ 52.15 % de la population totale dont la majorité (**72611**) habite le lieu citadin, contre **2771** occupant un milieu rural. La population de la municipalité est répartie sur 16 mairies comme suit :

Quartiers	N d'habitants	N de familles	N de logements	Logements vacants
Kribisse	2238	557	799	242
Ghrabatte	1594	347	439	92
Khouay El Ghdir	2542	566	745	179
Zarzis	6888	1718	2732	1014
Hmedi	6924	1820	2823	1003
Hmedi Bou Teffaha	6662	1602	2395	793
Oued Thyeb	7556	1877	2857	980
Chammekh	2898	709	1098	389
Hassi Jirbi	5958	1558	2592	1034
El Ogla	3774	936	1947	1011
Souihel	7888	2108	3837	1729
20 Mars	4314	1055	1522	467
Tahar Sfar	5514	1441	2272	831
Gdarya	627	144	179	35
El Bassatine	5193	1270	2136	866
Hichem Hmedi	4812	1212	1946	734
Total	75382	18920	30319	11399

La municipalité de Zarzis compte 16 districts de densité de population variable, La mairie « Souihel » est considérée comme l'une des plus grandes mairies en termes de densité de population dans la délégation de Zarzis. La majorité des mairies appartiennent au milieu urbain. La proportion de logements vacants est estimée à 8,77% du nombre de logements de la municipalité

2. Données démographiques

La population de la délégation de "Zarzis", selon le recensement de la population pour l'année 2014 est d'environ 75382 habitants et résidents.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La population de "Zarzis" est caractérisée par une jeune pyramide des âges. Cela nous amène à tenir compte des futurs défis concernant l'ensemble des équipements accompagnant cette catégorie de population : jardins d'enfants, écoles, instituts éducatifs, centres de loisirs, crèches...etc.)

3- Indicateurs de développement humain dans la municipalité de Zarzis.

3.1 : L'état civil de la population de Zarzis.

La population de la commune est divisée comme suit en fonction de l'état civil: les hommes célibataires représentent environ 32,84%, les mariés environ 60,21%, les veufs ne dépassent pas 5,51%, tandis que les divorcés ne représentent que 1,43%. Ce qui signifie que la grande proportion de la population a un caractère familial, ce qui indique un taux élevé de déplacement de familles vers le milieu municipal.

3.2 Indicateur éducatifs

La population est divisée selon le niveau d'instruction comme suit:

Analphabètes (8,2%), enseignement primaire (39,53%), enseignement secondaire (35,02%) et (8,77%) pour l'enseignement supérieur

3-3 : Taux de chômage

Le nombre de personnes actives, âgés de 15 ans et plus, est de 56017, dont 25 993 hommes et 3 024 femmes. Le nombre de chômeurs est d'environ 3008, ce qui signifie que le taux de chômage dans la commune de Zarzis est estimé à 14,03%, l'un des taux les plus élevés du gouvernorat de Medenine.

Les chômeurs sont classés selon le niveau d'enseignement comme suit: Aucun enseignement (3,36%), enseignement primaire (20,84%), enseignement secondaire (42,82%) et enseignement supérieur (24,32%), ce qui signifie que le pourcentage le plus élevé de personnes chômeurs dans la commune est celui des personnes ayant un enseignement secondaire et supérieur. (65.12% du nombre total de chômeurs).

3-4 : Migration interne

La migration interne est l'une des précarités les plus importantes pour les moyens de vie des habitants d'une région, en particulier en ce qui concerne la capacité des équipements collectifs existants à répondre aux besoins croissants de cette migration interne, qui est souvent le résultat de grandes vagues de déplacements de population depuis les zones pauvres. Comme la municipalité de Zarzis contient un seul décanat classé dans le milieu rural, contre 15 décanats appartenant au milieu urbain.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La municipalité de Zarzis est considérée comme l'une des municipalités les plus expatriées face à l'émigration externe. Le solde migratoire de ces dernières années a été négatif et a atteint (-156).

4- Installations collectives et services communs.

4-1 : l'éducation

- ✓ Enseignement primaire et secondaire

-Nombre d'écoles:38 - Nombre de collèges : 9 - Nombre de lycées: 4.

Nombre d'élèves: 8 860 - Instituts libres : 2

Zarzis se classe au premier rang en termes de taux d'abandon scolaire précoce avec 6,14% pour l'enseignement de base et de 12,11% pour l'enseignement secondaire.(plus de 18% en total)

- ✓ Enseignement supérieur:

Il n'y a pas d'établissements d'enseignement supérieur à Zarzis

- ✓ Centres de formation professionnelle privés

- Centre "Nebras" pour la gestion et l'informatique à Zarzis
- Institut "l'Avenir " pour les sciences infirmières
- Institut privé "Zaytouna" à Zarzis
- Institut "El Madina" pour le tourisme et la formation professionnelle.

4-2 : La santé

hôpital régional Les installations sanitaires de la municipalité de Zarzis sont limitées à un d'une capacité de 116 lits, avec 2 laboratoires, à 17 centres de santé publics. Le secteur privé dispose de 27 cabinets de médecine générale, 42 cabinets de médecine spécialisée, 16 pharmacies et 2 cliniques.

3. Institutions culturelles:

- Une maison de culture.
- 10 bibliothèques publiques.

Ce qui montre une présence relative d'investissement du secteur privé dans le domaine de la culture.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

4 – Développement urbain:

Les déficiences associées à l'aménagement territorial de la municipalité de "Zarzis" sont les suivantes:

- L'absence d'une politique claire de construction verticale devant les vastes espaces de la région
- Absence de répartition équitable des institutions, en particulier de la santé.
- Absence de quartiers multifonctionnels
- Absence de culture du travail culturel et artistique et le non attention au rôle de la culture et à son développement en activité, malgré l'existence d'un bon nombre de bibliothèques, de maisons de culture et de la jeunesse

5. Le cadre de vie

Malgré l'importance de la population de la municipalité et l'expansion de son tissu urbain, malgré la classification de "Zarzis" en tant que ville touristique, qui abrite des hôtels et des plages surpeuplées pendant la période estivale, que ce soit du reste de la République ou de l'extérieur du pays, le cadre de vie se plaint de plusieurs lacunes importantes:

- Manque d'espaces verts publics.
- Absence de lieux de repos et de places publiques.
- Absence de centres sportifs, culturels et de divertissement.

6 :Réalité économique et chômage.

Selon le recensement national de 2014, le nombre de travailleurs actifs (âgés de 15 ans et plus) à Zarzis est de 18431 : 14 882 hommes et 3 549 femmes. Les chômeurs représentent environ 3008 avec un taux de 14,03%.

La population active est répartie suivant les secteurs d'activités, comme est indiqué dans le tableau suivant:

	Agricultur e Et pêche	Mines et énergi e	Industri e	Bâtiment et travaux publics	Commerce	Transport	Education, santé et servi ces	Autres services	Activités non déclarées
Hommes	9,27	1,87	9,07	21,06	14,14	6,27	21,46	16,69	0,16
femmes	11,23	2,10	7,36	25,84	13,85	7,48	15,48	16,56	0,09
Mixte	1,07	0,87	16,23	1,01	15,39	1,21	46,53	17,25	0,42

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Quartier "Chammakh" objet de l'étude de terrain

Le district de "Chamakh" est situé dans la municipalité de "Zarzis", avec une population d'environ 2898 habitants. Ce quartier se caractérise par:

- Un quartier organisé en termes d'urbanisation et de conditions de construction immobilière.
- La présence des plus importants services publics (poste, banque institutions d'enseignement public et privé, jardins d'enfants, poste de police, cafés et boutiques, ainsi que de divers services
- L'existence d'un espace vert public à entretenir par la municipalité de "Zarzis"

Toutefois, ces avantages ne signifient pas l'absence d'insuffisances dans le quartier, y compris des problèmes de collecte de déchets, en particulier des déchets ménagers, en plus de l'absence d'activités culturelles et sportives, hors de la saison estivale.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Diagnostic de la municipalité de "Béni Khedache"

1- Données générales de la municipalité

- Superficie: 1 356,0 kilomètres carrés.
- Population: 28 586 (recensement de 2014): 16 102 femmes et 12 484 hommes, ce qui signifie que les hommes représentent environ 40% du nombre total d'habitants de la municipalité.

La majorité de la population est concentrée dans le milieu non communal (22955 personnes), contre 2 930 personnes en milieu communal.

- Nombre de décanats: 13

Quartiers/Décanats	N d'habitants	N de familles	N de logements	Logements vacants
Beni Khedache	4987	1210	1631	421
Dkhila	812	209	360	151
Rahhala	566	150	412	262
Ouerjijen	1259	265	477	212
Oued El Khil	1140	197	363	166
Zghaya	2396	541	835	294
El Banya	2998	612	960	348
El Fjije	2528	521	605	84
El Manzla	1245	273	478	205
Zammour	825	197	385	188
El Hmaymia	2220	572	824	252
El Bhira	1812	343	795	452
Gasr Ejdid	3097	758	1328	570
Total	25885	5848	9453	3605

13 décanats, de densité de population variable, constituent la municipalité de « Beni Khedache ».la ville de « Beni Khedache » est considérée comme le décanat le plus grand, en termes du nombre de la population. Le taux des logements vacants est de 8.24%.

2 :Données démographiques.

La population de la délégation de " Beni Khedache " , selon le recensement de la population pour l'année 2014 est d'environ 28586 habitants.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

La population de " Beni Khedache " est caractérisée par une pyramide des âges jeune. Une raison pour penser sérieusement aux futurs défis concernant l'ensemble des équipements accompagnant cette catégorie de population : jardins d'enfants, écoles, instituts éducatifs, centres de loisirs, crèches...etc.)

3: Indicateurs de développement humain dans la municipalité

de « Beni Khedache »

3.1 : L'état civil de la population.

La population de la commune est divisée comme suit en fonction de l'état civil: les hommes célibataires représentent environ 43,90%, les couples mariés environ 50,39% et les veufs au plus 5,05%, tandis que les divorcés ne représentent que 0,66%. Cela signifie que la majorité de la population est d'un aspect familial, également, un indice d'un taux élevé de déplacement de familles vers le milieu municipal.

3.2 : Indicateur de l'éducation.

La population est divisée selon le niveau d'enseignement comme suit:

Analphabètes (27,5%), enseignement primaire (35,97%), enseignement secondaire (28,43%) et enseignement supérieur (7,78%)

3-4 : Taux de chômage.

Le nombre des personnes actives (âgés de 15 ans et plus) était de 4 703, dont 4 152 hommes et 551 femmes. Le nombre de chômeurs est d'environ 1318, ce qui signifie que le taux de chômage à « Beni Khedache » est estimé à 21,89%, soit le pourcentage le plus élevé du gouvernorat.

Les personnes en chômage sont classées suivant les niveaux d'instruction comme suit: aucun enseignement (5,37%), enseignement primaire (28,01%), enseignement secondaire (31,26%) et enseignement supérieur (5 353%). Ce qui approuve que le pourcentage de chômeurs ayant fait des études supérieures et secondaires représente 39,30% du nombre total de chômeurs. une proportion qui demeure importante.

3-4 : Migration interne.

La migration interne est l'un des facteurs les plus importants qui compliquent les conditions de vie d'une population d'une région, en particulier du fait que les équipements collectifs existants peuvent répondre ou pas aux besoins croissants de cette migration interne, qui est souvent le résultat de grandes vagues de déplacement de population depuis les campagnes pauvres. Considérant que la municipalité de « Beni Khedache » contient un seul décanat

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

classé au milieu municipal contre 12 décanats au sein du milieu rural.

La municipalité de « Beni Khedache » est considérée comme l'un des régions les plus confrontées à l'émigration externe. Le solde migratoire des années précédentes était négatif et a atteint (-1821). « Beni Khedache » est considérée comme une ville répugnante pour les résidents ;(vers la capitale ou l'étranger)

4 : Installations collectives et services communs

4-1 :L'éducation

- ✓ Enseignement primaire et secondaire

-Nombre d'écoles:31 -Nombre de collèges : 4 - Nombre de lycées : 2.

-Nombre d'élèves: 4784 - Instituts libres: Aucun

« Beni Khedache » occupe le troisième rang, après Zarzis et Sidi Makhlouf, avec un taux d'abandon scolaire précoce de 5,73 pour l'enseignement de base et de 17,20 pour l'enseignement secondaire.

- ✓ Enseignement supérieur:

Nombre d'universités d'enseignement supérieur: pas d'établissements d'enseignement supérieur.

- ✓ Formation professionnelle : Un centre de formation professionnelle pour filles rurales.

2. Secteur de la santé

Les établissements de santé de « Beni Khedache » sont limités à un hôpital local d'une capacité de 4 lits, à 2 laboratoires, à 20 centres de santé publics, à une cabinet privé de médecine générale, à une clinique dentaire et à 2 pharmacies.

3. Institutions culturelles: « Beni Khedache » n'a qu'une bibliothèque publique et un centre culturel.

4 – Le développement urbain:

Les lacunes associées à l'aménagement territorial de la municipalité de « Beni Khedache » sont les suivantes:

- L'absence d'une politique claire de construction verticale devant les vastes espaces de la région et de plans d'aménagements développés.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Absence de quartiers multifonctionnels.
- Absence de culture du travail artistique et culturel, et le manque d'attention au rôle de la culture pour le développement.

5 :Le cadre de vie des habitants.

Malgré la forte densité de population de la commune et l'étendue de son tissu urbain, le cadre de vie souffre de plusieurs faiblesses, dont les plus importantes sont:

- Le manque d'espaces verts publics.
- L'absence d'installations de repos et de places publiques aménagées.
- L'absence de centres sportifs et culturels ou de divertissement.

6. Réalité économique et chômage

Selon le recensement national de 2014, le nombre de travailleurs actifs (âgés de 15 ans et plus) dans le gouvernorat de « Beni Khedache » est d'environ 4 703, dont 4 152 hommes et 551 femmes. Les chômeurs représentent environ 1318 chômeurs et le chômage de 21,89%.

La population active est divisée en secteurs, comme indiqué dans le tableau suivant:

	Agricultur e Et pêche	Mines et énergi e	Industri e	Bâtiment et travaux publics	Commerce	Transport	Education, santé et servi ces	Autres services	Activités non déclarées
Hommes	11,01	0,74	5,89	31,85	19,71	3,49	21,07	6,04	0,21
femmes	0,19	0,18	11,96	3,62	14,67	0,72	50,00	14,86	0,36
Mixte	11,99	0,82	5,08	35,60	20,38	3,85	17,22	4,87	0,19

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Diagnostic de la municipalité de Tataouine Nord

1- Données générales de la municipalité.

- Superficie: 38889,0 mètres carrés
- Population: 61431 habitants (recensement de 2014): 31785 femmes et 26646 hommes, ce qui signifie que les hommes représentent environ 50,8% de la population totale de la municipalité.
- Nombre de quartiers: 15

Quartiers/Décanats	N d'habitants	N de familles	N de logements	Logements vacants
E -Nozha	7034	1506	2113	607
E -Tadhamon	10133	261	2665	2404
E -Nasser	5326	945	1256	311
Oued El Kamh	7314	1274	1655	381
Broumrette	8054	1610	2582	972
Talelet	1847	373	589	216
Oued El Ghar	7809	1526	2348	822
El -Mâouena	402	86	204	118
Ezzahra	4684	937	1174	237
Gtougga	746	143	270	127
Khatma	1394	221	387	166
Sâada	1775	326	481	155
El Kâlâa Est	1993	381	680	299
Beni Blel	910	161	346	185
El Kâlâa Ouest	2010	381	613	232
Total	61431	11931	17363	5432

Le gouvernorat de Tataouine, dans le nord du pays, compte 15 quartiers de densité de population variable, le quartier " E- Tadhamen" est considérée comme l'un des plus grands quartiers en termes de densité de population. Le pourcentage de logements vacants est estimé à 10,96% du nombre de logements.

2. Données démographiques.

La population de la municipalité de Tataouine nord, selon le recensement de la population pour 2014 est d'environ 61431 habitants. La population de Tataouine nord est caractérisée par une population jeune, avec 48% de la population âgée de moins de 30 ans et plus du tiers de la population est âgée de moins de 19 ans. Cela nous amène à prendre en compte

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

l'ensemble des équipements accompagnant le développement de cette catégorie de population : crèches, jardins d'enfants, écoles, collèges et lycées, centres de loisirs et équipements sportives et culturelles.

3. Indicateurs de développement humain dans la municipalité nord de Tataouine

3.1 : L'état civil de la population.

La population de la commune est divisée selon l'état civil comme suit: Célibataires: 43,43%, mariés: 51,52% et veufs: 4,03%, tandis que les divorcés ne représentent que 1,02%. Ce qui signifie l'aspect familial de la population de Tataouine Nord, et indique également un taux élevé de déplacements de familles vers le milieu communal.

3.2 : Indicateur de l'éducation.

La population est divisée selon le niveau d'enseignement comme suit:

Analphabètes (18,41%), enseignement primaire (32,8%), enseignement secondaire (38,6%) et enseignement supérieur (10,1%)

3-3 : Taux de chômage.

Le nombre de la population active dans la municipalité (15 ans et plus) est de 13997, dont 11637 hommes et 2360 femmes. Le nombre de chômeurs est d'environ 4233, ce qui signifie que le taux de chômage dans la municipalité de Tataouine Nord est estimé à 23,22%, un des taux les plus élevés du gouvernorat.

Les personnes en chômage sont classées comme suit: aucun enseignement (1,94%), enseignement primaire (15,38%), enseignement secondaire (49,29%) et enseignement supérieur (34,14%), ce qui montre clairement que les chômeurs de ayant une éducation secondaire et supérieure, font environ 82% des chômeurs.

3-4 : Migration interne.

La migration interne est l'un des facteurs les plus compliqués qui menacent les moyens de vie de la population dans une région donnée, en particulier en ce qui concerne la capacité de l'équipement collectif existant à répondre aux besoins croissants de cette migration interne, qui résulte souvent de mouvements de déplacements de population des régions pauvres du milieu rural.

La municipalité de Tataouine Nord, est considérée comme l'une des municipalités les plus exposées à la migration externe. La migration interne nette des années précédentes était négative et a atteint (-1765). Tataouine Nord est une ville répugnante pour la population vue les conditions de vie non encourageantes.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

4- Installations collectives et services généraux

4-1 : L'éducation

✓ Enseignement primaire et secondaire :

-Nombre d'écoles primaires:20 - Nombre de collèges : 3 - Nombre de lycées : 3

Nombre d'élèves:6420 - Nombre d'instituts libres : 1

✓ Enseignement supérieur:

Universités d'enseignement supérieur: 2 instituts d'enseignement supérieur.

- 1 quartier universitaire

Tataouine Nord occupe la deuxième place après « Rmeda » en termes de taux d'abandon scolaire précoce de 5,75 pour l'éducation de base (écoles primaire et collèges) et de 12,75 pour l'enseignement secondaire.

✓ Formation professionnelle.

- 14 centres privés de formation professionnelle.

- 3 centres publics de formation professionnelle.

4-2 : Le secteur de la santé

Les établissements de santé de Tataouine Nord sont limités à un hôpital de 250 lits, à un laboratoire, à 10 cliniques et à 5 pharmacies privées.

Ce qui montre une insuffisance d'investissement dans le secteur public.

3 - Urbanisation:

Les déficiences associées à l'intégrité territoriale du gouvernorat de Tataouine Nord sont les suivantes:

- Absence de politique claire de construction verticale devant les vastes zones du territoire municipal

- Absence de quartiers multifonctionnels

4. Le cadre de vie.

Malgré l'importance de la population de la commune et l'étendue de son tissu urbain, le cadre de vie souffre de plusieurs défaillances, dont la plus importante:

- Manque d'espaces verts publics.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

- Absence de toilettes et de places publiques
- Absence de centres sportifs et culturels et de divertissement

5. Réalité économique et chômage

Selon le recensement national de la population de 2014, le nombre de travailleurs actifs (âgés de 15 ans et plus) dans la municipalité de Tataouine Nord, est d'environ 49 602, dont 32 360 hommes et 17 224 femmes. Le taux de chômage est d'environ 5729 personnes avec un taux de 11,5%.

La population active est divisée selon les secteurs d'activités, comme est indiqué dans le tableau suivant:

	Agricultur e Et pêche	Mines et énergi e	Industri e	Bâtiment et travaux publics	Commerce	Transport	Education, santé et servi ces	Autres services	Activités non déclarées
Hommes	4,67	4,49	8,11	25,93	16,00	4,22	30,40	6,02	0,15
femmes	0,23	1,01	26,77	1,04	9,73	2,44	35,19	23,45	0,11
Mixte	1,07	2,29	15,62	19,30	16,34	7,82	20,06	17,39	0,09

Il existe deux institutions exportatrices dans la région, Tataouine étant une zone de production de pétrole concentrée dans la région de Rmada.

5-Diagnostic du quartier concerné par le questionnaire de terrain:

"Oued El kamh"

Le quartier "Oued El kamh" est situé dans le gouvernorat de Tataouine, dans le nord du pays, et compte 7314 habitants. Ce quartier comprend:

- Quartier organisé en termes d'urbanisation et de conditions de construction immobilière
- La présence des principaux services publics (poste, établissements d'enseignement publics et privés, jardins d'enfants, poste de police, cafés, magasins et divers services).
- L'existence d'un espace vert public entretenu par la commune de Tataouine.

Cependant, ces avantages ne cachent pas les problèmes dans le quartier, y compris des problèmes de collecte des déchets, l'entretien des routes, l'évacuation des eaux usées, en plus de l'insuffisance de transport et d'activités culturelles et sportives.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Cadre général du questionnaire et de recherche sur le terrain

1. Introduction :

Les études scientifiques sont soumises à une approche méthodologique cohérente, spécifique et rigoureuse. Où le chercheur commence à élaborer un plan de recherche, au sens du cadre général du sujet de l'étude, incluant les méthodes et techniques à adopter, et l'échantillon de recherche, qui se concentre sur l'étude, afin de ne pas tomber dans les préjugés et d'analyses encore plus scientifiques. C'est un facteur clé pour obtenir des résultats concrets, trouver des solutions, surmonter les difficultés et amener le changement escompté.

Il convient de noter ici que l'achèvement de toute étude passe par des phases liées les unes aux autres, chaque étape franchie par le chercheur étant divisée en sous-étapes précises afin de tirer plus tard un ensemble de conclusions et de solutions basées sur les résultats obtenus. Dans notre étude du phénomène de la violence dans la société tunisienne, nous devons adhérer à une approche systématique, en essayant de ne pas nous écarter des normes scientifiques, objectives et crédibles. L'élaboration du plan d'action a commencé par l'établissement des priorités de la recherche, en commençant par l'esquisse de l'étude, en déterminant notamment la nature de l'étude que nous réaliserons et les objectifs à atteindre, en choisissant la nature et la spécificité d'une étude. tout en justifiant le choix. L'étude de terrain a été choisie parce qu'elle est la plus pertinente en ce qui concerne les réalités les plus liées au vécu des citoyens, l'attitude des citoyens avec toutes leurs catégories, envers le terrorisme, et la manière de leurs interactions avec le phénomène terroriste. L'objet de l'étude : « Diagnostic du phénomène de l'extrémisme violent en Tunisie », a été choisi avec précision.

Pour faciliter la collecte et l'analyse de données quantitatives, nous avons utilisé le programme d'analyse statistique "SPSS". Après avoir sélectionné les méthodes techniques, nous avons identifié l'échantillon de recherche ou la communauté d'étude, avant le choix de la technique de recherche appropriée avec l'étude sur le terrain, à savoir la technique du questionnaire. Le processus de sélection des groupes de discussion a été mis en place, ce qui facilitera le processus de distribution du questionnaire et de collecte de données auprès des individus questionnés. Parallèlement à l'identification des groupes de discussion, nous nous sommes déplacés entre les gouvernorats représentant la communauté d'études où nous avons organisé des formations à cet effet.

2. Détermination du sujet de l'étude:

L'étude a commencé par définir le sujet qui est presque non mentionné dans la plupart des études traitant du phénomène du terrorisme et de la violence dans la société tunisienne. Ou disons que c'est presque la quatrième trinité interdite dans les écrits littéraires et scientifiques. Parce que parler du terrorisme et de la violence dirigée touche tous les aspects

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

de l'État, il s'agit d'un phénomène qui touche l'individu, et donc la société, dans toutes ses catégories et institutions, gouvernementales et sociales. Il devient alors difficile de s'emparer d'obtenir des informations et d'obtenir des résultats objectifs au sein de ces institutions, qui gardent le silence sur les données par peur de découvrir la vérité. Par conséquent, la plupart des études étaient soit limitées à un certain aspect, comme les aspects psychologiques, sociaux ou juridiques ... Peut-être ont-elles été enterrées avant que le lecteur ou le chercheur les découvre, ou reste dans les archives des institutions gouvernementales et ne voit pas la lumière.

Il est possible que la crainte de certains soit due à l'absence de données réelles sur la violence dirigée et au nombre quantitatif des détenteurs de cette pensée intrus, ce qui explique l'incapacité à trouver des solutions appropriées. Lorsque la violence parvient à nous pénétrer, nous la pratiquons avec conviction et la transmettons aux générations suivantes, également comme la paix est en nous.

3. Identification de l'échantillon de la recherche.

Après avoir déterminé le sujet de la recherche, un échantillon de recherche doit être sélectionné. Le chercheur doit se poser des questions sur la manière de choisir l'échantillon. Quelles catégories visons-nous? Quelle est l'importance de ce groupe dans l'étude? Étant donné que l'échantillon fait partie de la communauté, nous devrions alors effectuer une recherche préliminaire sur les zones ou les lieux susceptibles de constituer un domaine de recherche. Cette détermination n'est pas sans précision. Notre sélection du domaine et de l'échantillon de recherche ne doivent être ni arbitraires ni aléatoires. Par conséquent, la sélection de la catégorie des jeunes et des femmes a été basée principalement sur un certain nombre de données préliminaires, principalement en raison du fait que ces deux groupes sont les plus vulnérables de la société tunisienne, qui est une société jeune avec une forte proportion de jeunes confrontés à de graves problèmes de chômage, de marginalisation de rupture et collision avec le modèle social existant. Outre le fait que les femmes font également partie intégrante de la société et sont plus ciblées que les hommes par les traditions et la culture sociale. L'objectif principal de l'étude étant de révéler les faits sur ce phénomène, sous tous ses aspects comportementaux, artistiques et littéraires, l'étude doit être centrée sur les plus vulnérables, les personnes ciblées et les victimes de pressions et de provocations.

4 - Détermination du domaine de recherche

Après la sélection de l'échantillon, la deuxième étape commence, à savoir le domaine de la recherche. C'est une étape importante car elle représente le cadre spatial dans lequel le phénomène s'inscrit. Neuf (09) municipalités, de six gouvernorats différents ont été sélectionnées: **Tunis, l'Ariana, le Kef, Kasserine, Médenine et Tataouine. Un choix qui reposait, soit sur l'exposition de ces zones à certaines opérations terroristes, soit sur**

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

l'existence de certains éléments terroristes est connu, et constitue une menace pour le tissu social de la région.

5. Le cadre méthodologique et scientifique de l'enquête de terrain.

Par conséquent, dans notre recherche, nous avons décidé d'adopter la technique du questionnaire comme technique de collecte et d'analyse d'informations, un des outils les plus importants pour la collecte d'informations et de données en recherches psychologiques, éducatives et sociales, en raison de son faible coût et de la facilité d'utilisation et de traitement des données ainsi obtenues. Il s'agit simplement d'une liste de questions auxquelles les individus sont appelés à répondre afin d'obtenir des informations sur un sujet déterminé. Dans ses concepts les plus simples, le questionnaire est un ensemble de questions préparées par courrier ou livrées directement aux personnes choisies pour enregistrer leurs réponses au questionnaire et les renvoyer. Cette opération s'appelle "le renseignement". Elle est réalisée sans l'aide du chercheur pour comprendre les questions, Réponses, afin d'assurer le principe scientifique et objectif dans le phénomène d'étude.

Il est à noter que les techniques de recherche scientifique ne peuvent pas être séparées en un ensemble de méthodes techniques interdépendantes. La technique d'observation est le premier processus de perception du sujet à étudier. La première étape de la recherche scientifique commence avec notre l'observation du phénomène et la prise de conscience qu'il s'agit d'un phénomène digne d'être étudié, vue son importance dans le milieu communautaire. À partir de l'observation, il est possible de recourir à la technique d'entretien ou au questionnaire, pour collecter les données quantitatives qui les entourent. Le questionnaire étant lié à un vaste champ d'enquête, une procédure technique parallèle est nécessaire pour identifier un échantillon de recherche représentatif de la communauté étudiée.

Tel que défini dans notre étude sur le diagnostic de l'extrémisme violent et du terrorisme en Tunisie. Un certain nombre de gouvernorats et de quartiers qui ont connu le phénomène du terrorisme, dans leur milieu social, à travers certains événements et pratiques perpétrés par des groupes terroristes.

Il importe de parler du type de questionnaire à adopter dans notre étude, à savoir le questionnaire ciblé, technique basée sur le contact direct avec le chercheur afin d'éviter les entraves de l'analphabétisme et de couvrir suffisamment l'échantillon dans son environnement social, afin de permettre au chercheur de noter d'éventuelles observations susceptibles de l'aider dans le processus d'analyse. Le chercheur a recours à des assistants formés pour interpréter les questions à l'enquêté et lui permettre de s'exprimer librement et de répondre clairement aux questions.

Comme pour les autres techniques scientifiques, la construction du questionnaire est soumise à certaines normes et conditions. La formulation du formulaire commence par

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

spécifier un ensemble de principes, tels que la conduite de la phase d'enquête initiale auprès de la communauté d'étude, la détermination de l'échantillon requis, la mise au point d'un formulaire pilote, le test de ses compétences et son adaptation au sujet de l'étude, avant la formulation finale du formulaire.

Les conditions pour la construction du questionnaire sont de dessiner une ossature structurelle qui part de la formulation d'un axe préliminaire sur le phénomène en fonction des aspects théoriques et des méthodes qui seront adoptés dans la recherche, suivi des questions qui ont été formulées et qui devraient être divisées en parties ou en axes pertinents au sujet de l'étude. Vous pouvez vous appuyer sur les questions en suspens dans la dernière partie du formulaire pour donner au répondant un espace dans lequel il peut exprimer son point de vue en s'éloignant des indications du chercheur.

Notre recours à la technique du questionnaire est dû au fait que cet outil est l'outil le plus fiable pour la collecte de données et le plus neutre sur lequel les chercheurs s'appuient dans leurs études. Comme elles fournissent des données qui peuvent être catégorisées, divisées et totalisées par rapport à d'autres techniques basées sur des questions ouvertes telles que la technique d'entrevue ouverte ou l'observation participative, les questions du questionnaire sont spécifiques et nécessitent une réponse soit oui ou non, soit une gamme de choix développés par le chercheur afin de limiter les réponses du répondant. Nous pouvons également collecter et analyser des données quantitatives à l'aide de logiciels, notamment de SPSS.

Toute étude ou sujet, quel que soit son domaine ou son type, nécessite un certain nombre de méthodes et de techniques scientifiques, ce qui donne une perspective scientifique et une analyse objective qui élève les sciences humaines au rang de sciences expérimentales, loin des analyses émotionnelles et émotionnelles de phénomènes sociaux. Ce que nous espérons réaliser à travers cette étude sur le phénomène du terrorisme dans la société tunisienne. Et notre confiance dans les méthodes et techniques scientifiques pour collecter des données à des fins d'analyse et pour en tirer des conclusions uniquement dans le but de maintenir le principe et l'objectivité scientifiques et de créer une connexion directe avec le chercheur afin de discuter des moyens de développement et de changement.

6. Technique du questionnaire:

L'identification des techniques à adopter dans notre étude est une détermination qui dépend en premier lieu de la nature de l'étude, celle-ci devant être compatible avec la nature du sujet. La technique du questionnaire a donc été adoptée. C'est l'une des techniques adoptées par les chercheurs dans leurs études sur le terrain, car elle dépend d'une rencontre directe entre le chercheur et le chercheur ou de l'échantillon de la recherche et répond aux questions du formulaire. C'est aussi une technique qui peut être adoptée dans les études statistiques. Nous avons ensuite identifié les questions qui seront

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

adressées à la société d'étude en fonction d'un certain nombre d'indicateurs, le questionnaire ayant pour objet de répondre à des objectifs spécifiques, à savoir l'étude du phénomène de la violence sous ses formes dans la société tunisienne.

- Faible capital social dû à la présence ou à l'absence d'une organisation sociale aidant les gens à se réconcilier et à vivre en paix.
- Le niveau de justice sociale et l'existence d'opportunités économiques et sociales permettant à la population de développer son cadre de vie.
- violation des droits de l'homme.
- Différends et réconciliations sociales au sein de la population.
- étendue des groupes extrêmes ou des incubateurs pour la polarisation.
- L'existence de réclamations collectives contre des actes d'extrémisme organisés par la population.
- Espace de sécurité et degré de respect par les services de sécurité de la population dans l'espace public (terrorisme d'État et ses formes).

Après avoir rempli le questionnaire de l'enquête, nous l'avons présenté aux partenaires de la paix, qui ont ajouté quelques commentaires, puis approuvé son contenu.

Le document du questionnaire (voir annexes) comprenait un certain nombre d'axes qui ont été adoptés en fonction des indicateurs susmentionnés, comme suit:

- Données générales sur l'intervieweur
- La réalité des équipements et des services publics
- capital social
- réalité économique et sociale
- Droits de l'homme
- Différends entre la population
- Existence de groupes extrémistes
- La situation de sécurité dans le quartier
- Proposer des solutions

Il convient de noter ici que la disposition des axes n'était pas arbitraire, mais dépendait d'un certain nombre de déterminants, y compris le déterminant psychologique. Le chercheur est

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

un citoyen qui fait face à de nombreuses difficultés et qui peut éviter de répondre, en particulier lorsqu'il s'agit de parler de sujets auto-sujets ou liés à l'appareil de sécurité et au phénomène du terrorisme. Par exemple, il n'est pas raisonnable de commencer à poser des questions sur l'existence de groupes extrémistes avant de fournir des informations générales sur le répondant ou avant de discuter de la réalité des installations et des services publics. Par conséquent, l'adoption du gradient dans l'élaboration de questions dont le principal objectif est d'assurer le confort du répondant et la continuité de sa communication et de sa réponse à l'enquêteur.

7. Groupes de travail sur le terrain:

Une fois le questionnaire rempli, les groupes de travail sur le terrain qui réaliseront le questionnaire sur le terrain devraient être créés dans les municipalités sélectionnées, les groupes de jeunes étant plus importants et plus importants que les zones en question. Les cours de formation ont été organisés pour ces groupes, en essayant de se concentrer sur le thème général de l'étude, ils ont également accepté leurs questions sur certaines des questions et leurs observations sur le sujet de l'étude en général, ainsi qu'un certain nombre d'observations sur la manière de traiter le citoyen interrogé.

Programme d'analyse statistique SPSS:

S'agissant d'une étude de terrain basée sur un ensemble de données difficile à analyser sans recourir à une technique ou à une technique spécifique, nous avons envisagé l'utilisation du programme d'analyse statistique SPSS. Un système qui a été mis au point pour faciliter l'analyse de données quantitatives sur le chercheur. Il est possible de télécharger le formulaire de questionnaire dans ce programme et de télécharger les réponses des répondants et de les transformer en chiffres. Il est donc possible de tirer des conclusions et de proposer des solutions adaptées à la nature de la société et au sujet de l'étude.

On peut donc dire que ce qu'il faut dans l'étude pour être scientifique, c'est adhérer à une série d'étapes précises ou à ce que l'on appelle le plan d'action, afin de ne pas être arbitraire ou arbitraire. Ce que nous avons accompli jusqu'à présent, c'est une définition du cadre théorique et méthodologique dans lequel l'étude est menée dans le cadre d'un examen préliminaire de l'échantillon et de son domaine, complétant ainsi la deuxième phase de l'étude, ce qui représente une partie importante de l'étude ou indique que celle-ci est la base de son objectif scientifique et objectif.

Diagnostic des échantillons de répondants

Étant donné que l'extrémisme violent et le terrorisme relèvent de la protection de la vie privée et de son lien avec la sécurité nationale des États. Nous nous attendions à une grande difficulté pour remplir le questionnaire. Cette difficulté a commencé avec ceux qui répondraient aux questionnaires, car les cours de formation qui leur ont été assignés ont

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

montré une volonté de compléter l'enquête de terrain et de mettre en relation les personnes avec un sujet toujours considéré comme "interdit" ou "silencieux" par la majorité de la population car il est lié à la violence et à la sécurité. Cela explique pourquoi le nombre de candidats au questionnaire est passé de 57 à 45 (28 jeunes femmes et 17 jeunes hommes, tous étudiants) à la suite du retrait de 12 participants. Les retraits dans les districts de Jabal Al-Halim, Sidi Hussein et Al-Naseem ont reculé, ces quartiers étant caractérisés par des difficultés, des conditions économiques et sociales dures et la propagation du crime organisé.

Malgré ces difficultés, le questionnaire a été rempli sur le terrain dans toutes les municipalités concernées entre le 04 et le 17 octobre 2018. En dépit de nos préoccupations précédentes, nous n'avons pas signalé que les interrogateurs avaient fait l'objet d'incidents de violence ou de représailles, sauf dans la région de Sidi Hussein, où l'un des interrogateurs a été attaqué et sa caméra cassée.

Il convient également de rappeler que bon nombre des interrogateurs ont pu photographier l'opération: dans les régions septentrionales de Zarzis et de Tataouine, les fleurs de Kasserine n'ont pas été autorisées à être photographiées par les interrogateurs.

Sur le plan quantitatif, le nombre de questionnaires remplis sur le terrain est estimé à 2 400 questionnaires répartis comme suit:

- **Gouvernorat de Tunis: Municipalité de « Sidi Hcine »** : 300 questionnaires.
- **Municipalité de « Djebel Jloud »** : 150 questionnaires.
- **Gouvernorat de l'Ariana: quartier « E-Naseem »** : 350 questionnaires
- **quartier « Hedi Nour »** : 100 questionnaires.
- **Gouvernorat du Kef: Kef Est** : 400 questionnaires.
- **Gouvernorat de Kasserine: Municipalité « E-Zouhour »** : 400 questionnaires.
- **Gouvernorat de Médenine: Municipalité de Zarzis** : 300 questionnaires.
- **Municipalité de « Beni Kheadache »** : 100 questionnaires.
- **Gouvernorat de Tataouine: Municipalité de Tataouine Nord** : 300 questionnaires.

Une fois le questionnaire rempli, il a été entièrement examiné manuellement pour extraire les caractéristiques des échantillons examinés afin de s'assurer qu'il s'agissait d'échantillons typiques et qu'ils reflétaient de manière significative les caractéristiques des zones concernées. Ce diagnostic est résumé comme suit:

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat de Tunis : « Djebel Jloud » (échantillon : 150 enquêtés)

1- Répartition de l'échantillon par sexe.

	femmes	Hommes
Nombre	57	93
Pourcentage	38 %	62 %

2- Répartition de l'échantillon par profession

	chômeurs	ouvriers	employés	cadres	retraités	étudiants
Nombre	20	46	10	4	12	58
Pourcentage	13 %	31%	7 %	3 %	8 %	38%

3- Répartition de l'échantillon par tranche d'âge.

	Moins de 20 ans	20 - 29 ans	30 - 39 ans	40 - 49 ans	50 ans ou plus
Nombre	41	40	20	15	34
Pourcentage	28 %	26 %	13 %	10 %	23 %

4- Répartition de l'échantillon par niveau d'enseignement.

	Aucun	primaire	Secondaire	Supérieur
Nombre	14	25	87	24
Pourcentage	9 %	17 %	58 %	16 %

5- Répartition de l'échantillon par état civil.

	Célibataires	Marié(e)s	Divorcé(e)s	Veuf (ve)s
Nombre	94	45	2	9
Pourcentage	63 %	30 %	1 %	6 %

6- Répartition de l'échantillon par résidence.

	Résidents permanents	Immigrés	résidents provisoires à l'étranger
Nombre	149	0	1
Pourcentage	99,3 %	0 %	0,66 %

7- Répartition de l'échantillon par activité dans l'espace public.

	Politiciens	Syndicalistes	Juristes
Nombre	6	8	2
Pourcentage	4 %	5 %	1 %

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat de Tunis : « Sidi Hcine » (échantillon : 300 enquêtés)

1- Répartition de l'échantillon par sexe.

	femmes	Hommes
Nombre	137	163
Pourcentage	45,5 %	54,5 %

2- Répartition de l'échantillon par profession

	chômeurs	ouvriers	employés	cadres	retraités	étudiants
Nombre	102	96	36	18	15	33
Pourcentage	34 %	32 %	12 %	6 %	5 %	11%

3- Répartition de l'échantillon par tranche d'âge.

	Moins de 20 ans	20 - 29 ans	30 - 39 ans	40 - 49 ans	50 ans ou plus
Nombre	16	115	76	39	54
Pourcentage	5,4 %	38,3 %	25,3 %	13%	18 %

4- Répartition de l'échantillon par niveau d'enseignement.

	Aucun	primaire	Secondaire	Supérieur
Nombre	21	48	141	90
Pourcentage	7%	16 %	47 %	30 %

5- Répartition de l'échantillon par état civil.

	Célibataires	Marié(e)s	Divorcé(e)s	Veuf (ve)s
Nombre	171	102	15	12
Pourcentage	57 %	34 %	5 %	4 %

6- Répartition de l'échantillon par résidence.

	Résidents permanents	Immigrés	résidents provisoires à l'étranger
Nombre	300	0	0
Pourcentage	100 %	0 %	0 %

7- Répartition de l'échantillon par activité dans l'espace public.

	Politiciens	Syndicalistes	Juristes
Nombre	5	12	10
Pourcentage	16%	4 %	3,2 %

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat de l'Ariana: cité Hedi Nouira (l'échantillon: 100 répondants)

1- Répartition de l'échantillon par sexe.

	femmes	Hommes
Nombre	35	65
Pourcentage	35 %	65 %

2- Répartition de l'échantillon par profession

	chômeurs	ouvriers	employés	cadres	retraités	étudiants
Nombre	25	11	20	8	0	36
Pourcentage	25 %	11 %	20 %	8 %	0 %	36 %

3- Répartition de l'échantillon par tranche d'âge.

	Moins de 20 ans	20 - 29 ans	30 - 39 ans	40 - 49 ans	50 ans ou plus
Nombre	5	62	21	9	3
Pourcentage	5 %	62 %	21 %	9 %	3 %

4- Répartition de l'échantillon par niveau d'enseignement.

	Aucun	primaire	Secondaire	Supérieur
Nombre	0	2	27	71
Pourcentage	0 %	2 %	27 %	71 %

5- Répartition de l'échantillon par état civil.

	Célibataires	Marié(e)s	Divorcé(e)s	Veuf (ve)s
Nombre	77	22	01	0
Pourcentage	77 %	22 %	1 %	0 %

6- Répartition de l'échantillon par résidence.

	Résidents permanents	Immigrés	résidents provisoires à l'étranger
Nombre	100	0	0
Pourcentage	100 %	0 %	0 %

7- Répartition de l'échantillon par activité dans l'espace public.

	Politiciens	Syndicalistes	Juristes
Nombre	3	2	5
Pourcentage	3 %	2 %	5 %

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat de L'Ariana : Cité « E-Nassim » (échantillon : 350 enquêtés)

1- Répartition de l'échantillon par sexe.

	femmes	Hommes
Nombre	147	203
Pourcentage	42 %	58 %

2- Répartition de l'échantillon par profession

	chômeurs	ouvriers	employés	cadres	retraités	étudiants
Nombre	117	70	26	30	9	98
Pourcentage	33,5 %	20 %	7.5 %	8,5 %	2.5 %	28 %

3- Répartition de l'échantillon par tranche d'âge.

	Moins de 20 ans	20 - 29 ans	30 - 39 ans	40 - 49 ans	50 ans ou plus
Nombre	73	126	80	40	30
Pourcentage	21 %	36 %	23 %	11,5 %	8,5%

4- Répartition de l'échantillon par niveau d'enseignement.

	Aucun	primaire	Secondaire	Supérieur
Nombre	4	14	140	192
Pourcentage	1,14 %	4 %	40 %	54,85 %

5- Répartition de l'échantillon par état civil.

	Célibataires	Marié(e)s	Divorcé(e)s	Veuf (ve)s
Nombre	145	91	7	7
Pourcentage	70%	26 %	2 %	2 %

6- Répartition de l'échantillon par résidence.

	Résidents permanents	Immigrés	résidents provisoires à l'étranger
Nombre	349	0	1
Pourcentage	99,8 %	0 %	0,2 %

7- Répartition de l'échantillon par activité dans l'espace public.

	Politiciens	Syndicalistes	Juristes
Nombre	10	14	32
Pourcentage	3 %	4 %	6,5 %

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat du Kef : municipalité du Kef Est (échantillon : 400 enquêtés)

1- Répartition de l'échantillon par sexe.

	femmes	Hommes
Nombre	192	208
Pourcentage	48 %	52%

2- Répartition de l'échantillon par profession.

	chômeurs	ouvriers	employés	cadres	retraités
Nombre	172	164	32	12	20
Pourcentage	43 %	41 %	8 %	3 %	5 %

3- Répartition de l'échantillon par tranche d'âge.

	Moins de 20 ans	20 - 29 ans	30 - 39 ans	40 - 49 ans	50 ans ou plus
Nombre	32	124	100	68	76
Pourcentage	8 %	31 %	25 %	17 %	19 %

4- Répartition de l'échantillon par niveau d'enseignement.

	Aucun	primaire	Secondaire	Supérieur
Nombre	60	72	148	120
Pourcentage	15 %	18 %	37 %	30 %

5- Répartition de l'échantillon par état civil.

	Célibataires	Marié(e)s	Divorcé(e)s	Veuf (ve)s
Nombre	216	168	4	12
Pourcentage	54%	42 %	1 %	3 %

6- Répartition de l'échantillon par résidence.

	Résidents permanents	Immigrés	résidents provisoires à l'étranger
Nombre	388	0	12
Pourcentage	97 %	0 %	3 %

7- Répartition de l'échantillon par activité dans l'espace public.

	Politiciens	Syndicalistes	Juristes
Nombre	8	8	24
Pourcentage	2 %	2 %	6 %

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat de Kasserine : municipalité « E-Zouhour » (échantillon : 400 enquêtés)

1- Répartition de l'échantillon par sexe.

	femmes	Hommes
Nombre	204	196
Pourcentage	51 %	49%

2- Répartition de l'échantillon par profession.

	chômeurs	ouvriers	employés	cadres	retraités	Elèves/étudiants
Nombre	204	72	60	8	4	52
Pourcentage	51 %	18 %	15 %	2 %	1 %	13 %

3- Répartition de l'échantillon par tranche d'âge.

	Moins de 20 ans	20 - 29 ans	30 - 39 ans	40 - 49 ans	50 ans ou plus
Nombre	72	180	92	40	16
Pourcentage	18 %	45 %	23 %	10 %	4 %

4- Répartition de l'échantillon par niveau d'enseignement.

	Aucun	primaire	Secondaire	Supérieur
Nombre	24	40	216	120
Pourcentage	6 %	10 %	54 %	30 %

5- Répartition de l'échantillon par état civil.

	Célibataires	Marié(e)s	Divorcé(e)s	Veuf (ve)s
Nombre	268	112	8	12
Pourcentage	67%	28 %	2 %	3 %

6- Répartition de l'échantillon par résidence.

	Résidents permanents	Immigrés	résidents provisoires à l'étranger
Nombre	388	8	4
Pourcentage	97 %	2%	1 %

7-Répartition de l'échantillon par activité dans l'espace public.

	Politiciens	Syndicalistes	Juristes
Nombre	28	24	36
Pourcentage	7 %	6 %	9 %

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat de Medenine : municipalité « Zarzis » (échantillon : 300 enquêtés)

1- Répartition de l'échantillon par sexe.

	femmes	Hommes
Nombre	198	102
Pourcentage	66 %	34%

2- Répartition de l'échantillon par profession.

	chômeurs	ouvriers	employés	cadres	retraités
Nombre	140	79	39	30	12
Pourcentage	46.6 %	26.4 %	13%	10 %	4 %

3- Répartition de l'échantillon par tranche d'âge.

	Moins de 20 ans	20 - 29 ans	30 - 39 ans	40 - 49 ans	50 ans ou plus
Nombre	9	120	90	42	39
Pourcentage	3 %	40 %	30 %	14 %	13 %

4- Répartition de l'échantillon par niveau d'enseignement.

	Aucun	primaire	Secondaire	Supérieur
Nombre	24	42	120	114
Pourcentage	8 %	14 %	40 %	38 %

5- Répartition de l'échantillon par état civil.

	Célibataires	Marié(e)s	Divorcé(e)s	Veuf (ve)s
Nombre	150	129	15	6
Pourcentage	50 %	43%	5 %	2 %

6- Répartition de l'échantillon par résidence.

	Résidents permanents	Immigrés	résidents provisoires à l'étranger
Nombre	249	27	24
Pourcentage	83 %	5%	12 %

7- Répartition de l'échantillon par activité dans l'espace public.

	Politiciens	Syndicalistes	Juristes
Nombre	30	15	36
Pourcentage	10 %	5 %	12 %

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat de Medenine : municipalité de « Beni Khedache » (échantillon : 100 enquêtés)

1- Répartition de l'échantillon par sexe.

	femmes	Hommes
Nombre	56	44
Pourcentage	56 %	44%

2- Répartition de l'échantillon par profession.

	chômeurs	ouvriers	employés	cadres	retraités
Nombre	60	22	12	2	4
Pourcentage	60 %	22 %	12 %	2 %	4 %

3- Répartition de l'échantillon par tranche d'âge.

	Moins de 20 ans	20 - 29 ans	30 - 39 ans	40 - 49 ans	50 ans ou plus
Nombre	10	22	28	12	28
Pourcentage	10 %	22 %	28 %	12 %	28 %

4- Répartition de l'échantillon par niveau d'enseignement.

	Aucun	primaire	Secondaire	Supérieur
Nombre	19	11	38	32
Pourcentage	19 %	11 %	38 %	32 %

5- Répartition de l'échantillon par état civil.

	Célibataires	Marié(e)s	Divorcé(e)s	Veuf (ve)s
Nombre	50	44	1	5
Pourcentage	50%	44 %	1 %	5 %

6- Répartition de l'échantillon par résidence.

	Résidents permanents	Immigrés	résidents provisoires à l'étranger
Nombre	97	2	1
Pourcentage	97 %	2%	1 %

7- Répartition de l'échantillon par activité dans l'espace public.

	Politiciens	Syndicalistes	Juristes
Nombre	6	2	2
Pourcentage	6 %	2%	2 %

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Gouvernorat de Tataouine : municipalité de « Tataouine Nord » (échantillon : 300 enquêtés)

1- Répartition de l'échantillon par sexe.

	femmes	Hommes
Nombre	159	141
Pourcentage	53%	47%

2- Répartition de l'échantillon par profession.

	chômeurs	ouvriers	employés	cadres	retraités
Nombre	155	72	52	14	7
Pourcentage	51.5 %	24 %	17,5 %	4,5 %	2,5 %

3- Répartition de l'échantillon par tranche d'âge.

	Moins de 20 ans	20 - 29 ans	30 - 39 ans	40 - 49 ans	50 ans ou plus
Nombre	15	115	76	39	54
Pourcentage	5 %	38,5 %	25,5 %	13 %	18 %

4- Répartition de l'échantillon par niveau d'enseignement.

	Aucun	primaire	Secondaire	Supérieur
Nombre	24	23	148	105
Pourcentage	8 %	7,5 %	49,5 %	35 %

5- Répartition de l'échantillon par état civil.

	Célibataires	Marié(e)s	Divorcé(e)s	Veuf (ve)s
Nombre	147	132	11	10
Pourcentage	49%	44 %	3.6 %	3.4 %

6- Répartition de l'échantillon par résidence.

	Résidents permanents	Immigrés	résidents provisoires à l'étranger
Nombre	273	24	3
Pourcentage	91 %	8%	1 %

7- Répartition de l'échantillon par activité dans l'espace public.

	Politiciens	Syndicalistes	Juristes
Nombre	43	15	2
Pourcentage	14,2 %	5%	0,5 %

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Après cette présentation détaillée de toutes les données et informations contenues dans le questionnaire, pour tous les échantillons analysés, et après leur analyse, nous pouvons résumer le diagnostic des échantillons et leurs caractéristiques comme suit:

***Approximation des proportions : hommes / femmes** dans la plupart des échantillons, à l'exception de « Djebal Jloud » et de la cité « Hedi Nouira », où le nombre d'hommes est supérieur à 60%, contre environ 40% pour les femmes, ce qui peut être attribué à l'équipe masculine de, « Djebal Jloud » pourtant on a tenté de convaincre les étudiantes à participer aux groupes de l'enquête mais la peur de l'aventure les a incités à refuser. Il en va de même pour la cité « Hedi Nouira », où on a compté sur une seule fille avec deux étudiants. Mais dans l'ensemble, on peut dire que les échantillons reflètent la nature de la structure de la population des municipalités en termes de proportion des deux sexes, où les taux dans le reste des municipalités sont compris entre 45 et 51 pour les femmes et entre 49 et 55 pour les hommes.

Les chômeurs représentaient la plupart des échantillons, à l'exception des quartiers « nouira » de la municipalité de la Sokra et de « Djebal Jloud », où le pourcentage de chômeurs dans l'échantillon total n'excédait pas 13% à « Djebal Jloud » et 25% dans le quartier « Hedi Nouira ». , Où le pourcentage de chômeurs interrogés variait entre 34% à Sidi Hcine et 51,5% à Tataouine Nord. Ces pourcentages peuvent refléter le fait que le pourcentage de chômage dans les zones qui leur ont été exposées au cours de la première phase de l'étude.

Comme il a été souligné lors de la préparation du questionnaire sur la recherche ciblant les jeunes et les femmes, on peut affirmer que les échantillons étaient très jeunes, le groupe d'âge des 20 à 39 ans dépassant 60% pour les municipalités.

Une exception peut être faite entre « Beni Khedache », où l'échantillon comprenait 50% du groupe des 20-39 ans et 28% du groupe des 50 ans, ce qui reflète la présence d'un important segment de personnes âgées dans la région où la migration est l'une de ses caractéristiques les plus importantes.

En ce qui concerne la distribution des échantillons en fonction du niveau d'étude, on peut affirmer que les résultats du questionnaire étaient cohérents avec les données statistiques et la carte d'informations incluses dans la première phase de l'étude. Le pourcentage de répondants ayant un niveau d'enseignement secondaire au niveau municipal variait de 37 à 58% à Hedi Nouira, où il était d'environ 27%, tandis que le taux d'enseignement supérieur était d'environ 71% et que le taux d'analphabétisme était de zéro. Ce qui signifie qu'il est un quartier de classe moyenne par excellence. Le taux d'analphabétisme était faible et ne dépassait pas 9%. Le nombre d'enfants âgés de 50 ans et plus a atteint 19% et le pourcentage d'analphabétisme dans la région du Nord-Ouest a atteint 15%.

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

☐ En ce qui concerne les caractéristiques des échantillons en termes d'état civil des répondants, la proportion de femmes célibataires et célibataires dépasse 55% dans 67 municipalités concernées, à l'exception des municipalités du sud où ce pourcentage est tombé à moins de 49%, la proportion élevée de couples mariés atteignant 45%, Quelles sont les caractéristiques de la population présentées lors de la première étape de l'étude. Ce qui confirme que les échantillons interrogés ont reflété de manière significative les caractéristiques démographiques, sociales et économiques des municipalités concernées par l'étude. Tout cela aura des résultats positifs au niveau des résultats du questionnaire sur le diagnostic de l'extrémisme violent et du terrorisme dans ces régions.

☐ Concernant le degré d'implication des répondants dans les domaines politique, syndical et des droits de l'homme, les échantillons ont montré que les taux d'intérêt des répondants dans les affaires publiques et leur implication dans les travaux publics sont très faibles. Le pourcentage de personnes impliquées dans des activités politiques variait entre 1 et 7%, mais dans le nord de Tataouine, avec 14,2%. En ce qui concerne les activités syndicales, le taux d'inscription varie entre 2 et 6% dans toutes les municipalités. Et le pourcentage du travail consacré aux droits de l'homme était de 6% dans la municipalité de Zarzis où il atteignait 12% et celui de Kasserine à 9%.

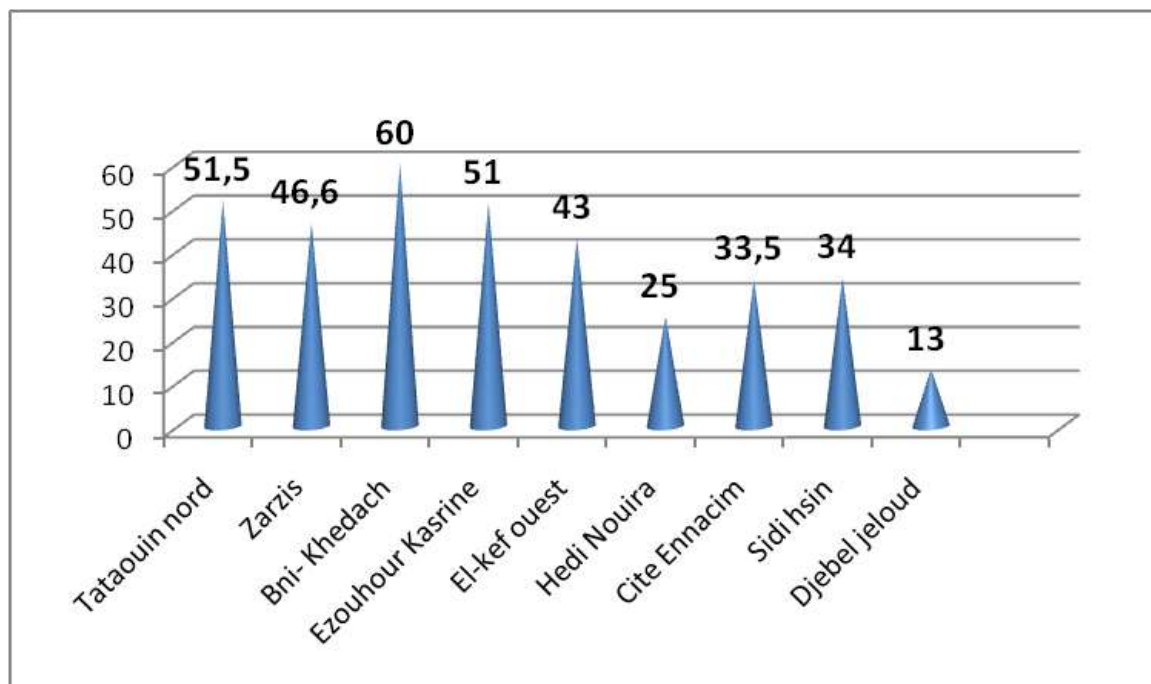
Ces pourcentages ont largement reflété la réticence de la population à s'engager dans des actions politiques, syndicales et judiciaires en réponse à l'incapacité des politiciens de réaliser les aspirations de la population, en particulier des jeunes, sept ans après le début du processus révolutionnaire. Cette réticence est également l'une des raisons les plus importantes d'attirer les jeunes, en particulier les réseaux d'extrémisme violent, de terrorisme et de crime organisé, devant le vide civil qui règne dans nos espaces publics.

Par ce diagnostic préliminaire des échantillons de toutes les municipalités concernées, on peut dire qu'il s'agit d'une expression honnête de la réalité de ces organismes de toutes parts, en raison de la nature du questionnaire guidé, qui fixe ses objectifs et complète les questions qui en découlent. Comme on peut le dire, les personnes interrogées ont appliqué rigoureusement toutes les formations qui leur ont été fournies, ce qui leur a permis de bien remplir le questionnaire et avec le moins de problèmes possible.

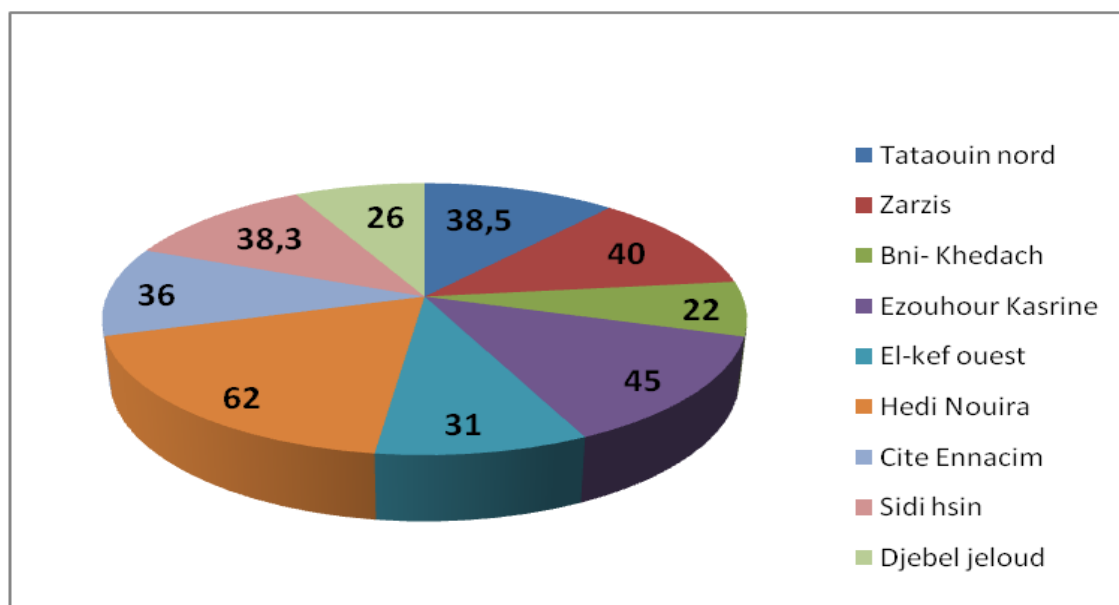
Les principales caractéristiques des échantillons peuvent être passées en revue à travers les graphiques suivants

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Graphique 1: pourcentage des chômeurs selon les échantillons interrogés

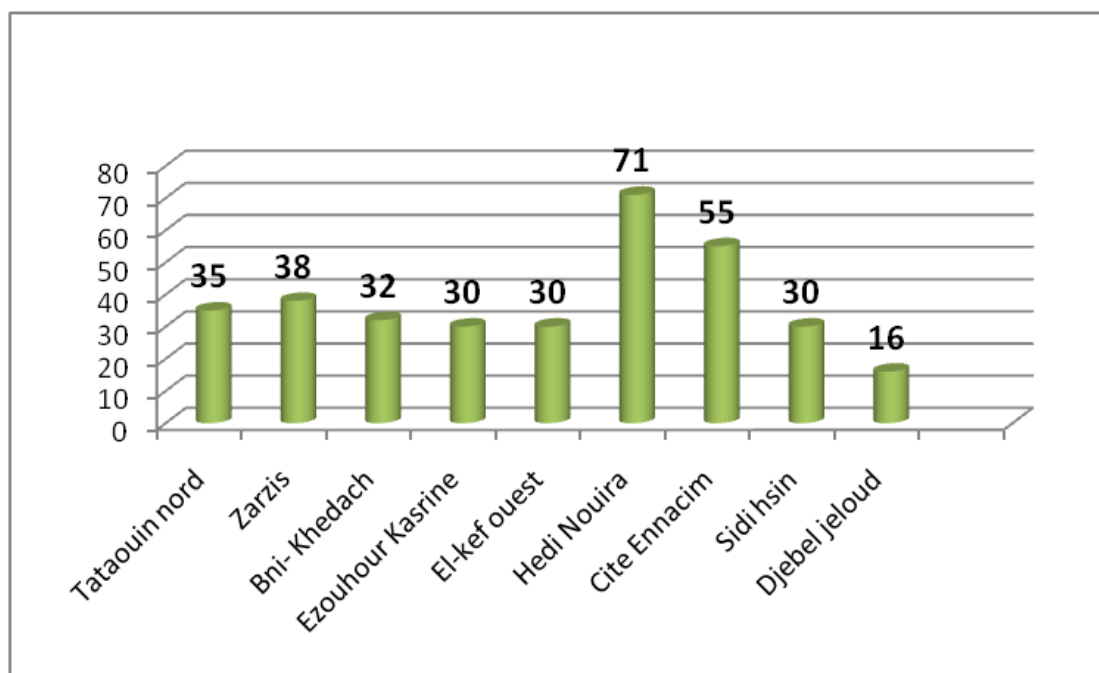


Graphique 2: Pourcentage de groupe d'âge entre 20-29 selon les échantillons interrogés.

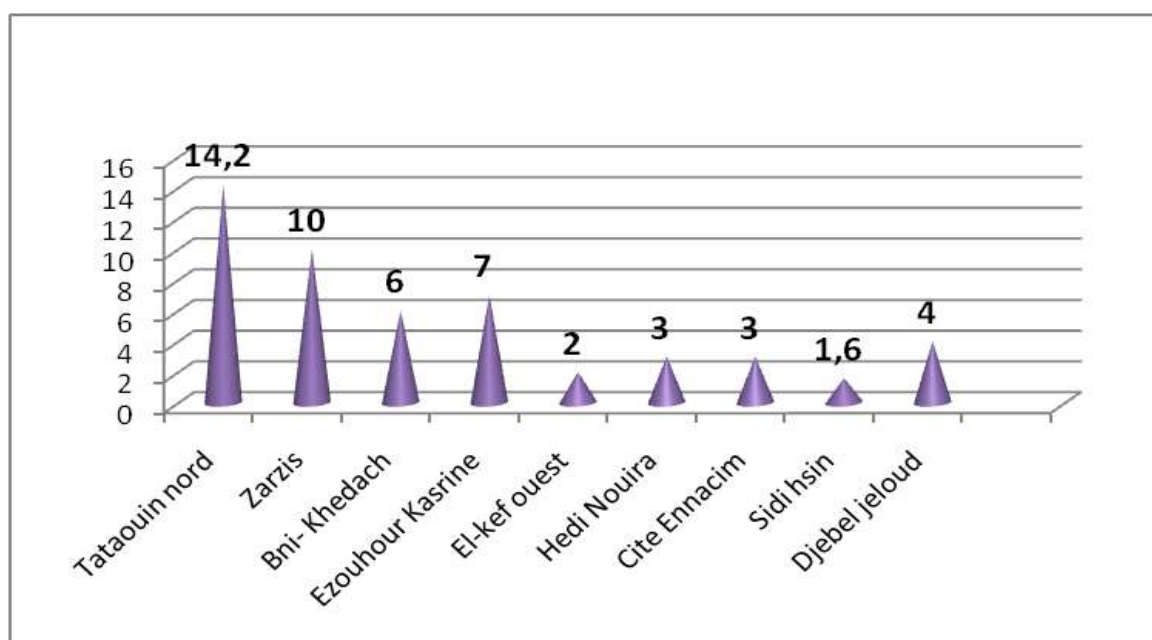


Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Graphique numéro 3: Pourcentage du niveau d'enseignement supérieur selon les échantillons interrogés

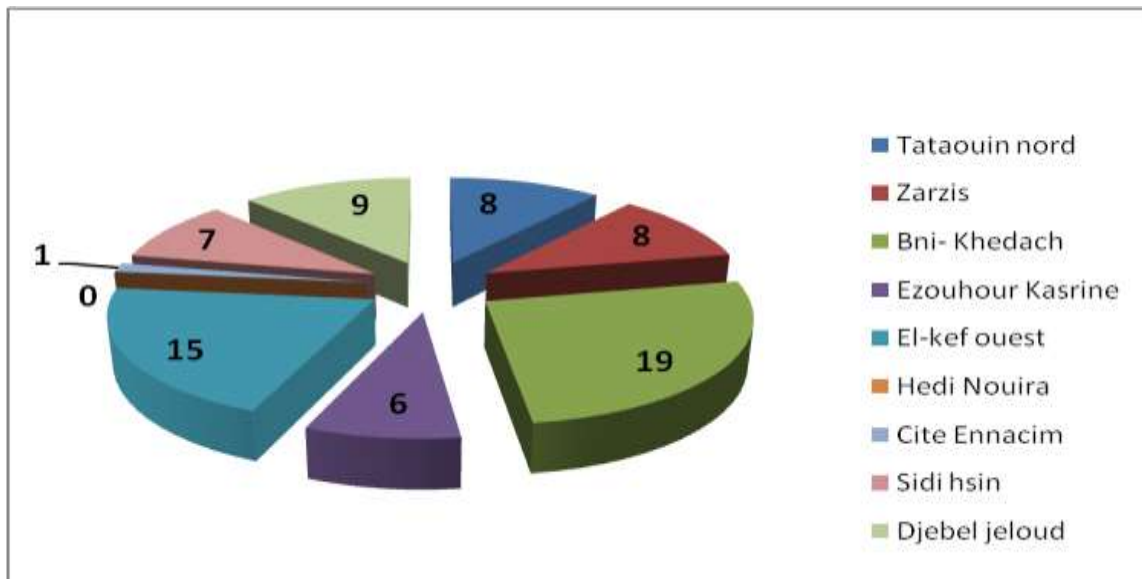


Graphique 4: Pourcentage de la participation politique selon les échantillons interrogés



Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Graphique5:Pourcentage d'analphabétisme selon les échantillons interrogés



Annexes

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Annexe I: le questionnaire

Enquête de terrain

Gouvernorat:.....Municipalité:.....Nom du quartier:

Données générales sur l'intervieweur

1 Sexe: Femme ☐ Homme ☐

2 - Age:.....ans

3. Niveau d'études: Aucun ☐ Primaire ☐ Secondaire ☐ Supérieur ☐

4- Profession: chômeur ☐ ouvrier ☐ employé ☐ cadre ☐ retraité ☐

5- Résident permanent ☐ résident provisoire à l'étranger ☐ immigrant ☐

6 - Etat civil: célibataire ☐ marié(e) ☐ veuf (ve) ☐ divorcé(e) ☐

7- Nombre d'enfants: filles :..... garçons :.....

8- Politicien(ne) ☐ syndicaliste ☐ juriste ☐

La réalité des équipements et des services publics

1 - Quel est l'état des rues et des routes?: bon ☐ moyen ☐ mauvais ☐

2 - Existe-t-il un éclairage public : Oui ☐ Non ☐

3- Y a-t-il ? : un jardin d'enfants ☐ un jardin d'enfants coranique ☐ une
maternelle ☐ une garderie scolaire ☐

4- Y a-t-il une école primaire dans le quartier ? Oui ☐ Non ☐

5- Y a-t-il un collège ou un lycée ? Oui ☐ Non ☐

6. Y a-t-il un centre de santé de base ou un dispensaire? Oui ☐ Non ☐

7- Y a-t-il ? : une maison de culture ☐ une auberge de jeunesse ☐ un
terrain de sport ☐ une salle couverte pour les jeux sportifs ☐

8. Existe-t-il: une bibliothèque publique ☐ une bibliothèque multimédia ☐

un espace de lecture ☐

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

9- Y a-t-il ? : Un parc familial ☐ Un espace vert ☐ Un espace de loisirs ☐

10- Y a-t-il ? : Une mosquée ☐ Une école coranique ☐

Capital social

1 - Y a-t-il des associations dans le quartier: Oui ☐ Non ☐

2. Dans le cas du oui: quelle est sa nature: charitable ☐ civile ☐

3. Êtes-vous impliqué dans le travail associatif? Oui ☐ Non ☐

4- Quel est le type d'activité associative: culturel ☐ éducatif ☐ social ☐

5 – Que font les associations, soutiennent les citoyens ☐ s'intéressent aux problèmes des gens ☐

6 - Comment évaluez-vous l'existence d'associations: bénéfique ☐ préjudiciable ☐
sans intérêt ☐

Réalité économique et sociale

1. Y a-t-il des offres d'emplois ? : Oui ☐ Non ☐

2- Y a-t-il des espaces de travail ? : une usine ☐ une société ☐ un espace commercial ☐ autres espaces ☐

3 - Taux de chômage: élevé ☐ moyen ☐ faible ☐

4. Y a-t-il un centre de formation professionnelle ? : Oui ☐ Non ☐

5. Y a-t-il un centre pour les activités artisanales ? : Oui ☐ Non ☐

6. Y a-t-il un centre de formation pour filles ? : Oui ☐ Non ☐

7. Y a-t-il un centre de protection des mères et des enfants? Oui ☐ Non ☐

8. Existe-t-il un centre d'insertion professionnelle pour les jeunes?: Oui ☐ Non ☐

9. Y a-t-il un centre pour les personnes ayant des besoins spéciaux? Oui ☐ Non ☐

10. Existe-t-il un centre de prise en charge des groupes vulnérables: Oui ☐ Non ☐

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Droits de l'homme

Les droits de l'homme sont-ils liés: aux droits civils ☐ aux droits économiques ☐

1. Pensez-vous que votre humanité est respectée dans le quartier: Oui ☐ Non ☐

2. Si non, comment? Marginalisation ☐ pauvreté ☐ épression du pouvoir ☐

3 - Comment évaluer la relation du citoyen avec l'appareil de sécurité: Bonne ☐

Normale ☐ Tendue ☐

4 - Les raids de sécurité: Oui ☐ Non ☐

5-Comment la police traite-t-elle le citoyen en cas de contrôle de sécurité ?

Avec respect ☐ avec l'insulte ☐

6. Quelle catégorie est la plus exposée aux abus ? Les jeunes ☐ les adultes ☐ les enfants ☐

7. Comment les jeunes réagissent-ils au comportement de la sécurité: avec indifférence ☐ aux émeutes ☐ à la violence et à l'extrémisme ☐

Conflits entre la population

1. Y a-t-il des conflits entre la population ? : Oui ☐ Non ☐

2. Si oui, la cause des conflits: conflits de classes ☐ conflits d'intérêts ☐

3. Quel est le rôle de l'Autorité dans ce conflit: indifférence ☐ intervention pour calmer ☐
Alimentation du conflit ☐

4. Le conflit a-t-il évolué en violence,: Oui ☐ Non ☐

5. Quels types d'instruments sont utilisés: armes blanches, ☐ armes à feu ☐ autres ☐

6. Y a-t-il des personnes sages dans le quartier capables de résoudre les conflits?

Oui ☐ Non ☐

7. Si oui, qui sont-ils? Les juristes du quartier ☐ des intellectuels ☐ des personnes âgées ☐

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

L'existence de groupes extrémistes

1. Avez-vous entendu parler de groupes extrémistes: Oui ☐ Non ☐
2. Avez-vous déjà connu un extrémiste? Oui ☐ Non ☐
- 3- Avez-vous un extrémiste dans l'environnement familial? Oui ☐ Non ☐
- 4-Avez-vous entendu parler de groupes extrémistes dans le quartier? Oui ☐ Non ☐
5. Quelles images avez-vous pour une personne extrémiste:
- Vêtu de ses vêtements étranges ☐ ses pensées sont inhabituelles ☐ à une
tendance violence ☐ barbue ☐
- 6 - la relation de la population avec l'extrémiste: respect ☐ normal ☐ peur ☐ rejet ☐
7. Quel est le groupe le plus attiré par ces groupes: jeunes ☐ adultes ☐ de tous âges ☐
8. A votre avis, l'attirance de la population par des groupes terroristes, par quelque moyen que ce soit:
- Les chaînes de télévision ☐ sur Internet ☐ dans les mosquées ☐ par des
personnes à influence ☐ par des livres religieux ☐
9. Les femmes sont-elles impliquées dans ces groupes: Oui ☐ Non ☐
- 10 - Quel rôle pour la femme dans ces groupes?: polarisation ☐ activité ☐
- Pour la baise ☐
-

La situation de sécurité dans le quartier

- 1 - Comment voyez-vous la situation de sécurité dans le quartier: Bonne ☐ normale ☐
non sécurisée ☐
- 2 - Y a-t-il un poste de police dans le quartier?: Oui ☐ Non ☐
3. Y a-t-il des patrouilles de sécurité dans le quartier? Oui ☐ Non ☐
4. Y a-t-il des crimes et des vols répétés dans le quartier: Oui ☐ Non ☐
5. Causes de la propagation de la criminalité: pauvreté et marginalisation ☐ faible ☐
présence en matière de sécurité ☐
6. La population a-t-elle déposé plainte contre ces crimes? Oui ☐ Non ☐

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

7. Comment l'Autorité traite-t-elle ces plaintes ? : à la sérieuse avec lenteur avec indifférence

8. L'existence de groupes extrémistes a-t-elle une relation avec le manque de sécurité dans le quartier? Oui Non

Proposer des solutions

Pour éliminer l'extrémisme, il faut:

1- éradication de la pauvreté

2- réforme de l'éducation

3- Diffuser une culture de dialogue et de paix

4- Attention à la jeunesse

5- Un programme complet de prévention de l'extrémisme auquel tous les segments de la société contribuent

6- Un rôle important de la société civile dans le programme de prévention

Remarque: L'intervieweur doit classer les réponses en fonction de la priorité proposée par l'intervieweur de 1 à 6 dans les cellules correspondant à la proposition.

Nom et titre de l'intervieweur:

Signature:

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Annexe II

Tableaux des approches documentaires

Les études les plus importantes sur le thème de l'extrémisme violent et du terrorisme en Tunisie.

Titre de l'étude	Du	Date de la publication
Terrorisme en Tunisie à travers les dossiers judiciaires	Centre Tunisien de Recherches et d'Etudes	Octobre 2016
Document de recherche sur la réalité du terrorisme en Tunisie.	Centre d'études stratégiques et diplomatiques	Mars 2015
Terrorisme en Tunisie: une carte de la chronologie des événements survenus après le 14 janvier	Walid Mejri	2017
Sociologie des marges en Tunisie: études dans les zones frontalières et les quartiers populaires	Étude de terrain collective	2018

Les livres les plus importants traitant de l'extrémisme violent et du terrorisme en Tunisie.
(Écrivains Tunisiens)

Terrorisme et contrebande en Tunisie: une étude de la situation actuelle	Institut Supérieur d'Histoire Contemporaine de Tunisie	24 février 2016
Le djihad dans les mouvements islamiques contemporains: des Frères musulmans à l'organisation de l'État islamique	Dr Abid Khelifi	2018
Du côté des « Salafistes » en Tunisie: tactique ou stratégie?	Père John Fontaine	2016
Dans la guerre contre le terrorisme: du terrorisme conceptuel au terrorisme de l'approche.	ALI Abidi	2015
La Tunisie ... La Libye entre la transition démocratique qui vacille et le terrorisme.	Taoufik Medyni	2015
La Tunisie vainc le terrorisme	Sami Cherif Chayeb	2017
Terrorisme et contrebande en Tunisie: parents et enfants	Alaya Amira Sghayer	2016

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Les femmes et le terrorisme: une étude sur le genre.	Monia Arfaoui Amel Grami	2017
La Tunisie entre démocratie, guerre civile et terrorisme.	Slah Weslati	2014
Histoire de l'expiation en Tunisie	Chokri El Mabkhout	2018
Sous le signe de la punition: les « salafistes » « djihadistes » tunisiens.	HEDI YAHMED	2015
Terrorisme et intransigeance du concept	Ali Abidi	2018

Les articles universitaires les plus importants sur l'extrémisme violent et le terrorisme publiés par des écrivains de plusieurs pays, (publiés en Anglais)

Titre de l'article	Auteur(s)	Date de la publication
Le premier pas vers le cœur et l'esprit?	Daniel Aldrich	2014
Réfléchir sur la lutte contre le terrorisme, donner un rôle à la société civile.	Anne Ili et Anne-Marie de Bjockerman Jack	2015
Le modèle des trois cours d'extrémisme violent	Jamis Khalil	2017
Entre improvisé et accommodant: la compréhension des spécialistes de l'extrémisme violent	Christer Matson	2018
Avertissement aux stratégies	David Lau	2017
Extrémisme violent: aborder le concept problématique	Jason Laith Astrigar	2015

Les romans littéraires tunisiens sur l'extrémisme violent et le terrorisme

Titre du roman	Auteur(s)	Date de la publication
J'étais à Raqqa: un fugitif de l'État islamique	Hedi Yahmed	2017

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Les nuits noires: un roman de fiction politique	Abd'Jabbar Maddouri	2016
Menottes entre des doigts lourds	Afif a Smiti	2014
Quais de brume ou route vers "Dâech"	Mounira El-Deraawi	2017
Mon amant est "Dâechien"	Hajer Abed Essamad	2016
Drapeaux noirs.	Chedia Guesmi	2018
"Jihad" doux	Med Aissa Moâaddeb	2017

Les plus importants sites tunisiens de caricature œuvrant contre le terrorisme.

Nom du site	propriétaires	publication
La Tunisie à travers les dessins 15-15	La journaliste Inèss Weslati Le caricaturiste taoufik Omrane	2016
Campagne de coalition civile	Nadia Dh'Hab et Nadia Khiari	
Détective 619	Groupe de caricaturistes	
Le caricaturiste "Zed"	Le caricaturiste "Zed"	
Un aperçu de la caricature en Tunisie	L'universitaire Rachid Hosni	

Les pièces de théâtre tunisiennes les plus importantes qui ont été exposées à l'extrémisme violent et au terrorisme

Nom de la pièce	Production	Publication
Pièce « cinquante »	Jalila Baccar	
Pièce « terroriste moins le quart »	Raôuf Ben Yaghlen	2017
Pièce « Hourya » (la sirène)	Layla Toubel	2017
Pièce « Selfi »	Ahmed Ameer	2015
Pièce « Paroles de montagnes »	Centre des arts dramatiques et scéniques de Gafsa	2016
Freedom House	Chedli Arfaoui	2017

Etude : diagnostic de l'extrémisme violent en Tunisie

Pièce «Plateau »	Ghazi Zoghbeni	

Films et séries traitant de l'extrémisme violent et du terrorisme diffusés ou présentés en Tunisie.

Titres	Production	Publication
Feuilleton : « Une rose et un livre. »	Narjas Nabli	2015
Film « Le risque. »	Atef Ben Hcine	2015
Série : Police l'état ordinaire !	Dorra Fazeê	
Film : L'aigle de la « Saâid »	Mohamed Abd'El Môtei	2018
Fleur d'Alep	Ridha El Behi	2016
Film « Fatwa »	Mahmoud Ben Mahmoud	2018
Film : « Les Frères » (les frères musulmans)	Maryem Joubir	2018

Références

- **Ali ben Khadem Allah.** (Procédures relatives au respect de la vie privée dans le cadre d'actes terroristes) par l'organe directeur de l'Association « Président »)
- **Abd' Sattar Ben Moussa:** Le droit antiterroriste entre la légalité et le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme.
- **Guide du procès équitable.** Amnesty International.
- **Déclaration de l'Association des juges tunisiens** sur la loi du terrorisme et de blanchiment d'argent, du 24/07/2015
- Pourquoi Amnesty International s'oppose-t-elle à la peine de mort? www.amnestymena.org
- Le crime de financement du terrorisme en droit marocain: M. Mohamed Mouêmen - Professeur à la Faculté de droit de l'Université "Cadhi IyahH"
- Garanties d'impartialité du juge pénal L'étape du procès ou de l'enquête finale, article juridique d'Amal Morchidi - traitant les garanties de l'accusé.
- La loi antiterroriste menace les libertés. Human rights watch
- Recherches juridiques sur le crime terroriste - Amal Murchidi
- Mohamed Ali al-Tikriti Les conditions d'atténuation dans le code pénal tunisien entre la clémence du pouvoir judiciaire et la fermeture du législateur.
- Rapport au Comité des Nations Unies contre la torture, cinquante-septième session, 18 avril-13 mai 2016 (référence)
- Rapport « Tout ça à cause d'une cigarette de cannabis » Loi antidrogues répressive et feuille de route pour sa réforme : « Human Rights Watch »
- Loi numéro 52 pour l'année 1992 du 18 mai 1992 concernant les drogues.
- Règlement numéro 39 de l'année 2017 datée du 8 mai pour la révision de la loi numéro 52 de l'année 1992 du 18 mai 1992 sur les drogues. 2017
- Loi essentiel numéro 50 de l'année 2018, en date du 23 octobre 2018 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée le 18 décembre 1979
- Déclaration sur l'élimination de la violence contre les femmes, 20 décembre 1993.

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

- La résolution 1325 du conseil de sécurité, de l'an 2000 sur les femmes ,la Paix et la sécurité.
- Abou Mohammed Al-Joulani: Annonce de la création du Front « Nosra », du Centre de production audiovisuelle Al-Manara Al-Baydha, vidéo à l'adresse: <https://www.youtube.com/watch?v=Fuh1cl9vIR0>.
- Abou Mohammed Al-Joulani: Déclaration d'Al-Bayâ(la fidélité) pour l'organisation Al-Qaïda dirigée par Ayman Al-Dhawahri, discours prononcé le 10 avril 2013, date de la vue: 14/5/2016: https://www.youtube.com/watch?v=_eB3Afl3hgA
- Fouad Hussein: Zarkawi, la deuxième génération d' « Al-Qaïda », maison de la fiction pour l'imprimerie, Le Caire - Égypte, ED1 2005.
- Abou Jaafar Al-Khattab: "Baâyât El-Amsar pour l'Imam Al-Mukhtar" , publié par la Fondation « Bayareq » pour les médias - Ansar A-Sharia à Tunis, 2014.
- Lina Khatib: La stratégie d'organisation de l'État islamique, elle survive et en expansion, Carnegie Middle East Center, 29 juin 2015.
- Hadil Mustafa Al-Khouli: Le terrorisme sur le Web, Publications de la Bibliothèque de la famille, Le Caire, Egypte, Ed1 2015.
- Issam Darraz: L'épopée des « moudjahidines arabes en Afghanistan », La bibliothèque de l'édition familiale, Le Caire – Egypte Ed1 1990.
- Issam Darraz: Les rapatriés d'Afghanistan: ce qu'ils sont et ce qu'ils ont, Bibliothèque des éditions Al-Muhammed, Continent - Égypte, l 1 an 1993.
- Hamad Abou Romman: Le secret de l'attraction: Dâech, propagande et recrutement, Fondation Friedrich Ebert, Amman, Jordanie, 2014.
- Abou Moussâab Zarkawi: le livre des discours et discours d'Abou Moussâab Zarkawi, publications du réseau islamique d'Al-Bourak, ""Bag of the Mujahid"
- Abou Moussâab le Syrien: Appel à l'Internationale de la résistance islamique (deux parties: C1: racines, histoire et expériences, C2: défense des intérêts, approche et méthode), copie de "Bag of the Mujahid", 2014.
- Ayman al-Dhawahiri: la gloire de l'orient commence de Damas, discours vidéo publié le 28/11/2011 au Centre de production des médias Al-Sahab, date de révision du 15/02/2017: <https://www.youtube.com/watch?v=xd56E1Sf4io>
- Salah Abdel Hamid: Organisation de « Dâech » et de la gestion de l'étape sauvage, Atlas Publishing and Media, Le Caire - Égypte, l 1 an 2015.

- Abid Khlifi: Le djihad dans les mouvements islamiques contemporains des Frères musulmans à l'Organisation de l'État islamique Dar Muskilyani pour l'édition et la distribution, Tunis, mars 2018.
- Abu Mouhammed Adnani: Déclaration du califat islamique et l'engagement d'Abou Bakr al-Baghdadi, successeur des musulmans le 29 juin 2014: <https://www.youtube.com/watch?v=bsKjk2MZONE>
- Saïd Ali Abid: Al-Qaïda: origine, contexte intellectuel, extension (modèle yéménite), « Madbouli Press », Le Caire - Égypte,
- Kamel E-Din Arab: Les organisations djihadistes et leur impact sur la sécurité nationale africaine, Centre d'études Al-Jazeera, Doha, Qatar, 2014.
- Abdallah Azzam: Encyclopédie des grandes munitions de l'Imam Hamam Martyr Abdallah Azzam (4 volumes), Centre des médias « Martyr Azzam », Peshawar – Pakistan, 1997.
- Diâa Yousef al-Adhamah: Entre les jurisprudents d'Al-Quâida et ceux de Dâesh, Bureau du savoir arabe, Le Caire, Égypte, i.
- Sayed Quotb: Points de repère sur le chemin, « Dar E-Shourouk », Le Caire - Égypte, sixième édition légale de 1978.
- Abdallah Kamel: Bannières noires, Abdallah Azzam du Jihad à l'assassinat, série d'articles publiés par le journal « Moyen-Orient » du 1er au 6 mai 2002.
- Oussama Ben Laden: L'ensemble des messages et des conseils de Cheikh Mujahid Oussama Ben Laden, les publications des médias djihadistes d'élite en 2015, une version électronique avec un classement historique, téléchargée du site "Je suis musulman" (877 pages).
- Mohammed Mahmoud Abou Al-Ma'âli: Al-Qaïda et ses alliés à Azwad: Origines et secrets de l'expansion, Centre d'études Al-Jazeera - Arab Science House, Qatar 2014.
- Madani Merzak: interview spéciale à la télévision "Al-Arabiya" du 18 octobre 2004. Cette interview a ensuite été supprimée d'Internet en 2014: <http://www.alarabiya.net/Articlep.aspx?S=7225>
- Abdullah Ben Mohammed: la note stratégique, publications dans les médias en 2011.
- Haitham Mannâa: la khilafa de Dâech, Partie 1: De l'illusion de l'immigration aux lacs du sang, publié par l'Institut scandinave des droits de l'homme, 2014.
- Abu Abdllaah Al-Mouhajir: Questions de jurisprudence Jihad (jurisprudence de sang), la valise du Moudjahid.
- Abu Al-Âala Al-Mawdoudi: Le califat et le pouvoir, traduit en arabe par Ahmad Idris, Editions Dar Al-Qalam, Koweït, I 1 1978.

- L'encyclopédie de la valise des moudjahidines, "Le réseau des moudjahidines": Archives de la tribune de « Tawhid et du Jihad » sur Internet le 10 juin 2014: <https://al-aren.com/vb/index.php>.
- Encyclopédie du Jihad (1026 pages), Bureau des services, Peshawar -Pakistan
- Encyclopédie des Grandes Armes, 5 parties (1365 pages), Bureau des services aux Moudjahidines, (i electronic), Bag Mujahid.
- Abou Bakr Naji: gestion de l'étape sauvage: l'étape la plus dangereuse qui sera franchie par la nation, la valise du Moudjahid.
- Hassan Abou Haniya et Mohammed Abou Rommen: Organisation de l'État islamique, crise sunnite et conflit sur le djihadisme mondial, Dar Al-Jil El-Arabi Publications, Amman, Jordanie.
- Thomas Higghamer: Le djihad en Arabie saoudite, L'histoire d'Al-Qaïda dans L'Ile arabique, traduit par Amin al-Ayoubi, Réseau arabe pour la recherche et l'édition, Beyrouth, Liban, 1^{er} 2014.
- Document: Enquête du 11/11 publiée par la commission d'enquête américaine, publiée sur le site officiel du comité: <https://www.9-11commission.gov/report/911Report.pdf>
- Document: Les documents d'Abbott Abad (1347) ont été publiés par le département américain de la Défense à partir de 2012 et par l'élite de la pensée, ce que nous avons vu sur le site Web "I am Muslim": <http://www.muslm.org>.
- Document: Front Nosra: le livre de toutes les données du Front Nosra pour le peuple du Shem (de la déclaration n ° 1 à la déclaration n ° 199), publications de la page de victoire du Front Nosra, datée du 2/2/2017: <https://archive.org/details/all-jn-presse>
- Document: Journal de Fallouja. Étude stratégique du conflit mondial et de la place de la tendance djihadiste, 2009 Publications.
- Salah Abdel Baki, Comportement effectif dans l'organisation, University House, Alexandrie, Égypte, 2004
- Qabari Mohamed Ismail: questions de sociologie contemporaine, Alexandrie
- Bodon et Boreku: Dictionnaire critique de la sociologie, traduit par Salim Haddad (Institut universitaire d'études et de publications de Beyrouth, 1986).
- Ahmed Falah Al - Amoush: L'avenir du terrorisme dans ce siècle, Université Nayef pour les sciences de la sécurité, Riyad, 2006
- Le terrorisme en Tunisie. Racines et causes de prolifération: 22 mars 2015 Skynewsarabia

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

- Dr. Mohamed Ibrahim Mohamed Mohamed: Université de Minia - Réseau égyptien Diâa
- Terrorisme.. Définition, théories et formes. samedi, 08/08/08 Middle East Online
- Mahmoud Abou A'adi: Articles sur la psychologie du terrorisme et de l'extrémisme 11 juin 2017.
- Kamal El-Nis: Le phénomène de la terrorisme ... Le concept ... Les raisons ... Les motivations, Le dialogue interculturel: Etudes et recherches juridiques, n ° 3419 du 7/7/2011.
- Le phénomène croissant du terrorisme en Tunisie Comment y faisons-nous face? Ferdaous Kshida, Réseau Al-Sada Net, 25 avril 2016.
- Asma Jamil, La violence dans l'héritage de la sociologie: Nouvelles, n ° 84 / octobre 2006.

Liste de Graphiques

- Graphique 1: pourcentage des chômeurs dans les échantillons interrogés par les municipalités
- Graphique 2: groupe d'âge 20-29 ans dans les échantillons, par municipalité.
- Graphique numéro 3: Pourcentage du niveau d'enseignement supérieur dans les échantillons soumis par les municipalités
- Graphique 4: attitudes de la participation politique dans les échantillons des municipalités
- Graphique 5: taux d'analphabétisme dans les échantillons de l'échantillon des municipalités

Table des matières

- Introduction	p.188
- Chapitre1 : l'approche analytique de l'extrémisme violent et du terrorisme.....	p.190
* Lecture analytique du cadre juridique et institutionnel du système tunisien de lutte Contre l'extrémisme ; le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent.	
p.191	
* Lecture analytique de l'évolution de l'extrémisme violent et du terrorisme aux niveaux international, régional et local.....	
p.216	
* approche analytique – sociologie- de l'extrémisme violent et du terrorisme.....	
p.226	
- Chapitre 2 : approche documentaire sur l'extrémisme violent et terrorisme.....	p.232
- Chapitre 3 : L'approche pratique	p.263
- Cadre général du questionnaire et recherche sur le terrain.....	p.300
- Annexes	p.321
-Annexe 1: le questionnaire	p.322
-Annexe 2: Tableaux des approches documentaires	p.327
- Références	p.331
Tableaux des graphiques.....	p.336

Rapport de la troisième Phase
Analyse des résultats de recherche pratique

Introduction

Après l'achèvement de la première et de la deuxième phase de l'étude sur "Le diagnostic de l'extrémisme violent et du terrorisme en Tunisie», Ce rapport présente la troisième et dernière phase de cette étude, que nous considérons comme l'étape la plus importante. Il comportera une lecture analytique des résultats de l'enquête sur le terrain, qui examinera les raisons et indicateurs les plus importants, qui encouragent l'extrémisme violent et le terrorisme dans la société tunisienne. Nous utiliserons la méthode quadri analytique, connue en anglais sous l'abréviation "SWOT", «pour analyser les données sociales, économiques, culturelles et éducatives ainsi que les éléments susceptibles de contribuer à la promotion de l'extrémisme violent et du terrorisme, en soulignant les forces et les faiblesses de chaque indicateur de la situation interne de la société, des opportunités et des menaces externes. Qui constituent une menace pour la structure sociale dans son ensemble, à cause du phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme.

Durant cette phase, nous travaillerons également à relier toutes les causes et tous les indicateurs du domaine susceptibles de contribuer à la création d'un climat propice à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme, y compris le "terrorisme du pouvoir ou de l'État", à travers l'évaluation et l'analyse de la nature des relations entre les citoyens, les services de sécurité et l'État en général.

Plus précisément, l'exposition au cours de cette troisième phase de l'étude touchera les domaines suivants:

- Introduction à l'analyse quadratique ou à ce qu'on appelle l'analyse SWOT.
- Un résumé du cadre général de l'enquête de terrain et des principales caractéristiques des échantillons.
- Une analyse détaillée de tous les facteurs et éléments qui encouragent ou contribuent à répandre l'extrémisme violent et le terrorisme, dans chaque domaine de l'étude à l'aide de données de terrain, des résultats de dialogues et des résultats de l'enquête de terrain.
- Idées clés sur les points forts, les faiblesses, les opportunités et les menaces qui reflètent la réalité de l'extrémisme violent dans chaque zone concernée par l'étude.
- Fournir une analyse, suivant la méthode « SWOT », qui est le résultat de dialogues participatifs dans les régions concernées avec les jeunes et les femmes, en particulier, sur la réalité de l'extrémisme violent dans leurs régions.
- Proposer un plan d'action global pour prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme, à la lumière des résultats des analyses susmentionnées.

Introduction à l'analyse quadratique ou à ce qu'on appelle l'analyse « SWOT »

Introduction

La construction de sociétés développées nécessite une jurisprudence abondante dans tous les domaines, qu'il soit scientifique, culturel, économique, développemental ou politique, en tant que fondement de la société. Par conséquent, la plupart des études de jurisprudence et des études ont porté sur la recherche de moyens de progresser, d'assurer la continuité et la possibilité de développer, conformément aux mouvements sociaux mondiaux et aux changements économiques et politiques, dans un monde mouvant.

Ce qui se passe aujourd'hui dans les pays développés et en voie de développement, est le produit des études, qui ont consacré le principe de la mise au point des systèmes de travail au sein d'institutions économiques, industrielles et même sociales et culturelles. Tout travail pouvant être accompli doit avoir franchi une série d'étapes et de phases ou avoir été exprimé dans une stratégie ou un plan d'action. On peut dire que toute recherche ou étude de phénomène fait l'objet d'un appui théorique approfondi de l'étude de l'environnement d'origine du phénomène, ce qui conduit à une identification complète de tous les facteurs et domaines ayant contribué à leur apparition. Toute recherche scientifique est en fait la recherche de solutions et une étude des problèmes que peut rencontrer une personne dans l'exercice de ses activités et fonctions sociales, comme tous les domaines de la vie liés les uns aux autres et également liés au reste des individus et au contexte social en fonction de l'environnement.

L'émergence de la planification stratégique.

L'idée de planification remonte à l'article écrit par l'économiste autrichien "Christian Schwender" en 1910. C'est une mesure scientifique pour définir la terminologie puisque l'homme a toujours adopté l'idée de planification, que ce soit pour la chasse ou pour la guerre, mais elle n'a pas encore été définie comme terme purement scientifique. Si nous étudions l'histoire de l'humanité, nous constatons que la plupart des philosophes, dirigeants, savants et généraux de guerre, ont étudié l'idée de planification et adopté des stratégies pour construire et maintenir l'État et la société.

Les exigences de l'époque qui s'imposent aux chercheurs se résument à fournir davantage d'efforts dans la recherche de mécanismes de développement, à la lumière de la révolution économique et de la production de la fortune. La planification stratégique a été l'un des mécanismes les plus importants adoptés.

Le besoin urgent de développement et l'adaptation de la modernisation des sociétés ont amené les chercheurs à explorer en permanence les mécanismes de développement, les mécanismes et les méthodes, ainsi que les moyens de les maintenir. Par conséquent, nous remarquons que, plus que les sociétés deviennent problématiques, plus de nouveaux termes apparaissent. Si

nous examinons attentivement le terme « planification », nous constaterons que ce concept a évolué d'un simple concept superficiel, qui se limite à la planification en tant que processus consistant à définir des objectifs selon des méthodes qui résument les coûts et maximisent les résultats ,pour aboutir à un concept plus profond et analytique, à savoir le concept de réflexion stratégique qui précède la planification, car elle repose sur la créativité et l'innovation dans la formulation d'une perspective ou d'une vision intégrée. Comme l'a expliqué " **Henry Mintzberg**," , il s'agit "de la synthèse qualitative d'opinions et de perceptions conscientes, explicites et proactives qui définissent l'étendue concurrentielle et l'avantage stratégique des organisations".

Ainsi, le concept de planification stratégique ne se limite plus aux institutions militaires, mais également aux institutions civiles et économiques: il s'agit d'un développement en termes de sens et de contenu, après avoir traversé plusieurs stations historiques qui ont contribué à son développement. Le lancement du terme planification stratégique est une réponse aux évolutions sociales, industrielles et intellectuelles survenues après la seconde guerre mondiale.

Tous ces facteurs historiques ont contribué à l'émergence de plusieurs modèles de planification stratégique, dont le modèle de Harvard, adopté pour la première fois en 1920 dans l'administration des affaires, premier modèle de planification stratégique, suivi des modèles les plus importants du modèle Pfeiffer, le scénario SUM, la méthode de planification des performances, le modèle d'analyse stratégique. Et la méthode d'analyse de S.WOT ou ce qu'on appelle le modèle d'analyse quadratique, un modèle que nous adopterons dans notre étude du phénomène de la violence dans la société tunisienne.

Les origines de l'analyse "SWOT":

L'analyse "SWOT" a pour origine une série de recherches menées par Institut "Stanford" entre 1960 et 1970. À la fin des années 1950, les activités d'investissement d'un groupe d'entreprises aux États-Unis n'ont pas mis en œuvre de planification stratégique pour leur travail de production. Au début des années 1960, ces entreprises ont mis au point une stratégie qui les a aidées à planifier leur stratégie pour éviter l'échec, en leur permettant de se faire une idée de l'analyse SWOT.

Définition de l'analyse "SWOT":

L'analyse SWOT est une méthode d'analyse ou un outil de planification permettant de gérer efficacement l'environnement en mutation. L'analyse SWOT peut être considérée comme un système important pour la préparation et la conception de stratégies commerciales en proposant une gamme de plans, à court et à long terme. Il s'agit d'une évaluation qui examine les conditions de l'environnement interne et externe, qu'elles soient appropriées ou non, en fonction des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces actuelles et futures. L'analyse SWOT a pour objectif de déterminer la relation entre la stratégie en vigueur, de l'Organisation et ses forces ainsi que ses faiblesses avec les changements qui se produisent dans son environnement commercial.

SWOT est un mot anglais court, dont chacun des lettres représente un mot anglais. Les principaux éléments de cette analyse sont l'évaluation du travail des entreprises et leur aide à la prise de décisions reposant sur une planification stratégique. Les forces sont les forces qui contribuent à l'excellence d'un projet ou d'une entreprise, et constituent un ensemble de capacités disponibles au sein de l'entreprise qui contribuent à satisfaire leurs demandes et à éliminer les menaces qui les entourent.

La lettre W est l'abréviation de faiblesses, qui désigne les éléments qui montrent des signes de faiblesse dans une entreprise ou un projet, les points faibles représentant le déficit inefficace de l'entreprise et l'empêchant d'atteindre ses objectifs.

O : «Opportunités», désigne toutes les opportunités représentant les facteurs externes de l'entreprise ou du projet, reflétant des impacts positifs, et les opportunités représentant toutes les tendances ou conditions permettant d'atteindre l'objectif souhaité.

« T » est l'abréviation du terme "Menaces", qui désigne l'ensemble des éléments constituant des effets extérieurs à l'établissement ou au projet, ce qui entraîne une atteinte évidente de la menace, entraînant une perturbation du milieu de travail de l'établissement ou du projet. Les menaces représentent également toutes les circonstances avec des sources externes, La qualité du travail est au sein de l'installation.

Stratégies clés pour l'analyse SWOT.

Les stratégies d'analyse SWOT sont divisées en quatre types:

-Stratégie offensive: la stratégie étant basée sur l'acquisition d'éléments de pouvoir et de nombreuses opportunités, la société souhaite mettre en œuvre une stratégie offensive pour tirer parti de toutes les opportunités et renforcer sa puissance.

-Stratégie thérapeutique: c'est la stratégie qui indique que l'établissement dispose de nombreuses opportunités, mais il est affecté par plusieurs faiblesses qui l'empêchent de bénéficier de ces opportunités. La stratégie thérapeutique contribue à fournir un traitement approprié pour corriger la vulnérabilité de l'établissement.

-Stratégie de défense: stratégie utilisée lorsqu'une interaction entre menaces et éléments de pouvoir se produit. L'entreprise est appelée ainsi à investir son pouvoir pour se défendre contre les menaces auxquelles elle est confrontée.

- Stratégie déflationniste: stratégie utilisée lorsqu'une entité est confrontée à des vulnérabilités internes et à une série de menaces extérieures. La stratégie déflationniste vise à traiter la vulnérabilité et à minimiser les menaces.

En raison de l'importance du système « SWOT » dans la formulation des politiques et des stratégies, en particulier en ce qui concerne les phénomènes sociaux qui constituent un danger pour la société et sa structure, nous allons essayer de l'utiliser pour analyser et identifier les forces et les faiblesses qui existent dans les zones d'étude, les opportunités et les menaces qui pèsent sur la sécurité de sa structure sociale et la prévention de l'extrémisme violent, en

exploitant les possibilités de renforcer sa construction sociale, en particulier les segments fragiles de la jeunesse et des femmes.

Résumé du cadre général de l'enquête de terrain et des principales caractéristiques des échantillons

Compte tenu de l'importance de cette étape de l'étude, en particulier des données que nous aborderons, nous préférons par cette introduction, mentionner que le cadre général ne complète pas le questionnaire de terrain et les principales caractéristiques de l'échantillon qui a été interrogé, ce qui nous a fourni un diagnostic supplémentaire du rapport de la deuxième phase de l'étude.

Étant donné que l'extrémisme violent et le terrorisme relèvent de la protection de la vie privée et de son lien avec la sécurité nationale des États. Nous nous attendions à une grande difficulté pour remplir le questionnaire. Cette difficulté a commencé avec ceux qui répondraient aux questionnaires, car les cours de formation qui leur ont été assignés ont montré une faible volonté de compléter l'enquête de terrain et de se mettre en relation avec les personnes, pour un sujet toujours considéré comme "tabou" ou "silencieux" par la majorité de la population, car il est lié à la violence et à la sécurité. Cela explique pourquoi le nombre de participants censés de réaliser le questionnaire est passé de 57 à 45 (28 jeunes femmes et 17 jeunes hommes, tous des étudiants), à la suite du retrait de 12 participants. Les retraits ont touché les quartiers de "Djebel Jloud", "Sidi Hcine" et "E-Nassim". Ces quartiers étant caractérisés par des conditions économiques et sociales dures et par la propagation du crime organisé.

Malgré ces difficultés, le questionnaire a été rempli sur le terrain dans toutes les municipalités concernées entre le 04 et le 17 octobre 2018. En dépit de nos préoccupations précédentes, nous n'avons pas signalé que les interrogateurs avaient fait l'objet d'incidents de violence ou de représailles, sauf dans la région de « Sidi Hcine », où l'un des interrogateurs a été attaquée et sa caméra a été cassée.

Il convient également de rappeler qu'un bon nombre d'interrogateurs a pu photographier l'opération: dans les régions septentrionales de « Zarzis », Tataouine, « E-Zouhour » à Kasserine, les enquêtés ont refusé d'être photographiés par les enquêteurs.

Sur le plan quantitatif, le nombre de questionnaires remplis sur le terrain est estimé à 2 400 questionnaires répartis comme suit:

- **Gouvernorat de Tunis: Sidi Hcine** (300 questionnaires) et « **Djebel Jloud** » (150 questionnaires)

- **Gouvernorat de l'Ariana:** quartier « **Nassim** » (350 questionnaires) et le quartier « **Hedi Nouira** » (100 questionnaires).

- **Gouvernorat du Kef:** municipalité du **Kef Est** (400 questionnaires).

- **Gouvernorat de Kasserine:** Municipalité « **E-Zouhour** » (400 questionnaires)

- **Gouvernorat de Médenine:** Municipalité de **Zarzis** (300 questionnaires) et la municipalité de « **Beni Khedache** » (100 questionnaires).

- **Gouvernorat de Tataouine:** municipalité de **Tataouine Nord** (300 questionnaires)

Après l'examen initial de tous les questionnaires, les caractéristiques les plus importantes de l'échantillon peuvent être résumées comme suit:

- Les proportions de femmes et celles d'hommes demeurent proches, dans la plupart des échantillons, à l'exception de « Djebel Jloud » et du quartier « Hedi Nouira », où le nombre d'hommes est supérieur à celui des femmes (60%, contre 40% pour les femmes). Ce résultat peut être attribué à l'équipe masculine de « Djebel Jloud », en fait, nous avons essayé de convaincre des étudiantes pour en participer au questionnaire, la peur de l'aventure les a incités à refuser. Il en va de même pour « Hedi Nouira », où une seule étudiante a été comptée contre deux étudiants. Mais dans l'ensemble, on peut dire que les échantillons reflètent la nature de la structure de la population des municipalités, en termes de proportion de femmes et d'hommes, où les taux, dans le reste des municipalités sont compris entre 45 et 51 pour les femmes et entre 49 et 55 pour les hommes.

- Les personnes sans emploi représentaient la plupart des échantillons, à l'exception du quartier « Hadi Nouira », de la municipalité de "Sokra" et de "Djebel Jloud"; le pourcentage de personnes au chômage dans l'échantillon total ne dépassait pas 13% à "Djebel Jloud" et 25% à la cité "Hedi Nouira". Le pourcentage de chômeurs interrogés variait entre 34% à « Sidi Hcine » et 51,5% à « Tataouine Nord ». Ces pourcentages peuvent refléter la vraie répartition des pourcentages de chômage dans les zones objets de la recherche, largement mentionnées lors de la première phase de l'étude.

- Comme le souligne l'intention lors de la préparation du questionnaire ; s'orienter à mener la recherche auprès des jeunes et des femmes, il est possible d'affirmer que les échantillons étaient très jeunes, le groupe d'âge des 20 à 39 ans, dépassant 60% dans les municipalités, ce qui reflète la jeunesse des zones étudiées. .

Une exception peut être faite pour la municipalité de « Beni Kheddache », où l'échantillon comprenait 50% des 20 à 39 ans et 28% des plus de 50 ans, ce qui reflète la présence d'un important segment de personnes âgées dans la région, qui représente la migration des jeunes.

- En ce qui concerne la distribution des échantillons en fonction du niveau d'étude, on peut affirmer que les résultats du questionnaire étaient cohérents avec les données statistiques et la

carte de données, incluses dans la première phase de l'étude. Le pourcentage de répondants ayant un niveau d'enseignement secondaire au niveau municipal variait de 37 à 58% à "Hedi Nouira" à la "Sokra", où il était d'environ 27%, tandis que le taux d'enseignement supérieur était d'environ 71% et que le taux d'analphabétisme était de zéro. Ce qui signifie qu'il est un quartier de classe moyenne par excellence. Le taux d'analphabétisme était faible et ne dépassait pas 9%, sauf pour la région de « Beni Kheddache » où le nombre de personnes âgées de 50 ans et plus a atteint 19%.et 15% au Kef Est, le pourcentage qui reflète le taux élevé d'analphabétisme dans la région du Nord-Ouest, en général.

- En ce qui concerne les caractéristiques des échantillons en termes d'état civil des répondants, la proportion de célibataires dépasse 55% et atteint parfois les 67% dans la majorité des municipalités concernées, à l'exception des municipalités du sud où ce pourcentage est tombé en dessous de 49%, la proportion élevée de couples mariés peut aller jusqu'à 45%, les taux sont identiques à ceux mentionnés lors de la première étape de l'étude. Ce qui confirme que les échantillons interrogés ont reflété de manière significative les caractéristiques démographiques, sociales et économiques des municipalités concernées par l'étude. Tout cela aura des impacts positifs sur les résultats du questionnaire concernant le diagnostic de l'extrémisme violent et du terrorisme dans ces régions.

- En ce qui concerne l'importance des échantillons fournis aux répondants dans les domaines politique, syndical et des droits de l'homme, les échantillons ont montré que les taux d'intérêt des répondants dans les affaires publiques et leur implication dans les travaux publics sont très faibles. Le pourcentage de personnes impliquées dans des activités politiques variait entre 1 et 7%, excepté la région de Tataouine Nord, où il atteignait 14,2%.Concernant les activités syndicales, le taux d'adhérence varie entre 2 et 6% dans toutes les municipalités. Et le pourcentage du travail consacré aux droits de l'homme était de 6% dans la plupart des municipalités, à l'exception de "Zarzis" où il atteignait 12% et à Kasserine 9%.

Après avoir présenté le résumé des caractéristiques de l'échantillon de répondants dans chacun des gouvernorats concernés, nous fournirons une analyse détaillée de tous les facteurs et éléments qui encouragent ou facilitent la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme, par le biais de dialogues participatifs, de données disponibles et de résultats d'enquêtes de terrain.

Une analyse détaillée de tous les facteurs et éléments qui encouragent ou contribuent à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme.

Introduction

L'extrémisme violent et le terrorisme ne constituent pas un comportement individuel isolé ni une orientation transitoire dans le tissu social qui s'exprime d'une manière ou d'une autre et se désintègre. Mais un phénomène social lié à des conditions spécifiques d'existence et de propagation au sein des communautés. L'extrémisme violent et le terrorisme ne sont plus seulement un comportement individuel, comme le prétendent certaines personnes, ni une orientation sociale transitoire aux changements transitoires de certaines conditions sociales. Mais un phénomène intégré avec ses dimensions et ses conditions d'existence. Comme il est devenu lié à des statistiques et des chiffres et une ère intégrée de phénomène social. On peut affirmer qu'après les événements du 11 septembre 2001, l'extrémisme violent et le terrorisme sont passés d'un phénomène social limité en un lieu et une époque à un phénomène

intercontinental qui en faisait une partie intégrante de la destruction de pays entiers, preuve que ce phénomène n'est pas fugace. Mais comporte un projet intégré aux dimensions politique, culturelle, éducative et économique. Tout cela est conforme aux conséquences catastrophiques du néo-impérialisme et du colonialisme néolibéraux, qui les ont obligés à affronter de manière organique l'extrémisme violent et le terrorisme, mais qui sont les deux faces d'une même pièce au niveau international.

Sur la base de notre définition du concept d'extrémisme violent et de terrorisme au cours de la première phase de l'étude, qui a été adoptée lors de la conférence de Barcelone en janvier 2017. Nous avons identifié les facteurs, conditions et causes directes qui encouragent et contribuent à l'existence du phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent dans nos sociétés. Ces conditions, raisons et facteurs ne sont pas isolés du tissu social et de ses composants, mais comprennent la situation politique, économique, sociale, culturelle, éducative et sécuritaire et même le niveau de conflit entre la population d'une société.

Les éléments, facteurs et conditions les plus importants qui aident et encouragent l'extrémisme violent et le terrorisme dans la société peuvent être résumés comme suit:

- La réalité des infrastructures et des services publics qui reflètent l'ampleur de la marginalisation
- Le capital social, qui comprend la présence et le rôle de la société civile dans le tissu social
- Réalité économique et sociale.
- La réalité des droits de l'homme, des libertés publiques et de l'individuelles dans la société.
- Niveau de conflits dans l'environnement social et moyens de les résoudre
- La situation sécuritaire et la propagation de la criminalité
- l'existence de groupes extrémistes ou non

Nous analyserons les niveaux et la réalité de tous ces facteurs, conditions et éléments mentionnés ci-dessus à travers:

Principalement les données et les résultats du questionnaire de terrain, qui comprenait des échantillons reflétant la réalité de la réalité sociale, économique et éducative des zones d'étude

Les données que nous avons obtenues lors de visites sur le terrain dans des domaines d'étude et de discussions avec des groupes de discussion, des représentants de la société civile et certains acteurs publics, en particulier les jeunes et les femmes, constituent les liens les plus vulnérables sur le plan social dans le domaine de l'extrémisme violent et du terrorisme. A été dirigé contre les conditions et les facteurs qui encouragent et contribuent à propager le phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent

Nous analysons également les indicateurs quantitatifs et qualitatifs de tous ces indicateurs afin d'identifier et de diagnostiquer la réalité de l'extrémisme violent et du terrorisme dans la société tunisienne en général. Tout en soulignant la capacité protectionniste de cette société à

faire face au phénomène dans le cadre d'une analyse en quatre dimensions: forces, faiblesses, opportunités, menaces et capacité du tissu social à résister à ces menaces en développant des forces et en exploitant les possibilités de réduction des faiblesses.

Gouvernorat de l'Ariana

Introduction

Après une étude approfondie de toutes les données relatives au gouvernorat et de ses municipalités, et après une analyse de la réalité des municipalités à tous les niveaux, en particulier des infrastructures et des services économiques et sociaux ainsi que des quartiers

les plus importants. La municipalité de « Sokra » a été choisie comme zone d'étude. Les quartiers "E-Nassim" et "Hedi Nouira" ont également été sélectionnés pour mener l'enquête sur le terrain. Le choix était basé sur:

- Le quartier « E-Nassim » est considéré comme le plus grand quartier du gouvernorat en termes de population, en plus d'être le plus pauvre, le plus marginalisé et le plus répandu pour le crime organisé. Le quartier a également été l'incubateur de nombreux terroristes et a été témoin de nombreuses poursuites de terroristes par les forces de sécurité et l'armée.
- Le quartier "Hedi Nouira" est un quartier typique, des quartiers modernes et de classe moyenne, doté d'un minimum d'infrastructures, de services et de divertissements. C'est aussi un quartier qui ne connaît aucune manifestation d'extrémisme ou de terrorisme.

Cité "E-Nassim" municipalité de "Soukra"

1. Introduction.

C'est le plus grand quartier en termes de population de la municipalité de "**Soukra**", qui compte environ 20 000 habitants, et il est l'un des quartiers chaotiques résultant du déplacement massif qui a eu lieu dans le gouvernorat de l'Ariana en général et dans la ville de "Soukra", en particulier, au cours des vingt dernières années. Grâce à l'inspection sur le terrain, les caractéristiques les plus importantes du quartier peuvent être résumées comme suit:

- La propagation de la construction chaotique.
- Absence totale de système de collecte des déchets en rapport avec la forte densité de population dans le quartier.
- Épandage de décharges de tous types de déchets près des logements et des espaces de vie.
- Absence presque complète d'installations publiques, et si c'est le cas, c'est hors de l'agglomération.
- Manque d'activités sportives et d'installations de divertissement.
- Manque d'espaces verts publics et/ou privés.
- Considéré comme un quartier du crime , de la délinquance et de la vente et de la consommation de drogues, le quartier est considéré comme incubateur de terrorisme pour les années 2011/2015.

Mais ces impressions étant générales et inexactes, il est nécessaire d'analyser tous les éléments et indicateurs qui encouragent et contribuent directement ou indirectement à la présence et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier. Cela nous a permis de mener une enquête de terrain et des discussions avec le groupe de discussion du quartier et des représentants de la société civile de la région de la Sokra.

2 - Une analyse des éléments, facteurs et conditions qui encouragent et contribuent directement ou indirectement à la présence et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier "E-Nassim".

❖ La réalité des infrastructures et des services et le cadre de vie.

L'enquête sur le terrain et les déclarations de la population ont permis de considérer le quartier "E-Nassim" comme chaotique, conséquence directe de la grande vague de déplacement qui a eu lieu vers Tunis et ses banlieues au cours des années 1970 et 1980, en particulier à partir des régions du nord-ouest et du centre du pays. Sur la base de cette caractéristique, et des causes directes de son existence, sa structure urbaine ne servira que d'exemple de construction chaotique non réglementée, mais toute la zone dans laquelle le quartier a été construit, est une zone menacée par les inondations. La plupart des habitants du quartier appartiennent à la classe pauvre et marginalisée, où la majorité de la population travaille dans le secteur de la construction et des activités informelles, et constitue un réservoir de travailleurs domestiques et de main-d'œuvre non spécialisée.

Mais l'intervention de l'État n'a été que vers la fin des années 90, et au début des années 2000, avec la création de nombreux nouveaux bâtiments et appartements adjacents au quartier chaotique. Cependant, ces opérations immobilières restent confinées au logement uniquement, sans l'achèvement d'espaces de vie ou d'équipements collectifs destinés aux loisirs, à la culture, à l'éducation ou à d'autres nécessités de la vie. Il est également possible de dire que les habitants de ces nouveaux bâtiments appartiennent à la classe moyenne, ce qui a créé une sorte de différenciation de classe, qui peut être transformée en une lutte de classe, ce qui se traduit par des attaques, des vols et des conflits avec les habitants de ces nouveaux bâtiments qui ont assiégé le vieux quartier avec tous ses problèmes et ses inconvénients.

A travers ces données, comment imaginer la réalité des infrastructures du quartier et la qualité des services fournis, notamment des services publics?

Après avoir examiné et étudié les données du questionnaire sur le terrain concernant cet indicateur relatif aux infrastructures, aux services et au cadre de vie, nous pouvons dire que le quartier "E-Nassim" est un exemple de quartiers marginalisés à tous les niveaux.

L'état des routes est médiocre et l'éclairage public est presque inexistant, selon ce que les répondants du quartier ont exprimé, comme le montrent les tableaux suivants:

Tableau 1 : l'état des rues et des routes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bonne	12	3,4	3,4	3,4
Moyenne	57	16,3	16,3	19,7
Mauvaise	281	80,3	80,3	100,0

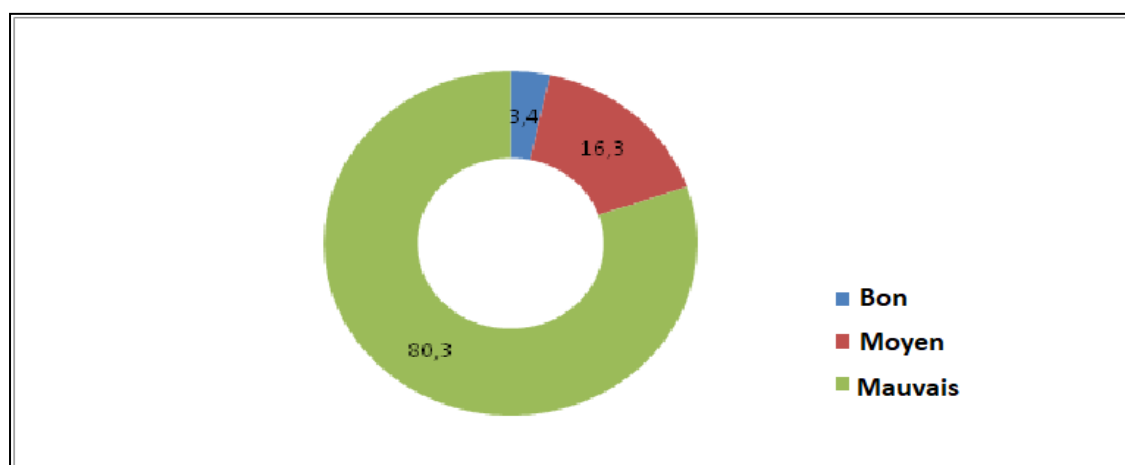
Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Total	350	100,0	100,0	

Tableau 2: L'éclairage public dans les rues et les routes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	112	32,0	32,0	32,0
Non	238	68,0	68,0	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Graphique 1 : situation des infrastructures



D'après les tableaux et le graphique, 80,3% des personnes interrogées estiment que l'état des rues et des routes, est médiocre et 68% estiment que l'éclairage public est quasiment inexistant dans le quartier. Ce qui affecte le cadre de vie des citoyens et approfondit l'isolement, surtout la nuit, où les transports publics et privés sont interrompus en raison du manque de sécurité dû à la faiblesse des infrastructures, du manque d'éclairage public et l'état médiocre des routes.

Pour le reste des installations et des établissements publics, le quartier comprend une seule école primaire qui ne peut pas accueillir tous les élèves d'un quartier avec une population de 20 000 habitants. Il existe également un collège et un lycée secondaire, considérés comme les établissements les plus réputés pour les résultats les plus faibles des élèves et les taux les plus élevés parmi les taux de déchets scolaires. Cette situation peut être attribuée au manque de

potentiel en termes de surpeuplement et à la nature des élèves venus d'un quartier marginalisé où la criminalité et la pauvreté sont endémiques.

Quant au reste des institutions de services liées à la santé, à la culture, à la lecture, aux espaces verts, aux espaces de divertissement, aux espaces de jeunesse spécialisés dans l'Internet, à la bibliothèque multidisciplinaire, au stade, etc., tous les répondants confirment qu'ils n'existent pas du tout, le fait de poser la question serait ridicule.

Mais en l'absence de toutes les installations, de santé, de la culture, du sport, de l'éducation et de divertissement, le quartier a une grande mosquée, une école coranique et un jardin d'enfants coranique. Grâce aux données qui nous ont été présentées par des représentants de la société civile, ces institutions religieuses bénéficient d'un financement substantiel, et d'une maintenance périodique par des œuvres caritatives situées à proximité, avec des sources de financement inconnues.

Comment contrôler ces institutions religieuses, ceux qui les fréquentent, ceux qui les financent et ceux qui en bénéficient, dans la réalité de la pauvreté, de la marginalisation et du blocage de l'horizon?



Capital social et société civile.

Bien que la réalité du voisinage économique et social ne permette pas en théorie, l'existence d'associations et d'activités civiques, nous avons tenté d'examiner l'ampleur des associations et l'ampleur de la participation de la population aux travaux de la société civile. Les résultats de l'enquête ont été désastreux. Comme est confirmé par les tableaux suivants:

Tableau 3:L'existence des associations dans le quartier.

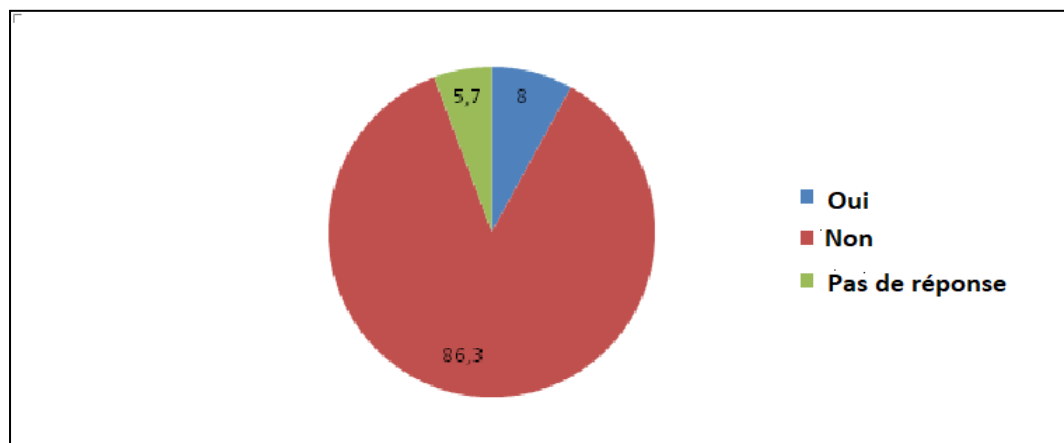
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	23	6,6	6,6	6,6
Non	327	93,4	93,4	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Tableau 4:L'adhérence aux activités associatives.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	28	8,0	8,0	8,0
Non	302	86,3	86,3	94,3
Pas de réponse	20	5,7	5,7	100,0
Total	350	100,0	100,0	

En conséquence, 93% des répondants confirment qu'il n'y a pas d'associations dans le quartier et 86% n'ont aucune activité associative. Et peut-être les 8% qui ont confirmé l'existence d'associations signifient l'existence d'une activité de bienfaisance de nature religieuse.

Diagramme 2: Attitudes de la population à l'égard du travail social



Dans un quartier pauvre et marginalisé, l'absence de tissu social ou de capital social, pouvant le protéger du crime, de l'extrémisme violent et du terrorisme, ainsi que des espaces sociaux qui permettent de prévenir l'extrémisme violent et du terrorisme est un handicap pour les espaces civils, diffusant la culture du dialogue et de la paix.

Malgré l'absence de travail social et d'activité dans le quartier "E-Nassim", 58,3% des répondants estiment que le travail d'associations est utile pour la communauté et les bidonvilles en particulier.

En ce qui concerne les activités civiles liées au travail politique, syndical et des droits de l'homme, les résultats de la recherche sur le terrain ont confirmé un fait sérieux représenté par la réticence des citoyens à ces activités civiques, qui constituent une soupape de sécurité pour toute société de tyrannie, de pénétration et de négativité. Les tableaux suivants sont une bonne expression de cette conclusion.

Tableau 5 : L'activité politique

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	11	3,1	3,1	3,1
Non	339	96,9	96,9	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Tableau 6 : L'activité syndicale

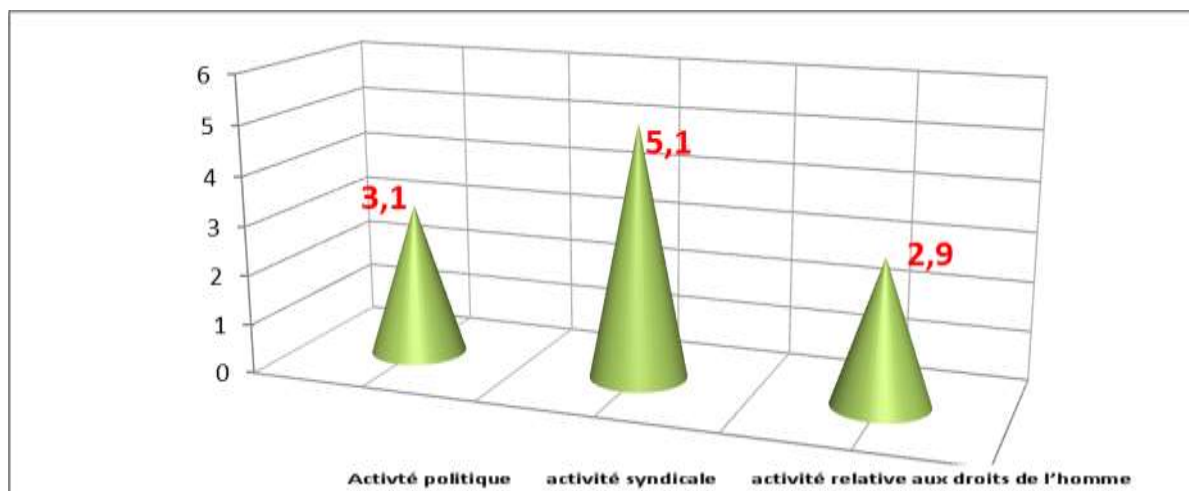
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	18	5,1	5,1	5,1
Non	332	94,9	94,9	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Tableau 7 :L'activité relative aux droits de l'homme.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	10	2,9	2,9	2,9
Non	340	97,1	97,1	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Les tableaux montrent que le pourcentage de personnes interrogées qui travaillent dans les domaines politique, syndical et des droits de l'homme, est très faible, allant de 2,9% pour les militants des droits de l'homme à 3,1% pour les politiciens et à 5,1% pour les syndicats. Tout cela nous amène à conclure la faiblesse de la responsabilité de la population en matière de **responsabilité sociale**, qui constitue une menace pour le tissu social et se perd en légitime défense contre les menaces de l'extrémisme violent, du terrorisme et du crime organisé.

Graphique 3: Attitudes à l'égard des travaux de génie civil dans le quartier "E-Nassim"



Du point de vue du genre, les données et les résultats de l'enquête sur le terrain confirment la faible participation de la composante féminine à l'activité civile en général, en particulier dans les domaines politique, syndical, des droits de l'homme et même du travail social. Ce qui confirme l'étendue des lois de la société masculine dans le quartier "E-Nassim", qui est une forme de conservatisme: la propagation de la pauvreté, la marginalisation et le bas niveau de vie accroissent l'engagement des gens à préserver le patrimoine, en faisant de ces quartiers des espaces de propagation du fanatisme et donc de l'extrémisme violent et du terrorisme. Les tableaux suivants montrent clairement la faible participation des femmes du quartier "E-Nassim "aux activités de la société civile en général.

Tableau 8:L'activité politique* Le genre

		Genre		Total
		Homme	Femme	
Activité politique	Oui	8	3	11
	Non	182	157	339
Total		190	160	350

Tableau 9 : L'activité syndicale* Le genre

		Le genre		Total
		Homme	Femme	
Activité Syndicale	Oui	13	5	18
	Non	177	155	332
Total		190	160	350

Tableau 10 : L'activité relative aux droits de l'homme.*Le genre

		Genre		Total
		Homme	Femme	
Activisme des droits de l'homme	Oui	3	7	10
	No n	187	153	340
Total		190	160	350

Sur la base de ce qui précède, nous pouvons dire que la faiblesse du capital social et la réticence de la population à exercer des activités civiles à caractère politique, syndical, des droits de l'homme ou associations, offrent une marge de manœuvre suffisante pour combler le vide créé par l'extrémisme violent et le crime organisé. Une société non immunisée contre ses institutions et ses activités civiles est menacée. De projets destructeurs l'entourant.



Réalité économique et sociale.

La composante de la réalité économique et sociale est l'un des éléments les plus importants pouvant être un facteur décisif de l'extrémisme violent et du terrorisme. La réalité du chômage, de la marginalisation économique et du manque de possibilités d'emploi, en particulier chez les jeunes, ne fait que générer le désespoir, et en fait une armée de réserve pour le crime organisé, le terrorisme et l'extrémisme.

Le quartier "E-Nassim" est un exemple des quartiers populaires tunisiens qui souffrent de tous les désavantages économiques et sociaux. Où le taux de chômage dépasse largement les niveaux nationaux et régionaux. Outre le manque d'opportunités d'emploi, il n'y a aucune usine ni société, ni même un grand espace commercial qui peut offrir des emplois pour les jeunes.

Après avoir examiné les résultats de l'enquête de terrain sur la réalité sociale et économique du quartier, nous présentons le tableau suivant pour refléter ce que nous venons de dire.

tableau11 :L'existence des offres d'emploi.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	15	4,3	4,3	4,3
Non	335	95,7	95,7	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Tableau 12 : Evaluation des taux de chômage

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
élevé	305	87,1	87,1	87,1
Moyen	45	12,9	12,9	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Environ 95% de l'échantillon interrogé confirme le manque d'opportunités d'emploi et l'absence de toute entreprise, usine ou autre lieu de travail dans un quartier où le pourcentage de jeunes dépasse 40%. Le bizarre c'est qu'ils sont des jeunes éduqués ayant des niveaux d'instruction élevés (voir le diagnostic de l'échantillon : la deuxième phase de l'étude - novembre 2018). Ce qui fait que 87,1% des personnes interrogées dans le quartier "E-Nassim" considèrent que le taux de chômage dans le quartier est élevé, confirmant un fait objectif. Quel est le sort de ces jeunes, éduqués et en chômage qui vivent dans la réalité de la pauvreté et de la marginalisation, des conditions de vie médiocres et de l'absence du sentiment de citoyenneté?

Les discussions sur le terrain et le questionnaire ont également confirmé l'absence de centre de formation professionnelle et de centres spécialisés dans l'éducation, de l'enfance, des personnes aux besoins spéciaux ou des personnes âgées, ainsi que l'absence d'un centre d'insertion professionnelle des jeunes ou d'un centre de formation des filles privées de l'enseignement ou d'autres espaces capables d'absorber la population de tout âge. Cette absence se situe dans un quartier où le chômage est élevé et les taux d'abandon scolaire sont importants. Ce qui fait du vide infligé sur tous ces potentiels, une faiblesse majeure, devenus proies du crime, de l'extrémisme violent et des réseaux terroristes.

Il convient également de noter qu'il existe un espace pour les artisans, qui est devenu un simple marché pour la vente et l'achat face à l'absence totale de centres de formation artisanale, ce qui nous permet de souligner l'improvisation et le manque de planification lorsqu'un projet n'a rien à voir avec la réalité des besoins des habitants du quartier "E-Nassim"

Cette situation économique difficile a provoqué des dommages sociaux considérables, du fait du taux élevé de criminalité, qui représente 33% des crimes commis dans le gouvernorat de l'Ariana. Le quartier est devenu oppresseur de ses habitants, c'est-à-dire que tout résident qui trouverait une occasion de changer de quartier n'hésiterait jamais. On souligne également la hausse de la proportion de célibataires, ainsi que les taux élevés de divorce, causés par un environnement socioéconomique infecté, font du tissu social du quartier un tissu tendu et inapproprié, en proie au crime, au commerce et à la consommation de drogue, en particulier chez les jeunes et les enfants, ce qui est un crime social par excellence, en plus de l'absence de sécurité.



La réalité des droits de l'homme et des libertés publiques et individuelles.

L'élément des droits civils et économiques et des libertés individuelles, est l'un des éléments les plus importants de l'appartenance: l'individu n'a pas le sentiment d'appartenir au groupe s'il ne jouit pas de ses droits civils et économiques, et que l'autorité le traite avec respect. Sinon, il se transformera inconsciemment en une entité contre le groupe qui coexiste avec lui.

Nous avons donc considéré que l'étude de cet indicateur important en relation avec l'extrémisme violent et le terrorisme, constituait un lien majeur pour comprendre dans quelle mesure le manque de droits civils et économiques et du respect d'un individu, contribuaient à sa transformation en un extrémiste violent et en un ennemi de la société dans laquelle il vit. Cette composante contribue également à la perte de communication individuelle avec l'environnement et par conséquent, à la recherche d'un autre environnement ou d'un autre espace d'appartenance.

En raison de la complexité de cet indicateur et de son chevauchement avec d'autres éléments, outre le minimum de compréhension des droits civils et économiques, les discussions directes

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

avec la population via le questionnaire de terrain ,ont fourni des données importantes, en particulier sur l'étendue de la compréhension et de la connaissance des droits civils et économiques des répondants, et de leur relation avec les droits de l'homme en tant que citoyens et en tant qu'individus. .

Après avoir examiné et analysé les données contenues dans l'enquête dans le quartier "E-Nassim", les données les plus importantes peuvent être résumées dans les tableaux suivants:

Tableau 13 : Relation entre les droits de l'homme et les droits civils et économiques

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Vali Droits civils	73	20,9	20,9	20,9
de Droits économiques	272	77,7	77,7	98,6
Pas de réponse	5	1,4	1,4	100,0
Total	350	100,0	100,0	

D'après ce tableau, **77,7% des répondants indiquent que les droits de l'homme sont liés aux droits économiques**, ce qui confirme que l'individu d'un groupe ne se sent pas "humain" avant d'être productif et de jouir du minimum de ses droits économiques et sociaux. Ce qui signifie que chaque fois que des droits économiques sont violés, chaque fois qu'une personne estime que ses droits sont violés.

Les droits de l'homme sont également liés au sens du respect du citoyen dans l'espace dans lequel il vit. L'enquête a confirmé que le pourcentage de la population qui ressentait le non-respect de son humanité était élevé, comme le montre le tableau suivant:

Tableau 14: Sentiment de respect dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Vali Oui	77	22,0	22,0	22,0
de Non	273	78,0	78,0	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Ce sentiment est un facteur important dans la tension ou l'équilibre des relations sociales, en particulier vis-à-vis de l'autorité dont la population est toujours sa responsabilité.

Mais comment se matérialise le manque de respect? La réponse était variée et liée à plusieurs raisons, comme le montre le tableau suivant:

Tableau 15 :Explication du cas de sentiment du non respect

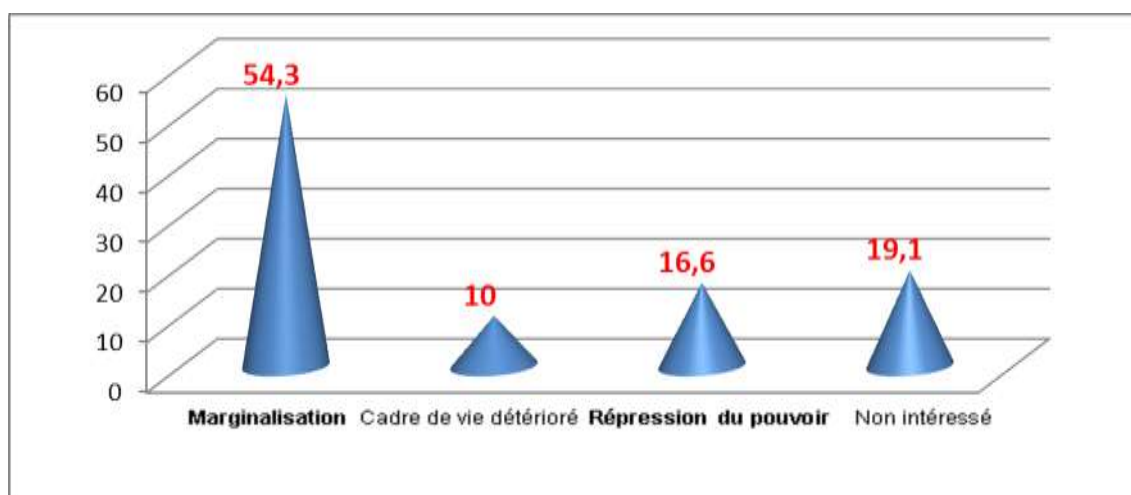
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valid Marginalisation	190	54,3	54,3	54,3

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

e	Cadre de vie détérioré	35	10,0	10,0	64,3
	Répression du pouvoir	58	16,6	16,6	80,9
	Non intéressé	67	19,1	19,1	100,0
	Total	350	100,0	100,0	

Selon le questionnaire, les répondants s'inquiètent des raisons pour lesquelles les habitants estiment que leur humanité n'est pas respectée, pour être marginalisés et du fait que leurs conditions de vie sont réduites de plus de 54%, alors que le taux de répression du pouvoir ne dépasse pas 16%. Cela signifie que la marginalisation et les mauvaises conditions de vie font que les gens se sentent non respectueux de leur humanité quoique se soit, Ce qui confirme que les droits de l'homme restent liés aux conditions économiques et au cadre de vie.

Graphique 4: Raisons du manque de respect



Nous ne pouvons pas évaluer la réalité des droits de l'homme dans le quartier "E-Nassim" sans connaître la nature des relations entre le citoyen et l'appareil de sécurité, telles que l'expression du pouvoir dans le quartier. Et peut-être que la délicatesse de la question nous a amenés à donner de l'importance au questionnaire et à poser la question sans à-coups pour trouver la réponse la plus proche, au fait que le sens du citoyen en matière de vie dans le quartier. Le tableau suivant montre peut-être la relation entre les habitants du quartier "E-Nassim" et l'appareil de sécurité.

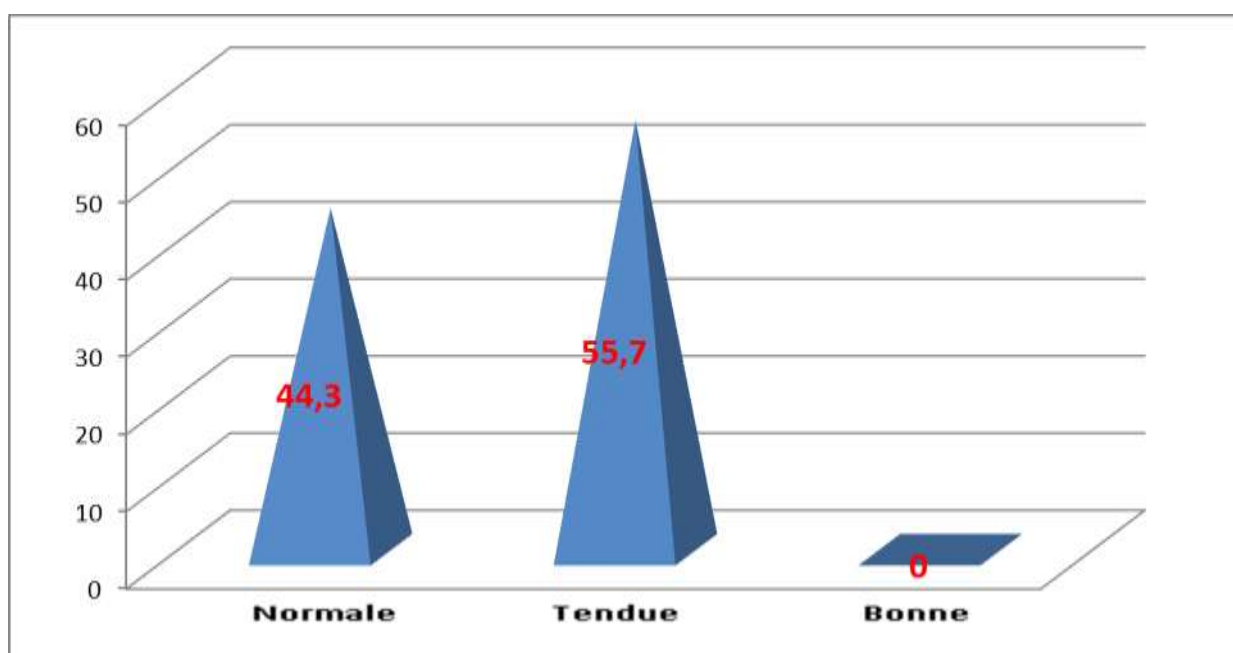
Tableau 16: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Vali	Normale	155	44,3	44,3	44,3
de	Tendue	195	55,7	55,7	100,0
	Bonne	0	0	0	
Total		350	100,0	100,0	

Graphique 5: Relation du citoyen avec l'appareil de sécurité.



D'après le tableau et le tableau ci-dessous, nous pouvons dire que les relations entre le citoyen du quartier "E-Nassim" et l'appareil de sécurité vont du normal au tendu, ce qui reflète la sensibilité du sujet et l'exactitude de la réponse à cette question.

Mais l'importance de la réponse aux bonnes relations avec les services de sécurité est nulle, ce qui soulève une question centrale sur le manque d'amélioration des relations entre la sécurité et la population, en particulier dans les quartiers populaires, même après le 14 janvier. Cette composante fournit également une introduction au terrorisme de l'autorité et à sa contribution à la propagation des manifestations d'extrémisme violent et du terrorisme en réaction à la répression du pouvoir et à la persistance des relations oppressives à l'égard de la population, en particulier des jeunes.

La jeunesse qui est exposée souvent, dans les quartiers populaires, au contrôle de sécurité, à travers lequel, se montre clairement la nature de la relation entre la sécurité et le citoyen. Sur la base de laquelle cette jeunesse, réagit à l'acte, sous différentes formes. Grâce au questionnaire, nous avons pu connaître la profondeur de la relation et ses manifestations entre la sécurité et la jeunesse et les modes de réaction de celle-ci.

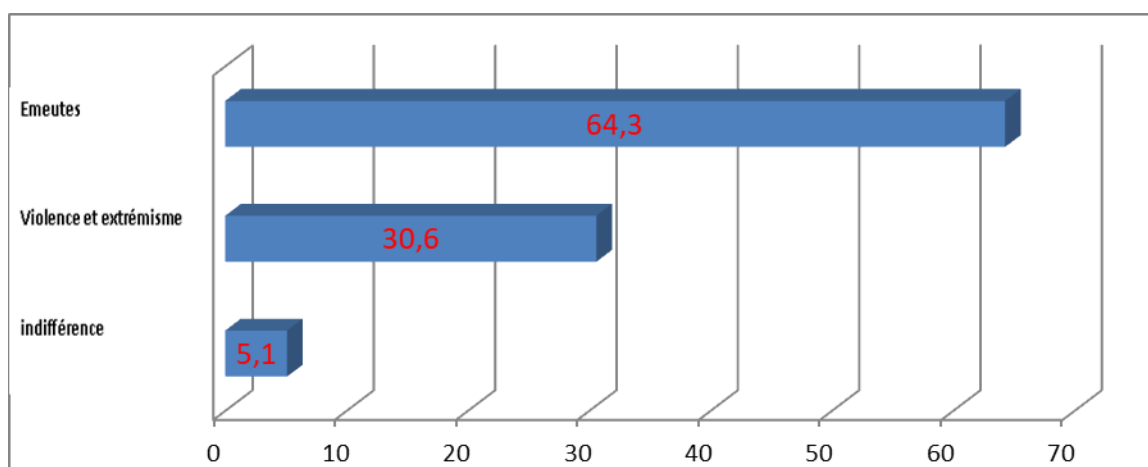
Tableau 17: Expression des jeunes en réponse au comportement de la sécurité.

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Vali de	Indifférence	18	5,1	5,1	5,1
	Violence et extrémisme	107	30,6	30,6	35,7
	Émeutes	225	64,3	64,3	100,0
	Total	350	100,0	100,0	

Face à l'insulte ressentie par les jeunes lors de la surveillance de la sécurité, que ce soit dans le quartier ou dans la ville, la congestion et le sentiment d'injustice se manifestent sous la forme de mouvements de protestation au cours desquels, des jeunes s'engagent dans des émeutes, qui ont représenté la plus grande proportion (64%) des réactions des jeunes face au sentiment d'humiliation ressentis à travers les provocations des agents de sécurité. La violence et l'extrémisme représentent environ 30% des réponses des répondants, ce qui signifie que la relation tendue entre la sécurité et la population en général et les jeunes en particulier, peut constituer une passerelle vers la violence, l'extrémisme et les émeutes.

Graphique 6: Réaction des jeunes au comportement sécuritaire.



❖ Le niveau des conflits dans l'environnement social et les moyens de les résoudre.

Les conflits dans l'environnement social sont l'expression d'un déséquilibre dans les relations sociales au sein de la population. En outre, la marginalisation et le sentiment d'humiliation, ainsi que les relations tendues entre les composantes de la population, pour beaucoup de contradictions, et la congestion sociale provoquée par la relation anormale entre la population et les forces de sécurité en tant qu'expression du pouvoir, font des conflits entre les habitants du quartier ou de la ville un fait identique aux données présentées ci-dessus. Cet environnement social chargé représente et crée un espace indescriptible.

Le quartier "E-Nassim" est connu pour ses nombreux conflits. Les causes sont multiples, et pour des raisons banales parfois. Des conflits entre des groupes de familles, entre les jeunes

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

de ruelles ou entre des jeunes manipulés par des bandits. Selon les données de terrain et les informations discutées lors des discussions avec les représentants de la société civile de Sokra et d'après le groupe de discussion, les conflits dans le quartier prennent des formes multiples allant jusqu'à la violence et au meurtre, surtout le samedi, dans un quartier réputé pour le commerce noir d'alcool, de drogues et d'autres commerces interdits.

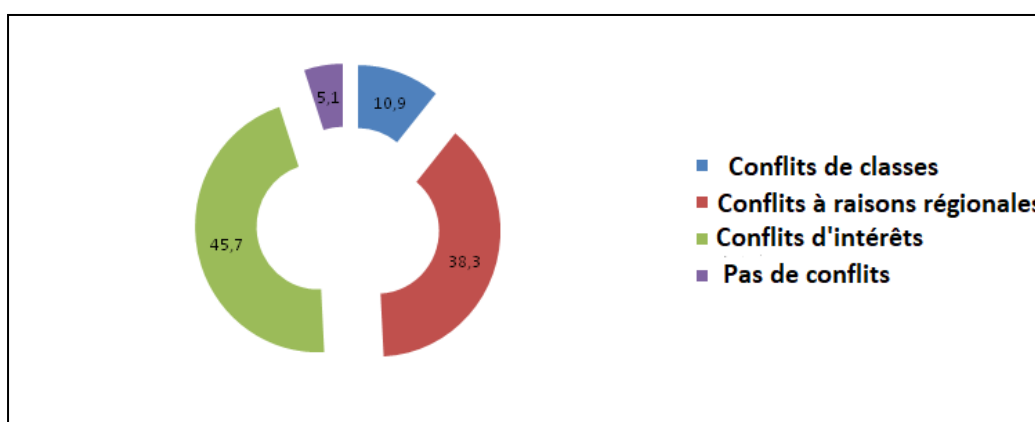
L'enquête sur le terrain a présenté des résultats cohérents avec les données susmentionnées sur les niveaux de conflit dans le quartier, ses formes et ses causes, ainsi que sur la capacité des sages du quartier à les résoudre. 93,4% de l'échantillon de répondants ont déclaré l'existence des conflits et des rivalités dans le quartier, comparés à 6,6%, niaient l'existence de conflits, un pourcentage faible qui confirme l'existence de conflits et de litiges et la propagation de la violence dans le quartier.

Mais ce qui est important ici, c'est de rechercher les causes de ces conflits dans le quartier "E-Nassim", qui ont été identifiées à travers les résultats du questionnaire selon le tableau suivant:

Tableau n ° 18: Causes des litiges (s'ils existent)

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Conflit de classes	38	10,9	10,9	10,9
Régional	134	38,3	38,3	49,1
Valide Intérêts contradictoires	160	45,7	45,7	94,9
Pas de conflits	18	5,1	5,1	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Graphique 7 : causes de conflits entre les habitants du quartier.



Le tableau et le graphique montrent que les causes des conflits entre les habitants concernent essentiellement les intérêts contradictoires avec 45,7 % et les conflits régionaux avec un taux

de 38,3 %, et sont identiques avec le niveau de vie de la population et leurs venus de milieux différents. L'exclu des conflits de classes paraît logique, compte tenu de l'appartenance des habitants du quartier à la classe pauvre, donc il n'y a pas de raisons pour des conflits des classes ou pour refléter directement la lutte des classes. Le plus grand nombre de représentants de la société civile affirment que les conflits entre la population, surtout entre les entités sont dus aux conflits de zones de pouvoir du commerce illégal des alcools et des drogues, ce que le questionnaire l'a exprimé par les conflits d'intérêts pour des groupes de bandits qui vivent de la situation alarmante et tragique, des jeunes du quartier.

Mais quelle est la position des autorités vis à vis de ces conflits dans le quartier, et qui atteignent le niveau de violence et parfois le meurtre. Par le biais de données qui ont été déduites de la population et sur le terrain des résultats, montrent que l'attitude indifférente des autorités envers ces conflits et qui se manifeste par la logique de la réponse « lorsqu'il est terminé le conflit venu Security Center » qui n'est pas dans le quartier. Et le tableau suivant reflète sur la façon de régler les litiges:

Tableau 19 :L'attitude des autorités face aux conflits

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Indifférence	273	78,0	78,0
	Intervention pour calmer	33	9,4	87,4
	Alimentation des conflits	26	7,4	94,9
	Pas de conflits	18	5,1	100,0
	Total	350	100,0	100,0

Soixante-dix-huit pour cent des personnes interrogées confirment que l'autorité traite les différends dans le quartier "E-Nassim" avec une totale indifférence, ce qui confirme son absence de la réalité sécuritaire du quartier. Cette absence est susceptible d'ouvrir la porte à d'autres parties pour vivre dans le quartier et fournir une protection ou trouver des solutions en fonction de leur perception de ces conflits, en particulier des trafiquants de drogue et des réseaux terroristes et extrémistes. Tout cela, en dépit de l'existence de personnes sages dans le quartier qui sont capables de résoudre des conflits tels que le voisinage, certaines personnalités de valeur morale ou des intellectuels. Mais leur influence dans un quartier marginalisé où le chômage, la pauvreté, le crime organisé et le trafic de drogue sont endémiques, ne peut résoudre en permanence ces conflits alimentés par les intérêts contradictoires des chefs de gangs et du crime organisé.

Graphique numéro 8: Le rôle du pouvoir dans les litiges





Situation de sécurité.

La sécurité et la présence de l'État et de ses organes dans tout lieu reflète sa responsabilité et représente une forme de la manifestation de son rôle envers ses citoyens. Sa présence doit être efficace et rassurante pour la population, et non pas une raison pour la tension entre les habitants dont cet Etat est responsable de la sécurité et de la population elle-même. Sur la base de l'évaluation des relations entre les citoyens et les services de sécurité dans le quartier E-Naseem, nous pouvons comprendre la réalité de la sécurité dans le quartier.

Le vide sécuritaire, au regard des indicateurs et de l'analyse des éléments susmentionnés situés à "E-Nassim" ne peut qu'entraîner l'extrémisme, la violence, le crime organisé et le commerce de tabous sous toutes leurs formes, ainsi qu'un facteur spécifique de propagation du terrorisme et de création d'incubateurs dans ces espaces.

En raison de la sensibilité de ce sujet et de son chevauchement avec la sécurité locale et nationale, nous avons tenté, par le biais de discussions, dialogues et enquêtes de terrain, de connaître la réalité de la situation sécuritaire dans le quartier "E-Nassim" et de déterminer dans quelle mesure il contribuait à sa transformation dans les années (2011-2015) en un important incubateur pour l'extrémisme violent et le terrorisme.

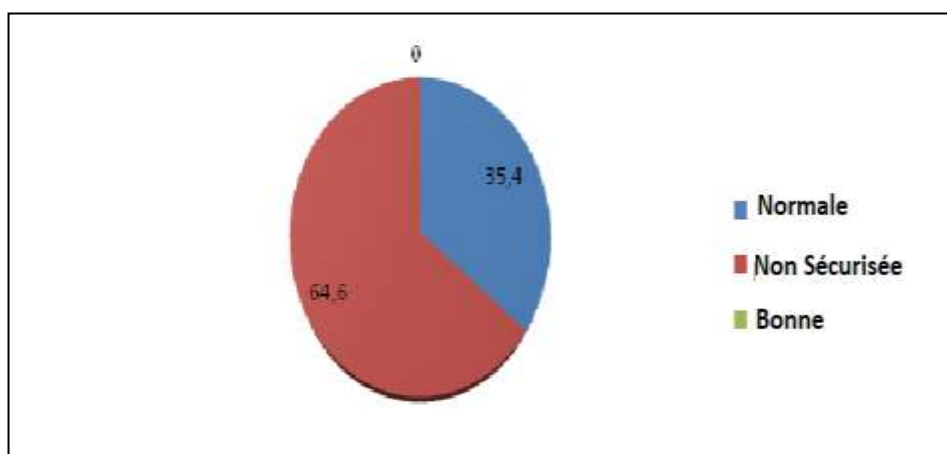
Les inspections sur le terrain du quartier confirment l'absence de centre de sécurité publique, bien que le quartier compte plus de 21 000 habitants, un nombre équivalent au nombre de la population de deux des municipalités du pays, et les patrouilles de sécurité basées sur les données disponibles auprès des habitants du quartier ne sont ni fréquentes ni périodiques et elles se multiplient samedi soir ou soir. Lorsque de graves différends ou des différends entre les trafiquants de contrebande.

En ce qui concerne les résultats du questionnaire sur cet élément sensible et important, les tableaux suivants fournissent une image la plus précise de la situation en matière de sécurité dans le quartier.

Tableau 20 :Évaluation de la situation de sécurité dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Vali Normale	124	35,4	35,4	35,4
de Non sécurisée	226	64,6	64,6	100,0
Bonne	0	0	0	
Total	350	100,0	100,0	

Graphique 9: Situation sécuritaire dans le quartier "E-Nassim".



Dans ce diagramme, 65,6% des répondants de l'échantillon confirment que le quartier n'est pas sécurisé, tandis que 35,4% considèrent que la situation est normale. Comment la situation en matière de sécurité est normale dans un quartier, caractérisée par des conflits, par la violence et par le trafic de drogue ? Par conséquent, nous considérons que la situation en matière de sécurité, même pendant la journée, n'est pas sûre. L'un des chauffeurs de taxi nous a dit qu'il ne s'aventurerait pas dans le quartier "E-Nassim" après 19 heures, surtout en hiver, car il ne pouvait jamais sentir en sécurité et ne pouvait pas risquer d'y passer la nuit.

Outre l'absence de centre de sécurité dans le quartier, 100% des personnes interrogées confirment l'absence de patrouilles de sécurité dans le quartier "E-Nassim", sauf occasionnellement, ce qui a renforcé la mauvaise situation de sécurité, le jour comme la nuit, et fait de la vie dans le quartier, un défi, en particulier pour des citoyens pauvres, à la quête permanente de leur pain quotidien.

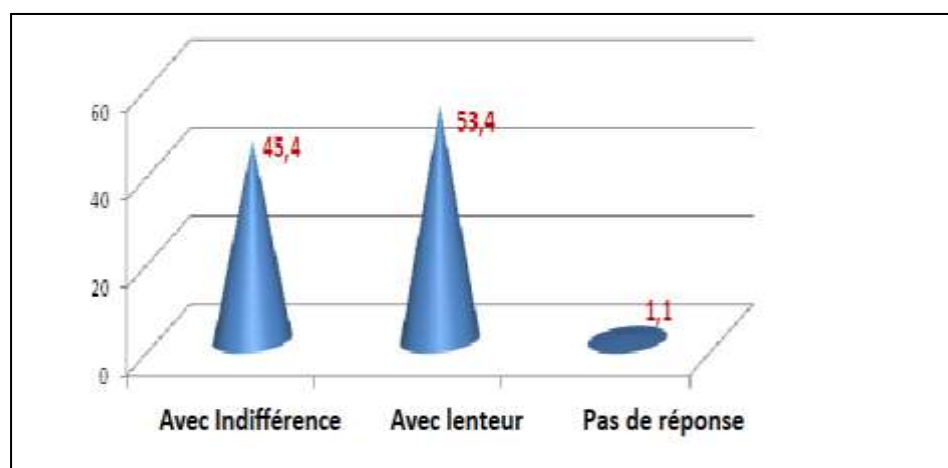
Face à cette situation sécuritaire précaire, la criminalité, le vol et les attaques contre la population et ses biens, sont le résultat inévitable de cette situation. Les résidents ont confirmé avoir émis de nombreuses plaintes à l'autorité, mais leur traitement n'est rien de plus que de l'indifférence ou la lenteur à les traiter.

Le tableau ci-dessous récapitule les moyens mis en œuvre par l'autorité pour traiter les plaintes des populations contre les crimes commis dans le quartier et résultant de l'insécurité.

Tableau 21: Comment les autorités traitent-elles les plaintes ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valid e Indifférence	159	45,4	45,4	45,4
Avec lenteur	187	53,4	53,4	98,9
Pas de réponse	4	1,1	1,1	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Graphique 10 : Comment les autorités traitent-elles les plaintes ?.



Entre indifférence et lenteur dans le traitement des plaintes des habitants concernant les crimes et l'insuffisance de la sécurité, les habitants du quartier "E-Nassim ", dans la commune de Sokra, sont à la merci des gangs, des toxicomanes et des trafiquants d'alcool. Dans de telles conditions dangereuses, les commerçants d'extrémisme violent voient dans le terrorisme un moyen facile de se faire prendre au piège et d'attirer des jeunes désespérés par le chômage, la marginalisation, la pauvreté et la détérioration des conditions de vie à tous les niveaux.

Tous ces indicateurs nous amènent à nous demander si ces conditions précaires dans le quartier et l'absence presque totale de la sécurité : absence de centres de sécurité et de patrouilles de sécurité, pourraient contribuer à répandre l'extrémisme, le terrorisme et le règlement des groupes terroristes. Bien sûr, la réponse sera oui, et si elle est inférieure à 100%, mais c'est un pourcentage élevé qui lie l'absence de sécurité dans une région donnée et la propagation de l'extrémisme violent, des groupes terroristes et des traders à mort. Plus l'État est absent, plus le chaos, la criminalité et le terrorisme sont nombreux.

Le tableau suivant montre les différentes réponses à cette question:

Tableau 22 : L'existence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans le quartier

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	230	65,7	65,7	65,7
Non	120	34,3	34,3	100,0
Total	350	100,0	100,0	

67.% de personnes interrogées affirment le lien de causalité entre l'absence de sécurité et la propagation du terrorisme, de l'extrémisme violent et du crime organisé dans le quartier, ce qui est logique et objectif. Et la population le vit sous toutes ses formes et ses conséquences catastrophiques pour leur vie, leurs propriétés et leur stabilité. Et l'émergence de groupes extrémistes dans le quartier n'a été ni normale ni sans résultats, mais elle a eu des conséquences terribles sur le quartier, a propagé la peur et la terreur et a modifié le

comportement de nombreuses populations pour prévenir le mal des groupes extrémistes et de l'extrémisme religieux en particulier.

Existe-t-il des groupes extrémistes ou terroristes à "E-Nassim " ou s'agit-il d'une rumeur?



L'existence de groupes extrémistes.

L'analyse de tous les indicateurs et des éléments précédents, considérés comme un catalyseur et une contribution à la promotion de l'extrémisme violent, du terrorisme et de la propagation de la criminalité organisée. Cela nous fait dire que l'environnement dans le quartier est un terrain fertile pour la propagation de l'existence de groupes terroristes et de l'extrémisme, la stabilité, l'implantation, la polarisation et la mise en place d'un incubateur permanent pour ce cancer intercontinental.

Lors des visites sur le terrain dans le quartier "E-Nassim" et de la rencontre de nombreux habitants dans différentes rues du quartier, nous avons confirmé la présence du phénomène terroriste et d'éléments extrémistes. La mosquée, presque contrôlée par des associations ayant des liens directs avec des groupes extrémistes et cachés derrière des associations de bienfaisance. Les membres de ces groupes sont d'abord considérés comme des étrangers dans le quartier: ceux d'autres régions trouvaient à "E-Nassim" un lieu sûr pour eux et un lieu propice à la stabilité, au travail et à la polarisation, en exploitant la pauvreté de la population et de sa marginalisation ainsi que le chômage de sa jeunesse. Peut-être que les opérations de sécurité menées entre 2014 et 2015, qui ont résulté l'arrestation et la mort de nombreux dirigeants terroristes, impliqués dans les assassinats politiques des martyrs « Chokri Belaïd » et « Mohammed Brahmi », sont la meilleure preuve que le quartier reste l'incubateur et le siège de groupes terroristes extrémistes.

Après avoir examiné et analysé les données du questionnaire sur le terrain, nous pouvons dire que le quartier comprend des groupes extrémistes, qu'il est stable et que la population coexiste avec eux et les connaît.

Tous les répondants du district "E-Nassim" ont accepté d'être entendus par des groupes terroristes, ce qui confirme que le quartier abrite toujours de nombreux extrémistes religieux.

De nombreux membres de l'échantillon ont également confirmé qu'ils ne connaissaient aucun extrémiste selon les pourcentages indiqués dans le tableau suivant:

Tableau 23 : Reconnaître une personne extrémiste

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	134	38,3	38,3	38,3
Non	216	61,7	61,7	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Environ 38,3% connaissaient un extrémiste et l'ont traité, soulignant non seulement la présence du phénomène dans le quartier, mais également sa propagation. Ce qui est logique par rapport à tous les facteurs et indicateurs inclus dans le voisinage et qui ne mènent qu'à de telles manifestations sociales dangereuses.

Cela confirme également un autre problème aussi menaçant: le pourcentage élevé de personnes qui connaissent l'existence de groupes terroristes et d'extrémistes dans le quartier. C'est la preuve de la propagation du phénomène et de sa coexistence dans la réalité avec toute aisance.

Le tableau suivant montre ce pourcentage élevé, qui atteint 90,1% de l'échantillon total.

Tableau 24: Avoir entendu parler de l'existence de groupes extrémistes dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide OUI	319	91,1	91,1	91,1
Non	31	8,9	8,9	100,0
Total	350	100,0	100,0	

La propagation de ces groupes et leur présence publique à "E-Nassim" ont incité les habitants à les reconnaître par leurs habits, leurs barbes et leurs idées étranges. Cela soulève une question centrale à cet égard, en ce qui concerne les relations entre la population et les membres de ces groupes extrémistes.

Le questionnaire nous donnait des divers pourcentages concernant les relations de la population avec ces groupes terroristes, résumés dans le tableau suivant:

tableau 25:Relation des habitants avec l'extrémiste

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Normale	161	46,0	46,0	46,0
Peur	189	54,0	54,0	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Le tableau montre que 46% des répondants estiment que la relation avec les éléments extrémistes est normale, tandis que 54% pensent que cette relation est basée sur la peur. Et la convergence de ces rapports entre la relation normale et la peur nous fait dire que les groupes extrémistes ont réussi à séduire la population, à se réconcilier avec elle et à s'habituer à la forme et au style de vie. C'est ce qui est programmé dans la déontologie de ces groupes, qui dépendent de l'identification et de la synthèse de la société et de la création progressive d'un mode de vie différent de celui en cours et de la poursuite de la mondialisation.

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Les jeunes et les femmes sont les plus polarisés et fascinés par les groupes extrémistes. Les jeunes (des deux sexes) sont le maillon faible dans une société masculine, où se pratiquent la violence symbolique et la violence sociale et économique, psychologiquement fragiles et vulnérables, facilement polarisés sous des signes et des slogans psychologiques et émotionnels.

Selon les résultats du questionnaire, les groupes cibles de la polarisation par groupes extrémistes diffèrent des jeunes à tous les groupes d'âge, en fonction de l'échantillon de répondants.

Le tableau suivant montre clairement ces pourcentages:

Tableau No. 26: Les groupes les plus polarisés par les groupements extrémistes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Les jeunes	167	47,7	47,7	47,7
Tous les âges	179	51,1	51,1	98,9
Pas de réponse	4	1,1	1,1	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Les jeunes restent un groupe cible de polarisation terroriste d'au moins 47,7%, même si le taux de polarisation concernant tout âge est de 51,1% de la population. Mais la convergence de ces pourcentages confirme que la jeunesse reste la plus importante pour ces groupes extrémistes, à la fois pour être jeunes et pour être disponible à être exploitée, vue les circonstances qui ne conduisent qu'au terrorisme, au crime organisé et à la drogue. Des facteurs menant au même résultat : la destruction systématique du tissu social.

Mais quelles sont les méthodes de polarisation utilisées par les groupes extrémistes et terroristes?

Pour répondre à cette question, un bon nombre des réponses ont été soulevées au cours de discussions avec le groupe de discussion et les habitants du quartier "E-Nassim", et étaient axées autour de l'internet, des mosquées et les livres de religion. Mais les résultats du questionnaire nous ont fourni des proportions logiques et pas loin de l'évaluation du groupe de discussion.

Le tableau ci-dessous récapitule les principaux moyens de polarisation utilisés par les groupes extrémistes et leurs ratios en fonction des répondants de l'échantillon:

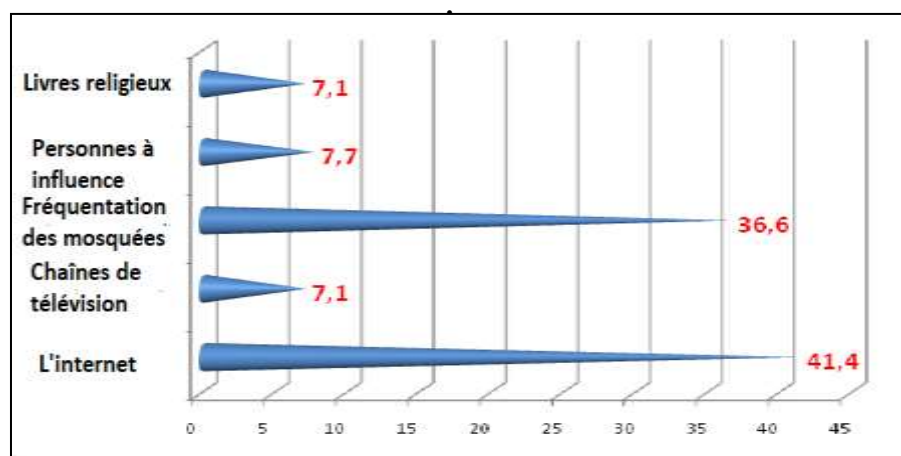
Tableau 27: Moyens d'attirer les gens par les groupes terroristes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide L'Internet	145	41,4	41,4	41,4

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Les chaînes de télévision	25	7,1	7,1	48,6
Fréquence des mosquées	128	36,6	36,6	85,1
Personnes influentes	27	7,7	7,7	92,9
Livres religieux	25	7,1	7,1	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Graphique n ° 11: pourcentage de méthodes de polarisation utilisées par des groupes



Comme indiqué précédemment, les principaux moyens de polarisation des groupes extrémistes sont concentrés sur les réseaux sociaux via Internet et la fréquentation des mosquées. Devant l'existence d'une grande mosquée avec un potentiel financier et le contrôle d'associations de bienfaisance, au financement inconnu, la polarisation devient facile surtout pour les jeunes et les femmes.

Mais pourquoi les groupes extrémistes se concentre-t-il sur la polarisation des femmes et s'agit-il de savoir si la femme est capable de polariser réellement, et quel est son rôle dans l'activité de ces groupes? Dans le quartier, il y a beaucoup de femmes étrangement voilées qui sont organiquement liées à ces groupes. Mais quel est leur rôle? Est-ce la sensibilisation ? , la polarisation ? Un rôle actif ? Ou juste pour les plaisirs sexuelles des extrémistes ?

Grâce au questionnaire, les pourcentages les plus importants de ces potentiels ont été identifiés à l'aide des réponses de l'échantillon, comme suit:

Tableau 28: Participation des femmes dans ces groupes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	308	88,0	88,0	88,0

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

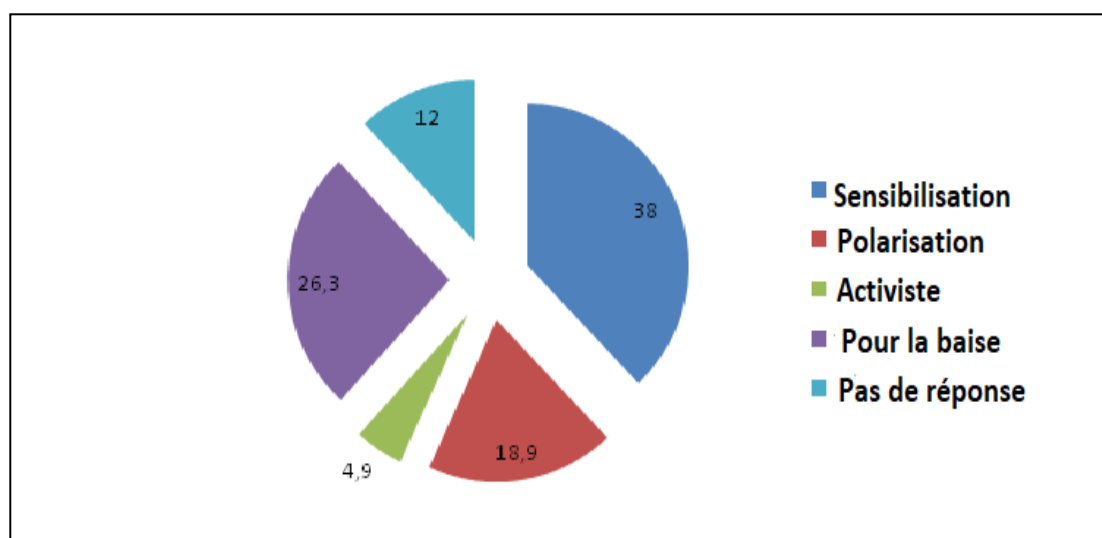
Non	42	12,0	12,0	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Tout comme elles ont été interrogées sur le terrain et lors d'une inspection directe du quartier, 88% des personnes interrogées ont convenu que les femmes étaient impliquées dans des groupes terroristes. Le questionnaire a également reconnu l'existence de rôles confirmés par le tableau suivant:

Tableau 29: Rôle des femmes dans les groupes extrémistes

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valid e Sensibilisation	133	38,0	38,0	38,0
Polarisation	66	18,9	18,9	56,9
Activiste	17	4,9	4,9	61,7
Pour la baise	92	26,3	26,3	88,0
Pas de réponse	42	12,0	12,0	100,0
Total	350	100,0	100,0	

Graphique 12 : Rôle des femmes dans les groupes extrémistes.



Le tableau et son graphique montrent que le rôle des femmes dans les groupes extrémistes se situe entre 38% pour la sensibilisation et 26,3% pour la baise, et sont les rôles les plus courants d'après les répondants. Toutes ces données montrent la diversité et le rôle des femmes dans les activités des groupes terroristes et des extrémistes. . On peut dire que la multiplicité des rôles est liée au changement des rôles, des étapes de son activité et de ses objectifs, en exploitant la capacité des femmes à entrer dans les maisons et à attirer les filles et les femmes dans un quartier pauvre où la femme souffre d'un bas niveau d'instruction.

3. Analyse des propositions de solutions:

Après avoir analysé la réalité et la réalité des éléments et indicateurs qui contribuent à la promotion de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier "E-Nassim", nous avons tenté par le biais de l'enquête sur le terrain de connaître le point de vue et les suggestions des personnes interrogées sur les solutions envisageables pour prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme dans leur voisinage. Nous avons également formulé six suggestions et demandé aux personnes interrogées de choisir les propositions les plus proches de ce qu'elles considéraient comme des solutions et de les classer de 1 à 6 comme étant importantes.

Avec un calcul, nous avons reçu 10 500 réponses. Après avoir analysé et examiné le système SPSS, les propositions de 350 répondants ont été résumées dans le tableau suivant:

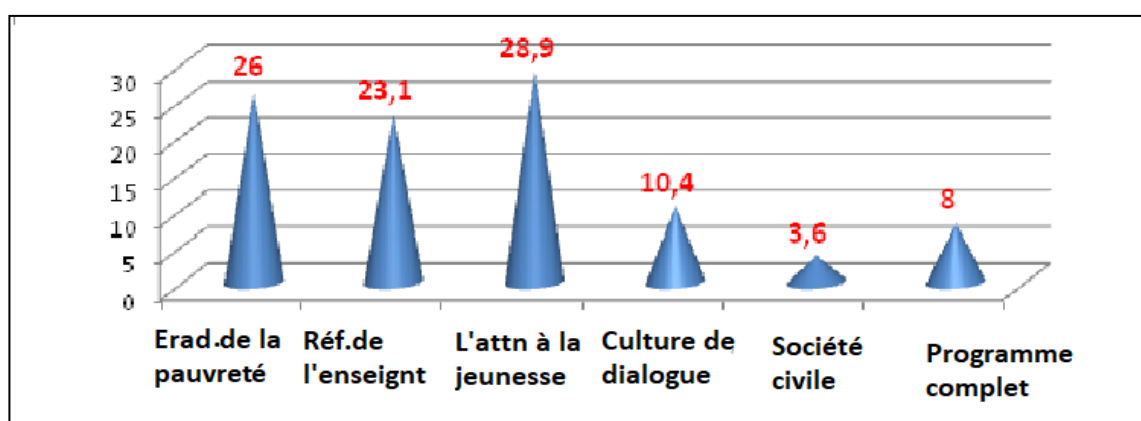
Tableau 30: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Lutte contre la pauvreté	91	26,0	26,0	26,0
Réforme de l'enseignement	80	23,1	23,1	49,1
L'intérêt à la jeunesse	101	28,9	28,9	78,0
Diffusion de la culture du dialogue	36	10,4	10,4	88,4
Un rôle plus important pour la société civile	13	3,6	3,6	92,0
Un programme complet de prévention	29	8	8	100,0
Total	350	100,0	100,0	

D'après ce tableau, les solutions ont été concentrées sur la participation des jeunes (28,9%), l'élimination de la pauvreté (26%) et la réforme de l'éducation (23,1%), conformément à la réalité de la situation économique et sociale à "E-Nassim", ainsi qu'à la marginalisation et à l'exclusion des jeunes en tant que tranche la plus vulnérable au phénomène terroriste. Et aux réseaux d'extrémisme violent.

Afin de mieux comprendre les données du tableau, nous présentons le graphique suivant:

Graphique 13: Proportion de solutions proposées



- **Eradication de la pauvreté. * Réforme de l'enseignement. * l'attention à la jeunesse.**
- **Diffusion de la culture de dialogue *Un rôle plus important pour la société civile.**
- **Un programme complet de prévention de l'extrémisme.**

Les propositions concernant l'attention aux jeunes, l'élimination de la pauvreté et la réforme de l'enseignement, qui ont reçu environ 79% des avis des sondés, ce qui confirme que la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme ne pourra qu'activer et réformer les dommages sociaux, économiques et éducatifs.

Les propositions de solutions liées à la diffusion de la culture du dialogue , au rôle de la société civile et à un programme global associant toutes les composantes de la société ,et malgré la faiblesse de leurs ratios, la simple fait de les proposer et de ne pas les négliger , signifie que la prévention du terrorisme et de l'extrémisme violent nécessite un complément pour résoudre les problèmes économiques et sociaux outre que prêter attention à la jeunesse , la réforme éducative et culturelle, la diffusion des valeurs de paix entre les membres de la société et prévoir un travail visant à impliquer la société civile, qui constitue la soupape de sécurité du tissu social dans de telles batailles stratégiques, sans oublier la formulation d'un programme complet de prévention impliquant toutes les parties concernées ,en raison de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, Une bataille qui ne se limite pas seulement à l'État et à ses dispositifs.

4 - Les idées principales des forces, faiblesses, opportunités et menaces liées à la réalité de l'extrémisme violent dans le quartier "E-Nassim".

Après une évaluation approfondie, quantitative et qualitative, de tous les éléments qui favorisent ou contribuent à l'existence et à la propagation de l'extrémisme violent dans le quartier "E-Nassim", il est facile d'identifier les idées principales des forces et faiblesses du quartier en tant qu'environnement interne et des opportunités et menaces potentielles pouvant provenir de l'environnement externe, d'après l'utilisation du système SWOT.

L'environnement interne du quartier		Environnement externe	
Points de forces.	Points de faiblesses.	Opportunités	Menaces
- Fort pourcentage de jeunes. - Taux d'enseignement	-La propagation de la construction chaotique et le faible niveau d'infrastructures et de	- L'existence du quartier à proximité de quartiers moins tendus et plus organisés bénéficiant	- La propagation de l'idéologie extrémiste et terroriste autour du quartier rend toujours la menace sérieuse,

secondaire supérieur élevé. - L'augmentation du pourcentage de titulaires de diplômes universitaires, ce qui fait du quartier une source de main-d'œuvre et de capacités spécialisées. - L'âge moyen des habitants du quartier ne dépasse pas 42 ans, ce qui signifie que le tissu social du quartier est jeune, et que les familles qui y habitent sont les couples récemment mariés. - Disponibilité des ressources humaines de tous les niveaux de l'éducation. - La diversité du tissu social. - La diversité des origines de la population et de leurs décentes régionales rendent le quartier riche sur le plan social et culturel.	services. - Taux de chômage élevé et absence d'espaces et d'activités créatrices d'emplois. - La propagation du crime organisé de la consommation et du trafic de drogue. - Le pourcentage élevé de jeunes consommant des drogues. - Une absence totale de tous les espaces scientifiques, sportifs, culturels et de loisirs. - Manque de présence de sécurité dans le quartier. - Le niveau élevé de conflits entre la population et l'attitude négative de l'autorité face à ces conflits. - Absence quasi totale de la société civile et de l'activité politique et syndicale, ce qui fait perdre les facteurs de vaccination et de prévention communautaires. - La forte proportion de jeunes considérés comme le groupe le	d'un minimum d'infrastructures facilitant le processus d'intégration dans la structure urbaine organisée dans la commune en général. - L'achèvement de nouveaux complexes de logements et de bâtiments permettant l'amélioration des infrastructures et des services. - L'expansion urbaine et augmentation du nombre de personnes souhaitant vivre dans le quartier et les quartiers voisins, ce qui offre des opportunités d'intégration et de création de projets face aux nouveaux besoins croissants de la population - La diversité des nouveaux quartiers et des logements verticaux permet de bénéficier des nouvelles classes sociales pour atteindre des faibles niveaux de conflits et pour la transition vers des quartiers plus stables et plus sûrs.	surtout que les éléments de l'environnement interne fournissent le terrain idéal pour l'implantation de cette pensée. - Contrôle médiocre des mosquées environnantes et de l'activité des associations caritatives de la région, qui fournissent des fonds pour attirer les pauvres, les chômeurs et les marginalisés. - Les gangs de drogue continuent d'envahir l'espace public dans le quartier, ce qui fournit aux clients qui se multiplient pour la consommation et la promotion. - L'absence d'autorité et de sécurité dans le quartier de la part de l'État et de ses dispositifs en fait une menace constante pour son environnement interne. - Les composantes et indicateurs du

	plus ciblé d'extrémisme violent et de crime organisé.		quartier contribuent à diffuser la pensée sombre et extrémiste des réseaux terroristes qui surveillent le quartier.

5- Une analyse quadratique du groupe de discussion du quartier "E-Nassim"

Dans le cadre du travail participatif et de l'approche de dialogue sur le phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme, un atelier de dialogue participatif a été organisé. Le groupe de discussion, composé principalement de jeunes et de femmes représentant la société civile de la région, a axé les discours sur sa vision de l'extrémisme violent par la méthode SWOT.

Après une explication générale et simplifiée de la méthode d'analyse quadratique et de ses méthodes d'utilisation dans le domaine des phénomènes sociaux: il a été convenu de travailler selon trois équipes, chaque équipe analysant SWOT pour l'un des quatre points impliqués dans cette méthode quadratique.

Analyse I: points de force et points de faiblesse de l'environnement interne du quartier "E-Nassim":

Le travail du premier groupe visait initialement à définir le concept de force et de faiblesse, puis la réalité du quartier « E-Nassim », a été diagnostiquée à travers ses avantages et ses faiblesses. Cette première analyse quadratique du groupe de travail peut être résumée comme suit:

- Considérant l'augmentation du pourcentage d'étudiants et de diplômés universitaires comme points forts du quartier.
- La jeunesse du quartier est une force et un avenir, malgré la réalité du chômage et de la marginalisation.
- La diversité régionale, les coutumes et traditions différentes, peuvent être considérées comme un point de richesse et de coexistence, plutôt que comme différenciation et raisons de conflit.
- L'harmonie de classe, c'est-à-dire que l'appartenance de la majorité des habitants du quartier à la classe pauvre, en fait un avantage d'unité et de solidarité.

En ce qui concerne les faiblesses, l'analyse est inhérente à son énumération de nombreuses personnes et au fait qu'elle représente l'un des éléments responsables de la propagation de la criminalité, de l'extrémisme violent et du terrorisme. Les points les plus importants peuvent être résumés comme suit:

- La détérioration du cadre de vie et le faible niveau de services publics et des infrastructures.
- L'extension des taux de chômage surtout chez les diplômés universitaires.
- La propagation de la pauvreté et de la marginalisation, en fait un terrain fertile pour une polarisation radicale et violente.
- La faiblesse de la présence sécuritaire et l'absence de l'état ouvrent la voie à des gangs et à des réseaux de pensée extrémiste pour prendre la place des mécanismes de l'état.
- La relation tendue entre l'organe de sécurité et les citoyens crée une réalité de tension dans le voisinage, ce qui fait de l'appartenance à des groupes extrémistes une sorte de réaction naturelle au "terrorisme" de l'état.
- L'absence totale d'institutions culturelles, sportives et de loisirs crée un vide, notamment pour la jeunesse qui ne peut être compensée que par l'extrémisme ou le crime organisé.
- L'absence de développement dans le quartier et le manque d'espaces de travail, font de ce quartier un oppresseur pour les citoyens « normaux » et un attirant de criminels et de terroristes.

Analyse II: les opportunités offertes par l'environnement extérieur du quartier "E-Nassim":

Une telle analyse est une opportunité pour le deuxième groupe de travail d'identifier la marge d'opportunité qui pourrait être disponible, de l'extérieur du voisinage, et capable de le rendre immunisé contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Il convient également de noter que la discussion n'a été ni aisée, ni facile entre les membres de la deuxième équipe, de même que pour la première équipe, ce qui rendait difficile la détermination des opportunités.

Les principales conclusions du groupe de travail sur les opportunités se résument comme suit:

- Le développement du phénomène du terrorisme qui a atteint le point de transformer le voisinage en un foyer de terrorisme va pousser les autorités à accorder plus d'intérêts au voisinage et améliorer les conditions de vie et de sécurité, dans le cadre de la bataille de faire face au phénomène terroriste avec toute conscience et totale responsabilité.
- La nouvelle expansion urbaine adjacente au quartier, qui comprend les bâtiments et l'extension du logement vertical, contribuera à améliorer l'infrastructure du quartier et les services publics en général.
- L'augmentation de la population du quartier et des quartiers environnants aura un impact sur les choix de l'état en matière de développement de ces zones et sur la concentration de sa présence qualitativement et quantitativement.
- La disponibilité de réserves immobilières à proximité du quartier permettant de créer un secteur de l'artisanat et du travail industriel capable de répondre aux besoins des jeunes et des chômeurs, et de participer à la dynamique économique et sociale de la population en général.

- La diversité des décentes régionales et de classes sociales qui forment la population permettra l'utilisation de toutes les énergies, notamment culturelles, sportives et récréatives, à condition que l'état joue son rôle à cet égard.

Troisième analyse: Menaces.

Le troisième groupe, chargé d'identifier les menaces externes susceptibles de contribuer à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier "E-Nassim", s'est efforcé d'établir un lien entre la réalité actuelle du quartier et son emplacement, ainsi que ses relations avec les quartiers et l'espace adjacent, afin d'identifier les menaces potentielles pour le quartier.

La discussion et le dialogue participatif n'étaient pas fluides, mais plutôt complexes du point de vue de la complexité des accès au sujet et de la rigueur de l'analyse quadratique.

Les discussions les plus importantes, sérieuses et parfois enthousiastes, peuvent être résumées comme suit:

- Déplacements fréquents de l'intérieur du pays vers le quartier "E-Nassim", aggravant les problèmes économiques et sociaux du quartier et le niveau des infrastructures et des services.
- Ce déplacement externe, concernant notamment les groupes pauvres et marginalisés, constituera un nouveau facteur de soutien à la propagation de la criminalité et de la violence dans le quartier.
- La relation tendue entre le système de sécurité et la population continuera à aggraver les conflits entre ses résidents et les quartiers voisins.
- Le vide sécuritaire et l'absence des autorités représentent une menace externe pour tous les résidents du quartier et les rendent vulnérables aux réseaux de terrorisme, de gangs et de crime organisé.
- La propagation de la pauvreté et l'augmentation de la consommation de drogue et d'alcool obligent le quartier à demeurer toujours cible par les trafiquants de drogue, les gangs et les réseaux terroristes de l'extérieur à tirer profit de cette situation, en particulier face à l'insécurité persistante dans le quartier.
- La détérioration du développement et du niveau de vie entre le quartier "E-Nassim" et les quartiers adjacents tels que "E-Nkhilettes" , "Hedi Nouira" et les quartiers adjacents , accentuera le sentiment de l'injustice et de la pauvreté et développera les conflits de classes et les conflits d'intérêts, ce qui fera du quartier "E-Nassim" un espace de conflits opposant les habitants entre eux et entre la population du quartier et les habitants des quartiers voisins.
- Le niveau élevé de violence dans le quartier ou le sentiment d'être la source du crime rendent la réaction de sa population plus féroce à l'égard de la population des autres quartiers.
- Toutes ces menaces restent liées à l'étendue de la présence de l'état et de ses dispositifs, en plus de l'étendue de la diminution du terrorisme de l'état envers les résidents du quartier.

Quartier "Hedi Nouira" de la municipalité de la "Soukra"

1. Introduction

Le quartier "Hedi Nouira" est situé dans le quartier E- Nassim, à droite de la route nationale 8 entre l'Ariana et Bizerte. Il a une population d'environ 5 800 habitants, principalement de la classe moyenne et relativement aisée. Il a été construit par la société immobilière tunisienne SNIT (société publique) au début de l'année 2000 et était destiné à la classe moyenne. Le quartier se caractérise par son aspect architectural, qui associe l'architecture moderne au caractère arabo-islamique, et présente un caractère particulier par rapport aux quartiers adjacents, en proie au chaos et à des incohérences architecturales et urbaines.

Ce quartier est caractérisé par ce qui suit:

- Quartier organisé en termes d'urbanisation et de conditions de construction immobilière.
- La présence des principaux services publics comme la poste et les établissements d'enseignement publics et privés, les jardins d'enfants, un centre de sécurité, des cafés, des magasins et divers services.
- L'existence d'un espace vert public à entretenir par le service municipal à "Borj El Wzir"
- Les routes sont larges avec un abri pour les voitures devant les bâtiments et des logements en demi-pension.

Toutefois, ces avantages ne doivent pas occulter l'existence d'aspect négatifs du quartier, notamment les problèmes de ramassage des ordures ménagères, en particulier les déchets ménagers, les déchets de construction et les déchets verts, ainsi que l'absence d'activités culturelles et sportives, ainsi que l'absence de lien entre le quartier et les moyens de transport réguliers.

Pour toutes ces raisons et éléments, et sur la base des données et des inspections sur le terrain dans le quartier, axées sur l'absence de manifestations de terrorisme et d'extrémistes dans le quartier et non soumises à la violence ou à l'extrémisme, nous avons choisi le quartier "Hedi Nouira" pour examiner l'existence d'éléments et d'indicateurs qui contribuent à l'extrémisme et au terrorisme.

Mais ces impressions étant générales et inexactes, il convient d'analyser la réalité et les éléments et indicateurs qui encouragent et contribuent directement ou indirectement à la présence et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans les environs de "Hedi Nouira". Cela nous a permis de mener une enquête de terrain et des discussions avec le groupe de discussion de quartier et des représentants de la société civile de la région de la « Soukra ».

2 - Une analyse des éléments, facteurs et conditions qui encouragent et contribuent directement ou indirectement à la présence ou à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le voisinage de "Hedi Nouira"

❖ La réalité des infrastructures et des services et le cadre de vie.

Comme mentionné dans l'introduction de cette composante, et grâce aux aides au terrain dans le quartier de "Hedi Nouira", nous pouvons dire que l'état des infrastructures est bon. Les routes sont larges, bien entretenues et équipées d'un éclairage public le long des routes et des approches. L'état des postes d'amarrage est bon et concerne l'entretien périodique en plus de la disponibilité d'abris.

En ce qui concerne les services, les institutions de services publics de base sont disponibles dans le quartier "EL Kibda" pour les finances, les centres postaux, les écoles primaires, les écoles secondaires et les collèges, en plus de l'existence de nombreux jardins d'enfants, crèches, pépinières et une école primaire spéciale.

Le quartier compte également divers commerces et services, des espaces médiatiques privés et un parc familial. Les espaces verts sont répartis dans des bâtiments résidentiels et des bâtiments supervisés par des syndicats qui jouent un rôle important dans l'amélioration du cadre de vie en général.

Après avoir analysé les données présentées dans l'enquête de terrain sur les infrastructures et l'éclairage public, nous résumons les points de vue de l'échantillon interrogé dans le tableau suivant:

Tableau 31: L'état des rues et des routes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bonne	45	45,0	45,0	45,0
Moyenn	55	55,0	55,0	100,0
e				
Mauvais	0	0	0	100,0
e				

Total	100	100,0	100,0	

Graphique 13: Conditions routières dans le quartier "Hedi Nouira"

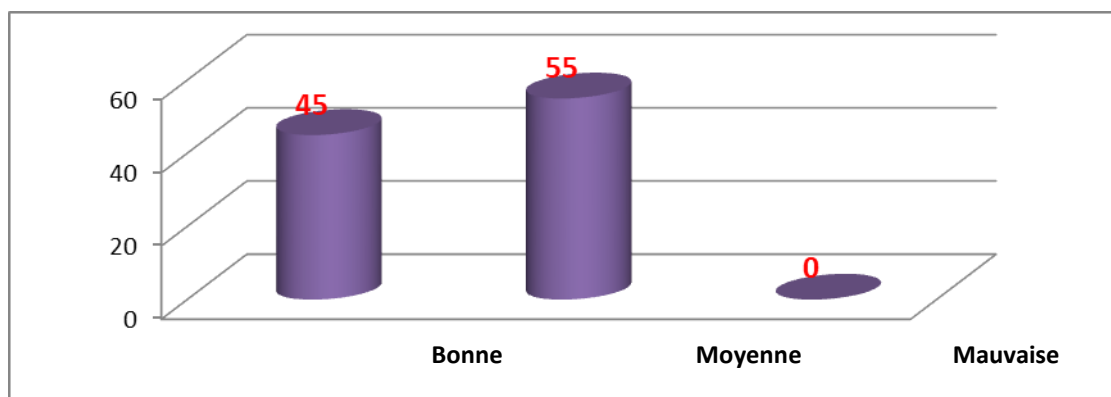


Tableau 32: Eclairage public dans les rues et les routes.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Vali de	Oui	96	96,0	96,0	96,0
	Non	4	4,0	4,0	100,0
	Total	100	100,0	100,0	

Dans les deux tableaux, les données précédemment rapportées sur la réalité des infrastructures et des installations de services collectifs dans le quartier "Hedi Nouira" étaient correctes: 45% de l'échantillon approuvaient le bon état des routes et 55%, la moyenne. Cette disposition reste standard et subjective, Pour ceux qui considèrent que l'état des routes est médiocre, la réalité de l'infrastructure est acceptable pour une grande partie des habitants du quartier.

En ce qui concerne l'éclairage public, 96% reconnaissent son existence, sa prospérité et sa diffusion dans le quartier.

Le questionnaire a également confirmé la haute disponibilité de tous les équipements et services de base tels que l'éducation, les jardins d'enfants, les crèches, les parcs communautaires et les espaces verts.

La faiblesse du quartier réside dans l'absence d'un centre de santé complet, d'un stade, d'une bibliothèque publique et d'espaces pour la culture et la jeunesse, bien que la population dépasse 5 800 habitants et que l'enseignement supérieur dans le quartier dépasse 65% des 25 à 45 ans.

(97%) Sur l'existence d'un livre, 78% sont d'accord avec son existence et 22% n'admettent pas ou ne savent pas qu'il existe un livre dans le quartier. L'échantillon a également confirmé que 95% des répondants n'avaient pas d'école coranique dans le quartier. Ce qui peut être confirmé, en particulier que le quartier regorge de jardins d'enfants, crèches et établissements d'enseignement même privés. Ce qui réduit les possibilités d'aventure pour ouvrir une école

coranique. La nature de la population proche de la classe moyenne favorise l'éducation moderne plutôt que la construction. Même la présence du livre dans l'espace de la mosquée ne fournit pas de services aux habitants du quartier, mais ceux-ci proviennent d'autres quartiers voisins tels que le quartier "E-Nassim", le cinquième district de reconstruction et le quartier "Behi Ladgham".

Les résidents du quartier et les représentants du groupe de discussion ont également souligné que la mosquée était sous le contrôle de l'institution officielle de la religion et qu'elle était surveillée de près. L'inspection sur le terrain a également confirmé que la mosquée fermait ses portes après les prières et n'exerçait aucune activité religieuse en dehors de la mission de prière.

Grâce à l'analyse de la réalité des infrastructures et des services publics et du cadre de vie dans le quartier "Hedi Nouira", on peut dire que le quartier comprend tous les besoins de base, sauf le sport et la culture. Outre les institutions et infrastructures associées à la religion sous contrôle officiel, ce qui réduit la marge d'activité des groupes extrémistes et des terroristes, qui exploitent généralement les mosquées dans son activité et sa polarisation.



Capital social et activité civile.

Théoriquement, en fonction de la nature et du niveau des habitants du quartier de la classe moyenne à "Hedi Nouira", le capital social et la participation d'un pourcentage de la population aux travaux de génie civil sont normaux et inévitables. Cependant, selon une approche plus réaliste, nous ne prévoyons pas que le statut social du quartier sera important, étant donné le mépris total de la population pour toutes les activités civiles et collectives.

Nos attentes et nos lectures théoriques sont-elles confirmées par les données de l'enquête sur le terrain ou par le mensonge?

D'après les résultats des recherches sur le terrain concernant le niveau d'implication de la population dans le quartier "Hedi Nouira" en général et le travail associatif en général, on peut dire que le résultat était choquant compte tenu du faible pourcentage d'implication dans le travail d'association et de l'activité des droits syndicaux, politiques et humains.

Les tableaux suivants illustrent clairement cet état de capital social dans un quartier typique en termes de cadre de vie et de niveau de la classe économique.

Tableau 33: L'existence d'associations dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	22	22,0	22,0	22,0
Valide Non	78	78,0	78,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Tableau 34: Activité associatif.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	8	8,0	8,0	8,0
Valide Non	92	92,0	92,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

87% des répondants ont déclaré qu'il n'y avait pas d'associations dans le quartier, contre 22% d'entre eux. Cependant, cette affirmation de l'existence d'associations ne se heurte qu'à 8% des répondants de l'échantillon engagés dans le travail d'associations. Ce qui confirme l'absence d'associations semi-totales dans le quartier.

L'absence de capital social dans un quartier à prédominance bourgeoise est un indicateur dangereux, car les pauvres n'ont pas le temps de penser aux travaux de génie civil, leur pensée étant en grande partie limitée à la vie. En tant que classe quelque peu éduquée et éduquée, son manque d'activité civique constitue une menace pour les relations sociales et l'empêche de faire face aux menaces extrémistes et terroristes et aux gangs criminels organisés. Par conséquent, les raisons de cet abandon total devraient être recherchées même par la classe privilégiée, ce qui lui donne le sentiment qu'il a la responsabilité sociale et future de protéger l'entité sociale dans l'intérêt de ses générations futures.

Si l'activité de la communauté est une faiblesse pour la majorité de la population du quartier, quelle est la réalité de l'engagement dans le travail politique, syndical et juridique des habitants du quartier de "Hedi Nourira"?

L'analyse des données contenues dans l'enquête de terrain selon le système SPSS nous a permis de résumer les taux d'engagement dans les trois domaines civils dans les tableaux suivants:

Tableau 35: Activité politique

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	2	2,0	2,0	2,0
Valide Non	98	98,0	98,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Tableau 36 : Activité syndicale.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	3	3,0	3,0	3,0

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

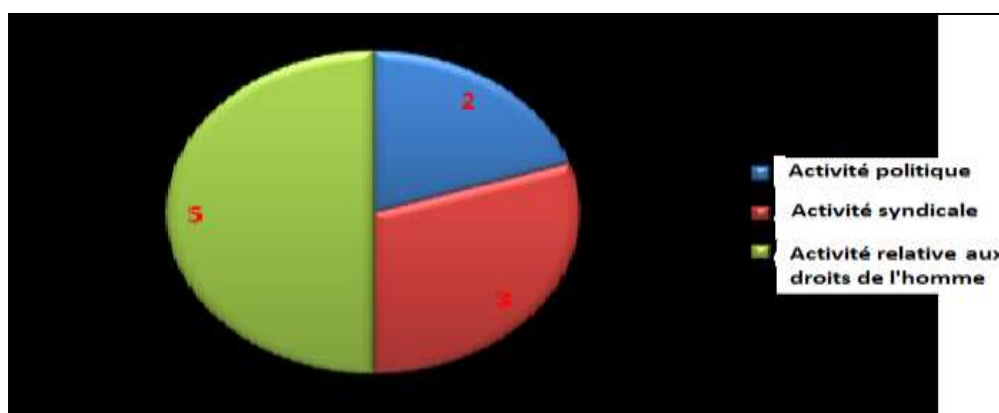
Non	97	97,0	97,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Tableau 37: Activité relative aux droits de l'homme.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	5	5,0	5,0	5,0
Non	95	95,0	95,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Dans les trois tableaux, nous constatons que le pourcentage d'implication dans le travail politique ne dépassait pas 2%, tandis que le travail syndical ne dépassait pas 3% et le travail pour les droits de l'homme seulement 5%, ce qui confirme les réticences injustifiées des habitants du quartier à l'égard de l'activité civile, ce qui est une soupape de sécurité pour protéger le tissu social dans le quartier et pour la formation. Les gens à un comportement civique et à vivre ensemble face à la culture de la mort, du fanatisme et de l'extrémisme.

Graphique 14: Attitudes à l'égard des travaux de génie civil dans le quartier Hedi Noura



Du point de vue du genre, il est nécessaire de savoir dans quelle mesure la composante féminine est impliquée dans les travaux de génie civil, malgré son faible pourcentage dans le quartier en général. Pour le savoir, SPSS nous a fourni les tableaux suivants illustrant la participation des hommes et des femmes aux activités politiques, syndicales et relatives aux droits de l'homme.

Une analyse des données du questionnaire montre que la participation des femmes au travail civil est supérieure à celle des hommes. Surtout dans l'activité de défense des droits de l'homme 2, plus de 36 ans, tandis que les hommes âgés de 3 à 64 ans sont très positifs et importants, ce qui signifie que les femmes s'intéressent davantage aux affaires publiques que les hommes. Il a estimé que cette tendance était importante et devait être soutenue et

encouragée par les femmes à s'engager davantage dans le travail civil sous toutes ses formes afin d'empêcher les générations futures de sombrer dans le dédale de l'extrémisme violent et du terrorisme.

En conclusion, malgré les caractéristiques positives de l'indicateur du cadre de vie et des infrastructures et la disponibilité de la plupart des services de base dans le quartier, la faiblesse du capital social et le pourcentage élevé de réticence à travailler en association et civile en général de la part d'une classe supposée être un leader sur le terrain en font une faiblesse majeure. Conséquences graves pour le tissu social du quartier dans sa lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.



La réalité économique et sociale.

La réalité économique et sociale des quartiers est la pierre angulaire de la stabilité et du niveau de vie. La cité "Hedi Nouira" est généralement considérée comme ayant un statut économique et social moyen dans son port, avec sa population de classe moyenne issue de l'éducation, des administrations publiques et des employés du secteur privé. Mais le quartier offre-t-il des possibilités d'emploi à ses étudiants, dispose-t-il d'espaces de travail, quel est le taux de chômage, en particulier chez les jeunes titulaires d'un diplôme universitaire?

Il convient également de souligner dans ce contexte que le quartier d'Al-Hadi est un quartier où il n'y a pas de travail. Mais la plupart de ses résidents travaillent en dehors de la ville, ce qui en fait un prétexte de "logement". Par conséquent, nous ne pouvons pas imaginer que le quartier fournira une zone industrielle et des emplois dans les usines. Mais il offre des emplois axés sur les services et les consommateurs, tels que les cafés, les restaurants et certains grands espaces commerciaux.

Après avoir analysé les résultats du questionnaire de terrain sur cette composante importante, les principaux résultats peuvent être résumés dans les tableaux suivants:

Tableau 38 : Possibilités des offres d'emploi.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	15	15,0	15,0	15,0
Valide Non	85	85,0	85,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Le tableau confirme ce qui précède, à savoir que le quartier n'offre pas d'opportunités d'emploi et le pourcentage de ceux qui ont approuvé environ 85%. Et les 15% restants peuvent être compris du fait que d'autres espaces tels que des cafés et des services dans les espaces commerciaux du quartier fournissent des emplois, mais ce sont toujours des emplois fragiles et non continents. Le tableau suivant confirme peut-être ce que nous disons:

Tableau 39 : l'existence d'autres espaces.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	85	85,0	85,0	85,0
Non	15	15,0	15,0	100,0

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Total	100	100,0	100,0	

Ces espaces commerciaux à caractère de service et de consommation peuvent être considérés comme un avantage pour le quartier, ce qui le rend habitable et fournit un cadre de vie plus favorable. C'est ce qui entoure le quartier de "Hedi Nouira", d'un quartier résidentiel à l'autre, et ne dort que dans un quartier dynamique où règnent vie et transactions, ainsi que pour les futures opportunités d'emploi face à l'augmentation de la population et au développement des exigences locales.

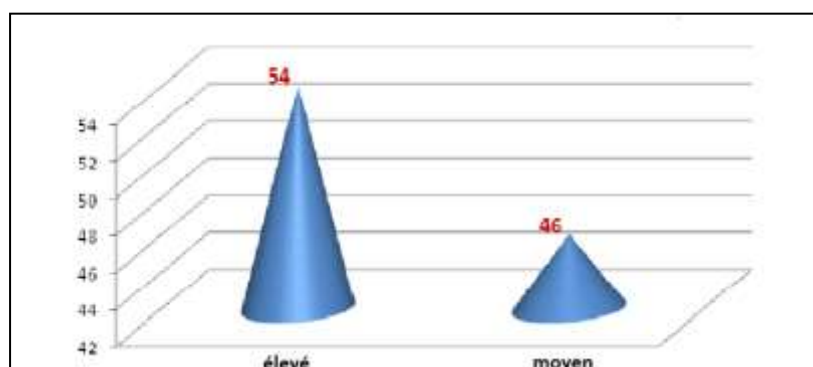
Ces indicateurs ont peut-être laissé les répondants perplexes dans la détermination du niveau de chômage dans le quartier. Le tableau suivant confirme cette différence:

Tableau 40: Évaluation des taux de chômage.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Elevé	54	54,0	54,0	54,0
Moyenne	46	46,0	46,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

L'évaluation approximative du niveau des taux de chômage du quartier entre 54 pour cent pour les hautes et 6 pour cent pour le moyen nous fait faire en sorte que la position de l'échantillon près de l'intervieweur, qui est dominé par le cas du quartier de taux de chômage moyen. Cette évaluation prend toujours la nature des gens et de leurs interrogateurs. Mais en général, et au moyen d'inspections sur le terrain du quartier, nous pouvons noter le taux élevé de chômage parmi les titulaires universitaires de certificats sachant que leur pourcentage est élevé par rapport même à la moyenne nationale. Alors que près de 70 pour cent de l'enquêteur de niveau scolaire de l'échantillon de l'enseignement supérieur. Cette caractéristique rend le fonctionnement de cette classe priorité urgente.

Graphique 15: Evaluation des taux de chômage.



Il convient également de noter qu'il n'existe aucune forme de centres de formation et de formation professionnelle dans le quartier, ni de centres de formation pour les personnes ayant des besoins spéciaux ou pour les filles abondantes déscolarisées.

Un centre d'intégration sociale est rattaché au ministère des Affaires sociales, dont la plupart des résidents résident dans le quartier "E-Nassim" et les bidonvilles adjacents au quartier "Hedi Nouira". Parce que les demandes du quartier et par le taux élevé d'éducation ne correspondent pas à l'activité d'intégration de ces centres.



La réalité des droits de l'homme et des libertés publiques et individuelles

La composante des droits civils, économiques et des libertés individuelles, est l'un des éléments les plus importants de l'appartenance. L'individu n'estime pas appartenir au groupe sauf s'il jouit de ses droits civils et socio-économiques et que sa relation avec l'autorité et ses appareils est caractérisée par le respect mutuel.

Si la relation est différente, l'individu devient inconsciemment une entité contre le groupe qui coexiste avec elle. Nous avons donc considéré que l'étude de cet indicateur important en relation avec l'extrémisme violent et le terrorisme constituait un lien important pour comprendre dans quelle mesure le manque de droits civils et économiques et le respect d'un individu contribuaient à sa transformation en un extrémiste violent et un ennemi de la société dans laquelle il vit. Cette composante contribue également à la perte de communication individuelle avec l'environnement et donc à la recherche d'un autre environnement ou d'un autre espace d'appartenance.

En raison de la complexité de cet indicateur et de son chevauchement avec d'autres éléments, outre le minimum de compréhension des droits civils et économiques, des discussions directes avec la population et via le questionnaire de terrain ont fourni des données importantes, en particulier sur l'étendue de la compréhension et de la connaissance des droits civils et économiques des personnes interrogées et leur relation avec les droits de l'homme en tant que citoyens et individus de la société.

Après avoir examiné et analysé les données contenues dans l'enquête dans le district de Hadi Nouira, les données les plus importantes peuvent être résumées dans les tableaux suivants:

Tableau 41: Relation entre les droits de l'homme et les droits civils et économiques

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Droits civils	29	29,0	29,0	29,0
Droits économiques	71	71,0	71,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Soixante et onze pour cent des répondants de l'échantillon associent les droits de l'homme à la jouissance des droits économiques, tandis que seulement 29 pour cent considèrent que les droits de l'homme de l'individu sont liés à la jouissance des droits civils liés à l'expression, à la liberté de la presse, à l'établissement de partis et à d'autres droits civils.

Cette approche visant à établir un lien entre les droits de l'homme et les droits économiques et sociaux est consciente de l'importance des dimensions économique et sociale dans le sens des droits. C'est peut-être ce lien qui fait mieux comprendre l'intérêt de la population à tout ce qui concerne sa vie et sa réalité économique que son intérêt pour la liberté d'expression et la presse.

Les droits de l'homme sont généralement associés au degré de respect qu'un individu ressent de la part de la communauté ou du groupe avec lequel il vit. Peut-être le résultat de l'enquête dans le quartier "Hedi Nouira" nous a-t-il fourni un résultat important à cet égard, selon le tableau suivant:

Tableau 42 : Sentiment de respect dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	81	81,0	81,0	81,0
Valide Non	19	19,0	19,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Contrairement au quartier "E-Nassim", les résidents de la cité "Hedi Nouira" sont respectés dans leur quartier et 81%, ce qui témoigne de la satisfaction des résidents vis-à-vis de leurs conditions de vie, de leur faible taux de congestion et de leur forte coexistence dans le quartier. Tout cela remonte aux éléments qui leur ont été exposés, notamment en ce qui concerne l'infrastructure et les services disponibles, le niveau d'éducation élevé, la nature de la population et leur appartenance à la classe moyenne.

Du point de vue du genre, on peut dire que les réponses à cette composante ne diffèrent pas significativement entre le sexe masculin et le sexe féminin, comme le montrent les tableaux suivants:

Tableau 43: Relation des droits de l'homme avec les droits civils et économiques * genre

	Genre		Total
	Hommes	Femmes	
Relation des droits droits civils	16	13	29

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

de l'homme avec les droits			
droits civils et économiques	48	23	71
économiques.			
Total	64	36	100

Tableau 44: Sentiment de respect dans le quartier * genre

	Genre		Total
	Masculin	Féminin	
Sentiment de respect dans le quartier	52	29	81
Oui			
Non	12	7	19
Total	64	36	100

Cependant, il convient de rechercher les raisons qui ont poussé 19% des citoyens à exprimer leur manque de respect pour le quartier. Les résultats du questionnaire peuvent être résumés comme suit:

Tableau 45 : Interprétation du manque de respect.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Marginalisation	12	12,0	12,0
	Suppression des	7	7,0	19,0
	autorités.			
	Pas intéressé	81	81,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Dans ce tableau, la raison du manque de respect est principalement due à la marginalisation et à la pauvreté, puis à la suppression du pouvoir. Peut-être que l'émergence de ces deux raisons n'est pas improvisée, mais confirme le fait associé au terrorisme d'État à travers l'exercice de ses organes auprès des citoyens, en particulier des pauvres et des pauvres. Depuis que l'autorité est raciste dans ses relations avec les citoyens, même ceux vivant dans le même quartier. Les riches et les détenteurs de fonds sont toujours attachés au respect, à la révérence et à l'appréciation, mais les pauvres n'ont aucune considération et sont traités comme des

citoyens de seconde zone. Ce qui approfondit le sentiment de congestion et d'injustice pour faire éclater ce sentiment au premier contact avec le pouvoir pour une raison quelconque.

C'est peut-être ce comportement et ces pratiques qui nous amènent à nous interroger sur la manière dont les services de sécurité traitent avec le citoyen lors de la surveillance de la sécurité, ce qui nous permet d'identifier la réalité des relations entre l'autorité et le citoyen.

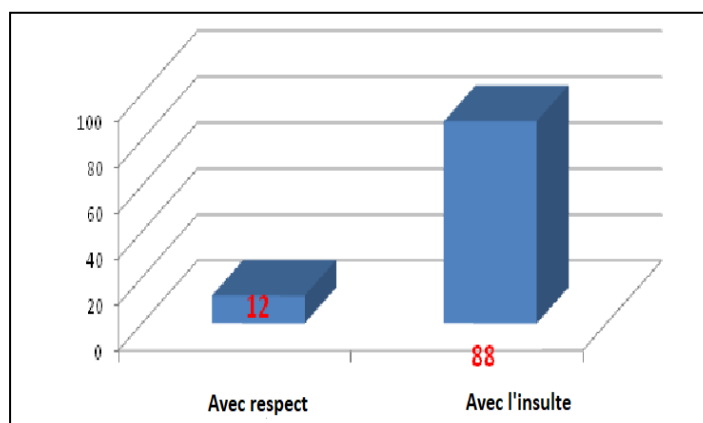
L'enquête a confirmé que même les résidents à la peau nette sont insultés lors de la surveillance de sécurité. Nous résumons ce résultat dans le tableau suivant:

Tableau 46: Comment les policiers traitent-ils les citoyens en cas de contrôle de sécurité.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Avec respect	12	12,0	12,0	12,0
	Avec insulte	88	88,0	88,0	100,0
	Total	100	100,0	100,0	

Lorsque 88% des personnes interrogées pensent être insultées lors de la surveillance de la sécurité, nous pouvons conclure à la nature de la relation entre la sécurité et le citoyen, qui est resté tendu et lié à une perception autoritaire de l'aide à la sécurité et à la mentalité rebelle du citoyen. La qualité de cette relation, même dans les quartiers relativement luxueux et prestigieux, continue de soulever des questions et de semer la confusion quant à la manière de réorganiser les relations entre les citoyens et les services de sécurité afin qu'ils atteignent le niveau associé à la citoyenneté de l'État et à la république de sécurité au service de la population et des citoyens en général.

Graphique 16: Assurer la sécurité des citoyens lors de la surveillance de sécurité



En général, il est possible de dire que la composante droits de l'homme du quartier "Hedi Nouira" n'est pas un élément négatif, mais la plupart des répondants ont souligné qu'ils se sentent respectés dans leur voisinage et que leurs droits sont étroitement liés à la jouissance de leurs droits économiques. En ce qui concerne leurs relations avec les services de sécurité, le problème persiste et correspond à la tendance générale observée au niveau national. Dans l'imaginaire du public, l'aide à la sécurité reste un appareil répressif et une source d'humiliation. Ce qui signifie que la relation est toujours une relation régie par des tensions et une haine mutuelle.



Différends entre la population et moyens de les résoudre.

Les conflits dans l'environnement social sont l'expression d'un déséquilibre dans les relations sociales au sein de la population. En outre, la marginalisation et le sentiment d'humiliation, ainsi que les relations tendues entre les populations, ne causent pas beaucoup de contradictions et la congestion sociale provoquée par les relations anormales entre la population et les forces de sécurité en tant qu'expression du pouvoir rend les conflits identiques entre les résidents du quartier ou de la ville. Les données ci-dessus. Cet environnement social chargé représente et crée un espace approprié non sous la forme d'extrémisme, de terrorisme et de violence sous toutes ses formes, car il se nourrit des espaces créés par les conflits sociaux.

Pour le quartier "Hedi Nouira", et selon les données ci-dessus, qu'elles aient été testées sur le terrain, lors de discussions avec la population ou en analysant les résultats de l'enquête sur le terrain, toutes confirment que le quartier ne souffre pas de conflits entre la population et que le niveau de criminalité est très bas. Tout cela est lié à la nature de classe de la population du quartier et au niveau de bien-être, aux infrastructures et aux services disponibles.

L'enquête sur le terrain a présenté des résultats conformes aux données susmentionnées sur les niveaux de conflit dans le quartier, ses formes et ses causes, ainsi que sur la capacité des sages à les résoudre. Où 53% de l'échantillon reconnaît l'existence de conflits mais ne peut pas déterminer le type. Quarante-sept pour cent disent qu'il n'y a pas de conflit dans le quartier. Cette convergence de vues nous amène à conclure que la différence entre les composantes de l'échantillon est liée à la définition du concept de conflit au sein de la population.

Le tableau suivant montre la convergence de vues sur la question de l'ampleur des conflits dans la cité "Hedi Nouira":

Tableau 47: L'existence de conflits entre les habitants.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	53	53,0	53,0	53,0
Valide Non	47	47,0	47,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

L'important n'est pas l'existence ou non de conflits au sein de la population, mais le plus important est de connaître les causes de ces conflits afin que nous puissions connaître le sérieux et la capacité de devenir un facteur de promotion de l'extrémisme, de la violence et du terrorisme.

Le tableau suivant montre les principales causes de conflits entre les habitants du quartier "Hedi Nouira":

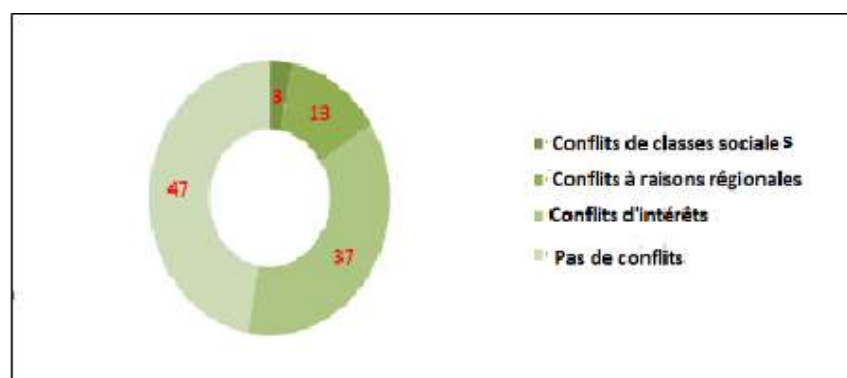
Tableau 48: Causes des litiges, en cas d'existence.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Conflits de classes.	3	3,0	3,0	3,0
Conflits à issue régional.	13	13,0	13,0	16,0
Intérêts contradictoires	37	37,0	37,0	53,0
Pas de conflits	47	47,0	47,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Ces résultats montrent que le conflit d'intérêts au sein de la population est l'une des causes de son éclatement et de 37%. La raison de la classe est très faible et ne dépasse pas 3% du fait de la méconnaissance du caractère de classe du conflit et de la seconde raison de la majorité des habitants du district "Hedi Nouira" sont proches pour leurs affiliations de classe.

En ce qui concerne la contradiction des intérêts, on peut dire que les intérêts du quartier ne dépassent pas les limites de l'immobilier du logement ou du bruit dans le logement collectif ou une atteinte à la copropriété par certains.

Graphique n ° 17: Causes des conflits dans le quartier : "Hedi Nouira".



"

Hedi Nouira" est un quartier moderne habité par des personnes ayant la forme de familles, et son système de vie ne permet pas d'établir des relations avec ses voisins ou son environnement social. Nous posons donc une question sur la façon de résoudre les conflits dans le quartier, s'il existe ou s'il éclate pour une raison quelconque. Quel est le rôle de l'autorité et existe-t-il un mécanisme ou des parties capables de résoudre ce différend ou non?

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

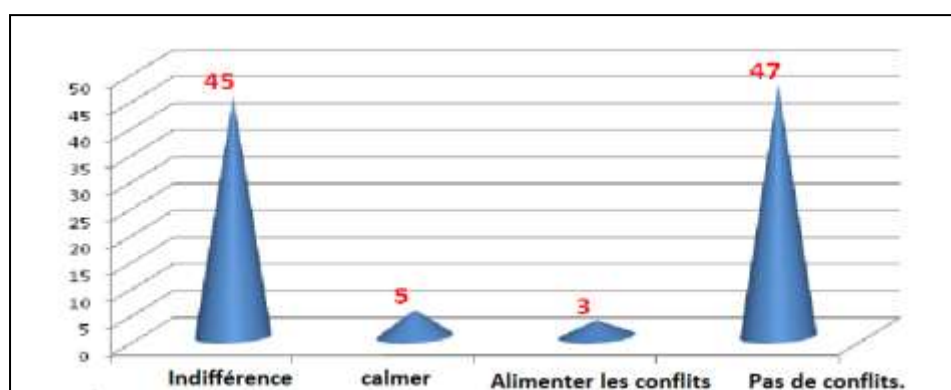
Le rôle de l'autorité et du questionnaire portait essentiellement sur l'indifférence et le pourcentage d'abandons du calme n'excédait pas 5%, comme le montre le tableau suivant:

Tableau 49: Rôle des autorités dans les litiges.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Indifférence	45	45,0	45,0	45,0
Intervention pour calmer	5	5,0	5,0	50,0
Alimentation des conflits	3	3,0	3,0	53,0
Pas de conflits	47	47,0	47,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Peut-être que le graphique nous en montre plus dans ces rôles:

Graphique 18: Le rôle de l'autorité dans la résolution des litiges dans le quartier "Hedi Nourira".



En l'absence des autorités dans la résolution des conflits, nos quartiers semblent toujours avoir refuge aux sages qui jouent ce rôle. L'enquête nous montre que le quartier compte toujours des personnes âgées et sages, capables d'intervenir pour résoudre ces conflits, en cas de leur existence.

Tableau 50 : L'existence de personnes sages dans le quartier peut résoudre les conflits.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	32	32,0	32,0	32,0
Non	19	19,0	19,0	51,0
Pas de conflits	49	49,0	49,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Mais qui sont ces sages qui résolvent les conflits dans le quartier?

Tableau 51 : Les sages (s'ils existent)

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Personnes morales	21	21,0	21,0	21,0
	Les vieux du quartier	11	11,0	11,0	32,0
	Pas de conflits	68	68,0	68,0	100,0
	Total	100	100,0	100,0	

Les personnalités juridiques (professeurs, enseignants, journalistes, avocats, etc.) et les personnes âgées jouent toujours leur rôle traditionnel dans la résolution des conflits, la recherche de solutions et le rapprochement des populations. C'est une force puissante et un pilier du tissu social qui doit être préservé et soutenu.



Situation de sécurité.

La sécurité et la présence dans tout lieu reflétant la présence de l'État et de ses organes et représentant une forme d'État à son tour envers ses citoyens. Cette présence de sécurité doit être efficace et rassurante pour la population, et non une raison de la tension entre ceux qui sont responsables de la sécurité de la population et la population elle-même.

La sécurité à un endroit donné n'est pas seulement liée à la présence de sécurité, mais elle est un système intégré centré sur la présence de l'État à travers des programmes et des dispositifs, le démantèlement des conflits et la fourniture du niveau de vie minimum de la population.

Le crime n'est pas seulement le résultat d'une faible présence sur le plan de la sécurité, mais également la pauvreté, la marginalisation et le manque de régulation économique et sociale.

En raison de la sensibilité de cette question et de son interférence avec la sécurité locale et nationale, nous avons essayé par le biais de discussions, dialogues et entretiens sur le terrain de connaître la réalité de la situation en matière de sécurité dans le quartier « Hedi Nouira », même si nous savions au préalable que ce transfert est normal, voire bon, par rapport au quartier voisin. La présence d'un centre de sécurité dans le quartier a contribué à créer une situation de sécurité généralement acceptable pour la population.

En ce qui concerne les résultats du questionnaire sur cet élément sensible et important, les tableaux ci-après donnent une image plus précise de la situation en matière de sécurité dans le quartier "Hedi Nouira".

Tableau 52: Évaluation de la situation de sécurité dans le quartier.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
	Bonne	20	20,0	20,0	20,0
Valide	Normale	78	78,0	78,0	98,0
	Non sécurisée	2	2,0	2,0	100,0

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

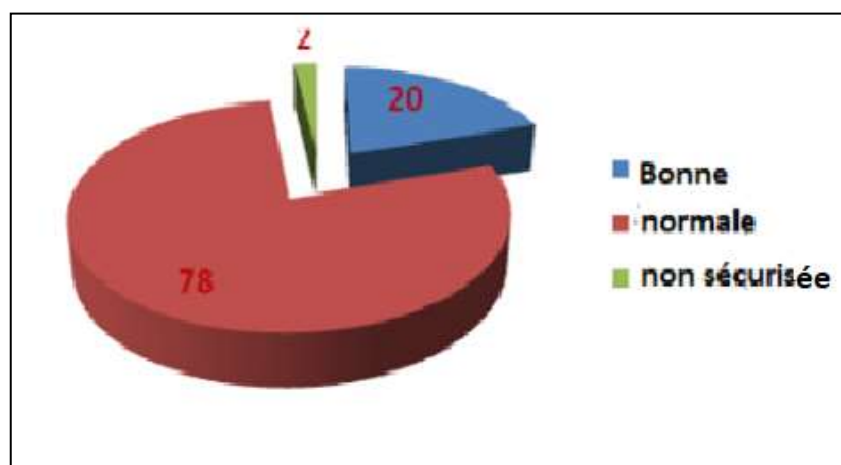
Total	100	100,0	100,0	

Les pourcentages mentionnés dans le tableau confirment notre analyse précédente. 78 pour cent des répondants ont estimé que la situation en matière de sécurité dans le quartier "Hedi Nouira".était normale, ce qui confirme le haut niveau de satisfaction des résidents du quartier, en particulier 20 pour cent d'entre eux jugeant que la situation était satisfaisante.

Le faible pourcentage de ceux qui le considèrent dangereux (seulement 2%) renforce l'assurance que le quartier est en sécurité et que son cadre général, avec un centre de sécurité et des patrouilles de sécurité, en fait un quartier sûr.

Le diagramme suivant illustre ces pourcentages et leurs expressions:

Graphique 19: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier "Hedi Nouira".



Cependant, malgré la situation sécuritaire habituelle et la présence d'un centre de sécurité et de patrouilles de sécurité dans le quartier, le quartier est témoin de crimes et de vols liés à la situation des quartiers adjacents, notamment les quartiers "E-Nassim", "Nkhilette" et "E-Nozha". Les habitants se sont plaints de ces crimes et du pouvoir. Interrogées sur la réaction ou l'interaction de l'Autorité face à ces plaintes de nature sécuritaire, les réponses ont été les suivantes

Tableau 53: attitudes des autorités vis-à-vis des plaintes des habitants.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valid Sérieuse	8	8,0	8,0	8,0
e Avec indifférence	11	11,0	11,0	19,0
Avec lenteur	81	81,0	81,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

De la même manière, l'autorité traite lentement les plaintes concernant des crimes dans le quartier. Deuxièmement, il existe un niveau élevé de frustration et de méfiance vis-à-vis de la sécurité et donc du pouvoir de la population, qui peut rechercher d'autres solutions dangereuses à long terme. Pouvons-nous relier la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme à un endroit en raison de la faible présence en matière de sécurité, de l'indifférence ou du traitement lent des problèmes de population et des plaintes?

Dans le questionnaire, nous n'avons trouvé aucune réponse définitive à cette relation, mais le taux de réponse qui relie la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme à la seule sécurité est faible et ne dépasse pas 3%, comme le montre le tableau suivant:

Tableau 54 : L'existence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide OUI	3	3,0	3,0	3,0
Non	28	28,0	28,0	31,0
Pas de réponse	69	69,0	69,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

69% des personnes interrogées n'ont pas répondu à la question, ce qui nous amène à dire que la question n'est pas acceptable pour une partie de l'échantillon ou que la réponse est évidente, car la présence de groupes extrémistes, le terrorisme n'est pas liée à la faible présence de la sécurité dans une région, mais le phénomène est complexe et multidimensionnel.

❖ L'existence de groupes extrémistes et terroristes.

Après avoir analysé tous les éléments et indicateurs susceptibles de contribuer à la promotion et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier « Hedi Nourira ». Une question importante se pose à propos de l'existence de groupes extrémistes dans le quartier et de l'ampleur de leurs actions. La réalité du quartier et les conditions de vie disponibles et la bonne situation de sécurité rendent-elles la présence impossible?

Grâce aux visites sur le terrain dans le quartier "Hedi Nourira" et à la réunion avec de nombreux habitants, l'apparence extérieure du quartier ne laisse pas présager l'existence d'éléments extrémistes ou de tendances terroristes selon le stéréotype selon lequel nous les connaissons. Et que ces manifestations, le cas échéant, sont la porte de la circulation des quartiers adjacents ou de passer des affaires. Apparemment, le quartier ne les a pas acceptés ou ils n'ont pas trouvé d'espace pour l'activité et le travail.

Après avoir examiné et analysé les données de l'enquête sur le terrain, nous pouvons dire que le quartier "Hedi Nourira" ne comprend pas les groupes extrémistes et violents. Toutefois, cela n'empêche pas les résidents de connaître les groupes extrémistes et leur audience, en

particulier le quartier voisin du quartier "E-Nassim", qui pendant des années a constitué un important incubateur pour les dirigeants terroristes, en particulier entre 2011 et 2015.

Le tableau ci-dessous confirme que le pourcentage de répondants ayant entendu parler d'extrémistes est élevé:

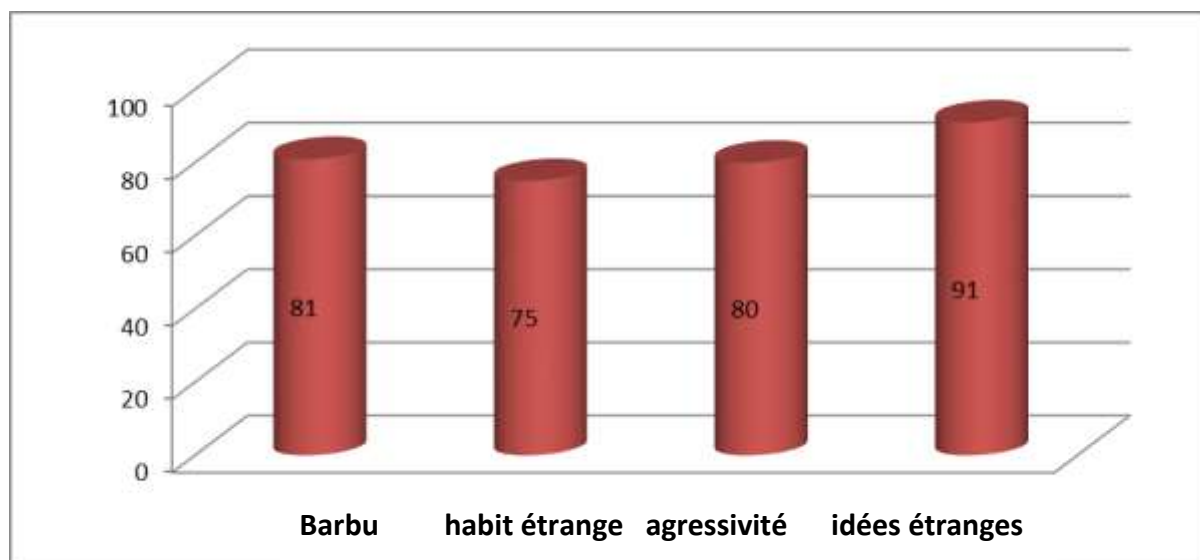
Tableau 55 : Avoir entendu parler de l'existence de groupes extrémistes dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	97	97,0	97,0	97,0
Valide Non	3	3,0	3,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Le fait que 97% des membres de l'échantillon reconnaissent avoir entendu parler de groupes extrémistes n'est pas une preuve de sa présence dans le quartier "Hedi Noura". Cela est confirmé par le fait que 54% des personnes interrogées ont déclaré ne pas reconnaître d'extrémiste et que la proportion de celles qui ont admis qu'il n'y avait pas d'extrémiste dans leur famille dépassait 60%. Malgré le caractère sensible de la question, les réponses doivent donc être considérées avec une certaine prudence, mais la nature de l'échantillon et les caractéristiques de l'échantillon présentées dans le rapport de la deuxième phase nous permettent de vérifier la validité de ces points de vue.

Le graphique ci-dessous présente plus en détail cette dimension. Il présente les proportions de stéréotypes permettant d'identifier un extrémiste ou un terroriste selon la classification typique définie par la société pour suivre ces groupes.

Graphique 20: L'image de l'extrémiste chez l'interviewé.



Le graphique montre que le stéréotype de l'extrémiste est lié à sa forme, à sa manière de s'habiller, à ses idées étranges et rigides et à ses attitudes violentes. Les pourcentages sont élevés, dépassant tous les 75%, ce qui signifie que le stéréotype des adeptes des groupes extrémistes a été prouvé par les citoyens.

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

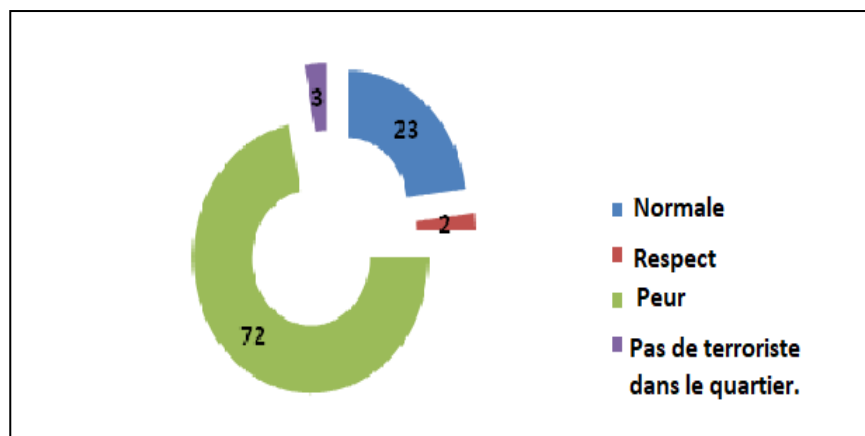
Mais malgré ce stéréotype, comment les habitants perçoivent-ils leurs relations avec des groupes terroristes ou avec un extrémiste?

Tableau 56 : la relation des habitants avec le terroriste.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Relation normale.	23	23,0	23,0	23,0
Relation de respect	2	2,0	2,0	25,0
Relation de peur	72	72,0	72,0	97,0
Pas de terroriste dans le quartier	3	3,0	3,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

À partir de ce tableau, nous pouvons nous assurer que les habitants du quartier ".Hedi Nouira" ne se sont pas réconciliés avec des groupes extrémistes et qu'ils ont été initialement rejetés par peur. La proportion de la relation basée sur la peur est de 72%, alors que la relation de respect n'est que de 2%. Mais l'arrivée de la relation normale au niveau de 23% signifie qu'une partie de la population du quartier n'a aucun problème avec les membres de ces groupes.

Graphique 21: La relation de la population avec l'extrémiste.



Malgré la prudence et la crainte qui caractérisent la relation de la population avec le quartier avec les groupes extrémistes, cela ne signifie pas que ces groupes n'ont aucune activité polarisante dans le quartier. Dans le questionnaire, l'échantillon de répondants a identifié une différence dans le groupe cible par ces groupes, comme indiqué dans le tableau suivant:

Tableau 57: Le groupe le plus polarisé par les groupes extrémistes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Les jeunes	45	45,0	45,0	45,0

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Tous les âges	52	52,0	52,0	97,0
Pas de réponse	3	3,0	3,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Le groupe le plus polarisé selon le questionnaire concerne tous les âges et 52% des jeunes, alors que les jeunes en représentent 45%, ce qui nous rapproche de la similitude des deux catégories.

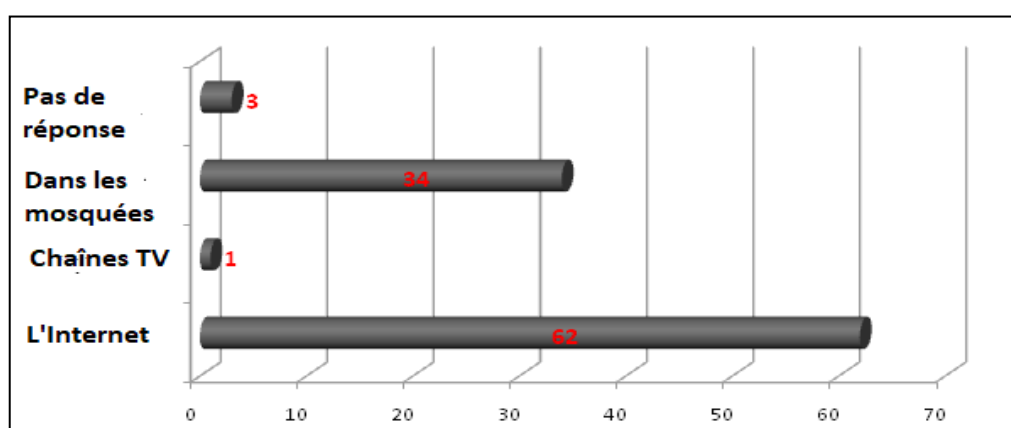
Les processus de polarisation sont utilisés de nombreuses façons et mécanismes et le tableau suivant montre leurs ratios en fonction des répondants de l'échantillon:

Tableau 58 : Moyens d'attirer les gens par les groupes terroristes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
L'internet	62	62,0	62,0	62,0
Chaînes de télévision	1	1,0	1,0	63,0
Fréquenter les mosquées	34	34,0	34,0	97,0
Pas de réponse	3	3,0	3,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

Le questionnaire dans le quartier "Hedi Nouira" n'échappait pas à la règle générale, soulignant que le principal moyen d'attirer les gens est l'Internet avec 62% et la fréquentation des mosquées de 34%. Ce qui est un grand défi, d'autant plus que les deux mécanismes ne peuvent pas être facilement contrôlés par ceux qui sont impliqués dans la lutte contre le phénomène terroriste.

Graphique 22: Méthodes de polarisation utilisées par les groupes terroristes.



Étant donné l'importance du rôle de la femme dans le tissu social et, comme toujours, le plus faible cercle au sein de la société masculine, les groupes extrémistes consacrent un effort particulier pour les attirer, compte tenu des rôles spécifiques qui leur sont assignés. Le tableau suivant montre la nature des rôles attribués aux femmes dans les organisations terroristes:

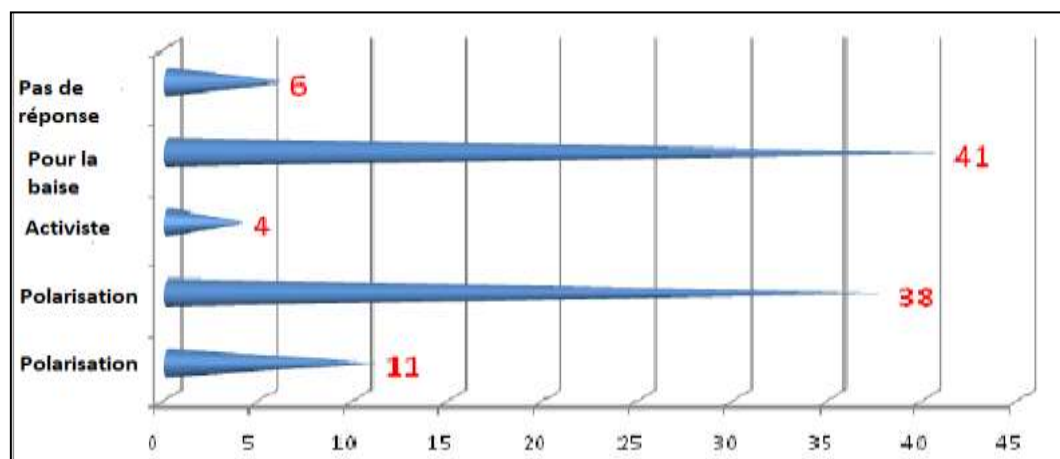
Tableau 59 : Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Sensibilisation	11	11,0	11,0	11,0
	Polarisation	38	38,0	38,0	49,0
	Activiste	4	4,0	4,0	53,0
	Pour la baise	41	41,0	41,0	94,0
	Pas de réponse	6	6,0	6,0	100,0
	Total	100	100,0	100,0	

Le tableau montre que, selon les habitants de "Hedi Nouira", les rôles les plus importants assignés aux femmes sont les suivants: 38% de polarisation, en raison de la facilité d'accès des femmes aux maisons et de l'influence exercée sur les femmes au foyer par un simple discours religieux, la prédication et la peur du feu. Le rôle central de 41% est le rôle sexuel au service des terroristes. Cela correspond à leur position de femme qu'elles considèrent comme créée pour la maison, le sexe, la maternité et l'éducation de leurs enfants.

Ces chiffres peuvent être convertis en un diagramme illustrant le rôle des femmes dans les organisations terroristes.

Graphique 23 : Rôle des femmes dans les groupes extrémistes.



3. Analyse des propositions de solutions:

Après avoir analysé la réalité et la réalité des éléments et des indicateurs qui contribuent à la promotion de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier de « Hedi Nouira », nous avons mené une enquête sur le terrain afin de connaître les points de vue et les suggestions de l'échantillon de répondants sur les solutions envisageables pour prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme dans leur voisinage. Nous avons également formulé six suggestions et

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

demandé aux répondants de choisir les propositions les plus proches de ce qu'ils considéraient comme des solutions et de les classer de 1 à 6 comme importants.

Par calcul, nous avons reçu 3000 réponses. Après avoir analysé et examiné le système SPSS, les propositions de 100 répondants ont été résumées dans le tableau suivant:

Tableau 60: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Éradication de la pauvreté	42	42,0	42,0	42,0
Réforme de l'enseignement	14	14,0	14,0	56,0
Répandre la culture du dialogue et de la paix	5	5,0	5,0	61,0
Plus d'attention à la jeunesse.	28	28,0	28,0	89,0
Valide Un programme complet de prévention de l'extrémisme qui contribue à tous les segments de la société.	9	9,0	9,0	98,0
Un rôle important de la société civile dans le programme de prévention.	2	2,0	2,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

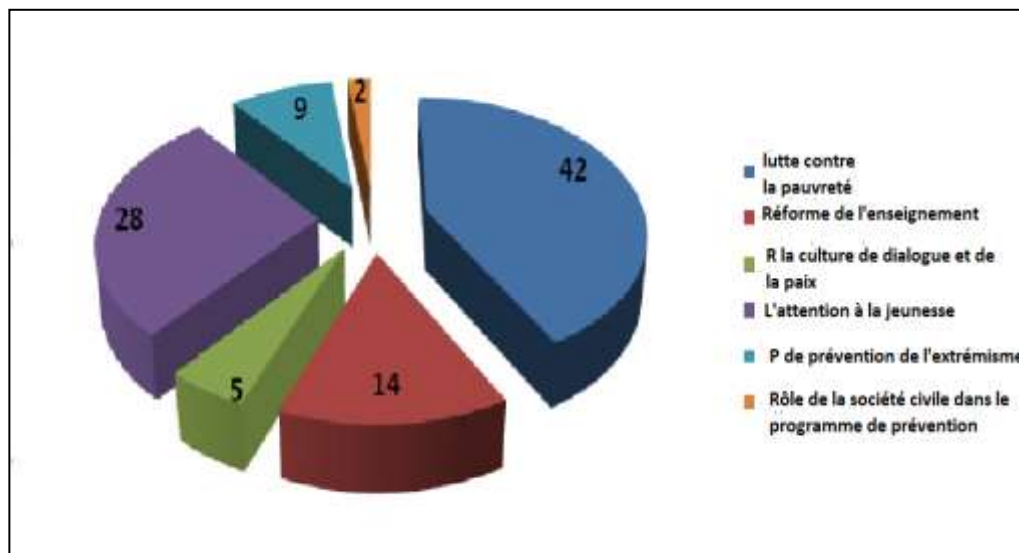
Proposer des solutions et les adapter en fonction de l'importance proposée par l'échantillon de répondants comportaient trois domaines essentiels: l'élimination de la pauvreté, l'attention portée aux jeunes et la réforme de l'éducation. L'éradication de la pauvreté était de 42%, la jeunesse de 28% et la réforme de l'éducation de 14%. Les trois principaux problèmes ont donc représenté environ 88%. Cela signifie que l'échantillon interrogé a clarifié sa vision en matière de prévention de l'extrémisme violent par l'élimination de la pauvreté et l'attention portée à la jeunesse en tant que catégorie la plus ciblée et en réformant l'éducation de manière efficace pour créer des esprits scientifiques immunisés et capables d'affronter l'argument scientifique.

Cependant, la faiblesse des pourcentages des autres propositions visant à diffuser la culture du dialogue et de la paix et un programme complet de prévention et le rôle de la société civile dans la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme ne constituent pas une futilité de ces solutions, mais plutôt des solutions urgentes et fondamentales à mettre en œuvre. L'élimination de la pauvreté est une tâche urgente dans notre société, car réformer l'éducation

et prendre soin des jeunes est une question fondamentale et nationale, auquel cas nous n'aurons pas besoin des forces militaires ou de sécurité pour combattre le terrorisme.

Pour que les solutions proposées soient claires, nous allons essayer de le tracer graphiquement comme suit:

Graphique 24: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.



4. Principaux concepts des forces, de faiblesses, des opportunités et des menaces liés à l'extrémisme violent dans le quartier « Hedi Nouira ».

Après une évaluation approfondie et quantitative de tous les éléments qui encouragent ou contribuent à la présence et à la propagation de l'extrémisme violent dans le quartier « **Hedi Nouira** ».de la municipalité de la "Sokra", il est facile d'identifier les principales des points forts, des points faibles du quartier en tant qu'environnement interne, ainsi que des opportunités et des menaces potentielles pouvant provenir de l'environnement externe, en relation avec l'extrémisme violent dans le quartier « **Hedi Nouira** » par le biais de l'analyse SWOT :

L'environnement interne du quartier		L'environnement externe du quartier	
Points forts	Points faibles	Opportunités	Menaces
- Fort pourcentage de jeunes. - Taux élevé de niveaux d'enseignement surtout pour l'enseignement	- Taux de chômage élevé et absence d'espaces d'activités offrant des emplois, en particulier aux diplômés universitaires. - Absence de tous les	- La position du quartier sur la route principale menant à Bizerte offre des opportunités pour le développement de ses infrastructures. - La position du	- La propagation de l'idéologie extrémiste et terroriste dans le quartier, en particulier le quartier E-Nassim, le met toujours sous

supérieur. - L'augmentation du pourcentage de titulaires de diplômes universitaires, qui fait du quartier une source de main-d'œuvre et de capacités spécialisées. - L'âge moyen des habitants du quartier ne dépasse pas 38 ans, ce qui signifie qu'il s'agit d'un quartier jeune. - La diversité du tissu social est la multiplicité des origines de la population, ce qui rend le quartier riche socialement et culturellement. - Appartenance à la majorité des habitants de "Hedi Nouira" à la classe moyenne (employés et enseignants), rendant le quartier socialement harmonieux en classes - Disponibilité des moyens de bien vivre. - Infrastructure et gamme d'institutions de service existantes	espaces scientifiques, sportifs et culturels. - Absence quasi totale de la société civile et de l'activité politique et syndicale, ce qui fait perdre les facteurs de vaccination et de prévention communautaires. - La forte proportion de jeunes considérés comme le groupe le plus ciblé d'extrémisme violent et de crime organisé. - L'aspect noyautique des familles, ce qui perd le tissu social des relations de solidité et de solidarité entre la population - La faiblesse des relations sociales au sein de la population et donc l'absence de dénominateurs communs pour vivre ensemble malgré la nature du logement collectif et semi collectif.	quartier au milieu de plusieurs quartiers, en fait un passage nécessaire pour la population des autres quartiers, ce qui peut offrir des opportunités d'investissement et de développement des services et du commerce dans le quartier. - Expansion urbaine et augmentation du nombre de personnes souhaitant vivre dans le quartier et les quartiers voisins, ce qui offre des opportunités d'intégration et de création de projets face aux nouveaux besoins croissants de la population. - La diversité des nouveaux quartiers et des logements verticaux permet de bénéficier des nouveaux arrivés, dans le cas de la diminution des niveaux de conflit et de la transition vers des quartiers plus stables et plus sécurisés.	la menace directe, en particulier - Contrôle médiocre des mosquées environnantes et de l'activité des associations caritatives de la région, qui fournissent des fonds pour attirer les pauvres, les handicapés et les marginalisés - Le quartier reste ciblé par les trafiquants de drogue et les gangs du crime organisé, qui se sont répandus dans les quartiers voisins, notamment au voisinage de la brise - Bien que les composantes et les indicateurs du quartier n'aident pas à propager l'idée de noirceur et d'extrême, mais la présence de groupes extrémistes dans les quartiers voisins reste une menace pour les jeunes du quartier "Hedi Nouira".

- Existence des espaces de divertissement, des espaces verts et des établissements d'enseignement.			

5- Analyse quadratique du groupe de discussion du district "Hedi Nouira"

Dans le cadre du travail participatif et de l'approche du dialogue sur le phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme, un groupe de travail pour le dialogue participatif a été formé, en particulier les représentants des jeunes et des femmes de la société civile de la région et le chef du département municipal de "Borj El-Wazir".

Après une explication générale et simplifiée de la méthode d'analyse quadratique et des méthodes d'utilisation dans le domaine des phénomènes sociaux, il a été convenu de travailler selon trois équipes, chaque équipe analysant selon la méthode SWOT de l'un des quatre points impliqués dans ce quatuor.

Première analyse: forces et faiblesses de l'environnement interne du quartier "Hedi Nouira" :

Le travail du premier groupe visait initialement à définir le concept de force et de faiblesse, puis la réalité du quartier "Hedi Nouira" a été diagnostiquée à travers ses avantages et ses faiblesses. Cette analyse quadratique du premier groupe de travail peut être résumée comme suit:

- Considérant le fort pourcentage d'étudiants et de titulaires de diplômes universitaires comme points forts du quartier.
- La jeunesse du quartier est une force et un avenir malgré la réalité du chômage et de la marginalisation.
- La diversité régionale et les coutumes et traditions différentes peuvent être considérées comme un point de richesse et de coexistence, plutôt qu'une différenciation ou un conflit.
- l'harmonie de classes, c'est-à-dire que la majorité de la population appartient à la classe moyenne, réduit les niveaux de conflits.

En ce qui concerne les faiblesses, le quartier, en tant que quartier typique, comparé au reste des quartiers couverts par l'étude, ses faiblesses ne sont pas nombreuses. Les points les plus importants peuvent être résumés comme suit:

- L'extension du chômage surtout chez les diplômés universitaires.
- La faible relation entre les organes de sécurité et les citoyens, crée une réalité de tension dans le voisinage, ce qui fait de l'appartenance à des groupes extrémistes une sorte de réaction naturelle à la répression de l'état, ressentie par un bon nombre d'habitants.
- L'absence totale d'institutions de culture, du sport, d'art et de créativité, crée un vide particulier chez les jeunes.
- L'absence de développement dans le quartier et l'absence d'espaces fournissant des offres d'emploi, rendent ce quartier oppresseur de la population et réduit à faible le sentiment d'appartenance.
- Absence de relations sociales fortes parmi la population en raison de la nature des logements verticaux et du caractère des familles vivant dans le quartier.
- Manque de solidarité de la population en général.
- l'absence de la société civile et la faiblesse de la participation de la majorité de la population aux politiques, aux syndicats et aux activités liées droits de l'homme.

Deuxième analyse: opportunités offertes par l'environnement extérieur du quartier "Hedi Nouira" :

Une telle analyse est une opportunité pour le deuxième groupe de travail d'identifier la marge d'opportunité qui peut être offerte de l'extérieur du quartier et susceptible de le rendre immunisé contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Il convient également de noter que le débat n'a pas été sans heurts entre les membres de la deuxième équipe, à l'instar de la première équipe, ce qui rend difficile la détermination des possibilités.

Les principales conclusions du groupe de travail sur les opportunités se résument comme suit:

- L'existence stratégique du quartier entre de nombreux quartiers, en particulier sa présence sur la route nationale 8, peut lui permettre de bénéficier d'une bonne infrastructure et d'une attention meilleure, de la part de l'autorité.
- L'emplacement du quartier contribuera à créer une dynamique de services et commerciale vue qu'il est devenu un passage obligé pour l'accès à nombreux quartiers voisins.
- L'expansion urbaine et l'augmentation du nombre de personnes souhaitant vivre dans le quartier et dans les quartiers voisins, ce qui offre des opportunités d'intégration et de projets de projets face aux nouveaux besoins croissants de la population.
- La diversité des nouveaux quartiers et des logements verticaux permet de bénéficier de classes importées dans les zones de faible niveau de conflit et de transition vers des quartiers plus stables et plus sûrs.

Troisième analyse: les menaces.

Le troisième groupe, chargé d'identifier les menaces externes susceptibles de contribuer à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier "Hedi Nouira", a tenté, au cours de la discussion, de relier la réalité actuelle du quartier et de son emplacement ainsi que ses relations aux quartiers et à l'espace adjacent afin d'identifier les menaces potentielles présentant une menace pour le quartier.

La discussion et le dialogue participatif n'étaient pas faciles, mais plutôt complexes et complexes du point de vue de la complexité des entrées du sujet et de la rigueur de l'analyse quadratique.

Les discussions les plus importantes, sérieuses et parfois enthousiastes, se résument comme suit:

- Le niveau élevé de violence dans le quartier et dans les quartiers voisins présente une menace permanente pour la sécurité et la stabilité du quartier.
- Bien que les composantes et les indicateurs du quartier ne contribuent pas à propager l'idéologie de la noirceur et de l'extrémisme, mais la présence de groupes extrémistes dans les quartiers voisins reste une menace pour les jeunes hommes et femmes de la cité "Hedi Nouira".
- Le taux élevé de déplacements dans la région, peut constituer une menace éventuelle pour le quartier, en raison de la possibilité d'infiltration d'éléments ou de groupes extrémistes, du fait de la disponibilité de logements à louer, et de la proximité de la ville de Tunis, ainsi que de l'Ariana.
- Le faible contrôle de des mosquées du quartier "E-Nassim", pourrait constituer une menace éventuelle pour le quartier « Hedi Nouira ».situé au voisinage.

Gouvernorat de Tunis

Introduction

Suite à l'examen de l'étude des données relatives au gouvernorat de Tunis et de ses délégations, le démantèlement de la réalité des infrastructures et des services dans les délégations et l'approfondissement de l'étude du niveau de vie, les municipalités de "Sidi Hcine" et "Jbel Jloud" ont été choisies comme deux zones d'étude et d'analyse. Au sein des deux municipalités, quartier " 25 juillet " à "Sidi Hcine " et le quartier « El Fateh » de "Jbel Jloud" ont été sélectionnés. Une sélection qui a été basée sur ce qui suit :

- Le quartier " 25 juillet " à "Sidi Hcine " a été choisi pour sa densité de population, son architecture chaotique, le chômage qui sévit, l'absence d'installations et d'infrastructures publiques et la fragilité du niveau de vie. Il a été également choisi en raison du contrôle exercé par les groupes extrémistes au cours des années 2011, 2012 et 2013, et ces groupes ont

pu se déployer sur le terrain et essayer de gérer l'espace public et de contrôler les structures spéciales.

- La sélection du quartier « El Fateh » à "Jbel Jloud" se base sur le principe qu'il est considéré comme l'un des quartiers populaires, connu pour ses fortes contradictions sociales et sa présence à proximité d'une zone industrielle malgré le taux de chômage élevé parmi les jeunes qui y vivent. Il est également connu pour la prolifération d'éléments extrémistes, qui ont réussi ces dernières années à attirer un nombre important de jeunes dans la région.

Grâce à la carte de données et à l'étude menée de chacune des deux régions, ainsi que par l'enquête sur le terrain et des entretiens directs avec les habitants, nous pouvons fournir une analyse étayée par des arguments précis et détaillés sur les conditions pouvant contribuer à l'existence ou à l'expansion et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme aux alentours du quartier « 25 juillet » et de la cité « El Fateh ».

Le quartier "25 juillet" de la municipalité de "Sidi Hcine".

1. Introduction.

Située entre le quartier "Omar El-Mokhtar" et "Sidi Hcine –Sijoumi", sa population est élevée et se classe au premier rang dans le gouvernorat de Tunis en termes de croissance démographique, qui, selon les statistiques de 2014 est de 4,98%. Ses rues principales sont caractérisées par un commerce chaotique et une construction aveugle. De plus, comme dans les autres quartiers populaires, des cafés sont connectés à ses rues et ruelles, en contrepartie de la quasi-absence de toutes les installations récréatives et culturelles et des cadres organisant les activités civiques et citoyennes. Les principales caractéristiques de ce quartier sont les suivantes:

- Taux de criminalité élevé.
- Consommation et promotion de drogue.
- Hauts taux de chômage.
- Taux d'analphabétisme élevé.
- Infrastructure détériorée.
- Conflits entre la population.
- La propagation du discours extrémiste et des éléments qui l'encouragent.

Mais ces indicateurs généraux doivent être examinés à travers l'analyse, la lecture et la décortication. Ce qui nous a permis d'interroger et de discuter avec le groupe de discussion du quartier et les représentants de la société civile de la région de "Sidi Hcine".

2 - Analyse des éléments et facteurs qui encouragent et contribuent directement et indirectement à la présence et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme aux alentours du quartier « 25 juillet » à "Sidi Hcine –Sjoumi" du gouvernorat Tunis 2.

❖ La réalité des infrastructures et des services et le cadre de vie.

Le quartier de « 25 juillet » à Sidi Hcine, à l'instar des autres quartiers adjacents, est un quartier populaire érigé de manière non structurée, ni organisée dans l'intérêt du développement urbain. Au début des années 80 et à la périphérie de la Ceinture verte de la capitale, l'afflux de vagues de migration a commencé vers l'entrée ouest de la capitale, en provenance de la campagne, des villages et des villes du Nord-Ouest en particulier, et est construit un quartier de ceinture de la capitale et de l'un des plus vastes quartiers de Tunis qui n'a pas été autorisé depuis le début. Ce qui explique l'absence totale des espaces de loisirs et des infrastructures nécessaires à un groupe de population. En ce qui concerne le reste des composantes de l'infrastructure et des services et le cadre de vie dans le quartier, et grâce à la visite sur le terrain de l'équipe d'experts et à l'enquête hongroise dans le quartier, il est clair pour nous, que l'infrastructure est médiocre et qu'elle se détériore de manière importante. Les services publics sont quasiment absents, malgré les améliorations apportées au quartier au à la fin des années quatre vingt dix à travers un programme d'urbanisation exceptionnel.

Il est à noter que le quartier de « 25 juillet » à Sidi Hcine a enregistré un taux de croissance élevé pour plusieurs années et a atteint 4,98, alors que le taux de croissance démographique dans le gouvernorat de Tunis n'est que de 1,03%.

Quant aux travaux exercés par les habitants, ils étaient au début de la construction du quartier, liés aux travaux publics et se sont peu à peu transformés en commerces de détail et à l'installation aléatoire dans le centre de l'agglomération de Sidi Hcine.

En étudiant les tableaux du questionnaire et en examinant les données des réponses à un échantillon de répondants de l'infrastructure, nous pouvons conclure les résultats dans les tableaux suivants:

Tableau 1 : état des rues et des routes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bon	25	8,3	8,3	8,3
Moyen	176	58,7	58,7	67,0
Mauvais	99	33,0	33,0	100,0
Total	300	100,0	100,0	

Tableau 2 : L'éclairage public.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	262	87,3	87,3	87,3
Non	30	10,0	10,0	97,3
Pas de réponse	8	2,7	2,7	100,0

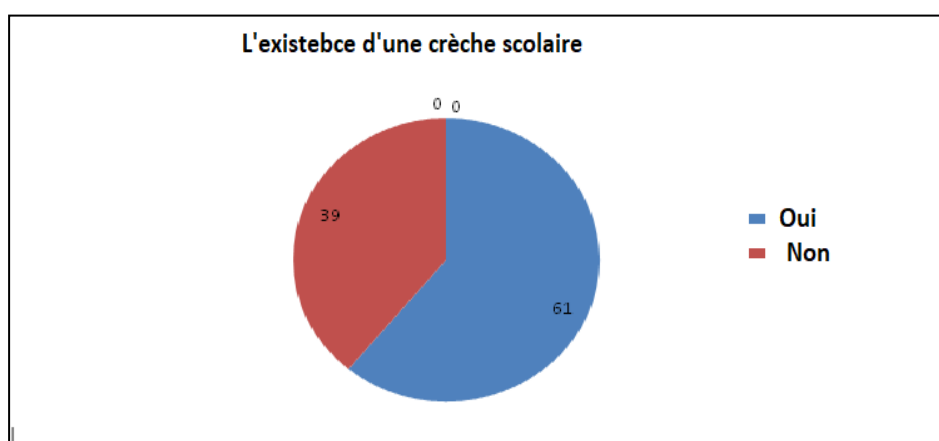
Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Total	300	100,0	100,0	

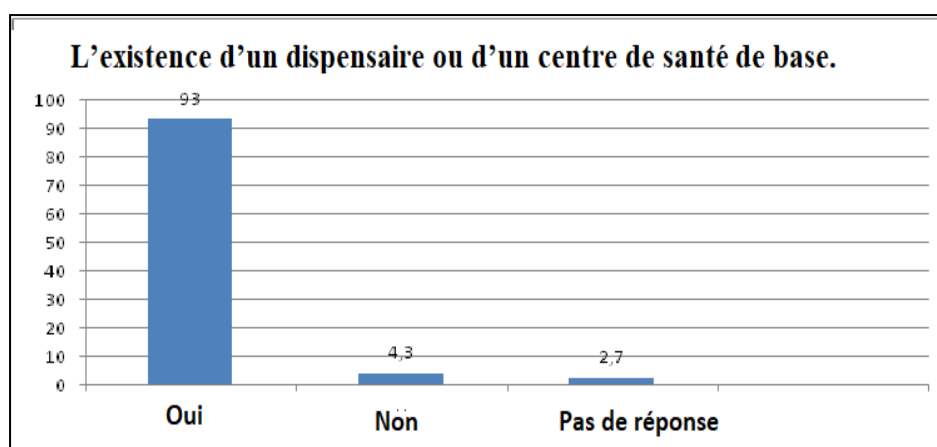
Les réponses relatives à l'état des routes et des rues dans le quartier, variait entre 58,7 (état moyen) et 33,5% (mauvais état), alors que pour l'éclairage public, l'échantillon interrogé reconnaît à 87,3% son existence. Lors de la visite sur le terrain, nous avons remarqué des rues étroites et mal faites, ainsi que des rues principales dans un état infecté et occupées par des vendeurs de tous produits.

Quant aux installations destinées aux enfants et aux jeunes, telles que l'école, le jardin d'enfants et la crèche, elles sont présentes, mais se voient dans des conditions aggravées surpeuplées et mal aménagées, comme c'est le cas du dispensaire qui ne répond jamais aux besoins de la population en matière de santé. Pour les terrains de sport, les parcs familiaux et les espaces de loisirs, ils seraient des installations de luxe, comme si le quartier n'en a pas besoin. C'est ce qui a été exprimé par l'échantillon interrogé au moyen des graphiques suivants:

Graphique 1 : L'existence d'une crèche scolaire.

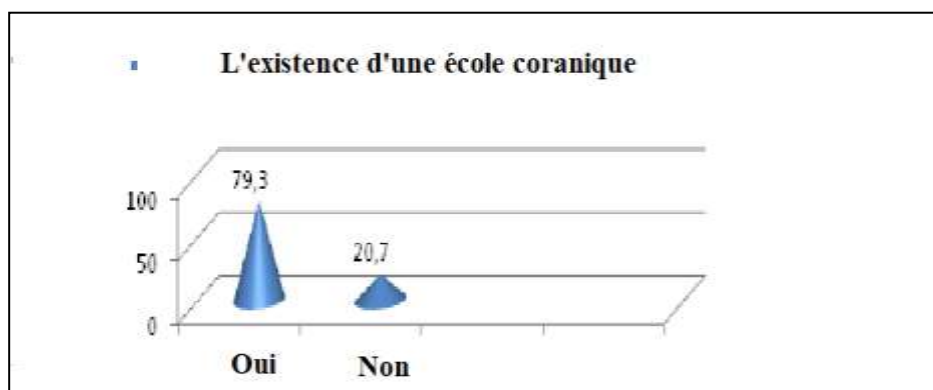


Graphique 2 : L'existence d'un dispensaire ou d'un centre de santé de base.



En l'absence de tout aspect des conditions de vie adéquates, nous trouvons un nombre important de mosquées dans le quartier et à proximité, ainsi qu'un nombre important d'écoles coraniques. En ce domaine, les installations non réglementées sont plus nombreuses que celles liées à l'état et contrôlées. Ce qui fait que le quartier soit délaissé et marginalisé dans le domaine des infrastructures, des installations de service et des modes de vie différents.

Graphique numéro 4: L'existence d'une école coranique.



Capital social ou société civile.

Vue l'attachement du quartier à la capitale, centre des activités politiques, syndicales et des droits de l'homme il est important de comprendre la résonance de ses habitants et l'ampleur de leur implication et de leur contribution au travail de citoyenneté pour améliorer leurs conditions de vie et bénéficier de cadres organisés et conscients qui contribuent au développement de la conscience collective et participent à la réduction de l'extrémisme violent et du terrorisme. Ce qui affecte particulièrement le segment de la jeunesse. La situation des infrastructures et des services publics et leur dégradation à tous les niveaux, sont souvent une incitation au travail citoyen, tant qu'individus ou organisé dans le cadre associatif. Selon le questionnaire, les chiffres montrent que la participation des habitants aux activités syndicales, de droits civils, politiques et sociales est minime. D'après les tableaux et les graphiques, 54,3% des répondants de l'échantillon ne considèrent pas qu'il existe des associations dans le quartier et environ 52,7% des répondants ne sont pas impliqués. En répondant au rôle des associations, 72% déclarent qu'il n'y a pas de travail collectif, 12% le considéraient comme culturel, tandis que 21% considéraient que le rôle des associations

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

reposait sur la bienfaisance. Concernant l'évaluation du rôle des associations et du travail social, les réponses variaient entre 29,7% qui le considèrent qu'activité utile et 28,3% le jugent inutiles.

Tableau 3 : Activité politique.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	10	3,3	3,3	3,3
Valide Non	290	96,7	96,7	100,0
Total	300	100,0	100,0	

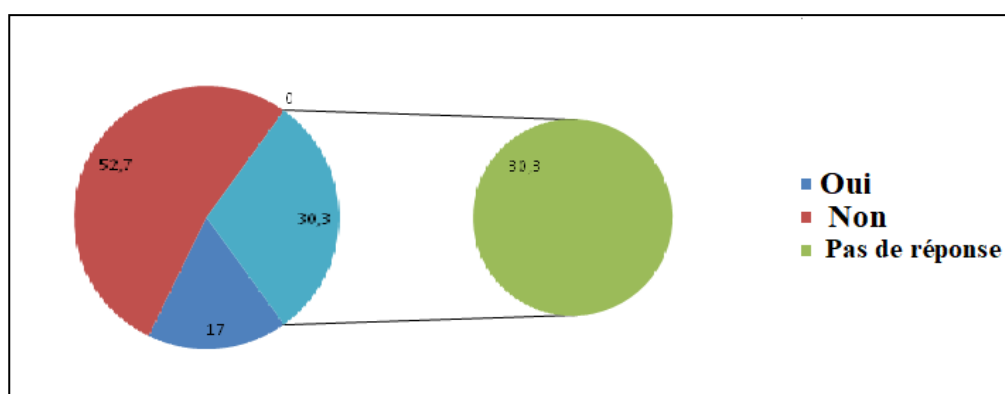
Tableau 4 : Activité syndicale.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	13	4,3	4,3	4,3
Valide Non	287	95,7	95,7	100,0
Total	300	100,0	100,0	

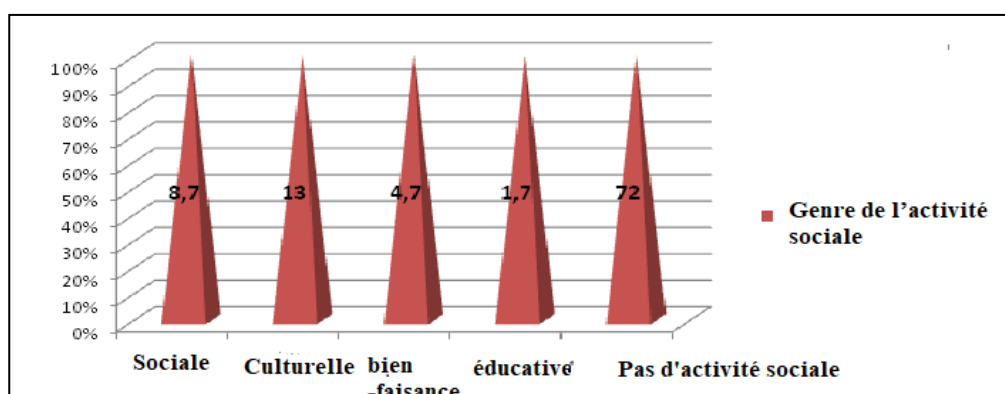
Tableau 5 : Activité relative aux droits de l'homme.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	9	3,0	3,0	3,0
Valide Non	291	97,0	97,0	100,0
Total	300	100,0	100,0	

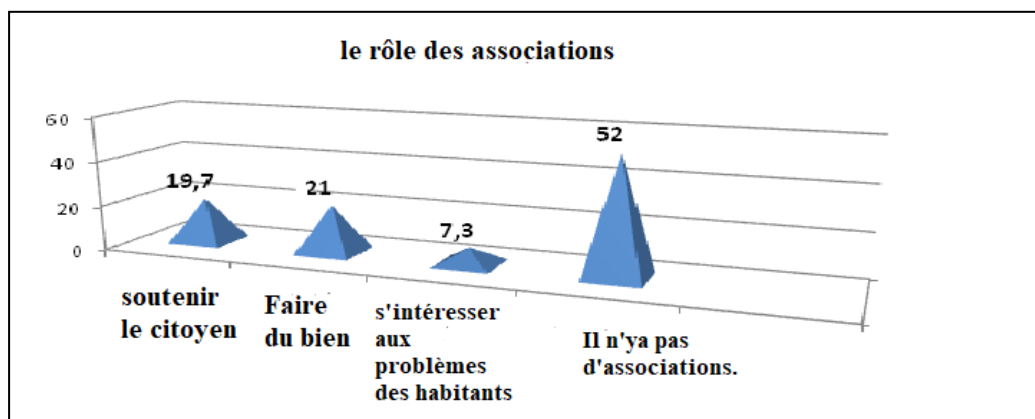
Graphique 5 : la participation aux activités associatives.



Graphique 6 : Genre de l'activité sociale.

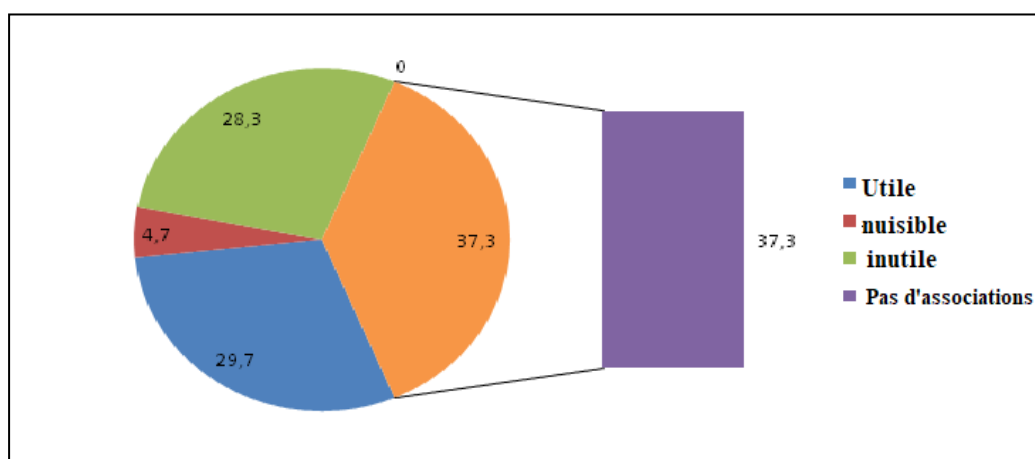


Graphique 7: le rôle des associations.



Cependant, parmi les données inquiétantes, 96,7% n'ont aucune activité politique, 95,7% n'ont aucune activité syndicale et 97% des personnes interrogées n'ont aucune activité en matière de droits de l'homme, ce qui signifie que le pourcentage de participation individuelle et organisationnelle n'est que de 4%, ce qui indique le problème de la résistance aux champignons extrémistes et terroristes. Le quartier est dépourvu de mécanismes de résistance civile, non seulement pour son existence mais également en tant qu'idée. Parmi les citoyens de nombreux considèrent que le travail d'association n'est pas utile, et ils représentent un pourcentage élevé reflétant la mentalité générale qui domine la majorité des habitants, une mentalité de ce qu'ils appellent "le juste vivant" qui ne se soucie que de sa propre situation de travail et de sa vie quotidienne, et ne s'intéresse pas au reste de la vie. La deuxième préoccupation est que les cadres des associations, des partis et des syndicats sont loin d'être utiles, et ils ne le sont pas parce qu'ils ne sont pas utiles à tous les niveaux, en contrepartie de chercher de l'aide ou de recourir, si nécessaire, à d'autres institutions traditionnelles à caractère religieux, familial ou régional.

Graphique 8: Evaluation de l'existence des associations.





économique et sociale.

Réalité

Il ne fait aucun doute que la réalité économique et sociale des habitants du quartier donne une idée précise de la nature des relations sociales ainsi que des taux de scolarisation et d'équipements de survie en général, ainsi que des différents segments de l'existant. Comme le quartier de 25 juillet est lié à la capitale, la main-d'œuvre de ce quartier est considérée comme un important réservoir pour les pôles industriels et le centre commercial situé à "l'Ariana" et la "Charguia" et le centre des métiers artisanaux au milieu de la capitale.

Mais après avoir vérifié et examiné les faits de la réalité fournie par l'interrogatoire, ainsi que par la discussion fructueuse avec les habitants de la région, nous nous sommes déplacés avant le début du questionnaire pour le comprendre et le vérifier. Pour suivre le cours de l'extrémisme violent et du terrorisme, il est nécessaire d'examiner les données économiques et sociales afin que nous puissions comprendre et interpréter le phénomène de manière objective.

En retournant au questionnaire, nous trouvons que 79,3% des répondants de l'échantillon confirment qu'il existe une usine dans le quartier, supposant qu'il existe une usine, des unités industrielles ou d'autres institutions à forte intensité de main-d'œuvre, les possibilités d'emploi seraient relativement disponibles, mais les réponses étaient négative à 74%, en répondant à la question : y a-t-il des emplois dans le quartier? Ce qui est indiqué dans le tableau et la graphique ci-dessous:

Tableau 6: Opportunités d'emploi.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	67	22,3	22,3	22,3
Non	222	74,0	74,0	96,3
Pas de réponse	11	3,7	3,7	100,0
Total	300	100,0	100,0	

Parmi les dilemmes vécus par les habitants du quartier du 25 juillet à Sidi Hcine, il y a le taux de chômage élevé et la montée incessante à la hausse, que ce soit parmi la main-d'œuvre non compétente ou les propriétaires de diplômes universitaires, dont le taux de chômage dépasse la moyenne nationale et le taux enregistré dans le gouvernorat de Tunis.

Dans l'évaluation du taux de chômage, 77% le considéraient comme élevé et 13,7% en tant que modéré. Au plus du taux élevé de chômeurs, 87,3% ont déclaré qu'il n'y avait ni centre de formation professionnelle, ni centre de formation pour filles, ni centre d'activité artisanale. La structure de la société est absente, tout comme les espaces publics de divertissement et les espaces sportifs: le quartier 25 juillet, totalement marginalisé par l'État et les habitants se voient dépourvus de tous les outils de l'autodéfense civile, tels que l'association, le syndicat ou l'activité politique. Le vide créé par les institutions de l'État dans le voisinage a souvent été

absorbé et contrôlé par des groupes extrémistes et d'autres conflits régionaux sur des intérêts personnels de nature économique dans la plupart d'entre eux.

Graphique 9: évaluation des taux de chômage.

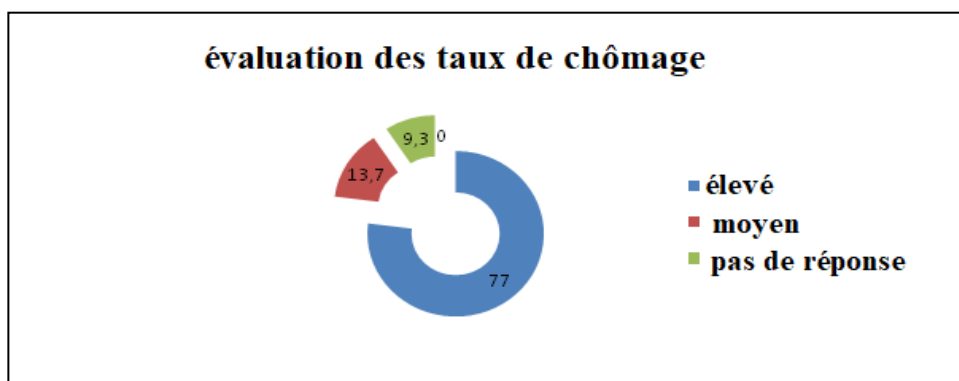


Tableau 7: L'existence d'un centre de formation pour filles

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	22	7,3	7,3	7,3
Non	262	87,3	87,3	94,7
Pas de réponse	16	5,3	5,3	100,0
Total	300	100,0	100,0	

Tableau 8 : l'existence d'un centre d'activités artisanales.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	22	7,3	7,3	7,3
Non	256	85,3	85,3	92,7
Pas de réponse	22	7,3	7,3	100,0
Total	300	100,0	100,0	



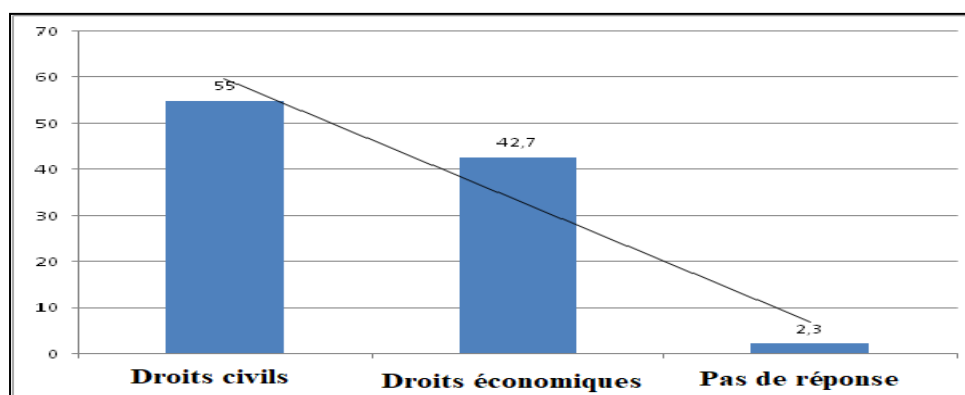
La réalité des droits de l'homme et des libertés individuelles et publiques.

Les libertés individuelles et publiques sont la pierre angulaire de la personnalité équilibrée de la société, par le biais de l'exercice de ces droits, et reflètent également le développement d'une société. Les communautés où la loi, la pratique et la législation garantissent les droits individuels et collectifs, sont plus pacifiques et civiles que d'autres, car les droits de l'homme et les droits économiques et sociaux sont inscrits dans la citoyenneté.

De ce point de vue, et à la suite de la recherche du lien entre ces composantes de la personnalité de la citoyenneté, nous essayons de faire le lien avec ses relations avec

l'extrémisme violent et le terrorisme. Le quartier du 25 juillet ne pouvant être une exception à ces principes de base, le questionnaire s'est concentré sur cet aspect important.

Graphique 10: Relation entre droits de l'homme et droits civils et économiques.



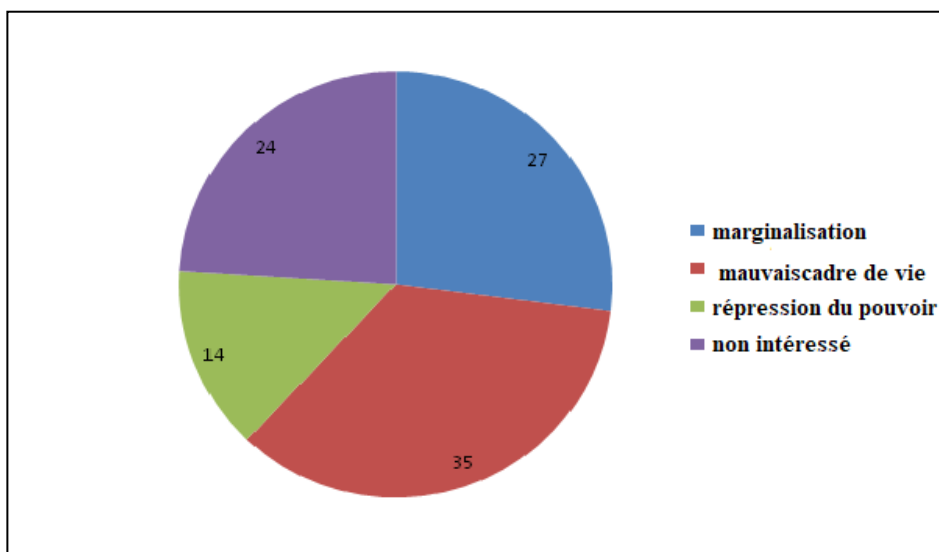
Parmi les indicateurs sérieux aux alentours du 25 juillet, le sentiment du respect dans le quartier où nous trouvons un ratio de 70,3 de personnes interrogées considérant que le sentiment du respect est loin d'être ressenti, au contraire, les sentiments de dédain et de népotisme et de malveillance, constituent des sentiments

dominants chez la population, surtout les jeunes. Des sentiments qui engendrent généralement l'animosité et alimente la rébellion contre les institutions. Nous trouvons une tentative pour expliquer cela parmi trois réponses convergentes mais homogènes: 35% disent que cela est dû au cadre de vie médiocre, 27% à la marginalisation, et 14% des personnes interrogées ont déclaré que cela était dû à la répression du pouvoir. Les trois réponses convergentes montrent qu'il existe une situation inhabituelle dans le quartier. Pour le vérifier, 51% des sondés pensent que la relation avec le système de sécurité est tendue et 90,3% confirment que les assauts de police dans les quartiers populaires constituent une opération de terreur complète. L'impunité des éléments de sécurité qui les effectuent est un fait que personne ne peut nier, mais les résidents, d'après le dialogue avec eux, estiment qu'il est impossible de porter plainte contre les éléments de sécurité qui commettent les attaques et que la plainte ne peut être prouvée, Tout le monde a ressenti un sentiment d'impunité et c'a continué dans le silence.

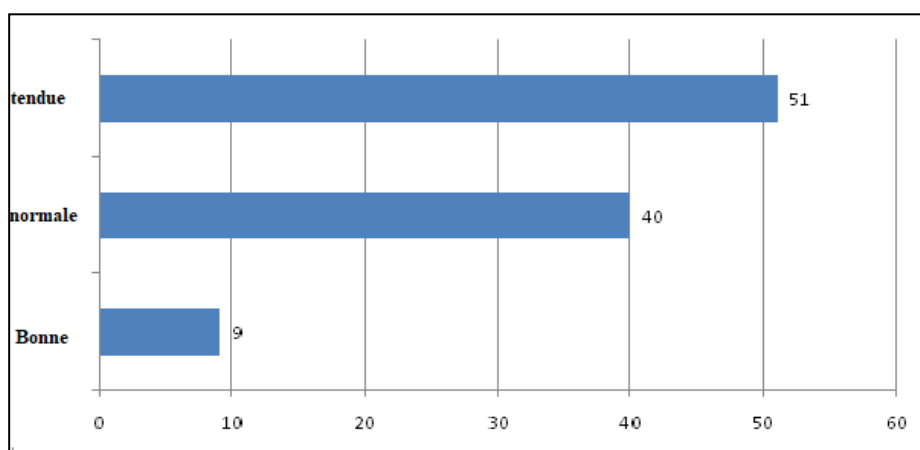
Tableau 9 : Sentiment du respect dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	78	26,0	26,0	26,0
Non	211	70,3	70,3	96,3
Valide Pas de réponse	10	3,3	3,3	99,7
22	1	,3	,3	100,0
Total	300	100,0	100,0	

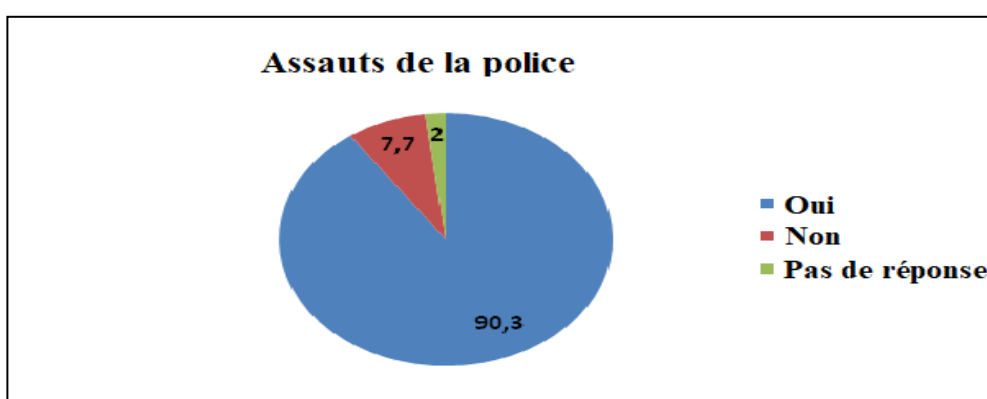
Graphique 11: Interprétation du manque de respect.



Graphique 12: Évaluation de la relation du citoyen avec l'appareil de sécurité

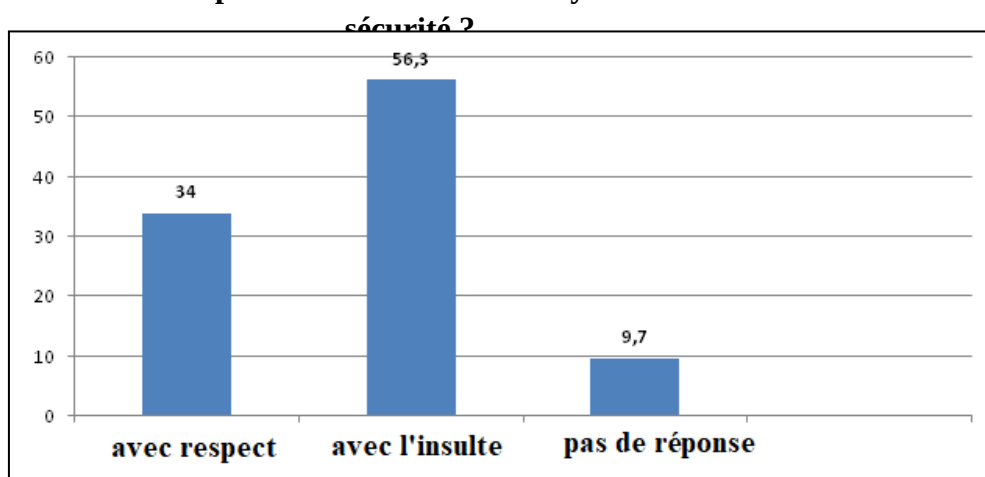


Graphique 13: raids de sécurité



Dans le quartier de 25 juillet, toutes les données relatives à la tension avec la police et aux violations des droits de l'homme sont présentes. 56,3% des personnes interrogées considèrent que le traitement de la sécurité avec les citoyens lors de la surveillance est insultant. Parmi les points qui doivent être soulevés dans le traitement de ce sujet, il y a un nombre important de résidents qui confirment que pendant les opérations de surveillance et dans de nombreux cas, il s'agit de garder les jeunes du quartier du 25 juillet, comme si l'appartenance au quartier était un soupçon, raison pour laquelle 42,3% des répondants décrivent le comportement des jeunes envers la police par l'indifférence, alors que 35% de l'échantillon affirment la réaction violente des jeunes, à savoir les émeutes.

Graphique 14: Comment la police traite-t-elle les citoyens dans le cas du contrôle de



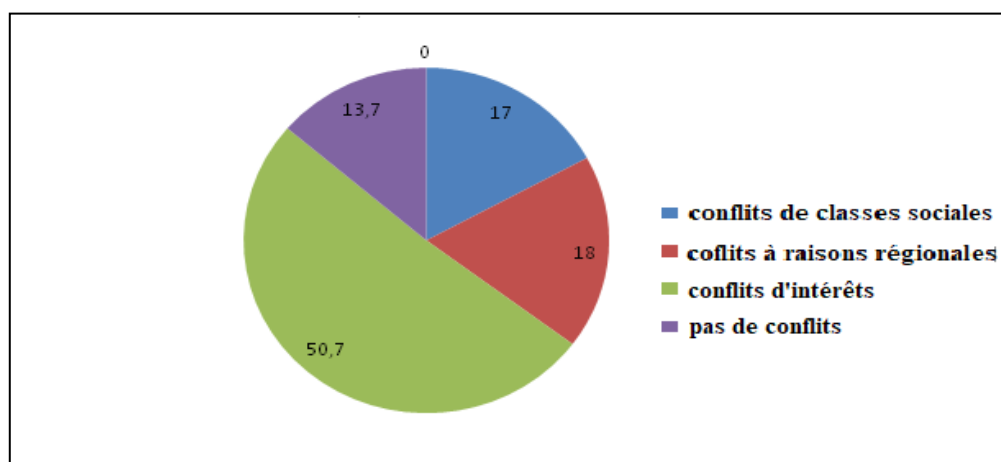
Les conflits entre les citoyens du quartier sont un indicateur qui peut être utilisé pour examiner le phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme, ainsi que l'environnement qui les incube. Le conflit hors de l'espace de justice consacré par l'État dans l'appareil judiciaire, est considéré comme une absence de l'État et exprime d'une part la congestion sociale, les contradictions et les conflits qui ne peuvent être résolus sans conflit direct et violation du droit par la force.

On sait que dans le quartier "25 juillet", de nombreux conflits ont abouti à la violence physique en utilisant des armes blanches, des matraques, des couteaux et d'autres outils de violence. Les données présentées dans le questionnaire et les discussions franches et sérieuses avec un nombre important de résidents du quartier et de l'équipe de recherche ont révélé que le quartier du 25 juillet avait plusieurs conflits et que 84,3% des personnes interrogées ont confirmé qu'il existait des conflits dans le quartier. En ce qui concerne la nature de ces conflits, le ratio de 50,7 déclarent que la principale source de conflit est la contradiction d'intérêts entre citoyens.

Tableau 10: Conflit au sein de la population

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	253	84,3	84,3	84,3
Non	40	13,3	13,3	97,7
Valide Pas de réponse	7	2,3	2,3	100,0
Total	300	100,0	100,0	

Graphique n ° 15: La cause des conflits s'ils existent.



Il existe une différence entre le conflit à l'aspect civique, où on a recours à la loi et aux appareils de justice, conformément à la réglementation, et le conflit violent ouvert sur l'utilisation des différents outils de la logique de la force. Le premier conflit est considéré dans le cadre du niveau de tension sociale, et qui ne dépasse pas le stade de la plainte. Le deuxième conflit est un conflit chaotique qui surgit e l'absence des institutions de l'Etat, et dont les objectifs sont le contrôle et la domination par « la logique du plus fort ». 55,3 pour cent de l'échantillon ont estimé que l'attitude de l'autorité à l'égard du conflit, est apathique.

En plus de l'abandon de l'appareil de sécurité de son rôle de protection des citoyens, il n'intervient pas de manière décisive et directe lorsqu'un "combat" éclate dans le quartier, mais le laisse jusqu'à ce qu'un groupe soit apprivoisé. Il faut également souligner l'usage politique du parti au pouvoir prérévolutionnaire, qui a utilisé les conflits régionaux et ethniques et des groupes de recrues pour faire respecter la loi pendant les élections et les manifestations et pour attaquer l'opposition à cette époque. Ces coutumes se perpétuent dans les quartiers populaires .La sécurité continue de traiter de la même manière qu'elle avait précédemment face à ces phénomènes dangereux sans avoir conscience que c'est un élément important pour nourrir l'extrémisme violent et le terrorisme chez les individus et les groupes. Selon

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

l'échantillon de répondants, le conflit dans le quartier se développant en un recours aux armes blanches. Le tableau et le graphique nous montrent plus précisément les chiffres révélés par le questionnaire:

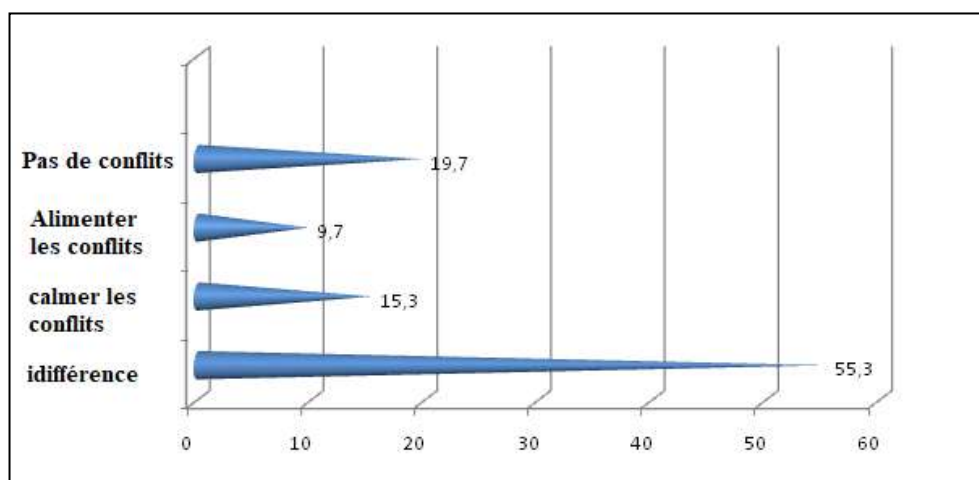
Tableau 11: Evolution des conflits vers le recours à la violence.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	239	79,7	79,7	79,7
Pas de conflits	61	20,3	20,3	100,0
Total	300	100,0	100,0	

Tableau 12: Qualité des outils utilisés dans les conflits.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Armes blanches	209	69,7	69,7	69,7
Armes à feu	2	,7	,7	70,3
Emeutes	39	13,0	13,0	83,3
Pas de conflits	50	16,7	16,7	100,0
Total	300	100,0	100,0	

Graphique16: Rôle de l'autorité dans les conflits.



Situation de sécurité.

La zone de Sidi Hcine est l'une des zones exemptes de sécurité, les régions de "Borj Chakir", "Jayara1", "Jayara 2" et les quartiers voisins, sont des zones exemptes de centres de sécurité ; ni poste de police ni poste de garde nationale.

Au cours des années 90 du siècle dernier, toute la région ne disposait que d'un seul poste de sécurité : celui de « El-Attar », dans la cité " 20 mars" déjà loin de la région, Plus tard, le centre de " Sidi Hcine " et la zone de sécurité de « Jayara » sont venus à une période ultérieure.

Au cours de ces années, la région était caractérisée par un «vide de sécurité» et présente un circuit ouvert de criminalité de toutes sortes, entraînant le refus de tous les moyens de transport de circuler dans les quartiers, de peur de piller en plein jour.

La situation est presque toujours identique: la sécurité des citoyens est synonyme de peur et d'oppression, de nombreux certificats confirment qu'ils ne souhaitent pas se rendre au centre de police même pour extraire des documents administratifs .C'est dans cet espace que situe le quartier du 25 juillet, l'un des quartiers composant le paysage de la région. En ce qui concerne l'extrémisme violent et le terrorisme, la région a été témoin durant les années 2011-2012-2013 du phénomène de patrouilles de sécurité composées d'éléments "salafistes" non liés à l'appareil de sécurité, mais a imposé leur présence avec force, dans un vide sécuritaire total. La région, dans son ensemble reste un espace pour les éléments extrémistes et travaille généralement dans le commerce parallèle, restant toujours en dissimulation et loin de l'apparition publique. Mais lorsque vous traversez ces quartiers et que vous avez connaissance de ces groupes et de leurs façons d'agir, vous réalisez qu'ils existent. Grâce à l'étude du quartier du 25 juillet et à la discussion avec les résidents, nous pouvons fournir les résultats du questionnaire sur ce sujet sensible et essayer de le lire de manière objective et impartiale, à la recherche d'éléments solides pour expliquer le phénomène.

En conclusion, 61,3% des répondants estiment que la situation en matière de sécurité dans le quartier est dangereuse contre 4,3 considérant que le quartier est sécurisé, malgré l'existence d'un centre de sécurité confirmé par 98% des interrogés, et la présence de patrouilles de sécurité affirmée par 95,7% des répondants de l'échantillon. Le résultat du questionnaire fournit des chiffres alarmants dans ce domaine et montre une absence totale de sécurité et de sûreté:

Graphique 17: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.

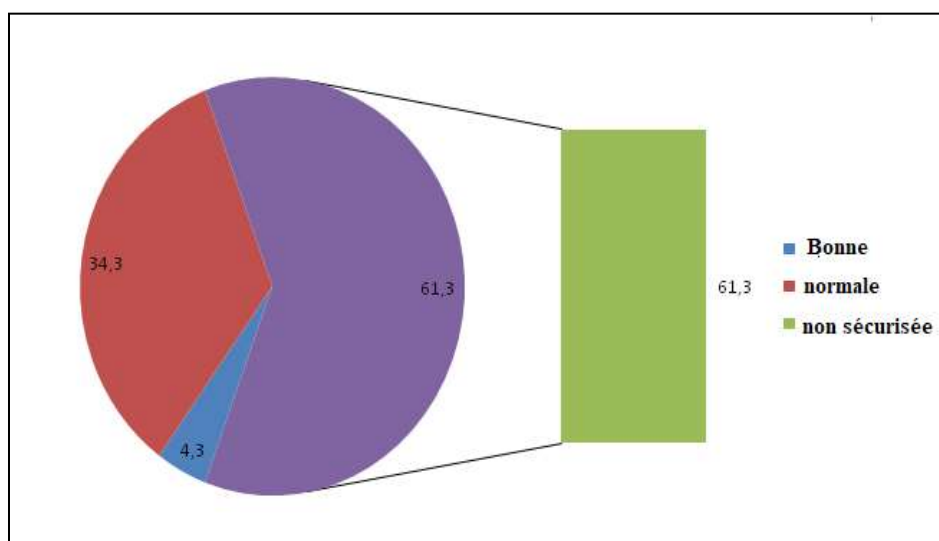


Tableau 13: Il y a un centre de sécurité dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	294	98,0	98,0	98,0
Non	4	1,3	1,3	99,3
Valide Pas de réponse	2	,7	,7	100,0
Total	300	100,0	100,0	

Tableau 14: Patrouilles de sécurité dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	287	95,7	95,7	95,7
Non	11	3,7	3,7	99,3
Valide Pas de réponse	2	,7	,7	100,0
Total	300	100,0	100,0	

Parmi les autres éléments du manque de sécurité dans le quartier, il y a le taux élevé de criminalité sous toutes ses formes, où 89% des personnes interrogées ont mis en doute le nombre de crimes et de vols commis dans le quartier et 73.3 % expliquent la propagation de la criminalité principalement par la pauvreté et la marginalisation, puis par la faible présence de sécurité. Cette situation sécuritaire, marquée par la faible présence de l'appareil de sécurité, représente une situation favorable, voire une opportunité importante pour les éléments pour gagner du terrain, d'ailleurs 58,7% des échantillons interrogés estiment que la présence de groupes extrémistes, est fortement liée à l'absence des forces de sécurité, ou de leur faible présence.

Graphique 18: Causes de la propagation de la criminalité.

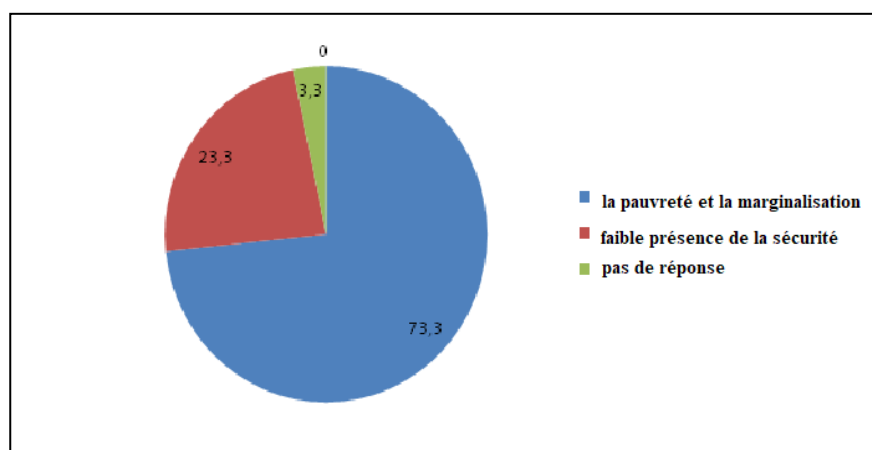
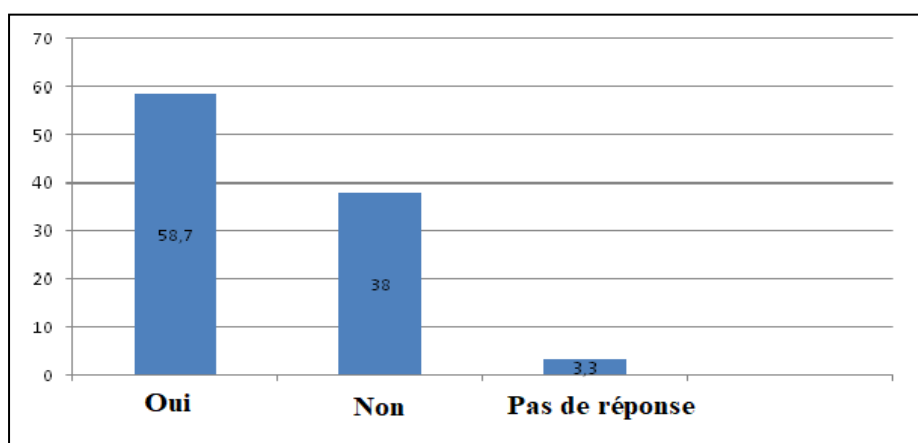


Tableau n ° 15: comment les autorités traitent elles les plaintes des citoyens.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Avec le sérieux	97	32,3	32,3	32,3
Avec indifférence	113	37,7	37,7	70,0
Avec lenteur	71	23,7	23,7	93,7
Pas de réponse	19	6,3	6,3	100,0
Total	300	100,0	100,0	

Graphique 19: L'existence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans le quartier ?



Existence de groupes extrémistes.

Tous les éléments qui nous sont présentés confirment que les composantes de l'incubateur social, économique et sécuritaire d'éléments extrémistes sont disponibles dans le quartier: l'absence d'activité citoyenne individuelle et organisée, l'absence de culture du dialogue et de la paix, et la propagation des conflits parmi la population, nous amènent à dire que le quartier 25 juillet de Sidi Hcine, peut être considéré comme attirant pour les extrémistes et les toutes autres catégories de criminels.

Les éléments terroristes du quartier de 25 juillet et des quartiers voisins ont déjà exploité les éléments mentionnés et ont capturé un nombre important de mosquées et ont pu démontrer publiquement leur puissance à plusieurs reprises au cours des années 2011-2012-2013 et début 2014. Ils ont également été en mesure de discipliner ce qu'ils considéraient comme « non pratiquants » et menaçaient de tuer de nombreux habitants, imposant le port du voile à un nombre important de filles. Ils ont également effectué des patrouilles nocturnes pour

rechercher furtivement les auteurs d'infractions liées à l'alcoolisme dans les ruelles et les masures du quartier. Ils ont même atteint le degré de la gestion du quartier et essayé de contrôler le marché et le commerce parallèle dans la région. La région de Sidi Hcine, y compris le quartier de 25 juillet, a été un lieu de rassemblement des groupes "djihadistes".

Afin de vérifier l'analyse, d'examiner ces éléments et de rechercher des partisans solides, nous revenons aux résultats de l'enquête sur le terrain, qui confirme que le quartier et les quartiers voisins englobent les groupes

terroristes et les éléments du mouvement des "Djihadistes - salafistes", qui émergent et disparaissent parfois en fonction des conditions politiques et sécuritaire dans le pays. Soixante-trois pour cent des personnes interrogées ont déclaré avoir entendu parler de groupes terroristes et extrémistes et 66% d'entre elles ont déclaré avoir connu un extrémiste par son habit étrange. En raison de la période au cours de laquelle ils se sont rendus en public et ont effectué des patrouilles pour protéger la morale et plaider en faveur de l'application des enseignements de la religion, la crainte des habitants de ces éléments persiste: 52% ont déclaré que leur relation avec les extrémistes était une relation de crainte. En raison de la présence d'éléments extrémistes sur place dans le quartier, les réponses sur les méthodes de polarisation étaient classées comme suit : 1-la polarisation par des personnes influentes. 2- la fréquentation des mosquées. 3- polarisation via Internet.

Tableau 16: L'existence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	176	58,7	58,7	58,7
Non	114	38,0	38,0	96,7
Pas de réponse	10	3,3	3,3	100,0
Total	300	100,0	100,0	

Tableau 17: Avoir entendu parler de groupes extrémistes dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	189	63,0	63,0	63,0
Non	109	36,3	36,3	99,3
Pas de réponse	2	,7	,7	100,0
Total	300	100,0	100,0	

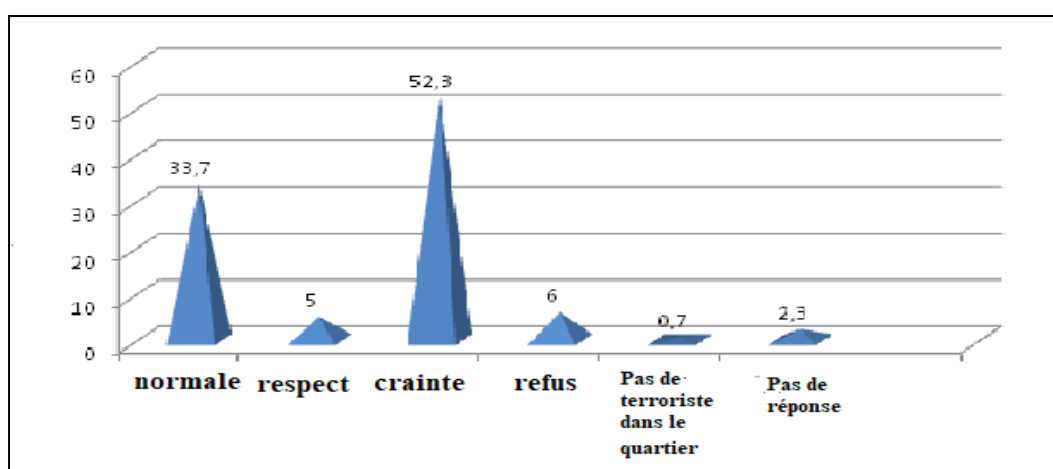
Tableau 18 : Image de l'extrémiste: ses vêtements sont étranges ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé

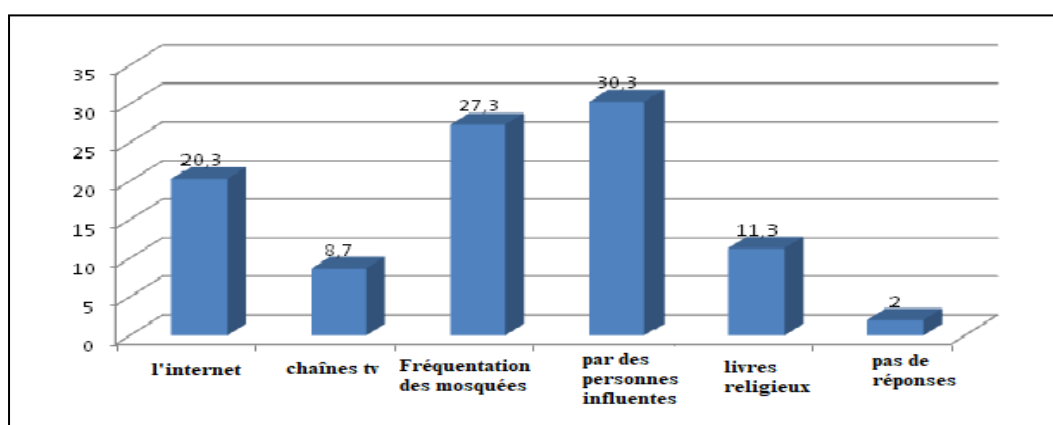
Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

	Oui	198	66,0	66,0	66,0
Valide	Non	102	34,0	34,0	100,0
	Total	300	100,0	100,0	

Graphique 20: Relation des habitants avec le terroriste.



Graphique 21: moyens d'attirer les gens par les extrémistes.



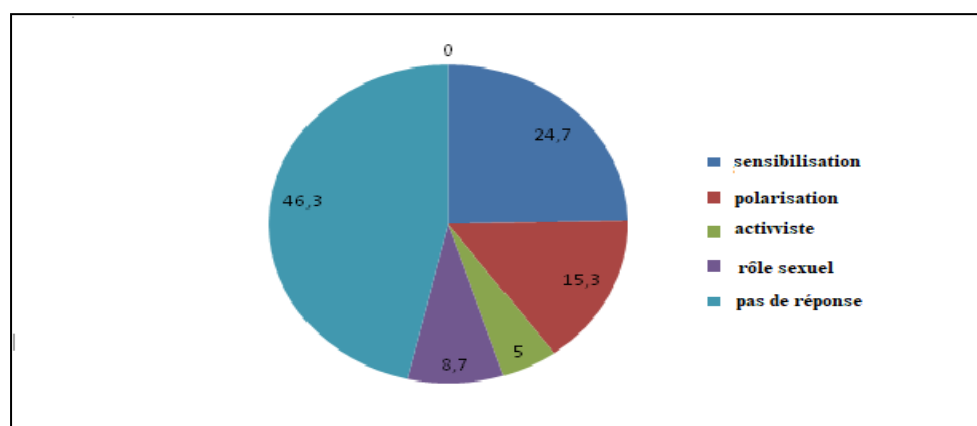
Les femmes ont fait une forte apparition dans l'organisation terroriste « DAËCH » et ont pris plusieurs positions, même dans la direction et la guerre, mais sont devenues réputées pour le rôle du plaisir sexuel des "djihadistes", contrairement à l'expérience afghane. En Tunisie, la scène n'était pas différente: les femmes étaient présentes à toutes les étapes de leurs

opérations contre les civils, le personnel militaire et l'appareil de sécurité. Pour examiner cela de plus près, le questionnaire portait sur la question de savoir si elles faisaient partie des groupes terroristes et sur leurs rôles. La réponse était la suivante: 45,7% des personnes interrogées ont déclaré que les femmes faisaient partie de ces groupes extrémistes contre le même pourcentage de celles qui le niaient. En ce qui concerne les rôles joués, les 45,7% affirmant l'appartenance des femmes aux groupes terroristes, classent leurs rôles comme suit : l'appel au jihad et la sensibilisation ensuite la polarisation, puis le rôle du « jihad sexuel » au profit des "moujahidins" (les combattants).

Tableau 19: Participation des femmes dans les groupes terroristes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	137	45,7	45,7	45,7
Non	143	47,7	47,7	93,3
Pas de réponse	20	6,7	6,7	100,0
Total	300	100,0	100,0	

Graphique 22: Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes.



3- Analyse des propositions de solutions.

Après avoir présenté les résultats du questionnaire, analysé et démonté ses composants en fonction des réponses fournies par l'échantillon de répondants et de la discussion qui s'est déroulée sur place avec un nombre important d'habitants du quartier de Sidi Hcine, nous analysons les propositions relatives à la suppression de l'extrémisme au travers de la réalité des conditions de terrain concernant l'infrastructure, le cadre de vie et la réalité des jeunes qui vivent entre le chômage, la criminalité et la polarisation vers les groupes extrémistes. La gravité des conflits entre les habitants et l'absence presque totale de l'Etat dans le quartier viennent aggraver la situation.

Le tableau suivant présente une liste de propositions de solutions, fournie par l'échantillon de répondants et résumant environ 3000 propositions imbriquées.

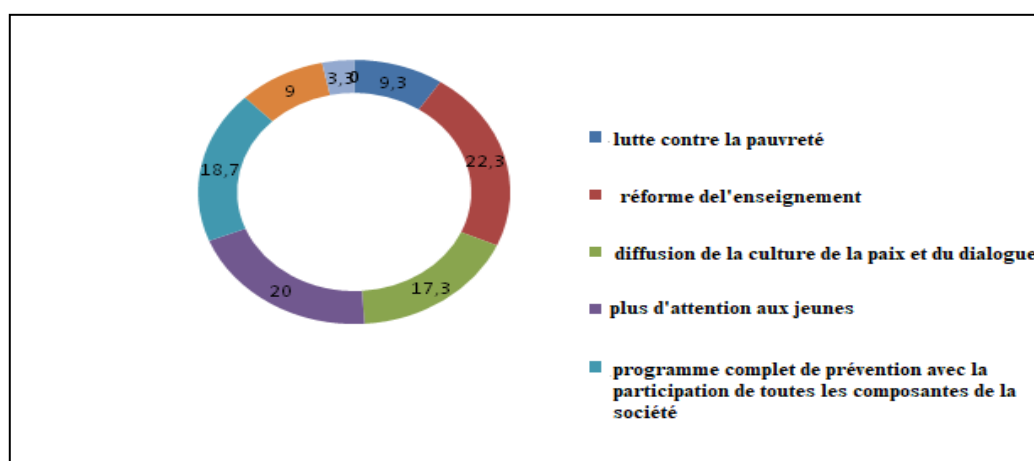
Tableau 20: Solutions proposées.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Lutter contre la pauvreté.	28	9,3	9,3	9,3
Réformer l'enseignement.	67	22,3	22,3	31,7
Diffuser la culture de la paix et du dialogue.	52	17,3	17,3	49,0
Accorder plus d'attention aux jeunes.	60	20,0	20,0	69,0
Réaliser un programme complet de prévention avec la participation de toutes les composantes de la société.	56	18,7	18,7	87,7
Accorder un rôle plus important pour la société civile.	27	9,0	9,0	96,7
Pas de réponse	10	3,3	3,3	100,0
Total	300	100,0	100,0	

Il ressort clairement du tableau des propositions que l'échantillon de répondants classait au premier rang la réforme de l'éducation et l'exprimait à 22,3%.

De plus, 20% des personnes interrogées ont considéré que l'attention accordée à la jeunesse figurait au rang des priorités, ce qui l'a placée en deuxième place, tandis que la culture du dialogue et de la paix occupait la troisième place avec un taux de sélection de 17,3%.

Graphique 23: solutions proposées.



Malgré les souffrances des habitants du quartier du 25 juillet, causées par la détérioration des infrastructures et le chômage des jeunes dans la région, l'impunité criminelle et la vulnérabilité en matière de sécurité, le choix des solutions a été porté aux générations futures et aux solutions radicales pouvant être investies dans la réforme de l'éducation, ce qui révèle

une prise de conscience du développement humain réel, la culture du pari sur les jeunes est enracinée dans la conscience de la population. C'est à travers cet élément qu'on peut affirmer que la question de la réforme de l'éducation, n'est pas une revendication d'élites, mais une demande populaire importante. L'opinion publique prévoit que le système éducatif est en déclin ces dernières décennies.

La compréhension de la réforme de l'éducation ne s'arrête pas aux programmes, mais englobe tout le système éducatif, du programme à l'espace scolaire, en passant par la formation et la pédagogie. Par conséquent, l'importance du choix ou de la première proposition présentée par l'échantillon répondant, est consciente des exigences de l'avenir et traduit les préoccupations et la crainte de la perte de la génération future. La deuxième proposition classée, mettait l'accent sur la jeunesse, une proposition étroitement liée à la première : la réforme de l'éducation ; les enfants et les jeunes ont une priorité absolue pour la population du quartier et souhaite la survie sociale et économique, tout en estimant que le déclin du quartier serait encore plus grave en cas de la perte d'enfants et les jeunes, comme déjà indiqué par les chiffres du questionnaire. Quant à la troisième proposition, elle affirme la conscience du danger de polarisation qui pèse sur les jeunes par des éléments extrémistes, ce qui nécessite un programme complet de prévention de l'extrémisme auquel tous les acteurs de la société contribuent.

4- Principaux concepts de forces, de faiblesses, d'opportunités et de menaces liés à l'extrémisme violent dans la région de Sidi Hcine–Sijoumi.

Après avoir analysé tous les éléments et indicateurs susceptibles de contribuer à l'émergence, au développement et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme, et au moyen du questionnaire, nous pouvons conclure en identifiant les idées les plus importantes sur ce que nous avons mentionné ci-dessus dans le tableau suivant:

L'environnement interne.		L'environnement externe.	
Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Une zone viable pour la maintenance, le développement et l'expansion des infrastructures. - Eligibilité des investissements industriels et commerciaux.	Mauvais environnement - propagation de la criminalité. - Manque de sécurité et de sûreté sociale. - Conflits entre les habitants.	La possibilité de développement sur la base de la discrimination positive - Concentrer les activités agricoles, industrielles, environnementales et	Taux de chômage élevé. - La propagation de la criminalité et de ses manifestations. - Conflits régionaux et familiaux. - Taux d'abandon

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

- Une proportion importante de jeunes. - Taux élevé d'enseignement supérieur. - La position près de la capitale. - Un potentiel de compétences de travail jeune et créatif. - Lien direct avec les zones agricoles et forestières de l'ouest tunisien. - La présence d'un plan d'eau important (marécage de Sjoumi) - Des citoyens conscients prêts à progresser et chantant le développement. - Taux de scolarisation élevé.	- Croissance démographique hors normes - Détérioration des infrastructures et du cadre de vie. - Construction aléatoire et chaotique. - Manque d'investissements. - Centralisation de l'économie informelle. - la faiblesse de la société civile, syndicale et politique - Violation de la liberté individuelle et collective. - Absence de plans de développement futurs.	- commerciales - Près de la capitale et des centres et rassemblements de tout ce qui est économique, administratif, commercial et touristique - Développement des infrastructures par l'investissement - La structure environnementale du développement par l'investissement - Le quartier est ouvert à plusieurs options de développement qui peuvent constituer un important débouché pour le développement, le commerce et le tourisme.	- scolaire élevé. - Taux d'analphabétisme élevé - Absence de l'état et des investissements privés. - La propagation de la pensée extrémiste. - La propagation des éléments extrémistes. -La prolifération d'institutions exploitées pour diffuser des discours extrémistes. - la contrebande. - la corruption.

5- Analyse quadratique participative dans la région de "Sidi Hcine".

Dans le cadre du travail participatif et de l'approche de dialogue sur le phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme, un atelier de dialogue participatif a été organisé au cours duquel le groupe de discussion, composé principalement de jeunes et de femmes représentant la société civile de la région, s'est concentré sur sa vision de l'extrémisme violent en utilisant la méthode SWOT.

Après une explication générale et simplifiée de la méthode d'analyse quadratique et de ses méthodes d'utilisation dans le domaine des phénomènes sociaux: il a été convenu de travailler selon trois équipes, chaque équipe analysant « SWOT », pour l'un des quatre points impliqués dans cette méthode quadratique.

- Première analyse: forces et faiblesses de l'environnement interne du district 25 juillet de Sidi Hcine,.

Le travail du premier groupe visait initialement à définir le concept de force et de faiblesse, puis la réalité du quartier 25 juillet a été diagnostiquée à travers les avantages et les inconvénients qui en font grief. La première analyse quadratique du groupe de travail peut être résumée comme suit:

- Considérant le fort pourcentage d'écoles et le pourcentage de diplômés universitaires comme points forts du quartier.
- La jeunesse du quartier est une force et un avenir malgré la réalité du chômage et de la marginalisation.
- La diversité des décences régionales des habitants et les différentes coutumes et traditions peuvent être considérées comme un point de richesse et de coexistence plutôt que comme différenciation ou raisons de conflit.
- L'harmonie de classe sociale, c'est-à-dire que l'appartenance de la majorité des habitants du quartier à la classe pauvre, en fait un avantage d'unité et de solidarité.
- La multiplicité des habiletés de la main d'œuvre dans les domaines de l'artisanat et des travaux publics chez un nombre important de la population, constitue un point fort et un grand potentiel qui pourrait être exploité lors de la création d'un développement éventuel.
- Possibilité de développement global réussi dans le quartier et la région.
- Synergie entre les habitants lors de crises aiguës telles que des catastrophes naturelles ou le sabotage terroriste.

En ce qui concerne les faiblesses, l'analyse s'approfondit avec l'énumération de nombreuses personnes et parce qu'elle représente l'un des éléments responsables de la propagation de la criminalité, de l'extrémisme violent et du terrorisme. Les points les plus importants peuvent être résumés comme suit:

- La détérioration du cadre de vie et le faible niveau des services publics et des infrastructures.
- L'extension du chômage surtout chez les diplômés universitaires.
- L'abandon scolaire précoce qui mène à la criminalité et au ressentiment de ces jeunes plus tard en raison de leur perte de l'ingrédient le plus important: le savoir et le savoir-être.
- La propagation de la pauvreté et de la marginalisation, ce qui en fait un terrain fertile pour une polarisation radicale et violente
- La faiblesse de la présence de sécurité et l'absence de l'État ouvrent la voie à des gangs et à des réseaux de pensée extrémiste pour indemniser les organes de l'État.
- La faible relation entre la sécurité et les citoyens crée une réalité de tension dans le voisinage, ce qui fait de l'appartenance à des groupes extrémistes une sorte de réaction naturelle au terrorisme de l'État, ressenti par les jeunes notamment.
- L'absence totale d'institutions culturelles, sportives et de loisirs, crée un vide particulier pour les jeunes, qui ne peut être compensé que par l'extrémisme ou le crime organisé.

- L'absence de développement et l'absence d'espaces de travail font de ce quartier un oppresseur pour les citoyens et un polariseur pour les criminels et les terroristes.
- La propagation du discours radical, sans que la population ne fasse face, malgré sa prise de conscience du sérieux du discours.

La deuxième analyse: les opportunités offertes par l'environnement extérieur au quartier du 25 juillet:

Une telle analyse est une opportunité pour le deuxième groupe de travail d'identifier la marge de manœuvre qui peut être offerte, de l'extérieur du quartier, et susceptible de le rendre immunisé et préventif contre les manifestations de l'extrémisme violent et du terrorisme. Il convient également de noter que la discussion n'a pas été aussi aisée ni fluide entre les membres de la deuxième équipe que la première, ce qui pose des difficultés pour identifier les opportunités.

Les principales conclusions du groupe de travail sur les opportunités peuvent être résumées comme suit:

- Le développement du phénomène terroriste et son arrivée au point où la transformation du quartier en un tampon antiterroriste accroîtra l'intérêt des autorités pour améliorer les conditions de vie et la sécurité, et prendre en charge les personnes conscientes et responsables et les impliquer dans la lutte contre le fléau de l'extrémisme.
- L'augmentation de la population du quartier et des quartiers voisins aura un impact sur les choix de l'Etat, en matière de développement de ces zones et sur la concentration de leur présence qualitativement et quantitativement.
- En raison de la détérioration de l'infrastructure et de la nécessité de restaurer, de réhabiliter le cadre de vie et de créer des espaces dans le quartier afin de le transformer en un quartier approprié, ce qui dépend de la volonté de l'Etat pour parier sur le quartier et offrir une opportunité précieuse de déplacer les rouages de l'économie et du commerce au sein de la cité.
- La diversité régionale et spatiale de la population permettra l'utilisation de toutes les énergies, notamment culturelles, sportives et de divertissement, à condition que l'Etat joue son rôle à cet égard.

-Troisième analyse: Les menaces.

Le troisième groupe, chargé d'identifier les menaces externes susceptibles de contribuer à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans la région du 25 juillet, s'est efforcé d'établir un lien entre la réalité du quartier actuel, son emplacement et ses relations avec les quartiers et les espaces adjacents, afin d'identifier les menaces potentielles pour le quartier.

La discussion et le dialogue participatif n'étaient pas si souples, mais plutôt complexes en termes de complexité des entrées du sujet et de la rigueur de l'analyse quadratique.

Les points principaux des discussions qui ont été sérieux et parfois enthousiastes se résument comme suit:

- Déplacements fréquents de l'intérieur vers le quartier du 25 juillet, aggravant les problèmes économiques et sociaux du quartier et le niveau des infrastructures et des services.

- Ce déplacement externe et les groupes pauvres et marginalisés, constitueront un nouveau facteur favorisant la propagation de la criminalité et de la violence dans le quartier et approfondiront la rupture et la désunion sociales au sein de la population.
- La relation tendue entre la sécurité et la population continuera à aggraver le conflit entre sa population et ses voisins des autres quartiers.
- Le vide sécuritaire et l'absence de pouvoir représentent une menace externe pour tous les habitants du quartier, et les rendent vulnérables aux réseaux terroristes, aux gangs et au crime organisé.
- La propagation de la pauvreté et l'augmentation de la consommation de drogues et d'alcool, rendent le quartier toujours ciblé par les trafiquants de drogue, les gangs et les réseaux terroristes de l'extérieur, à tirer profit de cette situation, compte tenu en particulier de l'absence persistante de l'appareil sécuritaire dans le quartier.
- Le déséquilibre des niveaux de développement et du cadre de vie, entre le quartier du 25 juillet et les quartiers adjacents et une partie de la capitale, crée un climat de haine entre les quartiers, et rend les habitants de 25 juillet souvent de plus en plus agressifs.
- Le niveau élevé de violence dans le quartier ou le sentiment élevé d'être à l'origine du crime rend la réaction de sa population plus féroce à l'égard de la population des autres quartiers.
- Toutes ces menaces restent liées à la présence de l'État et de ses organes, en plus, du faible niveau de terrorisme d'État à l'encontre des habitants du quartier.

Djebel Jloud

1. Introduction.

Le quartier "El-Fath" de la municipalité de "Djebel Jloud" est considéré comme le plus grand district en termes de population. Selon le recensement de 2014 sa population a atteint 7880 habitants, dont 3952 hommes et 3928 femmes. Le quartier comprend environ 1992 familles et compte environ 2231 logements. Environ 33% de la population est jeune. Confronté à un taux de chômage élevé, le quartier est l'un des plus grands districts de chômeurs dans la région. Ce qui fait de lui, le théâtre de crimes, de conflits entre la population et de propagation de l'extrémisme violent.

En ce qui concerne l'infrastructure et le cadre de vie, le quartier ne s'écarte pas du contexte général de la région, car il n'y a aucune apparence de structures et d'installations saines censées se trouver dans un quartier comme le quartier "El-Fath". Sans parler de la propagation des déchets, de la dégradation de l'environnement et de la perte de conditions de vie décentes. En plus de la propagation de la criminalité de toutes sortes et de la violence extrémiste. Afin d'enquêter sur tout cela et sur la base des données et du questionnaire préparés à cet effet, nous fournissons tous les éléments analytiques et les données reposant sur les entretiens menés avec un nombre important de résidents de la région.

2 - Une analyse des éléments, facteurs et conditions qui encouragent et contribuent directement ou indirectement à la présence et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans la région de "Djebel Jloud"



La réalité des infrastructures et des services

et le cadre de vie.

Après une visite de terrain dans le quartier et une discussion avec les citoyens, nous concluons que le quartier, au début de sa formation, était un quartier chaotique loin de la configuration urbaine censée être réalisée par les intérêts de l'État, ce qui signifie que depuis le début, le quartier est un mélange de résidents provenant de différentes régions intérieures du pays. Point de départ combiné, ils se sont réunis suivant des critères régionaux.

Le quartier possède la plus ancienne zone industrielle de Tunis, la plus importante étant la Société tunisienne des engrais chimiques, le ciment synthétique tunisien, l'usine de bière et un grand nombre d'ateliers et d'artisanat, lancés depuis les années 1970. Comme nous l'avons observé lors de la visite sur le terrain, les apparitions générales des habitations médiocres et des constructions chaotiques, des infrastructures médiocres et des déchets éparpillés partout, et des canalisations d'égout inondées, en été comme en hiver, comme nous l'ont informé les habitants. Des manifestations de la propagation de la pauvreté et de la marginalisation dans la plupart des quartiers de la région de Djebel Jloud, qui a une population de 23638 personnes, selon le recensement de 2014. La région de "Djebel Jloud" est un réservoir important de main d'œuvre pour les secteurs et professions non réglementés, tels que la construction, la canalisation ainsi que pour la cimenterie et d'autres unités industrielles situées dans la région.

En référence au questionnaire, qui traitait de la réalité des équipements et des services publics à "Djebel Jloud", nous nous arrêtons à l'analysons de la vision des citoyens sur place, ce qui reflète avec fidélité, la réalité de leurs relations quotidiennes avec les éléments d'infrastructure et de services de base afin de pouvoir fournir une vision précise.

Les répondants ont exprimé leur opinion sur l'état des routes, des approches et de l'éclairage public dans les deux tableaux suivants :

Tableau 21: Etat des rues et des routes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Bon	6	4,0	4,0
	Moyen	49	32,7	36,7
	Mauvais	95	63,3	100,0
	Total	150	100,0	100,0

Tableau 22: Éclairage public dans les rues et les routes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	123	82,0	82,0
	Non	23	15,3	97,3
	3	2	1,3	98,7
	Pas de réponse	2	1,3	100,0

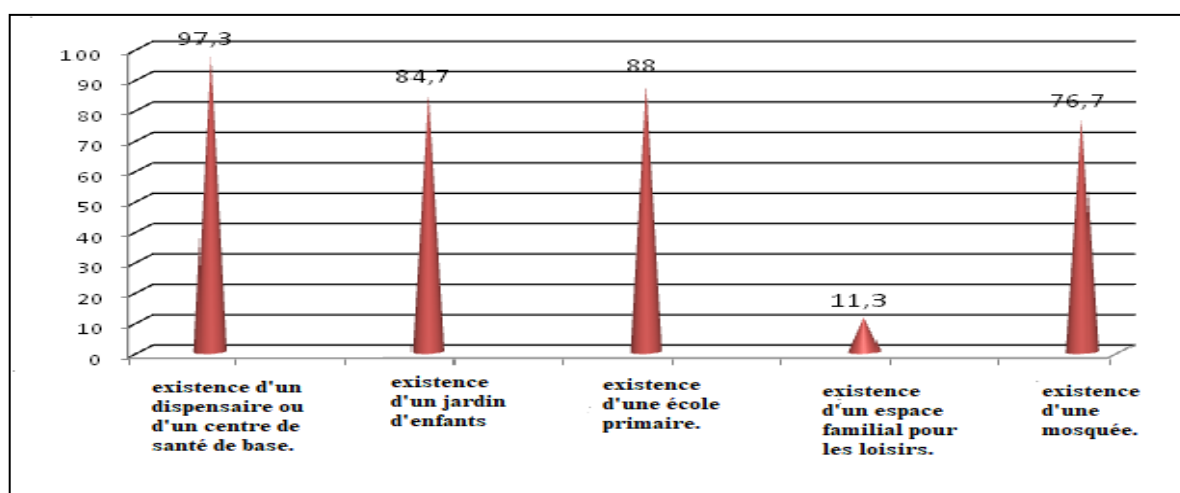
Total	150	100,0	100,0	

63,3% des répondants ont déclaré que la situation des rues et des routes est médiocre, ce qui reflète la situation réelle des routes et des rues, ainsi que le manque d'entretien et la négligence pendant des années, sans tenir compte des intérêts des citoyens. Ce qui explique le refus des moyens de transport privés, tels que les taxis et autres, dans la plupart des cas de pénétrer dans le quartier pour la raison que l'état des routes est nuisible aux moyens de transport, ce qui contribue également à la congestion du trafic dans le quartier et à la perturbation des intérêts des citoyens. Les routes et les rues ont une grande importance tant dans l'activité économique quotidienne que dans la facilité ou la difficulté des déplacements périodiques pour se rendre au travail, ou en cas de nécessité de déplacement. L'état des routes, reflètent également le comportement des autorités en matière vis –a vis aux habitants qui ont ressenti souvent le sentiment d'être des citoyens de deuxième degré. Pour l'éclairage du public, 82% des personnes interrogées l'ont considérée comme présente, mais 15,3% l'ont considérée comme inexistante. Bien que la réponse affirmative soit très importante pour la prise en compte de l'éclairage public disponible, les autres signalées comme inexistantes le sont également, car l'éclairage public du quartier est un élément essentiel de la sécurité et de la sûreté des citoyens, pour leurs déplacements au travail, ou pour les activités de la nuit dans le quartier. Sur cette base, la proportion de réponse par non est considéré comme élevé par rapport à d'autres quartiers densément moins peuplées et moins de dynamisme commerciale et de mobilité nocturne.

En ce qui concerne le reste des installations, les réponses de l'échantillon à la question concernant l'existence d'un dispensaire ou d'un centre de santé de base, ont été affirmatives à 97,3%. 84,7% affirment le « oui » pour l'existence d'un jardin d'enfants. Il était clair que c'était positif et que le problème était le nombre d'espaces aménagés pour environ 23 000 personnes et, compte tenu du statut du quartier, nous constatons qu'il existe un seul centre de santé de base à « Sidi Fathallah », tandis que les jardins d'enfants situés sur place, n'appartiennent pas à la municipalité mais privés.une charge supplémentaire pour des habitants modestes, voire misérables. En général, la région est pauvre en terme de l'infrastructure de santé, en fonction des besoins des résidents, ainsi que du nombre limité de jardins d'enfants privés dans un quartier populaire à faible revenu et à taux de chômage élevé. Les espaces publics de divertissement, qu'il s'agisse de familles, d'enfants et de jeunes, la majorité des répondants présentent la situation alarmante du quartier, 88,7% de répondants déclarent qu'il n'y a pas de parc familial .Ce qui reflète la réalité des espaces publics de divertissement. L'absence totale de ces espaces a forcé les citoyens à être présents devant les maisons pendant la saison estivale en tant que refuge à usage social et récréatif, mais pour les enfants et les jeunes, ils ont recours à des espaces non conçus pour les loisirs, aléatoires et remplis de dangers. En revanche, il y a 6 mosquées et une réponse de 76,7% sur la question de l'existence d'une mosquée dans le quartier par les répondants, ce qui signifie que le nombre de mosquées et sa présence dans la région est plus que tout le reste de l'infrastructure de base et récréative et malgré l'importance du rôle des mosquées dans la liberté de pratique de la foi,

Notons qu'au cours des dernières années, les jeunes ont pris un rôle important à jouer dans l'extrémisme, en termes de coûts de gestion et de budgets financiers du contrôle du monopole et représentent à eux seuls le coût financier, ce qui permet de desservir plusieurs autres groupes de la population ayant besoin du plus évident et aussi du manque d'équilibre dans le secteur du café. Infrastructures et services et des cadres pour "Djebel Jloud" qui est confirmé par le tableau suivant:

Graphique 24 : Installations dans le quartier.



❖ Le Capital social et l'activité civile.

En raison de la nature de la zone de "Djebel Jloud" en tant qu'entrée de la capitale et de la zone industrielle depuis le début des années 70 du siècle dernier et en raison de la détérioration des infrastructures et de l'absence de la plupart des espaces publics et des infrastructures et bâtiments destinés aux enfants et à la propagation de la pollution environnementale pendant plusieurs années est censé jouer un rôle important dans la stimulation des citoyens Participer et organiser et organiser une activité politique, un syndicat et une collectivité: par conséquent, la question du questionnement à cet égard est de considérer l'ampleur de la contribution des citoyens à la gestion ou à l'organisation de leurs revendications et aspirations politiques. Les tableaux suivants montrent la vérité à travers l'échantillon de répondants, ce qui montre l'inverse de ce que nous avons mentionné ci-dessus, mais confirme l'état de désertification et l'absence presque totale de la participation des habitants aux travaux de génie civil organisés:

Tableau 23 : Activité politique.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	6	4,0	4,0	4,0
Valide Non	144	96,0	96,0	100,0
Total	150	100,0	100,0	

Tableau 24 : Activité syndicale.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	7	4,7	4,7	4,7

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Non	143	95,3	95,3	100,0
Total	150	100,0	100,0	

La réponse des répondants au sujet de la participation à des activités civiles et citoyennes de tout type, telles que les activités politiques, syndicales ou associatives, liées aux affaires publiques et à leur cadre de vie, localement et régionalement, montrent que ces activités sont presque absentes. La réticence totale de l'opinion des répondants est liée d'une part à la faible sensibilisation au sujet de la citoyenneté et à son désintérêt, ainsi qu'à la structure sociale et démographique qui manque d'éléments de base de la citoyenneté et reflète les vestiges de l'ère de la dictature caractérisée par la criminalisation de ces activités ou leur appartenance. Il est important de noter que l'activité associative se limite aux associations sportives, tout comme avant la révolution. Le tableau ci-dessus montre que le pourcentage d'activités politiques, associatives et syndicales est proche de 5%. En outre, 60,7% des répondants ont confirmé qu'il n'existait aucune association dans le quartier et 34,7% d'entre eux ne répondaient pas à la question de la participation à une association ou à une activité sociale. Ce qui indique que l'engagement civique est absent du quartier en échange de la propagation d'autres espaces traditionnels qui contrôlent la consécration de la structure intellectuelle et le comportement social conservateur des citoyens, en l'absence totale de l'État et des forces civiles vivant dans la région.

D'une manière générale, le pourcentage de personnes impliquées dans des activités d'association civiles est faible et montre le rejet de ce type d'activité par les habitants du quartier, en échange de leur intérêt pour d'autres activités liées à ce qui est directement économique et bénéfique, en raison du besoin urgent et nécessaire des aspects vitaux de la vie quotidienne. Ce qui est confirmé par le graphique suivant:

Graphique 25: Type d'activité sociale.

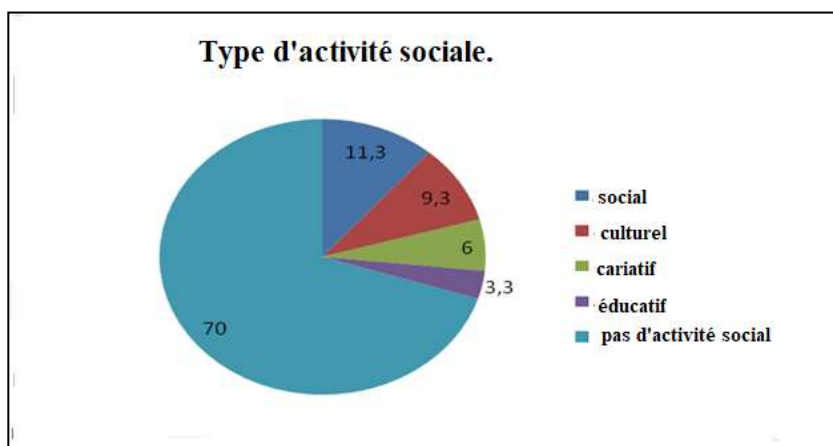
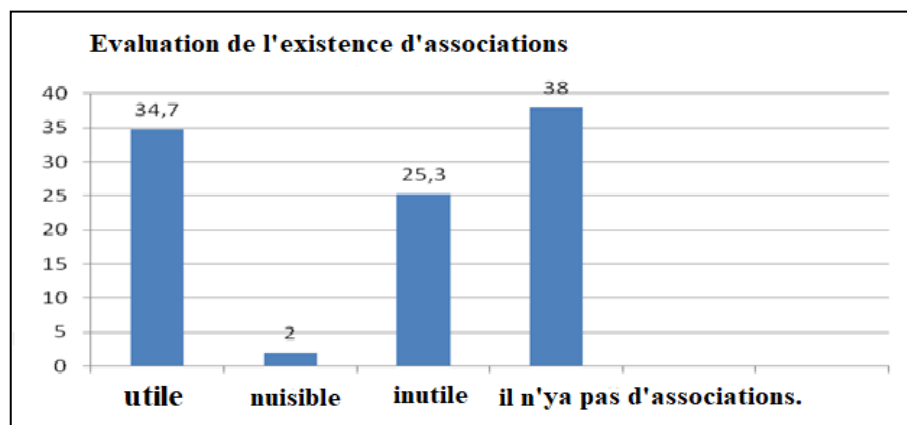


Tableau 25 : Rôle des associations.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Soutenir le citoyen.	32	21,3	21,3	21,3
	Faire du bien.	36	24,0	24,0	45,3
	S'intéresser aux problèmes des gens.	9	6,0	6,0	51,3

Il n'ya pas d'associations.	73	48,7	48,7	100,0
Total	150	100,0	100,0	

Graphique 26 : Evaluation de l'existence d'associations



❖ **Réalité économique et sociale.**

Les habitants de "Djebel Jloud" vivent dans de graves contradictions sociales et économiques: d'une part, "Djebel Jloud" est un pôle industriel important depuis des décennies et, d'autre part, il y a un manque de développement, d'emplois et une infrastructure médiocre dans toute la région. "Djebel Jloud" fait partie des quartiers marginalisés, malgré son emplacement important, au cœur du Grand Tunis. Parmi les répondants de l'échantillon, 70% ont répondu que oui, en réponse à une question sur l'existence d'une usine, 85,3% ont considéré que les offres d'emploi sont inexistantes, 86,7% ont considéré que le chômage était élevé, 51,3 ont déclaré qu'il n'y avait pas de centre de formation professionnelle, 78% affirment l'absence d'espace commercial. Cela se reflète déjà dans les statistiques officielles pour 2014. Le taux de chômage à "Djebel Jloud" a dépassé la moyenne nationale, c'est-à-dire que la proportion de chômeurs dans la population active totale âgée de 15 à 29 ans, était de 45%, et de 16,34% pour le chômage des diplômés. Parmi les indicateurs sérieux, le taux d'accès à l'Internet n'est que de 1,24%. Ces chiffres indiquent la précision de l'interrogatoire et ses réponses constituent bien un modèle de la zone abandonnée et marginalisée, malgré sa présence dans l'espace de la capitale et dans l'espace d'un pôle industriel. En conséquence, depuis de nombreuses années, "Djebel Jloud" a été associée dans l'esprit des quartiers environnants et du Grand Tunis en tant que terrain fertile pour le crime, l'extrémisme violent et le discours religieux extrémiste. En termes de commerce, "Djebel Jloud" est un modèle de commerce non réglementé depuis des années, avec une baisse significative de tous les métiers connus de la région en raison de la des marchandises importées de l'étranger répandus partout, aux dépens des artisans.

Pour revenir aux échantillons, nous trouvons les figures suivantes dans les tableaux ci-dessous:

Tableau 26 : Existence d'usine dans le quartier.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
	Oui	105	70,0	70,0	70,0
Valide	Non	45	30,0	30,0	100,0
	Total	150	100,0	100,0	

Graphique 27 : évaluation des taux de chômage.

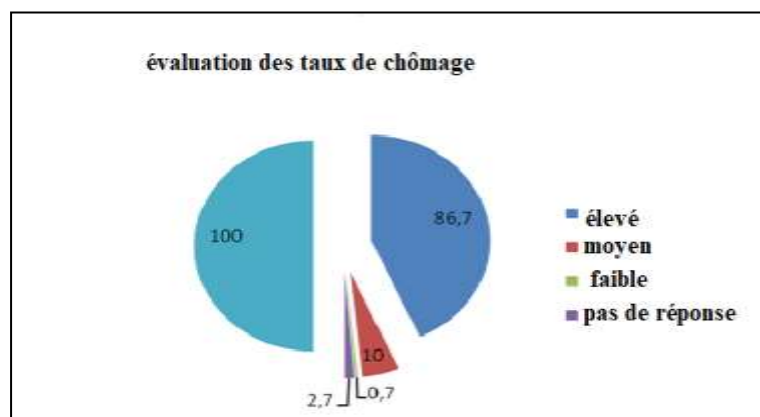


Tableau 27 : l'existence d'un centre de formation professionnelle.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
	Oui	73	48,7	48,7	48,7
Valide	Non	77	51,3	51,3	100,0
	Total	150	100,0	100,0	

Tableau 28 : existence de centre de formation adressé aux filles.

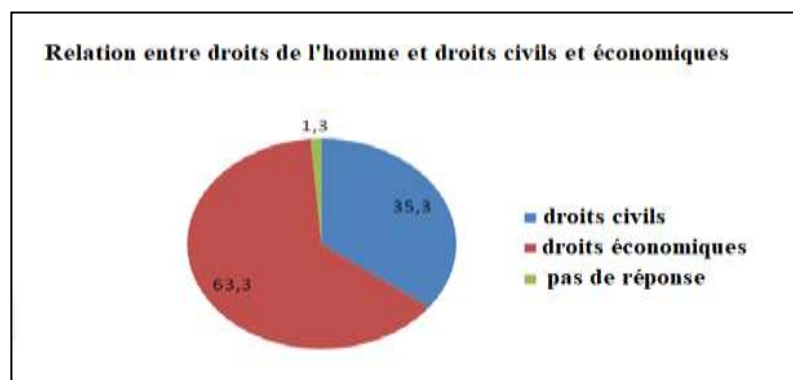
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
	Oui	4	2,7	2,7	2,7
Valide	Non	144	96,0	96,0	98,7
	Pas de réponse	2	1,3	1,3	100,0
	Total	150	100,0	100,0	



La réalité des droits de l'homme et des libertés individuelles et publiques.

La relation entre les citoyens et l'État est à la base du contrat social et juridique et constitue également un fondement essentiel pour une société équilibrée. Chaque fois que la relation se rompt, l'État domine la société et la transforme en un troupeau d'individus citoyens. Par conséquent, l'interrogatoire a porté sur les éléments fondamentaux de la citoyenneté et ses relations avec l'État: est-ce un respect et une garantie des droits individuels et publics, ou l'inverse? La réponse est le facteur déterminant de la mesure dans laquelle il existe ou non un espace pour l'incubation de l'extrémisme et du terrorisme, plus la liberté est garantie, plus que le niveau de l'extrémisme est assiéé et étroit et inversement. Sous cet angle, des questions directement liées aux libertés individuelles et aux libertés publiques ont été posées à un échantillon de répondants du quartier "El-Fath" à "Djebel Jloud", dont les réponses figurent dans le diagramme suivant:

Graphique 28: Relation entre droits de l'homme et droits civils et économiques.



Le tableau montre que la signification des droits de l'homme pour les répondants, est étroitement liée aux droits économiques. La majorité ne voit pas une grande importance pour les droits civils individuels ou publics, sauf pour l'aspect économique tel que le droit au travail ou le droit à des avantages matériels, économiques et sociaux. Le degré de sensibilisation aux droits civils, en particulier aux libertés individuelles, est très réduit chez la majorité. Les conditions économiques médiocres et la crainte de l'avenir non sûr pour les besoins vitaux essentiels, à savoir le logement, l'habit, la nourriture, l'eau potable et l'éducation des enfants, dominent les autres aspects, qui sont considérés comme étant secondaires. Pour répondre à une question liée aux droits de l'homme, 63,3 d'entre eux estiment que les droits de l'homme sont en relation étroite aux droits économiques. Et si on décortique la question, les 35,3% restants des répondants serait soumise au lien des droits avec l'aspect économique, à savoir la protestation directe, comme l'a démontré le groupe d'experts lors de leurs visites sur le terrain à "Djebel Jloud", et l'approfondissement de la discussion sur le sujet avec un nombre important de citoyens de différents âges, intérêts et statuts sociaux dans la région.

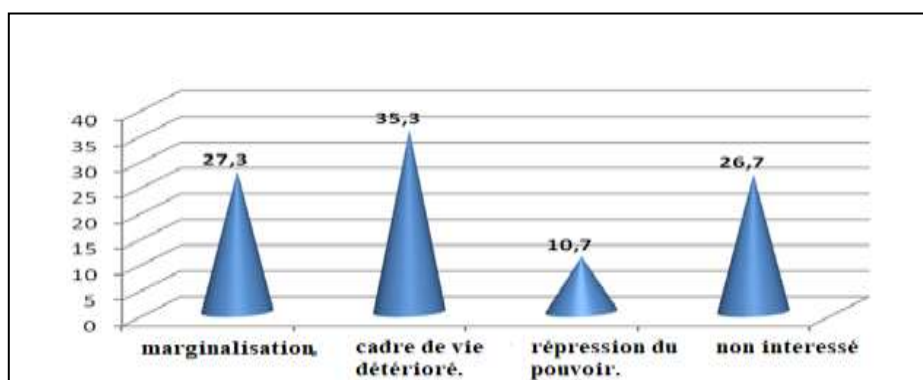
La deuxième partie de la question des droits individuels et publics concerne trois aspects: le sens du respect des citoyens à l'égard du voisinage et leurs relations avec l'appareil de sécurité en général, que ce soit dans le poste de police, ou avec les autres services de sécurité. Et s'il

existe d'éventuelles infractions de la part de la police. et quelle catégorie est plus exposée à ces violations. L'enquête montre que 60,7% des répondants estiment qu'il n'y a pas de respect pour le quartier, ce qui signifie que la majorité est victime de la violation de leurs droits civils les plus fondamentaux dans le quartier, à savoir leurs mouvements quotidiens. Une réponse fortement liée à la seconde moitié de la question, relative à la relation des citoyens avec l'appareil de sécurité, dont 44% des interrogés pensent qu'elle est tendue, un taux élevé approchant de la moitié. Si

nous examinons la troisième réponse, les réponses seront bien cohérentes: 76% d'entre de l'échantillon affirment que le groupe le plus vulnérable est celui des jeunes. Cela est dû à plusieurs facteurs liés au chômage, au sentiment de l'abandon du rôle de l'État envers le quartier, au sentiment de rébellion contre tout ce qui est symbole de l'État, en plus du cadre de vie dégradé, ce qui est exprimé par l'échantillon du répondant et indiqué dans les figures du tableau ci-dessous. Il est nécessaire de prêter attention aux conséquences de la marginalisation, aux relations tendues avec la sécurité, au manque de respect, au mépris, au sentiment d'infériorité et aux phénomènes sociaux qu'elle génère, qui se transforment progressivement en attitudes violentes et à l'émergence de groupes violents et de blocs de gangs, fondés sur la force de bandits, en dehors de la loi. C'est dans ce contexte, que naît un environnement caractérisé par la criminalité, qui est devenu caractéristique de la plupart des quartiers populaires laissés dans le Grand Tunis.

Le tableau suivant montre les raisons du manque de respect de la personne à travers les données du questionnaire:

Graphique 29: Interprétation du manque de respect.



Les tableaux ci-dessous montrent la réaction des jeunes en tant que groupe plus vulnérable aux violations de leurs droits et la manière dont les services de sécurité réagissent, face aux jeunes, ou dans le quartier en général.

Tableau 30: perquisitions de sécurité.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	114	76,0	76,0	76,0

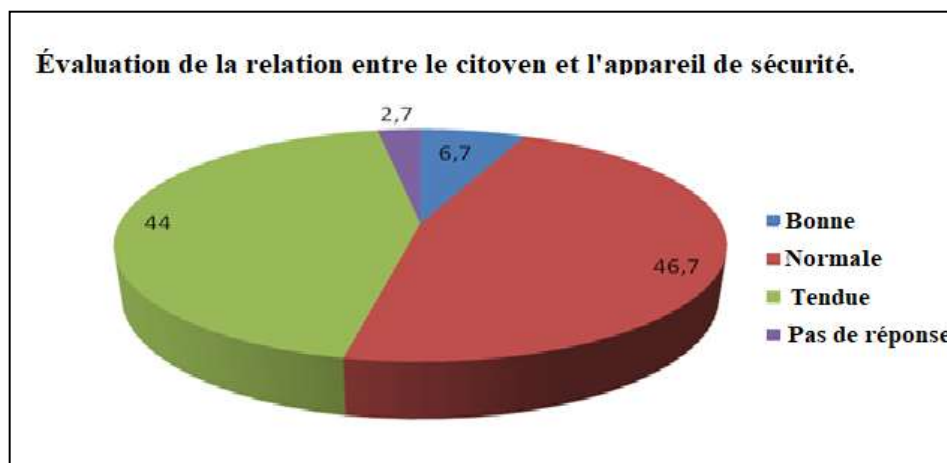
Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Non	32	21,3	21,3	97,3
Pas de réponse	4	2,7	2,7	100,0
Total	150	100,0	100,0	

Tableau 31: Expression de la jeunesse en réponse aux comportements de l'appareil sécuritaire.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Indifférence	49	32,7	32,7
	Violence	17	11,3	44,0
	extrémisme			
	Emeutes	71	47,3	91,3
	Pas de réponse	13	8,7	100,0
	Total	150	100,0	

Graphique 30: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.



Le graphique ci-dessous montre également les réponses de l'échantillon de personnes interrogées à propos de perquisitions généralement effectuées de manière illégale par la sécurité, et que les quartiers populaires en sont objets, sous prétexte de poursuivre des "hors la loi".

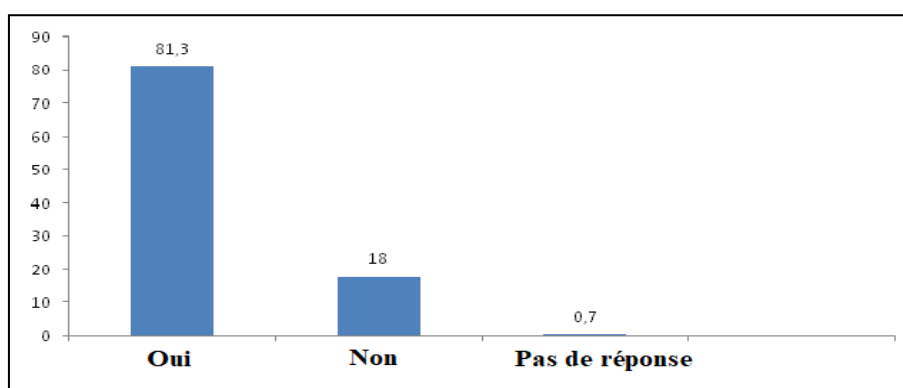
❖ **Le niveau des conflits de l'environnement social et les moyens de les résoudre.**

En l'absence de la domination de la loi et de sa mise en œuvre équitable par l'appareil de l'État, plusieurs phénomènes sociaux apparaissent comme expressions de contradictions sociales dominées par des intérêts étroits, ainsi que par des conflits pour dominer la société. Ces conflits se propagent de temps en temps dans les villes, les villages et les quartiers de toutes les régions de tout le pays, comme un indice de la crise. À plusieurs reprises, les conflits ont fait un nombre important de victimes pour des raisons triviales. Au milieu de ces conflits, il y a généralement une absence totale de la sécurité censée de contrôler la situation et de rendre justice, car c'est le seul chemin pour régler les conflits et les litiges dans la société. Compte tenu de la présence et de l'expansion du phénomène dans la société tunisienne, du fait de son association étroite avec l'extrémisme violent et de la possibilité de transformer la violence en un outil idéologique, comme c'était le cas ces dernières années, En effet, des éléments extrémistes autoproclamés, ont pris la tâche d'instaurer l'ordre public sans statut juridique qui leur est accordé, mais seulement au nom de l'autorité idéologique. Des expériences amères qui ont donné lieu à des preuves spécifiques concernant les zones marginalisées, du fait, des questions ont été posées sur les conflits et sur la manière de les résoudre dans le questionnaire.

Pour revenir aux réponses de l'échantillon interrogé sur le sujet des conflits et principalement sur la question du début : y a-t-il des conflits entre la population? Et on veut dire par conflits entre la population, les menaces que représente un groupe de population pour qu'un ou plusieurs individus utilisent la violence contre autrui pour résoudre un sujet ou en utilisant la violence ou l'échanger entre groupes ou individus aux moyens et outils violents. Les résultats du questionnaire montrent les faits suivants:

Premièrement, la confirmation de l'existence de différends et litiges parmi la population, auprès de 81,3% des répondants, ce qui fait du phénomène une réalité observable par les échantillons qui ont répondu à la question de manière volontaire et objective, sans aucun effet ni dictée.

Graphique 31: Conflits au sein de la population



Les causes de ces conflits sont dues à plusieurs facteurs interdépendants, notamment des conflits sociaux d'influence et de nature régionale, comme le montre le tableau suivant, qui place en premier lieu ce type de conflits, dans la région de « Djebel Jloud » et le quartier "El-Fath". En revanche, les vraies raisons sont la recherche d'influence sociale et les intérêts économiques ou pour le contrôle des propriétés au-delà des règles de la loi et du système judiciaire:

Tableau 33 : Causes des conflits en cas de leur existence.

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Conflits de classes sociales	19	12,7	12,7
	Conflits d'origines régionales	74	49,3	62,0
	Conflits d'intérêts.	47	31,3	93,3
	Pas de conflits	10	6,7	100,0
	Total	150	100,0	100,0

Le questionnaire visait à approfondir le sujet et à examiner la qualité des outils utilisés lors de la violence, pour comprendre la qualité des outils distribués et traités dans les médias sociaux, en soulignant la nature et l'étendue des conflits, qui permettent de comprendre le degré de congestion et les rôles joués par les bénéficiaires de ces conflits. Le tableau montre que 75,3% des personnes interrogées ont déclaré que les outils utilisés étaient des armes blanches, ce qui signifie l'utilisation de bâtons, de couteaux et de pierres, pendant les attaques, que les forces de sécurité n'interviennent pour les arrêter qu'après une longue période, ce qui est devenu habituel et très attendu dans les quartiers populaires.

Le questionnaire montre également l'évolution des conflits liés à l'utilisation de la violence avec l'emploi d'outils agressifs, bien qu'il s'agisse d'outils accessibles à tous, et disponibles dans l'espace habité par les citoyens, mais le danger réside dans la mise au point d'outils plus dangereux, comme des armes et autres dans les batailles à caractère social surtout quand le motif caché est de nature politique ou idéologique.

Mais il est important de comprendre le comportement de l'autorité vis-à-vis de cette violence et de ses motivations, de sorte que la question du questionnaire, a donné les réponses suivantes:

Tableau 34: Conflits au sein des habitants.

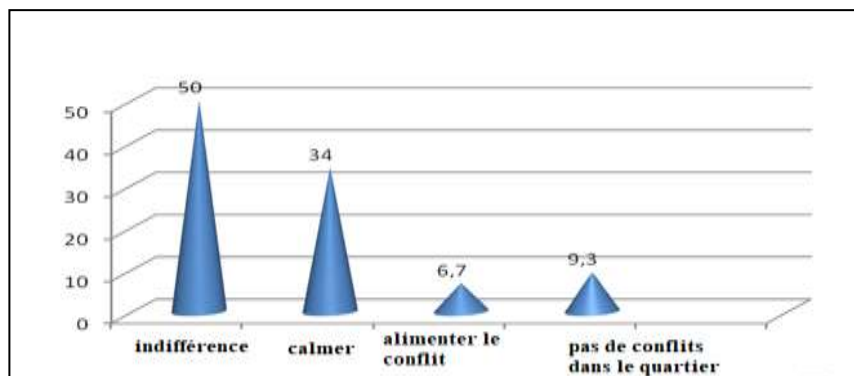
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	122	81,3	81,3
	Non	27	18,0	99,3
	Pas de réponse	1	,7	100,0
	Total	150	100,0	100,0

Tableau 35: Evolution des conflits vers le recours à la violence.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	108	72,0	72,0
	Non	26	17,3	89,3
	Il n'y a pas de conflits.	16	10,7	100,0

Total	150	100,0	100,0	

Graphique 32: Rôle du pouvoir dans les conflits



ituation de sécurité.

S

La première ligne de justice, et d'application de la loi parmi les citoyens est la capacité de l'État à assurer la sécurité et à protéger les citoyens afin qu'ils ne deviennent pas les défenseurs de leur propre sécurité. L'absence de sécurité pour les quartiers, implique de pousser les relations entre les citoyens à la logique de la force, car il est en son pouvoir de remplacer la sécurité, une situation qui nie les composantes fondamentales de l'État de droit et de la justice. Du point de vue de la recherche de la sécurité des citoyens et de la manière d'organiser leurs différends et leurs litiges, le questionnaire paraît être un sujet sensible dans la société tunisienne, qui est le rapport du citoyen à la sécurité d'une part et le rôle de la sécurité dans la protection des citoyens de l'autre. Grâce à cette relation, nous pouvons comprendre les débuts et les limites de l'extrémisme violent, dans quelle marge il peut être, et l'espace qu'il ne peut pas dépasser. C'est dans ce contexte que la question problématique est posée sur l'échantillon des répondants. Il convient de noter que le citoyen ne souhaite généralement pas fournir de réponse précise en abordant la question de la sécurité, c'est ce que nous avons observé lors de la visite sur le terrain et en discutant avec un certain nombre de personnes de "Djebel Jloud", selon certains, on devrait éviter les problèmes avec le gouverneur. Dans ce contexte, les chiffres présentés dans les tableaux nous fournissent un certain nombre de faits, même s'ils constituent un échantillon. Lors de l'évaluation de la situation sécuritaire dans le quartier, 46,7% des répondants estiment que la situation sécuritaire est dangereuse tandis que 20% considèrent qu'elle est normale, ce qui indique un état de turgescence permanent entre les citoyens et l'établissement de sécurité qui a abandonné son rôle capitale, de protéger les citoyens.

Tableau 36: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Bonne	5	3,3	3,3	3,3
	Normale	75	50,0	50,0	53,3

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Non sécurisée	70	46,7	46,7	100,0
Total	150	100,0	100,0	

Cela confirme la perte de sécurité dans le quartier. La réponse des répondants était liée à la propagation du crime : (vol, meurtre, braquage, viol, agression et autres), Quatre-vingt-dix pour cent des personnes interrogées ont déclaré que les crimes et les vols étaient périodiques dans le quartier, ce qui présente une réalité non cachée dans tous les quartiers ces dernières années, où les criminels ont fait de vastes zones d'insécurité, en commettant plusieurs crimes de manière périodique et élevée.

Cependant, il est intéressant de noter que les interviewés, et dans leur réponse à la partie concernant les causes de l'insécurité et de la propagation de la criminalité, leur première explication était la l'extension de la pauvreté et de la marginalisation. La deuxième raison est liée à la sécurité, c'est-à-dire la faiblesse de la présence de sécurité. C'est dans la vision que la sécurité, ne peut être que liée à la justice sociale, à la lutte contre la pauvreté et à la réduction de la marginalisation du quartier par les institutions étatiques.

Tableau 37 : Crimes et vols dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	135	90,0	90,0	90,0
Valide Non	15	10,0	10,0	100,0
Total	150	100,0	100,0	

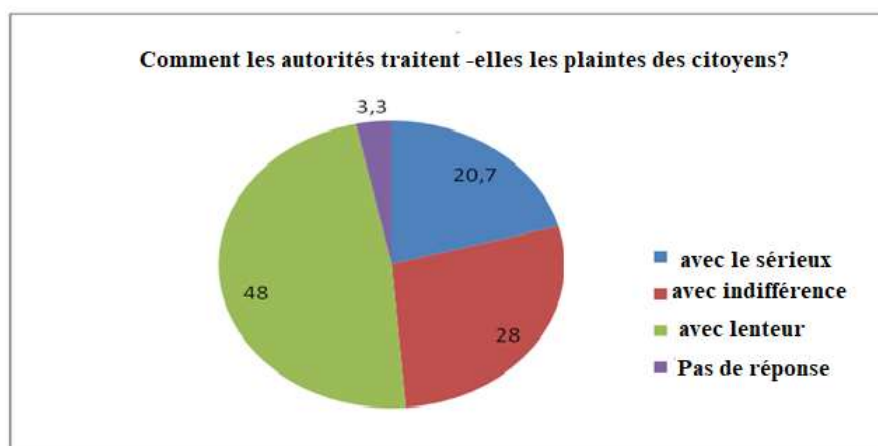
Tableau 38 : Causes de la propagation de la criminalité.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Pauvreté et marginalisation	96	64,0	64,0	64,0
Valide Faiblesse de la présence sécuritaire	45	30,0	30,0	94,0
Pas de réponse	9	6,0	6,0	100,0
Total	150	100,0	100,0	

En plus de la faiblesse de la présence de sécurité et de la propagation de la criminalité, nous constatons que la proportion importante de ceux qui considèrent que le traitement des plaintes déposées par les citoyens, concernant leur sécurité, va de l'indifférence à la lenteur du

traitement de ces plaintes. Ce qui a engendré le sentiment d'impunité à de grands groupes de criminels et d'extrémistes, d'autre part, cette situation a donné l'impression de l'existence d'un certain compromis entre l'appareil de sécurité et les criminels qui se voient favorisés par rapport aux citoyens ordinaires. Ce qui confirme la présence de corruption reliant tyrans et agents de sécurité dans la région, c'est la conviction que nous saisissons lors de notre visite sur le terrain dans le quartier et à travers la discussion avec plusieurs membres de différents âges et de différents milieux sociaux.

Graphique 33: l'attitude des autorités à traiter les plaintes.



Compte tenu de ce climat général d'insécurité, de conflits au sein de la population, du chômage généralisé et de l'absence des aspects les plus primitifs de divertissement, une question a été posée sur les attaques répétées perpétrées par des extrémistes et des éléments terroristes qui ont eu lieu à « Djebej Jloud », sur la possibilité de la présence d'un milieu incubateur pour les groupes extrémistes en l'absence de la sécurité. La réponse confirmée était de 52% de l'échantillon.

Tableau 39: L'existence des groupes extrémistes est-elle liée au manque de sécurité dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	78	52,0	52,0	52,0
Non	53	35,3	35,3	87,3
Pas de réponse	19	12,7	12,7	100,0
Total	150	100,0	100,0	



Existence des groupes extrémistes.

Il est vrai que les éléments terroristes et extrémistes appartiennent à divers milieux sociaux, comme le confirment plusieurs études dignes d'un respect académique. Mais les groupes

terroristes et l'extrémisme violent recherchent toujours un espace propice pour la polarisation, la planification, l'expansion et la prolifération. L'un de ces endroits consiste à trouver un environnement approprié pour qu'ils puissent le transformer en incubateur au fil du temps et avec l'étendue de leur influence. Parmi les éléments de base de l'espace approprié aux extrémistes, figurent le manque de sécurité, la propagation de la criminalité et les conflits entre les habitants, ainsi que la montée du chômage et d'autres éléments allant dans le même sens, ils en font un point de départ puis orientent le lancement vers d'autres zones. En examinant les indicateurs contenus dans le quartier « El-Fath », la possibilité de leur présence existe fortement. La discussion avec les résidents de la région lors de la visite sur le terrain du groupe d'experts, a montré l'importance de poser des questions dans le sens de la recherche de la validité des introductions que nous avons abordées, ce qui nous sera révélé par les tableaux suivants:

Tableau 40: Existence d'une personne extrême dans l'environnement familial

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	13	8,7	8,7	8,7
Valide Non	137	91,3	91,3	100,0
Total	150	100,0	100,0	

Premièrement, nous notons que le sujet, et vue sa sensibilité au moment présent, les réponses étaient caractérisés par l'intention des interrogés de ne pas parler de leur relations avec les extrémistes pour des raisons relatives à leur sécurité, et à chaque fois qu'on s'éloigne de la relation directe du répondant avec l'extrémisme, nous avons des réponses plus précises. La réponse à la question sur la possibilité d'une relation ou d'un lien de parenté avec un élément terroriste ou extrémiste, était « non » pour 8,7%, ce qui reflète bien le sentiment de peur, bien que nous sachions que ce pourcentage n'est pas trop fiable, en raison de la connaissance de la réalité par les membres de l'équipe du questionnaire. qui sont en fait, des jeunes de la région. La réponse était « oui » pour 15,3% de l'échantillon interrogé à la question de l'identification d'un élément extrémiste en général.

Le résultat qui reflète la réalité des choses et montre que les éléments extrémistes ne sont pas étranges pour les habitants, est qu'ils sont présents et influents, est dans la réponse à la relation de la population avec l'extrémiste qui était « normale » pour 40,7 des répondants, dépassant les proportions des réponses de « peur » ou de « rejet ».

Tableau 41: Identifier une personne extrémiste ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	23	15,3	15,3	15,3
Valide Non	127	84,7	84,7	100,0
Total	150	100,0	100,0	

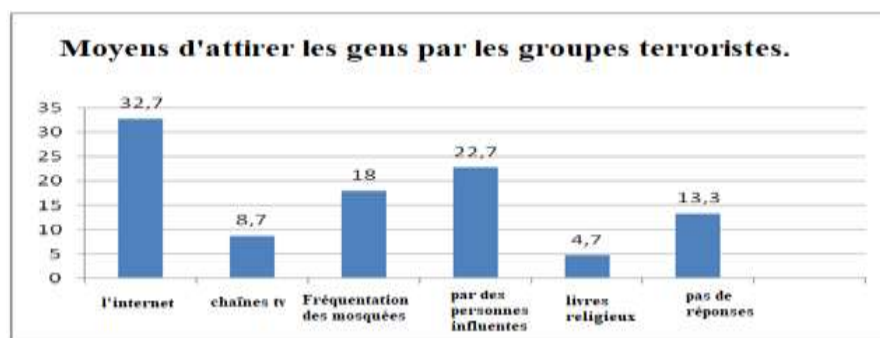
Tableau 42 : Image de la personne extrémiste: barbu

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

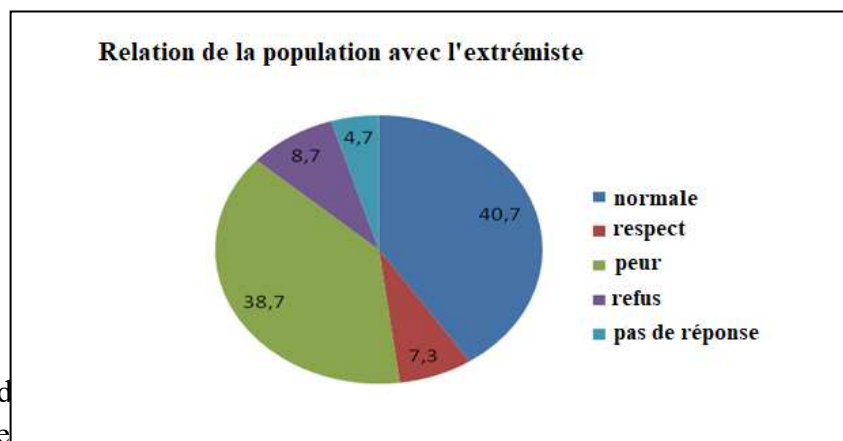
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	74	49,3	49,3	49,3
	Non	76	50,7	50,7	100,0
	Total	150	100,0	100,0	

En ce qui concerne les mécanismes de polarisation, la réponse a été exprimée par les résidents sur place lors de la visite de terrain. Principalement , l'internet comme moyen de polarisation le plus important, puis les personnes influentes, ce qui est confirmé par le résultat précédent, à savoir la nature de la relation entre la population et les éléments extrémistes et le fait que des éléments ont un impact dans le quartier, La troisième place a été attribué à la fréquentation des mosquées.

Graphique 34 : Moyens d'attirer les gens par les groupes terroristes.



Graphique 35 : Relation de la population avec l'extrémiste.



Ce qui peut être déduit de ces résultats, c'est que les réponses indiquent une relation normale avec les groupes extrémistes. On peut souligner que les groupes extrémistes recherchent un espace de présence et d'impact, puis créent une atmosphère appropriée pour trouver un milieu incubateur. Tout ceci se produit si un ensemble d'éléments est déjà présent. Et c'est le cas pour le quartier « El-Fath » à "Djebel Jloud".

Parmi les éléments les plus frappants, figurent la présence des femmes et de leur rôle dans les groupes extrémistes: 30% des personnes interrogées considèrent qu'il existe une implication importante des femmes dans le noyau de ces groupes, alors qu'elles jouent un rôle de polarisation (16% des répondants), une mission de sensibilisation (13,3% des interrogés). Puis

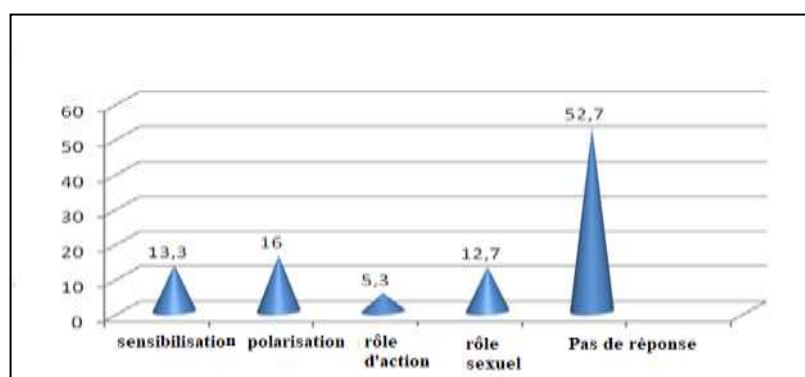
Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

la tâche du « plaisir sexuel » qui occupe le troisième rang dans le classement des réponses, pour souligner l'importance de cette tâche au sein des groupes extrémistes.

Tableau 43: Participation des femmes dans les groupes terroristes.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	45	30,0	30,0	30,0
	Non	74	49,3	49,3	79,3
	Pas de réponse	31	20,7	20,7	100,0
	Total	150	100,0	100,0	

Graphique 36: Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes.



❖ Analyse des propositions de solutions.

Après avoir examiné et analysé tous les éléments liés au quartier « El-Fath » de la zone de "Djebel Jloud" dans le gouvernorat de Tunis, décortiqué les composantes de l'infrastructure et du cadre de vie, recherché les éléments de l'extrémisme violent et les relations de la population avec la sécurité et la disponibilité de la sûreté dans le quartier, nous passons à analyser les réponses du questionnaire, relatives aux propositions des personnes interrogées concernant les solutions éventuelles pour éliminer l'extrémisme, surmonter les éléments qui entravent le développement et évoluer vers des conditions économiques et sociales qui réduisent l'état de tension permanente dans le quartier.

Nous présentons le tableau composé de six suggestions, en fonction du classement de l'échantillon choisi, ce qui correspond à la question n ° 9 du questionnaire, que nous analysons et démontrons les réponses des participants.

Tableau 44 : Propositions de solutions.

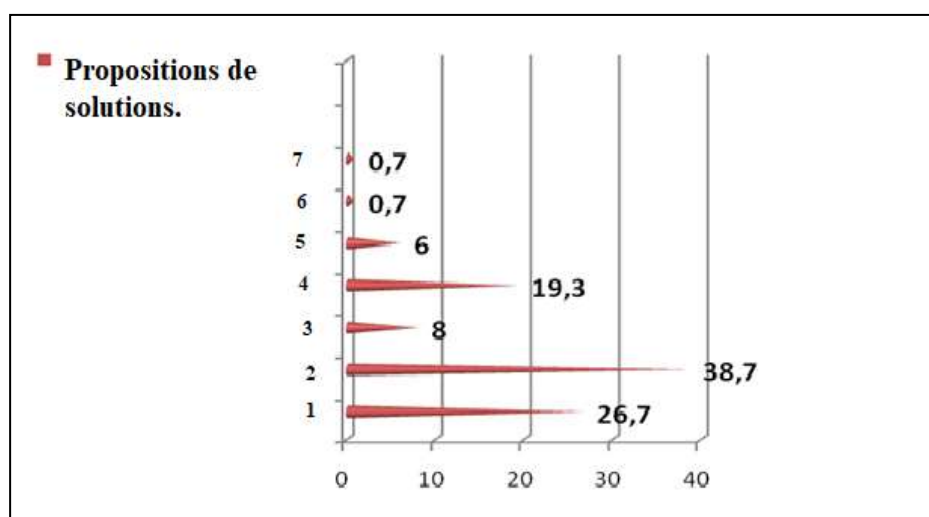
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Lutte contre la pauvreté	40	26,7	26,7	26,7
Réforme de l'enseignement	58	38,7	38,7	65,3
Diffusion de la culture de la paix	12	8,0	8,0	73,3

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

L'attention aux jeunes.	29	19,3	19,3	92,7
Un programme complet de prévention de l'extrémisme avec la contribution de tous les acteurs de la société.	9	6,0	6,0	98,7
Un rôle important pour la société civile dans le programme de prévention.	1	,7	,7	99,3
Pas de réponse.	1	,7	,7	100,0
	150	100,0	100,0	

L'enquête a montré que l'échantillon avait choisi la réforme de l'éducation avec 38,7%, dans la mesure d'ouvrir la voie à des solutions radicales faisant face à la situation actuelle, la seconde solution consistant à éliminer la pauvreté et est exprimée par 26,7% des interrogés. La troisième solution vue par l'échantillon interrogé est l'intérêt pour les jeunes, avec 19,3%.

Diagramme 37 : propositions de solutions



1- Lutte contre la pauvreté. 3- Réforme de l'enseignement. 3- Diffusion de la culture de la paix et du dialogue.

4- L'attention aux jeunes. 5- Un programme complet de prévention de l'extrémisme avec la contribution de tous les acteurs de la société. Un programme complet de prévention de l'extrémisme avec la contribution de tous les acteurs de la société. Un programme complet de prévention de l'extrémisme avec la contribution de tous les acteurs de la société. 6- Un rôle important pour la société civile dans le programme de prévention. 7- Pas de réponse.

À travers les propositions présentées, nous notons la conscience attentive des citoyens qui ont proposé la réforme de l'enseignement comme la solution la plus importante, un choix qui

signifie l'attention au fait que l'avenir est dans la confiance au savoir et à l'éducation. En d'autres termes, les citoyens ne voient pas la solution en ce qui est immédiat, mais en ce qui est lié aux générations futures, sur lesquelles on peut parier pour vaincre la réalité d'un vécu détérioré à tous les niveaux. La réforme de l'éducation symbolise la solution radicale, même si les problèmes sont innombrables aujourd'hui, une vision stratégique qui était fortement présente dans la prise de conscience des habitants du quartier à travers l'échantillon de répondants.

Les autres solutions ont été axées sur la nature économique et sociale de la pauvreté, à savoir la situation sociale fragile de la population du quartier, la préoccupation des jeunes en tant que groupe le plus touché de la situation actuelle, ainsi que la gravité des risques auxquels ils sont exposés. On peut mentionner que les habitants du quartier « El-Fath » de la région de "DJebel Jloud".ont une conscience et une clairvoyance qui contournent le superficiel est l'immédiat, ce qui prive l'État de toute excuse pour ne pas impliquer les habitants dans la gestion de leur quartier, et pour assurer un développement complet et juste du quartier et de la région.

4 - Principaux concepts de forces, de faiblesses, d'opportunités et de menaces liés à l'extrémisme violent, de "DJebel Jloud".

Après avoir analysé tous les éléments et indicateurs susceptibles de contribuer à l'émergence, au développement et à la concentration de l'extrémisme violent et du terrorisme, et au moyen du questionnaire, nous pouvons conclure en identifiant les idées les plus importantes sur ce que nous avons mentionné ci-dessus dans le tableau suivant :

Environnement interne		Environnement externe	
Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Un capital de main-d'œuvre et des compétences multidisciplinaires. - Un important taux de jeunes. - Un taux élevé d'enseignement supérieur. - La position près de la capitale - Lien direct vers les zones industrielles et de multiples ateliers d'artisanat.	- Croissance démographique élevée. - Détérioration de l'infrastructure et du cadre de vie. - Construction chaotique. - Manque d'investissements. - Conflits entre la population. - Propagation de la	-La possibilité de développement sur la base de la discrimination positive. - Possibilité de concentration d'activités industrielles, touristiques et commerciales. - Proche du centre économique, administrative, commerciale et touristique de la	- Taux de chômage élevé. - La propagation de la criminalité avec toutes ses manifestations. - Conflits régionaux et familiaux. - Taux d'abandon scolaire élevé. - Taux d'analphabétisme élevé. - Absence de l'état dans la vie du

- L'accès facile aux zones voisines aux besoins multiples. - Des citoyens conscients, prêts à progresser et à se développer. - Taux de scolarisation respectable.	- criminalité. - Manque de sécurité et de sûreté. - Centralisation de l'économie informelle. - Faiblesse de la société civile, syndicale et politique - Violation de la liberté individuelle et collective. - Absence de plans de développement futurs. - Détérioration de l'environnement et du système écologique.	- capitale. - Possibilité du développement des infrastructures environnementales par l'investissement. - Localisation géographique permet d'investir dans plusieurs domaines importants nécessaires aux communautés du Grand Tunis.	- quartier. - Hésitation totale par les investisseurs privés. - La propagation de la pensée extrémiste et des éléments terroristes. -La prolifération d'institutions exploitées pour diffuser des discours extrémistes. - La contrebande. - La corruption.

5 - Une analyse quadratique participative du groupe de discussion dans la région de "DJebel Jloud".

Dans le cadre du travail participatif et de l'approche de dialogue sur le phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme, un atelier de dialogue participatif a été organisé au cours duquel le groupe de discussion, composé principalement de jeunes et de femmes représentant la société civile de la région, s'est concentré sur sa vision de l'extrémisme violent en utilisant la méthode SWOT.

Après une explication générale et simplifiée de la méthode d'analyse quadratique et de ses méthodes d'utilisation dans le domaine des phénomènes sociaux: il a été convenu de travailler selon trois équipes, chaque équipe analysant « SWOT », pour l'un des quatre points impliqués dans cette méthode quadratique.

Première analyse: Les forces et les faiblesses de l'environnement interne du quartier El Fath de "DJebel Jloud".

Le travail du premier groupe visait initialement à définir le concept de force et de faiblesse, puis la réalité du quartier « El-Fath » a été diagnostiquée à travers ses avantages et ses faiblesses. La première analyse quadratique du groupe de travail peut être résumée comme suit:

- Considérant le fort pourcentage de scolarisation et le pourcentage des diplômés universitaires, comme points forts du quartier.
- La jeunesse du quartier est une force et un avenir, malgré la réalité du chômage et de la marginalisation.
- La diversité des arrivées régionales et les différentes coutumes et traditions, peuvent être considérées comme un point de richesse et de coexistence, plutôt qu'une différenciation et conflits.
- L'harmonie de classes sociales, c'est-à-dire que l'appartenance de la majorité des habitants du quartier à la classe pauvre, en fait un avantage d'unité et de solidarité.
- La multiplicité des compétences dans les domaines de l'artisanat et les travaux publics, d'un nombre important de la population, est un point fort d'une grande importance pour leur exploitation dans la réalisation du développement global
- Possibilité de développement global réussi dans le quartier et la région.
- Synergie entre les populations lors de crises aiguës, telles que des catastrophes naturelles ou le sabotage terroriste.

En ce qui concerne les faiblesses, les analyses s'approfondissent pour leur énumération, pour la raison de leur complexité et dans la mesure qu'elles représentent des éléments à l'origine de la propagation de la criminalité, de l'extrémisme violent et du terrorisme. Les points les plus significatifs peuvent être résumés comme suit:

- La détérioration du cadre de vie et le faible niveau des services publics et des infrastructures.
- L'extension du chômage surtout chez les diplômés universitaires.
- L'abandon scolaire précoce qui mène à la criminalité et au ressentiment de ces jeunes plus tard, en raison de leur perte des éléments d'immunisation les plus importants, à savoir la bonne éducation et le savoir.
- La propagation de la pauvreté et de la marginalisation, qui présentent un terrain fertile pour une polarisation radicale et violente.
- La faiblesse de la présence sécuritaire et l'absence de l'État, ouvrent la voie à des gangs et à des réseaux de pensée extrémiste pour indemniser les organes de l'État.
- La faible relation entre la sécurité et les citoyens crée une réalité de tension dans le voisinage, ce qui fait de l'appartenance à des groupes extrémistes une sorte de réaction naturelle au terrorisme de l'État.
- L'absence totale d'institutions culturelles, sportives et de loisirs, crée un vide particulier pour les jeunes qui ne peut être compensé que par l'extrémisme ou le crime organisé.

- L'absence de développement dans le quartier et l'absence d'espaces de travail, font de ce quartier un oppresseur pour les citoyens normaux et un polariseur de criminels et de terroristes.
- La propagation du discours radical sans que la population ne lui fasse face, malgré sa prise de conscience du danger du discours.

La deuxième analyse: les opportunités offertes par l'environnement extérieur du quartier « El-Fath »:

Une telle analyse est une opportunité pour le deuxième groupe de travail d'identifier la marge d'opportunité qui pourrait être disponible, de l'extérieur du voisinage, et capable de le rendre immunisé contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Il convient également de noter que la discussion n'a été ni aisée, ni facile entre les membres de la deuxième équipe, de même que pour la première équipe, ce qui rendait difficile la détermination des opportunités.

Les principales conclusions du groupe de travail sur les opportunités se résument comme suit:

- Le développement du phénomène du terrorisme qui a atteint le point de transformer le voisinage en un foyer de terrorisme va pousser les autorités à accorder plus d'intérêts au voisinage et améliorer les conditions de vie et de sécurité, dans le cadre de la bataille de faire face au phénomène terroriste avec toute conscience et totale responsabilité.
- L'augmentation de la population du quartier et des quartiers voisins, aura un impact sur les options de l'Etat, en matière de développement de ces zones et sur la concentration de leur présence qualitativement et quantitativement.
- En raison de la détérioration de l'infrastructure, et de la nécessité de restaurer, de réhabiliter et de créer des espaces dans le quartier, afin de le transformer en un quartier approprié, tout cela dépend de la volonté l'Etat de parier sur l'opportunité précieuse de déplacer les rouages de l'économie et du commerce dans le même quartier.
- La diversité régionale et spatiale de la population permettra l'utilisation de toutes les énergies, notamment culturelles, sportives et de divertissement, si l'État joue son rôle à cet égard.
- La présence de la zone à proximité de la capitale, pourrait bénéficier d'investissements dans la capitale, à « Ben Arous » et dans les zones industrielles adjacentes.

Troisième analyse: Les menaces.

Le troisième groupe, chargé d'identifier les menaces externes susceptibles de contribuer à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier El-Fath, a tenté de relier la réalité du quartier actuel, son emplacement et ses relations, avec les quartiers et l'espace adjacent, afin d'identifier les menaces potentielles pour le quartier.

La discussion et le dialogue participatif n'étaient pas faciles, mais plutôt complexes et laborieux, en termes de la complexité des entrées du sujet et de la rigueur de l'analyse quadratique.

Les principaux points des discussions, qui ont été sérieux et parfois enthousiastes, peuvent être résumés comme suit:

- Déplacements fréquents de l'intérieur vers le quartier El-Fath, aggravant les problèmes économiques et sociaux du quartier et le niveau des infrastructures et des services.
- Ce déplacement externe et les groupes pauvres et marginalisés, constitueront un nouveau facteur favorisant la propagation de la criminalité et de la violence dans le quartier et approfondiront la rupture et la désunion sociales au sein de la population.
- La relation tendue entre la sécurité et la population, continuera à aggraver le conflit entre sa population et ses voisins des autres quartiers
- Le vide sécuritaire et l'absence du pouvoir, représentent une menace externe pour tous les habitants du quartier et les rendent vulnérables aux réseaux terroristes, aux gangs et au crime organisé.
- La propagation de la pauvreté et l'augmentation de la consommation de drogue et d'alcool obligent le quartier à demeurer toujours cible par les trafiquants de drogue, les gangs et les réseaux terroristes de l'extérieur à tirer profit de cette situation, en particulier face à l'insécurité persistante dans le quartier.
- Les niveaux de développement et le cadre de vie entre le quartier « El-Fath » et ses composantes d'une part, et une partie de la capitale, d'autre part, ont créé un climat de haine entre les quartiers, qui sont souvent justifiés par des conflits de classes sociales.
- Le niveau élevé de violence dans et autour du quartier, et le sentiment élevé d'être un réservoir de criminels, rend la réaction de la population plus féroce à l'égard de la population des autres quartiers.
- Toutes ces menaces restent liées à la présence de l'État et de ses organes, en plus du faible niveau de terrorisme d'État à l'encontre des habitants du quartier.

Gouvernorat du Kef : Municipalité du Kef Est

1. Introduction

A travers les données étudiées sur le gouvernorat du Kef, et à travers l'audit des composants de l'infrastructure et du cadre de vie et des proportions de la composition démographique, économique et sociale, le quartier "**Ahmed Shrichi**" dans le Kef Est, a été choisi être étudié pour les motifs suivants:

- Le quartier, en termes de densité de population, revêt une grande importance pour le reste des communes du Kef et est un quartier populaire basé depuis ses débuts sur les expatriés de différentes régions de gouvernorat, ce qui en fait un brassage social différent en termes d'âge et de structure économique. Le quartier fait partie des quartiers marginalisés à tous les niveaux. Il en résulte un crime généralisé et l'extrémisme violent en particulier.

Les problèmes les plus importants sont:

- Taux de chômage élevé
- Forte criminalité, consommation et promotion de drogue.
- Taux d'analphabétisme et d'abandon scolaire élevés.
- Mauvaise infrastructure et environnement de vie ne répondant pas à des conditions de vie décentes.

Cependant, l'étude du quartier requiert la précision et l'examen des données et s'appuie sur le questionnaire préparé à cet effet. La recherche des racines de l'extrémisme violent et des éléments qui contribuent à son développement nécessite plus de précision, que nous travaillerons à démanteler à travers les données du questionnaire et sur la base des rencontres qui ont eu lieu entre les éléments de discussion, l'équipe de recherche et un nombre important de résidents de la région.

2- Analyser les éléments et facteurs qui encouragent et contribuent directement et indirectement à la présence et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier "Ahmed Shrichi**", dans le Kef Est.**

La réalité des infrastructures et des services et le cadre de vie.

Le quartier "**Ahmed Shrichi**", est situé sur les rives de l'oued « Jifa ». Et à travers la structure urbaine et les approches et rues étroites, il est clair que c'est un quartier populaire formé d'une construction chaotique, dans le sens où il n'est pas aménagé pour la construction à ses débuts. Le quartier a d'abord été construit sur des vergers d'olives, et d'agréments, après son acquisition par l'Agence Immobilière de l'Habitat, et en l'absence des structures de l'État pour un aménagement urbain du quartier, les résidents ont acheté des lots de terrain au hasard

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

et se sont installés ,ces agglomérations chaotiques se sont transformés en une petite ville au milieu de la ville du Kef, absorbant la migration interne arrivée de l'intérieur du gouvernorat , jusqu'à l'émergence d'une crise réelle de la densité de population dans le quartier et dans la même famille."Ahmed Shrichi".et lors de la visite de terrain, de l'inspection directe du quartier par l'équipe de recherche et lors des

discussions avec un nombre important d'habitants de la région, on ne fait aucun doute que le quartier est une ville délaissée et exclue de toutes dimensions d'aménagement. L'infrastructure est misérable au plus bas degré. Les routes et les rues sont dans un état détraqué, en plus de la quasi-absence de services publics. Afin d'étudier le quartier en termes d'infrastructures de services et de des conditions de vie, l'interrogatoire a été axé sur les éléments susmentionnés, dont les résultats ont été très importants pour donner une image précise du quartier et des conditions de vie des résidents.

L'état des routes, la sécurité des logements, l'éclairage public et les services publics, font partie des priorités éléments d'une ville ou d'un quartier de grande taille, comme le quartier "Ahmed Shrichi", qui comptent environ 20 000 habitants. Ainsi, l'interrogatoire a porté sur l'état des routes et de l'éclairage public: les réponses étaient comme suit :

-56,3%, des répondants considèrent les routes comme médiocres. Alors que 42,5%, les voient comme moyennement praticables. Ce qui signifie que les infrastructures nécessaires aux résidents et à leur milieu de vie quotidienne, allaient de moyennes à médiocres. Outre l'état des routes et des rues, 68,3% des répondants considèrent qu'il n'y a pas d'éclairage public. Et imaginons d'une ville ou un quartier habité par des milliers de citoyens, sans éclairage public, cela signifie la peur de la mobilité nocturne et le contrôle de l'espace public par les délinquants et les criminels de tous types. En l'absence de l'éclairage qui peut rassurer les citoyens.

Pour le confirmer, nous trouvons les réponses fournies par les deux tableaux suivants:

Tableau 1 : L'état des rues et des routes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bon	5	1,3	1,3	1,3
Moyen	170	42,5	42,5	43,8
Mauvais	225	56,3	56,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 2 :L'éclairage public dans les rues et les routes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	206	51,5	51,5	51,5
Non	183	45,8	45,8	97,3

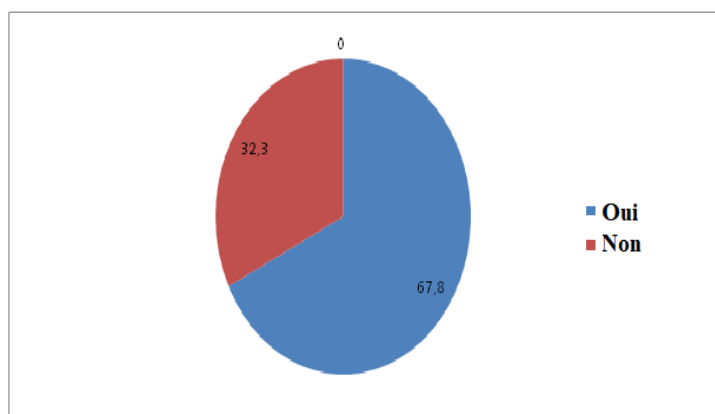
Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Pas de réponse	11	2,8	2,8	100,0
Total	400	100,0	100,0	

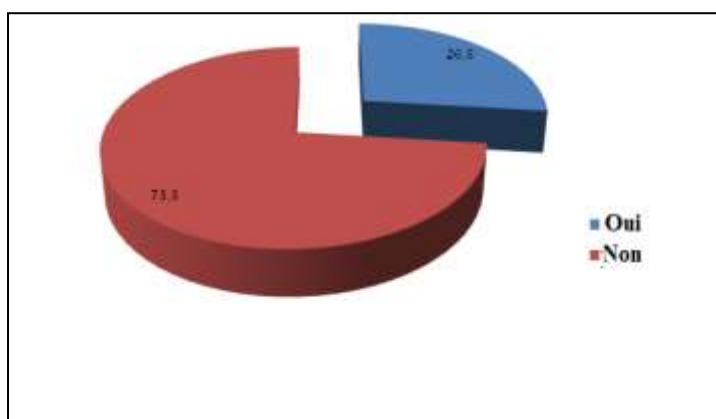
En ce qui concerne les installations liées à l'enfance, aux espaces de santé ou de loisirs, les réponses sont les suivantes:

32,3% des répondants ont déclaré qu'il n'y avait pas de jardins d'enfants, contre 67,8% d'entre eux qui ont déclaré leur existence, mais le pourcentage de ceux qui n'ont pas voulu fournir une réponse (environ un tiers), reste important. Ce qui traduit bien le nombre limité de ces jardins d'enfants. 3% des personnes interrogées ont déclaré l'absence de crèches et de garderies. Ce qui signifie que les résidents sont obligés de recourir aux jardins d'enfants et aux crèches privées, ce qui représente un coût supplémentaire pour un groupe de résidents souffrant de conditions sociales suffocantes. Le graphique ci-dessous montre les réponses des interrogés aux questions sur les crèches, les jardins d'enfants et les garderies scolaires.

Graphique 1: Existence d'un jardin d'enfants.



Graphique 2: Existence d'une garderie scolaire.



84,4%, ont affirmé l'existence d'une école primaire. Le pourcentage est réduit à 53,5% pour l'existence d'un collège ou d'un lycée. Il est vrai que le ratio dans les deux cas est positif mais il importe de noter que la situation des installations de l'enseignement n'est jamais confortable : surpopulation, absence des outils pédagogiques les plus simples, manque de

cadre permanent en matière d'éducation... Une situation qui ne répond pas aux besoins de la vie du quartier et des jeunes générations qui sont censées exercer leur droit à l'éducation dans toutes les régions de la République, de manière égale, ou du moins rapprochée. Le dialogue qui s'est instauré entre l'équipe d'experts et les résidents a montré que l'infrastructure la plus importante est un dispensaire et une école. Cependant, lors de la vérification des données, il a été constaté que les seuls services d'urgence de base très étroits et très simples constituaient la seule clinique du quartier, en plus de la quasi-absence des médicaments nécessaires. Le patient entre la clinique du marteau dispensant l'aide la plus simple et la mobilité difficile en raison du siège débridé du quartier par les transports publics et privés.

Les autres établissements ont estimé que 88,5% des répondants ont déclaré qu'il n'y avait pas d'espace de loisirs dans le quartier, 56,8%, il n'y avait pas de maison de la culture et 81% nient l'existence d'un stade de sport. Les tableaux insistent sur le manque de cadres collectifs et sociaux et sur l'absence totale d'espaces de loisirs, y compris les enfants, ainsi que sur l'absence complète de structures pour les personnes âgées et les personnes ayant des besoins spéciaux. En termes d'infrastructures et de la réalité des équipements, des

services et des espaces publics de l'Etat et même du quartier privé "Ahmed Shrichi". peuvent être considérés comme inexistant, même si certains d'entre eux se trouvent parce qu'ils sont dans un état déplorable. La situation de marginalisation et d'exclusion est visible dès l'entrée du quartier et depuis l'aspect public.

Dans ce contexte, nous trouvons les tableaux et graphiques qui expriment cela à travers les nombres comme suit:

Tableau 3: Présence d'école primaire dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	339	84,8	84,8	84,8
Non	59	14,8	14,8	99,5
Pas de réponse	2	,5	,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 4: Présence d'école de collège ou de lycée.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	214	53,5	53,5	53,5
Non	182	45,5	45,5	99,0
Pas de réponse	4	1,0	1,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Graphique 3: Existence d'un espace de loisirs.

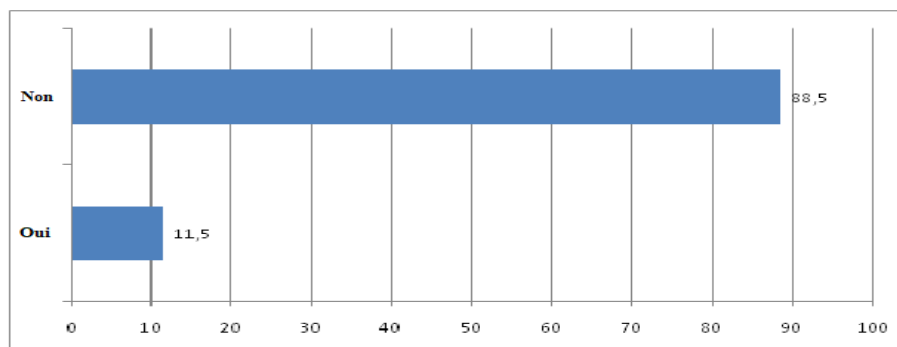
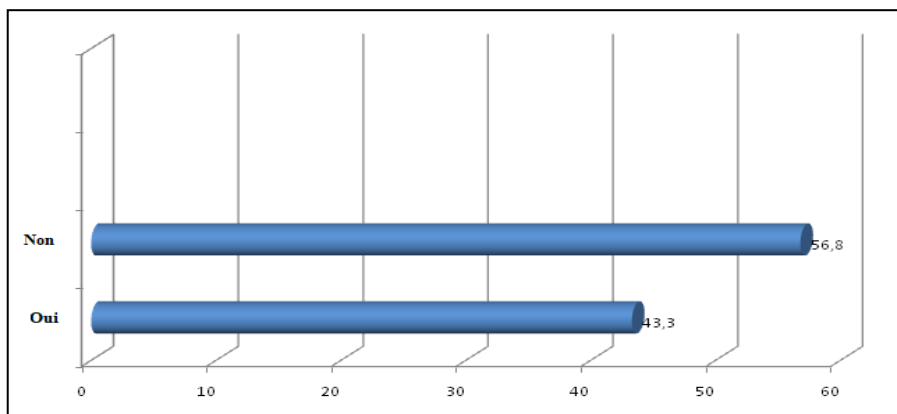


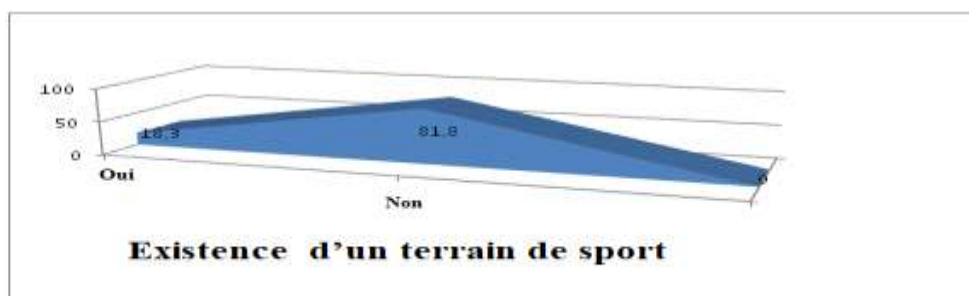
Tableau 5: Existence d'un jardin d'enfants.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	271	67,8	67,8	67,8
Non	129	32,3	32,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Graphique 4: Existence d'une maison de culture.



Graphique 5: Existence d'un terrain de sport.





Capital social et société civile.

Face à la dégradation des infrastructures du quartier et à l'absence presque complète d'installations et d'espaces de base, et en l'absence des cadres les plus simples pour vivre une dignité humaine saine, nous nous posons des questions relatives au rôle des résidents et à la recherche de moyens d'efficacité à travers des cadres civils tels que le travail civil et associatif. Nous soulevons également la manière dont les citoyens comprennent l'activité civile et plus particulièrement l'ampleur et la signification de leur utilité. Les réponses étaient inattendues. L'enquête montre que 75,3% des répondants de l'échantillon ne sont pas impliqués dans le travail social, 98,5% ne sont pas impliqués dans une activité syndicale, 96,5% ne sont pas actifs dans le domaine des droits de l'homme, et 98% ne sont pas actifs en politique. En ce qui concerne l'existence d'associations dans le quartier, 72,5% ont estimé qu'elles n'existaient pas dans le quartier et 21,3% des répondants ont estimé que le travail des associations n'est pas utile. En ce qui concerne le type d'activité sociale dans lequel les associations sont impliquées, 53% l'ont considérée comme étant une œuvre de bienfaisance, ce qui montre clairement que le travail organisé dans les associations, les partis ou les syndicats est loin de l'activité des résidents, ni de leurs intérêts. Cela reflète la structure sociale conservatrice des habitants pour exprimer leurs perceptions et leurs exigences, et qu'ils n'ont pas bénéficié des libertés publiques et individuelles après la révolution pour l'exercice de leurs droits d'organisation, faisant ainsi des besoins économiques de la vie quotidienne, une priorité.

Au moyen d'interviews directes, il est nécessaire de souligner la précision et la pertinence des chiffres du questionnaire. L'un des problèmes les plus difficiles à comprendre, est la position négative des habitants, jugeant l'action civile organisée, comme inutile, face aux cadres de vie détériorés, à l'absence des équipements, aux sentiments d'infériorité et au manque des services nécessaires pour une vie digne. Une réalité censée être une incitation à un travail civil organisé pour les habitants de différentes manières selon l'âge, les intérêts, les demandes et les visions en tant que citoyens. Cela nous pousse à adopter une autre approche: la sensibilisation du public et l'atmosphère qui règne dans le quartier "Ahmed Shrichi".du Kef Est, est affecté par d'autres approches qui excluent l'expression du travail de citoyenneté au sens où nous entendons et traitons comme convenu dans l'étude. Les tableaux et graphiques montrent les chiffres fournis par le questionnaire comme suit:

Tableau 6 : l'activité politique.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	8	2,0	2,0	2,0
Valide Non	392	98,0	98,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 7 : Activités relatives aux droits de l'homme.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Oui	14	3,5	3,5	3,5
Valide Non	386	96,5	96,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

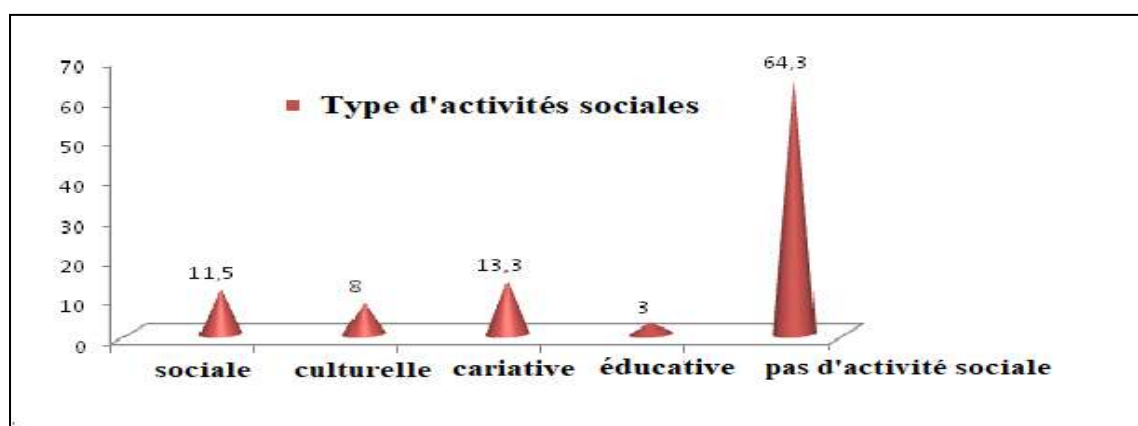
Tableau 8:Activité syndicale

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	6	1,5	1,5	1,5
Valide Non	394	98,5	98,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 9 ; Evaluation du rôle des associations

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Utile	145	36,3	36,3	36,3
Nuisible	2	,5	,5	36,8
Inutile	85	21,3	21,3	58,0
Pas d'associations	168	42,0	42,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Graphique 6: Types d'activités sociales.



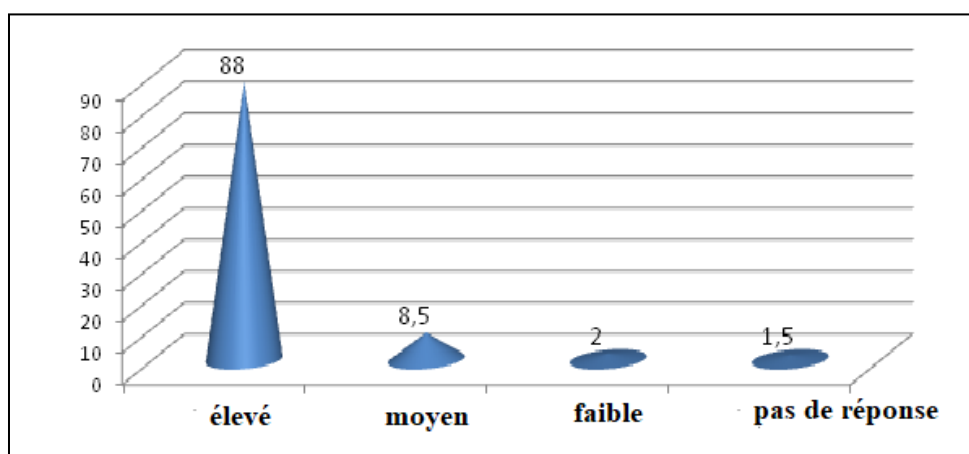
❖ Réalité économique et sociale.

Le facteur économique et social est un élément capital pour la compréhension et l'interprétation des phénomènes d'un groupe humain, même s'il n'annule pas le reste des indicateurs et des indications. Mais pour l'extrémisme violent, le terrorisme et même le crime organisé ou le comportement délinquant, les réalités économiques et sociales représentent la première façade du processus vital d'un groupe humain, en ville, à la campagne ou dans le quartier. Par conséquent, nous suivrons la réalité économique et sociale du quartier « Ahmed Shrichi » grâce au questionnaire et aux rencontres directes avec les citoyens. L'enquête approuve que le quartier « Ahmed Shrichi » et sans exagération, est un quartier de points noirs, à tous les niveaux économiques et sociaux, en raison de l'insuffisance de son développement et de l'ingérence de l'État qui paraît le laisser à l'inconnu, à la lumière de la population croissante, du déséquilibre environnemental, de la pauvreté, du chômage et de la fragilité du tissu social. 88% des personnes interrogées ont déclaré que le taux de chômage dans le quartier était élevé et 93,5%, indiquent que les offres d'emploi ne sont pas disponibles, comme indiqué dans le tableau et le graphique suivants :

Tableau 10: Opportunités d'emploi.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	24	6,0	6,0	6,0
	Non	374	93,5	93,5	99,5
	Pas de réponse	2	,5	,5	100,0
	Total	400	100,0	100,0	

Graphique 7 : évaluation des taux de chômage.



En outre, 69% ont nié l'existence d'un centre de formation professionnelle comme alternative importante pour sauver les jeunes déscolarisés et pour doter la communauté de professionnels diplômés. 75,8% nient l'existence de sociétés pouvant offrir des opportunités d'embauche. En plus de l'absence de centre d'activités artisanales, de centre de soins maternels, d'institutions d'intégration professionnelle pour les jeunes et de centre d'accueil pour les personnes ayant des besoins spéciaux. Le quartier est une masse de citoyens isolés de tous les équipements nécessaires, qu'ils soient économiques, sociaux ou éducatifs. Toutes les données, qu'elles proviennent du questionnaire ou de discussions avec les habitants, confirment la spécificité du quartier en l'absence de développement et le fait que le quartier et ses habitants sont marginalisés par l'État.

Tableau 11: L'existence d'un centre de formation professionnelle.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	121	30,3	30,3	30,3
	Non	276	69,0	69,0	99,3
	Pas de réponse	3	,8	,8	100,0
	Total	400	100,0	100,0	

Tableau 12 : Existence d'une entreprise

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	97	24,3	24,3	24,3
	Non	303	75,8	75,8	100,0
	Total	400	100,0	100,0	

Tableau n ° 13: Opportunités d'emploi.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	24	6,0	6,0	6,0
	Non	374	93,5	93,5	99,5
	Pas de réponse	2	,5	,5	100,0
	Total	400	100,0	100,0	

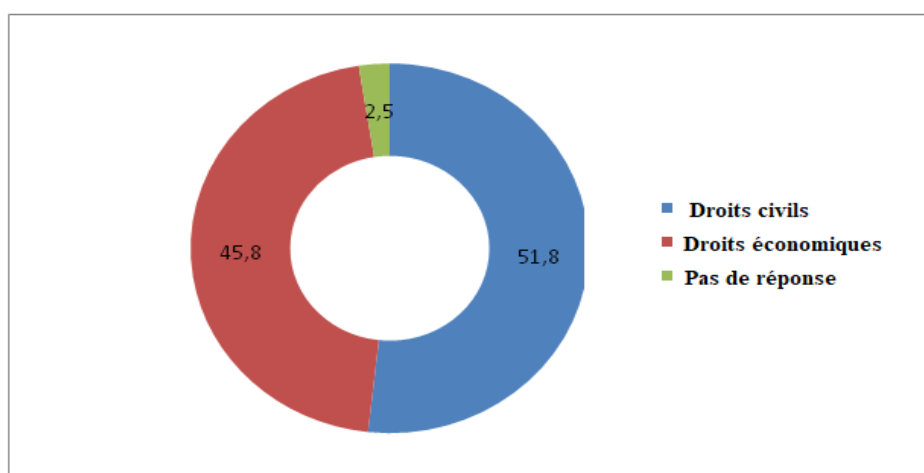
Tableau 14: L'existence d'un centre de formation professionnelle.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	121	30,3	30,3	30,3
Non	276	69,0	69,0	99,3
Pas de réponse	3	,8	,8	100,0
Total	400	100,0	100,0	

❖ **La réalité des droits de l'homme et des libertés individuelles et publiques.**

Les droits individuels et publics sont un élément essentiel du concept de citoyenneté, à la fois dans leur pratique par les citoyens et dans leur respect par l'autorité et ses organes, ou par le biais du cadre législatif qui leur garantit un texte et est protégé par les procédures exécutives. Les droits individuels et collectifs sont considérés comme un avantage social résultant du développement de sociétés, allant du contrôle total d'individus ou de groupes à la citoyenneté participative et la reconnaissance de l'exercice des droits individuels. Dans cette perspective, a été soulignée dans le voisinage de « Ahmed Shrichi » pour comprendre et dissocier ces significations du point de vue de la population qui le pratiquent. 51,8% des répondants ont déclaré que les droits de l'homme sont liés aux droits civils, 45,8% sont liés aux droits économiques, ce qui indique que les habitants du quartier ont des problèmes liés au côté civil et à la complexité du travail de l'administration et la difficulté d'obtenir le certificat de propriété et d'autres procédures connexes, selon la compréhension des habitants de l'aspect administratif, le civil signifie tout ce qui est la documentation et la gestion des autorités centrales et locales. La civilisation dans ce contexte s'entend en les reconnaissant et en les considérant comme similaires au reste des citoyens non seulement en Tunisie mais aussi dans le statut du gouvernorat du Kef, facteur dangereux contribuant aux conflits entre les habitants du quartier. Comme indiqué dans le graphique suivant:

Graphique 8: Relation entre droits de l'homme et droits civils et économiques.



Pour comprendre et interpréter les données précédentes, nous constatons que les émeutes représentent le groupe le plus touché, à savoir les jeunes, en ce qui concerne le comportement de la sécurité en général.

51,3% des répondants ont estimé que la réaction des jeunes face aux harcèlements des forces de sécurité, même les moins agressifs, était le recours aux actes d'émeutes.

Pour ce qui est du respect et de la préservation de la dignité dans le quartier, 58,3% ont déclaré ressentir un respect dans le quartier, tandis que 41,3% estimaient le contraire. En général, les relations avec les citoyens dans les quartiers de l'intérieur du pays tels que « Ahmed Shrichi » sont plus au moins normales, en raison de la fréquence des contacts quotidiens avec les policiers du quartier où presque tout le monde se connaît. À partir de cette mesure, la relation de l'appareil de sécurité avec les habitants du quartier est relativement tendue. Ce qui explique la réponse de 61,8% de l'échantillon de répondants selon laquelle les perquisitions de sécurité donnent aux résidents des quartiers populaires une impression qu'il s'agit d'une revanche de la part de la sécurité contre eux, car l'attaque est associée à d'innombrables violations et quelle que soit la cause de l'attaque, ils ont le sentiment de la terreur qui leur est imposée. À travers les données fournies par le questionnaire, nous trouvons les chiffres très précis pour montrer la nature de la relation des habitants avec les services de sécurité, ce qui ressort clairement des tableaux et graphiques suivants.

Tableau 15 : Attitudes des forces de sécurité envers le citoyen lors des contrôles de sécurité.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Avec respect	272	68,0	68,0	68,0
Avec insulte	105	26,3	26,3	94,3
Pas de réponse	23	5,8	5,8	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 16 : raids des forces de sécurité.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	247	61,8	61,8	61,8
Non	144	36,0	36,0	97,8

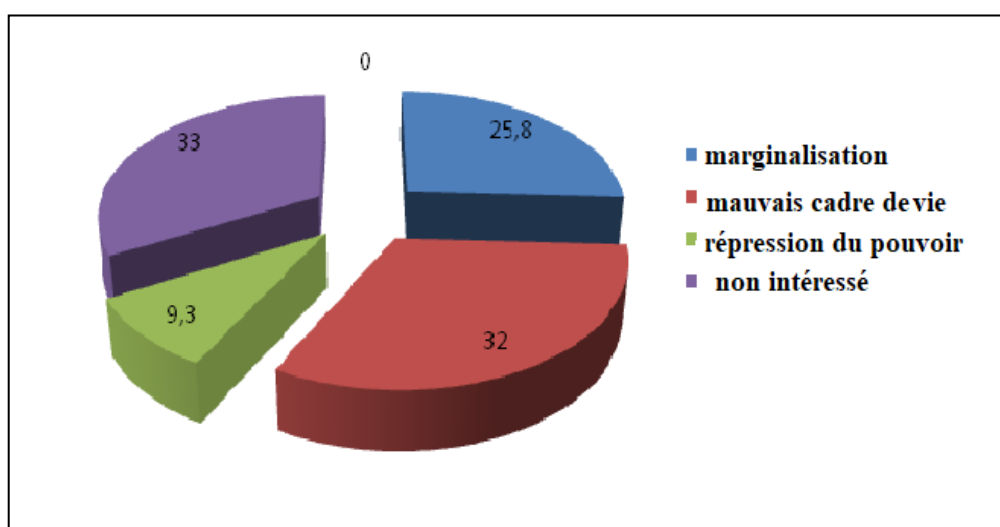
Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Pas de réponse.	9	2,3	2,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 17 : sentiment du respect dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	233	58,3	58,3	58,3
Non	165	41,3	41,3	99,5
Pas de réponse.	2	,5	,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Graphique 9 : Raisons du sentiment du non respect.



e niveau des conflits dans l'environnement social et les moyens de les résoudre.

Il est courant que les affrontements entre citoyens des quartiers populaires soient une réalité pour la société tunisienne. Ces conflits ont souvent entraîné des pertes humaines. Les causes de ces conflits étaient différentes et se chevauchaient. Les outils utilisés lors de ces conflits étaient également différents. Mais d'un point de vue objectif, et à travers l'étude d'un échantillon représentatif d'un quartier, nous pouvons approfondir le phénomène et en démanteler plus précisément ses aspects, sans tomber dans les préjugés ni dans la libre généralisation. La recherche des composantes de l'extrémisme violent et du terrorisme exige que nous examinions la question des conflits entre la population et les outils utilisés jusqu'à ce que nous révélions leurs sources et leurs moteurs fondamentaux. Méthodologiquement, le sujet a été abordé depuis ses débuts et il s'agit d'une question sur l'existence même du conflit entre les habitants. La réponse était claire entre l'existence des conflits et leur absence. La proportion était proche et presque moitié-moitié. Ce résultat est quelque peu étonnant, car la question concerne un sujet incontesté et connu de tous les citoyens, en raison de la taille du quartier et des nouvelles de conflits qui se propagent rapidement. Répondant à la question de

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

l'évolution du conflit vers le recours à la violence, le même échantillon de répondants a confirmé le « oui » avec un taux de 53,5%. Cela confirme l'existence d'un conflit et qu'il évolue souvent vers le recours à la violence. De plus, 48% d'entre eux considèrent que les outils utilisés lors de ces conflits sont des armes blanches. 36,3% considèrent que l'attitude de l'autorité dans ces conflits, est l'indifférence et 37,5 considèrent que la nature de ces conflits est régionale. Ce qui nous fait risquer de conclure que le sujet des conflits entre la population, comme le rapport à la sécurité, ainsi que le terrorisme, restent toujours des sujets très sensibles et qu'on évite de dire la vérité ou passer à côté, est la plus sûre et que la réponse au questionnaire ne doit pas exposer l'interrogé à une abomination. Les ratios indiqués dans le questionnaire montrent la nature de l'approche, à savoir les proportions du questionnaire, comme dans les tableaux et les graphiques, comme suit:

Tableau 18: Conflits au sein de la population

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	195	48,8	48,8	48,8
Non	205	51,3	51,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Graphique 10: Les causes des conflits, s'ils existent.

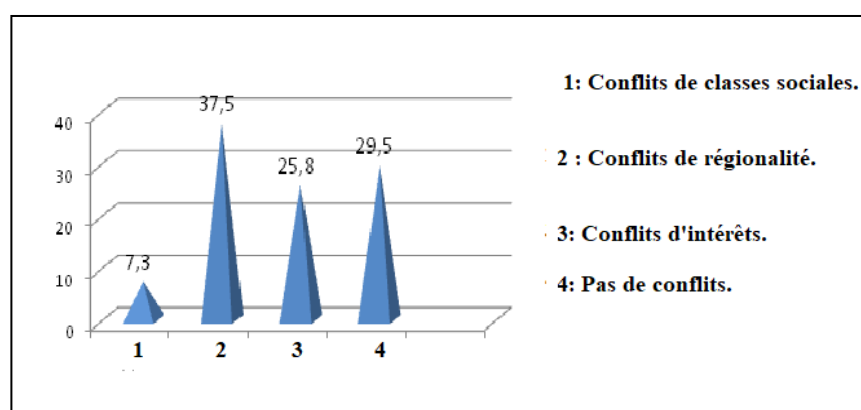


Tableau 19: Evolution du conflit vers le recours à la violence

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé

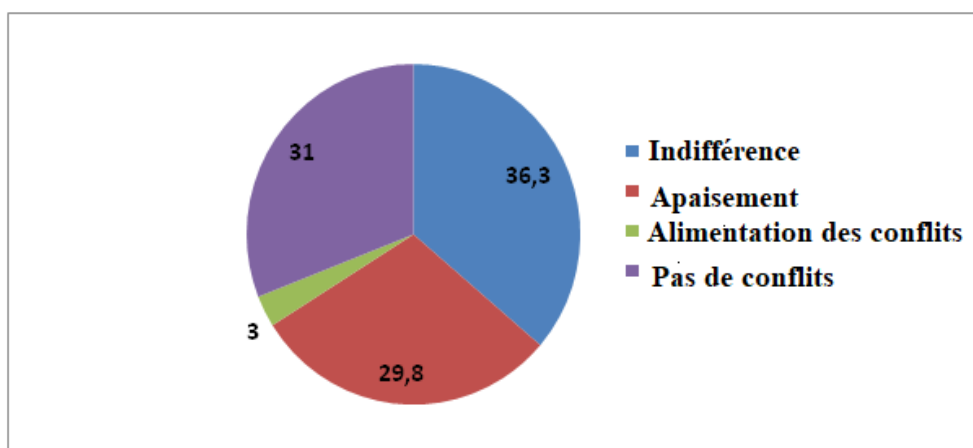
Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Valide	Oui	214	53,5	53,5	53,5
	Non	66	16,5	16,5	70,0
	Pas de conflits	120	30,0	30,0	100,0
	Total	400	100,0	100,0	

Tableau 20: Types d'outils utilisés dans les conflits.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Armes blanches	195	48,8	48,8	48,8
	Emeutes	59	14,8	14,8	63,5
	Pas de conflits	146	36,5	36,5	100,0
	Total	400	100,0	100,0	

Graphique 11: Le rôle du pouvoir dans les conflits.



Situation de la sécurité.

Dans le traitement de l'extrémisme violent et du terrorisme, la recherche de la sécurité de la population est très importante, car son absence signifie la possibilité de contrôler ces zones et la dominer, progressivement. La sécurité représente également la sûreté des habitants, et, en son absence, la criminalité et le crime organisé se développent et les alliances économiques et sociales, jouent un rôle de dissuasion et de contrôle. La sécurité représente, aussi directement l'État et son rapport avec les citoyens. Sur ce sujet, le questionnaire a été examiné au moyen de questions adressées à un échantillon de résidents du quartier Ahmad « Ahmed Shrichi ». 66% des personnes interrogées considèrent que leur situation en matière de sécurité est normale, contre 29% qui ne la voient pas ainsi et 54,5% des personnes interrogées ont déclaré qu'il existe un poste de sécurité dans le quartier. 61.8 % confirment la présence de sécurité grâce à l'existence de patrouilles de sécurité. Comme est indiqué dans les tableaux suivants:

Tableau n ° 21: Il y a un poste de sécurité dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	218	54,5	54,5	54,5
Valide Non	182	45,5	45,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 22: Patrouilles de sécurité dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
oui	247	61,8	61,8	61,8
Valide Non	152	38,0	38,0	99,8
Pas de réponse	1	,3	,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 23: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bonne	20	5,0	5,0	5,0
Valide Normale	264	66,0	66,0	71,0
Non sécurisée	116	29,0	29,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Contre l'insistance sur l'existence de la sécurité sous ses différents aspects : poste de sécurité, patrouilles sécuritaires et de l'évaluation positive de la situation en matière de sécurité, nous notons que les réponses relatives au crime, à ses causes et à la gestion de la sécurité, sont tout à fait différentes. 63% des personnes interrogées confirment l'existence de crimes et de vols périodiques dans le quartier. Et que le traitement de la sécurité avec les plaintes déposées par les citoyens à cette fin est lent, même si une forte proportion de la population a recours à la sécurité par le biais de plaintes. 59,3% des personnes interrogées pensent que les causes de la criminalité sont la pauvreté et la marginalisation. Cela signifie que le quartier « Ahmed Shrichi » n'aura aucune sécurité, malgré la présence de l'appareil de sécuritaire, à moins que ses résidents ne soient réellement développés et réhabilités en les traitant comme des citoyens méritants tous leurs droits.

Ce qui est illustré par les tableaux et graphiques suivants:

Tableau 24: Crimes et vols dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	252	63,0	63,0	63,0

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Non	148	37,0	37,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 25: Causes de la propagation de la criminalité.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Pauvreté et marginalisation	237	59,3	59,3	59,3
Faible présence de sécurité	109	27,3	27,3	86,5
Pas de réponse	54	13,5	13,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 26: Porter plainte contre les crimes enregistrés dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	239	59,8	59,8	59,8
Non	123	30,8	30,8	90,5
Pas de réponse.	38	9,5	9,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	



E

xistence de groupes extrémistes.

Le démantèlement de tous les éléments précédents, l'accent mis sur l'importance de la paix sociale et de ses conditions dans le quartier « Ahmed Shrichi » et la recherche sur les

contradictions et les conflits entre les résidents, ainsi que sur la réalité des équipements et des services publics et sur d'autres éléments, nous offre une vue précise sur la possibilité de la présence et du développement de l'extrémisme violent et du terrorisme, la propagation des raisons de leur présence en vue de la création d'un important incubateur dans le quartier. Au-delà de ces conclusions préliminaires, le questionnaire abordait directement la question de l'extrémisme violent et du terrorisme, en posant des questions précises. Le résultat du questionnaire sur la question de l'existence d'une personne extrême dans l'environnement familial était principalement un déni, où la réponse était positive à 12,3%, contre 87,8%, ce qui est bien connu et compréhensible car sa reconnaissance peut faire référence à la suspicion à cet égard. Une telle affirmation peut engendrer des poursuites judiciaires, ou par les terroristes. Pour confirmer cette compréhension, un examen du climat social du quartier « Ahmed Shrichi » il importe que le quartier est parmi les quartiers bien connus du gouvernorat du Kef et du nord-ouest en général, qui a déjà constitué un centre d'extrémisme violent et de terrorisme, transcendant les aspects idéologiques associés au « salafisme djihadiste ». À l'origine, « Ahmed Shrichi », et depuis longtemps, est un établissement de culte (Zawya) qui était un signe important et bien connu et représentait un centre d'extrémisme. Et a été fermés par les unités de sécurité pour devenir le siège de groupes extrémistes après le 14 janvier. La réponse à la question d'entendre parler des groupes extrémistes était « non » avec 59,5%, ce qui est tout à fait contraire aux données dont nous disposons à l'intersection de données de terrain et d'événements factuels, ce qui confirme ce que nous avons analysé plus haut.

En ce qui concerne l'identité visuelle de l'extrémiste, la réponse a été, selon 63% des répondants, la barbe, et 52% par les idées étranges. En ce qui concerne les moyens de polarisation, la réponse variait de ceux qui considéraient qu'elle était réalisée par des personnes influentes, d'autres pensaient que c'était la fréquentation des mosquées, tandis que le troisième rang, était le rôle de l'Internet. Les données sur l'extrémisme violent et le terrorisme sont présentées comme suit, dans les tableaux extraits du questionnaire:

Tableau 27: La présence d'un extrémiste dans l'environnement familial ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	49	12,3	12,3	12,3
Valide Non	351	87,8	87,8	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 28: Avoir entendu parler de l'existence de groupes extrémistes dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	140	35,0	35,0	35,0

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Non	238	59,5	59,5	94,5
Pas de réponse	22	5,5	5,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

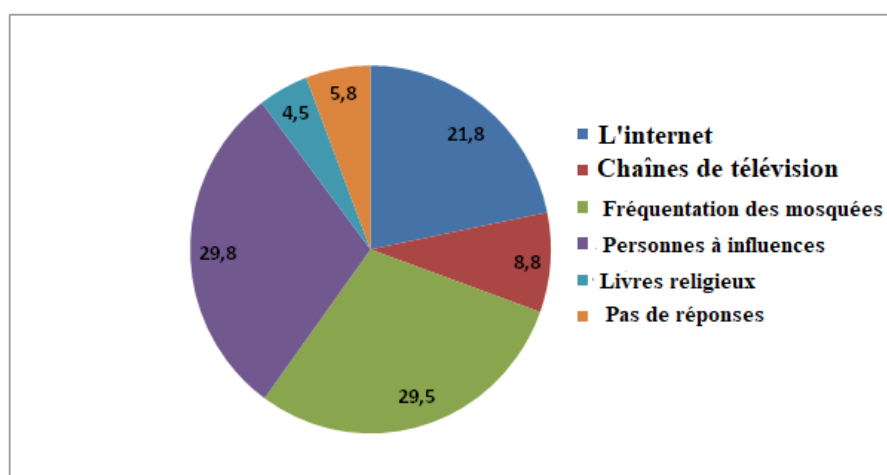
Tableau 29: Image de l'extrémiste: ses idées étranges ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	208	52,0	52,0	52,0
Valide Non	192	48,0	48,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 30: Image de la personne extrême: barbu ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	252	63,0	63,0	63,0
Valide Non	148	37,0	37,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Graphique 12: Moyens d'attirer des personnes par des groupes terroristes ?



Parmi les éléments importants abordés dans le questionnaire, figurait la nature des relations entre les groupes extrémistes et la population et le rôle des femmes dans ces gangs extrémistes. La première réponse, avec 43,3% des répondants de l'échantillon, était que la

relation de la population avec les extrémistes était effrayante contre 41% qui la considèrent « normale ». Dans la même approche logique de notre analyse, 51,5% des répondants considèrent que les femmes ne sont pas impliquées dans les groupes extrémistes, contre 35% qui ont répondu par le "oui". Quant à leurs rôles, soulignant que le rôle plus important est la polarisation vu que que les femmes ont la capacité d'entrer plus facilement dans les foyers familiaux et convaincre les femmes de participer à ces groupes et par conséquent, de contribuer efficacement à la création d'un environnement propice à l'acceptation d'éléments de l'extrémisme violent et du terrorisme au nom de slogans religieux tels que le jihad pour l'amour de dieu.

Ces vérifications se trouvent dans les tableaux et graphiques suivants:

Graphique 13: Relation entre la population et l'extrémiste.

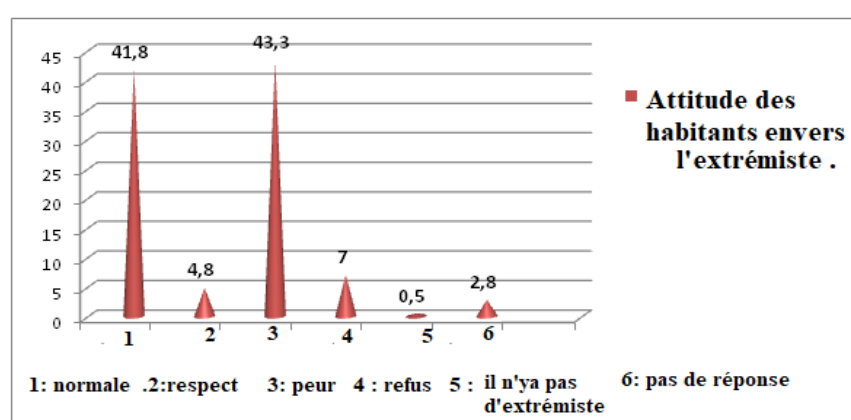
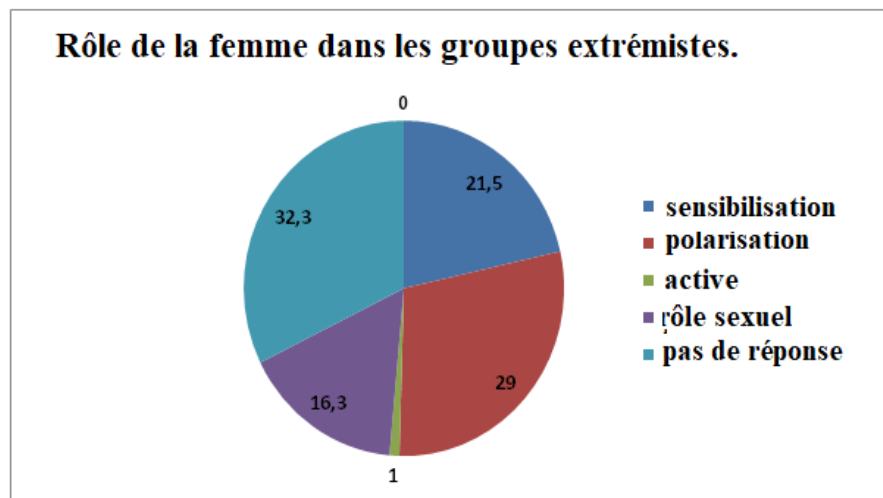


Tableau 31 : Participation de la femme aux groupes extrémistes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	140	35,0	35,0	35,0
non	206	51,5	51,5	86,5
Pas de réponse	54	13,5	13,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Graphique 14: Rôle de la femme dans les groupes extrémistes.



3-Analyse des propositions de solutions.

L'analyse et le démantèlement des éléments de base du quartier « Ahmed Shrichi », dans la municipalité du Kef Est, ont permis plus de précisions sur les infrastructures et les éléments du niveau de vie et des services, parmi lesquels, la détérioration de l'ensemble du système de conception urbaine et environnementale, la propagation de la pauvreté et de la misère chez la population, ainsi que des taux élevés de chômage, de décrochage scolaire et d'autres problèmes graves dont l'impact négatif dépasse la réalité actuelle pour menacer l'avenir. À la recherche de solutions possibles, la question 9 du questionnaire était axée sur des propositions susceptibles de remédier à ces insuffisances et, partant, d'éliminer l'extrémisme dans la pensée et la pratique. Dans l'échantillon, nous trouvons les solutions proposées dans le tableau ci-dessous, résultat d'un chevauchement de 1 200 réponses croisées exprimées par l'échantillon du répondant.

Tableau 32 : Propositions de solutions.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Eradiation de la pauvreté.	17	4,3	4,3	4,3
Réforme de l'enseignement.	2	,5	,5	4,8
Diffusion de la culture de la paix et du dialogue.	15	3,8	3,8	8,5
L'intérêt aux jeunes.	27	6,8	6,8	15,3
Programme complet de prévention avec la participation de tous les acteurs.	68	17,0	17,0	32,3

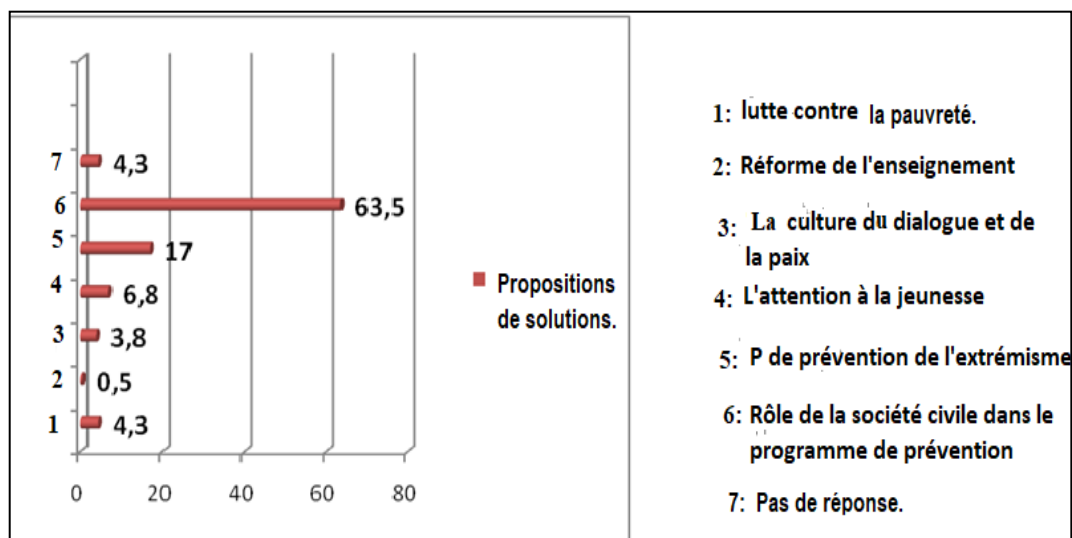
Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Rôle plus important pour la société civile dans le programme de prévention.	254	63,5	63,5	95,8
Pas de réponse.	17	4,3	4,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Le tableau montre que les répondants de l'échantillon se sont concentrés à 63,5% sur une proposition plaçant le rôle de la société civile au premier plan des solutions. 17 pour cent de l'échantillon sont allés au programme intégré pour la prévention de l'extrémisme violent, et la solution classée au troisième rang était l'intérêt aux jeunes avec 6,8% des personnes interrogées.

Il ressort clairement du classement, du tableau des propositions de solutions que le problème le plus important à l'heure actuelle préoccupant la population, c'est la question de l'extrémisme violent et du terrorisme que subissent les habitants. La première place dans les solutions, a été la recherche d'espaces alternatifs dans l'organisation communautaire actuelle, dominée par d'anciennes structures à caractère religieux en particulier, utilisées pour faire passer le discours de haine et d'incitation à la violence par la séparation idéologique, ce qui a amené les habitants du quartier à se sentir le danger pour leurs enfants et les générations futures. Le travail civil organisé dans les associations et la formation d'une société civile dynamique répondant aux besoins des habitants du quartier « Ahmed Shrichi » peut être une solution directe à la gestion de crise, à la fois en termes de violence ou de développement ou de relation des citoyens à la sécurité et aux divers organes de l'état

Graphique 15: propositions de solutions.



La deuxième solution, qui est le programme global de prévention de l'extrémisme violent, exige une participation communautaire qui rejoint la première proposition de reconstruction globale, ce qui signifie que la société civile est capable de résoudre les problèmes et les

difficultés et de les protéger de la criminalité, des crimes organisés, des comportements violents et de réduire le conflit entre les habitants. Alors que la troisième proposition concernant l'attention portée aux jeunes, représentait un faible pourcentage et que le vrai problème n'était pas ce que sont les jeunes, mais les raisons qui l'ont rendu ainsi.

4-Principaux concepts de forces, faiblesses, opportunités et menaces liés à l'extrémisme violent dans la région du Kef Est.

Après avoir analysé tous les éléments et indicateurs susceptibles de contribuer à l'émergence, au développement et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme, et au moyen du questionnaire, nous pouvons conclure en identifiant les idées les plus importantes sur ce que nous avons mentionné ci-dessus dans le tableau suivant:

Environnement interne		Environnement externe	
Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
- Une proportion importante de jeunesse. - Un taux élevé d'enseignement secondaire et supérieur. - Une position près du centre du gouvernorat. - Disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et de diverses spécialités. - Accès facile aux zones agricoles et forestières. - Attache direct vers un tourisme alternatif et spécialisé, interne et	- Un taux de croissance démographique rapide. - Détérioration des infrastructures et dommage du cadre de vie. - Construction aléatoire et chaotique - Manque d'investissements. - Conflits entre la population. - Propagation de la criminalité. - Manque de sécurité et de sûreté. - Centralisation de l'économie	- La possibilité de développement sur la base de la discrimination positive. - Concentration d'activités agricoles, industrielles, touristiques et commerciales plus organisées. - La position près du centre économique, administratif, commercial et touristique du gouvernorat. - Possibilité du développement des infrastructures par l'investissement. - Évolutivité de la structure environnementale par	- Taux de chômage élevé. - La propagation de la criminalité avec toutes ses manifestations. - Conflits régionaux et familiaux. - Taux d'abandon scolaire élevé. - Taux d'analphabétisme élevé. - Absence de l'État et de ses mécanismes. - Réticence totale de l'investissement privé. - La propagation de la pensée extrémiste. - La propagation des

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

externe.	informelle.	l'investissement.	éléments extrémistes.
- Des citoyens conscients prêts à progresser et à développer leur cadre de vie. - Un taux de scolarisation élevé.	- Faiblesse de la société civile, syndicale et politique. - Violation de la liberté individuelle et collective. - Absence de plans de développement futurs. - Détérioration de l'environnement et de l'état écologique.	- Le quartier est situé dans une région et un gouvernorat frontalier pouvant constituer un important débouché pour le commerce, le tourisme et le développement.	- La prolifération d'institutions exploitées pour diffuser des discours extrémistes. - La contrebande. - La corruption.

5- Une analyse quadratique du groupe de concentration dans la région du Kef Est.

Dans le cadre du travail participatif et de l'approche de dialogue sur le phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme, un atelier de dialogue participatif a été organisé au cours duquel le groupe de discussion, composé principalement de jeunes et de femmes représentant la société civile de la région, s'est concentré sur sa vision de l'extrémisme violent en utilisant la méthode SWOT.

Après une explication générale et simplifiée de la méthode d'analyse quadratique et de ses méthodes d'utilisation dans le domaine des phénomènes sociaux: il a été convenu de travailler selon trois équipes, chaque équipe analysant SWOT pour l'un des quatre points impliqués dans cette méthode quadratique.

Première analyse: forces et faiblesses de l'environnement interne du quartier « Ahmed Shrichi »:

Le travail du premier groupe visait initialement à définir le concept de force et de faiblesse, puis la réalité du quartier « Ahmed Shrichi » a été diagnostiquée à travers ses avantages et ses

faiblesses. La première analyse quadratique du groupe de travail peut être résumée comme suit:

- Considérant le fort pourcentage d'écoles et le pourcentage de diplômés universitaires comme points forts du quartier.
- La jeunesse du quartier est une force et un avenir malgré la réalité du chômage et de la marginalisation.
- La diversité régionale et les différentes coutumes et traditions peuvent être considérées comme un point de richesse et de coexistence plutôt que comme différenciation ou conflit.
- L'harmonie de classes, c'est-à-dire que l'appartenance de la majorité des habitants du quartier à la classe pauvre, en fait un avantage d'unité et de solidarité.
- La multiplicité des compétences de caractère et d'une main d'œuvre habile, surtout pour les travaux publics et les métiers de construction, chez un nombre important de la population, constitue un point fort d'une grande importance pour leur exploitation lors de la création d'un développement globale.

En ce qui concerne les faiblesses, l'analyse s'approfondissent pour leur énumération du fait qu'elles sont nombreuses et parce qu'elles représentent des éléments à l'origine de la propagation de la criminalité, de l'extrémisme violent et du terrorisme. Les points les plus importants peuvent être résumés comme suit:

- La détérioration du cadre de vie et le faible niveau des services publics et des infrastructures.
- L'extension du chômage surtout chez les diplômés universitaires.
- L'abandon scolaire précoce qui mène à la criminalité et au ressentiment de ces jeunes plus tard, en raison de leur perte de l'ingrédient d'immunisation le plus important, à savoir l'éducation.
- La propagation de la pauvreté et de la marginalisation, un terrain fertile pour une polarisation radicale et violente.
- La faiblesse de la présence de l'appareil de sécurité et l'absence de l'État, ouvrent la voie à des gangs et aux réseaux de pensée extrémiste, pour indemniser les organes de l'État.
- La faible relation entre la sécurité et les citoyens crée une réalité de tension dans le voisinage, ce qui fait de l'appartenance à des groupes extrémistes, une sorte de réaction inévitable au terrorisme de l'État.
- L'absence totale d'institutions culturelles, sportives et de loisirs, crée un vide particulier pour les jeunes, qui ne peut être compensé que par l'extrémisme et le crime organisé.
- L'absence de développement dans le quartier et le manque d'espaces de travail, font de ce quartier un espace oppresseur pour les citoyens et polariseur de criminels et de terroristes.

Deuxième analyse: Les opportunités offertes par l'environnement extérieur du quartier « Ahmed Shrichi »:

Une telle analyse est une opportunité pour le deuxième groupe de travail d'identifier la marge de manœuvre qui peut être offerte de l'extérieur du quartier et susceptible de le rendre vulnérable et violent sous les manifestations de l'extrémisme violent et du terrorisme. Il convient également de noter que la discussion n'a pas été aussi facile et fluide entre les membres de la deuxième équipe que la première, ce qui pose des difficultés pour identifier les opportunités.

Les principales conclusions du groupe de travail sur les opportunités peuvent être résumées comme suit:

- Le développement du phénomène terroriste et son arrivée au point où la transformation du quartier en incubateur pour le terrorisme, va pousser les autorités à accorder plus d'attention pour le quartier et améliorer ses conditions de vie et sa sécurité, dans la mesure d'une lutte plus consciente et responsable contre ce phénomène.
- L'augmentation de la population du quartier et des quartiers voisins aura un impact sur les options de l'Etat, en matière de développement de ces zones et le renforcement de sa présence qualitativement et quantitativement.
- En raison de la détérioration de l'infrastructure et de la nécessité de son entretien et la restauration des espaces dans le quartier, afin de le convertir en un quartier approprié, l'Etat est appelé à déployer plus d'efforts et d'assumer toute sa responsabilité, ce qui présentera peut être une occasion précieuse de faire évoluer les rouages de l'économie et du commerce dans le quartier.
- La diversité régionale du tissu populaire, permettra de bénéficier de toutes les énergies, notamment culturelles, sportives et de divertissement, si l'État joue son rôle à cet égard.
- Compte tenu de la présence de la région dans un gouvernorat frontalier, il s'agit d'une opportunité pour la population à des fins commerciales et touristiques.

Troisième analyse: Les menaces.

Le troisième groupe, chargé d'identifier les menaces extérieures susceptibles de contribuer à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier « Ahmed Shrichi », a tenté au cours de la discussion de relier la réalité du quartier actuel et de son emplacement, ainsi que ses relations avec les quartiers et les espaces adjacents, afin d'identifier les menaces potentielles pour le quartier.

La discussion et le dialogue participatif n'étaient pas faciles, mais plutôt complexes et complexes en termes de complexité des entrées du sujet et de rigueur de l'analyse quadratique.

Les points principaux des discussions, qui ont été sérieux et parfois enthousiastes, peuvent être résumés comme suit:

- Déplacement important de l'intérieur vers le quartier « Ahmed Shrichi », aggravant les problèmes économiques et sociaux du quartier et le niveau des infrastructures et des services.
- Ce déplacement externe et les groupes pauvres et marginalisés constitueront un nouveau facteur favorisant la propagation de la criminalité et de la violence dans le quartier et approfondiront la rupture et la désunion sociales au sein de la population.
- La relation tendue entre la sécurité et la population continuera à aggraver le conflit entre sa population et ses voisins des autres quartiers
- Le vide sécuritaire et l'absence de pouvoir représentent une menace externe pour tous les habitants du quartier et les rendent vulnérables aux réseaux terroristes, aux gangs et au crime organisé
- La propagation de la pauvreté et l'augmentation de la consommation de drogues et d'alcool obligent le quartier toujours ciblé par les trafiquants de drogue, les gangs et les réseaux terroristes de l'extérieur à tirer profit de cette situation, compte tenu en particulier de l'absence persistante de coffre-fort dans le quartier.
- Les niveaux de développement et le cadre de vie entre le quartier d'Ahmad al-Shuraishi et les quartiers adjacents au centre de l'État
- Le niveau élevé de violence dans le quartier ou le sentiment élevé d'être à l'origine du crime rend la réaction de la population plus féroce à l'égard de la population des autres quartiers.
- Toutes ces menaces restent liées à la présence de l'État et de ses organes, en plus du faible niveau de terrorisme d'État à l'encontre des habitants du quartier.

Gouvernorat de Kasserine :Municipalité « E-Zouhour »

1-Introduction :

Après une étude approfondie de toutes les données relatives au gouvernorat de Kasserine et à ses conférences, présentées lors de la première étape de l'étude, et après une analyse de la réalité de ces municipalités à tous les niveaux, en particulier économique et social, ainsi que de la réalité des infrastructures et des services et des quartiers les plus importants. La municipalité « E-Zouhour » a été choisie comme zone d'étude. Le quartier « E-Zouhour 2 » a également été sélectionné pour mener l'enquête sur le terrain. La sélection a été basée sur un ensemble de données issues des visites sur le terrain dans le quartier et des discussions avec le groupe de discussion de la région, axées sur

-La population du quartier est importante comparée au reste du quartier de la municipalité « E-Zouhour », avec une population de 5320 habitants.

-La proportion de jeunes dépasse 32% de la population.

-Propagation de la pauvreté et du chômage.

Élargissement du cercle du terrorisme, de la contrebande et du crime organisé.

-Un quartier qui a présenté et présente toujours le fief de l'extrémisme violent et du terrorisme et son incubation sociale à Kasserine.

Le quartier est un échantillon représentatif de la structure démographique et des couches sociales de la région, et n'a pas été inclus dans les études de terrain antérieures spécialisées dans le sujet de l'étude.

Grâce aux données fournies par l'enquête sur le terrain, aux discussions avec les groupes de discussion et aux représentants de la société civile et aux visites sur le terrain dans le quartier, nous pouvons fournir une analyse détaillée de tous les éléments, facteurs et conditions qui auraient pu contribuer à la présence ou à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme.

1-Introduction :

« E-Zouhour 2 » fait partie du territoire de la délégation « E-Zouhour » et est situé à côté du quartier « El-Karma » entre le quartier « E-Nour » et La cité « El-Khadra » à Kasserine.

La municipalité « E-Zouhour », dans son ensemble est un quartier populaire avec 5206 logements, dont 2109 à « Zohour 2 » et la population totale de la municipalité est de 21819 habitants.

« E-Zouhour 2 » est un quartier populaire caractérisé par une architecture désordonnée et chaotique. La plupart des bâtiments étaient construits sans autorisation légale en raison des déplacements et du manque de planification urbaine en général..

Il y a un seul café dans le quartier : un café populaire (Cafe Yamama), un dispensaire et une école primaire.

La population du quartier se caractérise par une population à faible revenu, liée à la marginalisation, au taux de chômage élevé et au manque de développement de la région.

Le quartier souffre de plusieurs problèmes économiques et sociaux, les plus importants étant :

- Taux de criminalité élevé.
- Consommation et promotion de drogue.
- Chômage.
- Taux d'analphabétisme élevé.
- Mauvaise infrastructure.

Mais ces impressions, étant générales et inexactes, nous devons analyser la réalité et les éléments et indicateurs qui encouragent et contribuent directement ou indirectement à la présence et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier « E-Zouhour 2 ». Cela nous a permis de répondre à un questionnaire et à des discussions avec le groupe de discussion du quartier et des représentants de la société civile de la région de Kasserine.

2-Une analyse des éléments, facteurs et conditions qui encouragent et contribuent directement ou indirectement à la présence et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier « E-Zouhour 2 »

- ❖ **La réalité des infrastructures, des services et du cadre de vie.**

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Le quartier « E-Zuhour 2 » de la municipalité « E-Zuhour » à Kasserine, est un exemple des quartiers populaires dans lesquels toutes les caractéristiques de la pauvreté, de la marginalisation, des conditions de vie médiocres, de la détérioration des infrastructures et des services publics sont présentes. Cela n'est pas surprenant si l'on considère que le quartier se situe dans un gouvernorat classé 24^{ème}, et dernier, dans l'échelle des indicateurs de développement au niveau national. Par conséquent, les résultats de l'enquête sur le terrain n'étaient pas hors contexte, mais confirmaient ce qui avait été observé dans le quartier « E-Zouhour 2 » sur le statut des routes, des infrastructures, de l'éclairage public et d'autres éléments du cadre de vie en général.

Le tableau ci-dessous montre peut-être les pourcentages et les chiffres montrant la réalité des routes et des rues au voisinage « E-Zouhour 2 ».

Tableau 1 : L'état des rues et des routes.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Bon	22	5,5	5,5	5,5
	Moyen	86	21,5	21,5	27,0
	Mauvais	292	73,0	73,0	100,0
	Total	400	100,0	100,0	

73 % des répondants ont déclaré que l'état des rues et des routes dans le quartier « E-Zouhour 2 » est médiocre, alors que 5,5% seulement estiment que l'état est bon, ce qui confirme la détérioration de l'infrastructure du quartier, conséquence inévitable de la marginalisation et de la pauvreté généralisée. L'état de l'éclairage public ne sera pas meilleur que celui des rues du quartier, comme le montre le tableau suivant :

Tableau 2 : l'éclairage public dans les rues et les routes.

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	95	23,8	23,8	23,8
	Non	305	76,3	76,3	100,0
	Total	400	100,0	100,0	

76.3 % des personnes interrogées dans « E-Zohour 2 », qui constitue un échantillon typique de sa population, représentent une absence quasi totale d'éclairage public dans les routes et les rues du quartier, ce qui signifie que la vie et les déplacements de la population pendant la nuit sont menacés par l'obscurité totale. Tout cela peut contribuer à la propagation du vol et aux attaques contre la population et, en général, cette situation contribue à la propagation de la criminalité.

En ce qui concerne les équipements collectifs, les services et les établissements d'enseignement, 88% des habitants du quartier reconnaissent l'existence d'un jardin d'enfants, d'une garderie scolaire, d'une école primaire et d'un collège. Bien que 65% n'entendent jamais parler d'un lycée secondaire dans le quartier.

Cependant, la majeure partie de la population affirme avec plus de 95% l'absence totale d'une maison de la culture, d'une maison de jeunes, d'un parc familial, d'espaces verts, d'une bibliothèque publique, d'espaces ou d'une salle multidisciplinaire pour les jeunes. Ils reflètent la réelle marginalisation de larges catégories du quartier et le rendent mort, par manque de divertissement, de culture, d'éducation et d'espaces verts.

Pour soutenir ce qui précède, nous présentons les tableaux suivants :

Tableau 3 : l'existence d'une école primaire.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	360	90,0	90,0	90,0
Valide Non	40	10,0	10,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 4 : L'existence d'un espace de lecture.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	26	6,5	6,5	6,5
Valide Non	374	93,5	93,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 5 : L'existence d'un espace vert.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	46	11,5	11,5	11,5
Valide Non	354	88,5	88,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Contrairement à cette absence, il existe une mosquée toujours entretenue et bien financée, ainsi qu'une école coranique et un jardin d'enfants coranique dans le cadre du programme alternatif que les groupes « salafistes » proposent à la société.

L'absence du rôle de la culture, de la jeunesse, des bibliothèques de lecture, des espaces de divertissement et de réflexion est doublée d'une présence active et rayonnante de mosquées et d'écoles coraniques. Ce sont les espaces traditionnels et fondamentaux pour la propagation de la pensée extrémiste et du terrorisme.

❖ Capital social ou la société civile.

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Bien que la réalité du voisinage économique et social ne permette théoriquement pas l'existence d'un tissu social et d'une activité civique, nous avons essayé de rechercher l'étendue des associations et l'étendue de la participation de la population aux travaux civils. Les résultats du questionnaire ont été choquants, comme le montre le tableau suivant :

Tableau 6 : existence des associations dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	41	10,3	10,3	10,3
Valide Non	359	89,8	89,8	100,0
Total	400	100,0	100,0	

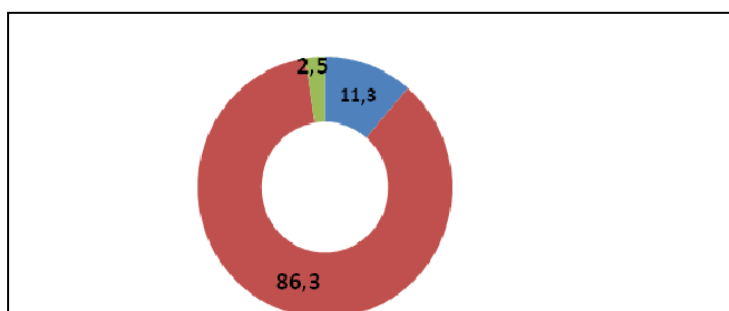
89,8 % des habitants du quartier confirment l'absence d'associations, ce qui signifie qu'un quartier de plus de 5 000 habitants est privé d'une activité civile ou d'un travail bénévole, constatons ainsi que ce quartier est loin d'être à l'abri de tout phénomène social nuisible, et que sa vie sociale est menacée, car le travail civil est la conscience de la population qui garantira sa sûreté et sa paix. Ce qui est considéré comme « normal », à la lumière de la réalité économique et sociale difficile et d'un cadre de vie détérioré, où chaque individu n'est intéressé que par son pain quotidien et par les besoins de sa famille et n'a ni le temps, ni le minimum culturel pour faire une activité civile. Par conséquent, le pourcentage d'implication dans le travail des associations est très faible dans le quartier, comme l'indiquent les résultats du questionnaire sur la question et répertoriés dans le tableau suivant

Tableau 7 : L'adhérence aux activités associatives

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
OUI	45	11,3	11,3	11,3
Valide NON	345	86,3	86,3	97,5
Pas de réponse	10	2,5	2,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

D'après ce tableau, 86,3% des habitants du quartier n'ont pas d'activité communautaire et seulement 11,3% des personnes avouent leur adhérence aux travaux associatifs, un pourcentage qui demeure très faible, comparé à la grandeur des défis et des menaces qui pèsent sur le quartier « E-Zouhour2 ». Ce pourcentage n'est pas éloigné du pourcentage national qui a été exposé dans cette approche avec d'autres municipalités. Ces pourcentages peuvent être illustrés par le graphique suivant :

Graphique 1 : Taux d'adhérence au travail associatif.



Cependant, le travail associatif n'est pas le seul, défini dans l'activité civile de toute société, mais il est nécessaire de s'engager dans des activités politiques, syndicales et de défense des droits de l'homme, en tant que domaines vitaux de l'action civile. Les résultats peuvent être résumés dans les tableaux suivants :

Tableau 8 : L'activité politique

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	50	12,5	12,5	12,5
Valide Non	350	87,5	87,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 9 : L'activité syndicale

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	43	10,8	10,8	10,8
Valide Non	357	89,3	89,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Tableau 10 : L'activité relative aux droits de l'homme.

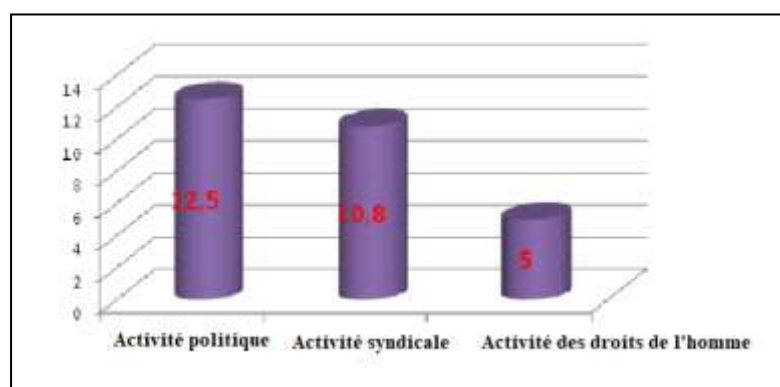
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	20	5,0	5,0	5,0
Valide Non	380	95,0	95,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Les tableaux montrent clairement la réticence de la population à participer et à s'engager dans la vie politique avec 87,5%, avec 89,3% pour le travail syndical et avec 95% pour le travail en faveur des droits de l'homme, qui, en Tunisie, reste limité aux élites, voire l'élite des élites. Ces pourcentages témoignent d'un grand échec de la part de la communauté politique, syndicale et juridique à convaincre les habitants du quartier, ou plutôt les habitants des bidonvilles en général, de s'engager dans le travail politique, syndical et aux activités de droits de l'homme, censés être accomplies pour défendre les droits de ces populations marginalisées

et pauvres. La baisse de ces pourcentages reflète l'ampleur de la pourriture de l'arène politique, et la diabolisation des syndicats et des poursuites des militants des droits de l'homme, par de nombreux partis qui croient que le fait de renforcer la communauté avec une activité civile forte, les rend hors du jeu et incapables de maintenir leurs propres intérêts.

Ces pourcentages peuvent être illustrés davantage par le graphique suivant :

Graphique 2: attribution à une action civile



Vu l'importance de l'approche sexospécifique qui nous fait prendre conscience de la mesure dans laquelle les femmes s'engagent dans le travail civique dans les districts de mentalité masculine et conservatrice, le système statistique que nous utilisons nous a permis de fournir des données importantes sur ce sujet à travers les tableaux suivants :

Tableau 11 : L'activité politique * le genre

		Genre		Total
		Homme	Femme	
Activité politique	Oui	24	26	50
	Non	151	199	350
Total		175	225	400

Tableau 12 : L'activité syndicale* le genre

		Genre		Total
		Homme	Femme	
Activité syndicale	Oui	23	20	43
	Non	152	205	357
Total		175	225	400

Tableau 13 : L'activité relative aux droits de l'homme.*le genre

	Genre		Total
	Homme	Homme	
Activité des Oui	9	11	20
droits de Non	166	214	380
l'homme.			
Total	175	225	400

Les chiffres figurant dans les tableaux confirment la faible présence des femmes et leur faible taux de participation aux travaux civils, politiques, syndicaux ou aux droits de l'homme. Les quartiers populaires sont restés traditionnels et masculins dans le tissu social, de sorte que le rôle des femmes est resté typique de la procréation et des affaires domestiques et a forcé le travail hors du foyer dans des conditions et professions spécifiques. Si l'absence de travail civil constitue un danger pour la sécurité de la société, la faiblesse de la présence des femmes est d'autant plus dangereuse que les femmes jouent un rôle essentiel dans la protection du tissu social contre les menaces, notamment celles associées à l'extrémisme violent, au terrorisme et au crime organisé

❖ **Réalité économique et sociale.**

La composante de la réalité économique et sociale est l'un des éléments les plus importants pouvant être un facteur décisif de l'extrémisme violent et du terrorisme. La réalité du chômage, de la marginalisation économique et du manque d'opportunités d'emploi, en particulier chez les jeunes, ne fait que générer le désespoir et en fait une armée de réserve contre le crime organisé, le terrorisme et l'extrémisme.

Le quartier « E-Zouhour 2 » est un exemple des quartiers tunisiens populaires qui souffrent de tous les handicaps économiques et sociaux. Où le taux de chômage dépasse la moyenne nationale et le régional beaucoup. Outre le manque d'opportunités d'emploi en l'absence d'une usine ou d'une entreprise, ou même d'un grand espace commercial, des emplois sont créés pour les jeunes femmes et les jeunes hommes.

Le tableau suivant résume les résultats de l'enquête de terrain sur la disponibilité des offres d'emploi dans le quartier.

Tableau 14 : Opportunités d'offres d'emploi.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	17	4,3	4,3	4,3

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Non	383	95,8	95,8	100,0
Total	400	100,0	100,0	

95,8 % des habitants du quartier n'ont pas d'opportunités d'emploi, ce qui signifie que le quartier est libre de tout espace de travail (usine, entreprise de service, espace commercial ou autre.....), et nous ne pensons pas que ce pourcentage soit surprenant, mais il est une véritable expression de l'état de marginalisation économique et sociale pour ce quartier populaire, qui reflète en grande partie la réalité des quartiers populaires de toutes les régions touchées dans le pays, à la suite de l'échec du modèle de développement, en place depuis 60 ans.

Cet indicateur peut nécessairement conduire à une augmentation du chômage dans le quartier et en faire un phénomène dévastateur pour le quartier et la région dans son ensemble. Le tableau suivant confirme peut-être la réalité du chômage dans le quartier :

Tableau 15 : évaluation du taux de chômage.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
élevé	336	84,0	84,0	84,0
Valide Moyenne	64	16,0	16,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Si 84% de l'échantillon du quartier s'accorde pour dire que le taux de chômage est élevé, c'est une indication de la détérioration des indicateurs économiques et sociaux dans la région. Les résultats du questionnaire confirment l'absence de centre de formation professionnelle ou de centre d'intégration sociale et économique pour les groupes vulnérables du quartier. Le quartier manque également d'espace pour les artisans ou pour la formation des filles déscolarisées. En général, l'enquête a confirmé que « E-Zouhour 2 » n'avait aucune composante économique et sociale pour une population de plus de 5 000 habitants.

La faiblesse des indicateurs économiques et sociaux dans le quartier a eu un impact significatif sur la hausse du taux de chômage, qui dépasse 26% en général et 46% chez les diplômés universitaires. Cela signifie que le taux d'enseignement des jeunes du quartier, est élevé, ce qui reflète la grande contradiction entre ce que l'université produit chaque année et ce qui n'est pas disponible pour les titulaires de ces certificats de travail.

Ces énergies de jeunesse restent en proie à l'extrémisme violent, au terrorisme, au crime organisé et à la drogue. Si ce n'est pas le cas, c'est "la fuite" illégale à bord de bateaux de la mort, qui va être la réaction à la détérioration de la situation et au sentiment d'absence de droits économiques et sociaux en tant qu'être humain et en tant que citoyen.

❖ La réalité des droits de l'homme et des libertés publiques et individuelles.

L'élément des droits civils et économiques et des libertés individuelles, est l'un des éléments les plus importants de l'appartenance. L'individu n'estime pas appartenir à un groupe, sauf s'il jouit de ses droits civils et économiques, et que les autorités le traitent avec respect. Autrement, il devient inconsciemment une entité contre le groupe qui coexiste avec lui.

Par conséquent, nous estimons que l'étude de cet indicateur important, en relation avec l'extrémisme violent et le terrorisme constitue un lien important pour comprendre dans quelle mesure, le manque de droits civils et économiques et du respect d'un individu contribuent à sa transformation en un extrémiste violent et en un ennemi de la société dans laquelle il vit. Cet élément contribue également à la perte de communication individuelle avec l'environnement, et donc à la recherche d'un autre environnement ou d'un autre espace d'appartenance.

En raison de la complexité de cet indicateur et de son chevauchement avec d'autres éléments, outre le minimum de compréhension des droits civils et économiques, les discussions directes avec la population via

le questionnaire de terrain, ont fourni des données importantes, en particulier sur l'étendue de la compréhension et de la connaissance des droits civils et économiques des répondants et leur relation avec les droits de l'homme en tant que citoyens et en tant qu'individus.

Après avoir examiné et analysé les données du questionnaire dans « E-Zouhour 2 », les données les plus importantes peuvent être résumées dans les tableaux suivants :

Tableau 16: Relation entre droits de l'homme et droits civils et économiques

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Droits civils	141	35,3	35,3	35,3
Droits économiques	254	63,5	63,5	98,8
Valide Pas de réponse	5	1,3	1,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Comprendre le cadre général des droits de l'homme et ses relations avec les droits civils et économiques des résidents « E-Zouhour 2 » représente en soi un indicateur important de la prise de conscience de la population et de la relation qui existe entre les droits de l'homme dans les zones civiles et les droits économiques et sociaux.

Quand 63.5 % des habitants de « E-Zouhour2 » lient leurs droits fondamentaux à leurs droits économiques et sociaux, c'est un signe d'une prise de conscience très importante du domaine des droits humains chez la population vivant dans un quartier marginalisé et populaire. Leur compréhension de l'importance de leurs droits civils, malgré le flou du concept parmi la majorité, est importante pour la construction d'une future culture de la citoyenneté. 35,3%

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

associent les droits de l'homme aux droits civils, y compris l'opinion, la liberté d'expression, de conscience, la liberté d'association et d'autres droits civils.

Peut-être que la chose la plus importante qui puisse exprimer l'humanité d'un individu dans son environnement, est son sens du respect. Comment les habitants du quartier se voient-ils de ce côté-là? Le questionnaire présentait une conclusion résumée dans le tableau suivant :

Tableau 17 : Sentiment du respect dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	134	33,5	33,5	33,5
Valide Non	266	66,5	66,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

66,5 % des répondants de l'échantillon ne sont pas respectés dans leur quartier, un sentiment dangereux qui engendre une congestion interne de l'être humain et explose sous de multiples formes de violence. Ce sentiment peut également créer un environnement approprié pour le développement de la haine envers la société et donc utiliser la violence à son encontre. Ce qui est alimenté par l'extrémisme violent et le terrorisme.

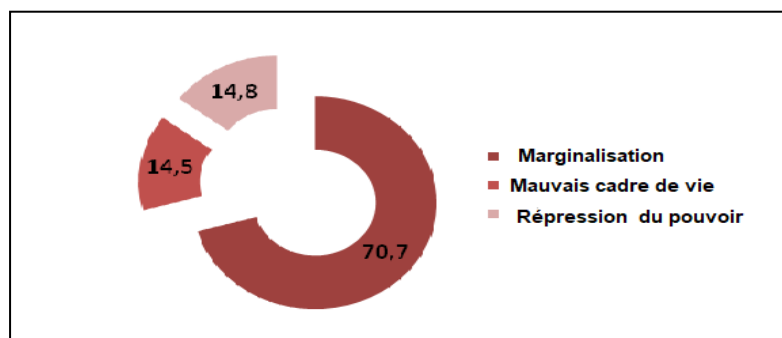
Mais quelles sont les raisons du manque de respect des habitants? Le questionnaire sur le terrain a fourni la réponse et a énuméré les raisons dans le tableau suivant :

Tableau 18: Interprétation du sentiment du manque de respect.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Marginalisation	191	47,8	47,8	47,8
Mauvais cadre de vie	39	9,8	9,8	57,5
Valide Répression du pouvoir	40	10,0	10,0	67,5
Non intéressé	130	32,5	32,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Sur les 270 cas qui ont confirmé le manque de respect, **70,7% l'expliquaient par la marginalisation**, 14,5% par un mauvais cadre de vie et environ 14,8% par la répression du pouvoir. Par conséquent, les raisons du manque de respect sont principalement dues à la marginalisation et aux moyens de subsistance de la population. Ce cadre ne leur fait sentir ni leur humanité ni leur appartenance à la patrie. Au fil du temps, ce sentiment devient un terrain fertile pour l'extrémisme violent et l'appartenance à des réseaux terroristes en réaction à la dure réalité du citoyen.

Graphique 3: Pourcentage de raisons pour lesquelles on se sent irrespectueux.



Lorsque ce sentiment de marginalisation et de manque de respect grandit, la relation du citoyen avec l'appareil de sécurité devient capitale: il est nécessaire de connaître la nature, les niveaux de cette relation, surtout si nous recherchons des raisons qui contribuent à développer l'extrémisme et le terrorisme. Le questionnaire a confirmé que la relation entre les citoyens et les forces de sécurité dans la région de « E-Zouhour 2 » n'était pas normale, mais qu'elle était dominée par la nature tendue, confirmée par le tableau suivant :

Tableau 19: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité

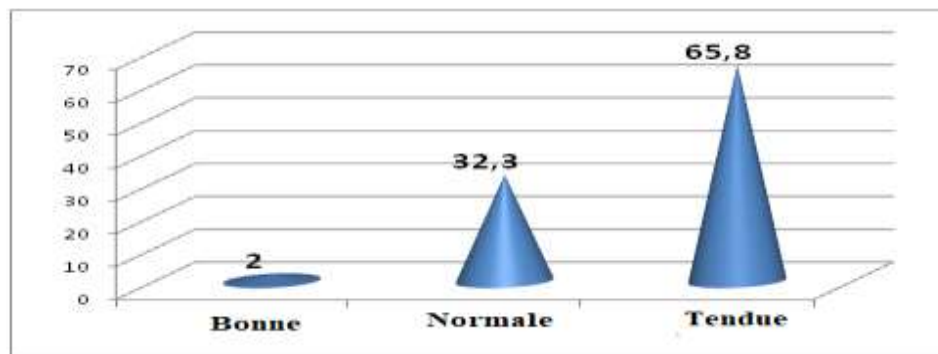
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bonne	8	2,0	2,0	2,0
Normale	129	32,3	32,3	34,3
Tendue	263	65,8	65,8	100,0
Total	400	100,0	100,0	

65,8 % des répondants de l'échantillon reconnaissent la tension qui caractérise la relation entre le citoyen et la sécurité dans le quartier, une relation qui reflète la mentalité de l'autorité et les moyens de traiter les habitants des quartiers populaires au niveau national. Les 32,3% qui conviennent que la relation est normale et, le problème est lié au concept de ce qui est « normal » pour eux. La relation normale est-elle basée sur l'humiliation et les mauvais traitements infligés aux citoyens ?

La proportion de répondants qui considèrent que la relation est bonne (seulement 2%) confirme le consensus selon lequel la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité n'est pas appropriée et contribue à créer un climat de tension constante. D'autant que le groupe le plus

vulnérable dans le cadre de cette relation réagit de manière toujours violente. Par conséquent, nous considérons que l'autorité peut contribuer à la diffusion du terrorisme en développant un comportement extrême chez les jeunes en particulier.

Graphique 4 : Relation entre citoyen et sécurité.



Selon le questionnaire, les réactions des jeunes vis-à-vis du comportement des forces de la sécurité concernent les émeutes et la violence suivant le tableau suivant :

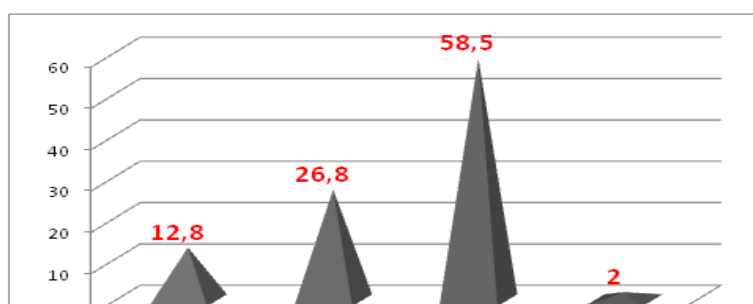
Tableau 20: Expression des jeunes en réponse à un comportement sécuritaire

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
L'indifférence	51	12,8	12,8	12,8
Violence et extrémisme	107	26,8	26,8	39,5
Actes d'émeutes	234	58,5	58,5	98,0
Pas de réponse	8	2,0	2,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

La violence, l'extrémisme et les émeutes sont les principales réactions des jeunes face aux provocations des agents de sécurité. Les émeutes ont représenté 58,5% des réponses et la violence et l'extrémisme 26,8%. Ce qui signifie que 86% des réactions des jeunes sont centrées sur le recours à la violence et aux émeutes, ce qui approuve que l'état de congestion est important entre cette catégorie et l'appareil de sécurité, censé être dirigeant et protecteur pour ces jeunes. Nous comprenons donc comment les réseaux terroristes peuvent rapidement convaincre les jeunes recrues que les appareils de sécurité sont des mécréants et les soldats de Léviathan (Taghout) est c'est l'avis consultatif « fatwa », sur laquelle ces jeunes cherchent, d'une manière ou d'une autre, à se venger de l'oppression dont ils sont victimes. L'État pratique le terrorisme sans savoir que ce sont ses organes qui le fabriquent et facilitent ainsi le rôle des réseaux extrémistes et violents à cet égard.

Tous ces pourcentages peuvent être illustrés dans le graphique suivant

Graphique 5: Réaction des jeunes au comportement sécuritaire.



❖ Le niveau des conflits dans l'environnement social et les moyens de les résoudre

Les conflits dans l'environnement social sont l'expression d'un déséquilibre des relations sociales au sein de la population. La marginalisation et le sentiment d'humiliation, ainsi que les relations tendues entre les groupes de population résultent de plusieurs contradictions et de la congestion sociale provoquée par la relation anormale entre la population et les forces de sécurité, en tant qu'expression de pouvoir, qui rend les conflits entre les résidents du quartier ou de la ville, identiques à tout ce qui précède. . Cet environnement social chargé représente et crée un espace approprié pour l'extrémisme, le terrorisme et la violence sous toutes ses formes, car il se nourrit des espaces créés par les conflits sociaux.

Le quartier « E-Zouhour2 » est connu pour le grand nombre de conflits qui s'y déroulent à tout moment, avec ou sans raisons. Les raisons se multiplient, mais le résultat est toujours les conflits entre la population .Selon les données de terrain et les informations discutées avec des représentants de la société civile et du groupe de discussion de Kasserine, les conflits dans le quartier prennent des formes multiples, allant jusqu'à la violence et parfois au meurtre. Surtout le samedi de chaque semaine, dans un quartier réputé pour son commerce d'alcool et de drogue.

L'enquête sur le terrain a présenté des résultats cohérents avec les données susmentionnées sur les niveaux de conflit dans le quartier, ses formes et ses causes, ainsi que sur la capacité des sages à les résoudre. 88,5% des personnes interrogées dans « E-Zouhour 2 » ont confirmé l'existence de différends dans le quartier, contre seulement 11,5% qui ont nié l'existence de conflits, un faible pourcentage qui confirme l'existence de conflits et de rivalités et la propagation de la violence dans le quartier.

Mais ce qui est important ici, c'est de connaître les causes de ces conflits, qui ont été identifiées à travers les résultats du questionnaire selon le tableau suivant :

Tableau 21 : Causes éventuelles des conflits.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Conflits de classes	101	25,3	25,3	25,3
Conflits régionaux	122	30,5	30,5	55,8
Conflits d'intérêts	144	36,0	36,0	91,8

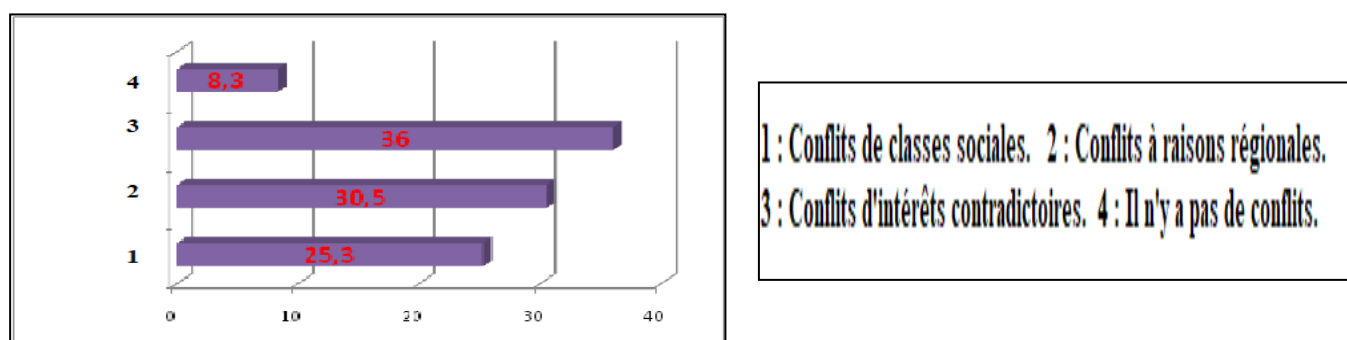
Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Pas de conflits	33	8,3	8,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Les causes des conflits entre la population de la région de « E-Zohour 2 » à Kasserine, ont été divisées selon le questionnaire en trois raisons principales, qui concernent les conflits d'intérêts (36%), les causes régionales (30,5%) et les raisons de classes sociales avec 25,3% des réponses. Alors que la cause des conflits d'intérêts est souvent dominée par les litiges de gangs de drogue, de la vente d'alcool et des pépinières du terrorisme et de l'extrémisme, les tendances régionales occupent une place importante dans la nature de ces conflits. Si le caractère de conflits de classes occupe la troisième place, c'est qu'il reflète un fait objectif sur la nature du conflit social réel dans le quartier, entre les personnes relativement aisées, parmi les enseignants, les fonctionnaires de l'État, commerçants et certaines professions libres, et entre le reste des habitants du quartier, formés de travailleurs marginalisés et de chômeurs. Mais toutes ces raisons ont une base objective, liée à la marginalisation, à la pauvreté et à l'échec des politiques de développement pour résoudre les problèmes réels de ces quartiers.

Peut-être que le graphique montre plus clairement ces pourcentages liés aux causes de conflits dans le quartier « E-Zouhour 2 ».

Graphique 6: Causes des conflits



Mais ce qui est important dans la recherche de la réalité des conflits, en plus d'en connaître les causes, est d'identifier la position de l'autorité vis-à-vis de ces conflits, car elle permet de contenir les conflits ou de les transformer en chaos et de créer ainsi des climats de tension capables de développer des situations d'extrémisme violent et de terrorisme, dans un voisinage avec tous les indicateurs qui en font un fief pour toutes les manifestations sociales graves.

Le tableau suivant montre la position de l'autorité sur le conflit selon les habitants du quartier :

Tableau 22: Rôle de l'autorité dans les litiges.

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Indifférence.	301	75,3	75,3	75,3
Intervenir pour calmer.	31	7,8	7,8	83,0
Alimenter les conflits.	35	8,8	8,8	91,8
Pas de réponse.	33	8,3	8,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

75,3 % des habitants du quartier reconnaissent que l'autorité traite ces conflits avec indifférence, contre environ 8% pour une intervention pour le calme. Cette position de pouvoir n'est pas étrange, dans la mesure où elle adopte une politique de dissension pour régner, dans la mesure de préoccuper la population de ses préoccupations quotidiennes et de ses conflits internes, de manière à faciliter son contrôle et à ne pas revendiquer des droits matériels, moraux et de développement. On peut également dire que ce comportement du pouvoir à l'égard des conflits dans les quartiers pauvres et marginalisés, ne crée que le climat et l'espace appropriés pour permettre à d'autres forces extrémistes et fanatiques de remplacer l'État et d'offrir des solutions par le biais de sa conception, de ses projets et de ses agendas. C'est à partir de là que nous comprenons comment des quartiers entiers sont devenus des incubateurs du terrorisme au cours des sept dernières années.

Quatre-vingt-dix-huit pour cent des personnes interrogées dans « E-Zouhour 2 » affirment que les conflits deviennent souvent violents, avec l'utilisation des armes, essentiellement blanches. Mais y a-t-il des personnes sages dans le voisinage, qui compensent l'indifférence des autorités pour résoudre ces conflits? L'enquête a confirmé que les sages continuent à combler leurs rôles sociaux importants, dans les cas où le pouvoir est absent de l'action directe. Le tableau suivant montre la nature de ces personnes sages.

Tableau 23: Les sages, en cas de présence.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Personnalités influentes	44	11,0	11,3	11,3
Les personnes âgées du quartier	156	39,0	39,9	51,2
Des intellectuels et personnes cultivées.	8	2,0	2,0	53,2
Il n'y a ni conflits, ni sages	183	45,8	46,8	100,0
Total	391	97,8	100,0	
Manquant	9	2,3		
Total	400	100,0		

Les sages qui règlent les litiges dans le quartier sont répartis comme suit :

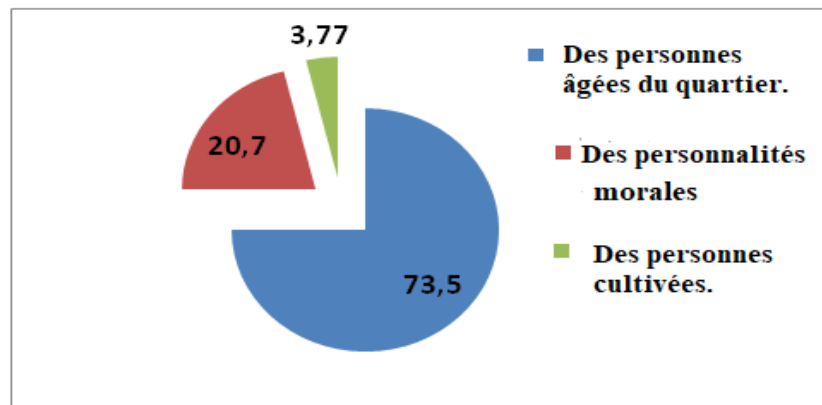
- Les personnes âgées du quartier, pour 73,5% de l'ensemble de l'échantillon, qui reconnaissait l'existence de personnes sages.

- Personnalités morales : 20,7% des répondants.

- Des intellectuels et personnalité de culture : 3,77 % des réponses.

Grâce à ces pourcentages, nous comprenons le caractère conservateur du quartier et ses liens avec les personnes âgées, qui ont maintenu leur rôle et leur autorité morale dans le quartier. Et nous les considérons comme un point de force dans le quartier contribuant à la restauration de l'équilibre et éviter la violence et les émeutes. Nous notons également la faiblesse de l'influence des intellectuels dans de tels rôles, ce qui met l'exclamation sur le rôle des intellectuels dans les quartiers populaires, et sur la culture et son rôle en général.

Graphique 7: Les esprits sages de la résolution des conflits dans le quartier.



❖ Situation de la sécurité dans le quartier.

La sécurité et sa présence dans tout lieu, reflète la présence du rôle de l'État et de ses organes envers ses citoyens. L'assistance doit être efficace et rassurante pour la population, et non une raison pour tendre la relation entre ceux qui sont responsables de la sécurité de la population et la population elle-même. Sur la base d'une évaluation des relations entre les citoyens et les services de sécurité dans le quartier « E-Zouhour2 », nous pouvons comprendre la réalité de la situation de sécurité dans le quartier.

En outre, le vide en matière de sécurité, dans les indicateurs et l'analyse des éléments susmentionnés de « E-Zouhour2 » ne peut qu'entraîner l'extrémisme, la violence, le crime organisé et le commerce illégal avec toutes ses formes et sous tous ses noms, ainsi qu'un facteur spécifique de propagation du terrorisme et de création d'incubateurs dans ces espaces.

En raison de la sensibilité de ce sujet, et de son ingérence dans la sécurité locale et nationale, nous avons essayé par le biais de discussions, dialogues et enquêtes de terrain, de connaître la réalité de la situation de sécurité dans le quartier et l'importance de sa contribution à la transformation en un incubateur pour l'extrémisme violent et le terrorisme..

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

L'inspection sur le terrain du quartier confirme l'absence d'un poste de sécurité (police ou garde nationale), bien que le quartier compte plus de 5300 habitants à savoir le nombre d'habitants d'une municipalité moyenne du pays. Les patrouilles de sécurité, et grâce aux données disponibles fournies par les habitants du quartier, ne sont ni fréquentes, ni périodiques, surtout que dans la nuit du samedi, les différends se multiplient, et très souvent, graves différends ont lieu entre les trafiquants de contrebande, de drogue et d'alcool.

En ce qui concerne les résultats du questionnaire sur cet élément sensible et important, les tableaux suivants fournissent une image la plus précise de la situation en matière de sécurité dans le quartier.

Tableau 24 : Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bonne	12	3,0	3,0	3,0
Normale	139	34,8	34,8	37,8
Non sécurisée	249	62,3	62,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Les résultats de l'enquête sur le terrain ont confirmé les données de terrain relatives à la situation en matière de sécurité dans la région « E-Zouhour2 », où le pourcentage de la population ayant admis que le quartier était dangereux était de 62,3%, tandis que 3% seulement ont considéré que la situation est favorable. Tout cela signifie que l'absence d'un centre de sécurité dans le quartier ne peut que produire des situations dangereuses et signifie inévitablement la propagation du chaos, du crime et des activités illégales résultant du commerce de la drogue, de l'alcool et d'autres manifestations du chaos du pouvoir et de la sécurité. En revanche, 64% des personnes interrogées ont confirmé la présence de patrouilles de sécurité, notamment le samedi soir. Mais la présence de ces patrouilles n'a pas rendu le quartier sécurisé, car la sécurité ne peut être assurée que par la police. Par conséquent, la criminalité est généralisée dans le quartier en raison de la pauvreté et de la faiblesse de la sécurité dans le quartier, ce qui est confirmé par le tableau suivant :

Tableau 25 : Causes de la propagation de la criminalité.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Pauvreté et marginalisation	296	74,0	74,0	74,0
Manque de sécurité	70	17,5	17,5	91,5
Pas de réponse	34	8,5	8,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

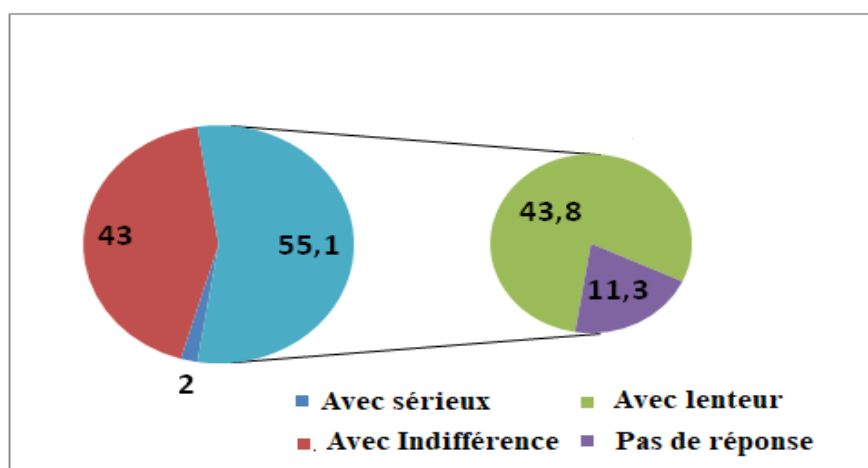
Face à la propagation de la criminalité et des vols, les habitants du quartier se plaignent régulièrement auprès des services de sécurité, mais selon l'enquête de terrain, l'autorité traite ces plaintes avec beaucoup de passivité, ce qui confirme son absence et sa négativité, perdant ainsi progressivement la confiance de la population à l'État et à ses appareils.

Tableau 26 : comment les autorités traitent-elles les plaintes des citoyens ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Avec sérieux	8	2,0	2,0	2,0
Avec indifférence	172	43,0	43,0	45,0
Avec lenteur	175	43,8	43,8	88,8
Pas de réponse	45	11,3	11,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

L'Autorité est indifférente vis-à-vis des plaintes de la population de 43% et de 43,8% avec lenteur, ce qui traduit le manque de sérieux de l'autorité dans la lutte contre la criminalité dans le quartier, ce qui laisse une marge de manœuvre aux auteurs de crimes pour nourrir les causes de l'extrémisme, de la violence et du terrorisme. Parce que le vide laissé par les autorités, ne peut être mobilisé que par l'extrémisme, le terrorisme et les gangs du crime organisé dans un quartier qui fournit toutes les conditions objectives à ces phénomènes qui menacent le tissu social.

Graphique 8: traitement des plaintes de la population par les autorités.



Les conditions de sécurité sont toujours liées à la fourniture d'un environnement de vie sûr à la population, à la réduction de la criminalité et des phénomènes dangereux du tissu social. Mais existe-t-il une relation organique entre l'absence ou la faiblesse de la présence de sécurité et la prolifération de groupes extrémistes et terroristes? Cette question, nous voulions qu'elle soit une introduction pour connaître la relation entre le terrorisme et la présence de sécurité des quartiers qui ont constitué l'incubateur du terrorisme après le 14 janvier 2011. La réponse a été faite à travers le questionnaire selon le tableau suivant :

Tableau 27: L'existence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	229	57,3	57,3	57,3

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Non	154	38,5	38,5	95,8
Pas de réponse	17	4,3	4,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

57,3 pour cent de l'échantillon ont reconnu la relation directe entre le manque de sécurité et la présence de groupes extrémistes, ce qui indique que l'absence de sécurité peut contribuer à l'existence du terrorisme, de l'extrémisme et de sa stabilité quelque part. Mais cela ne signifie jamais qu'il en est l'unique cause, mais une cause importante parmi d'autres, une fois réunis, le cancer de l'extrémisme trouve l'environnement propice à l'existence, à la propagation et à la maîtrise du tissu de la communauté dans le cadre de l'établissement d'une nouvelle société avec des idées, des comportements et des modes de vie différents.

❖ Existence de groupes extrémistes.

L'analyse de tous les indicateurs et des éléments précédents, qui stimulent et contribuent à la promotion de l'extrémisme violent, du terrorisme et de la propagation du crime organisée. Cela nous fait dire que l'environnement dans le quartier « E-Zouhour 2 » représente un terrain fertile pour la propagation et l'existence de groupes terroristes, pour l'extrémisme, la stabilité, l'implantation, la polarisation et la mise en place d'un incubateur permanent pour ce cancer intercontinental.

Lors des visites sur le terrain dans le quartier « E-Zouhour 2 » et des rencontres avec de nombreux habitants à différentes zones du quartier, nous étions certains de la présence d'un phénomène terroriste et d'éléments extrémistes à aspect religieux. En outre, la mosquée est presque totalement contrôlée par des associations ayant des liens directs avec des groupes extrémistes cachés derrière des œuvres de bienfaisance.

Après avoir examiné et analysé les données du questionnaire sur le terrain, nous pouvons dire que le quartier comprend des groupes extrémistes, qui sont stables et où les gens vivent avec eux et les connaissent.

Chaque échantillon interrogé à « E-Zouhour 2 » a avoué avoir entendu parler de groupes terroristes, une déclaration confirmant que le quartier abritait encore de nombreux extrémistes religieux.

En raison de la sensibilité du sujet et de son caractère sécuritaire, nous avons tenté de demander aux interrogés s'ils connaissaient des extrémistes, les réponses sont en fonction des pourcentages indiqués dans le tableau ci-dessous :

Tableau 28 : Identifier un extrémiste ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Oui	74	18,5	18,5	18,5

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Non	326	81,5	81,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Ces pourcentages ne reflètent pas fidèlement la réalité, car une majorité des personnes interrogées essaie de cacher sa connaissance d'un extrémiste, même si cela fait partie d'un questionnaire n'ayant aucune incidence sécuritaire. Les réponses de ce type ne sont donc pas prises unilatéralement, mais nous les traitons de manière plus radicale et analytique. Nous notons également avec assurance environ 47 personnes (18,5%) des répondants qui ont reconnu leur connaissance des extrémistes du quartier.

Le même pourcentage de déni de la présence d'un extrémiste dans la famille, qui représentait 88,3% du questionnaire, caché derrière une dimension sécuritaire et préventive, s'ajoute à de telles questions qui font craindre les répondants.

Ce qui nous rend plus convaincus que ces réponses et le taux élevé de négation de l'identification ou de la présence d'une personne extrémiste dans l'environnement familial est le taux élevé d'avoir entendu parler de la présence d'extrémistes dans le quartier, comme le confirme le tableau suivant :

Tableau 29: Avoir entendu parler de l'existence de groupes extrémistes dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	252	63,0	63,0	63,0
Valide Non	148	37,0	37,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Soixante-trois pour cent des répondants de l'échantillon confirment l'existence d'extrémistes dans le quartier, ce qui signifie que les groupes extrémistes vivent dans le quartier. Par conséquent, la possibilité de relations familiales entre de nombreux interrogés et des éléments appartenant à des groupes extrémistes est très similaire. L'augmentation de ce pourcentage confirme que la propagation du terrorisme dans le quartier est devenue une réalité entendue par la majorité des habitants du quartier.

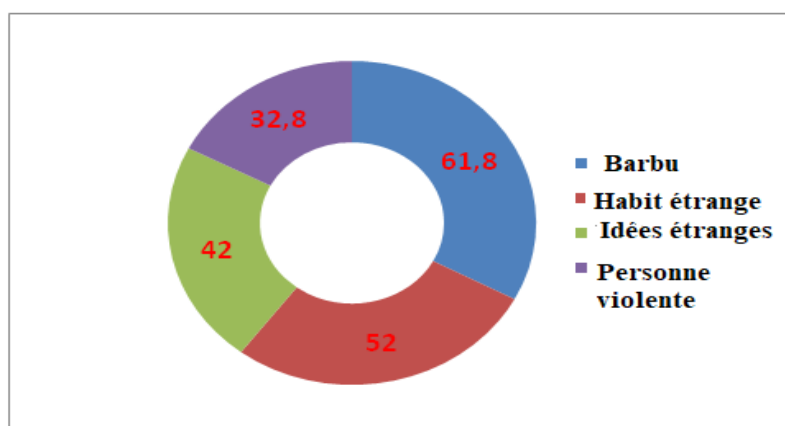
L'essentiel de la vérité sur ce phénomène dans « E-Zouhour 2 » réside peut-être dans la connaissance de la plupart des interrogés des éléments terroristes à travers leurs stéréotypes qui s'étendent du nord au sud du pays et sont associés à la barbe et à l'habit afghan, ainsi qu'aux idées étranges et à la nature violente de ces éléments. Le tableau suivant résume les proportions de ces stéréotypes pour la population du quartier :

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

L'image typique	Barbu	Habit étrange	Idées étranges	Personne violente
Pourcentage	61.8	52	42	32.8

D'après le tableau, il se voit que l'image typique de l'extrémiste dans le quartier est liée à la barbe et à l'habit étrange, ce qui est bien logique, vu que ce sont des apparences externes reconnaissables sans avoir communiqué avec ces personnes. Quant à la violence et aux idées étranges, le taux qui les concerne n'a pas dépassé les 42 pour cent, ce qui signifie que le contact est limité avec ces éléments, ce qui ne permet pas aux habitants de connaître les idées et les tendances violentes.

Graphique 9 : Indices de reconnaître un extrémiste.



Ces pourcentages peuvent refléter un autre fait important lié aux relations entre une personne appartenant à des groupes extrémistes et les habitants du quartier. Ils sont nécessairement basés sur la peur de ces éléments étranges dans la forme et le contenu, par rapport à la vie normale de la population. Le tableau suivant résume les ratios de cette relation selon le questionnaire de terrain :

Tableau 30: Relation de population avec l'extrémiste.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Normale	113	28,3	28,3	28,3
Valide Peur	287	71,8	71,8	100,0
Total	400	100,0	100,0	

71,8 % de l'échantillon interrogé voient que la relation avec les groupes terroristes dans le quartier est une relation de peur. Ce qui est identique à ce qui a été exposé précédemment. Parce que les personnalités appartenant à des groupes extrémistes sont souvent entourées d'ambiguïté et de suspicion de comportements et de pratiques qui semblent sortir du cadre

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

normal de la vie des gens. Un moyen efficace pour les prévenir et avoir crainte d'eux, ce qui permet de réduire les frictions et la communication avec eux.

Cependant, cette relation n'empêchait pas les groupes extrémistes d'attirer certains des habitants du quartier, en particulier les jeunes et les femmes, et de créer un incubateur de quartier aux idées extrémistes. Le tableau suivant présente le groupe le plus ciblé par les groupes extrémistes:

Tableau 31: Le groupe le plus polarisé par groupes extrémistes

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Les jeunes	234	58,5	58,5	58,5
Tout âge	164	41,0	41,0	99,5
Valide Pas de réponse	2	,5	,5	100,0
Total	400	100,0	100,0	

58,5 % considèrent que les jeunes sont les plus attirés par les groupes extrémistes, ce qui est logique en termes de chômage et de marginalisation des jeunes. Outre la détérioration du cadre de vie et le faible niveau des services et infrastructures publics et l'absence de tous les éléments d'activités de jeunesse : récréatives, sportives, culturelles et créatives.

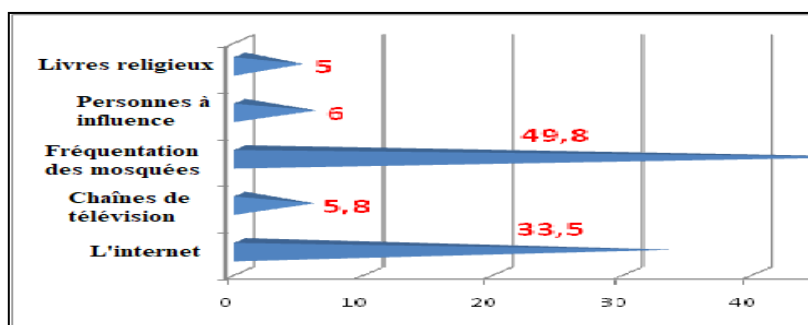
Mais le problème n'est pas seulement le groupe cible, mais la qualité et la nature des moyens utilisés par ces groupes pour attirer des adeptes dans le quartier. Le questionnaire nous a fourni un résultat important selon le tableau suivant :

Tableau 32 : Les moyens d'attirer les gens par les extrémistes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
L'internet	134	33,5	33,5	33,5
Chaînes de télévision	23	5,8	5,8	39,3
Fréquentation des mosquées	199	49,8	49,8	89,0
Personnes à influence	24	6,0	6,0	95,0
Livres religieux	20	5,0	5,0	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Le moyen le plus populaire d'attirer les jeunes est la fréquentation des mosquées (49,8%), suivi d'Internet (33,5%), lesquels sont les plus largement utilisés par les groupes extrémistes dans tous les quartiers et dans presque toutes les régions du monde où ces groupes sont déployés.

Graphique 10: Pourcentage de moyens utilisés pour attirer les gens



Dans une perspective d'approche de genre, sur l'importance de la composante féminine dans l'activité des groupes terroristes et extrémistes, le questionnaire a révélé que les femmes jouent un rôle actif dans l'activité de ces groupes en fonction des rôles liés à la perception de ces groupes pour les femmes. Il incombe également aux femmes dans de nombreuses tâches de tirer parti de leur accès facile à la maison et de leur capacité à influencer les femmes au foyer en utilisant la religion. Ce qui fait que le pourcentage de participation des femmes dans les groupes extrémistes, selon le questionnaire, était de 89,8%.

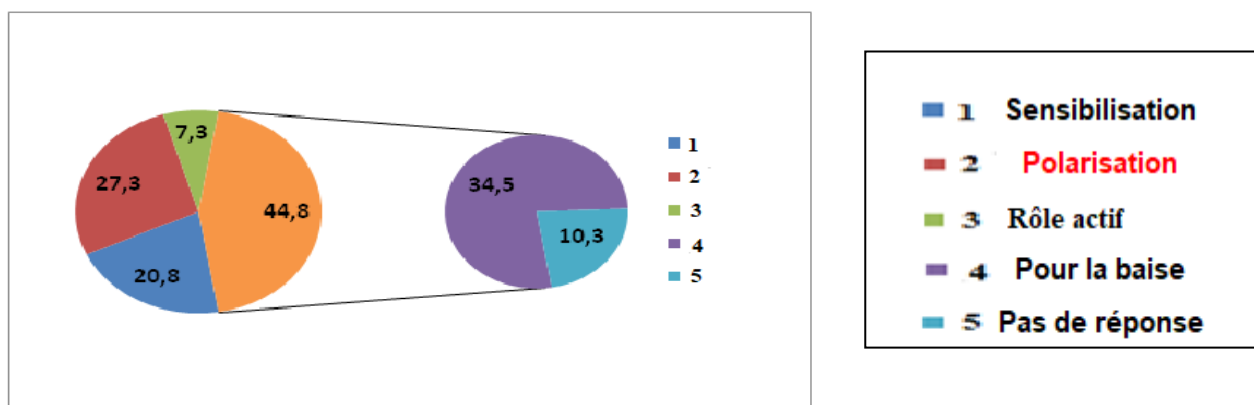
Les pourcentages de rôles attribués aux femmes dans les organisations extrémistes peuvent être résumés en fonction des résultats du questionnaire selon le tableau suivant :

Tableau 33 : Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Sensibilisation	83	20,8	20,8	20,8
Polarisation	109	27,3	27,3	48,0
Active	29	7,3	7,3	55,3
Pour la baise	138	34,5	34,5	89,8
Pas de réponse	41	10,3	10,3	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Le rôle le plus important, attribué aux femmes dans l'activité des groupes extrémistes, est le rôle sexuel (34,5% des réponses), ce qui est la tâche naturelle imaginée par les penseurs extrémistes. Vient au second rang le rôle de la polarisation, en particulier chez les familles (27,3% des réponses).

Graphique 11: Rôle des femmes dans les groupes extrémistes.



3- Analyse des propositions de solutions.

Après avoir analysé la réalité des éléments et des indicateurs qui contribuent à la promotion de l'extrémisme violent et du terrorisme dans le quartier de « E-Zouhour 2 », nous avons tenté, par le biais de l'enquête sur le terrain, de connaître les opinions et les suggestions de l'échantillon de répondants sur les solutions envisageables pour prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme dans leur voisinage. Nous avons également formulé six suggestions et demandé aux personnes interrogées de choisir les propositions les plus proches de ce qu'elles considéraient comme des solutions et de les classer de 1 à 6 comme étant importantes.

En calcul, nous avons reçu 12 000 réponses. Après avoir les analysé et les examiné avec le système SPSS, les propositions de 400 répondants ont été résumées dans le tableau suivant :

Tableau 34: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.

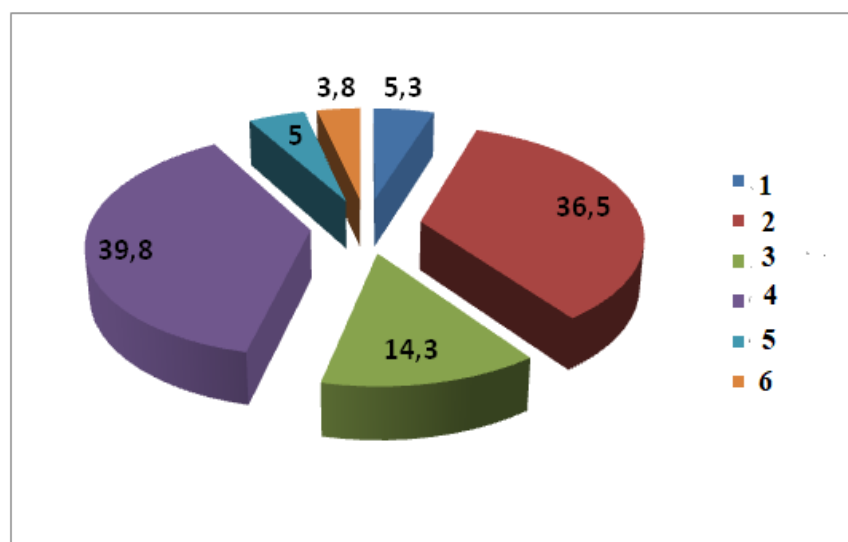
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Eradication de la pauvreté	21	5,3	5,3	5,3
Réforme de l'enseignement	146	36,5	36,5	41,8

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Diffusion de la culture de la paix et du dialogue	57	14,3	14,3	56,0
L'attention aux jeunes	159	39,8	39,8	95,8
Programme complet de prévention avec la participation de tous les acteurs	2	,5	,5	96,3
Rôle plus important pour la société civile dans le programme de prévention.	15	3,8	3,8	100,0
Total	400	100,0	100,0	

Parmi les pourcentages indiqués dans le tableau, l'attention aux jeunes s'est classée en première position dans les propositions des répondants, soit 39,8%, suivie de la réforme de l'enseignement pour 36,5% de l'échantillon, puis la diffusion de la culture du dialogue et de la paix avec un taux de 14,3%. Peut-être que la convergence des proportions de la solution entre la réforme de l'enseignement et l'intérêt pour la jeunesse, est liée à la réforme de l'éducation et aura un impact direct sur les conditions de la jeunesse, en particulier dans le domaine de l'emploi et la réduction du chômage. Cela montre également que la culture du dialogue et de la paix occupe une place importante parmi les habitants du quartier « E-Zouhour2 », ce qui confirme leur sensibilité au dialogue, à la culture du débat, à l'échange d'opinions et au rejet implicite de la culture de la mort, de l'expiation et de l'exclusion. Les solutions suggérées par le quartier « E-Zouhour2 », de Kasserine, et malgré qu'elles diffèrent relativement de celles des quartiers « E-Nassim » et « Hedi Noura » de la municipalité de la Sokra dans le gouvernorat de l'Ariana pour l'éradication de la pauvreté, se rencontrent dans le cadre d'une réforme de l'éducation et de la prise en charge de la jeunesse.

Graphique 12: Proportion de solutions proposées dans « E-Zohour 2 » pour prévenir l'extrémisme et le terrorisme.



- 1: Eradication de la pauvreté.
 2: Réforme de l'enseignement.
 3: Diffusion de la culture de la paix et du dialogue.
 4: L'attention aux jeunes.
 5: Programme complet de prévention avec la participation de tous les acteurs.

4-Principaux concepts des forces, faiblesses, opportunités et menaces liés à l'extrémisme violent dans le quartier « E-Zouhour 2 » du gouvernorat de Kasserine.

Après une évaluation quantitative et qualitative de tous les éléments qui encouragent ou contribuent à la présence et à la propagation de l'extrémisme violent dans « E-Zouhour 2 », il est facile d'identifier les idées principales des forces et des faiblesses du quartier en tant qu'environnement interne et des opportunités et menaces potentielles pouvant provenir de l'environnement externe. District « E-Zouhour 2 » grâce à l'utilisation du système d'analyse SWOT.

Environnement externe		Environnement externe	
Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
-Fort pourcentage de jeunes. -Un taux élevé d'enseignement secondaire et supérieur. -L'augmentation du pourcentage des titulaires de diplômes universitaires, qui fait du quartier une source de main d'œuvre et de capacités spécialisées. -Un quartier jeune avec une population moyenne ne dépassant pas 38 ans	-La propagation de la construction chaotique et le faible niveau d'infrastructures et de services. -Un taux de chômage élevé et absence d'espaces et d'activités créatrices d'emplois. -La propagation du crime organisé et de la consommation et le trafic de drogues. -Un pourcentage élevé de jeunes consommateurs de drogue.	-L'existence des quartiers à proximité, moins tendus, plus organisés et bénéficiant d'un minimum d'infrastructures, facilitant le processus d'intégration dans la structure urbaine organisée dans la commune en général. -l'achèvement de nouvelles communautés de logements rend possible l'amélioration des infrastructures et des services.	-La propagation de l'idéologie extrémiste et terroriste dans le voisinage fait toujours peser une menace directe sur elle, d'autant plus que les éléments de son environnement interne constituant le terrain idéal pour inciter à cette réflexion. -Mauvaise et faible supervision des mosquées entourant le quartier et des activités des associations caritatives de la région, qui

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

avec un taux de célibataire élevé, ce qui réduit les responsabilités familiales. -Disponibilité des ressources humaines à tous les niveaux de l'éducation. -La diversité du tissu social et la multiplicité des origines de la population, rend le quartier riche socialement et culturellement. -L'existence de personnalités morales et de vieux respectueux, capables de protéger le quartier contre les litiges ou d'intervenir pour les éliminer.	-Une absence totale de tous les espaces scientifiques, sportifs, culturels et de loisirs. -Manque de la présence de sécurité dans le quartier. -Le niveau élevé de conflit entre la population et l'attitude négative de l'autorité face à ces conflits. -Absence quasi-totale de la société civile et de l'activité politique et syndicale, ce qui fait perdre les facteurs d'immunisation et de prévention. -La forte proportion de jeunes considérés comme le groupe le plus ciblé d'extrémisme violent et de crime organisé.	-Expansion urbaine et augmentation du nombre de personnes souhaitant vivre dans le quartier et les quartiers voisins, ce qui offre des opportunités d'intégration et de développement de projets face aux nouveaux besoins croissants de la population. -La diversité des nouveaux quartiers et des logements permet de bénéficier des qualités de classes venues, dans le domaine des faibles niveaux de conflit et de la transition vers des quartiers plus stables et sécurisés.	fournissent les fonds nécessaires pour attirer les pauvres, les chômeurs et les marginalisés. -Les gangs de drogue continuent d'opérer dans le quartier, ce qui fournit une large clientèle à la consommation et à la promotion. -L'absence d'autorité et de sécurité dans le quartier, de la part de l'État et de ses organes en fait une menace constante pour son environnement interne. - Les composantes et les indicateurs du quartier peuvent aider à propager la pensée extrémiste par les réseaux terroristes qui surveillent le quartier.

5- Une analyse quadratique participative du groupe de discussion dans le district « E-Zouhour 2 ».

Dans le cadre du travail participatif et de l'approche du dialogue sur le phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme, un atelier de dialogue participatif a été organisé. Le groupe de discussion, composé principalement, de jeunes et de femmes représentant la société civile de la région, a pris part au débat sur sa vision de l'extrémisme violent en utilisant la méthode SWOT.

Après une explication générale et simplifiée de la méthode d'analyse quadratique et des méthodes d'utilisation dans le domaine des phénomènes sociaux: il a été convenu de travailler selon trois équipes, chaque équipe analysant d'après l'analyse SWOT l'un des quatre points impliqués dans ce quatuor.

Première analyse: Forces et faiblesses de l'environnement interne du quartier « E-Zouhour 2 » :

Le travail du premier groupe visait initialement à définir les indicateurs de force et de faiblesse, et la réalité de « E-Zouhour 2 » a été diagnostiquée au travers de ses avantages et de ses faiblesses. Cette première analyse quadratique du premier groupe de travail peut être résumée comme suit:

- Considérant le fort pourcentage de scolarisation et de titulaires de diplômes universitaires comme points forts du quartier.
- La jeunesse du quartier constitue une force et un avenir malgré la réalité du chômage et de la marginalisation.
- La diversité régionale et les différentes coutumes et traditions peuvent être considérées comme un point de richesse et de coexistence, plutôt qu'une différenciation ou un conflit.
- L'harmonie de classes, c'est-à-dire que l'appartenance de la majorité des habitants du quartier à la classe pauvre, en fait un avantage d'unité et de solidarité.

En ce qui concerne les faiblesses, l'analyse est inhérente à son énumération de nombreuses personnes et au fait qu'elle représente l'un des éléments responsables de la propagation de la criminalité, de l'extrémisme violent et du terrorisme. Les points les plus importants peuvent être résumés comme suit:

- La détérioration du cadre de vie et le faible niveau des services et installations publics et des infrastructures.
- L'extension du chômage surtout chez les diplômés universitaires.
- La propagation de la pauvreté et de la marginalisation, crée un terrain fertile pour une polarisation radicale et violente.
- La faiblesse de la présence de sécurité et l'absence de l'État, ouvrent la voie à des gangs de criminels et à des réseaux de pensée extrémiste pour indemniser les agences de l'État.
- La faible relation entre la sécurité et les citoyens crée une réalité de tension dans le voisinage, ce qui fait de l'appartenance à des groupes extrémistes, une sorte de réaction naturelle au "terrorisme" d'État.
- L'absence totale d'institutions culturelles, sportives et de loisirs, crée un vide particulier pour les jeunes, qui ne peut être compensé que par l'extrémisme ou le crime organisé.

- L'absence de développement dans le quartier et l'absence d'espaces créateurs d'emplois, font de ce quartier un lieu oppresseur des citoyens et polariseur de criminels et de terroristes.

Deuxième analyse: les opportunités offertes par l'environnement extérieur de « E-Zouhour 2 »

Une telle analyse est une opportunité pour le deuxième groupe de travail, d'identifier la marge d'opportunité qui peut être offerte de l'extérieur du quartier, et susceptible de le rendre vulnérable à l'extrémisme violent et au terrorisme. Il convient également de noter que la discussion n'a pas été aisée entre les membres de la deuxième équipe, comme était pour la première équipe, ce qui rend difficile la détermination des opportunités.

Les principales conclusions du groupe de travail sur les opportunités se résument comme suit:

- Le développement du phénomène du terrorisme et son arrivée au point de transformer le voisinage en un foyer de terrorisme, renforceront l'intérêt des autorités pour le quartier et amélioreront les conditions de vie et de sécurité pour faire face au phénomène avec plus de conscience et de responsabilité.

- La nouvelle expansion urbaine adjacente au quartier, caractérisée par la construction des immeubles et l'extension du logement vertical, contribuera à l'amélioration de l'infrastructure du quartier et des services publics en général.

-L'augmentation de la population du quartier et des quartiers adjacents, aura un impact sur les options de l'État pour développer ces zones et sur la concentration de leur présence qualitativement et quantitativement.

-La disponibilité d'un parc immobilier à proximité du quartier, permet la création d'une zone industrielle et artisanale, capable de fournir des offres d'emplois à la jeunesse en chômage pour l'intégrer dans la dynamique économique et sociale de la population en général.

-La diversité régionale de la population permettra de bénéficier de toutes les énergies, notamment culturelles, sportives et de divertissement, si l'État joue son rôle à cet égard.

Troisième analyse: Les menaces.

Le troisième groupe, chargé d'identifier les menaces externes susceptibles de contribuer à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans « E-Zouhour 2 », a tenté de relier la réalité du quartier actuel, son emplacement et ses relations avec les quartiers et les espaces adjacents afin d'identifier les menaces potentielles pour le quartier.

La discussion et le dialogue participatif n'étaient pas faciles, mais plutôt complexes en termes de complexité des entrées du sujet et de la rigueur de l'analyse quadratique.

Les discussions les plus importantes, sérieuses et parfois enthousiastes, se résument comme suit :

- Les déplacements fréquents des habitants des campagnes de l'intérieur du gouvernorat vers « E-Zouhour 2 », approfondissent les problèmes économiques et sociaux du quartier et le niveau des infrastructures et des services communs.
- Ce déplacement externe et les groupes pauvres et marginalisés, constituera un nouveau facteur de soutien à la propagation de la criminalité et de la violence dans le quartier.
- Les relations tendues entre les services de sécurité et la population, continueront à aggraver le conflit entre ses résidents et les quartiers voisins.
- Le vide sécuritaire et l'absence de pouvoir, représentent une menace externe pour tous les résidents du quartier et les rendent vulnérables aux réseaux de terrorisme, de gangs et de crime organisé.
- La propagation de la pauvreté et l'augmentation de la consommation de drogue, rendent le quartier toujours ciblé par les trafiquants de drogue, les gangs et les réseaux terroristes de l'extérieur pour tirer parti de cette situation, en particulier, avec l'insécurité persistante dans le quartier.
- La présence d'incubateurs pour les peintres, que ce soit dans les quartiers voisins, ou à « Djebel Shâambi », représente une menace directe et permanente pour le quartier.
- La détérioration des niveaux de développement et du cadre de vie dans le quartier accentuera le sentiment d'injustice et de pauvreté, ainsi que la montée de la lutte des classes et des conflits d'intérêts, ce qui rend le quartier « E-Zouhour 2 » un espace de litiges entre la population à l'intérieur et entre la population et les résidents des quartiers voisins.
- Le niveau élevé de violence dans le quartier et le sentiment élevé de culpabilisation d'être à l'origine du crime, rend la réaction de la population plus féroce à l'égard des résidents des autres quartiers.

Toutes ces menaces restent liées à l'étendue de la présence de l'État et de ses mécanismes, en plus de l'étendue du faible terrorisme infligé par l'État envers les résidents du quartier.

Gouvernorat de Médenine

Introduction :

L'étape de l'analyse des données est le produit de la recherche, de l'enquête et de l'étude approfondie de l'échantillon de recherche. Il s'agit d'une étape délicate et sensible, car l'analyse des données, elle-même est soumise à une vision précise et à une évaluation objective des chiffres obtenus au moyen de nombreuses techniques scientifiques adoptées dans cette étude.

Après le diagnostic initial de **Medenine**, de son statut social et économique et de ses infrastructures, « **Beni Khedache** » et « **Zarzis** » ont été sélectionnés comme zones d'étude et des enquêtes de terrain ont été menées. Ce choix était basé sur la spécificité de chaque domaine, considérant la différence entre leurs topographies et la réalité vivante de chaque zone. La région de « **Beni Khedache** » est une zone rurale exceptionnellement montagneuse, classée dans les zones non municipales, tandis que la zone de « **Zarzis** » est une zone maritime avec un milieu communal.

Outre les résultats présentés dans le questionnaire, nous pouvons présenter une vision analytique de la réalité économique et sociale, en fonction de la nature de chaque région, de la relation entre ses structures et de la mesure dans laquelle, le phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme peut se propager.

Municipalité de « Beni Khedache »

« Beni Khedache » est considérée comme l'une des plus grandes délégations, en termes de densité de population, avec une population de 28586 habitants. Elle se compose de treize décanats, dont la majorité de la population appartient au milieu non communal (environ 22955 personnes), contre 2930 personnes dans le milieu communal. Sur la base de l'inspection sur le terrain de la municipalité, on peut conclure les caractéristiques les plus importantes comme suit :

- L'absence d'une politique claire de construction verticale devant les vastes zones de la région.
- L'absence de quartiers multifonctionnels.
- Le manque de culture du travail culturel et artistique et de l'intérêt au rôle de la culture et de son importance.
- Le manque d'espaces verts publics.
- L'absence de parcs et de places publiques.

-L'absence de centres sportifs, culturels et de divertissement.

Tous ces indicateurs sont principalement basés sur des recherches préliminaires sur le domaine d'étude, ce qui constitue une avancée décisive dans l'analyse et la corrélation de l'impact de l'infrastructure sur le comportement des individus et leurs relations.

2-Analyse des éléments et facteurs qui encouragent et contribuent directement et indirectement à l'existence et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme à « Beni Khedache ».

❖ La réalité des infrastructures et des services.

« Beni Khedache » est une région rurale montagneuse qui assiste à des migrations permanentes vers les grandes villes, en raison du manque de lieux de travail et de mauvaises infrastructures, impression que nous avons pu constater à travers le questionnaire.

Les répondants ont indiqué que les infrastructures et l'éclairage public étaient insuffisants, comme le montrent les deux tableaux suivants :

Tableau 1: État des rues et des routes.

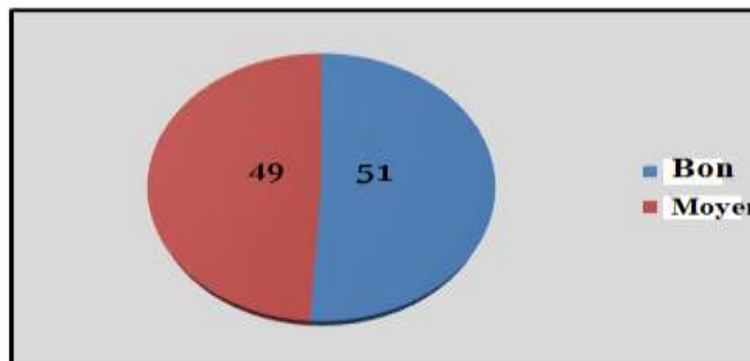
	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Moyen	49	49.0	49.0
Mauvais	51	51.0	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		

Tableau 2: L'éclairage public rues et des routes.

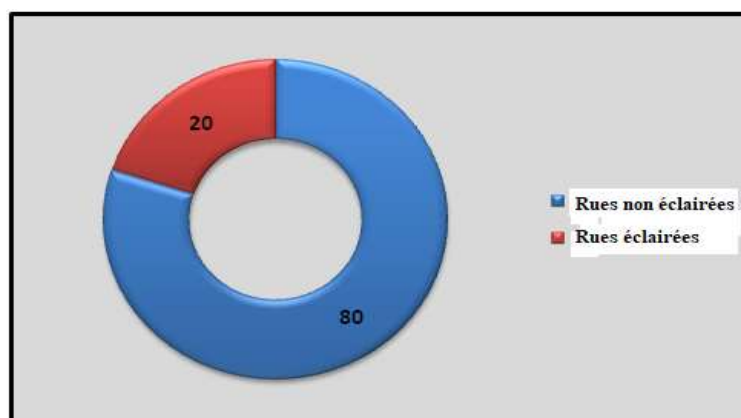
	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	20	20.0	20.0
Non	80	80.0	100.0
Total	100	100.0	

Total	100

Graphique 1: État des rues et des routes.



Graphique 2: L'éclairage public des rues et des routes.



À partir des deux tableaux et du graphique, nous observons que les réponses des répondants pour décrire l'état des routes, étaient limitées aux « moyen » et « mauvais », à des proportions proches, et nous notons l'absence totale de "bon". Quant à l'éclairage, il y a une absence presque totale d'éclairage des rues, selon les réponses des personnes interrogées, estimée à 80%, ce qui reflète la difficulté de se déplacer sur les routes et dans les rues, outre l'absence de précautions de sûreté pour la sécurité des routes et des citoyens.

Pour le reste des installations et institutions publiques telle que les établissements de culture, les auberges de jeunes, les bibliothèques publiques, les terrains de sports, les espaces verts et les espaces de lecture et de divertissement, les répondants indiquent leur absence, peut être vu la spécificité de la région montagneuse, et est confinée à une maison de culture et une maison de la jeunesse. En ce qui concerne les instituts, « Beni Khedache » compte deux lycées et 4 collèges, ce qui est peu, comparé au nombre d'élèves estimé à 4784 lors du recensement de 2014.

Tous ces indicateurs d'infrastructures témoignent de la piètre qualité de vie à « Beni Khedache », de l'absence de culture de divertissement au sein des familles en raison de l'absence d'espaces personnels et du manque de supervision culturelle envisagent les jeunes et des enfants, ce qui présente un terreau fertile pour la violence et un environnement propice pour attirer des groupes de jeunes par des groupes terroristes.



social et société civile.

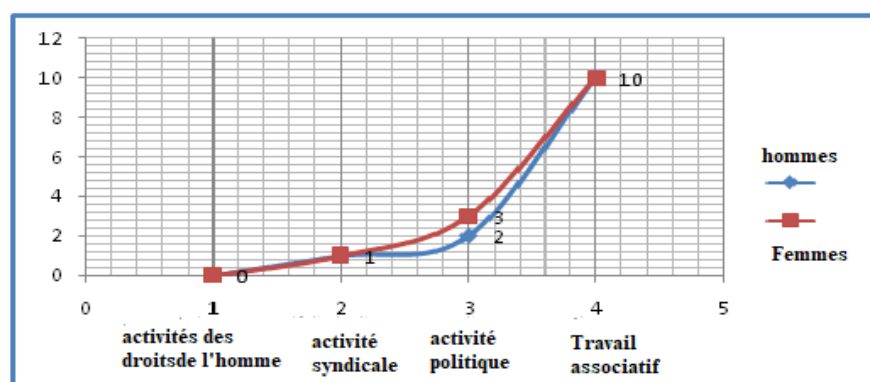
Capital

En raison de l'absence d'une culture du bénévolat et du travail culturel en général, due à l'absence d'institutions culturelles dans la région et à la tyrannie de la domination masculine, compte tenu de la nature de la société rurale conservatrice du Sud, le travail relatif aux droits de l'homme, à la vie politique, aux syndicats et le travail associatif en général connaît une désertification horrible, malgré le pourcentage de répondants qui ont souligné la présence d'associations dans la région. Ce qui est illustré par le tableau et le graphique, suivants :

Tableau 3: Associations dans la région.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	74	74.0	74.0
Non	26	26.0	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		

Graphique 3: Participation des hommes et des femmes aux institutions de la société civile.



Le tableau ci-dessous montre la nature des associations dans la région, ce qui confirme l'étendue du contrôle exercé par les œuvres de bienfaisance et sociales sur le travail associatif, limité aux événements religieux du Ramadan et des fêtes religieuses.

Tableau 4: Nature de l'activité associative.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Sociale	27	27.0	27.0
culturelle	7	7.0	34.0
caritative	14	14.0	48.0
éducative	1	1.0	49.0
Aucune activité d'associations.	51	51.0	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		



et sociale.

Réalité économique

Le travail est l'une des composantes fondamentales de l'humanité d'un individu. La réalité économique et sociale reflète la nature de la société. Le chômage est toujours l'une des principales causes du vide, de l'extrémisme et de la violence.

« Beni Khedache » est une municipalité avec 12 décanats dans le centre non gouvernemental et un seul dans le centre municipal, ce qui reflète l'absence d'équipements, d'infrastructures et d'emplois. Après avoir étudié les résultats de l'enquête sur le terrain, il a été constaté que cette municipalité est l'une des régions marginalisées, sans opportunités d'emploi et que le taux de chômage atteint 21,89%, soit le pourcentage le plus élevé du gouvernorat.

Le tableau ci-dessous présente l'évaluation du chômage et des opportunités d'emploi pour les répondants :

Tableau 5: L'existence des offres d'emploi.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	8	8.0	8.0
Non	92	92.0	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		

Tableau 6: Évaluation des taux de chômage.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
élevé	70	70.0	70.0
Moyen	24	24.0	94.0
Faible	6	6.0	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		

Le premier tableau montre l'absence totale d'opportunités d'emploi, représentant 92% des réponses des répondants, qu'elles soient au secteur privé ou au secteur public, ainsi que l'insuffisance des investissements dans le secteur privé, en raison de l'absence d'entreprises et de grands et moyens espaces commerciaux et d'usines comme zones non industrielles. Les projets existants ne dépassent pas les cafés, les restaurants ordinaires et les magasins. La région est également témoin de l'absence d'activités agricoles, compte tenu de la nature géographique montagneuse de « Beni Khedache ».

Outre les résultats obtenus à l'aide du questionnaire, nous avons constaté l'absence de centres de formation professionnelle, de centres d'intérêt pour les enfants, pour les personnes âgées, pour les personnes ayant des besoins spéciaux et de centres d'intégration professionnelle pour les jeunes, qui se limitaient à un centre de formation professionnelle réservé aux filles rurales.

L'absence de lieux de travail dans la région, des centres de formation professionnelle et de l'encadrement culturel des jeunes, ont largement contribué à leur migration vers la capitale ou les villes voisines, à la recherche d'un travail ou d'émigration en dehors du pays d'origine. La situation économique et l'absence d'infrastructures adéquates, qui assurent aux citoyens un niveau de vie décent, obligent particulièrement les jeunes à rechercher le moyen de migrer subrepticement malgré les dangers.

En outre, les droits des enfants handicapés ne sont pas garantis, en raison de l'absence de centres de réadaptation et de formation pour les personnes handicapées, ce qui contribue à faciliter l'intégration des personnes handicapées dans la communauté et leur permet d'obtenir un emploi. Ce qui a rendu cette catégorie un vrai fléau pour leurs familles.

❖ La réalité des droits et libertés publics et individuels.

Chaque individu vivant dans un groupe particulier représente l'environnement dans lequel il se sent et vit conformément aux lois et règlements déterminés par le groupe, et fondé sur un ensemble de valeurs ou un ensemble de droits et d'obligations. Les droits civils et économiques constituent une définition détaillée et spécifique des droits dont doit jouir l'individu pour qu'il puisse assurer la coexistence pacifique avec le reste de la société.

Lors de l'enquête sur le terrain, nous avons saisi un lien étroit entre les droits économiques (42%) et les droits civils (57%) des réponses, ce qui indique que la vie d'un individu au sein du groupe, ne peut pas atteindre le niveau de vie escompté sans jouir des droits économiques liés au processus de production, sources des besoins essentiels et secondaires, sans se sentir

humain, en assurant ses droits civils à la liberté d'expression et d'opinion, à la santé, à l'éducation, au transports et à la sécurité en particulier.

Tableau 7: Relation entre droits de l'homme et droits civils et économiques.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Droits civils	57	57.0	57.0
Droits économiques	42	42.0	99.0
Pas de réponse	1	1.0	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		

Cette convergence des réponses des répondants reflète le sentiment de non-jouissance de leurs droits civils et économiques en raison de l'absence d'emplois et de la marginalisation de l'État, qui se traduit par des infrastructures médiocres et un manque d'équipements publics.

Cependant, malgré le faible statut économique et civil des citoyens du district de « Beni Khedache », les réponses de l'échantillon, qui ont été suivies au moyen du questionnaire relatif au sentiment du respect, ont montré que la plupart des résidents ressentent le respect (77%). Ces réponses ne proviennent jamais d'un vide, mais parce que le tissu social de la région est les liens familiaux et tribaux, sont homogènes et forts. Comme indiqué par les tableaux suivants :

Tableau 8: Le sentiment de respect dans le quartier.

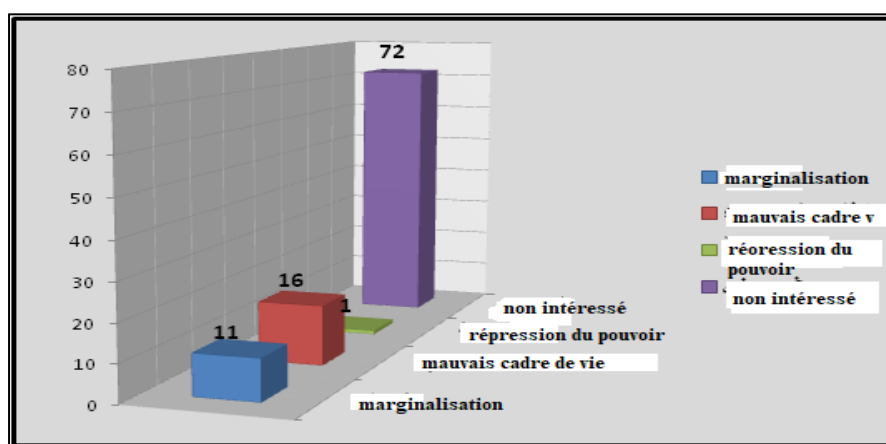
	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	77	77.0	77.0
Non	23	23.0	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		

La nature de la région rurale reflète le sens du respect parce qu'elle se distingue de l'environnement urbain, au niveau de la consolidation des relations et de la cohésion entre voisins. On peut trouver dans une certaine région une famille élargie et parfois des surnoms de grandes familles. Mais cela ne nie pas l'existence de nombreuses personnes qui ne se sentent pas respectueuses, et qui ont exprimé leur opinion selon le tableau et le graphique suivants :

Tableau 9: Interprétation du sentiment du manque de respect.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Marginalisation	11	11.0	11.0
Mauvais cadre de vie	16	16.0	27.0
Répression du pouvoir	1	1.0	28.0
Non intéressé	72	72.0	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		

Graphique 4: Interprétation du manque de respect.



Les raisons du manque de respect sont attribuées à la détérioration de la vie dans la région, à la marginalisation et à l'absence du rôle de l'État, en particulier en ce qui concerne le niveau d'équipement et l'amélioration de l'infrastructure des routes et des institutions, qu'elles soient éducatives, sanitaires ou de sécurité.

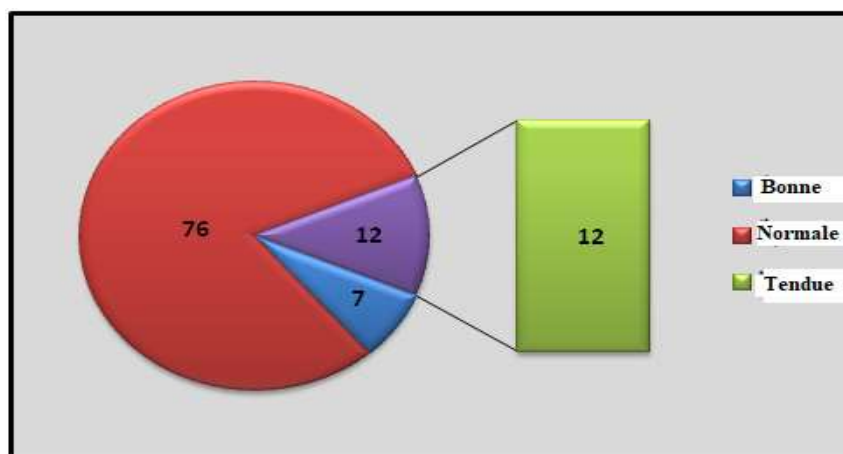
Les résultats de l'enquête comprenaient un certain nombre de questions sur les pratiques de sécurité dans la région, sur le groupe cible d'une éventuelle provocation et sur la réaction récente à ces pratiques. Le tableau et le graphique suivants peuvent illustrer la nature de cette relation :

Tableau 10: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bonne	7	7.0	7.0

Normale	76	76.0	83.0
Tendue	12	12.0	95.0
Pas de réponse	5	5.0	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		

Graphique 5: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.



Sur la base du tableau et du graphique, nous notons que la relation du citoyen avec l'appareil de sécurité dans son ensemble est normale (76%), avec seulement 12% pour une relation tendue, comme le montre le graphique. Cela confirme que la mesure ordinaire prise par le citoyen n'a peut-être pas été précise et ça dépend de la notion du « normal » chez le citoyen de ces régions qui considère toujours l'appareil de sécurité comme un levier du pouvoir, la réponse était donc une habitude d'évasion ou de peur. Ce qui montre que la nature de la relation n'a pas encore changé, considérant que l'appareil de sécurité est un outil entre les mains de l'autorité, utilisé lors de toute tentative de protestation et d'expression d'opinion.

Le groupe de jeunes est le groupe le plus ciblé, car il représente le groupe d'âge qui recherche toujours une stabilité et une vision claire de l'avenir, dans lequel la vie est plus claire et plus stable, grâce aux divers moyens mis à disposition par les manifestations et les protestations pour arracher les droits, ce qui rend le groupe, le plus vulnérable aux attaques de l'appareil de sécurité. Dans lequel ce dernier sera plus agressif envers le pouvoir.

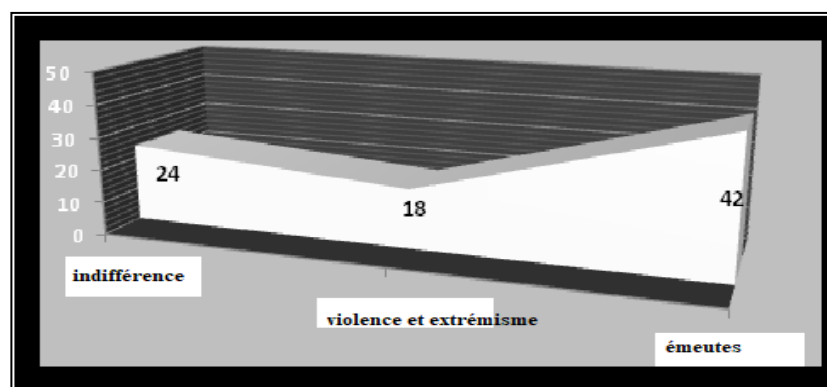
La réaction des jeunes à la surveillance de la sécurité se manifeste de différentes manières, notamment.

Tableau 11: Expression des jeunes en réponse au comportement de sécurité.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
L'indifférence	24	24.0	24.0
Violence et extrémisme	18	18.0	42.0
Actes d'émeutes	42	42.0	84.0
Pas de réponse	16	16.0	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		

Il est nécessaire de signaler dans le tableau, l'état de désavantage ressenti par les citoyens, en particulier les jeunes de la région de « Beni Khedache », qui s'est manifesté par des réactions différentes, même s'ils ne s'éloignent pas beaucoup du comportement de la violence: les émeutes représentent 42%, tandis que la violence et l'extrémisme représentent 18%. En guise d'introduction au développement des comportements violents, en réaction à l'adoption de l'idée de l'extrémisme, un fossé pour attirer les jeunes vers un comportement terroriste.

Graphique 6: Expression de la jeunesse en réponse au comportement de sécurité.



Niveaux de conflits dans l'environnement social et moyens de les résoudre.

Les conflits au sein de la communauté représentent des troubles du comportement qui résultent généralement de la non-acceptation de l'autre, que ce soit dans les transactions ou dans le mode de vie. Le désaccord peut être simple au début et évoluer ensuite vers des rancunes permanentes qui peuvent être héritées d'une génération à autre. Le statut social est une cause de tension élevée, et un déclencheur de litiges.

Le village de « Beni Khedache » est caractérisé par de fortes relations sociales, mais cela n'annule pas l'existence de conflits, estimés à 65% des réponses des répondants, qui sont généralement causés par des conflits d'intérêts et des conflits fonciers vu la valeur symbolique de la terre chez une population rurale, ainsi que par le problème de l'aliénation. Ce qui affirme la nature des relations tribales basées sur la parenté et les liens de sang.

Tableau 12: Conflits au sein des habitants.

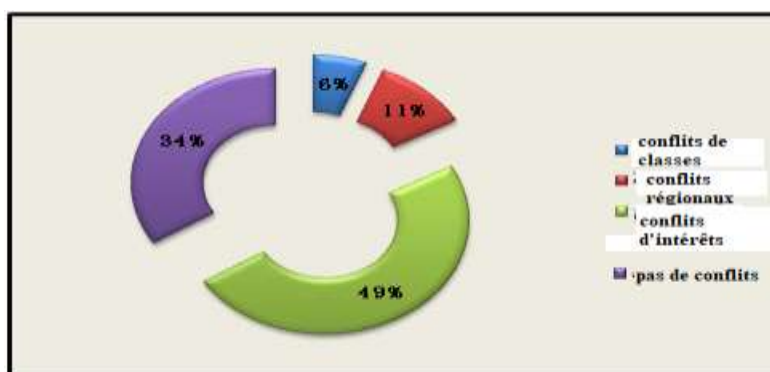
	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	65	65.0	65.0
Non	35	35.0	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		

À travers le questionnaire sur le terrain et les discussions avec des groupes de discussion et des activistes de la société civile, on a pu souligner l'existence de conflits entre la population. Le tableau suivant présente les causes et les pourcentages de conflits, comme indiqué dans le graphique :

Tableau n ° 13: Causes des conflits s'ils existent.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Conflits de classes	6	6%	6.0
Conflits régionaux	11	11%	17.0
Conflits d'intérêts	49	49%	66.0
Pas de conflits	34	34%	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		

Graphique 7: La cause des conflits s'ils existent



Dans le tableau, nous notons que les causes de conflits se limitent à la divergence d'intérêts estimée à 49% et les conflits régionaux, qui est estimée à 11%, du fait de la nature de la société fermée et conservatrice, ce qui rend difficile la gestion des immigrants du reste des gouvernorats. La délégation de « Beni Khedache » est caractérisée par la présence d'un

fanatisme tribal et par le manque d'acceptation de l'autre, qui affecte la nature des relations au sein de la communauté, qui se transforment parfois en conflits sous différentes formes.

Tableau 14: Nature des outils utilisés.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Armes blanches	6	6%	6.0
Armes à feu	1	1%	7.0
Émeutes	46	46%	53.0
Pas de conflits	47	47%	100.0
Total	100	100%	
Total	100		

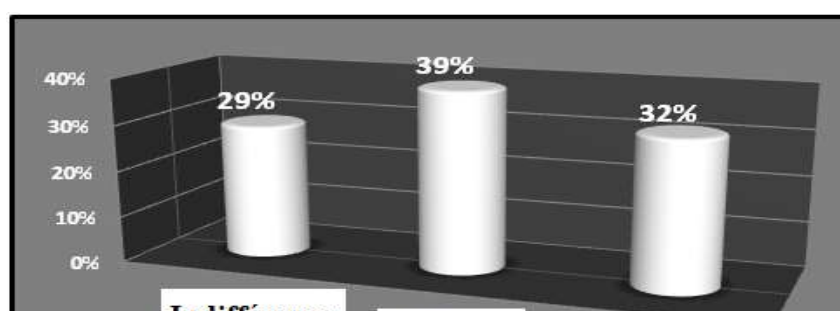
Nous devons nous poser ici la question du traitement de ces conflits par l'autorité ou l'appareil de sécurité, d'autant plus que nous avons maintes fois souligné la nature des relations sociales dans la région de « Beni Khedache », où les personnes âgées occupent une place importante, notamment en ce qui concerne les conflits, les conflits étant généralement résolus entre les grandes familles étendues, sans avoir recours au pouvoir. Il n'est pas étonnant que les services de sécurité jouent un rôle d'apaisement parfois, parce qu'il est difficile à l'autorité d'intervenir dans les conflits tribaux, une raison peut être qu'elle traite parfois, avec l'indifférence, les plaintes portées par les populations.

Tableau 15: Rôle de l'autorité dans les litiges.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
indifférence	29	29%	29.0
Apaisement	39	39%	68.0
Pas de litiges	32	32%	100.0
Total	100	100%	
Total	100		

Le diagramme suivant, basé sur le tableau précédent, nous montre le rôle de l'autorité dans le règlement des litiges entre les résidents de la région.

Graphique 8: Rôle de l'autorité dans les conflits.





la sécurité

Situation de

La présence de l'appareil de sécurité dans n'importe quelle zone est une nécessité, le devoir de l'État envers ses citoyens étant un devoir sacré. L'État est tenu de protéger la population, quelle que soit la région dans laquelle elle vit ou se trouve. La présence de l'État peut parfois créer des tensions entre le citoyen et l'autorité, mais on ne peut échapper à l'obligation d'exister pour protéger les habitants les uns contre les autres, et contre la menace extérieure

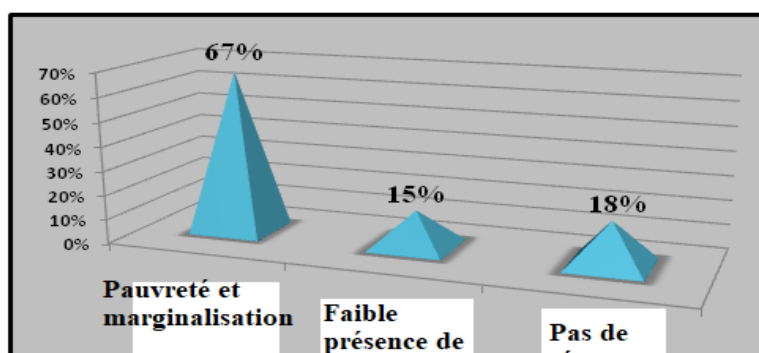
Nous avons essayé via le questionnaire, de montrer la situation sécuritaire dans la région de « Beni Khedache », considérant que la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité, telle que discutée précédemment, est normale.

Tableau 16: Évaluation de la situation sécuritaire dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bonne	12	12%	12.0
Normale	81	81%	93.0
Non sécurisée	7	7%	100.0
Total	100	100.0	
Total	100		

Le tableau montre que la situation en matière de sécurité, est normale à 81%, ce qui reflète la nature de la zone rurale, qui donne toujours aux personnes âgées le droit de déposséder et de résoudre les conflits entre les résidents, bien que les répondants aient souligné le manque de centres de sécurité dans la région. En plus de l'absence de patrouilles de sécurité organisées. Ils ont également souligné l'absence de crimes périodiques de vol, de violence et d'agression, mais ont souligné que la principale cause de tout crime et la propagation du phénomène de la violence résultaient d'un certain nombre de pratiques ou de politiques poursuivies par l'État, comme le montre le diagramme suivant :

Graphique 9: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.



Les résidents n'ont pas hésité à porter plainte lorsque les différends ne peuvent être résolus. Le questionnaire comprenait un certain nombre de questions sur la nature du traitement par les autorités des plaintes présentées. Le tableau suivant nous donne les pourcentages obtenus à partir des réponses des répondants :

Tableau 17: Traitement des plaintes par les autorités.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Sérieux	4	4%	4.0
Indifférent	33	33%	37.0
Lent	28	28%	65.0
Pas de réponse	35	35%	100.0
Total	100	100%	
Total	100%		

Nous voyons du tableau que l'autorité traite les plaintes avec une relative indifférence et lenteur, du fait de l'incapacité des autorités à intervenir entre les grandes familles et à les résoudre, ce qui met les citoyens dans un état de rejet de l'existence de l'État et de ses organes, vu la nature de cette région enfermée. Par conséquent, il est normal que même la proportion de plaintes soit faible par rapport à d'autres régions couvertes par l'étude.

Compte tenu de la situation économique et sociale de la région de « Beni Khedache », nous devrions poser la question de l'immunité de ces communautés, face à la vague d'extrémisme et à la propagation de groupes terroristes, compte tenu du caractère traditionnel de la société et de l'absence quasi totale de services de sécurité.

Grâce au questionnaire, nous avons obtenu le tableau suivant :

Tableau 18: L'existence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans la région ?

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	35	35%	35.0
Non	55	55%	90.0
Pas de réponse	10	10%	100.0
Total	100	100%	
Total	100%		

Les réponses des répondants indiquent à 55% que la présence de groupes extrémistes n'est pas liée à l'absence sécuritaire, mais au climat général de la région en tant que telle. Il est évident que la sensibilisation et la culture jouent un rôle important dans la prévention des comportements violents. Nous notons également la convergence du rapport entre les deux réponses, et c'est un produit du processus d'intégration, qui doit lier sensibilisation et culture, à la présence de sécurité pour lutter contre le phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme.



groupes extrémistes :

L'existence de

Bien que la nature de la société conservatrice présente des particularités et des spécificités, dont le plus important est la difficulté de s'adapter aux étrangers et de modifier les habitudes, les traditions et les comportements des individus et des groupes, il est facile de pénétrer dans ces sociétés, en raison du facteur du fanatisme et de la fermeture, une entrée importante et essentielle dans l'extrémisme violent.

Sur la base de nos recherches dans la région de « Beni Khedache » et des contacts avec les groupes de discussion, qui nous ont fourni beaucoup de données sur la région, nous avons trouvé des résultats qui ne reflétaient peut-être pas la nature du lieu. Bien que la région n'ait pas été témoin d'attentats terroristes et qu'elle ne soit pas un incubateur terroriste, les personnes interrogées étaient bien conscientes de l'existence de groupes extrémistes en Tunisie: certaines d'entre elles ont déclaré connaître l'existence d'un extrémiste, bien que le pourcentage surveillé ne soit que de 12%. Il indique la capacité de ces groupes ou éléments à être présents dans ces communautés fermées. Comme indiqué dans le tableau suivant :

Tableau 19: Identifier une personne extrémiste.

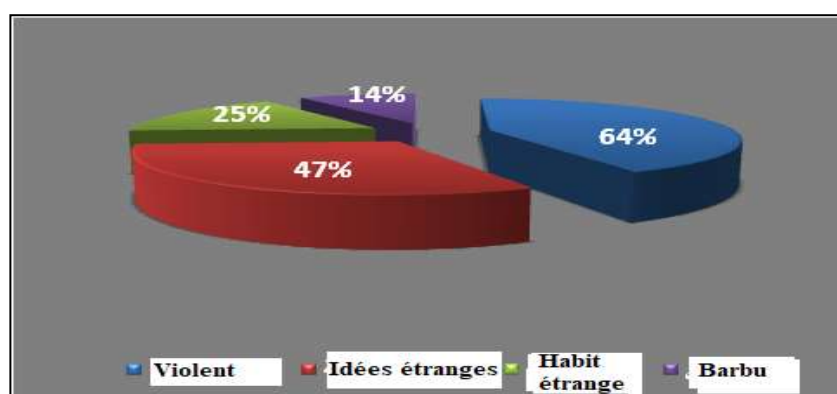
	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	12	12%	12.0

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Non	88	88%	100.0
Total	100	100%	
Total	100%		

Bien que la présence publique de groupes ou d'individus extrémistes dans la région de « Beni Khedache », il a été constaté qu'en présentant les résultats du questionnaire, les répondants étaient en mesure d'identifier ou non l'extrémiste. Le diagramme suivant nous montre l'image de l'extrémiste chez les habitants de « Beni Khedache ».

Graphique 10: L'image de l'extrémiste chez les habitants.



Le graphique montre la capacité des parents à identifier les extrémistes en fonction de leurs comportements et non de leur apparence. L'apparence vestimentaire dans la région de « Beni Khedache » et la nature des relations sociales fondées sur la tradition, notamment en ce qui concerne la barbe et des vêtements amples

pour les hommes comme pour les femmes, témoignent de la facilité de présence de tels groupes, compte tenu de la similitude de l'habit.

Le groupe de jeunes est le groupe le plus ciblé pour les groupes extrémistes. Il s'agit du groupe le plus vulnérable, qui se cherche toujours et impose sa présence dans la société, en plus de la détérioration de la situation économique et sociale, notamment du chômage.

Compte tenu de la discrimination comportementale selon laquelle les personnes interrogées ont convenu que l'extrémiste adoptait des idées bizarres et utilisait la violence, le lien de la population avec l'extrémiste est bien ambigu, comme le montre le tableau suivant :

Tableau 20: Relation de la population avec l'extrémiste.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Normale	34	34%	34.0

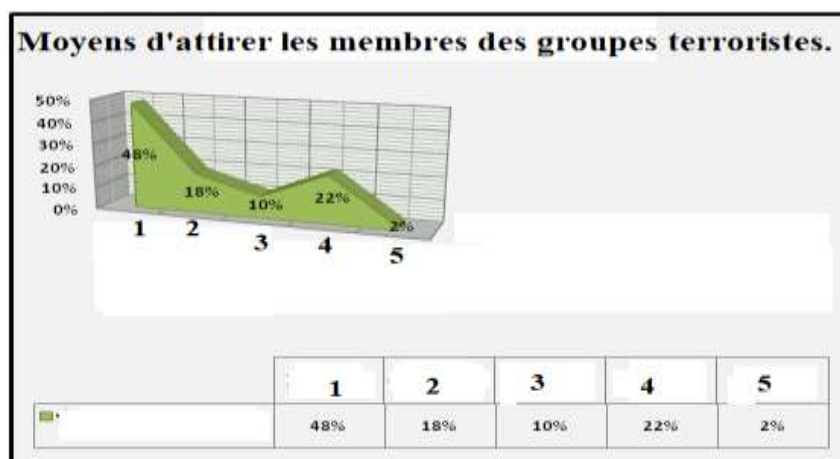
Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Respect	6	6%	40.0
Crainte	28	28%	68.0
Refus	25	25%	93.0
Il n'y a pas d'extrémiste dans le quartier.	5	5%	98.0
Pas de réponse	2	2%	100.0
Total	100	100%	

La relation entre les citoyens et l'extrémiste aux yeux des répondants, est une relation variée entre la peur, le rejet et l'acceptation, et c'est ici que le problème a été résolu. L'acceptation de l'homogénéité similaire des habitants de « Beni Khedache » constituera un moyen pour l'extrémiste de mettre ses idées en pratique, et de les exprimer de manière à rendre les résidents réceptifs à son existence parmi eux, sous la bannière de la religion et des traditions. L'extrémiste est une personne qui a des objectifs et la capacité de s'infiltrer au sein de groupes, et de créer un style de vie similaire à celui du groupe et de les convaincre ainsi progressivement par ses idées.

Les groupes extrémistes ont recours à divers moyens de persuasion et de polarisation. Le graphique suivant présente les principaux moyens et taux d'utilisation selon les répondants :

Graphique 11: Moyens d'attirer les membres des groupes terroristes.



1: L'internet 2: Chaînes de télévision
3: Gréquentation des mosquées. 4: Personnes à influences.
5: Livres religieux.

Selon le graphique, les groupes terroristes utilisent le plus largement les moyens de communication sociale pour attirer les partisans (48%) des répondants. Ils sont renforcés par le pouvoir de l'argent et le pouvoir de contrôler les médias, vu leur influence sur la société. Outre l'utilisation des personnalités morales et influentes dotées de capacités verbales et rhétoriques. Ce qui facilite le processus d'attrait des jeunes et des femmes, en particulier la capacité de ces dernières à s'intégrer à tous les segments de la société.

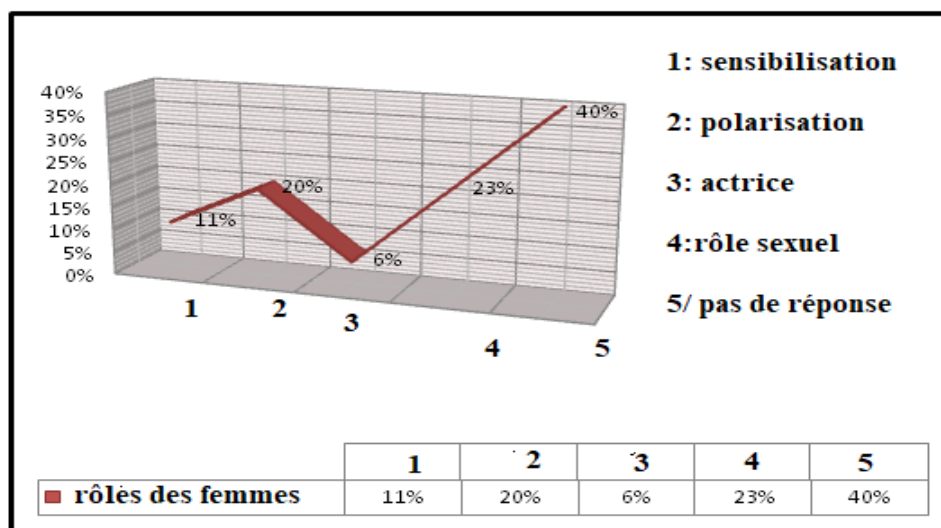
Sur la base du questionnaire, nous avons tiré les conclusions suivantes sur la participation des femmes aux groupes extrémistes :

Tableau 21: Implication des femmes dans les groupes extrémistes.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	60	60%	60.0
Non	32	32%	92.0
Pas de réponse	8	8%	100.0
Total	100	100%	
Total	100%		

Les femmes jouent également de nombreux rôles et tâches au sein des groupes terroristes, pour leur capacité à communiquer avec les femmes et à tenter de persuader les femmes au foyer et celles sans emploi, de jouer un rôle, dans leur vision de la religion et de simplifier et interpréter les concepts. Le graphique suivant montre les rôles joués par les femmes et les pourcentages variables du point de vue des répondants.

Graphique 12: Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes.



Le graphique confirme ce que nous avons mentionné précédemment sur la capacité des femmes à pénétrer dans les foyers et à convaincre les mères de familles du rôle de femmes dans la diffusion de la culture religieuse et le « djihad » : les pourcentages allaient de 11% pour la sensibilisation, de 20% à la polarisation et de 23% au rôle du plaisir sexuel, ce qui est proche en termes de proportion et de pratique.

3-Analyse des propositions de solutions.

Après avoir démonté nos données et analysé les chiffres des résultats du questionnaire et des indicateurs relatifs à la prévalence de la violence, de l'extrémisme violent et du terrorisme, à « Beni Khedache », nous avons dû poser des questions sur les solutions que les répondants considéraient comme moyen d'éliminer la violence et l'extrémisme violent. Par conséquent, dans la dernière partie du questionnaire, nous avons présenté six propositions relatives à de

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

nombreux domaines, notamment économiques et sociaux. Le but d'une telle question était d'identifier les priorités que les citoyens considéraient comme prioritaires dans l'élimination du terrorisme. Les six propositions de 1 à 6 devaient être arrangées.

Nous avons atteint 3 000 réponses basées sur l'analyse SPSS. Le tableau suivant résume les ratios atteints.

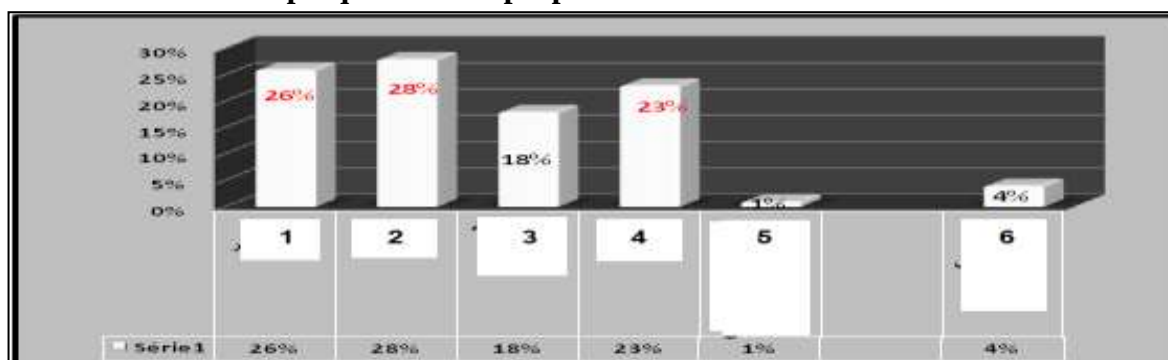
Tableau 22: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Lutte contre la pauvreté	26	26%	26.0
Réforme de l'enseignement	28	28%	54.0
Diffusion de la culture de la paix	18	18%	72.0
L'intérêt à la jeunesse.	23	23%	95.0
Programme complet pour la prévention de l'extrémisme avec la participation	1	1%	96.0
Un rôle plus important pour la société civile	4	4%	100.0
Total	100	100%	
Total	100		

Dans le tableau, nous trouvons une convergence entre les pourcentages d'élimination de la pauvreté (26%), la réforme de l'éducation (28%) et l'intérêt des jeunes (23%). Ces propositions sont principalement liées aux conditions socio-économiques de la région et à la nature de la région, considérant que « Beni Khedache » est une zone rurale.

Le graphique suivant montre les pourcentages obtenus.

Graphique 13 : Les propositions de solutions.



Le graphique montre l'importance de l'attention portée à la jeunesse, en tant que plus grand segment de la région de « Beni Khedache », représentant la force de la société en tant que main d'œuvre contribuant à la promotion du secteur économique et en tant que diplômés d'universités et d'instituts supérieurs. En d'autres termes, la société dans laquelle le taux de jeunes est élevé, est une société relativement instruite et le taux d'analphabétisme est faible. En outre, la jeune société est une société, à la recherche d'une vision pour l'avenir en tant qu'effort permanent de développer son potentiel et ses capacités économiques, cognitives et d'habiletés.

En contre partie, dans de nombreuses sociétés, il se peut que la catégorie de jeunes devienne dépendante de la société, en raison du taux de chômage élevé, devenant ainsi une catégorie de consommateurs. Le danger dans ce cas, réside dans la fragilité de la jeunesse, et la facilité de l'adoption de nombreuses idées parfois dangereuses et violentes, en raison du manque de sensibilisation et de la brutalité qui régit la nature de ce groupe d'âge.

C'est également le groupe le plus ciblé par les gangs et les groupes terroristes, en raison de son statut social et économique, de même que les jeunes, qui sont les plus vulnérables à la toxicomanie et les cibles des trafiquants et de l'immigration illégale. Par conséquent, les personnes interrogées considèrent que l'intérêt des jeunes est un besoin urgent et une certitude dans la région de « Beni Khedache » et dans cette volonté de protéger la communauté des menaces extérieures.

Les répondants ont également mis l'accent sur l'éradication de la pauvreté. Parce qu'il est naturel que, dans le but d'améliorer le statut économique et social dans l'environnement dans lequel on vit, on cherchera le plus grand nombre de moyens pour atteindre les objectifs. En raison de l'absence du rôle de l'État dans l'établissement du principe de consécration de la justice sociale et l'autonomisation de la réalisation de l'humanité de l'individu et de son sens de la citoyenneté, sinon, chaque individu se trouvera de plusieurs façons pour gagner sa vie de manière à permettre l'immigration illégale et le commerce illicite. Cela peut générer une tendance agressive au pouvoir ou à d'autres régions qui se transformera en hostilité régionale, perturbant ainsi le principe de coopération entre les parties de plus que les groupes terroristes peuvent également constituer une approche de légitimation de la violence en l'absence de prise de conscience de la gravité de ces groupes.

La troisième solution, selon les répondants, est la réforme de l'éducation car le savoir est la base de la construction des sociétés d'aujourd'hui. La connaissance génère le désir de développement chez l'homme et l'amène à améliorer ses conditions économiques et sociales. Le taux élevé d'analphabétisme signifie que la société est exposée toujours à des menaces extérieures et que les groupes terroristes se concentrent sur les communautés où le taux d'analphabétisme est tellement élevé, qu'il est facile à pénétrer et à convaincre.

Il n'est pas surprenant que les répondants se concentrent sur l'adoption de ces trois solutions par rapport au reste des solutions proposées dans le questionnaire comme solutions appropriées à une crise qui touche la société dans son ensemble, plutôt que dans la région de « Beni Khedache », car la situation des répondants fait partie intégrante de la plupart des gouvernorats, où le chômage est élevé, et connaissent une détérioration des infrastructures. Perpétuant ainsi les inégalités dans la réalisation des opportunités de succès, de changement et de développement pour le meilleur.

4-Les idées principales sur les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces liées à l'extrémisme violent et au terrorisme à « Beni Khedache. »

Dans le cadre du diagnostic des conditions de vie dans la région de « Beni Khedache » et pour assurer une identification précise des solutions appropriées pour la région, nous nous sommes basés sur l'analyse du phénomène de la violence et de l'extrémisme sur le système SWOT. Ce système d'analyse nous a permis d'identifier les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces de la zone d'étude et a atteint un certain nombre de points, dont le plus important est résumé dans le tableau suivant :

Environnement interne		Environnement externe	
Forces	faiblesses	Opportunités	Menaces
-Existence de la cohésion familiale et de la solidarité sociale. -Fort pourcentage de jeunes. -Position à proximité des villes à caractère touristique (Djerba, Zarzis)... -Potentiels naturels importants.	-Conflits tribaux. -Manque d'activité agricole. -Difficulté de déplacements dans une région montagneuse.	-Possibilité de conversion de la zone montagneuse en zone touristique. -Investissement dans la construction (sections de pierre -Encourager la promotion des petits et moyens projets.	-Taux de chômage élevé. -La proximité des villes marines incite les jeunes à penser en permanence à l'immigration clandestine. -L'intolérance tribale est une porte ouverte sur la violence et l'extrémisme. -Proximité de la Libye et de susceptibles

			menaces. -La région montagneuse est un refuge pour cacher des éléments terroristes.

5-Analyse quadratique participative du groupe de discussion par « Beni Khedache ».

Lors de notre étude sur la violence et l'extrémisme en Tunisie, nous avons organisé des sessions de formation pour les premières équipes sur la simplification et l'interprétation des questions du questionnaire et sur la manière de travailler avec le citoyen. Le deuxième cours de formation était le système d'analyse quadratique SWOT.

Le cours était basé sur une compréhension de la façon dont les données sont analysées selon quatre niveaux principaux qui représentent les fondements du système: forces, faiblesses, opportunités et menaces.

Dans un premier temps, nous avons présenté de manière historique les systèmes d'analyse stratégique initialement associés aux entreprises industrielles puis adoptés par les institutions civiles, ce qui en fait le système le plus puissant pour l'analyse de données quantitatives et qualitatives.

Dans un deuxième temps, nous avons divisé l'audience en quatre équipes, chacune étant chargée de la recherche en fonction de ses connaissances des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces, dans le but de comprendre le système d'analyse quadratique et de savoir lire la réalité de chaque personne présente.

Au cours de la troisième étape, nous avons ouvert la porte à la discussion, à l'échange et à l'échange d'idées et d'observations. Enfin, nous avons achevé un dernier travail qui rassemble les observations de toutes les équipes participant au tableau suivant :

Environnement interne		Environnement externe	
Forces	faiblesses	Opportunités	Menaces
-Une société jeune. -Forts liens familiaux Et tribaux -Taux de diplômés universitaires élevé	-Conflits tribaux. -Manque d'activité agricole. -Difficulté de déplacements dans une région	-Possibilité de création d'une zone touristique écologique. - Possibilité d'investir dans les infrastructures et les	-Taux de chômage élevé. -La position à proximité de la zone frontalière pouvant d'éventuelles menaces.

	montagneuse.	installations de loisirs.	

Municipalité de « Zarzis »

1-Introduction :

« Zarzis » est l'une des plus grandes municipalités en termes de densité de population avec une population de 75 382 habitants. Il se compose de seize décanats. La majorité de la population est dans le centre municipal compte environ 72 611 personnes, contre une moyenne non nationale estimée à 2 771 personnes. Selon l'inspection sur le terrain de la municipalité, les caractéristiques les plus importantes sont les suivantes :

-L'absence d'une politique claire de construction verticale devant les vastes territoires de la région.

-Absence de quartiers multifonctionnels.

-Absence de la culture du travail culturel et artistique, et manque de l'attention au rôle de la culture en tant que facteur de développement.

-Manque d'espaces verts publics.

-Absence de parcs familiaux et de places publiques aménagées.

-Absence de centres sportifs et culturels de divertissement.

Tous ces indicateurs sont principalement basés sur des recherches préliminaires sur le domaine d'étude, ce qui constitue une avancée décisive dans l'analyse et la corrélation de l'impact de l'infrastructure sur le comportement des individus et de leurs relations.

2-Analyser les éléments et facteurs qui encouragent et contribuent directement et indirectement à la présence et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans la municipalité de « Zarzis ».



infrastructures et des services.

La réalité des

La ville de « Zarzis » est une zone urbaine, mais elle subit néanmoins une migration continue vers l'Europe, du fait de l'immigration clandestine, en raison de sa proximité avec la mer. L'absence de postes de travail et la détérioration des infrastructures, sont l'une des principales causes de l'augmentation du nombre de migrants, impression que nous avons pu constater d'après le questionnaire. Les répondants ont indiqué le manque d'éclairage des rues et la médiocrité des infrastructures, comme le montrent les tableaux suivants :

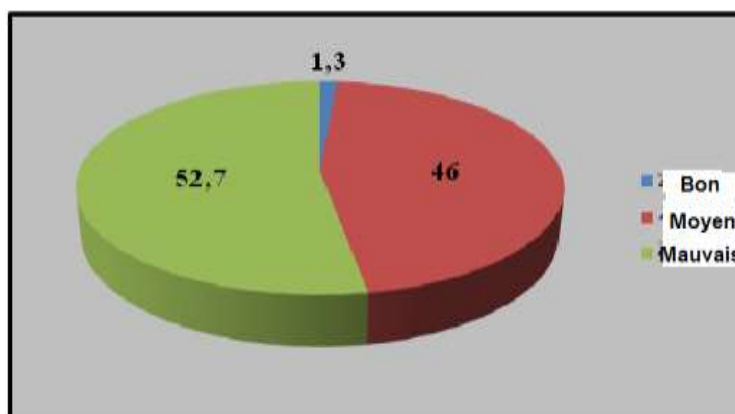
Tableau 23 : État des rues et des routes.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bon	4	1.3	1.3
Moyen	138	46.0	47.3
Mauvais	158	52.7	100.0
Total	300	100.0	

Tableau 24 : L'éclairage public dans les rues et les routes.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	178	59.3	59.3
Non	122	40.7	100.0
Total	300	100.0	

Graphique 14: Etat des rues et des routes.



Graphique : L'éclairage public dans le milieu communal.



Les tableaux 1 et 2 montrent les descriptions des personnes interrogées de l'état des routes, qui sont proches les unes des autres, selon les pourcentages moyens, de 46% à 52,7%. Au niveau de l'éclairage, il existe une nette convergence entre le « oui » et le « non », ce qui montre que les zones où les routes sont bonnes et où l'éclairage est disponible sont des zones à vocation touristique. Le taux de présence de l'éclairage selon les réponses des répondants était de 59,3%.

En ce qui concerne le reste des institutions publiques de la culture, de la jeunesse, des bibliothèques publiques, des espaces de lecture, des terrains de jeux, des espaces verts et de divertissement, les personnes interrogées indiquent une faible présence d'institutions. Vu que la région de Zarzis est une zone touristique, la plupart de ses projets et investissements, qu'ils soient publics ou privés, sont du côté du tourisme maritime et des sites touristiques. Il n'est pas surprenant que la nature du lieu affecte l'infrastructure et l'investissement, qu'il soit local ou externe. Les institutions sont limitées à une maison de la culture et à dix maisons de jeunes. En ce qui concerne l'infrastructure éducative, Zarzis compte quatre lycées et neuf collèges, un petit nombre par rapport au nombre d'élèves, estimé à 8860, lors du dernier recensement de 2014.

Tous ces indicateurs d'infrastructures témoignent de la dégradation du niveau de vie dans la municipalité de Zarzis et de l'absence de culture de divertissement, au sein des familles, en raison de l'absence d'espaces aménagés, ainsi que du manque de supervision culturelle des jeunes et des enfants, ce qui est un terrain fertile pour l'émergence de la violence et un environnement propice à attirer les groupes de jeunes par des groupes terroristes.

❖ Capital social ou société civile.

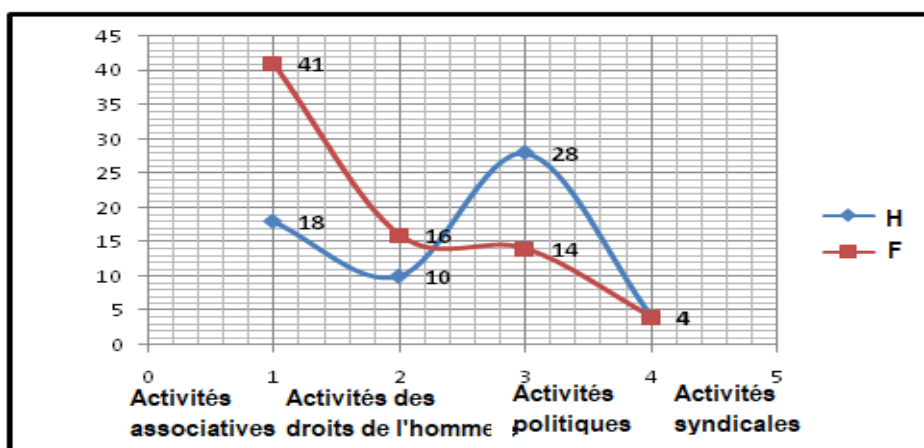
L'époque présente suppose que chaque société, indépendamment de sa nature ou de son statut, compte un certain nombre d'institutions civiles, notamment des associations, des partis, des organisations syndicales et des organisations de défense des droits de l'homme. Dans le questionnaire, qui a été distribué à 300 échantillons, nous avons obtenu des chiffres indiquant le faible nombre d'associations à Zarzis. Le faible pourcentage de participation aux travaux associatifs, malgré la nature municipale de la région.

Le tableau et le graphique ci-dessous, montrent les pourcentages obtenus :

Tableau 25: La présence d'associations dans la région

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	43	14.3	14.3
Non	257	85.7	100.0
Total	300	100.0	

Graphique 16: Participation des femmes et des hommes aux institutions de la société civile.



À travers le graphique, nous observons la prédominance de l'activité des femmes, en particulier en ce qui concerne les droits de l'homme et les activités sociales, en contrepartie les hommes dominent l'activité politique, ce qui reflète la nature de l'activité des femmes dans de telles régions.

Le tableau ci-dessous illustre la nature des associations dans la région, qui a montré à quel point le travail associatif est dominé par les activités caritatives, qui se limite aux événements religieux, aux festivals et au mois du Ramadan.

Tableau n ° 26: Nature de l'activité sociale.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
civile	13	4.3	4.3
Caritative	36	12.0	16.3
Il n'y'en a pas	251	83.7	100.0
Total	300	100.0	



Réalité économique et sociale.

Après le diagnostic initial de la région de « Zarzis », au niveau de la réalité économique et sociale, nous avons découvert à travers les ratios obtenus, le taux de chômage élevé dans le district de « Zarzis », une proportion élevée dans le gouvernorat, malgré la nature urbaine de

la zone. La région de Médenine compte 15 municipalités dans le centre municipal et une seule municipalité dans le centre non communal. Le taux de chômage est estimé à 14,03%, tandis que le pourcentage de chômeurs diplômés de l'université est de 39,3%. Il est possible de déduire de ces pourcentages initiaux l'absence d'emplois pour les jeunes, qui représente le groupe d'âge le plus menacé et le moins stable, notamment en termes de statut économique et social. Le tableau ci-dessous présente l'évaluation du chômage et des opportunités d'emploi pour les répondants.

Tableau 27: Opportunités d'emploi.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	26	8.7	8.7
Non	274	91.3	100.0
Total	300	100.0	

Tableau 28: évaluation du taux de chômage.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Élevé	262	87.3	87.3
Moyen	34	11.3	98.7
Faible	4	1.3	100.0
Total	300	100.0	

Le premier tableau montre l'absence totale d'opportunités d'emploi, représentant 91,3% des réponses des répondants, qu'elles soient dans le secteur privé ou dans le secteur public, ainsi que l'insuffisance des investissements dans le secteur privé, en raison de l'absence d'entreprises et de grands et moyens espaces commerciaux et d'usines, en tant que zone non industrielle. Malgré la nature maritime qui fournit une main-d'œuvre spécialisée dans les domaines de la pêche et du tourisme, Outre que la propagation des oliveraies On peut conclure de ces données que les emplois créés par le secteur agricole, la pêche et le tourisme sont des emplois saisonniers.

A travers le travail de terrain que nous avons mené et le diagnostic de la réalité de la région, en plus des résultats obtenus grâce au questionnaire, nous avons constaté l'existence de trois centres de formation représentés dans :

- . -Centre « Nebras » pour la gestion et l'informatique à Zarzis
- École des sciences infirmières : « L'Avenir ».
- Institut « La Médina » pour la formation et les métiers du tourisme.

Toutefois, cela ne reflète pas la présence de l'encadrement des jeunes, car ces centres ne couvrent pas le pourcentage de jeunes de la région. L'absence de lieux de travail dans la région et le manque de centres de formation professionnelle et d'encadrement culturel des jeunes, ont considérablement contribué à leur migration vers la capitale ou dans les villes voisines à la recherche de travail ou en dehors du pays. La situation économique et l'absence d'infrastructures adéquates, qui assurent aux citoyens un niveau de vie décent, obligent particulièrement les jeunes à rechercher le moyen de migrer clandestinement malgré les dangers.

En outre, les droits des enfants handicapés se voient absents en raison du manque de centres de réadaptation et de formation pour les personnes handicapées, ce qui contribue à faciliter leur intégration dans la communauté et leur permet d'obtenir un emploi. Ce qui a rendu cette catégorie plutôt une charge supplémentaire pour leurs familles.



La réalité des droits et libertés, publics et individuels.

Les droits et les libertés sont un ensemble de valeurs convenues par le groupe, des valeurs qui évoluent par la suite en systèmes, ou lois qui contribuent à l'organisation de la vie sociale au sein du groupe.

Lors de l'enquête sur le terrain, nous avons saisi un lien fort et étroit entre les droits économiques représentant 48% des réponses et les droits civils représentant 52% des réponses des répondants, et qu'ils constituaient une approximation logique, car les droits individuels et les droits économiques se complétaient, des droits étant indivisibles. Une personne ne peut pas pratiquer sa vie sociale au sein du groupe sans jouir de ses droits. Cette convergence peut être trouvée dans le tableau suivant :

Tableau 29: Relation entre les droits de l'homme et les droits civils et économiques.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Droits civils	156	52.0	52.0
Droits économique	144	48.0	100.0
Total	300	100.0	

Cette convergence des réponses reflète le sentiment de non-jouissance des droits civils et économiques, en raison de l'absence d'emplois et de la marginalisation par l'État, qui se traduit par des infrastructures médiocres et un manque d'équipements publics.

Cependant, malgré le faible statut économique et civil du citoyen dans la commune de « Zarzis », la plupart des réponses, que nous avons suivies au moyen du questionnaire sur le sens du respect dans le quartier, étaient favorables à 80%. Ces réponses ne proviennent pas

d'un vide, mais bien du fait que le tissu social de la région est homogène et fortement lié à la famille et à la tribu. Comme indiqué dans le tableau suivant :

Tableau 30: Le sentiment du respect dans le quartier.

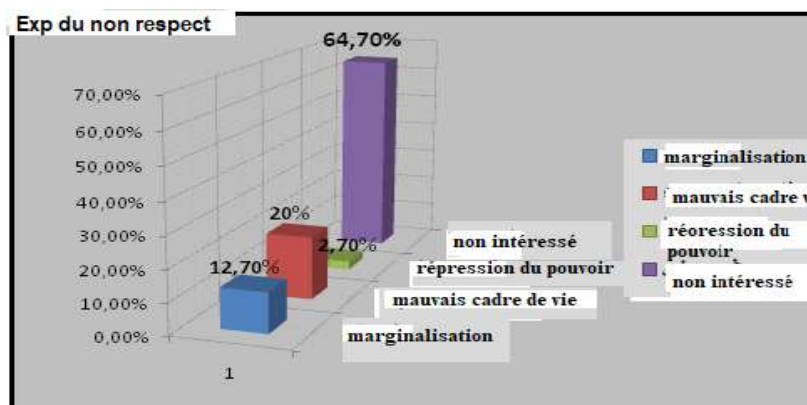
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	240	80.0	80.0	80.0
Non	60	20.0	20.0	100.0
Total	300	100.0	100.0	

La nature de la région est un facteur clé pour déterminer la valeur des relations et le respect mutuel des individus. La municipalité de « Zarzis » est située dans le sud de la Tunisie, où la nature des relations au sein de la famille et de l'environnement tribal, repose toujours sur un certain nombre de valeurs, dont la plus importante est la domination du genre masculin et le respect des différents segments de la société dans cette région. Pourtant, ça n'empêche que quelques personnes ont exprimé leur sentiment du non-respect, ce qui est illustré par le tableau et le graphique suivants :

Tableau 31: Interprétation du manque de respect.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Marginalisation	38	12.7	12.7
Cadre de vie détérioré	60	20.0	32.7
Répression du pouvoir	8	2.7	35.3
Non intéressé	194	64.7	100.0
Total	300	100.0	

Graphique 17: le manque de respect.



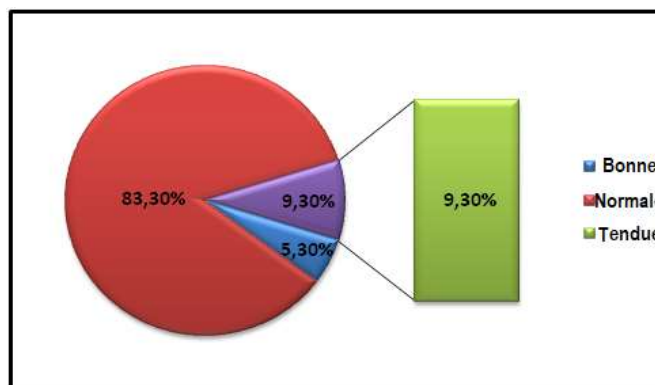
Les raisons du manque de respect sont attribuées à la détérioration de la vie dans la région, à la marginalisation et à l'absence du rôle de l'État, en particulier en ce qui concerne le niveau d'équipement et l'amélioration de l'infrastructure des routes et des institutions, qu'elles soient éducatives, sanitaires ou de sécurité.

Il convient de noter qu'en l'absence du rôle de l'État de s'acquitter de ses obligations envers les citoyens de « Zarzis », les résultats négatifs observés dans notre étude de la région, témoignent de l'augmentation de l'immigration clandestine et de la forte proportion de ses victimes. Nous pouvons donc poser une question sur la relation entre la population et l'appareil de l'État, en particulier la sécurité, comme indiqué dans le tableau et le graphique suivants :

Tableau 32: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bonne	16	5.3	5.3
Normale	250	83.3	88.7
Tendue	28	9.3	98.0
Pas de réponse	6	2.0	100.0
Total	300	100.0	

Graphique 18: Évaluation de la relation du citoyen avec l'appareil de sécurité.



À partir du tableau et du graphique, nous notons que la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité, dans son ensemble, est normale. 9,3% seulement ont exprimé une relation tendue,

comme le montre le graphique. Cela confirme que la mesure ordinaire prise par le citoyen n'a peut-être pas été précise, ni le désir de ne pas être contrôlé ou poursuivi, car le citoyen considère toujours l'appareil de sécurité comme un levier du pouvoir, la réponse était donc une habitude d'évasion ou de peur. Ce qui montre que la nature de la relation n'a pas encore changé, considérant que l'appareil de sécurité est un outil entre les mains de l'Autorité utilisé lors de toute tentative de protestation et d'expression d'opinion.

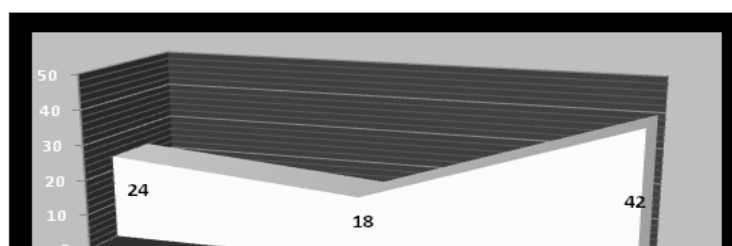
Les résultats du questionnaire montrent que les groupes les plus vulnérables de pratiques violentes du pouvoir sont les groupes de jeunes, en raison de leurs caractéristiques d'âge et de conditions économiques et sociales liées au chômage et à la marginalisation. Les jeunes sont les plus enthousiastes, les plus motivés, et les plus capables d'exprimer et de manifester, ce qui oblige l'autorité à traiter ces mouvements avec violence et arrestations, ce qui fait que les jeunes en colère se reflètent dans la réaction exprimée de diverses manières, notamment dans les tableaux suivants :

Tableau 33: Expression des jeunes en réponse à un comportement de sécurité.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Indifférence	204	68.0	68.0
Violence et extrémisme	22	7.3	75.3
Actes d'émeutes	68	22.7	98.0
Pas de réponse.	6	2.0	100.0
Total	300	100.0	

Bien que la réaction des jeunes à la surveillance de la sécurité et aux pratiques sécuritaires soit généralement négligeable, ce que le tableau estimait à 68%, il convient de souligner qu'il existe une réaction violente telle que des émeutes, estimée à 22,7%, tandis que la violence et l'extrémisme représentent 7,3%. La nature de la société, qu'elle soit de la part des autorités ou du côté des citoyens, constitue un danger, car de tels comportements se sont développés et sont devenus un débouché pénétrable par les groupes terroristes afin de semer leurs idées et d'adopter des idéologies qui déstabilisent le processus de stabilité dans la région.

Graphique 19: Expression des jeunes en réponse à un comportement de sécurité.





Le niveau des conflits dans l'environnement social et les moyens de les résoudre.

Bien que « Zarzis » soit une zone du centre urbain connue par la faiblesse des relations sociales par rapport aux zones rurales, la région a maintenu ces relations. La nature de la société est caractérisée par de fortes relations sociales fondées sur l'alliance à la tribu et les liens de parenté.

Ainsi, la proportion de conflits selon les répondants est faible, malgré leur présence, selon 26,7% des répondants, tandis que la majorité des répondants ont déclaré un manque de conflit avec 73,3%.

Tableau 34: Conflits au sein de la population.

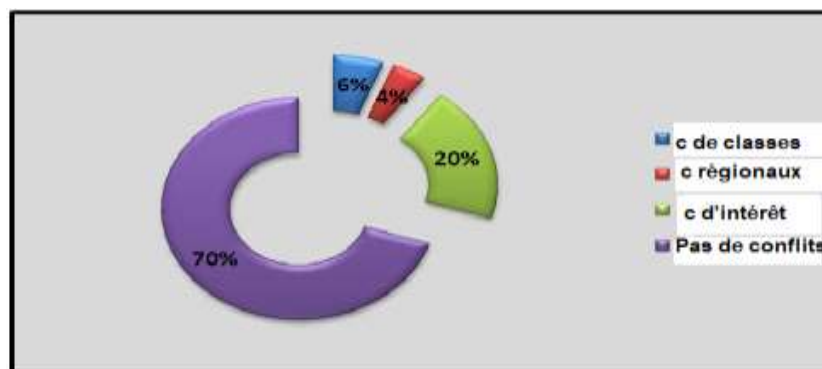
	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	80	26.7	26.7
Non	220	73.3	100.0
Total	300	100.0	

Lors de l'enquête sur le terrain et de discussions avec des groupes de discussion et certains activistes de la société civile, on a souligné qu'il existait un faible pourcentage de conflits parmi la population, en raison de conflits d'intérêts parmi la population, en particulier pendant la saison de la récolte des olives, et du partage de l'héritage. Le tableau suivant présente les causes et les pourcentages de conflits, comme indiqué dans le graphique.

Tableau n ° 35: Les causes des différends en cas d'existence.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Conflits de classes	18	6.0	6.0
Conflits régionaux	12	4.0	10.0
Conflits d'intérêts	60	20.0	30.0
Il n'y a pas de litiges	210	70.0	100.0
Total	300	100.0	

Graphique 20 : Les causes des différends en cas d'existence.



En raison de la nature de la société fermée et conservatrice, il est difficile d'accepter les immigrants du reste des régions, ou aux conflits d'intérêts entre les grandes familles pour l'héritage, en fait les grandes familles sont propriétaires des terres et de vastes oliveraies. Ce qui fait que des litiges peuvent se développer de génération en génération, ce qui affecte la nature des relations au sein de la communauté et se transforme parfois en conflits sous différentes formes.

Tableau 36: Nature des outils utilisés en conflits.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Armes blanches	12	4.0	4.0
Armes à Feu	2	7	4.7
Violence et émeutes	54	18.0	22.7
Il n'y a pas de conflits	232	77.3	100.0
Total	300	100.0	

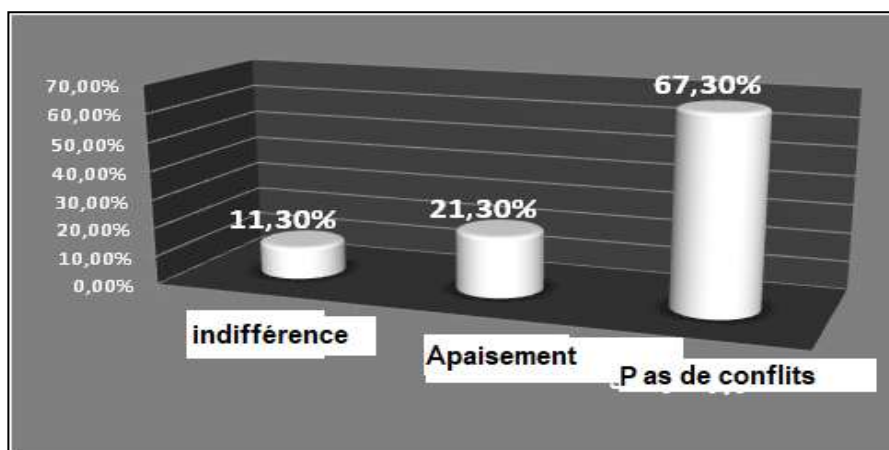
Nous devons nous poser ici la question du traitement de ces conflits par l'autorité ou l'appareil de sécurité, d'autant que nous avons souligné à maintes reprises la nature des relations sociales dans la région de « Zarzis », où les personnes âgées occupent une place importante, notamment en ce qui concerne les conflits qui sont généralement résolus entre les grandes familles sans recourir au pouvoir. Il n'est pas étonnant que les services de sécurité jouent souvent un rôle d'apaisement parce qu'il est difficile à l'autorité d'intervenir dans les conflits tribaux, ou elles n'interviennent pas et traitent parfois les plaintes portées par les populations avec indifférence ou lenteur.

Tableau 37: Rôle de l'autorité dans les litiges.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Indifférence	34	11.3	11.3
Apaisement	64	21.3	32.7
Pas de conflits	202	67.3	67.3
Total	300	100.0	

Le graphique suivant montre, sur la base du tableau précédent, le rôle de l'autorité dans le règlement des litiges entre les résidents de la région.

Graphique 21 :Rôle de l'autorité dans les litiges.



Situation de la sécurité.

Il est impératif que les communautés et les États renforcent leur protection et assurent leur sécurité. Les postes de sécurité sont donc essentiels à la stabilité dans la région. Nous avons essayé via le questionnaire de montrer la situation sécuritaire dans la région de « Zarzis », considérant que la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité discutée précédemment est normale. Le tableau ci-dessous peut rapprocher l'image du citoyen avec l'appareil de sécurité et évaluer la situation en matière de sécurité dans la région :

Tableau 38: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.

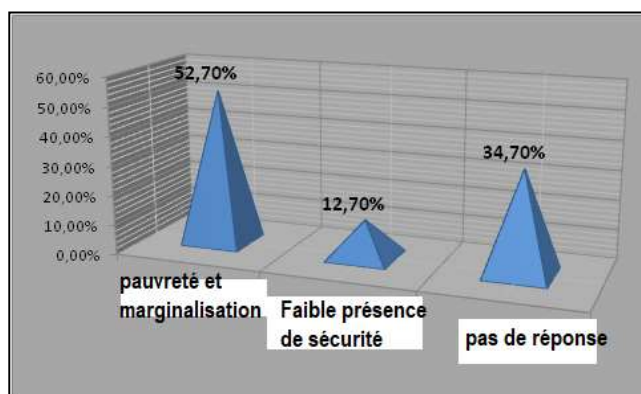
	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bonne	44	14.7	14.7
Normale	238	79.3	94.0

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Non sécurisée	18	6.0	100.0
Total	300	100.0	

Le tableau montre que la situation en matière de sécurité est normale avec 79,3% des réponses, ce qui reflète la nature des relations tribales qui régissent la région, ce qui donne encore aux personnes âgées, le droit de gérer des conflits entre les résidents. La sécurité dans la région s'ajoute à l'absence de patrouilles de sécurité organisées selon les répondants qui ont également souligné la fréquence des crimes de vol, de violence et d'agression périodiques, mais ont souligné que la principale raison de la perpétration de tout crime et de la propagation du phénomène de la violence est le résultat d'un certain nombre de pratiques ou de politiques suivies par l'État, comme le montre le diagramme suivant :

Graphique 22: Raisons de la propagation de crime.



Les résidents n'ont pas hésité à porter plainte lorsque les différends ne peuvent être résolus. Le questionnaire comprenait un certain nombre de questions sur la nature du traitement par les autorités, des plaintes présentées par les habitants. Le tableau suivant nous donne les pourcentages obtenus à partir des réponses des interrogés.

Tableau 39 : La manière dont les autorités traitent les plaintes des habitants.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Sérieuse	44	14.7	14.7
Indifférente	54	18.0	32.7
Lente	72	24.0	56.7
Pas de réponse	130	43.3	100.0
Total	300	100.0	

Du le tableau, nous pouvons constater que l'autorité traite les plaintes avec le sérieux, avec indifférence et lenteur, à des proportions proches, ce qui est dû à l'incapacité des autorités à intervenir auprès des grandes familles et à résoudre les conflits qui les opposent. Il est donc

normal que même la proportion de plaintes soit faible par rapport aux autres régions couvertes par l'étude.

Compte tenu de la situation économique et sociale de la région de « Zarzis », nous devons nous interroger sur l'immunité de ces communautés face à la vague d'extrémisme et à la propagation de groupes terroristes, en raison de la nature traditionnelle de la société.

Grâce au questionnaire, nous avons obtenu le tableau suivant :

Tableau 40: L'existence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans le quartier ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	70	23.3	23.3	23.3
Non	224	74.7	74.7	98.0
Pas de réponse	6	2.0	2.0	100.0
Total	300	100.0	100.0	

Les réponses des interviewés, et à 74,7%, indiquent que la présence de groupes extrémistes n'est pas liée au manque de présence en matière de sécurité, mais à la nature générale de la région en tant que telle. Il est évident que la sensibilisation et la culture jouent un rôle important dans la prévention des comportements violents.



extrémistes.

L'existence de groupes

Bien que la nature de la société conservatrice présente des particularités, dont la plus importante est la difficulté de s'adapter aux étrangers et d'abandonner les habitudes, les traditions et les comportements des individus et des groupes, il est facile de pénétrer dans ces sociétés en raison du facteur du fanatisme et de l'enfermement, représentant une entrée importante et essentielle dans l'extrémisme violent.

Sur la base de nos recherches dans la région de « Zarzis » et des contacts avec les groupes de discussion, qui nous ont fourni de nombreuses données sur la région, et qui n'ont été témoins ni d'opérations terroristes ni d'incubateurs de terrorisme. Les répondants ont indiqué qu'ils ne connaissaient pas de personnes extrémistes (76% de l'échantillon étudié). Comme est indiqué dans le tableau suivant :

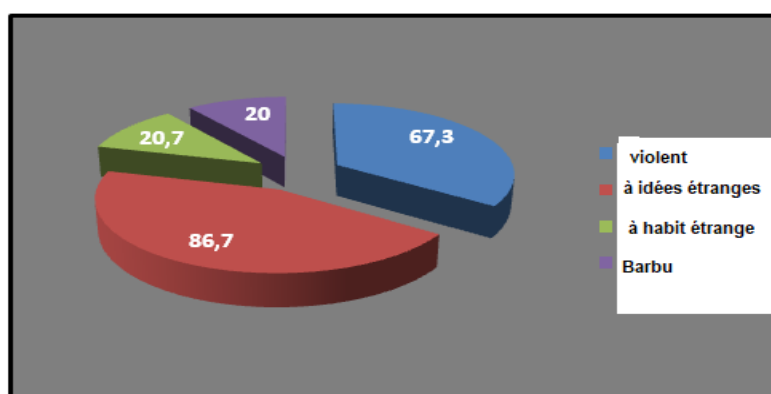
Tableau 41: Identification d'une personne extrémiste.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	72	24.0	24.0

Non	228	76.0	100.0
Total	300	100.0	

Bien que la présence publique de groupes ou de personnes extrémistes dans la région de « Zarzis » soit évidente, il a été constaté qu'en présentant les résultats du questionnaire, les répondants étaient en mesure d'identifier la personne extrémiste ou non. Le diagramme suivant nous montre l'image de l'extrémiste parmi les citoyens de « Zarzis »

Graphique 23: L'image de l'extrémiste.



Le graphique montre la capacité des habitants à distinguer et à connaître les extrémistes en fonction de leurs comportements et non de leurs apparences. Le style vestimentaire à « Zarzis » et la nature des relations sociales fondées sur la tradition, notamment, en ce qui concerne la barbe et de la tenue ample pour les deux sexes, reflètent le processus d'identification évoqué par les interrogés, mesures qui peuvent constituer un débouché pour l'entrée d'éléments terroristes, leur apparence n'ayant rien à voir avec l'extrémiste

Les groupes les plus visés par les éléments extrémistes est la catégorie des jeunes, selon les répondants, avec un taux de 72%, en raison de la tension que ce groupe ressent envers l'État et son incapacité à tenir ses promesses au niveau opérationnel. Alors que les éléments terroristes visent ce qu'ils appellent le Léviathan, c'est-à-dire le pouvoir et ses appareils. Le processus de polarisation est principalement lié à la lutte contre le pouvoir et à la persuasion des jeunes de porter cette idée à leur attention.

Compte tenu de la discrimination comportementale, selon laquelle les personnes interrogées ont convenu que l'extrémiste adoptait des idées peu communes et utilisait la violence, le rapport de la population à l'extrémiste est un rapport de peur et de rejet, comme le montre le tableau suivant :

Tableau 42: Relation de la population avec l'extrémiste.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

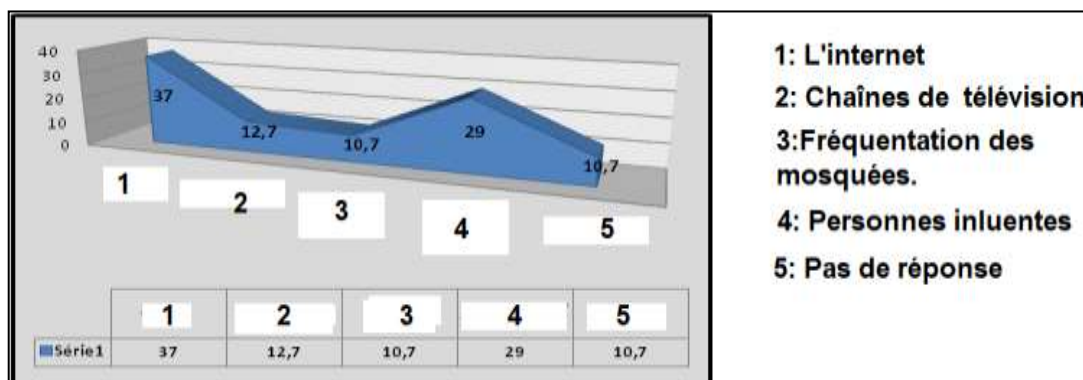
Normale	40	13.3	13.3
Respect	8	2.7	16.0
Peur	170	56.7	72.7
refus	80	26.7	99.3
Pas d'extrémiste dans le quartier	2	7	100.0
Total	300	100.0	

La relation entre les habitants et l'extrémiste, aux yeux des répondants, est une relation étroite entre la peur et le rejet, même s'ils ne soient pas étonnés de l'apparence, en raison de la nature de la région conservatrice. Une approche similaire vis-à-vis des résidents de « Zarzis » sera une passerelle pour les extrémistes qui ont leurs objectifs et agendas et sont dotés de la capacité de s'infiltrer au sein des communautés, de créer un mode de vie similaire à celui du groupe et de le convaincre progressivement de ses idées.

Les groupes extrémistes ont recours à divers moyens de persuasion et de polarisation.

Le graphique suivant présente les principaux moyens et taux d'utilisation selon les répondants.

Graphique 24: pourcentage de méthodes de polarisation utilisées.



Selon le graphique, le moyen de communication sociale est l'un des moyens les plus fiables d'attirer les partisans (37%) Il est renforcé par le pouvoir de l'argent et le pouvoir de contrôler les médias, en tant que quatrième autorité. De nombreux adeptes suivent les programmes télévisés (12,7%). Ils comptent également sur de nombreuses personnes qui peuvent influencer, d'habitude, qui ont une capacité verbale et rhétorique qui affecte le spectateur et l'auditeur. Ce qui facilite le processus d'attrait des jeunes et des femmes, en particulier la capacité de ces dernières à s'intégrer à tous les segments de la société.

Sur la base du questionnaire, nous avons tiré les conclusions suivantes sur la participation des femmes aux groupes extrémistes :

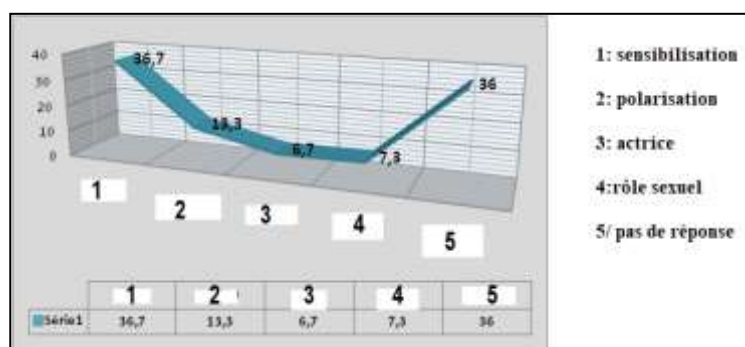
Tableau 43: Participation des femmes dans les groupes terroristes.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	174	58.0	58.0
Non	122	40.7	98.7

Pas de réponse	4	1.3	100.0
Total	300	100.0	

Les femmes sont un élément important pour les éléments extrémistes ; en termes de rôle sexuel, de jouissance et de stabilité psychologique des « Moudjahidines », pour reprendre les termes des extrémistes. Elle joue également de nombreux rôles et tâches au sein de groupes terroristes pour leur capacité à communiquer avec les femmes et à tenter de persuader les femmes au foyer et les femmes sans emploi, de jouer un rôle dans ce qu'ils appellent « une mission religieuse » et de simplifier et interpréter les concepts. Le graphique suivant montre les rôles joués par les femmes, et les pourcentages variables du point de vue des répondants :

Graphique 25: Pourcentage de rôles attribués à des femmes.



Le graphique confirme ce que nous avons mentionné précédemment, concernant la capacité des femmes à entrer dans les maisons et à convaincre les « sœurs » du rôle de femmes dans la religion et le jihad: les pourcentages allaient de 36,7% pour la sensibilisation, 13,3% pour la polarisation jusqu'à 7,3%, pour le rôle sexuel. Ce qui est proche en termes de proportion et de pratique.

.3-Analyse des propositions de solutions

Après l'étude approfondie menée dans la région de « Zarzis », du diagnostic initial à la distribution du questionnaire et à l'analyse des données obtenues par les répondants sur la base de l'analyse du système SPSS, ce qui nous a permis d'atteindre 9 000 possibilités de réponses. Il est devenu évident que les habitants de « Zarzis » souffrent de nombreux problèmes, notamment de chômage, d'infrastructures médiocres et d'un taux de criminalité élevé. Il était donc nécessaire de demander comment résoudre ces problèmes et d'identifier la vision des habitants dans la recherche de solutions appropriées. Dans la dernière partie du questionnaire, nous avons inclus un ensemble de solutions et demandé aux répondants de les classer par ordre de priorité de 1 à 6. Le tableau suivant résume les pourcentages obtenus.

Tableau 44: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.

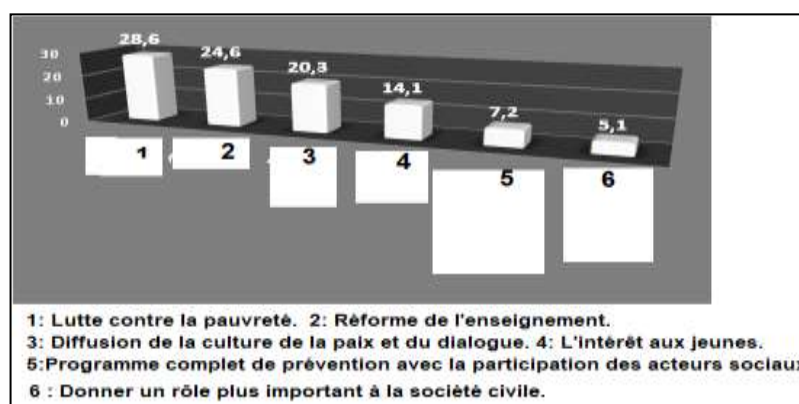
Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Lutte contre la pauvreté	79	28.6	28.6
Réforme de l'éducation	68	24.6	53.3
Diffusion de la culture du dialogue et de la paix	56	20.3	73.6
L'intérêt aux jeunes	39	14.1	87.7
Programme complet pour la prévention de l'extrémisme avec la participation	20	7.2	94.9
Un rôle plus important pour la société civile	14	5.1	100.0
Total	300	100.0	

Dans le tableau, nous trouvons une convergence entre les pourcentages d'élimination de la pauvreté de (28,6%) et la réforme de l'éducation de (24,6%) et l'attention portée aux jeunes (14,1%). Elle est principalement liée aux conditions socio-économiques de la région et à la nature même de la région.

Le graphique suivant illustre les pourcentages obtenus.

Graphique 26: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent



Le graphique montre la focalisation des réponses des répondants sur quatre solutions principales: premièrement, l'éradication de la pauvreté, car la pauvreté est un facteur clé du taux élevé de criminalité, de trafic de drogue et d'épuisement professionnel. Deuxièmement, la réforme de l'éducation, qui constitue un facteur important pour éduquer la communauté et l'immuniser contre les idées destructives et un moyen de développement important. Troisièmement, la diffusion de la culture du dialogue et de la paix est une solution importante qui repose sur la nécessité d'une action commune des institutions de l'État et des institutions de la société civile, compte tenu de leur importance pour la diffusion de la culture de la paix et le rejet de la violence et de l'extrémisme. Quatrièmement, les jeunes devraient être considérés comme le groupe le plus ciblé par de nombreux éléments internes et externes de traditions et

d'autorité, limitant leur liberté et leur créativité, ainsi que par les groupes extrémistes cherchant à les attirer.

Il n'est pas surprenant que les répondants se concentrent sur l'adoption de ces quatre solutions, par rapport au reste des solutions proposées dans le questionnaire en tant que solutions appropriées à une crise qui touche la communauté tout entière, ce qui n'est pas spécifique à « Zarzis », mais pour la plupart des gouvernorats où le taux de chômage est élevé et les infrastructures sont détériorées. Perpétuant ainsi les inégalités dans la réalisation des opportunités de succès, de changement et de développement pour le meilleur.

4-Principaux concepts des forces ,faiblesses, opportunités et menaces liés à l'extrémisme violent et au terrorisme dans la commune de « Zarzis ».

L'étude reposait sur l'analyse des données factuelles obtenues grâce au travail de terrain consistant à distribuer le questionnaire, à tirer les résultats les plus importants et à connaître la nature de la zone étudiée, du géographique au vivant. Dans notre étude, nous nous sommes basés sur le système « Swot » pour analyser ces données, présenter des problèmes et trouver des solutions appropriées, que vous trouverez dans le tableau suivant ;

. Environnement interne
1- Forces
-L'existence de forts liens familiaux et sociaux. - Fort pourcentage de jeunes. -Le caractère touristique de la région et la proximité des villes de nature touristique voisines, comme (Djerba). -Excellence en nature marine. - Richesse maritime. -La présence de forêts d'oliviers.
2- Faiblesses
- Conflits tribaux. -manque d'activité agricole. - Manque d'intérêt pour les plages. -pourcentage élevé de diplômés chômeurs.
Environnement externe.
Opportunités.
-Encourager les investissements dans l'activité touristique et l'intérêt pour les plages.

- Création de projets agricoles et développement de mécanismes de traitement des olives.
- Organisation de la pêche maritime.

Menaces

- Taux de chômage élevé. -Un espace maritime qui amène les jeunes à penser à la migration illégale.
- L'intolérance tribale est une porte ouverte sur la violence et l'extrémisme.
- Proximité de la Libye et d'éventuelles menaces.

5-Analyse quadratique participative du groupe de discussion dans la région de « Zarzis ».

Lors de notre étude sur la violence et l'extrémisme en Tunisie, nous avons organisé des sessions de formation pour les premières équipes sur la simplification et l'interprétation des questions du questionnaire et sur la manière de travailler avec le citoyen. Le deuxième cours de formation était le système d'analyse quadratique « **SWOT** »

Le cours était basé sur une compréhension de la façon dont les données sont analysées selon quatre niveaux principaux qui représentent les fondements du système: forces, faiblesses, opportunités et menaces.

Dans un premier temps, nous avons présenté de manière historique les systèmes d'analyse stratégique, initialement associés aux entreprises industrielles, puis adoptés par les institutions civiles, ce qui en fait le système le plus puissant pour l'analyse de données quantitatives et qualitatives

Dans un deuxième temps, nous avons divisé l'audience en quatre équipes, chacune étant chargée de la recherche en fonction de ses connaissances des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces, dans le but de comprendre le système d'analyse quadratique et de savoir lire la réalité de chaque personne présente.

Au cours de la troisième étape, nous avons ouvert la porte à la discussion, et à l'échange d'idées et d'observations. Enfin, nous avons achevé un dernier travail qui rassemble les observations de toutes les équipes participantes dans le tableau suivant :

Environnement interne		Environnement externe.	
Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
-Fort proportion de jeunes. -Taux de diplômés universitaires élevé. -Solidarité sociale et forts liens familiaux.	-Une région côtière qui souffre de la détérioration des infrastructures. -Insuffisance des activités agricoles malgré le potentiel existant. -L'existence de litiges tribaux.	-Possibilité de création de petits projets pour les jeunes. -L'amélioration des infrastructures, du secteur de transport et des investissements liés à l'agriculture et à la pêche.	-L'immigration clandestine. - Position à proximité d'une zone de tension (La Lybie). -Taux de chômage important, surtout parmi les diplômés universitaires.

Gouvernorat de Tataouine: Municipalité de Tataouine Nord

1- introduction:

Tataouine Nord comprend 61431 habitants dans 15 quartiers résidentiels, répartis entre le centre municipal et le centre non urbain.

- Quartier organisé en termes d'urbanisation et de conditions de construction immobilière.
- La présence des services publics les plus importants (la poste ,des établissements d'enseignement publics et privés, des jardins d'enfants, un centre de sécurité, des cafés, des magasins et divers services).
- L'existence d'un espace vert public entretenu par la municipalité de Tataouine.

Tous ces indicateurs sont principalement basés sur des recherches préliminaires sur le domaine d'étude, ce qui constitue une avancée décisive dans l'analyse et la corrélation de l'impact de l'infrastructure sur le comportement des individus et de leurs relations.

2. Analyse des éléments et facteurs qui encouragent et contribuent directement et indirectement à la présence et à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme dans la municipalité de Tataouine Nord.

❖ La réalité des infrastructures et des services dans la municipalité:

Tataouine Nord est caractérisé par la nature Saharienne et connaît des mouvements de migration internes continus entre les villes et vers l'étranger du pays, en raison de l'absence de travail. La municipalité souffre également d'un manque d'une bonne infrastructure, une impression que nous avons saisie à travers le questionnaire. Les répondants ont indiqué que les infrastructures et le manque d'éclairage, comme le montrent les tableaux suivants:

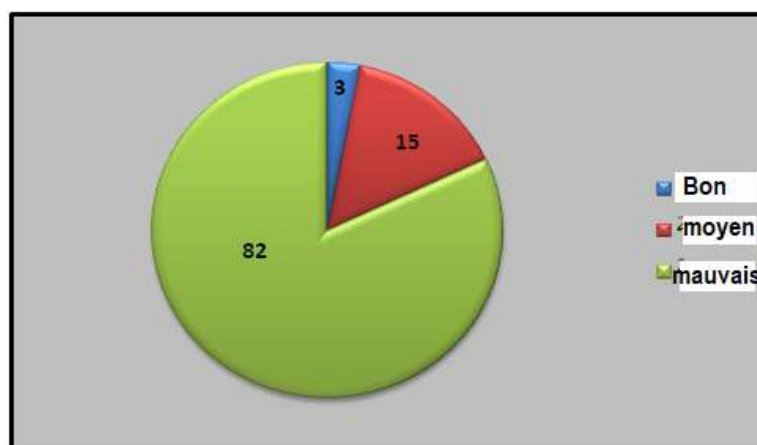
Tableau 1: Etat des rues et des routes.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bon	9	3.0	3.0
Moyen	45	15.0	18.0
Mauvais	246	82.0	100.0
Total	300	100.0	

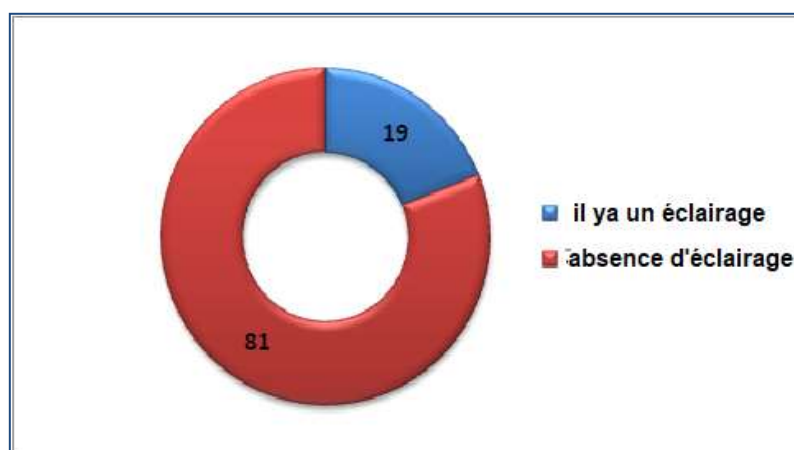
Tableau 2: Eclairage public dans les rues et les routes.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	57	19.0	19.0
Non	243	81.0	100.0
Total	300	100.0	

Graphique 1: Etat des rues et des routes



Graphique 2: L'éclairage public.



Sur la base des tableaux et graphiques précédents, il est possible d'observer la détérioration des infrastructures routières et le manque d'éclairage, ce qui est une confirmation tangible de l'absence du rôle de l'État dans l'amélioration des infrastructures des zones intérieures par rapport à d'autres régions du pays.

Le reste des installations et des institutions publiques telles que les maisons de la culture, les auberges de jeunes, les espaces de lecture et des parcs, sont quasi inexistantes et limités à l'existence d'une bibliothèque publique et de certains stades de football, dépourvus de tous équipements.

Tous ces indicateurs d'infrastructures témoignent de la mauvaise qualité de vie dans Tataouine Nord, de l'absence de culture du divertissement au sein des familles, en raison de l'absence de ses propres espaces, de l'investissement dans le divertissement, malgré la disponibilité d'espaces, et de l'absence d'une vision culturelle claire pour les jeunes et les enfants, ce qui rendra la région vulnérable aux menaces extérieures face au phénomène croissant de violence, à l'école et en famille.



C

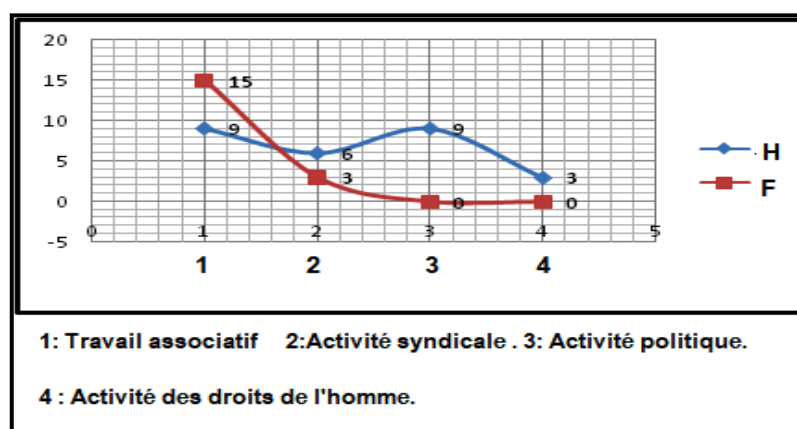
apital social ou société civile:

L'absence d'institutions culturelles publiques et de leur fréquentation par les habitants, en particulier les jeunes, et la pratique d'un travail culturel basé sur le principe du volontariat a eu son impact sur la présence d'associations dans la région de Tataouine Nord. C'est ce que nous avons observé dans les réponses des répondants. Le tableau suivant résume le pourcentage d'existence d'associations dans la région:

Tableau 3: Les associations dans la région.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	30	10.0	10.0
Non	270	90.0	100.0
Total	300	100.0	

Graphique 3: Participation des femmes aux institutions de la société civile



Le graphique montre la dominance du caractère masculin sur le travail syndical, politique et les activités des droits de l'homme, en échange de la domination des femmes dans le travail des associations. Cela est dû à la nature de la communauté conservatrice de la région de Tataouine Nord, qui refuse d'assumer des tâches féminines, en particulier de tâches politiques et syndicales, qui exigent beaucoup de temps et de déplacements, par rapport au travail de l'association, limité à certaines manifestations dans la région.

Le tableau ci-dessous montre la nature des associations dans la région, ce qui affirme l'étendue du contrôle exercé par les œuvres de bienfaisance et sociales sur le travail associatif, limité aux événements et fêtes religieux et au mois de Ramadan.

Tableau 4: Nature de l'activité sociale

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Sociale	12	4.0	4.0
Culturelle	3	1.0	5.0
Caritative	12	4.0	9.0
Pas d'activité associative	273	91.0	100.0
Total	300	100.0	



Réalité économique et sociale:

Le travail et la production sont des valeurs essentielles au développement des communautés. L'emploi est donc un facteur important pour la stabilité et le développement. Dans les sociétés où le chômage diminue et la production augmente, la violence et l'extrémisme diminuent, un aspect important de notre étude. Nous avons inclus une définition de la réalité économique et sociale dans le questionnaire, afin de déterminer la stabilité des communautés d'étude et la disponibilité des opportunités d'emploi.

Le tableau ci-dessous présente l'évaluation du chômage et des opportunités d'emploi pour les répondants:

Tableau n ° 5: Opportunités d'emploi

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé

Non	300	100.0	100.0

Tableau 6: Taux de chômage

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
élevé	291	97.0	97.0
Pas de réponse	9	3.0	100.0
Total	300	100.0	

Le premier tableau montre l'absence totale d'opportunités d'emploi, représentant 100% des réponses des répondants, que se soit dans les secteurs privé ou public, ainsi que l'insuffisance des investissements dans le secteur privé, en raison de l'absence d'entreprises, de grands et moyens espaces commerciaux et d'usines, en tant que zones non industrielles. Les projets existants ne dépassent pas les cafés, les restaurants populaires et les magasins. La région est également témoin de l'absence d'activités agricoles, compte tenu de la nature géographique désertique de la région de Tataouine Nord.

Mais cela ne nie pas l'absence de centres de formation professionnelle. La région de Tataouine Nord compte 14 centres de formation professionnelle privés et 3 centres de formation professionnelle publics. L'absence de lieux de travail, malgré la disponibilité de nombreux centres de formation, est une contradiction due aux politiques aléatoires adoptées par l'État, à l'égard des zones intérieures et à des politiques fondées sur le hasard et le manque de vision pour maintenir la stabilité des régions.

L'absence d'emploi dans la région a contribué de manière significative à la migration des jeunes vers la capitale ou vers les villes voisines ou de migrer hors du pays, à la recherche de travail. La situation économique et l'absence d'infrastructures adéquates, qui assurent aux citoyens un niveau de vie décent, obligent particulièrement les jeunes à rechercher l'immigration clandestine, malgré les dangers.

De plus, l'enfant handicapé n'a pas les simples droits en raison de l'absence de centres de réadaptation et de formation pour personnes handicapées, qui contribuent à faciliter l'intégration des personnes handicapées dans la société et leur permettant d'obtenir un emploi. Ce qui a transformé cette catégorie en un lourd fardeau pour leurs familles.

❖ **La réalité des droits et libertés publics et individuels.**

Lors de l'enquête sur le terrain, nous avons constaté une concentration de répondants (88%) sur les droits civils, alors que les droits économiques représentaient 12%.

Tableau 7: Relation entre droits de l'homme et droits civils et économiques

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Droits économiques	264	88.0	88.0
Droits civils	36	12.0	100.0
Total	300	100.0	

Ce thème, que nous avons vu dans le tableau précédent, est principalement dû au sentiment de privation ressenti par les habitants de la région de Tataouine Nord, compte tenu de l'absence d'opportunités d'emploi et de lieux de travail, raison pour laquelle les droits économiques des personnes interrogées, revêtent une importance primordiale.

Le faible statut économique et civil des citoyens de la région de Tataouine Nord a eu un impact négatif sur le sentiment du respect. La plupart des réponses des répondants, qui ont été suivies à l'aide du questionnaire sur le degré de respect qu'ils ressentaient dans le quartier, étaient pour la plupart négatives, à 77%, comme le montre le tableau suivant:

Tableau 8: Un sentiment de respect dans le quartier

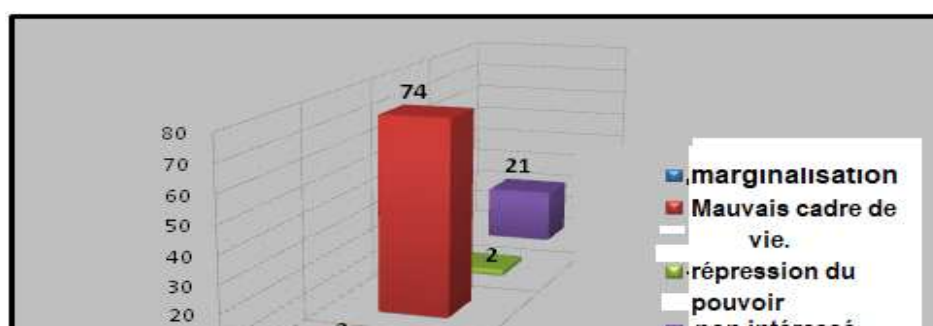
	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	69	23.0	23.0
Non	231	77.0	100.0
Total	300	100.0	

Les répondants ont exprimé leur opinion sur les raisons de ce manque de respect, suivant le tableau et le graphique suivants :

Tableau 9: Interprétation du manque de respect.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Marginalisation	9	3.0	3.0
Mauvais cadre de vie.	222	74.0	77.0
Répression du pouvoir	6	2.0	79.0
Non intéressé	63	21.0	100.0
Total	300	100.0	

Graphique 4: Interprétation du manque de respect.



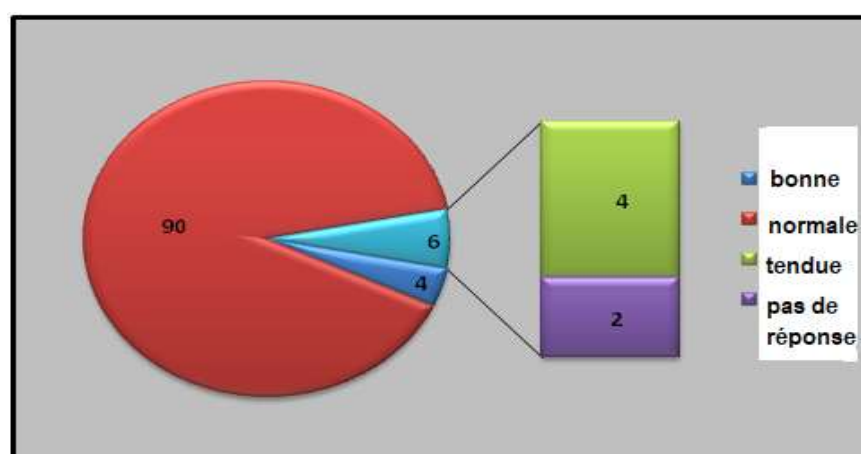
Les raisons du manque de respect sont attribuées à la détérioration de la vie dans la région, à la marginalisation et à l'absence du rôle de l'État, en particulier, en ce qui concerne le niveau d'équipement et l'amélioration de l'infrastructure des routes et des institutions, qu'elles soient éducatives, sanitaires ou de sécurité.

Les résultats de l'enquête comprenaient un certain nombre de questions sur les pratiques des agents de sécurité dans la région et le groupe cible, ainsi que sur les réactions récentes à ces pratiques. Le tableau et le graphique suivants peuvent illustrer la nature de cette relation :

Tableau 10: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bonne	12	4.0	4.0
Normale	270	90.0	94.0
Tendue	12	4.0	98.0
Pas de réponse	6	2.0	100.0
Total	300	100.0	

Graphique 5: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.



D'après le tableau et le graphique, nous notons que la relation du citoyen avec l'appareil de sécurité dans son ensemble, est normale, avec une faible proportion de tension de 4%,

comme le montre le graphique. Cela confirme que la mesure ordinaire prise par le citoyen n'a peut-être pas été précise, ni le désir de ne pas être poursuivi, car le citoyen considère toujours l'appareil de sécurité un bâton du pouvoir, la réponse était donc une habitude d'évasion ou de crainte. Ce qui montre que la nature de la relation n'a pas encore changé, considérant que l'appareil de sécurité est un outil entre les mains de l'autorité, utilisé lors de toute tentative de protestation et d'expression d'opinion, pour la dénonciation des comportements du pouvoir ou la revendication des droits.

Le groupe de jeunes est le groupe le plus ciblé, car il représente la force active de la société qui recherche toujours une certaine stabilité et une vision claire de son avenir, revendiquant ainsi une vie plus claire et plus stable, grâce aux divers moyens mis à disposition par les manifestations et les protestations pour acquérir les droits, ce qui rend cette catégorie, la plus vulnérable aux attaques de l'appareil de sécurité, et par conséquent plus agressive envers le pouvoir.

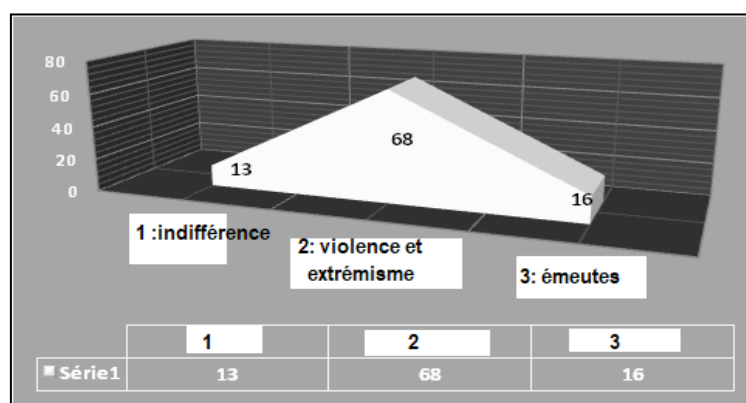
La réaction des jeunes à la surveillance et aux harcèlements des forces de sécurité se manifeste de différentes manières, exprimées dans le tableau suivant :

Tableau 11: Expression des jeunes en réponse au comportement de sécurité.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
L'indifférence	39	13.0	13.0
Extrémisme et violence.	204	68.0	81.0
Actes d'émeutes.	48	16.0	97.0
Pas de réponse.	9	3.0	100.0
Total	300	100.0	

Il est nécessaire de signaler dans le tableau, l'état de colère ressenti par le citoyen, en particulier les jeunes de Tataouine Nord, qui s'est manifesté par différentes réactions, même s'il ne s'éloigne pas beaucoup du comportement de la violence: les émeutes représentent 16% tandis que la violence et l'extrémisme représentent 68%, ce qui peut être logiquement, une introduction au développement de ces comportements violents en l'adoption des idées extrémistes, voire le terrorisme.

Graphique 6: Expression de la jeunesse en réponse au comportement de sécurité



❖ Le niveau des conflits dans l'environnement social et les moyens de les résoudre.

La nature des relations dans la région de Tataouine Nord repose principalement sur le tribalisme, les habitants sont formés de familles étendues, conservant toujours les caractères traditionnelles. Malgré cette classification tribale, la proportion de différends est mineure, selon les répondants, et ne dépasse pas les 14%.

Tableau 12: Conflits au sein de la population.

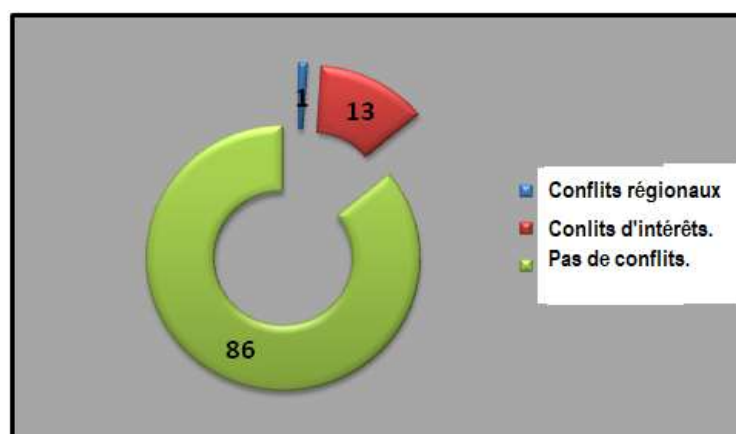
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
OUI	42	14.0	14.0	14.0
NON	258	86.0	86.0	100.0
Total	300	100.0	100.0	

Vu l'enquête sur le terrain et les discussions que nous avons eues avec les groupes de discussion et les activistes de la société civile, on a pu souligner l'absence de conflits au sein de la population, malgré qu'on ne pas nier leur absence totale. Le tableau suivant présente les causes et les pourcentages de conflits, comme indiqué dans le graphique :

Tableau 13: Causes des conflits, s'ils existent.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Conflits régionaux	3	1.0	1.0
Conflits intérêts	39	13.0	14.0
Il n'y a pas de conflits	258	86.0	100.0
Total	300	100.0	

Graphique 7: Les causes des conflits, s'ils existent.



En examinant le tableau, nous notons l'absence de conflits entre la population (86%), tandis qu'un faible pourcentage est attribué aux conflits d'intérêts (13%). Les conflits régionaux ne dépassent pas 1%, car la nature de la région et l'absence de lieux de travail, ne font pas de Tataouine Nord, une zone attrayante de population. Les habitants sont totalement les originaires de la ville. Le conflit a plusieurs formes et manifestations, la plus importante figure dans le tableau suivant :

Tableau 14: Nature des outils utilisés en cas de conflits.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Armes blanches	3	1.0	1.0
Armes à feu	3	1.0	2.0
émeutes	24	8.0	10.0
Il n'y a pas de conflits	270	90.0	100.0
Total	300	100.0	

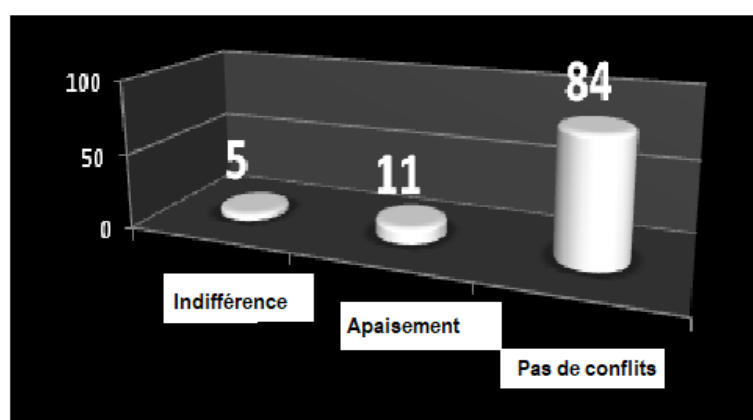
Nous devons nous poser ici la question du traitement de ces conflits par l'autorité ou l'appareil de sécurité, d'autant que nous avons souligné à maintes reprises la nature des relations sociales dans la région de Tataouine Nord, où les personnes âgées occupent une place importante, notamment en ce qui concerne les conflits, qui sont généralement résolus entre les familles, sans avoir recours au pouvoir. Il n'est pas étonnant que les services de sécurité jouent un rôle d'apaisement parfois parce qu'il est difficile à l'autorité d'intervenir dans les conflits tribaux, la raison pour laquelle, les autorités traitent parfois les plaintes portées par les populations avec indifférence ou lenteur.

Tableau 15 : Rôles des autorités dans les conflits.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Indifférence	15	5.0	5.0
Apaisement	33	11.0	16.0
Il n'y a pas de conflits	252	84.0	100.0
Total	300	100.0	

Le graphique suivant montre, sur la base du tableau précédent, le rôle de l'autorité dans le règlement des litiges entre les résidents de la région :

Graphique 8: Rôle de l'autorité dans les conflits.



Situation de sécurité.

La présence de l'appareil de sécurité dans n'importe quelle zone est une nécessité, exigée par le devoir de l'État envers ses citoyens, et on le considère un devoir sacré. L'État est tenu de protéger la population, quelle que soit la région dans laquelle elle vit ou se trouve. La présence de l'État, peut parfois créer des tensions entre le citoyen et l'autorité, mais on ne peut échapper à la nécessité d'exister, pour protéger les habitants, les uns contre les autres et contre la menace extérieure.

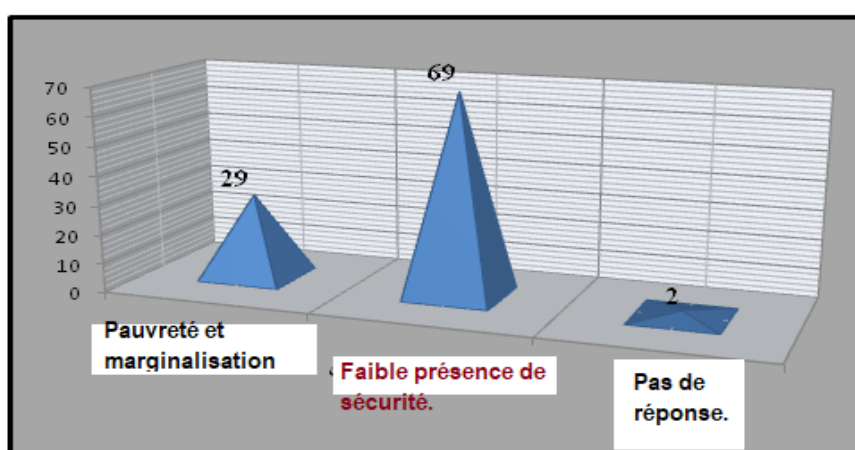
Nous avons essayé via le questionnaire de montrer la situation sécuritaire dans la région de Tataouine Nord, en considérant que la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité discutée précédemment était normale.

Tableau 16 : Bilan de la situation sécuritaire dans le quartier.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bonne	6	2.0	2.0
Normale	291	97.0	99.0
Non sûre	3	1.0	100.0
Total	300	100.0	

Le tableau montre que la situation en matière de sécurité est normale pour 97% des réponses, ce qui reflète la nature de la région, qui donne toujours aux personnes âgées le droit d'agir et le droit de résoudre les conflits entre les résidents. Les répondants ont également souligné la présence de centres de sécurité dans la région et de patrouilles de sécurité organisées et périodiques. Ils ont également souligné que le taux de crimes périodiques de vols, de violences et d'attaques, est faible, mais ont indiqué que la principale raison de la perpétration des crimes et de la propagation du phénomène de la violence, est le résultat d'un certain nombre de pratiques ou politiques suivies par l'État, comme le montre le diagramme suivant:

Graphique 9: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.



Les résidents n'ont pas hésité à porter plainte lorsque les différends ne peuvent être résolus. Le questionnaire comprenait un certain nombre de questions sur la nature du traitement par les autorités des plaintes présentées par les habitants. Le tableau suivant nous donne les pourcentages obtenus à partir des réponses des interrogés :

Tableau 17 : La manière dont l'autorité traite les plaintes des citoyens.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Sérieuse	6	2.0	2.0
indifférente	15	5.0	7.0
Lente	249	83.0	90.0
Pas de réponse	30	10.0	100.0

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Total	300	100.0

Nous voyons d'après le tableau que l'autorité traite les plaintes avec une relative indifférence et lenteur, du fait de l'incapacité des autorités à intervenir entre les grandes familles et à résoudre les litiges, ce qui met les citoyens dans un état de rejet de l'existence de l'État ou de ses organes, vu qu'il s'agit d'une région à traditions fermées, Par conséquent, il est normal que même la proportion de plaintes soit faible par rapport aux autres régions couvertes par l'étude.

Compte tenu de la situation économique et sociale de la région de Tataouine Nord, nous devons nous interroger sur l'immunité de ces communautés face à la vague d'extrémisme et à la propagation de groupes terroristes, compte tenu du caractère conservateur de la société et de l'absence presque totale de services de sécurité.

Grâce au questionnaire, nous avons obtenu le tableau suivant :

Tableau 18 : L'existence des groupes extrémistes est-il lié à l'absence de sécurité ?

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	246	82.0	82.0	82.0
Non	45	15.0	15.0	97.0
Pas de réponse	9	3.0	3.0	100.0
Total	300	100.0	100.0	

82 % des personnes interrogées ont déclaré que la présence de groupes extrémistes était liée à un manque de présence de sécurité, une absence de sécurité laisse toujours place au crime, aux conflits, au vol et à l'infiltration de groupes terroristes.



extrémistes.

L'existence de groupes

Bien que la nature de la société conservatrice présente des particularités dont la plus importante est la difficulté de s'adapter aisément à l'autrui et d'accepter de modifier les habitudes, les traditions et les comportements des individus et des groupes, il est facile de pénétrer dans ces sociétés, en raison du facteur fanatisme et de la fermeture, une entrée importante et essentielle dans l'extrémisme violent..

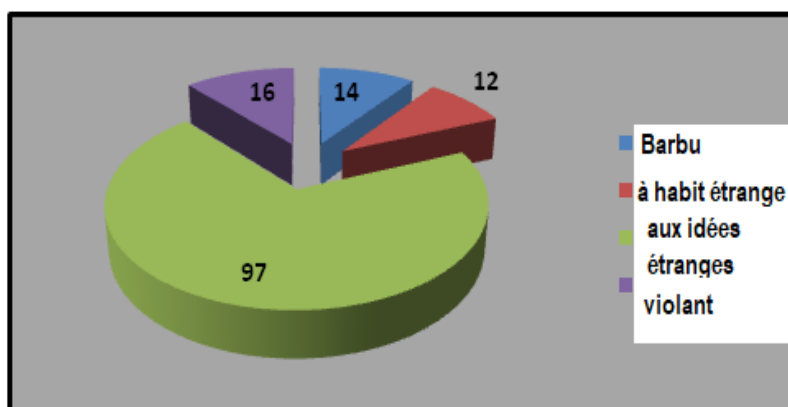
Nos recherches dans la région de Tataouine Nord et les contacts avec les groupes de discussion, qui nous ont fourni de nombreuses données sur la région, et nous ont permis de tirer des conclusions qui ne reflètent peut-être pas la nature de l'endroit. Bien que la région n'ait pas été témoin d'attentats terroristes et qu'elle ne soit pas un incubateur terroriste, les personnes interrogées étaient bien conscientes de l'existence de groupes extrémistes en Tunisie: certaines d'entre elles ont déclaré connaître l'existence d'un extrémiste, bien que le pourcentage déclaré ne soit que de 11%. Ce qui indique la capacité de ces groupes ou éléments à être présents dans ces communautés fermées. Comme indiqué dans le tableau suivant :

Tableau 19: Identification d'une personne extrémiste.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	33	11.0	11.0
Non	267	89.0	100.0
Total	300	100.0	

Malgré la présence non publique de groupes ou de personnes extrémistes dans la région de Tataouine Nord, il a été constaté qu'en présentant les résultats du questionnaire, les répondants étaient en mesure d'identifier le membre extrémiste. Le diagramme suivant nous montre l'image de l'extrémiste chez les habitants de Tataouine Nord.

Graphique 10: Image de l'extrémiste chez la population.



Le graphique montre la capacité des habitants à distinguer et à connaître les extrémistes en fonction de leurs comportements et non de leurs apparences. Le style vestimentaire à Tataouine Nord et la nature des relations sociales fondées sur la tradition, notamment, en ce qui concerne la barbe et de la tenue ample pour les deux sexes, reflètent le processus

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

d'identification évoqué par les interrogés, mesures qui peuvent constituer un débouché pour l'entrée d'éléments terroristes, leur apparence n'ayant rien à voir avec l'extrémiste.

Le groupe de jeunes est le groupe le plus ciblé pour les groupes extrémistes, car il s'agit du groupe le plus vulnérable qui se cherche toujours à imposer sa présence dans la société, en plus de la détérioration des conditions économiques et sociales, notamment du chômage. Compte tenu de la discrimination comportementale, selon laquelle les personnes interrogées ont convenu que l'extrémiste adoptait des idées peu communes et utilisait la violence, le rapport de la population à l'extrémiste est un rapport de peur et de rejet, comme le montre le tableau suivant :

Tableau 20: Relation de la population avec l'extrémiste.

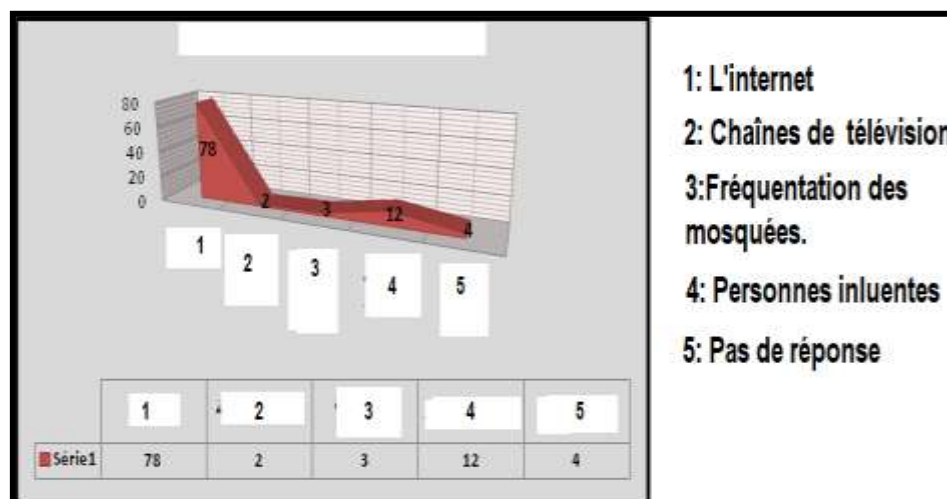
	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Normale	6	2.0	2.0
Crainte	54	18.0	20.0
Refus	225	75.0	95.0
Il n'y a pas d'extrémiste dans le quartier.	12	4.0	99.0
Pas de réponse.	3	1.0	100.0
Total	300	100.0	

La relation entre les habitants et l'extrémiste, aux yeux des répondants, est une relation étroite entre la peur et le rejet, même s'ils ne soient pas étonnés de l'apparence, en raison de la nature de la région conservatrice. Une approche similaire vis-à-vis des résidents de Tataouine Nord sera une entrée pour les extrémistes qui ont leurs objectifs et agendas et sont dotés de la capacité de s'infiltrer au sein des communautés, de créer un mode de vie similaire à celui du groupe et de le convaincre progressivement de ses idées.

Les groupes extrémistes ont recours à divers moyens de persuasion et de polarisation.

Le graphique suivant présente les principaux moyens et taux d'utilisation selon les répondants.

Graphique 11: Moyens d'attrait utilisés par les membres des groupes terroristes.



Selon le tableau, les médias sociaux sont le moyen le plus fiable d'attirer les gens par les groupes terroristes (78%). Ils sont renforcés par le pouvoir de l'argent et la capacité de contrôler les médias en tant que quatrième pouvoir. De nombreux adeptes le voient à travers les programmes de télévision malgré le faible pourcentage (2%) on a mentionné également de rôle des personnes morales et à influence pour la capacité verbale et rhétorique qui affecte le téléspectateur ou l'auditeur (12%). Ce qui faciliterait le processus d'attrait des jeunes et des femmes, en particulier la capacité de ces dernières à s'intégrer à tous les segments de la société.

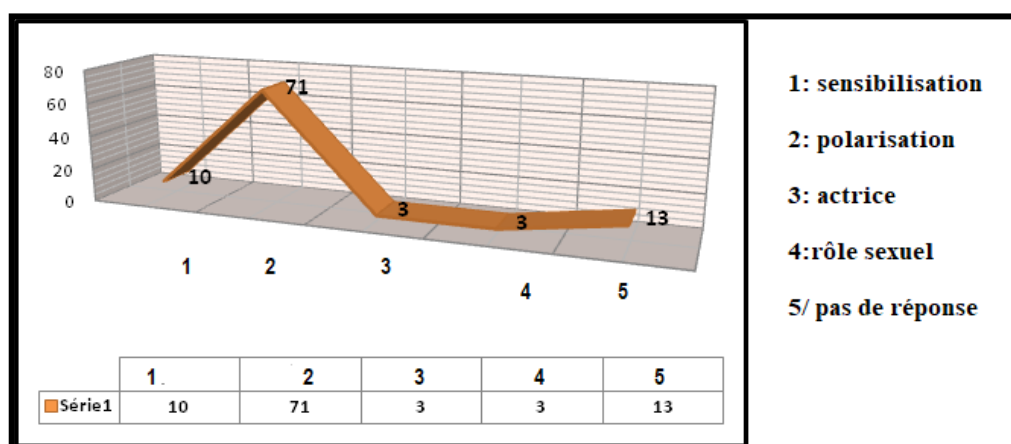
Sur la base du questionnaire, nous avons tiré les conclusions suivantes sur la participation des femmes aux groupes extrémistes :

Tableau 21: Participation des femmes aux groupes extrémistes.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Oui	258	86.0	86.0
Non	30	10.0	96.0
Pas de réponse	12	4.0	100.0
Total	300	100.0	

Les femmes jouent également de nombreux rôles et tâches au sein des groupes terroristes pour leur capacité à communiquer avec les femmes et à tenter de persuader les femmes au foyer ou sans emploi, de jouer un rôle dans leur vision de la religion et de simplifier et interpréter les concepts. Le graphique suivant montre les rôles joués par les femmes et les pourcentages variables du point de vue des répondants :

Graphique 12: Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes.



Le graphique confirme ce que nous avons mentionné précédemment concernant la capacité des femmes à pénétrer dans les foyers et à convaincre les femmes du rôle que les femmes jouent dans la religion et le « djihad »: les pourcentages varient de 71% pour le rôle de sensibilisation au rôle de polarisation (3%).

3-Analyse des propositions de solutions

Après l'étude approfondie menée dans la région de Tataouine Nord, du diagnostic préliminaire à la distribution du questionnaire et à l'analyse des données obtenues par les répondants sur la base de l'analyse du système SPSS, ce qui nous a permis d'atteindre 9 000 possibilités de réponses. Il est devenu évident que les habitants de Tataouine Nord endurent de nombreux problèmes, notamment de chômage, d'infrastructures médiocres et d'un taux de criminalité élevé. Il était donc nécessaire de demander comment résoudre ces problèmes et d'identifier la vision des habitants dans la recherche de solutions appropriées. Dans la dernière partie du questionnaire, nous avons inclus un ensemble de solutions et demandé aux répondants de les classer par ordre de priorité de 1 à 6. Le tableau suivant résume les pourcentages obtenus.

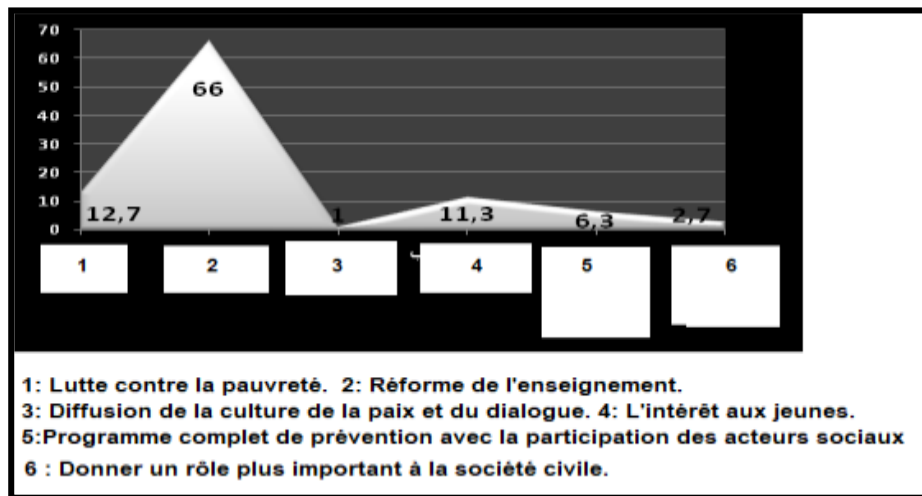
Tableau 44: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.

	Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
L'éradication	38	12.7	12.7
Réforme de l'enseignement	198	66.0	78.7
Diffusion de la culture de la paix et du dialogue	3	1.0	79.7
L'intérêt aux jeunes	34	11.3	91.0
Programme complet de prévention de la pauvreté avec la participation de tous les acteurs de la société.	19	6.3	97.3
Un rôle plus important pour la société civile	8	2.7	100.0
Total	300	100.0	

Le tableau met le taux de réduction de la pauvreté en deuxième rang avec 12,7%, mais en priorité la réforme de l'éducation avec 66% et l'intérêt aux jeunes avec 11,3%. Ce qui est principalement lié aux conditions socio-économiques de la région et à l'absence de travail.

Le graphique suivant montre les pourcentages obtenus

Graphique 13: Solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.



Le graphique montre l'importance de l'attention aux jeunes en tant que plus grand segment de la région de Tataouine Nord. C'est un aspect positif qui représente la force de la société en tant que facteur contribuant à la promotion du secteur économique et en tant que diplômés d'universités et d'instituts supérieurs. En d'autres termes, la société dans laquelle le taux de jeunes est élevé est une société relativement instruite et le taux d'analphabétisme est faible. En outre, la jeune société est une société à la quête d'une vision pour l'avenir en tant qu'effort permanent de développer son potentiel et sa capacité physique, cognitive et d'habileté.

Du côté négatif, dans de nombreuses sociétés, il peut devenir dépendant de l'État en raison du taux de chômage élevé, devenant ainsi une catégorie de consommateurs. Le danger du groupe de jeunes réside dans sa fragilité, sa facilité d'absorption et l'adoption de nombreuses idées parfois dangereuses et négatives, en raison du manque de sensibilisation et de la précipitation qui régit la nature de ce groupe d'âge.

C'est également le groupe le plus ciblé par les gangs et les groupes terroristes, en raison de son statut social et économique, de même que les jeunes, qui sont les plus vulnérables à la toxicomanie et les cibles du trafic et de l'incendie de gangs. Par conséquent, les personnes interrogées considèrent que l'intérêt des jeunes est un besoin urgent et une certitude dans la région septentrionale de Tataouine, et dans cette volonté de protéger la communauté des menaces extérieures.

Les répondants ont également mis l'accent sur l'éradication de la pauvreté. Parce qu'il est naturel que, dans le but d'améliorer son statut physique et son statut social dans l'environnement dans lequel il vit, il cherchera le plus grand nombre de moyens pour atteindre son objectif. En raison de l'absence du rôle de l'État dans l'établissement du principe de justice sociale et l'autonomisation de chacun pour la réalisation de son humanité et de son sens de la citoyenneté, chaque individu se trouvera de plusieurs façons pour gagner sa vie de manière à permettre l'immigration illégale et le commerce illégal. Cela peut générer une tendance

agressive au pouvoir ou à d'autres régions, à se transformer en hostilité régionale, perturbant ainsi le principe de coopération entre les parties de la société en générale. Les groupes terroristes peuvent également constituer une approche de légitimation de la violence en l'absence de prise de conscience de la gravité de ces groupes.

La troisième solution, selon les répondants, est la réforme de l'éducation car la connaissance est la base de la construction des sociétés d'aujourd'hui, une société qui ne lit pas est une société pauvre. Le savoir génère le désir de développement chez l'homme et l'amène à améliorer ses conditions économiques et sociales. Le taux élevé d'analphabétisme signifie que la société n'est jamais à l'abri des menaces extérieures et que les groupes terroristes se concentrent sur les communautés où le taux d'analphabétisme est tellement élevé qu'il est facile à pénétrer et à convaincre.

Il n'est pas surprenant que les répondants se concentrent sur l'adoption de ces trois solutions par rapport aux autres solutions proposées dans le questionnaire en tant que solutions appropriées à une crise qui touche la société dans son ensemble et non seulement la région de Tataouine, car la situation des répondants, fait partie intégrante de la plupart des États où le chômage est élevé, et qui connaissent une détérioration de leurs infrastructures. Perpétuant ainsi les inégalités dans la réalisation des opportunités de succès, de changement et de développement pour le meilleur.

4-Notions clés de forces, faiblesses, opportunités et menaces associées à l'extrémisme violent et au terrorisme.

Environnement intérieur		Environnement extérieur	
Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
-L'existence de forts liens familiaux et sociaux. - Fort pourcentage de jeunes. la proximité des villes de nature touristique voisines, comme (Djerba Zarzis). -Le caractère touristique et archéologique de la région :(la nature	- Conflits tribaux. - manque d'activité agricole. -pourcentage élevé de diplômés chômeurs. -difficultés de déplacements dans les régions montagneuses.	-Investissement dans la construction (sections de pierre). -Création de petits et moyens projets au profit des jeunes.	-Taux de chômage élevé. -La proximité des villes marines incite les jeunes à penser en permanence à l'immigration clandestine. -L'intolérance tribale est une porte ouverte sur la violence et l'extrémisme. -Proximité de la Libye qui présente d'éventuelles

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Saharienne. Palais du désert....)			menaces.
-Richesse pétrolière.			-La région montagneuse est un refuge pour cacher des éléments terroristes.

5-Analyse quadratique participative du groupe de discussion de Tataouine Nord.

Lors de notre étude sur la violence et l'extrémisme en Tunisie, nous avons organisé des sessions de formation pour les premières équipes sur la simplification et l'interprétation des questions du questionnaire et sur la manière de travailler avec le citoyen. Le deuxième cours de formation était le système d'analyse quadratique SWOT.

Le cours était basé sur une compréhension de la façon dont les données sont analysées selon quatre niveaux principaux qui représentent les fondements du système: forces, faiblesses, opportunités et menaces.

Dans un premier temps, nous avons présenté de manière historique les systèmes d'analyse stratégique initialement associés aux entreprises industrielles puis adoptés par les institutions civiles, ce qui en fait le système le plus puissant pour l'analyse de données quantitatives et qualitatives.

Dans un deuxième temps, nous avons divisé l'audience en quatre équipes, chacune étant chargée de la recherche en fonction de ses connaissances des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces, dans le but de comprendre le système d'analyse quadratique et de savoir lire la réalité de chaque personne présente.

Au cours de la troisième étape, nous avons ouvert la porte à la discussion, à l'échange et à l'échange d'idées et d'observations. Enfin, nous avons achevé un dernier travail qui rassemble les observations de toutes les équipes participant au tableau suivant :

Environnement interne		Environnement externe.	
Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
-Fort proportion de jeunes. -Taux de diplômés universitaires élevé. -Solidarité sociale et forts liens familiaux.	-Une région qui souffre de la détérioration des infrastructures. -Insuffisance des activités agricoles malgré le potentiel	-Possibilité de création de petits et moyens projets pour les jeunes. -L'amélioration des infrastructures, du secteur de transport et	-L'immigration clandestine. - Position à proximité d'une zone de tension (La Lybie). -Taux de chômage

	existant. -L'existence de litiges tribaux.	au tourisme écologique.	important, surtout parmi les diplômés universitaires.

Analyse générale SWOT sur l'extrémisme violent en Tunisie.

Après avoir analysé toutes les données, chiffres et indicateurs relatifs aux domaines humain, économique et social, sur la base de tous les indicateurs, taux de chômage, niveaux de marginalisation, niveaux de vie médiocres et niveaux de développement des sujets étudiés dans cette étude, qui comprenait 6 gouvernorats Tunisiens ; du nord, du centre, du nord-ouest et du sud. Nous pouvons dire que ces organismes, à travers notre analyse de tous les indicateurs qui leur sont associés, représentent un échantillon réel de la réalité Tunisienne en général. Autrement dit, il reflète la réalité au niveau national dans toutes ses dimensions économiques, sociales, politiques, culturelles et humaines.

L'échantillon général qui a été élaboré est égal à 2400, ce qui est un échantillon typique et représente le tangible de la réalité Tunisienne avec excellence, à travers le diagnostic objectif selon les tableaux suivants :

Tableau 1: Répartition générale de l'échantillon par genre

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Homme	1169	48,7	48,7	48,7

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Femme	1231	51,3	51,3	100,0
Total	2400	100,0	100,0	

L'échantillon était composé de 51,3 % de femmes et 48,7% d'hommes, ce qui est très proche du pourcentage de la répartition de la population au niveau national par genre. La répartition des répondants par profession est la suivante :

Tableau 2: Répartition de l'échantillon général par profession.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Chômeur	1296	54,0	54,0	54,0
Ouvrier	640	26,7	26,7	80,7
Fonctionnaire	285	11,9	11,9	92,5
Cadre	77	3,2	3,2	95,8
Retraite	68	2,8	2,8	98,6
Pas de réponse	34	1,4	1,4	100,0
Total	2400	100,0	100,0	

L'échantillon représente une réelle expression de la nature de la répartition de la population par profession, surtout si l'on tient compte de la forte proportion de jeunes participants à L'échantillon représente une réelle expression de la nature de la répartition de la population par profession, surtout compte tenu du pourcentage élevé de jeunes participant à l'échantillon. Ce qui a dépassé 48% du nombre total. Par conséquent, le pourcentage élevé de chômeurs dans l'échantillon indique le taux élevé de jeunes chômeurs, en particulier de jeunes universitaires.

En ce qui concerne les autres indicateurs liés aux relations de sécurité avec le citoyen , à la présence de groupes extrémistes et à la qualité des moyens utilisés par ces groupes pour attirer la population, les résultats de l'analyse de l'échantillon général de tous les gouvernorats concernés, ont donné des résultats proches avec l'analyse de chaque région , séparément, ce qui signifie que la réalité de l'extrémisme violent et du terrorisme n'est pas différente, d'une manière générale, d'une région à l'autre ,vu la ressemblance des indicateurs et les éléments de son existence, et contribuant à sa diffusion. Les tableaux suivants confirment notre analyse précédente :

Tableau 3: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Bonne	207	8,6	8,6	8,6
Normale	1309	54,5	54,5	63,2
Tendue	852	35,5	35,5	98,7

Etude « Diagnostique de l'extrémisme violent en Tunisie »

Pas de réponse	32	1,3	1,3	100,0
Total	2400	100,0	100,0	

Tableau 4: Moyens d'attirer les gens par les groupes terroristes.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
L'internet	931	38,8	38,8	38,8
Chaînes de télévision	185	7,7	7,7	46,5
Fréquentation des mosquées	639	26,6	26,6	73,1
Personnes à influence	440	18,3	18,3	91,5
Livres religieux	150	6,3	6,3	97,7
Pas de réponse	55	2,3	2,3	100,0
Total	2400	100,0	100,0	

Tableau 5: Relation de la population avec l'extrémiste.

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Normale	706	29,4	29,4	29,4
Respect	61	2,5	2,5	32,0
Peur	1188	49,5	49,5	81,5
Refus	389	16,2	16,2	97,7
Il n'ya pas d'extrémiste dans le quartier.	26	1,1	1,1	98,8
Pas de réponse	30	1,3	1,3	100,0
Total	2400	100,0	100,0	

Sur la base de tous ces tableaux et chiffres, nous pouvons généralement identifier la réalité de l'extrémisme violent et du terrorisme, au niveau national par l'analyse « SWOT », **en identifiant les forces et les faiblesses de l'environnement interne national, ainsi que les opportunités et menaces potentielles qui affectent l'environnement externe de la réalité tunisienne.**

Nous pouvons résumer **les forces qui caractérisent la réalité tunisienne**, en particulier, après le 14 janvier 2011, comme suit :

- Une société jeune et éduquée, capable de s'adapter aux exigences de l'étape et de défendre le tissu civil de l'État et de la société.

-La réalité de la liberté et l'acquisition des droits civils et politiques du peuple Tunisien, ainsi que la liberté de s'organiser et d'exprimer ses opinions, font de la société un espace d'expression, de dialogue et de construction de la paix communautaire.

-L'homogénéité des composantes de la société tunisienne, aux niveaux ethnique et sectaire, rendant difficile, toute tentative de la faire basculer dans une guerre sectaire ou civile

-L'ouverture de la Tunisie à ses espaces régionaux et internationaux lui a permis d'enrichir ses expériences communautaires et d'établir une société pacifique et harmonieuse.

-Une société civile progressiste et forte, malgré la faiblesse de sa présence sur le terrain, en particulier, à l'intérieur du pays, ainsi que la présence d'organisations nationales importantes et influentes, contribuant toujours à la cohésion de la société et à l'abri de toute tentative d'implication dans des conflits tels que l'Union générale tunisienne du travail (UGTT).

-Potentiels et ressources naturels pouvant être une source de richesse, de justice sociale et de bien-être.

-La disponibilité de capacités et d'une main-d'œuvre compétente, capable de mener une renaissance économique majeure, si des politiques et options nationales sont disponibles.

-L'existence d'une gestion expérimentée et forte, qui représente une soupape de sécurité pour l'État et sa continuité.

***Les faiblesses qui ont été et continuent d'être un puissant portail vers l'extrémisme violent et le terrorisme en Tunisie sont les suivantes :**

-La propagation de la pauvreté et de la marginalisation, dans la plupart des régions du pays, en particulier dans l'intérieur (centre, nord-ouest et sud), créant une réalité propice à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme.

-La hausse du taux de chômage, en particulier, parmi les jeunes, qui est le plus polarisé par les réseaux extrémistes et terroristes.

-Important déséquilibre régional au niveau du développement, ce qui a créé de grandes différences entre les régions du pays et a alimenté les conflits régionaux, créant un climat approprié pour la recherche d'alternatives, même si le terrorisme.

-L'échec du système éducatif à créer une génération éduquée avec une pensée scientifique et un esprit critique persistante. Au cours des 30 dernières années, l'éducation a été dominée par l'enseignement aléatoire aveugle, l'endoctrinement et la destruction systématique de tout ce qui est scientifique et civil.

-La détraction de l'ascenseur social, dont le moteur était l'enseignement, ce qui a semé le sentiment de désespoir et la misère de la majorité de la classe pauvre et même de la classe moyenne, en voie de disparition.

-L'existence et la pénétration de « l'islam politique » dans les articulations de l'État après le 14 janvier, ce qui a favorisé la propagation de l'idéologie extrémiste « wahhabite » et encouragé la contrebande, porte d'entrée du terrorisme et du crime organisé.

-La faible présence de la société civile et politique et la faible présence des organisations nationales dans les régions intérieures, en proie à l'islam politique et à l'idéologie « wahhabite », qui propage le terrorisme, la contrebande et le crime organisé, face au chômage, à la pauvreté et à la marginalisation.

-La faiblesse de l'état et la baisse des performances, notamment après le 14 janvier 2011.

Pour les opportunités disponibles dans le pays, nous pouvons les diviser en opportunités disponibles localement à travers :

-Exploiter l'ère de liberté qui permet d'édifier une véritable démocratie fondée sur le principe de l'état civil, de la citoyenneté et le transfert pacifique du pouvoir.

-Bâtir un projet culturel national contre l'obscurantisme et l'extrémisme, et construire une culture de la vie, basée sur la liberté et la démocratie.

-Fournir des potentiels naturels et humains importants pour bâtir une économie forte dans le cadre d'un nouveau mode de production, axé sur l'intérêt national, ainsi que sur les choix réels et les besoins de la population.

-La position stratégique de la Tunisie, reliant les deux rives de la Méditerranée à l'ouest et à l'est du monde arabe, marchés prometteurs nécessitant une production tunisienne diversifiée.

***Les opportunités disponibles au niveau régional et international, bien que peu nombreuses, peuvent être résumées comme suit :**

-Transférer les investissements régionaux dans un pays politiquement prospère, et socialement stable et démocratique.

-Les nouveaux marchés asiatiques doivent diversifier leurs relations, et la Tunisie pourrait être une bonne future destination.

-L'Union européenne, alliée traditionnelle du pays, n'envisage que de développer ses relations avec la Tunisie, en particulier après le 14 janvier 2011, ainsi que dans le contexte de conflits acharnés, menés pour les marchés porteurs et les pays émergents sur le plan économique.

-Le développement de certaines économies africaines pourrait offrir des opportunités d'investissement et de nouveaux marchés pour la production et les compétences tunisiennes.

***En ce qui concerne les menaces, ce sont des sources et des cibles diverses, aux niveaux régional, international et même local. En ce qui concerne les menaces locales, on peut citer, mais sans s'y limiter :**

-La pénétration de « l'islam politique » dans les articulations de l'État et, par conséquent, l'encouragement de la pensée directe et indirecte de l'obscurantisme et de l'extrémisme.

-La prolifération d'organismes de bienfaisance, dotés de fonds suspects qui contrôlent les espaces religieux des mosquées, des écoles coraniques et d'autres lieux utilisés pour polariser et recruter des jeunes en particulier, et menacer la structure de la société dans son ensemble.

***Aux niveaux régional et international, les menaces peuvent être limitées à**

. -La guerre civile qui se poursuit en Libye, en Syrie et au Yémen

-La possibilité du retour des combattants ou des soi-disant « djihadistes », dans le pays et le terrorisme qu'ils pourraient provoquer, comme ce fut le cas pour ceux qui bénéficiaient de la précédente amnistie législative.

-L'extension du commerce des armes et de la contrebande autour des frontières nationales.

-L'absence d'une politique unie du Maghreb Arabe, face à l'extrémisme violent et au terrorisme et sa prévention.

Sur la base de cette analyse générale, la Tunisie est toujours sous la menace d'extrémisme violent et du terrorisme, et les éléments qui l'encouragent et contribuent à sa propagation existent toujours, notamment dans les zones intérieures et frontalières, qui représentent les incubateurs naturels de ce cancer terroriste, en raison de la pauvreté généralisée, de la marginalisation, du manque d'emplois et de la culture qui fortifie la société.

Malgré les efforts considérables déployés par les forces de sécurité et l'armée pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme, selon une approche sécuritaire, il est nécessaire d'élaborer un programme préventif, à moyen et à long terme, pour lutter contre ce phénomène et en garantir les effets aux générations futures. Il ne peut s'agir que d'un plan d'action intégré et unifié pour toutes les parties: autorités, organisations nationales et associations des sociétés civiles convaincues d'un État civil, de la démocratie et de la liberté.

Proposition d'un programme d'action pour prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme.

Après avoir évoqué tous les facteurs et éléments qui encouragent et contribuent à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme en Tunisie. Après l'analyse de tous les indicateurs liés à ce phénomène dans les zones d'étude. Étant donné que l'approche de remédiation adoptée pour la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, n'est pas la seule à s'attaquer à ce phénomène, qui est passé d'une expression nationale à un phénomène international intercontinental, lié au conflit international effréné pour dominer les sources de la richesse, de l'énergie et de l'eau. Les travaux devraient être axés sur la prévention du phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent, par le biais d'un programme multidimensionnel englobant tous les aspects économiques, sociaux, éducatifs, culturels et scientifique.

Nous proposons donc un projet de programme de travail divisé en :

1-Le moyen et long terme :

Le programme comprend les éléments suivants :

-Une réforme complète et profonde du système éducatif, consistant à l'armement des générations futures avec une éducation scientifique reposant sur la pensée critique et l'ouverture à l'autre et son acceptation, dans le cadre des échanges culturels qui font que la pensée humaine appartienne à tous.

- La rupture avec le système de l'endoctrinement de la science, d'une manière qui coupe avec la pensée dogmatique, basée sur les idées reçues et la dysfonction des facultés de l'esprit critique, scientifique et constructive.

-Concevoir et bâtir un projet culturel national, qui fait de la culture un véritable axe de développement humain et non un luxe intellectuel spécial aux élites de la société, tout en considérant la culture en tant que droit de citoyenneté, tout comme l'emploi, le logement, l'eau potable, l'électricité, la santé et le transport.

-Appliquer un modèle de production basé sur les capacités nationales et les besoins réels de la population, pour parvenir à la justice sociale, à la souveraineté alimentaire et au bien-être social de manière plus globale.

-L'installation d'un système intégré pour l'intérêt aux jeunes et leur intégration dans la vie publique et les postes de décision et les impliquer à résoudre tous les problèmes liés à l'emploi, au logement et à l'éducation, dans le cadre d'un programme de développement intégré multidimensionnel et multi-composantes.

-Mettre en place un programme intégré pour créer une culture de dialogue, de coexistence et de paix, en particulier chez les jeunes.

-Soutenir la société civile, qui croit à un État civil, à une culture de dialogue et à la consolidation de la paix, en diffusant l'idée de citoyenneté dans le tissu social et en faisant du travail civil et politique, une soupape de sûreté pour protéger la société contre l'extrémisme, tout en fournissant le cadre juridique et institutionnel et le financement public pour le travail civil et politique.

2 - Un programme urgent dans le cadre du projet « Paix /Peace / SALEM ».

Étant donné que le programme à moyen et long terme, nécessite un temps considérable, un potentiel énorme et une décision nationale souveraine, nous pouvons, par le biais du projet « paix (Salem)», mener à bien certaines initiatives modèles, des partenaires de projets de la société civile dans les domaines étudiés sous "paix"(SALEM).

Les groupes de discussion créés dans le cadre de cette étude peuvent également être intégrés à de nombreuses initiatives, projets et dialogues. Les principales initiatives proposées peuvent être résumées comme suit :

- Installation d'une plate-forme de dialogue sur la culture du dialogue, de la consolidation de la paix et les mécanismes de prévention du terrorisme et de l'extrémisme violent, parmi toutes les jeunes femmes et les jeunes hommes des groupes de discussion dans les domaines étudiés.

- Réalisation de projets d'intégration pour certains jeunes au chômage, par le biais d'ateliers de formation et de rééducation adaptés aux besoins spécifiques des zones d'étude.

- Création de clubs de théâtre, de cinéma, de danse, de dessin et autres loisirs créatifs dans le rôle de la culture et de la jeunesse, disponibles dans les régions concernées.

- Réalisation d'ateliers culturels dans les quartiers populaires concernés, et par la découverte de jeunes talents, qui peuvent être dirigés et développés en coopération avec les départements et les directions concernés par le sujet.

- L'organisation des manifestations culturelles dans les rues des zones concernées par l'étude, qui sera ouvertes et instaurera une culture de la créativité et du théâtre de rue et la créativité des jeunes dans l'espace public.

- Modélisation de l'intégration des jeunes pauvres et marginalisés, par le biais d'un programme de réadaptation pilote, avec l'assistance de spécialistes et en collaboration avec les administrations et les institutions publiques concernées.

- Coopération et coordination avec des groupes de musique et de théâtre pour donner des concerts et des programmes de revitalisation culturelle dans les quartiers étudiés, afin de diffuser la culture de la créativité, de l'art et du théâtre dans ces quartiers les plus marginalisés.

- Réalisation d'un programme de formation sur la résistance et la prévention de l'extrémisme violent, pour un groupe de jeunes femmes et de jeunes du quartier, axé sur la diffusion de la culture du dialogue, la construction de la paix et la coexistence pacifique dans la société civile.

- Campagnes de sensibilisation sur la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme, par le recours à l'art, à la musique, à la peinture, au théâtre de rue et à la peinture murale dans les quartiers populaires.

- Organisation des échanges entre les jeunes de ces quartiers, vivant dans les mêmes conditions sociales pour discuter et échanger les expériences, les idées et les visions.

-Explorer la possibilité d'échanger des expériences entre des jeunes de Tunisie et des jeunes de pays qui entreprennent le même projet dans le cadre d'approfondir, d'échanger et de tirer profit des expériences.

Conclusion générale

Lorsque nous avons commencé à mener à bien cette étude, nous étions absolument certains que nous abordions un sujet sensible et complexe, lié à la sécurité nationale de la Tunisie, sinon à la sécurité régionale de la région. L'extrémisme violent et le terrorisme ne sont plus seulement des comportements individuels liés à des situations transitoires ou marginales: ce phénomène est devenu transcontinental: on peut dire qu'il est devenu une arme pour gérer les conflits régionaux et internationaux dans le contexte de la lutte acharnée entre les grandes puissances coloniales pour les sources de l'énergie et de la richesse. Par l'extrémisme violent et le terrorisme, des pays ont été détruits et la carte du monde a été remodelée, en fonction des intérêts des puissants de ce monde.

Sur la base de tout ce qui précède, nous avons considéré que le diagnostic de la réalité de l'extrémisme violent et du terrorisme en Tunisie, n'était pas simplement un arrangement de statistiques et de données, mais aussi une tentative de fouiller les profondeurs des quartiers populaires et d'analyser les relations qui les contrôlent sous tous les angles, économique, sociale, éducative, etc. Les dimensions qui constituent le tissu social dans toutes ses complexités.

Nous nous attendions également à ce qu'il soit difficile de créer une relation participative avec les personnes concernées, en particulier dans les municipalités choisies pour l'étude. On peut dire que nous avons eu beaucoup de difficulté à persuader beaucoup de jeunes femmes et de jeunes hommes de mener l'enquête sur le terrain, en raison du sérieux de l'aventure. Mais en conclusion, nous avons pu réaliser un travail et des résultats respectables que nous

considérons comme étant proches de la réalité que nous vivons ,en ce qui concerne la réalité de l'extrémisme violent et du terrorisme aux niveaux local, régional et national.

Après avoir analysé tous les facteurs associés au phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme et les indicateurs qui encouragent ou contribuent à la propagation du phénomène, horizontalement et verticalement dans le tissu social, nous pouvons dire que:

- Les politiques thérapeutiques et l'approche sécuritaire, auxquelles l'État fournit d'importantes ressources matérielles et humaines, malgré des succès et des frappes préventives réussis, ne résistent toutefois pas au phénomène qui n'est pas une simple opération terroriste, mais bien les idées, perceptions et modèles d'une société parallèle. Et parfois, les conditions économiques, sociales, éducatives et culturelles, constituent une alternative possible. Cette approche sécuritaire, tout en permettant d'étendre la sécurité et de mener des frappes préventives, n'a pas permis d'assurer la sécurité de la majorité de la population, en particulier, des zones soumises à des frappes terroristes. Ce qui nécessite une approche alternative qui considère la question terroriste d'une approche globale de la société.

- La pauvreté, la marginalisation, le chômage et la propagation du crime organisé, en particulier dans les quartiers populaires, constituent la base matérielle solide sur laquelle reposent ces groupes extrémistes et terroristes pour s'implanter dans la société et séduire le maximum de partisans, notamment parmi les jeunes et les femmes. .

- La faiblesse de la société civile, en particulier des régions intérieures, et la réticence à s'engager dans des activités politiques, syndicales et des droits de l'homme, sont une introduction à la perte de l'immunisation sociale face à l'extrémisme violent et au terrorisme. Peut-être cette réticence chronique de la plupart des classes sociales à l'action civile et politique est-elle le résultat inévitable de décennies de tyrannie et d'injustice politique et sociale. Outre l'échec des élites politiques après le 14 janvier 2011, en cas de changement qualitatif dans ce domaine, sinon sous-estimé, il ne s'agissait que d'une nouvelle forme des étapes précédentes.

- L'attaque du système éducatif et sa dépendance à la nature transmissive du modèle de l'enseignement, surtout depuis 1992, ont affecté la dimension critique et scientifique des diplômés de ce système éducatif, qui ont perdu la capacité de discuter et de prévenir la pensée utopique. Ce qui a enraciné le contrôle de l'idéologie religieuse, tirant parti du patrimoine culturel et religieux de la société et exploitant les institutions et les espaces religieux de cadres

officiels à vocation éducative. Tout cela dans le contexte de la poursuite de la relation opportuniste entre le pouvoir en place et la religion depuis des décennies.

- L'absence d'une culture de la créativité et de l'innovation qui demeurait limitée depuis des décennies, dans l'élite des élites, a créé des générations sans créativité, ni culture résistante à la culture de la mort, diffusée par ces groupes extrémistes. Une société dans laquelle la culture est détruite, est une société morte qui ne peut guère résister à la culture de la mort.

-La vaccination interne de la société, à tous les niveaux, grâce à un système de sécurité et de prévention intégré, avec de profonds changements dans le système culturel et éducatif de la société et de ses générations futures, peut contribuer à la réponse consciente et durable à ce phénomène, qui n'est plus lié aux conditions internes de la société, mais aux situations régionales et internationales, dont souvent, nous n'avons rien à voir.

Liste de tableaux

Gouvernorat de l'Ariana.

Municipalité de Sokra: Quartier « E-Nassim »

- Tableau 1 : l'état des rues et des routes. -Tableau 1 : L'état des rues et des routes.
- Tableau 2 :L'éclairage public dans les rues et les routes.
- Tableau 3: Présence d'école primaire dans le quartier.
- Tableau 4: Présence d'école de collège ou de lycée.
- Tableau 5: Existence d'un jardin d'enfants.
- Tableau 6 : l'activité politique.
- Tableau 7 : Activités relatives aux droits de l'homme.
- Tableau 8:Activité syndicale.
- Tableau 9 ; Evaluation du rôle des associations.
- Tableau 10: Opportunités d'emploi.
- Tableau 11: L'existence d'un centre de formation professionnelle.
- Tableau 12: Existence d'une entreprise.
- Tableau 13: Opportunités d'emploi.
- Tableau 14: L'existence d'un centre de formation professionnelle.
- Tableau 15 : Attitudes des forces de sécurité envers le citoyen lors des contrôles de sécurité.
- Tableau 16 : raids des forces de sécurité.
- Tableau 17 : sentiment du respect dans le quartier.
- Tableau 18: Conflits au sein de la population.
- Tableau 19: Evolution du conflit vers le recours à la violence.
- Tableau 20: Types d'outils utilisés dans les conflits.
- Tableau 21: Il y a un poste de sécurité dans le quartier ?
- Tableau 22: Patrouilles de sécurité dans le quartier ?
- Tableau 23: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.
- Tableau 24: Crimes et vols dans le quartier ?
- Tableau 25: Causes de la propagation de la criminalité.
- Tableau 26: Porter plainte contre les crimes enregistrés dans le quartier ?
- Tableau 27: Avoir entendu parler de l'existence de groupes extrémistes dans le quartier ?
- Tableau 28: Image de l'extrémiste chez les habitants.
- Tableau 29 : Participation de la femme aux groupes extrémistes.
- Tableau 30 : Propositions de solutions.

Municipalité de « Sokra »: Quartier « Hedi Nour »

- Tableau 31: Etat des rues et des routes.
- Tableau 32: Éclairage public dans les rues et routes.
- Tableau 33: L'existence d'associations dans le quartier.
- Tableau 34: le travail associatif.

- Tableau 35: Activité politique.
- Tableau 36: Activité syndicale.
- Tableau No. 73: Activité des droits de l'homme.
- Tableau n ° 38: Possibilités des offres d'emploi.
- Tableau n ° 39: L'existence d'autres espaces .
- Tableau 40: Taux de chômage.
- Tableau No. 41: Relation entre les droits de l'homme et les droits civils et économiques.
- Tableau n ° 42: Le sentiment de respect dans le quartier.
- Tableau No. 43: Relation entre les droits de l'homme et les droits civils et économiques * Genre
- Tableau No. 43: Relation entre les droits de l'homme et les droits civils et économiques * Genre
- Tableau n ° 44: Respect dans le quartier * Sexe
- Tableau 45: Interprétation du manque de respect
- Tableau n ° 46: traitant de la sécurité en cas de contrôle de sécurité -
- Tableau No. 47: Conflits entre la population
- Tableau No. 48: Cause des litiges, le cas échéant
- Tableau No. 49: Rôle de l'autorité dans les conflits
- Tableau numéro 50: La présence de sages dans le quartier permet de résoudre les - litiges
- Tableau numéro 51: Les sages en cas de leur présence -
- Tableau 52: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier
- Tableau No. 53: L'Autorité traite ces plaintes
- Tableau n ° 54: La présence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans le quartier
- Tableau 55: Avoir entendu des groupes extrémistes ?
- Tableau 56: Relation de la population avec l'extrémiste.
- Tableau 57: La catégorie la plus polarisée par groupes extrémistes .
- Tableau 58: Moyens d'attirer les gens par les groupes terroristes .
- Tableau 59: Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes.
- Tableau 60: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.

Gouvernorat de Tunis.

Le quartier "25 juillet" de la municipalité de "Sidi Hcine".

- Tableau 1 : état des rues et des routes.
- Tableau 2 : L'éclairage public.
- Tableau 3 : Activité politique.
- Tableau 4 : Activité syndicale.
- Tableau 5 : Activité relative aux droits de l'homme.
- Tableau 6: Opportunités d'emploi.
- Tableau 7: L'existence d'un centre de formation pour filles

- Tableau 8 : l'existence d'un centre d'activités artisanales.
- Tableau 9 : Sentiment du respect dans le quartier.
- Tableau 10: Conflit au sein de la population
- Tableau 11: Evolution des conflits vers le recours à la violence.
- Tableau 12: Qualité des outils utilisés dans les conflits.
- Tableau 13: Il y a un centre de sécurité dans le quartier ?
- Tableau 14: Patrouilles de sécurité dans le quartier.
- Tableau n ° 15: comment les autorités traitent elles les plaintes des citoyens.
- Tableau 16: L'existence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans le quartier ?
- Tableau 17: Avoir entendu parler de groupes extrémistes dans le quartier ?
- Tableau 18 : Image de l'extrémiste: ses vêtements sont étranges ?
- Tableau 19: Participation des femmes dans les groupes terroristes.
- Tableau 20: Solutions proposées.

Municipalité de « Djebel Jloud ».

Le quartier « El Fath ».

- Tableau 21: Etat des rues et des routes.
- Tableau 22: Éclairage public dans les rues et les routes.
- Tableau 22: Éclairage public dans les rues et les routes.
- Tableau 24 : Activité syndicale.
- Tableau 25 : Rôle des associations.
- Tableau 26 : Existence d'usine dans le quartier.
- Tableau 27 : l'existence d'un centre de formation professionnelle.
- Tableau 28 : existence de centre de formation adressé aux filles.
- Tableau 29: perquisitions de sécurité.
- Tableau 30: Expression de la jeunesse en réponse aux comportements de l'appareil sécuritaire.
- Tableau 31 : Causes des conflits en cas de leur existence.
- Tableau 32: Conflits au sein de la population.
- Tableau 33: Evolution des conflits vers le recours à la violence.
- Tableau 34: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.
- Tableau 35 : Crimes et vols dans le quartier.
- Tableau 36 : Causes de la propagation de la criminalité.
- Tableau 37: L'existence des groupes extrémistes est-elle liée au manque de sécurité dans le quartier ?
- Tableau 38: Existence d'une personne extrême dans l'environnement familial
- Tableau 39: Identifier une personne extrémiste ?
- Tableau 40 : Image de la personne extrémiste: barbu ?
- Tableau 41: Participation des femmes dans les groupes terroristes.
- Tableau 42 : Propositions de solutions.

Gouvernorat du Kef

- Tableau 1 : L'état des rues et des routes.
- Tableau 2 : L'éclairage public dans les rues et les routes.
- Tableau 3: Présence d'école primaire dans le quartier.
- Tableau 4: Présence d'école de collège ou de lycée.
- Tableau 5: Existence d'un jardin d'enfants.
- Tableau 6 : l'activité politique.
- Tableau 7 : Activités relatives aux droits de l'homme.
- Tableau 8:Activité syndicale.
- Tableau 9 ; Evaluation du rôle des associations.
- Tableau 10: Opportunités d'emploi.
- Tableau 11: L'existence d'un centre de formation professionnelle.
- Tableau 12: Existence d'une entreprise.
- Tableau 13: Opportunités d'emploi.
- Tableau 14: L'existence d'un centre de formation professionnelle.
- Tableau 15 : Attitudes des forces de sécurité envers le citoyen lors des contrôles de sécurité.
- Tableau 16 : raids des forces de sécurité.
- Tableau 17 : sentiment du respect dans le quartier.
- Tableau 18: Conflits au sein de la population.
- Tableau 19: Evolution du conflit vers le recours à la violence.
- Tableau 20: Types d'outils utilisés dans les conflits.
- Tableau 21: Il y a un poste de sécurité dans le quartier ?
- Tableau 22: Patrouilles de sécurité dans le quartier ?
- Tableau 23: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.
- Tableau 24: Crimes et vols dans le quartier ?
- Tableau 25: Causes de la propagation de la criminalité.
- Tableau 26: Porter plainte contre les crimes enregistrés dans le quartier ?
- Tableau 27: La présence d'un extrémiste dans l'environnement familial ?
- Tableau 28: Avoir entendu parler de l'existence de groupes extrémistes dans le quartier ?
- Tableau 29: Image de l'extrémiste: ses idées étranges ?
- Tableau 30: Image de la personne extrême: barbu ?
- Tableau 31 : Participation de la femme aux groupes extrémistes.
- Tableau 32 : Propositions de solutions

Gouvernorat de Kasserine

- Tableau 1 : L'état des rues et des routes.
- Tableau 2 : l'éclairage public dans les rues et les routes.
- Tableau 3 : l'existence d'une école primaire.
- Tableau 4 : L'existence d'un espace de lecture.
- Tableau 5 : L'existence d'un espace vert.

- Tableau 6 : existence des associations dans le quartier.
- Tableau 7 : L'adhérence aux activités associatives
- Tableau 8 : L'activité politique
- Tableau 9 : L'activité syndicale
- Tableau 10 : L'activité relative aux droits de l'homme.
- Tableau 11 : L'activité politique * le genre
- Tableau 12 : L'activité syndicale* le genre
- Tableau 13 : L'activité relative aux droits de l'homme.*le genre.
- Tableau 14 : Opportunités d'offres d'emploi.
- Tableau 15 : évaluation du taux de chômage.
- Tableau 16: Relation entre droits de l'homme et droits civils et économiques.
- Tableau 17 : Sentiment du respect dans le quartier.
- Tableau 18: Interprétation du sentiment du manque de respect.
- Tableau 19: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.
- Tableau 20: Expression des jeunes en réponse à un comportement sécuritaire.
- Tableau 21 : Causes éventuelles des conflits.
- Tableau 22: Rôle de l'autorité dans les litiges.
- Tableau 23: Les sages, en cas de présence.
- Tableau 24 : Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.
- Tableau 25 : Causes de la propagation de la criminalité.
- Tableau 26 : comment les autorités traitent-elles les plaintes des citoyens ?
- Tableau 27: L'existence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans le quartier ?
- Tableau 28 : Identification d'un un extrémiste.
- Tableau 29: Avoir entendu parler de l'existence de groupes extrémistes dans le quartier ?
- Tableau 30: Relation de population avec l'extrémiste.
- Tableau 31: Le groupe le plus polarisé par groupes extrémistes
- Tableau 32 : Les moyens d'attirer les gens par les extrémistes.

- Tableau 33 : Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes.
- Tableau 34: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.

Gouvernorat de Médenine

Municipalité de «Beni Khedache »

- Tableau 1: État des rues et des routes.
- Tableau 2: L'éclairage public rues et des routes.
- Tableau 3: Associations dans la région.
- Tableau 4: Nature de l'activité associative.
- Tableau 5: L'existence des offres d'emploi.
- Tableau 6:Évaluation des taux de chômage.
- Tableau 6:Évaluation des taux de chômage.
- Tableau 7: Relation entre droits de l'homme et droits civils et économiques.
- Tableau 8: Le sentiment de respect dans le quartier.
- Tableau 9: Interprétation du sentiment du manque de respect.
- Tableau 10: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.
- Tableau 11: Expression des jeunes en réponse au comportement de sécurité.
- Tableau 12: Conflits au sein de la population.
- Tableau n ° 13: Causes des conflits s'ils existent.
- Tableau 14: Nature des outils utilisés.
- Tableau 15: Rôle de l'autorité dans les litiges.
- Tableau 16: Évaluation de la situation sécuritaire dans le quartier.
- Tableau 17: Traitement des plaintes par les autorités.
- Tableau 18: L'existence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans la région ?
- Tableau 19: Identifier une personne extrémiste.
- Tableau 20: Relation de la population avec l'extrémiste.
- Tableau 21: Implication des femmes dans les groupes extrémistes.
- Tableau 22: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.

Municipalité de « Zarzis »

- Tableau 23 : État des rues et des routes.
- Tableau 24 : L'éclairage public dans les rues et les routes.
- Tableau 25: La présence d'associations dans la région
- Tableau 26: Nature de l'activité sociale.
- Tableau 27: Opportunités d'emploi.
- Tableau 28: évaluation du taux de chômage.
- Tableau 29: Relation entre les droits de l'homme et les droits civils et économiques.
- Tableau 30: Le sentiment du respect dans le quartier.
- Tableau 31: Interprétation du manque de respect.
- Tableau 32: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.
- Tableau 33: Expression des jeunes en réponse à un comportement de sécurité.
- Tableau 34: Conflits au sein de la population.
- Tableau n ° 35: Les causes des différends en cas d'existence.
- Tableau 36: Nature des outils utilisés en conflits.
- Tableau 37: Rôle de l'autorité dans les litiges.
- Tableau 38: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.
- Tableau 39 : La manière dont les autorités traitent les plaintes des habitants.
- Tableau 40: L'existence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans le quartier ?
- Tableau 41: Identification d'une personne extrémiste.
- Tableau 42: Relation de la population avec l'extrémiste.
- Tableau 43: Participation des femmes dans les groupes terroristes.
- Tableau 44: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.

Gouvernorat de Tataouine

Municipalité de Tataouine Nord

- Tableau 1: Etat des rues et des routes.
- Tableau 2: Eclairage public dans les rues et les routes.

- Tableau 3: Les associations dans la région.
- Tableau 4: Nature de l'activité sociale.
- Tableau 5: Opportunités d'emploi.
- Tableau 6: Taux de chômage.
- Tableau 7: Relation entre droits de l'homme et droits civils et économiques.
- Tableau 8: Le sentiment de respect dans le quartier.
- Tableau 9: Interprétation du manque de respect.

- Tableau 10: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité
- Tableau 11: Expression des jeunes en réponse au comportement de sécurité
- Tableau 12: Conflits au sein de la population.
- Tableau 13: Cause des conflits s'ils existent.
- Tableau 14: Nature des outils utilisés en cas de conflits.

- Tableau 15 : Rôles des autorités dans les conflits.
- Tableau 16 : Bilan de la situation sécuritaire dans le quartier.

- Tableau 17 : La manière dont l'autorité traite les plaintes des citoyens.
- Tableau 18 : L'existence des groupes extrémistes est-il lié à l'absence de sécurité ?
- Tableau 19: Identification d'une personne extrémiste.

- Tableau 20: Relation de la population avec l'extrémiste.
- Tableau 20: Relation de la population avec l'extrémiste.

- -Tableau 21: Participation des femmes aux groupes extrémistes.

Listes des graphiques

Gouvernorat de l'Ariana.

Municipalité de « Sokra » : Le quartier « E-Nassim »

- Graphique 1 : État des rues et des routes.
- Graphique 2 : Attitudes de la population à l'égard du travail social.
- Graphique 3: Attitudes à l'égard des travaux de génie civil dans le quartier "E-Nassim"
- Graphique 4: Raisons du manque de respect.
- Graphique 5: Relation du citoyen avec l'appareil de sécurité.
- Graphique 6: Réaction des jeunes au comportement sécuritaire.
- Graphique 7 : causes de conflits entre les habitants du quartier.
- Graphique numéro 8: Le rôle du pouvoir dans les litiges.
- Graphique 9: Situation sécuritaire dans le quartier "E-Nassim".
- Graphique 10 : Comment les autorités traitent-elles les plaintes ?.
- Graphique 11: pourcentage de méthodes de polarisation utilisées par des groupes terroristes.

-Graphique 12 : Rôle des femmes dans les groupes extrémistes.

--- Graphique 13: Proportion de solutions proposées.

Quartier "Hedi Nouira" de la municipalité de la "Sokra"

- Graphique 13: Conditions routières dans le quartier "Hedi Nouira".

- Graphique 14: Attitudes à l'égard des travaux de génie civil dans le quartier "Hedi Nouira".

- Graphique 15: Evaluation des taux de chômage.

- Graphique 16: Assurer la sécurité des citoyens lors de la surveillance de sécurité.

-Graphique n ° 17: Causes des conflits dans le quartier : "Hedi Nouira".

- Graphique 18: Le rôle de l'autorité dans la résolution des litiges dans le quartier "Hedi Nouira".

- Graphique 19: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier "Hedi Nouira".

- Graphique 20: L'image de l'extrémiste chez l'interviewé.

-Graphique 21: La relation de la population avec l'extrémiste.

-Graphique 22: Méthodes de polarisation utilisées par les groupes terroristes.

Graphique 23 : Rôle des femmes dans les groupes extrémistes.

- Graphique 24: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.

Gouvernorat de Tunis.

Le quartier "25 juillet" de la municipalité de "Sidi Hcine".

- Graphique 1 : L'existence d'une crèche scolaire.

- Graphique 2 : L'existence d'un dispensaire ou d'un centre de santé de base.

- Graphique 3 : L'existence d'un terrain de sport.

- Graphique numéro 4: L'existence d'une école coranique.

- Graphique 5 : la participation aux activités associatives.

- Graphique 6 : Genre de l'activité sociale.

- Graphique 7: le rôle des associations.

-Graphique 8: Evaluation de l'existence des associations.

- Graphique 9: évaluation des taux de chômage.

- Graphique 10: Relation entre droits de l'homme et droits civils et économiques.

- Graphique 11: Interprétation du manque de respect.

- Graphique 12: Évaluation de la relation du citoyen avec l'appareil de sécurité.
- Graphique 13: raids de sécurité.
- Graphique 14: Comment la police traite t- elle les citoyens dans le cas du contrôle de sécurité ?
- Graphique n ° 15: La cause des conflits s'ils existent.
- Graphique16: Rôle de l'autorité dans les conflits.
- Graphique 17: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.
- Graphique 18: Causes de la propagation de la criminalité.
- Graphique 19: L'existence de groupes extrémistes est liée au manque de sécurité dans le quartier ?
- Graphique 20:Relation des habitants avec le terroriste.
- Graphique 21:moyens d'attirer les gens par les extrémistes.
- Graphique 22: Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes.
- Graphique 23: solutions proposées.

Municipalité de « Djebel Jloud »

- Graphique 24 : Installations dans le quartier.
- Graphique 25: Type d'activité sociale.
- Graphique 26 : Evaluation de l'existence d'associations.
- Graphique 27 : évaluation des taux de chômage.
- Graphique 28: Relation entre droits de l'homme et droits civils et économiques.
- Graphique 29: Interprétation du manque de respect.
- Graphique 30: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.
- Graphique 31: Conflits au sein de la population.
- Graphique 32: Rôle du pouvoir dans les conflits.
- Graphique 33: l'attitude des autorités à traiter les plaintes.
- Graphique 34 : Moyens d'attirer les gens par les groupes terroristes.
- Graphique 35 : Relation de la population avec l'extrémiste.
- Graphique 36: Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes.

-Graphique 36: Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes.

- Graphique 37 : propositions de solutions.

Gouvernorat du Kef.

Municipalité du Kef Est.

-Graphique 1: Existence d'un jardin d'enfants.

-Graphique 2: Existence d'une garderie scolaire.

-Graphique 3: Existence d'un espace de loisirs.

-Graphique 4: Existence d'une maison de culture.

-Graphique 5: Existence d'un terrain de sport.

- Graphique 6: Types d'activités sociales.

-Graphique 7 : évaluation des taux de chômage.

-Graphique 8: Relation entre droits de l'homme et droits civils et économiques.

- Graphique 9 : Raisons du sentiment du non respect.

- Graphique 10: Les causes des conflits, s'ils existent.

-Graphique 11: Le rôle du pouvoir dans les conflits.

- Graphique 12: Moyens d'attirer des personnes par des groupes terroristes ?

- Graphique 13: Relation entre la population et l'extrémiste.

-Graphique 14: Rôle de la femme dans les groupes extrémistes.

- Graphique 15: propositions de solutions.

Gouvernorat de Kasserine

-Graphique 1 : Taux d'adhérence au travail associatif.

- Graphique 2: attribution à une action civile.

- Graphique 3: Pourcentage de raisons pour lesquelles on se sent irrespectueux.

- Graphique 4 : Relation entre citoyen et sécurité.

- Graphique 5: Réaction des jeunes au comportement sécuritaire.

- Graphique 6: Causes des conflits.

- Graphique 7: Les esprits sages de la résolution des conflits dans le quartier.
- Graphique 8: traitement des plaintes de la population par les autorités.
- Graphique 9 : Indices de reconnaître un extrémiste.
- Graphique 10: Pourcentage de moyens utilisés pour attirer les gens.
- Graphique 11: Rôle des femmes dans les groupes extrémistes.
- Graphique 12: Proportion de solutions proposées dans « E-Zohour 2 » pour prévenir l'extrémisme et le terrorisme.

Gouvernorat de Médenine : Municipalité de «Beni Khedache

- Graphique 1: État des rues et des routes.
- Graphique 2: L'éclairage public des rues et des routes.
- Graphique 3: Participation des hommes et des femmes aux institutions de la société civile.
- Graphique 4: Interprétation du manque de respect.
- Graphique 5: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.
- Graphique 6: Expression de la jeunesse en réponse au comportement de sécurité.
- Graphique 7: La cause des conflits s'ils existent.
- Graphique 8: Rôle de l'autorité dans les conflits.
- Graphique 9: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.
- Graphique 10: L'image de l'extrémiste chez les habitants.
- Graphique 11: Moyens d'attirer les membres des groupes terroristes.
- Graphique 12: Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes.
- Graphique 13 : Les propositions de solutions.

Municipalité de « Zarzis »

- Graphique 14: Etat des rues et des routes.
- Graphique 15 : L'éclairage public dans le milieu communal.
- Graphique 16: Participation des femmes et des hommes aux institutions de la société civile.
- Graphique 17: le manque de respect.
- Graphique 18: Évaluation de la relation du citoyen avec l'appareil de sécurité.

- Graphique 19: Expression des jeunes en réponse à un comportement de sécurité.
- Graphique 20 : Les causes des différends en cas d'existence.
- Graphique 21 : Rôle de l'autorité dans les litiges.
- Graphique 22: Raisons de la propagation de crime.
- Graphique 23: L'image de l'extrémiste.
- Graphique 24: pourcentage de méthodes de polarisation utilisées.
- Graphique 25: Pourcentage de rôles attribués à des femmes
- Graphique 26: Proportion de solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.

Gouvernorat de Tataouine

Municipalité Tataouine Nord.

Graphique 1: Etat des rues et des routes

Graphique 2: L'éclairage public.

Graphique 3: Participation des femmes aux institutions de la société civile.

Graphique 4:Interprétation du cas du non- respect.

- Graphique 5: Évaluation de la relation entre le citoyen et l'appareil de sécurité.
- Graphique 6: Expression de la jeunesse en réponse au comportement de sécurité.
- Graphique 7: Les causes des conflits, s'ils existent.
- Graphique 8: Rôle de l'autorité dans les conflits.
- Graphique 9: Évaluation de la situation en matière de sécurité dans le quartier.
- Graphique 10: Image de l'extrémiste chez la population.
- Graphique 11: Moyens d'attrait utilisés par les membres des groupes terroristes.
- Graphique 12: Le rôle des femmes dans les groupes extrémistes.
- Graphique 13: Solutions proposées pour prévenir l'extrémisme violent.

Table des matières

Introduction.....	p.339
Introduction à l'analyse quadratique ou à ce qu'on appelle l'analyse« SWOT ».....	p.340
Résumé du cadre général de l'enquête de terrain et des principales caractéristiques des échantillons.....	p.343
Une analyse détaillée de tous les facteurs et éléments qui encouragent ou contribuent à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme.....	p.346
1- Gouvernorat de l'Ariana.....	p. 348
- Cité "E-Nassim" municipalité de "Soukra".....	p.348
- Cité Hedi Nouira municipalité de "Soukra".....	p.374
2- Gouvernorat de Tunis.....	p.398
- Le quartier "25 juillet" de la municipalité de "Sidi Hcine".....	p.398
- Djebel Jloud.....	p.420
3- Gouvernorat du Kef : Municipalité du Kef Est.....	p.441
4- Gouvernorat de Kasserine:Municipalité « E-Zouhour ».....	p.464
5- Gouvernorat de Médenine.....	p.491
- Municipalité de « Beni Khedache ».....	p.491
- Municipalité de « Zarzis »	p.510
6- Gouvernorat de Tataouine: Municipalité de Tataouine Nord.....	p.529
Analyse générale SWOT sur l'extrémisme violent en Tunisie.....	p.547
Proposition d'un programme d'action pour prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme.....	p.552
Conclusion générale.....	p.554
Liste des tableaux.....	p.556
Liste des graphiques.....	p.56